Éditions Héloïse d'Ormesson

Dror Moreh

Les Sentinelles

The Gatekeepers

Préface d'Élie Barnavi

Le témoignage saisissant de six ex-patrons du Shin Bet.

Essai *traduit de l'hébreu par Cécile Binder-Milgram*

Éditions Héloïse d'Ormesson

Dror Moreh

Les Sentinelles

The Gatekeepers

Préface d'Élie Barnavi

Le témoignage saisissant de six ex-patrons du Shin Bet.

Essai *traduit de l'hébreu par Cécile Binder-Milgram*

Dror Moreh

Les Sentinelles
The Gatekeepers

Essai *traduit de l'hébreu*
par Cécile Binder-Milgram

Éditions Héloïse d'Ormesson

Né en 1961, Dror Moreh est un réalisateur de renom. Avec *The Gatekeepers* (2012), nominé pour l'Oscar du meilleur documentaire, il rencontre un succès mondial.

« À l'avenir, lorsqu'on évoquera l'interminable conflit du Proche-Orient et l'occupation bientôt demi-centenaire des territoires palestiniens, il faudra bien se référer, d'une manière ou d'une autre, à ces six témoignages. » — Élie Barnavi

Six anciens directeurs du Shin Bet, la sécurité intérieure israélienne, brisent un silence de quelque trente ans. Au cœur de l'action et des secrets entre 1980 et 2011, les gardiens du système, d'ordinaire les plus zélés, dévoilent les rouages du service chargé de la lutte antiterroriste – infiltrations, tortures, éliminations ciblées. Ne taisant ni leurs doutes ni leurs erreurs, ils constatent l'échec des gouvernements successifs à instaurer durablement la paix.

Ces confessions d'une franchise désarmante apportent un nouvel éclairage sur le conflit israélo-palestinien depuis la guerre des Six-Jours, et résonnent comme un vibrant message d'espoir.

Préface

Voici un document extraordinaire. Le film, déjà, avait provoqué un véritable choc. Mais l'effet d'un film, aussi puissamment dérangeant soit-il, est éphémère. L'écrit lui confère désormais la force et la dignité du monument historique. À l'avenir, lorsqu'on évoquera l'interminable conflit du Proche-Orient et l'occupation bientôt demi-centenaire des territoires palestiniens, il faudra bien se référer, d'une manière ou d'une autre, au témoignage de ces six anciens directeurs du Shin Bet.

Pour en saisir l'importance, et aussi son caractère proprement inouï, il faut comprendre la place du Service de sécurité générale (Shabak dans son acronyme hébraïque) en Israël et dans l'imaginaire israélien. Le Shin Bet est un État dans l'État. Il a la haute main sur la sécurité intérieure, dans un pays où, pour des raisons évidentes, ce domaine tient du sacré. Son patron en réfère directement au Premier ministre, et, hormis celui-ci, nul n'a aucune espèce d'autorité sur lui. Naguère, son nom même était interdit de publication ; il était désigné par une initiale suivie d'un point. Tout dans ce qui relève de son organisation est entouré d'un halo de mystère, ses techniques de recrutement et d'entraînement, les modes de promotion de ses officiers, et, bien entendu, son *modus operandi* et ses activités.

On comprend que « mettre à table » ses six responsables survivants – le dernier, Yuval Diskin, était encore en service au moment de l'entretien avec le réalisateur – relevait déjà de l'exploit. En fait, Israël est probablement la seule démocratie au monde où un tel phénomène est possible. On voit mal les patrons des services secrets français, ou britanniques, ou américains, se livrer à cet exercice de déballage public. Pourquoi ce qui est impensable là-bas est-il possible ici ? Difficile à dire. Peut-être est-ce dû à la position particulière de ces hommes, dont la liberté est à la mesure de leur puissance. Comme on le lit tout au long de leurs témoignages, ils ne se sentent redevables que du peuple d'Israël et leur seule crainte est d'échouer à le protéger. Dans un pays où tout est politique, c'est-à-dire partisan, eux échappent largement à la politique. Mais peut-être est-ce dû aussi à un trait de caractère national, cette espèce de franchise brutale qui rend les relations humaines âpres au premier contact, mais en définitive moins frelatées et plus authentiques. Je ne sais. Toujours est-il que, en matière de franchise brutale, on est servi. Car si faire parler ces hommes était un exploit, leur faire dire ce qu'ils disent en est un autre, et bien plus remarquable.

Ce qui rend leur témoignage précieux est que, du moins aux yeux du lecteur non averti, leur portrait collectif ne présage en rien ce qui va suivre. En effet, ce ne sont pas de belles âmes, tant s'en faut ; plutôt des super-patriotes, sionistes jusqu'au bout des ongles, prêts à tout pour assurer la sécurité de leurs compatriotes et la survie de leur État. Ils sont tous passés par des unités d'élite de l'armée, ont suivi une formation de terrain impitoyable et participé à des opérations qui renvoient les héros des films de genre au rayon des bluettes sentimentales. Mais ce ne sont pas des aventuriers non plus, et encore moins des brutes irréfléchies. Pragmatiques, calculateurs, cérébraux, s'ils ont acquis une maîtrise remarquable de leurs émotions, et s'ils

n'ont aucune patience pour les donneurs de leçons, ils n'en ont pas moins une vision morale de ce qu'ils sont et font. Seulement, la leur est fruit de l'expérience.

Pour une part, leur témoignage est de portée universelle ; il devrait intéresser toute agence de sécurité – et tout citoyen – d'un État de droit démocratique. Peut-on tout faire au nom de la sécurité ? Où s'arrête le souci légitime, impérieux, de mettre un terroriste hors d'état de nuire, et où commence l'abus des droits fondamentaux, les siens, ceux de sa famille et de sa communauté ? A-t-on le droit de le torturer pour lui faire avouer un crime qu'il a commis, un crime qu'il s'apprête à commettre ? Et qu'est-ce qui relève de la torture ou de ce qu'un arrêt célèbre de la Haute Cour de justice de ce pays a nommé une « pression physique modérée » ? En d'autres termes, si la gégène est évidemment interdite, quid de la privation de sommeil, ou de la cagoule qui fait perdre au prisonnier le sens de l'orientation, ou de la chaise où on l'enchaîne dans une position inconfortable ? Est-ce de la torture ou non ? Au fait, qu'est-ce qui justifie tout cela ? À l'évidence, un danger pressant et immédiat, la fameuse bombe à retardement qu'il s'agit de désamorcer à temps, avant qu'elle ne fasse des ravages dans un autocar, ou un cinéma, ou une discothèque. On a prétendu que ce cas d'école n'existe pas en réalité. Mais si, il existe, ces hommes en fournissent plus d'un exemple. On a prétendu aussi, plus sérieusement, qu'il est facile de glisser de la bombe à retardement vers d'autres cas, moins évidents. Frontières floues du permis et de l'interdit, du légitime et de l'illégitime. Infinis dilemmes, où se mêlent les impératifs opérationnels et la lettre de la loi, la culture de l'organisation et des considérations de morale universelle, et dont la discussion par nos témoins est aussi inattendue que fascinante. Car si tous ne sont pas d'accord sur les solutions, aucun n'élude les problèmes.

Cependant, la leçon qu'administrent nos sentinelles concerne pour l'essentiel le conflit israélo-palestinien. À leur manière, elles en racontent l'histoire, et cette histoire est tragique. Non seulement parce que c'est une histoire de sang – après tout, du sang, il y en eut trop, mais, comparé à d'autres conflits de notre temps, le nôtre en a été bien économe. Qu'on en juge : toutes les guerres d'Israël ont fait en un siècle, soit depuis les débuts de l'implantation sioniste, moins de victimes qu'une journée bien remplie de la Première Guerre mondiale. Mais surtout parce que c'est une tragédie au sens grec, où s'affrontent dans la douleur des hommes manipulés par des forces qui les dépassent, et auxquelles, pour leur malheur, ils se soumettent.

Vue à travers les lunettes du Shabak, cette histoire pourrait se résumer ainsi. Dans la foulée de la guerre des Six-Jours, Israël se trouve en possession d'un mini-empire accidentel, que nul n'avait prévu ni cherché. C'est à ce moment que l'agence commence à s'intéresser aux Palestiniens ; jusqu'alors, son travail concernait plutôt le contre-espionnage intérieur dont les cibles étaient les services secrets de l'Union soviétique et de ses satellites, ainsi que ceux des pays arabes. Brusquement, il a fallu se soucier des Arabes de la Cisjordanie et de la bande de Gaza occupées à la faveur de la campagne de juin 1967, et la question s'est posée : que faire de ces territoires ? Les rendre à la Jordanie ? Créer un État palestinien, comme l'idée en a germé dans l'esprit de plusieurs officiers du Shabak ? On ne fit ni ceci ni cela, et, l'enthousiasme colonisateur du néosionisme messianique aidant, Israël s'installa dans ses conquêtes. Puis, à partir de 1972, le terrorisme palestinien pointa le bout de son museau. Les attentats se multiplièrent, et le service eut d'autres chats à fouetter que de songer aux solutions politiques, ce n'était d'ailleurs pas de son ressort. Il combattit donc le terrorisme, et ce travail l'absorba presque tout entier.

Il a magnifiquement réussi. Et, en maintenant la violence à un niveau « acceptable », il a rendu possible la perpétuation de l'occupation. Comme le dit l'aîné du groupe, Avraham Shalom, « au lieu de vingt opérations terroristes par semaine, il y en avait vingt par an. Et cela faisait une énorme différence ». Mais il dit aussi : « … le problème de l'occupation n'était pas résolu pour autant. » N'est-ce pas ce qui arrive toujours lorsque la stratégie le cède à la tactique ?

Comme on sait, le problème de l'occupation n'est toujours pas résolu. Celui de la sécurité non plus, d'ailleurs. Nos témoins le savent, et ils le disent sans ambages : la solution n'est pas sécuritaire, elle est politique. Eux qui ont acquis une maîtrise quasi absolue des territoires palestiniens ; qui disposent d'un réseau d'informateurs qui les tiennent informés, au jour le jour, de ce qui se passe dans la moindre chaumière ; qui sont capables d'envoyer un homme *ad patres* en bourrant son téléphone d'une charge explosive qui ne fera qu'une victime, lui ; eux qui savent tout – sont incapables de rien prévoir. Du moins, rien de vraiment important, comme les deux Intifadas. Comment le pourraient-ils ? Comme l'explique l'un d'entre eux, ils ne cessent d'assécher un marécage qui se remplit sans discontinuer. N'est-ce pas la loi des guerres asymétriques ?

D'où la mélancolie qui imprègne leurs récits, et le sentiment de grande solitude qui s'en dégage. Ils ont offert aux politiques, disent-ils, le don le plus précieux, le don du temps, et ces derniers l'ont gaspillé. L'histoire de l'occupation, c'est la litanie des occasions perdues, des palabres sans objet, des décisions non suivies d'effet. Les passages où il est question du processus de prise de décision politique sont déprimants, effrayant celui qui concerne un éventuel bombardement des installations nucléaires iraniennes. Et grotesque le portrait en creux des princes qui nous gouvernent.

L'on comprend ainsi que ces faucons par fonction soient des colombes par réalisme politique. Le plus philosophe des six, Yuval Diskin, ne craint pas de se réclamer de Yeshayahou Leibowitz, le penseur anticonformiste qui s'est montré d'emblée un opposant farouche à l'occupation des territoires palestiniens. Les autres se contentent de constater que, dans les mots d'Avraham Shalom, « nous avons gagné toutes les batailles, mais aucune guerre », et qu'il importe d'en tirer les conséquences qui s'imposent. Alors, ces hommes sont-ils de gauche ou de droite, puisque c'est dans ces catégories que tout le monde est rangé ici dans une affaire où elles sont pourtant sans pertinence ?

Alors, voilà. Consciencieusement, efficacement, Sisyphe roule son rocher en haut de la montagne ; mais seuls les dieux sont en mesure d'empêcher le rocher de lui retomber sur la tête. Ces dieux-là siègent à Jérusalem, et ils n'en ont cure. Disons que Sisyphe est plutôt de gauche, ou du moins, comme l'admet l'une de ses incarnations dans cet ouvrage mémorable, il l'est devenu au contact des réalités. Les dieux, eux, sont résolument de droite.

Élie Barnavi, Tel-Aviv, mai 2015

Introduction

Le 4 novembre 1995, ma vie a changé du tout au tout. Depuis cette nuit où le Premier ministre Itzhak Rabin a été assassiné par un assaillant juif, un sentiment de désespoir m'envahit quand je pense à notre incapacité à assurer un avenir meilleur à nos enfants en Israël. Ce sentiment, que Shimon Sheves, le chef de cabinet de Rabin, a si justement exprimé en s'exclamant : « C'en est fini de mon pays ! », m'habite encore. Même le fragile espoir né lors de l'élection d'Ehud Barak qui proclama « l'aube d'un jour nouveau » s'est rapidement évanoui.

La plupart des gens qui m'entourent se laissent aller à un certain fatalisme et se sont résignés à accepter notre situation existentielle. Notre destin est de vivre l'épée à la main dans le proche avenir et de nous habituer à la sensation étouffante de nous trouver dans une impasse. « D'une main il tient la lance et de l'autre il conduit la charrue », comme l'ont proclamé les pères du sionisme. C'est ainsi que nous vivrons dans les prochaines années. Une grande partie de la société israélienne a abandonné l'idée d'une quelconque possibilité de résoudre un jour ce conflit. Elle s'est tellement habituée à payer un prix exorbitant pour sa survie, les armes à la main, qu'elle n'y prête même plus attention. C'est ce constat ainsi que la volonté de

comprendre comment nous en sommes arrivés là qui m'ont conduit à réaliser *The Gatekeepers*.

Les sources d'inspiration pour ce film sont multiples. L'une d'entre elles a été *The Fog of War*, du réalisateur américain Errol Morris, Oscar du meilleur film documentaire en 2004. Morris y interviewe Robert McNamara, ministre de la Défense américain de 1961 à 1968, qui a travaillé avec les présidents des États-Unis John Kennedy et Lyndon Johnson. Lorsque j'ai vu ce film pour la première fois, j'ai été très troublé par la puissance d'un témoignage de première main, provenant du saint des saints de la prise de décision stratégique américaine. J'ai été stupéfait de découvrir comment sont adoptées des résolutions cruciales pour le destin de millions d'hommes.

Une conversation, à l'occasion d'un autre de mes documentaires – *Sharon* –, a été un catalyseur supplémentaire pour la réalisation de *The Gatekeepers*. En vue de sa préparation, j'ai mené des entretiens avec les personnes les plus proches du chef du gouvernement pour comprendre ce qui a motivé le « père des implantations » à évacuer dix-sept villages de la bande de Gaza et quatre autres en Judée-Samarie, des villages qui avaient été fondés sous son impulsion.

Dov Weisglass, chef de cabinet du Premier ministre de 2003 à 2006, explique lors de notre entrevue :

« L'initiative de Genève[1] avait un sens politique sans que l'élimination du terrorisme en soit une condition préalable. Le fait que ce plan bénéficie du soutien de 40 % de la population préoccupait beaucoup Arik (Ariel Sharon). Il y voyait un signe de faiblesse, de fatigue. Il pensait que la volonté acharnée de ce peuple de parvenir à tout prix à un accord lui faisait perdre la raison. Il me dit : "Tant de gens sont prêts à renoncer à ce qui nous semble être un axiome de base, à abandonner le principe selon lequel il ne peut y avoir d'accord politique tant que le terrorisme sévit en toute liberté

dans les rues de l'Autorité palestinienne." Il avait cerné le problème. Puis d'autres éléments s'ajoutèrent, comme les discussions avec quatre directeurs du Service de sécurité intérieure, la lettre des vingt-sept pilotes refusant de mener de nouvelles opérations dans la bande de Gaza, suivie de celle des treize membres du commando d'élite de l'armée Sayeret Matkal excluant de continuer à servir dans les territoires palestiniens. Ce type de contestation n'était pas semblable aux protestations provenant des groupes que nous identifiions traditionnellement comme des protestataires professionnels, des objecteurs de conscience ou des militants d'extrême gauche, protestations auxquelles nous ne prêtions guère attention. Pour Ariel Sharon, cette contestation était un sujet qui méritait réflexion. Il connaissait certains signataires des lettres, des personnes pour qui la sécurité d'Israël était primordiale et qui y avaient aussi grandement contribué par des sacrifices personnels, peut-être plus que beaucoup d'autres. Tout cela lui fit voir les choses différemment. Le problème n'était plus seulement politique, c'était dorénavant une affaire intérieure. »

C'est en entendant Dov Weisglass prononcer ces mots que l'idée de demander à tous les directeurs du Service de sécurité de raconter leur histoire, et par conséquent celle du conflit israélo-palestinien depuis 1967, a pris forme.

Les directeurs du Shabak (Service de sécurité intérieure, plus connu en France sous le nom de Shin Bet) m'ont eux-mêmes posé la question plus d'une fois : « Pourquoi justement nous ? » La réponse est simple. Parce que le conflit israélo-palestinien est le domaine spécifique du Shabak. C'est la mission dont il est chargé plus que toute autre organisation en Israël. Ses directeurs ont joué un rôle décisif dans l'histoire du Moyen-Orient actuel. Ils se sont toujours trouvés au cœur de l'action et des secrets, proches des chefs de

gouvernement. Ils ont combattu à la tête de leurs hommes le terrorisme et les menaces, de l'extérieur comme de l'intérieur, contre la démocratie en Israël. Leurs avis et leurs évaluations des situations ont eu une large influence sur les politiques gouvernementales en Judée, en Samarie et dans la bande de Gaza. Les décisions qu'ils ont prises ont souvent été d'une importance vitale.

Ils étaient là quand Israël a conquis le Sinaï, le Golan, Gaza, la Judée et la Samarie pendant la guerre des Six-Jours, devenant en une nuit une puissance régionale. Ils étaient là quand des membres du mouvement Goush Emounim, issu du Parti national religieux, ont commencé à monter vers le village de Sebastia dans le nord de la Samarie pour s'y implanter, à l'époque du premier gouvernement Rabin et avec son soutien. Ils étaient là quand ont été arrêtés les membres d'un mouvement clandestin juif qui avaient attaqué des Arabes et planifiaient de faire sauter le mont du Temple afin de provoquer la guerre de Gog et Magog. Ils étaient là quand la première Intifada a éclaté et que nous pensions encore pouvoir leur « briser les os ».

Ils étaient là quand nous avons solennellement signé les accords d'Oslo, et encore lorsqu'une sentence de *Din rodef*[2] – antique et caduque « loi du poursuivant » – fut émise à l'égard d'un Premier ministre élu et en exercice, et aussi quand il fut assassiné lors du rassemblement du camp de la paix à Tel-Aviv. Ils étaient là quand la deuxième Intifada a éclaté à la fin des négociations de Camp David, pendant lesquelles le Premier ministre Ehud Barak a « tout » fait pour résoudre le conflit et s'est rendu compte qu'il n'avait pas de « partenaire ». Ils étaient là quand des bombes humaines ont massacré des centaines de personnes dans les villes d'Israël, quand les interrogateurs du Shabak ont torturé des suspects considérés comme des « bombes à retardement ». Ils étaient là quand le Hamas a pris le

pouvoir à Gaza et a transformé cette zone en une « représentation de l'Iran à 10 kilomètres d'Ashkelon ». Ils étaient là quand Tsahal, l'armée de défense d'Israël, a essayé de « bien faire comprendre les choses » aux Palestiniens pour la énième fois, et chaque fois que des hélicoptères décollaient vers une nouvelle « élimination ciblée » à Gaza.

Ils étaient bien présents alors et le sont encore aujourd'hui pour constater que la réalité sécuritaire et civile qui a façonné et façonne toujours notre vie n'est pas près de s'améliorer.

J'ai réalisé les entretiens avec les directeurs du Shabak entre les années 2009 et 2010. On m'a plusieurs fois demandé pourquoi ils avaient accepté de parler. Comment avais-je réussi à amener six directeurs de cette prestigieuse institution, cinq à la retraite et un en exercice (j'ai interviewé Yuval Diskin, alors en fonction, dans son bureau au quartier général du Service), à parler de façon tellement sincère, directe et ouverte ?

Rétrospectivement, je pense qu'ils m'ont peut-être fait confiance parce que je m'adressais à eux en tant que professionnels, spécialistes de leur domaine. Je voulais entendre leur version de l'histoire et leur avis sincère. Plus encore, je pense qu'ils ont compris, sûrement avant moi, que nous étions en train de laisser échapper les occasions de mettre fin au conflit.

Cette aventure a commencé avec Ami Ayalon. Après lui, j'ai rencontré chacun des directeurs du Shabak à plusieurs reprises pour des conversations pendant lesquelles ils m'ont eux-mêmes longuement interrogé. Les entretiens se sont pour la plupart déroulés chez eux et dans l'ordre chronologique de leur exercice de la fonction – j'ai commencé avec Avraham Shalom et terminé avec Yuval Diskin. Avant chaque rencontre, j'ai préparé des dizaines de questions, mais pendant le tournage nous avons eu un dialogue ouvert. Je voulais

surtout comprendre. J'ai eu la chance de pouvoir les interroger sur les moments les plus dramatiques de l'histoire d'Israël ces dernières décennies, et d'entendre le point de vue des directeurs d'une institution majeure.

Après la plupart des entretiens, j'avais du mal à m'endormir. Je prenais conscience qu'il n'était pas évident de trouver des dirigeants dotés de qualités telles qu'ils pourraient faire face aux défis complexes qu'Israël doit relever chaque jour, chaque heure, et combien est grand le fossé entre les leaders auxquels on aspire et ceux qui nous ont dirigés et continuent à le faire.

Pendant les interviews, les directeurs du Shabak ont eu à affronter de difficiles et douloureuses questions les contraignant à revenir sur leur passé et sur les pires erreurs de leur carrière. Certains portent de profondes cicatrices de leur période de service et ont payé un lourd tribut pour leurs fautes, leur visage en est marqué.

Je suis resté muet lorsque Avraham Shalom a brisé un silence de quelque trente ans et s'est mis, après m'avoir résolument prévenu lors de notre premier entretien qu'il ne le ferait pas, à révéler sa version des événements de l'affaire du bus 300, son sceau d'infamie personnel. Deux des quatre terroristes qui avaient détourné ce bus en prenant ses voyageurs en otage étaient encore vivants lorsqu'ils ont été arrêtés et auraient été tués sur son ordre.

J'ai été sidéré au moment où Carmi Gillon, avec sa franchise désarmante, a raconté qu'après l'assassinat de Rabin, alors qu'il portait sur ses épaules le fardeau de la défaillance des services de sécurité, sa femme Sari mettait toute son énergie à le maintenir en vie.

Je suis resté abasourdi lorsque Avi Dichter a décrit pour la première fois comment l'attentat à l'encontre de l'ingénieur Yahya

Ayyash, au moyen d'un téléphone piégé, a en fait échoué au moment fatidique, pour être relancé et ne réussir qu'une semaine plus tard.

J'ai écarquillé les yeux quand Yuval Diskin, toujours en fonction, m'a rapporté comment il se libérait de ses angoisses après des éliminations ciblées, aussi réussies et « propres » qu'elles aient été.

Après la sortie du film, on m'a souvent demandé quelle avait été la chose la plus difficile à laquelle j'avais été confronté pendant ces interviews. Ma réponse a été que l'on aurait pu nombre de fois infléchir le cours des événements dans la région et que bien des opportunités ont été manquées, principalement à cause de la vision étriquée de dirigeants qui ont préféré préserver leur petite position temporaire, les intérêts de leur parti, plutôt que de s'atteler à la création d'une stratégie meilleure pour l'avenir. Il m'est aussi très pénible de penser aux milliers de morts, de blessés et de familles déchirées des deux côtés, prix de cette impéritie.

Comme tous les directeurs du Shabak l'ont souligné, l'autre partie, les Palestiniens, a évidemment aussi une grande part de responsabilité dans la situation tragique des deux peuples. Mais *The Gatekeepers* nous permet, en tant qu'Israéliens, de nous regarder en face et de voir clairement où nous en étions à l'époque, où nous en sommes aujourd'hui et dans quelle direction nous allons les yeux bien fermés.

Après le discours du président des États-Unis au palais des congrès de Jérusalem, Ami Ayalon m'a téléphoné pour me demander si j'avais entendu Barack Obama évoquer la nécessité pour les jeunes d'agir sans se soucier de l'opinion de leurs dirigeants. Il avait lancé exactement le même appel dans l'interview qu'il m'avait accordée pour le film *The Gatekeepers*.

Je cite ci-dessous le passage du superbe discours d'Obama, qui l'espace d'un instant a fait naître un espoir chez de nombreuses

personnes, espoir qui s'est vite évanoui dans la glauque réalité :

« Vous seuls pourrez définir les caractéristiques de la démocratie que vous construirez. Mais souvenez-vous qu'au moment où vous prendrez ces décisions, elles détermineront non seulement l'avenir de vos relations avec les Palestiniens mais aussi l'avenir d'Israël. Comme l'a dit Ariel Sharon : "Il est impossible de faire vivre un État juif et démocratique et en même temps de contrôler toute la terre d'Israël. Si nous nous entêtons à réaliser ce rêve dans son intégralité, nous risquons de tout perdre." Ou, d'un autre point de vue, réfléchissez aux paroles de David Grossman peu de temps après la perte de son fils, disant la nécessité de la paix : "Il nous faut mener une paix défensive avec la même détermination et la même créativité que nous menons une guerre défensive…"

Avant d'arriver ici, j'ai rencontré un groupe de Palestiniens âgés de quinze à vingt-deux ans. En m'entretenant avec eux, je me suis rendu compte qu'ils n'étaient pas différents de mes filles, ou de vos filles ou fils. Je crois sincèrement que tout parent israélien qui discuterait avec eux dirait : "Je veux que ces enfants réussissent, qu'ils aient autant d'opportunités que mes propres enfants…"

Les Israéliens doivent reconnaître que la poursuite des implantations cause du tort à la paix, qu'une Palestine indépendante doit être viable et qu'il nous faut tracer de vraies frontières. J'ai proposé des principes relatifs aux territoires et à la sécurité dont je crois qu'ils peuvent être une base de discussions. Mais pour l'instant, laissez de côté les plans et le processus. Je vous demande, en lieu et place, de penser à ce qu'il est possible de mettre en œuvre pour instaurer la confiance entre les peuples. Il y a quatre ans, je me tenais au Caire devant un public de jeunes. Leurs conceptions politiques et leur foi religieuse sont très éloignées des vôtres. En revanche, leurs aspirations ne sont quant à elles pas très différentes des vôtres.

Prendre eux-mêmes leurs décisions, recevoir une éducation, trouver un bon travail, prier à leur façon, se marier et fonder une famille. Il en est de même pour les Palestiniens que j'ai rencontrés à Ramallah ce matin, et pour ceux qui rêvent d'une vie meilleure à Gaza.

C'est là que commence la paix, non seulement dans les programmes des gouvernants, mais aussi dans le cœur des citoyens. Non seulement par un processus soigneusement planifié, mais aussi par la relation quotidienne qui se noue entre ceux qui vivent ensemble dans ce pays, et ici à Jérusalem, la Ville sainte. En tant qu'homme politique, je peux vous promettre ceci : les dirigeants politiques ne prendront pas de risques si les citoyens ne l'exigent pas d'eux. Vous devez provoquer le changement que vous voulez voir s'opérer. Je sais que c'est possible. »

Ami Ayalon m'avait dit lors de notre entretien :

« Quand je rencontre des jeunes, et cela arrive souvent, je leur dis la chose suivante : je suis né dans la vallée du Jourdain et j'ai eu une enfance merveilleuse. Je savais qu'à Jérusalem il y avait une maison et qu'au deuxième étage il y avait un long couloir et qu'au bout du couloir il y avait une porte et que derrière la porte il y avait un homme sage qui prenait des décisions. Il réfléchissait. Mes parents le surnommaient le Vieux[3]. Des années plus tard, après la guerre du Kippour, je me suis rendu à Jérusalem dans cette même maison, je suis monté au deuxième étage et j'ai constaté qu'au bout du couloir il n'y avait pas de porte. Et derrière cette non-porte, il n'y avait personne qui réfléchissait pour moi. Alors la question suivante s'est posée : que faire ? Je dois avouer qu'il s'est passé une chose en moi qu'a posteriori je trouve très positive. J'ai soudain compris que s'il n'y a personne là-bas, c'est sur moi que repose une immense responsabilité. Je connais la faiblesse des dirigeants et dans une très grande mesure leur incapacité à engager des processus même

lorsqu'ils les savent nécessaires. Nous avons une mission, nous devons nous lever chaque matin sans perdre de vue que nous avons la capacité de provoquer des changements, que nous avons des outils pour ce faire et que dans les moments de crise, nous avons l'obligation d'opérer ces changements. La guerre du Kippour m'a ouvert les yeux sur tout ce processus, mais c'est quelque chose de personnel. Il me semble que mes enfants commencent à le comprendre, à la lumière d'événements comme l'assassinat de Rabin, ou la deuxième guerre du Liban. Pour chacun vient le moment où il découvre que repose sur lui une responsabilité supplémentaire. »

Lors de ma conversation téléphonique avec Ami Ayalon, quelque chose s'est produit en moi. Au cours de mon très long travail sur le film *The Gatekeepers*, mon découragement n'avait fait que s'amplifier, je croyais de moins en moins à la possibilité de vivre ici une vie stable et normale à l'avenir. Tout au long des années de préparation, j'ai visionné plus de mille heures d'images d'archives sur le conflit israélo-palestinien. Des films en noir et blanc qui montraient les visages de jeunes gens circulant en uniforme de Tsahal dans les casbahs des villes de Judée-Samarie et à Gaza en 1967 ont été remplacés par des films digitaux en couleurs présentant d'autres visages de jeunes gens en uniforme de Tsahal qui font la même chose aujourd'hui. Les petits-enfants continuent l'œuvre de conquête de leurs grands-parents. La plupart des gens qui pensent encore que cela pourrait être différent l'expriment principalement dans un fauteuil devant la télévision et au cours de discussions de salon entre amis. C'est ainsi que nous avons agi lorsque des centaines de personnes se tenaient face à Itzhak et Léa Rabin tous les vendredis et appelaient à les pendre en place publique comme des traîtres, c'est ainsi que nous agissons chaque jour depuis. Nous préférons vivre dans une bulle, en ignorant ce qui se passe à notre porte.

Ou comme le dit Avraham Shalom :

« Pour la première fois, je perçois la question de l'existence d'Israël comme un sujet de réflexion. Ça ne l'était pas jusqu'à maintenant. L'Israélien moyen aussi le ressent. Seulement il n'est pas prêt à le reconnaître. La plupart des gens se cachent derrière leur yaourt du matin et leur steak du déjeuner. »

Les propos d'Ami Ayalon m'ont de nouveau fait comprendre qu'accepter de vivre dans le désespoir n'était pas une option. Que le devoir qui nous incombe à tous est d'agir, chacun à sa façon.

Pour moi, le projet *The Gatekeepers*, dont ce livre, *Les Sentinelles*, est peut-être la version la plus achevée et la plus complexe, est un pas vers l'accomplissement de ce devoir.

Dror Moreh, septembre 2013

---

1. Plan de paix alternatif non officiel visant à relancer le processus de paix israélo-palestinien et rendu public en octobre 2003. (Toutes les notes sont de la traductrice sauf mention contraire.)

2. Le poursuivant est dans la loi juive traditionnelle celui qui poursuit une personne pour l'assassiner. Ce poursuivant, après avoir été sommé de s'arrêter et ayant refusé, peut être tué par tout témoin. Cette loi antique et caduque concernant l'obligation d'intervention lorsque la vie d'autrui est en danger a été utilisée pour justifier l'assassinat de Rabin.

3. David Ben Gourion, Premier ministre de 1948 à 1953 et de 1955 à 1963.

Avraham Shalom
(1980-1986)

Avraham Shalom : Le 13 mars 1938 fut un jour décisif dans ma vie. J'avais un peu plus de neuf ans. Tous les murs de ma chambre étaient tapissés de cartes. Cartes ferroviaires, cartes routières, cartes topographiques. Les étudier était mon passe-temps favori. Lors de l'invasion allemande en Autriche, ces cartes me permirent de comprendre les mouvements de troupes et les plans de l'armée. Ce jour-là, des avions militaires survolèrent la ville puis l'infanterie fut déployée dans les rues. Je sautai de joie comme un enfant.

La nuit où les Allemands entrèrent dans Vienne, la bonne qui vivait chez nous ne dormit pas à la maison. Elle vint le matin nous annoncer qu'elle s'était mariée. Quand maman lui demanda avec qui, elle répondit : « Avec un pilote allemand. » Pour semer la terreur parmi les Viennois, les Allemands arrivèrent par les airs à bord de nombreux avions, puis s'en allèrent faire la fête dans les bars. L'un d'entre eux plut à notre bonne. Il vint alors avec elle chez nous, les Juifs, demander la permission de l'épouser. Nous lui accordâmes cette permission, elle nous en remercia et ils partirent ensemble le lendemain pour l'Allemagne. Elle n'avait pas demandé l'avis de ses

parents, c'était vers nous qu'elle s'était tournée. Bizarre. Mais c'était le genre de relations qui prévalaient entre elle et ma famille.

Nous habitions dans le centre de Vienne. Mon père était associé dans des usines de textile en Allemagne. Mes parents ne s'intéressaient en rien à la religion ni à la politique. Je ne savais même pas que l'hébreu s'écrivait de droite à gauche, je ne connaissais pas le son de cette langue. C'est à peine si je savais que j'étais juif. Quand au cours préparatoire nous reçûmes la visite du curé qui venait nous donner notre premier cours de catéchisme, il me choisit pour lire les versets et à la fin de ma lecture me félicita. En rentrant à la maison, je m'en vantai auprès de ma mère, qui ne dit mot mais alla annoncer à mon instituteur que tout cela ne me concernait pas. Il m'exclut aussitôt des cours de catéchisme, mais ne me mit pas dans la classe des Juifs. Cette classe comprenait dix Juifs inscrits comme faisant partie de la communauté juive. Nous n'étions quant à nous pas enregistrés, je me demande encore aujourd'hui pourquoi. Mis dehors, je jouais au ballon dans la cour en compagnie de deux protestants, des jumeaux, garçon et fille. Tous les autres enfants nous jalousaient.

Le jour de l'invasion allemande de Vienne, j'assistai depuis la terrasse de la maison d'amis au discours d'Hitler. Il se félicita de l'Anschluss. Perché sur le balcon de l'hôtel de ville situé face à la maison dans laquelle je me trouvais, il surplombait une foule hurlante qui agitait des drapeaux et faisait le salut nazi. Il n'avait rien de génial mais était assez dérangé pour rendre fou le monde entier. Du haut de mes neuf ans, je ne réalisai pas que je vivais un moment historique. De retour à la maison, ma mère, inquiète, me demanda si je n'avais pas eu peur en voyant Hitler.

En ce jour, les Allemands ne firent rien contre les Juifs. Les Autrichiens, si. Soudain, ils devinrent « courageux ».

Le lendemain de la Nuit de cristal, maman m'envoya à l'école. Tous les enfants juifs savaient bien qu'il était interdit d'aller à l'école ce jour-là et maman me dit : « Il ne faut pas aller à l'école ? Mais qu'est-ce que ça veut dire ! » J'ignore si mes parents étaient inquiets avant l'invasion allemande. Si oui, ils n'en montraient rien. Mes rapports avec eux étaient des rapports « allemands », pas des relations de mère juive, de *yiddishe mame*. Ce que je ne devais pas savoir, ils ne me le disaient pas. Une sorte d'esprit carré. C'est pour cette raison que ma mère m'envoya à l'école ce jour-là.

J'étais le seul Juif de la classe à être venu. Les autres avaient été plus malins. On me harcela et me frappa, jusqu'à ce que le maître vienne s'interposer entre moi et les autres élèves. Ils m'avaient fait tomber sur le radiateur et j'étais sérieusement blessé. Je restai alité à la maison pendant environ quinze jours. L'un d'entre eux, dont le père était policier, menait le groupe. Après la guerre, je l'ai recherché dans l'annuaire téléphonique de Vienne. Il s'appelait Hubert Leitner.

Pourquoi vous rappelez-vous son nom ?
C'était le plus ignoble. Un mauvais élève avec un imbécile de père. Policier. Même là-bas en Autriche, dans la police, on n'était pas des génies. C'était lui qui criait le plus, il ne frappait pas lui-même car il était peureux, mais il était le meneur.

Après ces quinze jours au lit, je ne retournai plus à l'école. Maman avait peur de m'y envoyer.

Nous avions un parent qui venait juste de terminer le lycée. Il avait dix ans de plus que moi. Un jour, il disparut. Sa mère téléphona à la mienne qui s'évertua à la rassurer. Six semaines plus tard, il revint complètement démoli. Il bégayait, divaguait. Son visage était écrasé, ses os brisés et il avait la peau en lambeaux. Il avait perdu toute figure humaine. Ses yeux pleuraient du sang, c'était horrible. Il ne pouvait pas parler et ne voulait bien sûr pas parler de ce qui lui

était arrivé à Buchenwald. À cette époque, ils internaient de jeunes Juifs dans le camp de concentration, ne les tuaient pas mais les renvoyaient pour terroriser les autres, car les Allemands voulaient que les Juifs quittent le pays. Les Juifs ne partirent pas.

Mon père était alors en Allemagne, d'où il s'enfuit. Il téléphona à la maison. Je me souviens que maman lui dit : « Ne reviens pas. Ça ne va pas bien ici. » Il commença donc à se renseigner sur l'endroit où il pourrait nous faire passer. Un beau jour, la police arriva et nous donna deux semaines pour quitter l'appartement. Nous n'avions nulle part où aller. Après notre expulsion de l'appartement, nous avons déménagé dans une pension réservée aux Juifs. Je commençai à fréquenter l'école juive. En fait, ce sont les nazis qui m'ont fait découvrir que j'étais juif.

Le plus humiliant, ce n'étaient pas les coups, c'était le mépris, total. Le boucher, le médecin, tous nous manifestaient leur mépris. Si vous faisiez la queue, vous restiez toujours le dernier. Le non-Juif qui arrivait après vous entrait avant vous. Nous avons dû endurer toutes sortes d'humiliations de ce genre. On voyait des Juifs devant leur boutique lavant le trottoir ou la rue, et il était écrit *Juden* sur leur vitrine. Des pancartes aux cafés annonçaient : « Entrée interdite aux Juifs et aux chiens ». Ça c'était humiliant. Nous étions des sous-hommes. Et cela me rappelle ce qui se passe ici.

Ce n'est évidemment pas la même chose, mais les Arabes sont considérés comme des citoyens de deuxième zone. Les Arabes israéliens, j'entends. Être arabe en Israël, ça n'est pas comme être catholique en Angleterre, lorsqu'il est question de minorités. Si j'avais dû choisir d'être ici juif ou arabe, je n'aurais pas voulu être arabe. Ni juif en Autriche à la veille de la guerre. Il est très délicat de faire une comparaison, mais ça me rappelle la situation que j'ai vécue. Et encore, je quittai l'Autriche avant que n'arrivent les gros ennuis.

Nous partîmes pour l'Italie en mars 1939. Entre-temps, mon père avait rejoint Tel-Aviv et, grâce à l'aide d'un ami, avait réuni l'argent du « certificat », le visa britannique. Le certificat convoité arriva en août et mon père vint nous chercher en Italie. Nous débarquâmes à Haïfa le jour où éclata la Seconde Guerre mondiale, le 1er septembre 1939.

Papa loua une chambre rue Ben-Yehuda à Tel-Aviv. Dans cette ville, j'avais l'impression de me trouver en pays étranger. Je ne comprenais pas un traître mot de ce qui se disait. Mes parents déclarèrent : « Langue, pas langue – commence par aller à l'école. » Ils me mirent au lycée Chalva dans le nord de Tel-Aviv. On leur avait dit que tous les Juifs d'origine allemande le fréquentaient. En effet, j'y trouvai quelques élèves qui parlaient avec moi un allemand mâtiné d'hébreu, mais je ne me liai pas d'amitié avec eux. Chaque soir, je prenais des cours d'hébreu avec un professeur particulier, et il me fallut un an avant d'oser ouvrir la bouche. Ici en Israël, quand on fait une faute, elle est tout de suite relevée – alors je ne parlais pas. En revanche, j'étais bon en anglais, tandis que les autres ne savaient pas grand-chose, et aussi en géographie et en mathématiques. Là où je n'avais pas besoin de savoir l'hébreu, je m'en sortais bien. La dernière semaine du CM2, je me suis mis à parler car je me sentais prêt à participer à la balle au prisonnier. Depuis, je me suis toujours exprimé simplement. Très vite, je m'adaptai. À la fin de la guerre, mes parents voulurent retourner en Autriche, mais je m'y refusai. Je m'étais déjà enraciné dans le pays. Je leur dis : « Vous voulez y retourner, retournez-y. Sans moi. » Ma mère déclara : « S'il ne vient pas avec nous, je n'y vais pas non plus. » Alors papa non plus n'est pas reparti. C'est uniquement à cause de moi qu'il n'est pas retourné en Autriche. Jusqu'à sa mort, mon père n'a pas appris l'hébreu. Il n'a jamais réussi à lire, à écrire, rien. Être un réfugié, ça n'est pas une vie. Il ne s'est

jamais adapté. Tous les amis qu'il fréquentait parlaient allemand et quand il devait faire des affaires avec des Israéliens, il se faisait rouler, et ne s'en rendait pas compte. Mon père est mort de chagrin à l'âge de soixante-quatre ans, après avoir fait cinq infarctus en une semaine.

Je me suis engagé dans le Palmach[1] en 1946, à l'âge de dix-sept ans. Auparavant j'avais servi dans la Haganah[2] et dans la Gadna[3] et puis tout mon groupe a rejoint le Palmach. Je me sentais tout à fait israélien. Tout comme à Vienne, mes murs étaient tapissés de cartes. Au lycée, je faisais beaucoup d'excursions. Je parcourais le pays en long et en large. J'aimais beaucoup marcher de village en village et je les connaissais tous, juifs ou arabes. Une fois, je suis allé à pied de Yagur à Beit Haarava.

La guerre d'Indépendance nous a surpris pendant notre période de formation au Palmach. Notre commandant était Gandi, Rehavam Zeevi. Nous avons combattu sur tous les fronts. Nous avons commencé à Mishmar Haemek, puis continué en Galilée, ensuite dans la région de Lod-Ramleh et tout ce qui est aujourd'hui la route n° 6 et après dans le Néguev. Même pendant la guerre d'Indépendance, je ne pouvais pas supporter qu'on tue des Arabes sans raison, mais je n'ai rien fait car j'étais un enfant. Gandi n'a jamais appelé les Arabes « Arabes ». Il les appelait « ismaélites ». C'était par mépris, pas selon une perspective historique ou biblique. À l'époque, je ne l'avais pas compris. Je pensais que c'était de l'hébreu soutenu.

Le 29 novembre 1947, assis près de la radio au kibboutz Maoz, j'ai entendu les résultats du vote sur le plan de partage de la Palestine et la création de l'État d'Israël. Ma tête était vide. Nous étions si fatigués par les opérations militaires et les patrouilles que cela n'eut aucun effet sur nous. D'autant plus qu'il ne s'agissait pas encore de la reconnaissance de l'État, mais seulement du vote à l'ONU.

Le jour de la Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël le 14 mai 1948, nous nous trouvions dans le Nord, à Malkia, en Haute-Galilée à proximité de la frontière libanaise. L'armée libanaise attaqua notre colline, et ce fut pour moi le jour le plus terrible de toute la guerre. Je pensai ne pas m'en sortir. Trois mille soldats libanais nous assaillirent avec des chars de combat. Nous, en revanche, nous étions démunis. J'avais juste un minuscule mortier de deux pouces dont je tirai comme si c'était un revolver. Les Libanais nous attaquèrent et conquirent le terrain mètre par mètre. La plupart des membres de notre division furent tués là. Ils nous prirent Malkia, nous avons fui. Je me souviens d'avoir décampé avec le mortier sur le dos après m'être aperçu que j'étais entouré de cadavres. J'ai couru vers l'oued en contrebas et me suis évanoui en l'atteignant.

Deux semaines plus tard, nous avons reçu l'ordre de reconquérir Malkia. Étant donné le déséquilibre des forces, nous aurions dû avoir peur de nous retrouver sur le terrain où nous avions subi une cuisante défaite, mais nous étions jeunes et ignorions la peur. Cette fois-ci, dès notre arrivée, il nous a suffi de deux tirs pour que tous les Arabes s'enfuient. Nous avons foncé vers le haut de la colline et nous y avons trouvé du café encore chaud. Les fuyards avaient laissé des documents derrière eux, et nous avons compris que nous n'avions pas eu affaire à l'armée libanaise. Pendant ces deux semaines, elle avait quitté les lieux et avait été remplacée par des bandes de Palestiniens inorganisés.

Ygal Alon était le commandant de la région militaire et Dan Lener le chef de bataillon. Ils vinrent admirer la grande victoire. Je me trouvais là par hasard, ils me dirent : « Viens, Avroum[4], raconte-nous donc ce qui s'est passé. » Je leur expliquai : « La dernière fois, nous avons eu affaire à l'armée libanaise, cette fois-ci à des Palestiniens pas très bien entraînés. Dès que nous avons commencé à leur tirer dessus,

ils ont pris la fuite. Voici les documents qu'ils ont abandonnés. » Ygal Alon se mit en colère : « Que racontes-tu, c'est bien l'armée libanaise, ce ne sont pas des bandes de Palestiniens ! » Apparemment, être le commandant vainqueur d'un combat contre des *gournichtim* – des moins que rien en yiddish – ne lui semblait pas très glorieux.

J'étais chef d'une section de patrouilleurs. Nous avons conquis village après village, sans trop d'opposition. Nous n'avons pas demandé aux habitants de rester, pour dire les choses avec délicatesse. Un jour, nous nous trouvions dans la périphérie des villes de Lod et Ramleh qui avaient été prises, lorsque nous avons vu des files d'Arabes à pied en route pour Ramallah. J'ignore s'ils avaient été expulsés ou s'ils partaient d'eux-mêmes. Mais les Arabes ont sans aucun doute fait une erreur stratégique en déclarant aux leurs : « Qu'à cela ne tienne, laissez les Juifs progresser, nous viendrons avec l'Égypte, le Soudan, avec toutes les armées arabes et nous reprendrons le terrain. » Je ne me rappelle pas avoir reçu un ordre quelconque d'expulser les Arabes. Le Palmach ne faisait pas cela. De telles choses ont eu lieu, mais je ne le sais que par témoignage oral.

À la fin de la guerre d'Indépendance, je cherchai du travail. Au bout de deux mois au kibboutz Revivim, dans lequel je ne trouvais pas ma place, je retournai à Tel-Aviv. Je travaillai sur un tracteur dans des plantations d'oliviers pendant un mois ou deux, puis je fus chauffeur de camion pour un cultivateur d'agrumes. C'est alors que je rencontrai Raphy Eitan, qui m'interrogea sur ce que je faisais. « Rien », lui répondis-je. Il me proposa de travailler pour le Service de sécurité intérieure. Je lui demandai en quoi cela consistait. Il m'expliqua : « On attrape des espions, toutes sortes de gens, on s'amuse bien. On fait du contre-espionnage. »

Je ne compris pas du tout ce que cela impliquait, mais le nom me plut. Je lui signifiai mon accord. On me fit remplir un formulaire et

rien ne se produisit. Trois mois plus tard, je lui posai la question : « Alors, qu'est-ce qui se passe ? » Il vérifia. Le lendemain, un nouveau formulaire me fut présenté et l'on me dit : « Signez ici, à partir de demain matin vous commencez à travailler. » Pourquoi cela avait-il pris autant de temps ? On leur avait dit que je venais du kibboutz Revivim, qui était un kibboutz membre de Hahdout Haavoda[5], donc je n'étais pas fiable. Seuls les adhérents du Mapaï[6] étaient dignes de confiance. Je ne compris pas, mais finalement j'entrai au Service de sécurité intérieure. On me donna un travail qui ne me plut pas. Je le quittai donc et passai mon bac. En effet, étant entré dans les rangs du Palmach en classe de première, je n'avais pas fait ma terminale. Ensuite, je retournai au Service et l'on m'affecta à un travail sur le terrain à Arabeh, en Galilée. Cela non plus ne me convint pas. J'y fis des choses sans importance. Je devais collecter des informations sur des objectifs inintéressants. Puis j'allai au cours d'officiers de l'armée. Ensuite je revins, et cette fois-ci, ils me donnèrent un poste de commandant des opérations à Jérusalem. J'accomplis des actions des deux côtés de la frontière.

Nous devions mener une opération au-delà des frontières de Jérusalem dans les années 1950. C'était alors la Jordanie. Notre mission était de nous procurer des documents écrits, de les photographier et de les remettre en place. Il nous fallait traverser la frontière, demeurer sur le terrain, nous cacher dans une voiture. Nous avions recours à toutes sortes de stratagèmes. À l'époque, si vous étiez pris, ils vous tuaient ou vous ramenaient par la porte Mandelbaum, le passage frontière entre Israël et la Jordanie, à Jérusalem, avec une demi-oreille. Responsable des opérations à Jérusalem, j'étais chargé de désigner ceux qui les effectueraient. Je choisis un spécialiste des serrures, car il fallait faire sauter des verrous, une personne sur laquelle je pouvais compter et qui pourrait

m'aider en cas d'ennuis – ce fut Raphy Eitan –, et celui qui devait se trouver sur la ligne frontière en voiture, pour que nous puissions courir vers lui, monter dans le véhicule et déguerpir. Le plan se déroula comme prévu. Ce fut la première opération de renseignement au-delà des frontières.

Un mois plus tard, nous recommencions. Isser Harel, le chef du Mossad[7] qui était aussi responsable du Service de sécurité, m'appela alors et me demanda un compte rendu de l'opération que j'avais moi-même organisée. Il en conclut : « Si vous êtes capable de mener de telles actions au-delà de nos frontières, faites-le donc en Europe. » C'est ainsi que je créai l'unité opérationnelle du Mossad.

Isser me demanda de partir pour l'Europe et de lui proposer des actions possibles contre les pays arabes. Il me donna environ six mois pour étudier le terrain. Je menai la belle vie. Je voyageai de pays en pays pour chercher des objectifs. Je suis trilingue, mais je comprends cinq ou six langues dans lesquelles je peux me débrouiller. Je n'eus donc pas besoin d'aide dans ce domaine. Six mois plus tard, je revins en Israël et élaborai un programme d'action que je soumis à l'approbation d'Isser. Il l'accepta et ordonna le recrutement d'un groupe d'agents. Le travail opérationnel du Mossad en Europe put commencer.

La capture d'Eichmann

> « **C'est une vraie bénédiction que d'avoir un tel service de sécurité !** »
> Du Mapaï à gauche au Hérout à droite, tous les partis de la Knesset[8] se félicitent de la capture d'Eichmann et du fait que l'opération ait été gardée secrète.

> L'annonce par le chef du gouvernement, M. Ben Gourion, depuis la tribune de la Knesset, hier, de la capture du bourreau nazi Adolf Eichmann et de son prochain procès en Israël, a été une surprise totale. Le profond silence qui régnait au sein du Parlement témoigna mieux que cent témoins de l'énorme impression produite par ce communiqué, tout à la fois laconique et théâtral, sur les élus du peuple.
>
> S. Svislotsky, *Yediot Aharonot*, 24 mai 1960

AVRAHAM SHALOM : Au retour d'un de mes voyages, Isser me fit pratiquement descendre de l'avion pour me conduire dans les locaux du Mossad. « Comment vous sentez-vous dans un pays où l'on parle espagnol ? me demanda-t-il.

– Je n'en sais rien, répondis-je.

– Alors partez en Argentine. Nous avons une chance de capturer Eichmann là-bas. »

Je savais qu'il était recherché depuis longtemps. Nous avions envoyé Zvi Aharoni du Service en Argentine. Il était capable, à force d'obstination, de trouver ce qu'il cherchait. Isser me montra une photo et me dit : « Prévenez-moi s'il est possible de monter une opération, de le ramener, de l'enlever. Envoyez-moi juste un mot ou deux – possible, pas possible. » Je me suis envolé pour l'Argentine.

Entre-temps, Raphy Eitan, le chef de l'unité, préparait hommes et équipements. Nous avions auparavant réfléchi à la composition de l'équipe. Il fallait des personnes ayant une bonne connaissance de langues étrangères, d'autres fortes physiquement. Je n'étais pas très robuste mais je parlais plusieurs langues. J'ai rencontré deux problèmes au cours de ce voyage. Comme je changeais fréquemment de passeport, j'ai fini par me tromper. Je devais prendre un avion de Paris pour Buenos Aires via Lisbonne. À Lisbonne, on nous a fait descendre de l'avion en nous priant d'attendre pour le transit, et on

nous a pris nos passeports. Quand le soldat portugais qui avait ramassé les passeports est venu vers moi en me demandant comment je m'appelais, mon nom d'emprunt m'a échappé. Je me suis quand même rappelé avoir un passeport allemand, de couleur verte. Le repérant dans la pile qu'il avait en main, je lui dis : « Voici mon passeport. » Je l'ouvris en lui montrant la photo, et il ne remarqua rien de suspect. Je montai dans l'avion en soupirant d'aise.

À mon arrivée à l'hôtel à Buenos Aires, je tendis mon passeport allemand au réceptionniste qui me dit : « Vous venez de Hambourg ? » Je lui répondis que je venais de tel village, selon l'histoire préparée pour ma couverture. « Ah oui ? Moi aussi, je viens du même endroit ! » Je me sentis mal. Je ne connaissais rien de ce village, je savais tout juste qu'il existait, et il fallait que je tombe sur quelqu'un qui en était originaire… Je lui fis comprendre que j'étais pressé. Pour m'être agréable, il me demanda juste de signer la fiche d'entrée, il se chargerait de la remplir. Il me tendit la fiche, mais j'avais de nouveau oublié mon nom d'emprunt, mon passeport était près de lui et je ne savais pas de quel nom signer. Percevant mon embarras, il me demanda quel était le problème. Je lui répondis que j'avais laissé de l'argent dans mon passeport. Il l'ouvrit sans rien y trouver. « Oh là là, c'est effrayant, montrez-moi donc ! », et je pris le passeport. Je lus le nom, et depuis il est à jamais gravé dans ma mémoire : Walznofer. Cela n'a aucune signification en allemand, c'est pourquoi je n'arrivais pas à le retenir.

Je fus ensuite rejoint par Zvi Aharoni et Yaakov Gat. Nous nous rendîmes en voiture sur le terrain. Un homme marchait dans l'obscurité, une lampe de poche à la main, de l'autre côté de la route, et de loin je vis que c'était bien le même visage que sur la photo. Je dis : « Le voici ! » et Zvi Aharoni freina brusquement. Je lui demandai de ne pas nous faire remarquer de peur qu'il ne s'enfuie. Yaakov Gat

descendit de voiture. Il le suivit à deux cents mètres de distance, jusqu'à ce que l'homme arrive à la maison devant laquelle Zvi l'avait photographié à son insu. C'était le signe qu'il s'agissait bien de l'homme de la photo. Je regardai autour de moi, il régnait une obscurité totale, il n'y avait aucun éclairage dans la rue, pas de maisons, rien. Une zone marécageuse s'étendait. Je décidai qu'il ne pouvait y avoir meilleure conjoncture. Cette nuit-là, j'envoyai un télégramme codé à Isser au Mossad à Tel-Aviv par l'intermédiaire de notre contact : « Possible. »

Une semaine plus tard, Raphy Eitan arriva avec ses hommes. Nous rejoignîmes nos positions. Jusqu'à leur arrivée, Yaakov Gat et moi-même nous tenions chaque soir sur une sorte de rampe ferroviaire pour voir si Eichmann revenait toujours à la même heure. Nous avons fait le guet pendant dix-huit jours pour nous assurer qu'il ne changeait rien à ses habitudes. C'était le cas. Il marchait toujours avec une lampe qui diffusait une lumière blanche devant et une rouge derrière, comme les phares d'une voiture. Par mesure de précaution, il avançait dans le sens contraire de la circulation. Cet homme ne se fondait pas dans le paysage argentin. Et certainement pas dans la classe populaire. Il se trouve qu'il avait déménagé trois ou quatre fois à Buenos Aires, et qu'il prenait chaque fois un appartement moins luxueux. Il pensait ainsi passer inaperçu.

Pour l'opération elle-même, nous nous sommes entraînés sur une maquette dans une cour. Nous nous sommes rompus aux exercices d'enlèvement dans différentes maisons sécurisées de la ville pendant deux à trois semaines. Raphy s'entraînait avec l'équipe et moi avec lui. Nous avons finalement monté deux équipes qui se partageraient en deux voitures. Une première devait enlever Eichmann et une seconde la suivrait en cas de panne, et détournerait l'attention des

policiers si nous étions arrêtés à l'un des nombreux barrages sur la route.

Il avait toujours pris le même autobus, à la même heure, sauf la nuit de l'opération. Nous avons attendu le bus suivant, il en sortit. Deux personnes lui sautèrent dessus, le poussèrent dans le fossé puis le tirèrent dans la voiture. Ils démarrèrent et je les suivis. Il prononça la première phrase dans la voiture, je n'y étais pas. Il leur déclara : « Je me suis déjà résigné à mon sort. » Il avait compris qu'il avait affaire à des Israéliens ou à des Juifs. Plus tard, la peur nous prit lorsqu'il dit, en hébreu : « Au commencement Dieu créa le ciel et la terre. » Un moment, nous avons pensé qu'il parlait hébreu, mais il ne connaissait que cette seule phrase que lui avait enseignée le grand rabbin de Budapest. Ensuite, nous ne lui avons presque plus parlé.

Nous avons roulé dans une voiture munie d'une fausse plaque diplomatique jusqu'à une maison sécurisée dans laquelle Zvi lui fit subir un interrogatoire. Zvi et moi étions les seuls à parler allemand. Après qu'il eut donné trois noms différents, il reconnut s'appeler Adolf Eichmann. Il fallait maintenant le sortir du pays.

Quelques jours auparavant, une importante délégation était arrivée à bord d'un avion de la compagnie israélienne El-Al pour fêter les cent cinquante ans de la République d'Argentine. Abba Eban, le ministre des Affaires étrangères, se trouvait dans cet avion, sans qu'il sache pourquoi. El-Al n'exploitait pas alors de vols vers l'Argentine et l'avion spécialement affrété pour la délégation était conduit par le pilote en chef de la compagnie. L'avion fut placé dans un hangar technique. Notre objectif était d'y faire monter Eichmann. Il y avait un portillon près duquel se trouvait un soldat dont la mission était de vérifier les documents administratifs. Je voulais qu'il me voie et me laisse passer sans contrôles. Je passai et repassai une dizaine de fois pendant plusieurs jours, jusqu'à ce qu'il me reconnaisse vraiment.

Puis je lui annonçai : « Je viens avec des amis », et je répétai l'opération. Finalement, le soir fatidique, j'arrivai avec Eichmann en uniforme d'El-Al, et avec trois ou quatre autres personnes. Il nous laissa entrer sans problème. Un médecin avait injecté un calmant à Eichmann. Nous l'avons transporté assis en expliquant que c'était un pilote d'El-Al malade. Personne ne nous posa d'autre question. Tout se déroula sans heurt. Nous l'avons fait monter à bord de l'avion à moitié endormi.

Avez-vous eu le sentiment d'accomplir une action historique mémorable ?
De sentir le souffle de l'Histoire ? Non, pas vraiment. Pour moi, il fallait que l'opération se passe comme prévu, que nous arrivions à bon port et qu'Eichmann soit jugé. Je n'ai senti aucun souffle, j'ai juste respiré au moment où l'homme que nous avions enlevé s'est enfin décidé à dire : « Je m'appelle Adolf Eichmann. » J'ai serré la main de Zvi et nous sommes allés faire notre rapport à Isser. Il était content mais ne dit rien. Une autre affaire le taraudait déjà. Il voulait capturer Mengele.

1967 – L'ÉTAT PALESTINIEN, C'ÉTAIT NOTRE IDÉE

Avec la prise de Latrun et Djénine, Tsahal a achevé cette nuit la conquête du Nord-Sinaï

Rafiah, El-Arich, Khan Younès, Deir el-Balah et Oudjeh ont été conquises. L'ennemi a subi de lourdes pertes, Tsahal a mis la main sur un important butin de guerre. Nos pertes sont relativement légères.

Yediot Aharonot, 6 juin 1967

« Que donnerez-vous aux Arabes et que leur prendrez-vous ? » demanda-t-on hier au ministre de la Défense, le général Moshé Dayan. Il répondit : « Nous donnerons la paix et nous prendrons la paix. »

Yohanan Lahav, *Yediot Aharonot*, 8 juin 1967

AVRAHAM SHALOM : Jusqu'en 1967, nous ne nous préoccupions pas des Arabes de Gaza ni de la rive occidentale du Jourdain. Ils étaient du ressort de Tsahal, pas du nôtre. Au sein du Service, nous travaillions principalement contre les tentatives d'espionnage des pays du bloc de l'Est. Nous avons eu de beaux succès en démasquant le professeur Kurt Sitte, Aharon Cohen, Israël Bar et Marcus Klingberg. Ce dernier n'a toutefois été arrêté que dans les années 1980, alors que nous avions des informations sur lui depuis longtemps. En 1967, tous ces objectifs ont soudain disparu, car ils étaient manipulés par le personnel des consulats et des ambassades de pays du bloc communiste qui quittèrent Israël pendant la guerre des Six-Jours.

C'est extraordinaire. Pendant dix-sept ans, j'avais travaillé pour le Service contre des Russes, contre les services de renseignements arabes et non arabes, et d'un coup, je n'avais plus d'ennemis. Les Arabes s'étaient rendus. J'étais comme un chien participant à une course au lapin. Un lapin est lâché, les chiens le poursuivent, soudain il entre dans un trou sous terre et les chiens désorientés continuent à le chercher. Nous nous retrouvions exactement dans ce cas de figure.

Après 1967, j'étais le directeur de la division des opérations et la question arabe ne nous préoccupait pas vraiment, mais j'ai commencé à l'étudier pour être en mesure de proposer l'aide de mon unité. J'ai d'ailleurs été témoin d'événements qui m'ont déplu. Mais je n'ai pas fait d'histoires, pensant que c'était là le mode de travail. Je ne comprenais pas l'arabe, et j'étais renseigné par les chefs de section

qui travaillaient sous mes ordres. Ces directeurs du Service avaient eux-mêmes appris pendant quarante ou cinquante ans comment s'adresser aux Arabes en arabe. Ils avaient la connaissance de la langue mais étaient incapables de parler à des individus d'égal à égal.

Nous avons commencé à travailler en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza, dans le domaine de l'antiterrorisme, sans en connaître exactement les données. Le terrorisme n'était pas encore très développé. La population n'était pas hostile. En Judée-Samarie, nous venions remplacer l'occupant jordanien, plus brutal que nous. Après la guerre des Six-Jours, Anouar Nousseibeh, un homme politique jordanien, m'a dit : « Écoutez, vos soldats sont formidables, pas comme les soldats jordaniens qui prennent dix caisses de Coca-Cola à l'épicerie et repartent sans payer. Eux, ils payent. Ils ne violent pas les femmes, ils ne font rien de mal. »

Entre-temps, un groupe du Service faisait du porte-à-porte en Judée-Samarie pour discuter avec des Arabes. Notre objectif était de savoir ce qui motivait les Palestiniens. À l'origine, nous voulions faire la paix avec la Jordanie, pas avec les Palestiniens. Qui pensait alors que les Jordaniens ne reviendraient pas ? Nawal Khatib était le gouverneur jordanien de la Judée-Samarie. Il recevait chez lui comme s'il était le roi d'Angleterre. Installé ainsi qu'un pacha – il était encore plus gros que moi – dans son grand fauteuil, il me parlait tel un gouverneur représentant le roi qui s'adressait à un fonctionnaire.

C'est alors que surgit l'idée d'un État palestinien. Ce ne sont pas les Arabes qui ont eu cette idée, mais bien nous. De la même façon que nous avons inventé le Hamas et le Hezbollah. Enfin, nous ne les avons pas vraiment inventés. Nous avons contribué à leur création, grâce à toutes sortes d'« experts en Arabes ». Il n'existe pas d'experts en Arabes, pas plus que d'experts en Juifs. Les Arabes sont peut-être experts en Arabes, mais pas les Juifs.

Cette idée m'a enthousiasmé, bien que n'étant pas de mon ressort en ma qualité de directeur de la division des opérations. Le virus de l'État palestinien m'a contaminé petit à petit, sans que je m'en aperçoive. J'étais persuadé que c'était un début de solution viable. Pourquoi cette idée s'est-elle installée en moi ? Je l'ignore. Elle était plus logique que l'occupation. Où voulions-nous en venir ? Nous ne le savions pas nous-mêmes. Nous n'avions reçu aucune directive de nos supérieurs. Lorsque l'échelon politique ne donne pas ses instructions, c'est exactement comme dans le cas du lapin, on cherche, sans savoir quelle direction suivre.

Mais comme on dit cyniquement, « heureusement », le terrorisme s'intensifia peu à peu. Jusqu'en 1972, il y eut quelques opérations terroristes çà et là, mais après 1972, elles se multiplièrent, à Gaza et en Judée-Samarie. Nous avions de nouveau du travail. Si l'on traite un sujet ponctuel, on ne réfléchit plus en termes stratégiques. L'État palestinien a cessé de faire partie de nos préoccupations. Les terroristes se sont perfectionnés, nous aussi. Nous avons eu un surcroît de travail, à Gaza, en Judée-Samarie et aussi à l'étranger. La question palestinienne a été oubliée. Dans les années 1970, le terrorisme avait atteint un tel niveau que nous devions y consacrer toute notre énergie. Nous nous sommes dit : « De toute façon, nous n'avons personne à qui parler chez nous, alors abandonnons cette idée. »

Ces années-là, il nous fallait arrêter des dizaines de commandos terroristes. Nous avions besoin de collecter des renseignements. J'estime que le Service a bien travaillé, avec des gants de velours et une certaine délicatesse. L'armée avait ses agents informateurs, nous avions les nôtres. Les agents préféraient travailler avec nous, car nous étions moins durs que l'armée et parlions leur langue. Nous avions donc beaucoup d'agents et beaucoup de succès dans nos opérations.

D'une manière générale, dans la guerre contre le terrorisme, nous avions l'avantage. Nous pouvions le maintenir à un niveau acceptable pour le pays. Au lieu de vingt opérations terroristes par semaine, il y en avait vingt par an. Et cela faisait une énorme différence. Mais le problème de l'occupation n'était pas résolu pour autant.

Les hommes politiques israéliens pensaient en des termes de « peuple fort », qui ne laisserait pas les Arabes s'immiscer dans des sujets pouvant porter atteinte à la sécurité d'Israël, et c'est encore le cas aujourd'hui. Un jour, en 1974, j'ai participé à une réunion du ministère de la Défense où il était question d'Hébron. La veille, elle avait été déclarée « ville des patriarches », et j'avais dit : « Comment peut-elle être la "ville des patriarches", 100 000 Arabes y vivent et pas un seul Juif ! » Le rabbin Moshé Levinger, grande figure du mouvement des implantations, s'y trouvait, et je pensai que cela avait été une erreur de l'avoir laissé s'y installer[9], mais il fallait bien une porte de sortie. J'ai aussi déclaré qu'il n'était pas possible qu'un peuple en domine un autre pendant une longue période, car cela exigeait trop d'efforts. On m'a pris pour un fou qui trahissait le Dieu d'Israël. J'ai compris et j'ai depuis bien retenu la leçon.

Et vous n'en avez plus parlé à l'échelon politique ?

Je l'ai répété à qui voulait bien l'entendre. Itzhak Shamir[10] voulait bien m'entendre, non parce qu'il était d'accord avec moi mais pour me permettre de me défouler. Menahem Begin[11] ne s'intéressait pas aux Arabes mais aux chrétiens du Liban, à Sadate aussi. Quant aux Arabes de Naplouse… Savait-il seulement où se trouvait Naplouse sur une carte ? Peut-être. Il n'avait jamais mis les pieds dans un village arabe, pas même en Israël.

Je l'ai souvent dit à Shimon Pérès. Il faisait semblant d'être de mon avis. Vous ne pouvez pas être de mon avis et laisser Levinger

s'installer à Hébron. Il est impossible de penser qu'un peuple ne peut en dominer un autre et permettre la création d'implantations.

Je me suis rendu compte que je n'avais l'oreille de personne. Pendant le mandat de Pérès, l'atmosphère changea. Il ne parlait pas grossièrement des Arabes, mais il ne se comportait pas différemment de ses prédécesseurs. L'important pour lui était de se faire entendre et de se montrer, mais pas d'agir.

Toutes ces pratiques n'étaient pas nouvelles. Golda Méir[12] était une Juive de Russie, d'Amérique. L'Arabe habitant la Palestine ne l'intéressait pas. Elle se souciait du Juif qui immigrait en Israël ou pas et des sommes d'argent qu'il emportait avec lui. Levi Eshkol[13] de même. Il n'a jamais rencontré d'Arabes, mais au moins il parlait d'eux correctement. Parmi les Premiers ministres, Ben Gourion était le seul qui me donnait l'impression de respecter les Arabes, certains même étaient de ses amis. Mais il est resté trop peu de temps en fonction.

En somme, tous les chefs de gouvernement, toutes générations et tous partis confondus, ne se sont pas intéressés au peuple palestinien. Pas plus à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de 1967. Nous arrivions à maîtriser le terrorisme de façon ponctuelle, et cela leur suffisait.

Sur le terrain, je me rendais compte que les Arabes n'aimaient pas l'occupation mais la supportaient et vivaient avec elle. Il n'y avait pas, à mon époque tout au moins, de danger de révolte populaire. Nous faisions en sorte que le gouvernement n'ait pas à s'inquiéter dans l'immédiat. Il n'était donc pas nécessaire de s'empresser d'évacuer les territoires. C'est ce que tous les hommes politiques demandaient, en Angleterre, en Norvège et aussi en Israël : qu'on les laisse en paix. Qu'ils puissent gérer leurs affaires intérieures sans avoir à se préoccuper des réclamations de différentes minorités. Si vous avez les

moyens de régler les problèmes à votre manière, faites-le et vous serez béni.

Quand Yaakov Peri était chef de région, il présentait toujours un tableau comportant les données suivantes : le nombre de personnes arrêtées, le nombre d'agents informateurs, le nombre d'attentats déjoués, le nombre d'attentats non déjoués. Et chaque fois, l'impression était plutôt positive. Mais les résultats étaient uniquement obtenus grâce à des actions ponctuelles. Il n'y avait pas de stratégie, seulement de la tactique.

Le coupeur de têtes

de la division de la sécurité

La délégation israélienne quitte Munich ; traque en Allemagne des quinze terroristes

Quand le feu a été ouvert, les Israéliens prisonniers se trouvant dans les hélicoptères ont fait une tentative désespérée pour se libérer de leurs liens.

Stressés et déprimés, les dix-sept membres de la délégation israélienne aux Jeux olympiques décollent ce matin de Munich, à bord d'un avion d'El-Al spécialement affrété, arrivé la veille d'Israël. Les cercueils des onze victimes assassinées ont été placés dans l'avion à huit heures, heure d'Israël. D'après les informations que j'ai pu recueillir au cours des dernières 24 heures, il ne fait pratiquement aucun doute que neuf otages ont été tués par trois des cinq terroristes qui se trouvaient sur la piste. Comme nous le savons, ils sont descendus de trois hélicoptères afin d'inspecter l'avion Boeing mis à leur disposition pour se rendre dans un pays arabe, accompagnés des otages. Les tireurs d'élite et les

forces de police allemands ont ouvert le feu sur les cinq terroristes, mais deux seulement ont été atteints.

Dov Atzmon, *Yediot Aharonot*, 7 septembre 1972

AVRAHAM SHALOM : En 1972, après le massacre des Jeux olympiques de Munich, le chef de la division de la sécurité fut licencié et je fus nommé à ce poste. J'ai un peu honte de le dire, mais je n'ai pas laissé grand monde en place. J'ai demandé au directeur du Service, Yossef Harmelin – qui n'avait aucune connaissance en matière de sécurité –, qu'il prenne dans son service la plupart des membres du personnel. Du haut en bas de la pyramide, à tous les niveaux de la direction et de l'administration, il n'y avait que des gens incompétents. C'est précisément pour cette raison que les choses se sont passées ainsi à Munich. De nos jours, le directeur du Service aurait été démis de ses fonctions. C'est exactement comme dans le cas de l'assassinat d'un Premier ministre.

Lorsque j'ai pris mon poste, j'ai choisi trente à quarante personnes que je connaissais dans le Service et qui me semblaient convenir à la tâche. Nous nous sommes consacrés à un travail d'état-major. Nous avons élaboré un système. La pensée opérationnelle classique mise en œuvre pour faire la guerre est également utile dans le domaine de la sécurité. Nous avons installé un dispositif complet de cellules de sécurité indépendantes, pour la compagnie aérienne El-Al, pour la navigation maritime et pour le ministère des Affaires étrangères, toutes regroupées au sein du Service. Nous avons placé des membres d'unités combattantes dans tous ces lieux stratégiques. Nous avons nommé des chefs qui avaient été des combattants. Non pas des vieux de soixante ans mais des vieux de trente ans. C'est ainsi que tout s'est mis à fonctionner.

Nous avons bâti l'ensemble de la doctrine de mise en œuvre de la sécurité des personnalités et des délégations, en Israël et à l'étranger. Aujourd'hui, la moitié du monde emploie nos méthodes. Quelles sont-elles ? Tout d'abord, il faut choisir les bonnes personnes, intelligentes, disciplinées. Quand on leur assigne une mission, elles doivent obéir (et non rester les bras croisés pendant qu'on tire sur Itzhak Rabin ; il faut cependant reconnaître qu'il était absolument impossible d'assurer la sécurité du Premier ministre et celle de vingt ou trente autres personnes en même temps).

Les agents de sécurité doivent constamment vivre dans une tension nerveuse extrême. S'ils s'assoupissent une minute, c'est pendant celle-ci que les événements surviennent. C'est pour cela qu'on doit leur faire passer des tests grandeur nature. Vous êtes en interaction avec le personnel de sécurité, et si l'un de ses membres commet une bévue, vous lui dites : « Rentrez chez vous. » C'est clair et net. Pendant cette période, j'en ai renvoyé des dizaines. J'ai établi des règles. Ils me détestaient tous. Ils racontaient que chaque fois que je partais à l'étranger, je revenais avec une tête d'agent de sécurité coupée sous le bras. La plaisanterie comportait une part de vérité. Je ne coupais pas moi-même les têtes car, quand ils me voyaient, ils s'appliquaient à bien travailler. J'envoyais des inspecteurs qui se chargeaient de la besogne…

La sécurité est fondée avant tout sur la discipline et le bon sens. Vous n'avez pas besoin de faire médecine pour être agent de sécurité, mais vous devez effectuer le travail qui vous incombe à 100 %, pas à 99 %.

Un agent de sécurité doit être exceptionnellement vigilant. Il est difficile de le rester pendant une heure, deux heures, trois heures d'affilée. Il faut une relève régulière. Toute l'astuce est de ne pas exiger de lui un effort surhumain. Il doit être suffisamment concentré

pour pouvoir tirer le second coup de feu. Nous n'avons que très rarement l'occasion de tirer le premier coup de feu lors d'une attaque, quand l'assaillant commet une erreur, en dégainant son pistolet sans tirer, par exemple. Une discipline de fer est exigée.

À Munich, à Vienne, à Bruxelles, de nombreux cas se sont présentés où nous avons été les deuxièmes à tirer. Je me souviens d'une attaque à l'aéroport de Bruxelles où l'officier de sécurité a rapidement mis fin à l'incident, et de Laïla Khaled à l'intérieur de l'avion, un événement terrible. Elle ou son ami avait une grenade en main. Imaginez un instant une grenade explosant dans un avion en plein vol. Nous l'avons maîtrisée et remise aux autorités britanniques. Par la suite, nous avons mis au point une caisse capable d'absorber le choc de l'explosion d'une grenade lancée dans un avion.

Pour que les agents soient toujours sur leurs gardes et respectent la discipline, nous leur faisons faire des exercices. C'est le b.a.-ba. Comment pouvez-vous garder sur le qui-vive une organisation si complexe, avec des milliers d'employés, seul, assis dans un fauteuil à Tel-Aviv ? En imposant des entraînements, des exercices en permanence. Je prends souvent l'avion à l'aéroport de Lod, près de Tel-Aviv. Au contrôle de sécurité avant l'embarquement, les agents ne me connaissent pas et pourtant je me rends compte qu'ils ont peur, non pas parce qu'ils pensent que je suis un terroriste, ils voient bien que je n'en suis pas un, mais parce que je pourrais bien être utilisé pour leur tendre un piège. Il ne s'agit pas seulement de moi, mais de tout un chacun. Peut-être est-il en train de me tester ? pensent-ils. Ils deviennent soudain plus vigilants, imposent des vérifications plus approfondies, font subir au passager des tracasseries inutiles. Parfois, c'est exagéré. Si quelqu'un semble suspect, alors il est perdu, le contrôle dure au moins une heure. En particulier s'il s'agit d'un

Arabe. Je ne comprends pas comment ils peuvent supporter cela, moi je ne le pourrais pas. C'est humiliant. Mais que faire ?

La nomination

Après trois ans au poste de chef de la division de la sécurité, entre 1972 et 1975, Avraham Shalom fut nommé, en parallèle, adjoint du directeur du Shabak, Yossef Harmelin. Peu de temps après, Harmelin fut remplacé par Avraham Ahituv, avec lequel Shalom eut des relations conflictuelles. Malgré tout, et bien que Shalom manquât totalement d'expérience dans le secteur arabe, Ahituv, au moment de son départ à la retraite, recommanda au Premier ministre de le désigner pour lui succéder.

❧

Avraham Shalom : Au moment du départ d'Ahituv à la retraite, Menahem Begin lui demanda de lui soumettre deux candidats. Il déclara : « Ça n'est pas vous qui allez me dire qui sera le prochain directeur du Shabak. Proposez-moi deux personnes et je choisirai. » Ahituv lui donna deux noms dont le mien. Begin eut un entretien avec chacun de nous. Malade, il me reçut en pyjama et apprécia grandement notre conversation, mais je pense qu'il avait déjà pris sa décision. Même l'autre candidat lui suggéra de me nommer, comme je l'appris plus tard. Le lendemain, on m'annonça qu'il avait opté pour ma candidature.

J'essaie de comprendre pourquoi il vous a nommé directeur du Shabak alors que vous dites vous-même que les questions arabes vous étaient

pratiquement inconnues.
Je m'étais occupé du secteur arabe du point de vue opérationnel et de celui du terrorisme, mais pas sous l'aspect du renseignement. Même pas indirectement. C'était le domaine réservé d'Ahituv. J'ai cependant eu à gérer la bande de Gaza pendant deux semaines lors d'une maladie du responsable. Quand je fus nommé directeur du Service en 1980, je passais une demi-journée au bureau et un jour et demi sur le terrain. Là, je rencontrais les coordonnateurs et les enquêteurs et j'observais les Arabes. Il m'a fallu trois à quatre mois pour comprendre comment les choses fonctionnaient.

YUVAL DISKIN : Avroum n'inspirait pas le respect mais la crainte. Même nous, nous avions peur de lui. C'était un homme fort et autoritaire, intelligent, très perspicace. Il était opiniâtre, intransigeant et n'hésitait pas à broyer les hommes. Lorsque quelque chose lui déplaisait, les têtes tombaient. Il nous rendait parfois visite au sein de nos unités, et posait toujours des questions auxquelles nous n'avions aucune chance d'être en mesure de répondre. Il me demanda un jour combien il y avait de professeurs à l'université An-Najah de Naplouse. Est-ce que j'en savais quelque chose ? Est-ce que je les comptais tous les jours ? Yaakov Peri, qui était alors chef de région, me donna un discret coup de pied et répondit à ma place :

« Avroum, il y a soixante professeurs à l'université.

– Alors, Yuval, vous ne savez donc pas qu'il y en a soixante ? s'étonna Avroum.

– Non », répliquai-je.

Fin de la discussion. Yaakov Peri m'attrapa par le bras : « Vous ne comprenez donc pas ? Quand Avroum pose une question, répondez ! Dites quelque chose ! Sinon il ne nous lâchera pas… »

CARMI GILLON : Avroum a été directeur du Shabak pendant une période très difficile pour l'État d'Israël. Il est entré en fonctions en 1980. Un an et demi plus tard, l'opération « Paix en Galilée » était déclenchée. Comme les troupes de Tsahal se trouvaient au nord du Liban, l'armée demanda au Shabak de s'occuper de leur sécurité, alors que son domaine de responsabilité était limité aux territoires. Le Service dirigé par Avroum divisa tout le Liban en secteurs : Tyr, Sidon, Beyrouth, Aley, Nabatiyeh. Il recruta des agents informateurs, et en un temps record, le contrôle du Shabak sur le Liban fut au niveau de celui sur la Judée-Samarie. Le Service eut à subir des pertes pendant cette période – la catastrophe de Sidon, les deux catastrophes de Tyr – mais un grand nombre d'attentats furent évités. Le Service gagna la haute estime de l'armée et bien entendu du ministre de la Défense et du Premier ministre.

AVRAHAM SHALOM : Le Service n'aurait absolument pas dû être engagé au Liban. Un beau matin, Begin, très certainement sous l'influence de son attaché militaire, Efraïm (Froïke) Poran, fit appel à moi pour que le Service aille « mettre de l'ordre là-bas ». Je lui expliquai que je ne pouvais détacher que dix personnes, ce qui était très peu. Il déclara : « Commencez, nous verrons bien ce qui se passera. »

Au Liban, nous nous sommes heurtés à une réalité qui nous était inconnue. Nous pensions affronter des chiites du Sud, désireux d'expulser le Fatah [14] et qui nous accueilleraient avec enthousiasme en nous jetant du riz et des bonbons. Le terrorisme avait commencé à sévir. Nous avions subi les deux attentats de Tyr, au cours desquels vingt de nos meilleurs hommes avaient été tués, ce qui était insupportable pour le Service.

Cette première guerre du Liban a brisé Begin. J'ignore s'il a compris que Sharon, le ministre de la Défense, et Rafoul (Rafael

Eitan), le chef d'état-major, l'ont poussé à entrer en guerre. Il leur faisait confiance et ils le savaient. Ils l'ont pris chacun par une main et l'ont guidé en douceur jusqu'à ce qu'il se sente en sécurité et encadré de toutes parts par des gens qui voulaient la guerre. Ils l'ont persuadé que c'était son propre choix. À la fin de sa vie, il s'est rendu compte que Sharon et Rafoul l'avaient induit en erreur, en lui fournissant de fausses informations. Avant son départ à la retraite, nous en avons un peu parlé. Il ne s'attendait pas à ce qu'il y ait autant de victimes. On en avait prévu 30. J'en avais estimé le nombre à 300. Finalement, il y en eut 600. Il ne pouvait pas se le pardonner et était rongé par le remords.

En tant que directeur du Service, n'aviez-vous pas votre mot à dire au sujet de la guerre du Liban ?
Non. À ce stade, nous ne travaillions pas encore au Liban. C'est le Mossad qui s'y trouvait. Les membres de l'institution faisaient confiance aux chrétiens. C'est une erreur d'individus qui n'avaient rien compris à la nature humaine. Les chrétiens du Liban étaient les dernières personnes sur lesquelles j'aurais compté. Un jour, Begin m'a invité à un dîner avec Bachir Gemayel, accompagné de sa suite et avec des membres du Mossad. Il voulait que je le rencontre, bien que la question des chrétiens libanais ne fût pas de mon ressort. Le lendemain, il me demanda quelles avaient été mes impressions et si j'avais apprécié leurs manières de table d'Européens.

« Mais oui, c'est ça, des Européens… Ce sont des gangsters ayant reçu une éducation à la française, répondis-je.

– Comment osez-vous ?

– C'est l'impression qu'ils m'ont donnée. »

Lors du dîner, Bachir Gemayel se flatta d'être assis près de moi : « Je me trouve à côté du directeur du Service israélien, moi, Bachir Gemayel ! Dans deux semaines, je serai président du Liban. » Deux

semaines plus tard, il était mort. On me demanda qui, d'après moi, gagnerait la guerre. Je répondis sans hésitation : « Les Arabes chiites. Pourquoi ? Parce qu'ils sont plus déterminés. Ces chrétiens-là ne sont pas des gens résolus, ils n'aiment pas se battre, ils ne se battront pas. »

Comment se fait-il qu'on ne vous ait pas écouté ? Vous passiez pour l'une des personnes les plus influentes aux séances du Conseil des ministres.
Sottises.

On m'a raconté que quand Avraham Shalom se levait pour intervenir lors du Conseil des ministres, le silence se faisait.
Parce que si quelqu'un parlait pendant mon intervention, je me taisais.

On m'a dit que vous aviez une forte influence, que tout le monde se rangeait à votre avis, quel que soit le sujet concernant la sécurité dont vous parliez.
Ils se rangeaient à mon avis parce que parfois ils pensaient comme moi, parfois non, et d'ailleurs je ne donnais pas toujours mon avis. C'est très exagéré.

Vous n'aviez donc pas une telle influence ?
Non. Je participais aux réunions du Conseil des ministres plus souvent que mes prédécesseurs. Yossef Harmelin y allait peut-être deux fois par an. Moi j'y prenais part deux ou trois fois par semaine. Ce sont les Premiers ministres qui m'y convoquaient. Je ne me suis jamais proposé. Ils me faisaient confiance. Je n'avais pas d'ambitions politiques, ni à droite ni à gauche. Ils aimaient bien m'écouter, je ne leur portais pas atteinte ni ne les menaçais.

Lorsque vous abordiez des questions de sécurité, le gouvernement menait-il des discussions approfondies sur ces sujets ?
Non. Généralement je faisais un compte rendu au Premier ministre, il arrivait cependant que je n'en fasse pas, et les choses étaient acceptées. J'essaie de me rappeler les cas où mon avis a été rejeté. Je pense que l'un d'eux a concerné le dossier Demianiuk, soupçonné d'avoir sévi comme gardien dans le camp de concentration de Treblinka. J'étais contre le fait de le faire venir en Israël. Et qui a gagné ? Le parti. Ils voulaient avoir l'« Eichmann » du Likoud.

Carmi Gillon : Je pense que pour les Premiers ministres Begin puis Shamir, Avroum était l'homme le plus important de leur dispositif de sécurité. Je dirais que durant son mandat, le Shabak a supplanté le Mossad qui pendant des années avait été leader en matière de renseignement. Je crois qu'Avroum a pensé qu'il pouvait faire ce qu'il voulait. Sa carrière est extraordinaire. À mon humble avis, de toute l'histoire du Shabak, aucun directeur n'avait jamais eu un tel pouvoir, jusqu'à Yuval Diskin. Et ce pouvoir personnel l'a conduit à la grande bavure dans l'affaire du bus 300. Des dérapages de ce type se produisent quand un homme estime que rien ne peut l'arrêter.

Le bus 300

Le ministre de la Défense a nommé une commission d'enquête dans l'affaire du bus détourné
Le ministre de la Défense, Moshé Arens, a nommé hier une commission d'enquête chargée d'examiner les circonstances de la mort, il y a quinze jours, de deux terroristes sortis vivants de l'autobus détourné sur la route d'Ashkelon. Elle est présidée par le général de

réserve Méir Zoréa, auparavant contrôleur du dispositif de défense. La commission devra enquêter sur les événements qui ont suivi les deux heures de la prise de contrôle par les soldats de Tsahal du bus détourné. En effet, des journalistes occidentaux, sur la base de témoignages de confrères israéliens qui se trouvaient sur place, ont publié des informations selon lesquelles deux des terroristes avaient été vus vivants à leur descente du bus. Le porte-parole du ministre de la Défense a déclaré hier que les conclusions de la commission seraient publiées après avoir été soumises au ministre de la Défense.

Hadashot, 27 avril 1984

YAAKOV PERI : L'affaire du bus 300 me prend par surprise un beau jour vers midi alors que je rentre chez moi à Jérusalem. Le commandant de la région militaire Centre, Ori Orr, m'appelle sur le téléphone rouge : « Un bus a été détourné sur la ligne Tel-Aviv-Ashkelon, des barrages ont été placés sur la route, il a réussi à les éviter, certains de ses poursuivants ont tiré, le bus, qui roule en ce moment en direction de Gaza, a été pris en chasse entre autres par des hélicoptères. » J'ai raccroché et je me suis dit : « Que peux-tu faire là-bas ? Il y a déjà le commandant de région du Service, le directeur du Service, le commandant de la région militaire Sud, ça n'est pas de ton ressort », et je ne m'y suis pas rendu.

Plus tard, certains ont prétendu que c'est grâce à cela que j'ai été nommé directeur du Service.

AVI DICHTER : Le bus 300 détourné s'est arrêté dans la région de Deir el-Balah, dans mon secteur. Cette nuit-là, j'étais en vacances à Eilat avec ma famille. On m'a téléphoné tôt le matin pour m'informer de l'événement. Je me suis préparé à quitter Eilat mais on m'a dit que ma présence n'était pas nécessaire, puisque les hommes du commando d'élite Sayeret Matkal étaient sur le point de prendre le

contrôle du bus. On m'apprend par la suite qu'ils sont entrés dans le bus et ont arrêté deux terroristes qu'ils vont interroger. Puis j'entends un flash d'informations annonçant que tous les terroristes ont été tués. Je me souviens d'avoir dit à ma femme : « Cette histoire sent mauvais. »

AVRAHAM SHALOM : Quand le bus a été détourné, j'étais à Haïfa. J'ai dû me rendre sur les lieux. En arrivant, j'ai vu le bus avec les quatre auteurs du détournement à l'intérieur. J'ai eu l'impression d'avoir affaire à des amateurs. L'un d'eux menaçait les passagers avec un liquide. Il était impossible de déterminer s'il s'agissait de gaz ou d'eau.

Puis l'armée a pris l'affaire en main, deux terroristes ont été tués et deux s'en seraient sortis indemnes. Toute l'armée leur est tombée dessus, ils ont été lynchés. Lorsqu'ils ont été remis à mes hommes, ils n'avaient plus figure humaine, rien à voir avec la photo qui avait été prise avant les coups. Certains estimaient qu'ils étaient déjà morts.

Vous ne les avez pas vus vous-même, ces gens ?
Je ne les ai pas vus.

Après le lynchage, j'ai donné l'ordre de les liquider. J'avais l'accord de principe du Premier ministre Shamir pour décider personnellement des mesures à prendre. J'ai demandé à Ehud Yatom, le chef de la division des opérations :

« Dans quel état sont-ils ?

– Presque morts. »

Ou ce sont peut-être les soldats qui ont dit « presque morts ».

« Alors donnez-leur le coup de grâce et finissons-en. »

Ce n'est pas ce qu'Ehud a fait. Il a agi comme il l'a déclaré, ce que je n'ai appris qu'un an plus tard. Si j'avais su alors ce qu'il s'apprêtait

à faire, je ne lui aurais pas donné l'autorisation. Mais il est facile de faire preuve d'intelligence a posteriori.

Qu'a-t-il fait ?
Je ne sais pas. Je crois qu'il leur a fracassé la tête avec une pierre. Mais ils étaient déjà inconscients. Enfin j'ignore dans quel état ils étaient. Si j'avais su, je ne lui aurais pas donné l'autorisation. En sa qualité de chef de division, il était assez grand pour savoir ce qu'il lui était permis de faire ou pas. Il pouvait aussi refuser si cela ne lui convenait pas. Plusieurs autres chefs de division se trouvaient sur place et personne n'a rien dit.

Cette affaire me taraude encore aujourd'hui. Je me demande comment Ehud a pu agir de la sorte. Deux mois plus tard, accompagné de Nahman Tal et de deux ou trois autres personnes qui se trouvaient avec les terroristes dans le camion, il a été interrogé par la commission Zoréa. Il a révélé comment il les avait tués et je n'en ai pas cru mes oreilles. Il a maintenu sa version selon laquelle ils étaient déjà morts et qu'il n'y avait plus rien à faire. S'ils étaient morts, il n'avait pas besoin de les tuer une seconde fois. Un an plus tard, il se ravisa, ce qui me déplut fortement. J'ignore encore s'ils étaient morts ou pas.

Vous avez donné l'ordre de les tuer.
Oui, seulement lorsqu'on m'a dit qu'ils étaient déjà morts.

Enfin, Avroum ! Ça n'est pas logique. Vous n'auriez pas donné l'ordre de les tuer s'ils étaient déjà morts.
Non, je veux dire « déjà morts », c'est-à-dire dans notre langage « impossibles à interroger », c'est ainsi qu'il faut comprendre les choses.

Cela signifie qu'ils étaient dans un état proche de la mort ?

Oui.

Je ne me suis rendu compte du fiasco que deux jours plus tard quand j'ai vu les photos des terroristes encore vivants dans le journal. Je me suis dit alors : « Comment est-ce possible ? » Un de mes hommes sur le terrain m'avait bien dit avoir été photographié, mais je n'avais pas compris que c'était avec les terroristes.

Mais pourquoi donc avez-vous donné l'ordre de les tuer ?
Je ne voulais pas qu'ils s'en sortent vivants. C'était le premier acte de terrorisme depuis longtemps dans le pays. Il y en avait eu quelques-uns au Liban. Je craignais qu'un procès public n'en fasse des héros et ne relance une nouvelle vague de terrorisme. J'ai agi selon les instructions du Premier ministre Shamir. Il était associé à part entière dans la décision et m'avait donné un an auparavant l'autorisation de les tuer.

Qu'est-ce que cela signifie ? De quelle autorisation s'agissait-il ?
De supprimer des terroristes, si je le jugeais nécessaire.

Le Premier ministre vous a donné une telle autorisation ?
Oui. Une autorisation de principe.

Vous aviez l'autorisation de principe de tuer tout terroriste capturé ?
Non. Si je le jugeais nécessaire. J'ai rendu compte à Shamir de ce qui s'était passé et il m'a dit que j'avais bien fait. Il m'a fait comprendre qu'il était très satisfait du résultat de l'opération et je n'y ai plus pensé.

Au début, cette affaire ne semblait pas particulièrement l'inquiéter. Il a juste dit : « Aïe ! Ils vous ont photographiés. Il faut que je vous sorte de là. » Et il s'y est employé, de concert avec Pérès et Rabin. Sans succès. Finalement, chacun d'entre eux n'a pensé qu'à lui-même et à son parti. Il y avait deux partis impliqués. Shamir mit

les choses au point avec Pérès et Rabin – qui était alors ministre de la Défense –, en insistant sur le fait qu'ils avaient eux aussi donné leur autorisation. S'ils se défaussaient de leur responsabilité sur le Likoud, ils seraient aussi entraînés dans le scandale. Ils collaborèrent donc, sans faire confiance à personne, ni à l'armée ni au conseiller juridique du gouvernement. Ils me donnèrent leurs instructions sur la marche à suivre et sur ce que je devais dire. Je n'ai rien fait sans leur accord. J'étais sûr qu'ils me soutiendraient. Et ils l'ont fait. Pendant un an. Rien n'a été révélé jusqu'à ce que trois contestataires du Shabak remettent l'affaire à l'ordre du jour par l'intermédiaire du conseiller juridique du gouvernement et de la procureur Dorit Beinisch[15]. Je n'aurais jamais imaginé qu'après un an de concertation entre nous, les politiciens se laveraient les mains de l'affaire et diraient : « Nous ne savions pas. »

YAAKOV PERI : Je pense que pour Avroum, les règles n'étaient pas claires au sujet de ce qui ressortissait à son autorité et de ce pour quoi il avait besoin d'une autorisation. C'est ainsi que j'explique la situation, mais ce n'est là que mon avis. Avroum ne s'est bien sûr jamais confié à moi et ne m'a pas raconté ce qui s'était passé. C'est ce qui arrive quand un chef du Service accède à un statut aussi privilégié au sein du système politique. Il faut faire attention car les limites sont susceptibles d'être transgressées. Les responsabilités sont très clairement réparties entre l'échelon politique, le dirigeant et le directeur du Service. C'est pourquoi une action qui ne fait pas partie des opérations courantes dans des circonstances normales doit être autorisée par avance.

Une élimination, par exemple ?
Évidemment. Et des opérations beaucoup plus simples aussi.

Mais d'après ce que dit Avraham Shalom, il avait l'autorisation du Premier ministre.
Non. Il n'existe pas d'autorisation générale. Prenez les éliminations ciblées. Chaque élimination ciblée doit recevoir l'accord des instances politiques. L'échelon administratif ne peut s'arroger ce pouvoir. C'est le cas pour les écoutes téléphoniques, les opérations spéciales, et il n'y a aucune raison qu'il en ait été autrement pour le bus 300. Il se peut que parfois, lorsque vous êtes le directeur du Service, vous sachiez interpréter les choses et prédire ce que sera la réaction du Premier ministre ou de tel ministre, mais cela ne veut pas dire que vous êtes en droit d'exercer vos pouvoirs.

Pourrait-il y avoir un cas dans lequel, au cours d'une réunion en novembre, une liste de noms soit dressée et qu'en mars une nouvelle autorisation ne soit pas nécessaire ?
C'est au moment où l'opération est envisagée qu'il faut la soumettre au Premier ministre, qui décidera si le contexte politique le permet. Pour l'affaire du bus 300, l'événement se prolongeait, les protagonistes avaient le temps de prendre conseil, de poser des questions, de rendre compte, de parler. Les choses étaient très claires dans ce cas. Il n'y avait pas de place pour l'erreur, certainement pas lorsqu'il s'agissait de liquider des terroristes.

Pourquoi n'avez-vous pas téléphoné à Shamir cette nuit-là ?
AVRAHAM SHALOM : J'ai appelé son chef de cabinet. Je n'appelle pas un Premier ministre à minuit pour lui dire que des terroristes sont morts. Ce n'est pas…

Mais ne deviez-vous pas lui demander son feu vert pour cette opération ?
Non, il était de mon avis.

Cela signifie que votre accord avec Shamir stipulait en fait que si vous estimiez qu'il convenait de tuer…
Et que l'heure était tardive et que…

… vous n'aviez pas besoin de lui téléphoner, vous pouviez agir de vous-même.
Oui, tout le monde savait que j'avais le pouvoir de décision. Le lendemain du jour où il m'a donné son autorisation, j'ai tenu une réunion d'état-major dans mon bureau avec mes équipes pour la leur expliquer. Tous s'en souviennent. Pourquoi les ai-je mis au courant ? C'était six mois ou un an avant l'affaire du bus 300.

Dans quel contexte Shamir vous a-t-il donné cette autorisation ?
Dans le contexte d'actions terroristes au Liban et en Israël. Dans un ou deux cas, je n'ai pas réussi à le joindre. Il fallait s'occuper d'Arabes qui étaient sur le point de commettre un attentat, ou qui en avaient déjà perpétré. Il m'a dit : « Si vous n'arrivez pas à me joindre, décidez par vous-même.

– Donc vous me donnez votre accord ?

– Je vous donne mon autorisation. »

J'ai utilisé cette autorisation, mais il s'est ravisé par la suite. Il ne m'a pas soutenu jusqu'au bout.

Y a-t-il eu des cas où vous avez téléphoné à Shamir pour lui demander si vous pouviez tirer sur des terroristes et où il vous a dit : « Oui, faites-le » ?
Oui.

Avant le bus 300 ?
Avant et après.

Même en Israël ?

Ça, je ne me le rappelle plus.

Enfin, vous vous souvenez de tout ! Ça s'est passé au Liban ? Le bus 300 était-il le premier en Israël ?
Non, non. Je ne me rappelle plus. Quand ça ne fait pas les gros titres, on ne s'en souvient plus. C'est possible.

Vous ne vous en souvenez vraiment plus ?
Non. Itzhak Shamir et moi avions des opinions semblables sur le terrorisme. Nous étions très proches dans nos relations de travail, même si j'avais appartenu au Palmach et lui au Lehi[16]. Il s'adressait à moi en des termes de frère d'armes, même si nos positions étaient très éloignées sur l'échiquier politique. Mais cela ne nous dérangeait pas, ni lui ni moi. Nous nous connaissions depuis que nous avions travaillé au Mossad.

Et il a laissé cela à votre appréciation ? Sur quelle base ?
Mes considérations devaient être telles que je puisse les justifier. Par exemple, je ne voulais pas que le terrorisme marque une victoire locale, à Gaza. Si ces deux-là s'en étaient sortis vivants, leur procès aurait duré un an sinon trois, et ils nous auraient dénigrés. Alors enterrons-les et finissons-en.

Donc vous ne vouliez pas qu'il y ait de prises d'otages et que leurs auteurs deviennent des héros.
Exactement. Des soldats de notre unité d'infanterie Nahal étaient prisonniers, au Liban, je crois. C'est moi qui ai pris la décision. Quand vous pouvez liquider un terroriste, faites-le. C'est logique. Ils comptaient sur moi pour ne pas faire mauvais usage de mes pouvoirs. J'ai commis une erreur car je n'avais pas vu les photos. Si j'avais su qu'on les avait photographiés, je n'aurais pas donné cet ordre. Je

n'éprouve aucun sentiment de culpabilité ni de problème moral à tuer deux terroristes qui de toute façon étaient déjà presque morts.

Des gens avec les mains en l'air… des terroristes avec les mains en l'air.
Un terroriste, qu'il ait les mains en l'air ou les pieds en l'air, ça ne m'intéresse pas. Ils voulaient les tuer avant, mais l'armée ne sait pas tirer. Si cela avait été le Yamam, l'unité spéciale de la police pour les opérations antiterroristes, qui avait agi, ils auraient été morts sur place.

Plus tard, Shamir a tenu des propos du genre : « Je savais ce qu'un Premier ministre devait savoir. » Qu'est-ce que cela signifie ? Était-ce lui qui pouvait décider de ce qu'il devait savoir ? Mais enfin, c'est moi qui lui avais rapporté les faits ! Je voulais qu'il reconnaisse qu'il était impliqué, car je pensais que cette affaire pouvait détruire le Service. Nous avions déjà fait de telles choses par le passé. Pas avec une pierre, mais nous l'avions fait.

Qu'est-ce que signifie « nous avions déjà fait de telles choses par le passé » ?
Nous avons tué des Arabes, comme dans le film que vous réalisez.

Comment ? Pas par des attaques de drones.
Non, mais avec la technologie du moment. Ils ont fait pire, quand je n'étais pas encore directeur du Service. Et j'ai constamment recherché quelqu'un qui dirait à Shamir : « C'est vous qui avez permis cela. » Nahman Tal, le commandant de l'opération pour le Shabak, a déclaré : « Shamir ne savait pas ? Alors comment se fait-il qu'il m'ait demandé si ceux qui se trouvaient dans le camion et qui ont vu Ehud asséner le coup se tairaient ?

– Pourquoi ne le dites-vous pas ? ai-je insisté. Cela changerait le cours de cette enquête. »

La procureur Beinisch voulait que nous disions que nous les avions tués, l'enquête aurait ainsi été close, onze personnes auraient été congédiées, mais le gouvernement s'y est opposé. C'est-à-dire que Rabin s'y est opposé, Pérès et Shamir coopéraient toujours. Selon Zamir, le conseiller juridique du gouvernement, et Beinisch, Shamir ne pouvait pas ne pas savoir, il savait mais il ne m'avait pas donné l'autorisation. Alors je me suis exclamé : « Comment est-ce possible ? Il m'avait bien donné cette autorisation et d'ailleurs j'en avais parlé lors de la réunion de mon état-major six mois avant l'affaire de l'autobus. » Reuven Hazak, un des responsables présents à cette réunion, a déclaré : « J'avais compris que cette autorisation ne s'appliquait qu'au Liban. » Ensuite, Shamir a subi les pressions de son parti. S'il admettait qu'il savait et qu'il avait demandé si les personnes au courant se tairaient, ce serait la fin du Likoud au gouvernement.

Et cette autorisation que selon vous Shamir vous a donnée était valide au Liban ?
Non, je n'ai absolument pas parlé du Liban.

Cela signifie que de votre point de vue cette autorisation était valide en tout lieu.
Oui.

Et ce que vous m'avez dit avoir fait, avoir liquidé d'autres terroristes pendant cette période, c'était aussi en Israël ou seulement au Liban ?
Dans les territoires uniquement.

Judée, Samarie et Gaza.
Et Liban.

Alors vous avez fait cela ?
Nous l'avons fait.

AVI DICHTER : L'affaire du bus 300 est un exemple illustrant le comportement limite d'une personne qui pense détenir le pouvoir de frapper un individu à mort. Il m'est difficile de définir quelle sorte d'instruction le directeur du Service aurait donnée, mais il est tout à fait clair que de tels actes se produisent quand personne ne prend le temps de réfléchir pour dire : « Moi je n'exécute pas cet ordre parce qu'il est manifestement illégal et qu'à l'évidence ses conséquences seront désastreuses. »

AMI AYALON : Qu'avons-nous fait dans cette affaire ? Nous avons tué un terroriste qui avait les mains liées, qui ne représentait plus une menace. De quel droit ? Au sein du Service de l'époque, le concept d'ordre manifestement illégal n'existait pas. Il est apparu dans l'armée après les tueries de Kafr Kassem en 1956. Il a fallu que quarante-sept civils périssent, vieillards, femmes et enfants, pour que nous comprenions qu'il y avait des limites à l'obéissance et que nous mettions ce concept en pratique. Il est des circonstances où non seulement nous sommes en droit de transgresser un ordre mais où nous avons le devoir de le faire. Nous étions au milieu des années 1980. Le Service de sécurité intérieure conduisait le combat contre un terrorisme meurtrier, dans la bande de Gaza, en Judée-Samarie. Les erreurs commises par le Service n'étaient pas dues au fait que les membres de son personnel soient génétiquement différents des autres. Au nom de la sécurité, le Service a outrepassé les limites des actions permises dans une démocratie. L'engagement solennel de protéger les citoyens israéliens a mené les membres du Service à commettre des actes injustifiables. Malheureusement, ces débats fondamentaux n'avaient pas leur place au sein du Service dans les années 1980. Vous devez comprendre que rouvrir la blessure de

l'affaire du bus 300, qui a provoqué la démission de son directeur, n'est pas chose insignifiante.

AVI DICHTER : En tant que directeur du Shabak, j'ai réuni lors d'un congrès tous les protagonistes de l'affaire du bus 300, y compris Avroum. Au début, il a refusé de venir, et j'ai dû le convaincre d'y participer. C'était une des démarches les plus importantes que j'aie entreprises pour clore l'affaire. La rencontre a eu lieu au kibboutz Tsova et le débat a vraiment été fondamental. L'analyse de l'affaire a donné lieu à un processus de purification de l'organisation. Avroum a avoué s'être gravement trompé. J'ai intentionnellement insisté pour que cette affaire soit étudiée lors de la formation du personnel du Service. Je pense que toutes les personnes impliquées ont compris qu'il s'agissait d'une défaillance, qu'elles avaient commis des actes illégaux, sauf une qui à ce jour n'est pas convaincue que l'affaire du bus 300 a été un échec. Toutes les autres réalisent maintenant l'erreur et surtout sont conscientes de la manière dont une organisation peut se fourvoyer. C'est sans aucun doute le plus grave traumatisme qui hante le Service, une organisation au sein de laquelle le processus de prise de décision, du directeur au simple employé, était tout simplement entaché d'erreurs.

Jusqu'à l'affaire du bus 300, l'expression « ordre illégal » existait-elle au sein du Service ?
AVRAHAM SHALOM : Je ne pourrais pas répondre de façon catégorique. Ce n'est pas une bonne question.

Pourquoi ?
Parce qu'il est impossible d'y répondre sincèrement.

Je ne comprends pas vos réponses.

C'est… vous avez un problème. Je n'ai plus d'explications à donner.

Cela veut dire que le concept d'ordre illégal n'existait pas ?
Non, je ne me souviens pas d'une telle chose. À mon avis, cela existait mais n'avait pas été rendu public, et donc n'avait pas fait les grands titres. Tout simplement.

Vous m'avez aussi confié qu'en fait cette année-là ont été commis…
Pourquoi cette année-là ?

Avant aussi ?
Avant et après.

Mais ils n'ont pas été révélés ?
En effet.

Ça s'est passé, et les responsables n'ont pas été sanctionnés ?
Je n'ai pas à répondre. Vous posez des questions qui portent atteinte à l'État d'Israël, je n'y répondrai pas.

Une affaire à étouffer

Témoignages contradictoires de Shamir et du directeur du Shabak
Le directeur du Shabak sortant, Avraham Shalom, a déclaré à la police lors de son interrogatoire qu'Itzhak Shamir entretenait des contacts avec les responsables du Shabak afin de s'assurer que les personnes impliquées dans le meurtre des terroristes du bus 300 ne livreraient pas d'informations à la commission Zoréa. Shalom a affirmé lors de son interrogatoire avoir rendu compte personnellement à Shamir des détails de l'événement, y compris du meurtre des terroristes, quelques

jours après son déroulement. Il a rapporté avoir reçu, avant l'affaire du bus, une instruction à caractère général selon laquelle des terroristes ne devaient pas sortir vivants d'une telle opération.

Orly Azoulay Katz, *Yediot Aharonot*, 4 septembre 1986

Avi Dichter : En 1986, quand les commissions d'enquête ont commencé leur travail, de jeunes membres du Shabak appelés à témoigner sont venus chez moi en me disant qu'une réunion préparatoire était prévue. J'avais bien compris ce qu'était une réunion préparatoire, il s'agissait d'une réunion de coordination ayant pour but de leur donner des instructions, de les briefer. J'ai dit à deux d'entre eux : « Tout bien réfléchi, vous ne pouvez pas mentir devant une commission externe. Si vous mentez, le lendemain et les jours suivants, vous aurez à vous regarder dans la glace pour vous raser. Il serait vraiment dommage que vous vous coupiez parce que vous avez menti devant la commission. » J'ai eu l'impression de les avoir convaincus, mais a posteriori il est évident que tel n'était pas le cas. Ils ont porté de faux témoignages devant la commission, selon les instructions qu'ils avaient reçues. Depuis, dès que ces deux-là m'aperçoivent, ils changent de trottoir.

Yaakov Peri : Je me suis toujours demandé si, convoqué par Avroum, le directeur du Service, et sommé de donner à la commission d'enquête une certaine version des événements inexacte ou incomplète selon moi, j'aurais accepté. J'ai du mal à répondre. Quand vous vous trouvez au cœur même du système, que le directeur du Service est l'autorité suprême, que ce système est comme un nid douillet, un système en vase clos, qui vous dorlote tout en étant très rigoureux, je ne sais pas lequel d'entre nous aurait eu le courage de refuser de s'y rendre ou de parler.

En fin de compte, le directeur du Service, le policier ou le simple soldat de la brigade Golani se retrouve seul avec lui-même. J'estime que c'est ce qui s'est passé parmi les personnes impliquées dans l'affaire du bus 300. Ce sont somme toute des individus qui ont compris que s'ils n'intervenaient pas par tous les moyens en faveur d'Avroum, celui-ci serait traîné en justice pour meurtre dès le lendemain. Et quand vous êtes condamné pour meurtre, il n'est pas question pour le juge de vous astreindre à des travaux d'intérêt général.

Selon vous, Avraham Shalom aurait dû être jugé pour meurtre ?
Non. Un non catégorique. Il n'y avait pas dans ce cas de préméditation, dans le sens pénal du mot. Si vous me demandez mon avis, il ne fait aucun doute qu'il a commis une erreur d'appréciation. Une erreur qui a coûté des vies… dans ce cas, de terroristes, mais quand même des vies. Ce sont des êtres humains.

Appréciation ?
Erreur d'appréciation.

Pas parce que les choses ont été révélées, vous voulez dire.
Non. Dans l'opération même.

Quand l'affaire a éclaté et que les photos des terroristes vivants ont été publiées, vous avez affirmé devant la commission d'enquête que c'était Itzik Mordechaï, le commandant de la région militaire Sud, qui les avait frappés.
AVRAHAM SHALOM : Il n'est pas vrai que nous voulions incriminer Itzik Mordechaï. Devant la commission d'enquête, nous n'avons rien inventé. Les témoignages du personnel du Service, de l'armée, étaient fidèles. Ils n'ont pas fait de faux témoignages. Nous n'avons

seulement pas dit que j'avais transmis l'ordre de leur donner le coup de grâce pour qu'ils n'arrivent pas vivants à l'hôpital.

Donc les allégations selon lesquelles des membres du Shabak avaient fait disparaître des preuves et avaient fourni de faux témoignages sont inexactes ?
Vous parlez d'autre chose. Vous parlez de la commission Zoréa à laquelle nous avons dit avoir agi selon les instructions du Premier ministre. Nous avons déclaré que nous reconnaissions tout sauf le fait de les avoir tués. Pourquoi ? Car nous aurions alors dû avouer qu'il s'agissait là d'une méthode. C'est ce que nous ont dit nos conseillers juridiques, qui n'étaient pas bons, et le Premier ministre, avec lequel j'étais en contact au sujet de l'affaire, trois à cinq fois par jour. Car c'est bien lui qui m'avait autorisé à les tuer. Et encore, un an auparavant. J'avais l'autorisation de le faire. Cette autorisation était valide, il a même dit qu'il l'assumait, ce qui n'a pas été le cas.

Et qu'en est-il de l'argument sur la concertation des témoignages au Service et sur le fait que Yossi Guinossar était votre taupe au sein de la commission Zoréa ?
À cause de Shamir.

Qu'est-ce que cela signifie ?
Shamir voulait que Guinossar le tienne au courant de ce qui s'y passait.

Yossi Guinossar allait rendre compte à Shamir ?
Pas toujours, une fois ou deux. Shamir a déclaré : « Ne vous inquiétez pas, n'ayez aucun doute, nous vous protégerons totalement. » Tout le monde s'est alors calmé. Mais entre-temps une cabale s'est montée au sein du Service, sous l'égide de Reuven Hazak, dans le but de me sacrifier sur l'autel de la justice universelle.

Reuven Hazak voulait vous faire tomber ? Mais de toute façon il était votre successeur. Ne vous êtes-vous pas demandé pourquoi il agissait ainsi ?
Si.

Mais ?
Je ne sais pas.

Cela ne vous intéressait-il pas ?
Mais si, cela m'intéressait.

En avez-vous parlé avec lui ?
Bien évidemment, qu'est-ce que vous croyez !

Que vous a-t-il dit ?
Comme je l'ai déjà expliqué, que la notion de justice nous obligeait à partir, non seulement moi, mais lui aussi. On ne pouvait pas sortir propre de cette affaire. Mais il voulait s'en tirer blanc comme neige. Vous prenez toute la merde et vous la mettez sur votre voisin.

Je ne comprends pas ce que veut dire « prendre toute la merde et la mettre sur son voisin »… Il a pourtant tout perdu en s'opposant à vous.
Il s'est trompé. Le fait est que s'il s'était tu, il serait devenu directeur du Service. Je lui ai dit d'attendre deux mois de plus car de toute façon je me retirais. Il a refusé, après avoir parlé à Dorit Beinisch et à Zamir. Ils pensaient que je les avais mis sur écoute. C'était ridicule. Je ne faisais pas ce genre de choses. Lorsque j'ai dit à Shamir que Guinossar allait me remplacer, il m'a répondu : « Un traître ne vous remplacera pas. »

YAAKOV PERI : Pourquoi Reuven Hazak, Rafi Malka et Peleg Radai ont-ils décidé d'agir comme ils l'ont fait, j'essaie encore de le comprendre. Je n'accepte pas leurs motivations telles qu'ils les exposent. Reuven Hazak, qui était le candidat naturel, exclusif, sans ambiguïté et incontesté à la succession d'Avroum comme directeur du Service, alla le voir et lui dit : « Vous avez trahi la confiance du personnel du Service. Vous avez été pour le moins imprécis dans vos propos et il vaut mieux que vous donniez votre démission. » Avroum en avait déjà presque fini avec l'affaire et il lui a répondu : « Démissionnez donc vous-même. » Reuven Hazak, Rafi Malka et Peleg Radai décidèrent alors de s'adresser à Dorit Beinisch et Itzhak Zamir, le conseiller juridique du gouvernement. Bien entendu, à l'issue de cette affaire, Avroum présenta sa démission. Mais elle faisait suite à la tentative de renversement de ces responsables. Tous trois étaient des piliers du Service, ils en étaient les plus solides fondements, tant du point de vue professionnel que de celui de leurs compétences et de ce qu'ils avaient accompli, et de plus ils étaient l'objet d'une admiration générale au sein du Service. C'est comme si un quart des effectifs de l'état-major de l'armée avaient un beau matin fait une tentative de mini-putsch pour finalement rentrer à la maison.

AVRAHAM SHALOM : Ce trio a ouvert le Service à la presse. Le bureau du procureur s'est emparé de l'aubaine pour en faire ses choux gras. Le conseiller juridique, jamais seul mais toujours accompagné de la procureur, est allé voir le Premier ministre afin de conclure un marché avec lui, mais tous deux se sont fait mettre à la porte à plusieurs reprises. C'était insupportable à Shamir. Shimon Pérès de son côté en avait assez de cette affaire, laquelle énervait passablement Rabin. Ce dernier voulait la mettre sous le boisseau. Il tenta d'en convaincre le conseiller juridique, qui était prêt à faire

preuve d'indulgence, mais la procureur l'incita à poursuivre. Je n'étais pas compétent dans ce domaine et je ne m'en préoccupais déjà plus. Dans ma grande naïveté, je pensais que c'était à l'échelon politique de nous sortir du pétrin. J'ai été très déçu par certaines personnes qui au début, quand elles ont besoin de vous, vous soutiennent sans condition, mais lorsque les affaires commencent à les concerner personnellement ou à porter atteinte à leur parti politique, font fi de tous leurs principes, de tout ce qu'elles vous ont promis et oublient tout. C'est terrible.

Jamais jusque-là dans l'histoire de l'État d'Israël des hommes politiques ne se sont mobilisés en prenant autant de risques pour sortir l'échelon opérationnel d'une situation embarrassante comme Shamir et Pérès l'ont fait dans cette affaire du bus 300. Ils ont remplacé le conseiller juridique du gouvernement, se sont battus pour que l'affaire ne prenne pas de proportions excessives, ont induit en erreur la Haute Cour de justice et gracié les protagonistes avant même que le cas ne soit jugé. Pensez-vous qu'ils craignaient que si vous parliez devant un tribunal, ils soient eux aussi inculpés et jugés ?
Je n'aurais pas parlé.

Que cela signifie-t-il ? Vous auriez été accusé de meurtre.
Si j'avais été le seul accusé, je n'aurais pas pris autant de risques. Mais ils ont essayé d'incriminer onze membres du Service, et ça, je ne pouvais le permettre.

Vous voulez dire que s'ils vous avaient accusé d'avoir donné, vous seul, l'ordre de tuer, vous auriez abandonné ?
Je n'aurais pas avoué, mais je ne me serais pas battu en allant de ministre en ministre, des membres de l'opposition à ceux de la coalition.

À quel moment comprenez-vous que vous vous devez de démissionner ?
J'ai proposé à Shamir de démissionner sur-le-champ, mais il m'a dit : « N'en faites rien. » Il m'a soutenu pendant six mois, un an. Il ne m'a pas négligé tout de suite. Mais constatant que le conseiller juridique avait le dessus, et Dan Meridor et Ehud Olmert, deux jeunes leaders du parti Likoud alors au pouvoir, ses princes, l'ayant averti que s'il ne lâchait pas Avroum, ça serait la chute du Likoud, il s'est laissé convaincre. Il ne voulait absolument pas que je démissionne, il pensait que je passerais d'une fonction officielle à une autre après l'affaire. Il m'a proposé un poste d'ambassadeur. Je lui ai répondu que je n'étais pas intéressé, que je ne pouvais pas et que je ne serais pas efficace dans ce genre de mission. Je ne voulais pas me trouver dans la position où je serais salarié du gouvernement. Entre-temps, le conseiller juridique avait transmis le dossier à la police qui, après l'avoir examiné très superficiellement, avait fait des déclarations inexactes. C'est alors qu'a surgi cette idée géniale de la grâce. Jusqu'à aujourd'hui encore, j'ignore si nous avons eu raison de l'accepter. Je ne prenais déjà plus les hommes politiques au sérieux.

Parce que ?
Parce que je m'étais rendu compte qu'on ne pouvait pas leur faire confiance. Ils avaient abandonné un blessé sur le terrain. Très peu pour moi.

Vous étiez le blessé ?
Pas seulement moi. Tout le Service.

YAAKOV PERI : Les membres du Service ont déclaré : « On nous envoie soir et matin accomplir des missions qui pour certaines sont clairement en marge de la loi, pour d'autres frisent l'illégalité, seules les dernières restant dans un cadre légal, sans que l'on soit couverts.

Si nous sommes pris, nul ne nous défendra. » Yossi Guinossar a eu une formule parfaite : « On nous envoie fouiller dans des tuyaux d'égouts, nous en sortons recouverts de ce qu'ils contiennent, et personne ne se soucie de nous laver ou de nous épauler. Nous sommes seuls dans le système. Nous sommes orphelins. »

YUVAL DISKIN : Je ne savais pas ce qui s'était passé dans l'affaire du bus 300. Je pense que la plupart des gens, en dehors de ceux qui y avaient pris part, l'ignoraient aussi. Jusqu'au jour où l'on demanda à tous les coordonnateurs de Samarie de venir participer à une réunion avec le chef de région dans une décharge à Qalqilya. L'endroit convenait à la situation, semble-t-il. Yankele (Yaakov) Peri, le chef de région, nous communiqua une certaine version de l'affaire. Je ne m'en souviens plus mot pour mot, mais selon moi c'était encore une version édulcorée des événements. Nous avons cependant bien compris qu'il s'agissait d'une affaire importante.

Je dois dire que j'en ai beaucoup plus appris à l'époque sur l'affaire par les médias que par le Service. Ma véritable expérience de l'affaire du bus 300 vient précisément de détails qui ont été mis au jour par la suite dans les médias, quand j'ai commencé à comprendre ce qui s'était vraiment passé, ce que certaines personnes avaient fait au sein du Service. Toute cette histoire où des prisonniers ont été tués est inconcevable. Même pendant ces années-là au Service, c'était inconcevable. Le fait même d'avoir étouffé l'affaire est également inconcevable. Vous arrivez dans une organisation où l'on vous forme dès le premier jour et où l'on vous explique combien vous êtes autre, combien vous êtes différent, où l'on insiste sur le fait que les membres du Service sont des gens droits, dans la norme, et soudain vous découvrez que c'est bien au sein de votre organisation qu'un tel événement a eu lieu. Pour moi, ça a été une très profonde déception. Ça n'était pas l'organisation à laquelle j'avais cru appartenir.

Un débat interne intense eut lieu : fallait-il protéger les personnes ayant participé à l'événement, leurs actions avaient-elles été autorisées et approuvées ? Méritaient-elles d'être graciées ? Et toutes sortes d'autres questions semblables. Aujourd'hui, en ma qualité de directeur du Service, j'y réfléchis davantage. Je pense au type de relations qu'entretenaient Itzhak Shamir, le Premier ministre, et Avroum, le directeur du Service, pendant ces années-là. Je me demande si l'argument d'Avroum et d'autres responsables du Service selon lequel ce qui a été fait était réellement autorisé et approuvé, ou faisait l'objet d'un accord quelconque entre Avroum et le Premier ministre, était valide. J'affirme qu'actuellement ça ne pourrait plus se passer ainsi. De nos jours, certaines choses ne peuvent plus être convenues entre le Premier ministre et le directeur du Service. Le changement a été drastique. Mais je crois qu'il est possible qu'à l'époque, Avroum ou d'autres responsables aient eu la conviction que la fin justifiait un peu les moyens.

J'essaie d'expliquer aux jeunes responsables du Service que la notion d'objectif est très importante pour une organisation chargée d'accomplir des missions, que nous devons obtenir des résultats, mais pas par des moyens inappropriés. Cela nous détruirait en tant qu'organisation, en tant qu'êtres humains, et n'en vaudrait pas la peine. Une infrastructure morale solide nous est nécessaire afin d'atteindre nos objectifs de la manière la plus correcte possible.

Les mains les plus propres

En 1980, un nouveau directeur du Service (Avraham Shalom) est entré en fonctions. Il est resté en poste jusqu'à fin 1986. Dès sa

> nomination, il trouva au sein du Service une norme en vigueur depuis de nombreuses années (consistant à porter de faux témoignages devant la justice). Tandis que son prédécesseur était conscient de ce problème embarrassant qu'il tenta de contourner, il se trouve que ce directeur-là n'avait même pas le sentiment de l'existence d'une quelconque difficulté. « Quand je pense à la guerre contre les terroristes, nous a-t-il déclaré, la question du tribunal israélien n'entre pas dans mes considérations. Pour moi, il est important que le terroriste coupable soit puni. » Dans le cadre de son témoignage, nous lui avons demandé si, comme son prédécesseur, il avait esquivé ce problème. Sa réponse a été édifiante : « Ce n'est pas une question d'esquive, vous essayez d'esquiver quelque chose dont vous êtes conscient. Pour moi, ce n'était absolument pas un sujet d'intérêt. » La commission le considère aussi comme un des responsables de l'existence de la méthode discutable dont il est débattu ici, et du fait que sa mise en pratique se soit prolongée jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée, ce qui a fait grand bruit.
>
> Extrait du rapport de la commission Landau [17]

Vous m'avez dit que lorsque vous avez été nommé directeur du Service, vous avez annulé une partie des autorisations données à la division des enquêtes. Vous les avez transformées en méthodes d'interrogatoire exceptionnelles.

AVRAHAM SHALOM : Ils avaient diverses méthodes, comme en ont les Américains en Irak. Je ne sais pas s'ils suivaient mes instructions, car il m'était impossible d'être présent lors de chaque interrogatoire, mais c'était une division problématique. Les enquêteurs en faisaient plus qu'il ne leur était permis, et nous avons mis fin à leurs agissements. Il était interdit de frapper, il était permis de gifler.

Expliquez-moi comment vous vous accommodez du fait que d'une part il était interdit de frapper et que de l'autre on pouvait tuer des terroristes qui s'étaient rendus.
C'est comme si d'un côté vous étiez membre du parti de gauche Meretz et, de l'autre, soldat dans le commando d'élite Sayeret Matkal. Comment est-ce possible ? Le fait est.

Mais dans ce cas, c'est le directeur du Service qui d'une part interdit aux enquêteurs de frapper les suspects mais de l'autre les autorise à tuer ceux qui se sont rendus.
Ça n'a rien à voir. C'est exactement là qu'intervient l'intelligence d'un commandant : savoir faire la distinction entre ce qu'il est permis de faire, ce qu'il convient de faire, ce qu'il faut faire et ce qu'il est interdit de faire.

Tuer les terroristes du bus 300 était ce qu'il convenait de faire ?
D'après les conséquences, non.

Seulement d'après les conséquences ?
Seulement d'après les conséquences.

Cela signifie que si le journaliste ne s'était pas trouvé sur place, les faits auraient été acceptables ?
S'il n'avait pas été présent, nous n'en aurions rien su.

Et l'aspect moral de la question ?
En matière de terrorisme, il n'y a pas de morale. Cherchez donc tout d'abord la morale chez le terroriste.

Et s'il lève les mains en l'air et se rend ?
Ce n'est pas un problème de morale.

Alors quel type de problème est-ce ?
Un problème tout à fait tactique, pas stratégique.

Expliquez-moi donc.
Je ne peux pas mieux expliquer. Est-ce que je sais, moi ? Quelque chose de ce genre : il faut une personne suffisamment intelligente pour être capable de mener une action qui apparemment peut vous sembler brutale, et le lendemain matin ou cinq minutes plus tard, libérer un grand nombre d'Arabes sous prétexte qu'ils ont des enfants qui les attendent à la maison. Voilà. Toute personne ayant des responsabilités fait face à ce type de dilemme tous les jours. Nous aussi.

Donc de votre point de vue, la décision de tuer les deux terroristes…
Vous voyez toujours tout en noir et blanc. Il y a des décisions…

Deux terroristes arrêtés ont été tués.
Mais pourquoi faites-vous une fixation là-dessus ?

J'essaie d'en comprendre l'aspect moral.
À ce sujet, il n'y a pas de morale ! Oubliez la morale dans la guerre contre le terrorisme. Dans une bombe d'une tonne, oubliez la morale. Il n'y a pas de morale. Que signifie « morale » pour vous ? Vous posez des questions qui à mon avis ne sont pas morales car elles sont préjudiciables au pays.

Pourquoi sont-elles préjudiciables au pays ? Expliquez-moi ces propos.
Lorsque vous donnez des détails sur des événements qui à vos yeux sont moralement douteux, c'est tout à fait préjudiciable au pays. Les réponses… et même les questions le sont, car je dois répondre…

évasivement. Je ne réponds pas franchement à vos questions, je les élude.

Oui, je m'en suis bien rendu compte.
Alors arrêtez de poser des questions.

J'ai fait une erreur avec ces deux terroristes, je ne pense pas que cela ait été intelligent. J'ai fait une erreur, je n'aurais pas dû la commettre et j'ai payé pour ça. J'avais pourtant des partenaires dans cette affaire, mais je les en ai sortis et puis c'est tout.

Mais vous dites que votre erreur est de l'avoir fait devant les appareils photo de la presse.
Non, l'erreur est de l'avoir fait. Pas à cause de la presse, mais en principe.

Une erreur morale ou opérationnelle ?
Les deux.

Alors pourquoi m'avez-vous dit : « Je pense qu'il faut tuer les terroristes capturés » ?
Je pense qu'il faut les tuer car ils recommenceront sans cesse, eux, leurs enfants ou leurs cousins. Mais cela ne s'applique pas à chaque terroriste ni à tous les cas. Je considère qu'un terroriste est un individu ignoble. Tous ceux qui commettent des attentats-suicides ne peuvent pas être du côté de la société normale. Donc je ne veux pas les aider.

Ben Gourion nous a dit un jour : « Vous accomplissez les besognes les plus sales du pays car vous êtes les gens qui ont les mains les plus propres. »

Qu'est-ce que ça signifie ?

Qu'il nous est permis de faire des choses à la frontière de la loi – mais évidemment pas de tuer –, car nous avons les mains propres : nous ne sommes pas corrompus, nous ne tirons pas d'avantage personnel quelconque de notre situation. C'est ce que nous disions au Service. Je ne sais pas si ce principe est encore d'actualité aujourd'hui, j'espère bien que oui.

Avi Dichter : Il ne s'agit pas seulement du directeur du Service mais d'un ensemble de responsables qui pensaient pouvoir opérer dans une zone floue, indéfinie, le domaine « gris ». Finalement, dans l'affaire du bus 300, de hauts responsables étaient impliqués, ils ont reçu et transmis des ordres. Quand le directeur du Service donnait une instruction, il n'était pas question qu'un responsable la retienne à son niveau. Les ordres circulaient. À l'époque, quand j'étais directeur du Service, je me souviens que lors d'une de nos réunions professionnelles, un ministre de très haut rang m'a dit : « Voyez-vous, Avi, cette question ne doit pas faire l'objet d'un débat, elle appartient au domaine "gris".

– Excusez-moi, lui ai-je répondu, mais je ne suis pas prêt à ce que le Service travaille dans le domaine "gris". Je ne connais pas de domaine "gris". Je connais le noir, qui est interdit, et le blanc, qui est permis. C'est tout. »

Le jour d'après

Il était dans le temps l'homme le plus puissant du pays, entouré d'un ministre de la Défense faible (Moshé Arens) et d'un Premier ministre indifférent (Itzhak Shamir). Il était maître du destin d'autres hommes. Il pouvait déplacer des villages, séparer les espions de leurs

> maîtresses, pousser à l'action des chefs de gouvernement. Il régnait sur la plus grande banque d'informations du Moyen-Orient. L'homme le plus puissant du pays. Et un beau jour vint la chute. En moins de deux ans, il quitta son poste, ses amis et son pays. Depuis, il erre de par le monde. Et de façon plus prosaïque, on peut dire : cet homme n'a pas trouvé de travail qui lui convenait en Israël, alors il est parti à l'étranger. Il a tenté sa chance à New York, Londres et dans d'autres capitales européennes, travaillant, courant le monde et vivant seul.
>
> Ronit Vardi, *Maariv*, 1992

Comment avez-vous traversé cette période ?
AVRAHAM SHALOM : Vraiment très facilement. C'est passé en un clin d'œil.

Je pense à la période où vous étiez encore directeur du Service, que tout votre entourage parlait de l'affaire et que la presse diffusait sans cesse de nouvelles informations.
J'ai appris à ne pas lire. Cela ne m'a pas tellement dérangé. En fait, si, mais cela ne m'a pas causé de problèmes psychologiques.

Auprès de qui vous êtes-vous déchargé de votre peine, de votre frustration, de votre colère ?
(Avraham Shalom se désigne lui-même.)

Seulement ?
Oui. Mes erreurs, je les garde pour moi. Mes succès aussi.

Votre famille n'en a-t-elle pas souffert ? Votre femme, vos enfants ? Comment ont-ils fait face à l'affaire du bus 300 par exemple ?
Nous n'en avons absolument pas parlé.

Mais cela a sans doute été la période la plus difficile de votre vie.

Oui, mais je n'en ai pas fait une syncope, je savais que j'avais raison.

Vous en parliez à votre femme ? Vous vous soulagiez d'une façon ou d'une autre ?
Non.

Vous étiez seul avec vous-même ?
Oui, c'est ce qu'il y a de mieux. Pourquoi causer du mal aux autres ?

Quand j'ai des difficultés, j'appelle mon amie pour les partager avec elle.
Je n'ai jamais eu d'amie dans ma vie, j'ai eu une femme très intelligente.

Qui vous comprenait sans que vous ayez besoin de lui parler ?
En effet.

Un jour, j'ai pris l'avion avec Éli Zéira, le chef des renseignements militaires, qui était pilote. Nous nous sommes écrasés dans le Sinaï, avant qu'il y ait des routes. C'était après la guerre des Six-Jours. Nous revenions de Charm el-Cheikh, à six dans un petit Cessna. Au milieu du chemin entre Charm el-Cheikh et Eilat, le moteur s'est arrêté. Heureusement, Zéira était un pilote très doué et il a réussi à manœuvrer efficacement. Nous avons parcouru 1 400 mètres en une minute. L'avion a fini par piquer du nez dans le sol, sans que nous soyons blessés. C'était un miracle, mais nous avions perdu tout contact avec le monde. Éli a envoyé un signal de détresse, que personne n'a entendu. Environ deux heures plus tard, un avion d'Arkia est passé, venu on ne sait d'où. À l'aide d'un miroir, nous lui avons transmis des signaux en jouant avec les rayons du soleil. Le pilote a alerté l'armée de l'air, annonçant qu'il nous avait trouvés. Dans le quart d'heure suivant, deux avions de combat nous ont survolés et deux heures après nous étions secourus par deux hélicoptères. À l'aéroport de Sdé Dov, nous avons fêté notre

sauvetage au champagne. Je devais rentrer à la maison vers six ou sept heures du soir. Je suis arrivé à dix heures. Ma femme m'a dit :

« Où étais-tu ?

– Nous nous sommes écrasés avec l'avion d'Éli. (Il habitait à deux maisons de chez nous.)

– Ça n'est pas une raison pour être en retard. »

Et c'est tout. Vous demandez si elle m'avait compris ? Oui, bien sûr.

Vous m'avez confié que l'on se souvient de vous à cause de l'affaire du bus 300, mais pas pour tout ce que vous avez accompli de positif auparavant.
En effet.

Pourquoi ?
Je l'ignore. C'est ce qui est le plus connu. On se rappelait aussi un peu de moi pour la capture d'Eichmann, mais ça n'a pas duré. Ça ne faisait plus partie des *news*.

C'est douloureux ?
Non. Je n'y pense pas du tout. Ça n'a pas été particulièrement difficile. Je m'en suis plutôt bien sorti. J'ai été content de ne pas travailler dans des organismes semi-gouvernementaux mais dans le privé. Dans le monde du travail, le contrôle et la discipline sont nécessaires. Il faut aussi indiquer clairement ce qui est interdit et ce qui est permis. Et il faut payer pour ses erreurs. J'ai payé pour ma stupidité. C'est la vie.

---

1. Unités d'élite combattantes juives en Palestine mandataire opérant de 1941 à 1948.

2. Organisation militaire clandestine sioniste fondée en 1920 et active jusqu'en 1948. Ancêtre de Tsahal.

3. Programme d'entraînement et de préparation militaire destiné aux adolescents, créé dans les années 1940 et encore mis en œuvre de nos jours.

4. Diminutif d'Avraham.

5. L'Union du travail, parti de gauche dissident du Mapaï (voir note 6).

6. Parti des travailleurs d'Eretz Israël, parti de gauche au pouvoir à l'époque.

7. Institut pour les renseignements et les affaires spéciales. Service du renseignement extérieur.

8. Le Parlement israélien.

9. Le rabbin Moshé Levinger loua des chambres dans l'hôtel arabe Park pour y passer les fêtes de la Pâque juive et refusa d'en partir. Après négociations, et avec l'accord du gouvernement, il s'installa sur une colline au nord-est d'Hébron et créa l'implantation de Kyriat Arba.

10. Leader du parti de droite Hérout, Premier ministre de 1983 à 1984 et de 1986 à 1992.

11. Leader du Hérout puis du Likoud, Premier ministre de 1977 à 1983.

12. Premier ministre de 1969 à 1974.

13. Premier ministre de 1963 à 1969.

14. Organisation palestinienne politique et militaire constituant la faction principale de l'OLP.

15. Procureur de l'État de 1989 à 1995.

16. Groupe armé radical créé en 1940 pour lutter contre les Britanniques, aussi connu sous le nom de groupe Stern.

17. Commission nationale d'enquête présidée par l'ancien président de la Cour suprême, le juge Moshé Landau, concernant les méthodes d'interrogatoire du Shabak. Elle a été mise sur pied après la démission de Shalom et donc après l'affaire du bus 300, à la suite de la condamnation d'un officier tcherkesse de Tsahal, Izzat Nafso, pour espionnage et traîtrise sur la base de faux aveux obtenus sous la torture. Le compte rendu a été publié en 1987, stipulant que des « pressions physiques modérées avec autorisation » ne seraient permises que dans des cas exceptionnels.

Yaakov Peri

(1988-1994)

Yaakov Peri : Je suis né en 1944, à Nahalat Yehuda près de Rishon LeZion. Mes parents ont émigré de Pologne pour s'installer en Israël dans les années 1930. Je suis le petit-fils du célèbre écrivain Druyanov, dont une rue et une école de Tel-Aviv portent le nom. Originaire de Russie, il s'installa en Israël en 1906 puis retourna vivre à Odessa avant de revenir en 1921. Bialik, le poète, et Rebnitsky, journaliste et éditeur, étaient ses amis. Enfant, ils m'ont fait sauter sur leurs genoux, rue Melchett à Tel-Aviv. Mes parents ont plus tard déménagé à Netanya, où j'ai poursuivi mes études primaires et secondaires.

Dans ma jeunesse, je me distinguais par mes dons musicaux et l'on me prédisait un bel avenir dans ce domaine. Et c'est bien à une carrière musicale que je me destinais. Dès l'âge de treize ans, j'aidais ma famille en gagnant un peu d'argent grâce à ma musique. Vers seize ans et demi ou dix-sept ans, j'ai même reçu une bourse d'études de la prestigieuse Juilliard School de New York. Je projetais d'y faire mes études de musique dès la fin de mon service militaire.

L'armée refusa de me mobiliser car je souffrais d'un souffle au cœur. Je fis appel, et mon recours fut accepté. J'écrivis alors une lettre

à Ben Gourion et fus enrôlé. Je m'engageai dans les parachutistes. Après être passé par le quartier général, j'effectuai la plus grande partie de mon service à des postes opérationnels. Je fus libéré avant terme, car je m'étais cassé la jambe. En attendant le début des cours à la Juilliard School, je décidai d'étudier à l'université hébraïque de Jérusalem. Je m'inscrivis tout d'abord en sciences politiques et en statistiques mais cela ne me passionnait pas vraiment ; je bifurquai donc vers l'histoire du Moyen-Orient.

J'arrivai à Jérusalem au début des années 1960 et j'y passai trois années merveilleuses. La Jérusalem de ces années-là était petite, bohème, fermée et très agréable. Comme musicien, je rejoignis tout de suite la troupe des étudiants de l'université, avec Ehud Manor, Rivka Michaeli et Dan Biron, qui depuis sont restés mes meilleurs amis. Je gagnais ma vie en jouant dans l'orchestre de la radio israélienne, « Kol Israël », la voix d'Israël, et dans le célèbre club d'étudiants « Bacchus ».

Le producteur Giora Godik me proposa un jour de faire partie de l'orchestre interprétant *My Fair Lady*, au théâtre Habima. Ils firent venir deux trompettistes d'Écosse et m'engagèrent comme trompettiste local de bon niveau. Pendant quelques mois, je faisais chaque nuit le voyage de Jérusalem à Tel-Aviv pour jouer à Habima. J'avais une vie vraiment bien remplie. Je décidai alors de repousser mes débuts à la Juilliard School et de terminer mes études universitaires.

En 1966, j'entrai à l'université de Tel-Aviv. Cette année-là fut peut-être celle de la récession économique la plus forte en Israël. Mon père, petit ouvrier du bâtiment travaillant dur, me dit, embêté : « La musique, c'est merveilleux, et je vois combien elle te rend heureux, mais comme tu es mon fils unique, je dois te dire que je suis inquiet, car j'ai bien peur de ne pas être en mesure de t'aider à l'avenir.

Trouve-toi donc un travail avec un salaire mensuel, quelque chose de fixe, d'organisé. Tu pourras toujours jouer de la musique, quel que soit ton job. »

Sa demande dut me toucher car je me mis à la recherche d'un travail. Mais lequel ? Sur le tableau d'annonces de l'université de Tel-Aviv, mon regard fut attiré par une offre d'emploi qui disait à peu près : « Jeunes gens ayant été combattants dans l'armée, si vous êtes intéressés par un travail comportant un enjeu sécuritaire, politique, vous êtes invités à vous présenter devant la commission d'admission de la division de l'armement du ministère de la Défense à Tel-Aviv. » À cette époque, j'avais vraiment l'air d'un beatnik : cheveux longs, tongs, chaîne autour du cou, négligé comme il se devait. J'habitais dans un appartement de location au-dessus du café Cassit, lieu de rencontre de tous les artistes, écrivains et poètes telaviviens. J'étais un véritable habitant de la rue Dizengoff, très à la mode à l'époque de sa splendeur. J'ai en réalité fait connaissance pour la première fois avec le Service de sécurité par l'intermédiaire de l'hebdomadaire de gauche *Haolam Hazeh*, qui le dénigrait et l'appelait l'« appareil de l'ombre ». Je m'abîmais dans la contemplation de la dernière page sur laquelle figuraient toujours des photos de jeunes femmes en maillots de bain, et je lisais les articles sur l'appareil de l'ombre. C'est ainsi que j'appris qu'il existait au sein de l'État d'Israël une organisation secrète chargée du renseignement.

Je me présentai devant la commission d'admission débraillé et mal coiffé, comme à mon habitude. Je n'avais pas pris les choses au sérieux, je ne m'étais pas préparé à l'entretien, me disant : « On verra bien. » À l'intérieur, je fus accueilli par des gens en costume et à l'air sévère, qui me prièrent de leur raconter ma vie, me posèrent quelques questions et m'annoncèrent qu'ils m'enverraient passer des examens. Ils ne me dirent pas de quoi il retournait, seulement qu'il

s'agissait d'une organisation secrète. Quant aux détails, ils me les transmettraient s'ils décidaient que je convenais au poste. Pendant six mois, je fus ballotté entre examens psychotechniques et entretiens en tête à tête.

Qu'est-ce qui vous a attiré ? Vous étiez musicien, c'est un autre monde !
Je crois que toute personne, même aujourd'hui, à qui l'on ferait de telles propositions et dont on s'occuperait comme on s'est occupé de moi pendant ces six mois serait morte de curiosité. Vous vous dites : « Je suis obligé d'essayer, je verrai bien. » Par ailleurs, l'époque était un peu différente en Israël, je dirais que même le thème du sionisme était beaucoup plus important.

En février 1966, mon admission au Service de sécurité intérieure me fut annoncée et je reçus l'instruction de me rendre le 1er mars près de la tour de l'horloge à Jaffa. Je devais avoir un journal sous le bras, une femme viendrait me chercher. C'est une femme plutôt sympathique qui se présenta et m'emmena quelques centaines de mètres plus loin dans un immeuble situé en face du marché aux puces, le quartier général du Service. C'est ainsi que j'ai commencé à travailler au Service de sécurité intérieure, sans en avoir eu l'intention.

Pendant un jour ou deux, je dus remplir toutes sortes de formulaires puis je fus envoyé aux archives, où, à l'époque, il n'y avait pas d'ordinateur. Les documents étaient triés manuellement et l'on utilisait une perforeuse en fer pour les trouer afin de pouvoir les ranger dans les dossiers. Je rentrais chaque soir à la maison contrarié d'être affecté à des travaux de classement. Je n'étais quand même pas destiné à moisir aux archives ! « C'est une étape de votre formation professionnelle », me dit-on. À la différence d'aujourd'hui, les nouvelles recrues étaient formées par des personnes d'expérience qui leur enseignaient le métier, comme à des apprentis cordonniers ou

menuisiers en Europe de l'Est. J'ai été l'apprenti de quelques maîtres qui me sont devenus chers.

La base de la division arabe du Service était composée de membres du service d'information du Palmach, ou d'originaires de pays arabes dont c'était la langue maternelle. Parallèlement à mon travail technique d'archiviste, j'apprenais progressivement auprès d'eux ce qu'étaient les renseignements, ce qu'était un agent, une source humaine, la collecte d'informations, comment analyser des données, traiter des agents.

Quelques mois plus tard, il fut décidé que nous, les trois nouvelles recrues, irions dans des villages arabes où se trouvaient des informateurs du Service. Nous serions hébergés sur place, vivrions cette expérience pendant quelques mois et améliorerions notre connaissance de l'arabe. J'avais appris l'arabe littéraire au lycée et surtout à l'université. Je devais maintenant m'exercer à parler la langue de tous les jours et m'imprégner des coutumes locales.

C'était en 1966, environ un an avant la guerre des Six-Jours. On me plaça chez le mukhtar, le chef du conseil de Baka el-Garbieh. Je dormais dans son salon. Il avait entassé huit matelas les uns sur les autres pour que je sois installé confortablement, tant et si bien qu'allongé, je me retrouvais à cinquante centimètres du plafond. Armé d'un fusil de chasse, il faisait chaque nuit la ronde autour de sa maison pour assurer ma protection. C'était formidable.

Un gouvernement militaire était alors encore en place dans les villages arabes de l'État d'Israël. Chaque grande région avait son gouverneur militaire, en général un lieutenant-colonel ou un commandant. Quand il arrivait accompagné de son escorte à Baka el-Garbieh, chez le mukhtar, je leur servais du café et faisais l'interprète de l'arabe vers l'hébreu. Je m'étais complètement intégré. À tel point qu'un peu plus tard, après ma période de formation dans le village

arabe et après avoir suivi le cours de base dans le renseignement, au cours d'une réunion organisée par le gouvernement militaire avec la participation de membres de la police et du Shabak, je fus remarqué par le gouverneur militaire de Baka el-Garbieh. À l'époque, tout le monde m'appelait Yaakov Abissat, du nom de mon hôte. Le gouverneur prit à part un des hauts responsables du Shabak et lui demanda : « Que fait donc cet Arabe ici ? »

Pendant ma période de formation, je découvris que j'aimais l'ambiance du village, parfois même le mode de pensée des habitants, leur mentalité. Je constatai également que j'étais très sociable, que j'avais une certaine facilité à me faire des relations, ce qui finalement me serait très utile au moment de recruter des agents, de les traiter, de nouer avec eux des relations de confiance. Mais ce qui me fascinait, qui était presque addictif, était le travail de renseignement. De surcroît, j'étais galvanisé par l'importance du rôle que j'attribuais au Service dans le renforcement et le maintien de la sécurité du pays. Vraiment.

Pendant ma première année, il y eut quelques anicroches. Des reproches m'étaient adressés car j'aurais dû rendre compte à mes chefs de mes sorties avec telle Finlandaise ou telle Irlandaise. J'arrivais toujours à m'en tirer, mes supérieurs estimant que mon potentiel, mes dons et mes capacités à nouer des liens, à travailler aussi bien en loup solitaire qu'en équipe, étaient très prometteurs. Une solide formation me remettrait bien vite sur le droit chemin du Service. Mais je n'ai jamais été un membre du Service conformiste.

Après trois mois passés à Baka el-Garbieh, je pris des cours d'arabe dans un centre d'apprentissage du Service. Nous étudiions du dimanche matin très tôt jusqu'à tard dans la nuit du jeudi, sortions pour chabbat, et revenions le dimanche. Nous avons pris des cours intensifs d'arabe dialectal, d'arabe littéral, appris à lire des articles de

journaux, à déchiffrer l'écriture manuscrite. Toute personne passée par le centre d'apprentissage d'arabe du Service, et ayant étudié sérieusement, sait l'arabe. Elle comprend la langue, sait lire entre les lignes, peut déchiffrer le petit mot d'un agent. C'est un trésor inestimable. À certaines périodes, je parvenais à identifier avec une grande précision de quelle ville ou de quelle région venait une personne, juste en l'entendant parler. Au cours des dix-sept ou dix-huit dernières années, cette capacité s'est réduite.

Après la guerre des Six-Jours, mon premier terrain de travail se situait derrière une montagne, près de la vallée du Jourdain. Le pays de la chasse à l'homme. Avec les militaires de la brigade de la vallée du Jourdain, je poursuivais des terroristes le matin et je traitais des agents l'après-midi et pendant la nuit. Je rentrais à la maison environ tous les quinze jours. J'habitais alors avec ma femme et mon petit garçon à Netanya. J'arrivais chez moi le vendredi vers quatre ou cinq heures de l'après-midi, après une ou deux semaines d'absence, et une demi-heure plus tard je pouvais recevoir un appel téléphonique qui m'obligeait à retourner à Naplouse. Je n'avais plus de vie privée.

Je commençai à recruter des agents. Au début, ce n'était pas facile, mais petit à petit je nouai des liens. Les relations en matière de renseignements ne sont pas seulement des relations dissimulées. Vous êtes invité chez les mukhtars et chez les informateurs. Tout le village sait que vous êtes un coordonnateur du Shabak.

C'est effrayant ?

Moi, cela ne m'effrayait pas. Le fait est que j'ai survécu. Malheureusement, ce ne fut pas le cas pour tous. Très jeune coordonnateur, j'avais recruté en 1967 un agent d'un village de la vallée du Jourdain qui a bien failli me réserver ma première mauvaise surprise. Après deux ou trois rencontres, je parvins à la conclusion que c'était un traître, une source non fiable. Une nuit, nous devions

nous rencontrer en secret à la lisière de son village. J'avais mobilisé des forces de la police des frontières mais, au dernier moment, j'ai eu le pressentiment d'un danger et je ne suis pas allé au rendez-vous. Quelques heures plus tard, j'ai été informé qu'on avait tiré sur une Mercedes blanche en bordure du village et qu'il y avait des blessés. Au Service nous utilisions des Carmel blanches. Il m'avait tendu un piège et il y avait eu confusion.

Ce travail est intensif. Vous arrêtez des individus, activez des sources, prenez connaissance d'informations, étudiez le terrain, participez à des chasses à l'homme avec Tsahal et à la localisation de commandos terroristes. Lorsque l'armée ne réussit pas à les liquider avant qu'ils entrent dans le pays, vous devez vous lancer à leur poursuite. De tous mes amis figurant sur une photo prise lors de la cérémonie de circoncision de mon deuxième fils, aucun n'a survécu. Arik Regev, Gadi Manela et Zvika Ofer ne sont plus parmi nous. Vous perdez beaucoup d'amis. Beaucoup d'amis tombent.

J'ai obtenu ma première citation au Service en 1968 en identifiant un guide de Beit Furik. De ce village infesté de terroristes sortaient tous les guides de la région. Ils allaient en Jordanie, faisaient entrer des commandos terroristes en Israël et les conduisaient sur les chemins jusqu'en Judée-Samarie. C'était la veille de Pessah, la Pâque juive. Dans la vallée du Jourdain, nous poursuivions un commando terroriste qui nous échappa. Puis il fut repéré près de Beit Furik, pendant la nuit, et un combat s'engagea. Quelques membres du commando furent tués, d'autres blessés et capturés, et nous perdîmes un sergent parachutiste.

Le village fut bouclé et notre recherche du guide responsable de l'infiltration du commando commença. Bien évidemment, personne ne connaissait le nom de ce guide ni ne savait à quoi il ressemblait. Je me souvins d'une information selon laquelle l'homme devait porter

une marque au visage. Je me postai près de la Carmel et les habitants du village défilèrent. J'en vis un qui me semblait avoir une verrue ou une sorte de kyste. Je lui demandai quel était son nom, il me le donna. Je lui dis de m'accompagner derrière la maison, et après une heure, une heure et demie de discussion, il avoua qu'il était bien le guide que nous recherchions. C'est pour cette identification que j'ai reçu ma citation de Yehuda Arbel, mon chef de région. Accompagné d'Uzi Narkiss, le commandant de la région militaire Centre, il arriva en hélicoptère à Beit Furik.

Y a-t-il de la haine dans cette guerre ?
Sans aucun doute. Pas de notre côté. Je peux dire que nous formions et que nous continuons à former les membres du Shabak à ne pas nourrir de haine. À partir du moment où vous haïssez vraiment votre adversaire, vos sens s'émoussent. Vous ne fonctionnez plus de façon professionnelle et réfléchie comme vous le devriez. Une grande distance sépare la haine de l'amour. Je pense avoir appris, au cours des trente années que j'ai passées au Service, à, de façon générale, aimer la population palestinienne. Les Palestiniens sont « les Juifs des Arabes ». Ce sont des gens de talent, même les réfugiés qui se trouvent parmi eux. Ils sont sympathiques, aiment bien vivre, manger, plaisanter. Évidemment, je généralise. Il y a aussi des sales types parmi eux. Le mouvement palestinien, depuis le jour de sa création et jusqu'à aujourd'hui, y compris la saga de Yasser Arafat, s'est toujours trompé. Un nombre incalculable d'occasions d'améliorer leur situation politique et économique se sont présentées aux Palestiniens et ils les ont manquées. De notre côté, nous ne sommes pas non plus des saints.

Je voudrais revenir sur le thème de la haine. Des traques peuvent-elles prendre un caractère personnel ?

Je me souviens d'une période où des couples qui se retrouvaient pour flirter dans des bois près de Jérusalem, Bet Shemesh et Bethléem se faisaient assassiner. Une grande partie de leurs meurtriers venaient du village de Beit Tsourif dans le district de Bethléem. Un matin, je me suis rendu au village avec Amnon Lipkin-Shahak, le commandant de la région militaire Centre, pour le boucler. Nous avons arrêté deux ou trois des meurtriers de ces couples. Je crois que c'est la seule fois où, en entrant dans une salle d'interrogatoire, j'ai eu envie d'étrangler des suspects. C'est une colère qu'il faut contenir, car il vous faut rester réfléchi, froid, agir en tacticien. Vous devez continuer à collecter des informations et à pratiquer des interrogatoires de façon efficace, ce qui devient impossible si vous êtes haineux et vindicatif. Donc vous canalisez votre colère, vous la réprimez. Vous vous dites que c'est votre travail et qu'ils ont leurs propres motivations. Je ne les respecte pas, et si je pouvais, je leur planterais moi-même un couteau dans le ventre, mais on n'a pas le droit ne serait-ce que d'y penser.

On paye le prix fort, je suppose.
La période des chasses à l'homme a été très intensive. Je ressentais continuellement des décharges d'adrénaline. De cette adrénaline, je ne parvenais pas à me libérer, même dans des étapes plus avancées de ma carrière. De retour chez moi le soir, ma tension artérielle était si forte qu'il m'était impossible de trouver le sommeil. Alors j'essayais de faire un break. Je regardais des films en vidéo et m'endormais dès le générique de début. Il me fallait six ou sept jours pour voir un film en entier. Le prix à payer au niveau de votre vie personnelle est très élevé. Nous étions tous dévoués au Service, qui était toute notre vie, en dehors duquel tout semblait sans importance. Mais quand vous en arrivez à la procédure de divorce, que vous vous rendez compte que vous ne connaissez pas vos enfants, que votre état de santé se

dégrade, alors vous prenez conscience que le prix à payer est exorbitant.

Depuis que j'ai pris ma retraite, en 1995, j'ai amorcé un processus de rééducation. Mes enfants, mes trois enfants, j'ai vraiment fait leur connaissance alors qu'ils étaient déjà grands. Seule ma fille était un peu plus jeune que ses deux frères. J'ai divorcé une première fois. Ma femme et moi n'avons pas traversé de crise majeure dont j'aurais dû faire l'annonce publique, mais ce divorce a été la conséquence de ma négligence de notre couple.

Très gravement blessé dans un accident près de Ramallah, je suis resté alité à l'hôpital Hadassah pendant près d'un an et demi. Je traîne un peu la jambe, je respire par la bouche… Tout cela n'est pas facile, mais croyez-moi, c'est secondaire. Finalement, quand je pense à ces années, je me dis que si c'était à refaire, je referais tout exactement de la même manière, sans hésitation.

Pourquoi ?
Parce que la tâche qui vous incombe est de la plus haute importance et que votre action est la plus sioniste, la plus utile, la plus noble qui soit. Non pas que je veuille dénigrer le monde des affaires, et je ne me plains pas, j'y ai bien réussi – la société de téléphonie Cellcom pour laquelle j'ai travaillé après avoir pris ma retraite ne m'a fait que du bien à tous points de vue –, mais il est impossible de comparer des décisions concernant la vie humaine à celles concernant l'argent. L'argent joue un rôle primordial dans la vie et le fonctionnement du pays, mais rien n'est plus important que d'assurer la sécurité de ses citoyens, d'emprisonner ceux qui ont l'intention d'attenter à leur vie.

Le traitement d'agents, l'art de persuader de trahir

Les roquettes Katioucha ont été démantelées dix minutes seulement avant le moment prévu pour leur lancement
La vigilance de trois Arabes a permis d'éviter une catastrophe de grande ampleur à Jérusalem

(…) Un officier de police arrivé sur les lieux a découvert un spectacle effrayant : une batterie de lance-missiles munie de trois roquettes orientées comme trois doigts menaçants vers Jérusalem. Il est impossible de se tromper sur les cibles vers lesquelles étaient pointés ces missiles : le secteur du mur des Lamentations, les quartiers sud de la ville et l'hôtel King David – dans lequel le ministre des Affaires étrangères américain, M. Henry Kissinger, venait de se réveiller à cette heure matinale.

Yediot Aharonot, avril 1976

Jeune coordonnateur, vous avez été parachuté sur le terrain. Comment avez-vous su qui recruter ?
Yaakov Peri : Vous commencez par mettre en application tout ce que vous avez appris pendant les cours, et en pratique l'expérience limitée acquise durant l'année précédente. Un bureau au siège du gouvernement militaire de Naplouse vous est attribué et vous mettez en place ce qu'on appelle la « couverture de base » de votre territoire. Vous l'étudiez village par village, montagne par montagne, chemin par chemin. Vous vous déplacez sur le terrain et vous vous entretenez abondamment avec les nombreuses personnes qui se présentent au siège du gouvernement militaire. Vous les questionnez : « Parlez-moi de votre village, de ses clans, racontez-moi tout… » Vous vous

intéressez au nombre d'habitants du village, à son partage entre les grandes familles, à ses institutions, à ses voies d'accès.

Vous analysez une portion de terrain – un village, une ville ou un quartier – rue par rue, maison par maison, individu par individu. Vous vous penchez sur les renseignements négatifs disponibles sur certaines personnes. Pour recruter un agent, vous ne vous promenez pas dans la rue en criant : « Eh les gars ! Qui est avec nous, qui est contre nous ? » Vous arrivez à définir précisément le profil de celui qui vous intéresse. Après avoir localisé l'individu – ou le groupe – qui vous conviendrait comme source d'information, vous faites un travail d'enquête. Finalement, vous jetez votre dévolu sur X, car vous estimez que son statut, sa capacité à s'introduire dans les endroits que vous voulez surveiller sont tels que c'est l'agent qu'il vous faut.

Avi Dichter : La couverture de base vous donne une image de la routine et des cas hors normes. Vous isolez ces derniers pour les traiter. Nous nous souvenons de l'auteur de l'attentat du restaurant Maxim par exemple. C'était une femme de vingt-neuf ans, célibataire, avocate. Dans leur culture, à Djénine, une célibataire de vingt-neuf ans avocate, c'est presque une prostituée. « Une femme arabe de vingt-neuf ans, non mariée et en plus avocate ? », c'est anormal, pensent-ils. Chez nous cela n'aurait pas attiré l'attention. Vous apprenez à repérer ces cas hors normes et à vous concentrer sur eux. Si les coordonnateurs font un bon travail de couverture de base, ils parviennent à les mettre en évidence.

Parfois, vous obtenez une bribe d'information, un rien, et vous devez savoir faire très rapidement la bonne connexion entre les éléments pour les transmettre à celui qui devra procéder à une arrestation ou frapper. Ces canaux courts sont un avantage très significatif du Shabak. Par exemple, un rapport vous est adressé selon lequel untel, un personnage d'habitude plutôt modeste, négligé et

portant barbe, ressemble soudain à une couverture de magazine. C'est un signe indicateur très problématique. Pendant une vague d'attentats-suicides, vous repérez cet indice. La personne n'est pas forcément en route pour commettre un attentat mais cela attire votre attention. Vous vous dites : « Il est à présent dans notre collimateur, ne le perdons pas de vue tant que nos soupçons n'auront pas été dissipés. » S'il s'avère qu'il va se marier, vous tenez une bonne explication.

Si les soupçons ne sont pas écartés, vous progressez dans votre enquête à l'aide de ces indices. Vous commencez par signaler son nom aux barrages policiers ou militaires, car il se déplace avec sa carte d'identité. Ensuite, vous pouvez le mettre sous surveillance et observer ses agissements. Si vous apprenez qu'il fréquente un membre du Hamas, vous commencez à comprendre plus ou moins de quoi il retourne. C'est un exemple parmi tant d'autres. Vous notez que quelqu'un qui n'a jamais fait d'auto-stop est soudain pris en stop par une voiture. Vous remarquez sa présence dans un restaurant, alors qu'il n'en a jamais fréquenté auparavant. Ce type d'événements est révélé par la couverture de base et attire votre attention.

YUVAL DISKIN : Vous travaillez au sein d'une population, et vous ne pouvez pas affecter un agent à tout un chacun. Diverses conceptions de la collecte de renseignements ont été développées, les premières concernant la couverture de base : comment approcher la cellule de terrain, comment aborder sa population, comment l'étudier, comment déterminer l'endroit où vous voudriez avoir des agents. Avec le temps, les choses se sont perfectionnées et nous sommes passés à une combinaison entre la couverture de base géographique et démographique d'une portion de terrain particulière et une couverture plus spécifique où vous travaillez en fonction de cibles. Ces cibles peuvent être les mouvements du Hamas, du Djihad

islamique ou du djihad international se trouvant dans une certaine zone. Votre rôle est de les infiltrer, d'y infiltrer des agents ou de recruter un agent en leur sein et de l'activer.

Par quoi sont motivés les agents ?
YAAKOV PERI : Il y a plusieurs types d'agents. Vous trouvez tout d'abord l'agent bénévole. Il faut toujours s'en méfier car c'est un fou du renseignement. Il peut aussi avoir un intérêt quelconque, ou être envoyé par l'organisation qui est votre cible. Mais il existe aussi de bons bénévoles. Beaucoup se sont présentés, en Israël et à l'étranger, en déclarant : « Voici mes motivations, voici ce que je veux, voici l'information, je désire obtenir telle somme d'argent, je demande telle contrepartie en échange de mon action. » Tout en restant sur vos gardes, vous pouvez vérifier leurs dires, et parfois le marché vous convient.

L'intelligence dans le domaine du traitement de sources consiste à croiser des données. Si vous recevez une information unique de la plus haute importance, vous devez essayer de la recouper avec d'autres pour la valider. Il est impossible de courir du matin au soir pour arrêter des individus et les interroger. À une certaine période, le Service devait soumettre à des interrogatoires des dizaines de milliers de personnes. Difficile de faire face à cela. Pour viser juste, il faut s'assurer que le renseignement que vous avez obtenu d'untel repose sur une base solide.

Quand votre information est de source humaine, vous ne vous fondez pas uniquement sur ce que vous dit l'agent, vous essayez aussi d'approfondir les choses avec lui après qu'il a bien compris le fond de la pensée de celui qui lui a transmis cette information. C'est seulement alors que vous pouvez vous faire votre propre opinion sur la fiabilité de son rapport. C'est vrai de tout renseignement que l'officier traitant met par écrit d'après le compte rendu verbal de son

informateur. Il doit savoir quelle a été la chaîne de l'information fournie à l'agent, qui la lui a donnée, si elle est du type « une femme a dit que », s'il s'agit d'une rumeur circulant dans les rues. Un terroriste membre de tel commando que nous voulons arrêter la lui aurait-il transmise personnellement ? Fait-il partie de la même cellule terroriste ? Des livres entiers ont été écrits au sujet du traitement d'agents informateurs. Vous les étudiez et vous acquérez de l'expérience, à laquelle il n'existe nulle alternative en ce qui concerne ces questions.

En tant qu'officier traitant, vous essayez de tirer le maximum d'informations de vos sources, vous les orientez vers les personnes dont vous voulez savoir quels sont les agissements, les points de rencontre, comment elles s'expriment. Ensuite vous envoyez toute cette matière première accompagnée de vos évaluations et de vos recommandations à votre responsable du « back-office[1] » qui se trouve généralement très loin, au siège de l'état-major. Les membres de son équipe étudient les informations et y répondent par retour en y joignant leurs instructions, leurs demandes de données supplémentaires, leurs questions, leurs éclaircissements. Un circuit de collecte se met en place.

Dans de nombreux cas vous devez avoir recours à l'unité opérationnelle, car des filatures, des écoutes téléphoniques, de la surveillance, des photos vous sont nécessaires avant de procéder à des arrestations. Évidemment, c'est un commandant qui doit décider qui arrêter, qui arrêter le premier, comment effectuer les arrestations. Vous faites appel à l'armée, à la police, aux gardes-frontières, aux unités spéciales antiterroristes, à l'unité d'élite Douvdevan pour mettre en œuvre l'opération. Généralement, le coordonnateur accompagne le commandant à la tête de l'unité en question. Les personnes interpellées sont reçues comme il se doit dans la division

des enquêtes du Service, où elles sont interrogées. Puis les événements s'enchaînent : saisie des armes de guerre en leur possession, arrestations supplémentaires et rédaction de comptes rendus d'interrogatoires. Ces derniers sont aussi transmis au back-office et à l'unité d'enquête. C'est grâce à leurs analyses que nous avons appris comment le Hamas était structuré. Toute notre organisation est un lourd système de collecte, une immense usine d'informations dans laquelle il faut savoir ne pas se perdre.

Le métier du renseignement n'est ni hermétique ni mathématique, et est loin de compter parmi les sciences exactes, c'est pourquoi votre capacité de diagnostic et d'évaluation est décisive. Tout comme l'expérience acquise. Plus vous recrutez, plus vous échouez dans votre recrutement, plus vous traitez de sources, plus vous rencontrez de monde, plus vous percevez les conséquences directes de votre apport d'informations, plus vos capacités d'évaluation des situations s'améliorent et meilleur acteur du renseignement vous devenez. Je définis ce travail comme un art. L'art de nouer des liens, de créer la confiance, de persuader quelqu'un, en fin de compte, de trahir. Trahir les gens qui l'entourent, ses amis, parfois sa famille. Ça n'est pas rien.

Comment fait-on pour persuader quelqu'un ?
Vous devez cerner les motivations qui le conduiront à vous transmettre des informations fiables, importantes. Ces motivations peuvent être passagères ou durables. De nombreux Arabes dont des membres de la famille avaient besoin de recevoir des soins dans des hôpitaux israéliens se présentaient au siège du gouvernement militaire. Mais c'était une motivation passagère disparaissant au moment où ils obtenaient leur laissez-passer et que leur femme ou leur fils avait été soigné à Hadassah ou dans un autre hôpital.

AVI DICHTER : Les êtres humains sont pleins de faiblesses. Et c'est à ces faiblesses que vous avez affaire. Je me souviens de l'imam d'une mosquée au Liban qui devait nous conduire à l'époque à un très grand entrepôt d'armes. Nous n'avions aucune chance de faire parler un tel imam, animé d'une volonté de fer, lors d'un interrogatoire. Nous détenions un rapport selon lequel il avait une cache remplie de matériel pornographique. En effet, l'enquêteur qui se rendit chez lui muni de cette bribe d'information – un garçon extraordinaire qui d'ailleurs devint plus tard le chef de la division des enquêtes – se livra à une recherche méthodique dans sa maison, trouva la cache et en tira le matériel pornographique. Dès lors, l'interrogatoire prit une tournure différente. L'imam fut embarqué à bord d'un hélicoptère et conduit vers l'endroit où devaient se trouver les armes. Au dernier moment, pris de peur, il décida de ne pas indiquer précisément l'emplacement de l'entrepôt. Alors une brochure lui fut présentée, puis une autre, et pour finir, la plus accusatrice, celle prouvant qu'il était lié à l'affaire. C'est ainsi que vous vous apercevez que même un grand imam peut donner de petits renseignements.

Il est toujours plus commode d'utiliser l'argent comme contrepartie du travail d'un agent. Il existe une formule : « Une source qui ne veut pas d'argent veut de l'or. » De l'or dans le sens d'avantages qu'il faudra lui accorder. Un jour, j'ai commis une erreur comme officier traitant. Nous voulions gratifier d'une prime une source grâce à laquelle nous avions réussi une mission exceptionnelle. De son côté, l'homme préférait obtenir son permis de conduire. Comme il conduisait à Gaza sans permis depuis toujours, l'examen pratique ne lui posa pas de problème. La difficulté résidait dans la partie théorique. Malheureusement, ce garçon ne savait ni lire ni écrire. Nous fîmes venir un examinateur spécial qui lui posa des questions orales sur les panneaux de signalisation routière. Après

l'examen, l'officier de l'administration civile m'appela, m'annonçant que le candidat avait échoué. Comment était-ce possible ? Il m'expliqua : « L'examinateur lui a vraiment facilité les choses. Pour le panneau d'une route qui se rétrécit, il a dit "l'avenir est encore loin", soit, c'est passé ; pour celui d'une route en lacet, "il y a des serpents sur la route", passe encore. L'examinateur a incontestablement été très conciliant, mais pour le panneau de stop sur lequel figure la paume d'une main levée, il n'a rien trouvé de mieux que "station d'auto-stop". C'en était trop. »

Le recrutement le plus difficile dont je me souvienne a été celui d'une militante d'une organisation terroriste, sur un des fronts. Une figure très importante à laquelle ils faisaient confiance en sa qualité de femme. Il était sûr que si elle devenait une source, nous apprendrions énormément de choses. De très nombreuses étapes, des rencontres, des contacts, des déplacements sur le terrain m'ont été nécessaires pour gagner peu à peu sa confiance. Sa motivation résidait dans le fait qu'elle avait besoin de soins pour un très grave problème de santé. Je lui ai petit à petit prouvé ma fiabilité et, grâce à mon aide, elle a reçu les soins nécessaires. Progressivement, je l'ai fait passer de notre côté. Je me rappelle la conversation au cours de laquelle elle a compris qu'il était temps pour elle de me fournir des informations. Assis dans une pièce, nous avons discuté pendant des heures et avons finalement déterminé par quels moyens nous allions communiquer. Au moment de partir, elle s'est levée, m'a regardé, s'est légèrement raclé la gorge et a dit : « Ne me faites plus jamais asseoir en face de cette chose-là. » Je me suis retourné, et j'ignore comment il se fait que je ne l'aie pas vu avant, mais un squelette humain se trouvait dans la salle. Elle était restée assise pendant tout ce temps face à lui ! Je ne peux qu'imaginer ce qui s'est passé dans sa tête

durant ces quatre heures, et de quelle façon, inconsciemment, cela a contribué à son accord.

Quelles qualités doit avoir un officier traitant ?
C'est un peu paradoxal, mais l'officier traitant doit être fiable et être considéré comme tel. Ces deux aspects ne vont pas forcément de pair. Vous pouvez être fiable sans être considéré comme tel ou le contraire. Si vous n'êtes pas tenu pour fiable, et si vous ne l'êtes pas, vous échouerez tôt ou tard, tout simplement. Les autres qualités viennent après. Par exemple, vous devez savoir parler avec une personne d'égal à égal, même lorsque vous vous trouvez en face du plus grand des criminels et du plus ignoble des individus, ayant la veille ou pas plus tard que quelques minutes auparavant perpétré un terrible attentat ou envoyé d'autres le commettre. Si vous avez la possibilité de lui soutirer des informations sur les auteurs de cet attentat, vous devez rester totalement concentré sur votre objectif. C'est d'autant plus vrai si les renseignements qu'il est en mesure de vous fournir concernent des personnes qui, à Dieu ne plaise, sont sur le point de réaliser un attentat et que vous vous trouvez donc dans la phase de prévention. Il faut étouffer vos sentiments et ne pas vous laisser submerger par vos émotions. Si, pour obtenir l'information sur l'endroit où a été déposé un engin explosif, il est nécessaire de plaisanter avec lui, de lui taper dans le dos ou de manger avec lui, c'est exactement ce que vous avez à faire.

Vous pouvez vous trouver face à une source dont vous savez qu'elle vous a trahi. L'individu est membre d'un groupe terroriste. Quand il vient vous rencontrer, il est déjà personnellement impliqué dans un attentat. Ou bien il le sera après cette rencontre. Vous êtes face à lui dans une pièce et vous savez qu'à sa sortie les agents de la division des opérations le fileront pour remonter jusqu'aux responsables. Il est donc totalement hors de question qu'il reparte de

cet entretien avec le sentiment que celui-ci était différent du précédent. Nous sommes des acteurs de théâtre dans la vraie vie. Mais il ne s'agit pas de jouer une pièce qui ne durera que deux heures et sera suivie d'applaudissements. Vous dialoguez avec votre source pendant des heures et des jours, et il est totalement exclu qu'elle pense que vous ne la croyez pas ou que vous la menez en bateau.

Ce n'est que lorsque vous avez fait l'expérience d'une source qui vous a trahi – et aucun officier traitant sérieux n'y échappe – que vous comprenez quelles sont vos limites. Avant, vous pensiez que jamais ça ne vous arriverait. Il y avait une source importante qui avait travaillé avec nous dans des opérations très sérieuses et avait donné d'excellentes informations. J'avais moi-même recruté ce jeune homme et je pensais le connaître parfaitement. Nous nous entendions bien, et il nous fournissait des informations d'un niveau exceptionnel pour lesquelles il prenait des risques très importants. Mais il semble que je n'avais pas repéré le flottement dans son comportement.

Un jour, nous l'avons envoyé au quartier général d'une organisation terroriste et en rentrant il nous a inventé des histoires. C'est le responsable du back-office qui, en examinant le matériel, a dit : « Écoutez, ce rapport me semble bizarre, il faut faire subir un interrogatoire à la source. » Vexé, j'ai répondu : « Qu'est-ce que cela signifie ? C'est ma source, vous ne me faites donc pas confiance ?

– Non ce n'est pas ça, vous, je vous crois, mais c'est votre source en qui je n'ai pas confiance. »

Il me démontra son point de vue d'une façon professionnelle. Il était évident qu'il y avait anguille sous roche. L'homme fut soumis à un interrogatoire.

Un interrogatoire peut débuter dans un lieu neutre, comme un hôtel par exemple, et se terminer en prison. C'est ce qui est arrivé. En prison, il a été pris en charge par des enquêteurs qui avaient un œil

neuf, n'étaient pas ses agents traitants, n'avaient aucun lien avec lui. Petit à petit, par des procédés d'interrogatoire différents de ceux que nous appliquons, ils l'ont conduit à avouer qu'il avait menti en ceci, qu'il s'était trompé en cela. Ensuite, vous devez aller lui rendre visite en prison, et continuer à le traiter, car il est une excellente source d'information. C'est un obstacle à surmonter. Vous savez qu'il s'est moqué de vous, il le sait lui-même, et il vous faut encore jouer le jeu. C'est une crise passagère. J'ai toujours dit que lorsque vous hésitez au sujet d'une promotion entre deux sources, si elles sont équivalentes en termes de qualité, de compétences et de personnalité, il vaut mieux opter pour celle qui a déjà subi un échec. Elle sera toujours plus expérimentée.

YUVAL DISKIN : Pour vous rendre compte qu'une personne ment, il faut étudier autre chose que son langage. Il faut la déchiffrer entièrement. Examiner tous les éléments de son langage corporel : ses yeux, ses mains, ses attitudes, les positions de son corps. Vous apprenez à décoder ses réactions, à voir si elle transpire plus qu'à l'accoutumée… Parfois vous vous faites une check-list, parfois l'automatisme préside. Soudain un signal d'alarme se déclenche en vous : « Quelque chose me semble bizarre, inhabituel. » Cela arrive souvent dans notre travail.

YAAKOV PERI : Un officier traitant doit savoir fraterniser sans franchir les limites. Certains sont devenus encore plus arabes que leurs agents. Notre métier ne nous le permet pas. Mais vous ne pouvez pas non plus être trop distant, car votre agent ne voudra pas devenir votre « ami ». Il n'acceptera pas de vous rencontrer en secret, de prendre des risques, de s'embarquer dans une aventure hasardeuse mettant sa vie en danger.

Il faut agir avec respect. Parler d'égal à égal. Aucun agent n'aime les officiers traitants hautains. Il est vrai que l'agent travaille pour l'État d'Israël, qu'il fournit des informations vitales, que grâce à elles, vous sauvez des vies humaines, et qu'il contribue peut-être à la réconciliation finale entre nous et les Palestiniens. Tout cela en fin de compte est exact. Mais quand vous êtes assis en face de lui dans une pièce, ou que vous vous trouvez dans une voiture perdu quelque part sur une montagne dans la région de la vallée du Jourdain, en pleine nuit, c'est pour vous qu'il travaille. Il veut vous satisfaire, vous demande un mot d'encouragement, une récompense. Si vous savez bien vous conduire et répondre à ses besoins sans vous aplatir devant lui, vous obtenez généralement de bien meilleurs résultats que les officiers traitants arrogants, les seigneurs qui donnent des ordres.

Nous devons garder nos distances, nous montrer froids, autant que faire se peut. Nous ne pouvons pas nous attacher émotionnellement. Mais nous sommes des êtres humains, et parfois il nous arrive presque de nous lier d'amitié, le temps de nos rencontres.

YUVAL DISKIN : Recruter, c'est pousser un individu qui généralement ne vous aime pas trop à faire des choses qu'il n'aurait pas pensé être prêt à faire. Une grande droiture est nécessaire dans ce domaine, car vous vivez dans un monde de mensonges. Vous aussi vous racontez parfois des salades au côté opposé, cela fait partie du jeu. Un certain niveau d'hypocrisie règne des deux côtés. Il vous faut sans cesse garder en tête les raisons de vos pratiques, et savoir que dès que le rendez-vous avec l'agent, ou son traitement, est fini, et que vous vous retrouvez entre amis, vous devez vous déconnecter de ce monde-là et passer dans ce monde-ci. Et dans ce monde-ci, nous ne mentons pas aux autres. Nous avons des normes différentes. Nous ne nous jouons ni de nos collègues ni de nos chefs, nous fournissons des rapports exacts sur les faits qui se sont déroulés. C'est une chose à laquelle il

faut sans cesse œuvrer. Il faut inculquer ces valeurs à ceux avec qui vous travaillez. Il faut les éduquer. Si vous ne le faites pas, des incidents sont susceptibles de survenir. Et il y en a eu.

Comment affronte-t-on la vie dans un espace de mensonges ?
YAAKOV PERI : Je ne crois pas que le concept de mensonge soit le bon, il s'agit plutôt de double vie. Car si le système est à sa base mensonger, il ne peut produire de résultats. Les agents informateurs mènent une double vie. C'est Dr Jekyll et Mr Hyde. D'un côté, il ne faut absolument pas que leur entourage sache qu'ils sont agents du renseignement israélien. De l'autre, ils doivent fournir des informations vérifiées, ils finissent donc par présenter une sorte de dédoublement de personnalité.

Je voulais parler de l'officier traitant qui opère dans un espace de mensonges face à l'agent.
J'ai recruté et traité beaucoup d'agents, et jamais je n'ai eu l'impression de me mentir ou de les tromper. Il est vrai qu'il faut parfois faire des promesses dont vous seul savez que toutes ne seront pas tenues, afin de créer une ambiance, de calmer les choses. Mais c'est aussi le cas dans la vie. Vous dites parfois à vos proches : « Restez calmes, tout ira bien, nous allons nous en sortir », quand au fond vous n'êtes pas persuadé de votre aptitude à gérer la situation. Je ne dis pas que c'est tout à fait pareil, mais il y a une analogie.

Avez-vous parfois peur pour vos sources ?
Bien sûr. Nous avons constamment peur, pas seulement parfois. La sécurité des sources est très importante. Vous briefez votre source du matin au soir sur la façon dont elle doit se comporter afin de ne pas éveiller les soupçons. Elle doit savoir comment ne pas poser de questions trop insistantes. Les cibles sont très sensibles aux traîtres et

aux agents et vous devez sans relâche encourager un comportement préventif. Une histoire circule au sujet d'un agent informateur du Mossad dans un pays arabe, qui, ayant reçu sa première rémunération après une rencontre en Europe, s'était acheté une voiture de sport rouge et avait de cette façon donné lui-même la corde pour se faire pendre. Nos frères arabes sont très suspicieux. Toutes proportions gardées, c'est un peu comme le fisc qui nous observe en se demandant : « Comment a-t-il acheté sa voiture, sa maison ? »

Si vous êtes averti par une autre source de renseignement qu'un de vos agents éveille les soupçons, vous êtes obligé de vous mettre en état de vigilance maximale et de lui expliquer immédiatement comment ne pas exacerber ces soupçons. Si malheureusement tous ces moyens ne suffisent pas et que l'agent est exposé, je pense qu'il en va du devoir moral de l'organisation et de l'officier traitant de le sauver, lui et sa famille.

En 1989, les habitants d'un village ont attaqué la maison d'un collaborateur. Ils l'en ont sorti de force et l'ont pendu sur la place du village. Ce genre d'événement provoque une crise assez grave. Ce sont des images difficiles à supporter. Elles sont parfaitement susceptibles d'ébranler le dispositif de collecte, et ce jusqu'au retrait de certaines sources. D'autre part, il y a eu des milliers de cas, et j'endosse la responsabilité de ces chiffres, dans lesquels le soupçon de collaboration n'avait aucun lien avec la réalité. Il s'agissait de règlements de comptes internes, de résurgences de vieilles querelles au moyen d'accusations de collaboration avec Israël. Mais il y a aussi eu des liquidations de vrais collaborateurs et des tentatives de leur porter atteinte. Dans certains cas, nous avons été obligés de les exfiltrer avec leurs familles.

En général, l'individu qui fait l'objet de soupçons ne coopère pas avec vous pour sauver sa vie. Il est de ceux qui essaient de vous tranquilliser et vous déclarent : « Oui, c'est une vieille querelle entre les familles X et Y, il n'y a pas de quoi s'inquiéter, je vais bien, je contrôle la situation. » Parfois vous devez presque l'obliger à quitter sa maison ou son village avec sa famille afin de les mettre en lieu sûr.

Êtes-vous aujourd'hui encore en contact avec certains de vos anciens agents ?
Non. J'ai une qualité : je sais couper les ponts.

Des agents ont-ils essayé de prendre contact avec vous ?
Oui, bien sûr. On fait beaucoup appel à moi depuis que je suis devenu relativement célèbre. Je m'efforce de répondre aux demandes, mais je n'entretiens pas de liens amicaux.

Vous est-il arrivé de faire face à un dilemme, ayant reçu une information dont la divulgation pouvait sauver des vies mais mettre en danger une de vos sources ?
Cela arrive tous les jours. Presque toute information fournie par un agent et entraînant une opération met en danger sa vie. Plus l'organisation terroriste est petite, plus l'utilisation des renseignements fournis par la source est problématique, dangereuse, et risque de l'exposer. Nous avons mené une opération qui a fait grand bruit dans les médias. Les frères Malaabi ont essayé de tirer des missiles depuis le village de Beit Fajjar près de l'hôtel King David à Jérusalem alors que Kissinger y séjournait avec sa femme, Nancy. Il jouait alors le rôle de médiateur après la guerre du Kippour entre nous et les Syriens et les Égyptiens. Nous avons appris qu'un homme avait apporté les missiles à des membres de la famille Malaabi et les avait aidés à les installer. Nous devions arrêter ces gens-là et il était

évident qu'ils comprendraient alors immédiatement qui les avait donnés.

Dans ce genre de cas, il existe diverses méthodes pour garantir la sécurité de l'agent. L'une des plus répandues consistant à l'arrêter avec les autres. Mais soyons franc, le succès n'est pas toujours au rendez-vous. Si l'agent se trouve en grand danger, vous, ainsi que l'organisation, avez le devoir de vous soucier de sa sécurité. Les risques pour la vie de l'agent pèsent toujours sur la décision de révéler ou de stopper un acte terroriste. Vous ne pouvez pas mettre des Juifs en danger à cause d'un agent. Il le sait bien en son for intérieur dès qu'il commence à travailler avec vous. Il comprend qu'il peut en arriver à être exposé, à s'enfuir ou bien à se faire arrêter. C'est le lot presque quotidien des bons agents. Les meilleurs d'entre eux ont généralement une courte vie professionnelle.

Je ne parlerai pas de sources spécifiques mais je peux dire qu'au cours de ma vie, avec ceux qui ont travaillé sous mes ordres, nous en avons recruté qui faisaient partie de notre cible. L'une d'entre elles, se trouvant vraiment au cœur de la cible, est venue dire à son officier traitant : « On m'a demandé de lancer une grenade. Que dois-je faire ? » Nous ne pouvions pas laisser notre source lancer une grenade sur nos forces. Nous avions un grave problème. Généralement, dans ce genre de situation, nous devons appréhender le commando terroriste afin d'éviter un attentat, en partant de l'hypothèse que si notre agent ne commet pas l'attentat lui-même, quelqu'un d'autre du groupe le fera à sa place. Mais comment arrêter ce commando ou cette opération sans exposer notre source ? C'est là qu'intervient l'art de la guerre du Service de sécurité que nous ne dévoilerons pas.

Racontez-moi donc un peu.
Non.

Pourquoi ?
Parce que je pense que ce sont des sujets opérationnels purs concernant la manière dont le Service de sécurité fait face à cette guerre. Si le directeur actuel du Service veut bien vous en faire part, c'est son droit. Moi je ne le ferai pas.

Non, mais vous m'avez donné l'exemple d'une personne qui vient vous dire : « On m'a demandé de lancer une grenade. » Que se passe-t-il dans un tel cas, vous arrêtez le commando ?
Une des possibilités est en effet de l'arrêter.

Quelles sont les autres possibilités ?
Je vous ai prévenu, je ne dirai pas un mot.

Pouvez-vous m'expliquer comment il se fait que le service de renseignements israélien, le Shabak, ait réussi à recruter autant de collaborateurs ou de sources parmi les Palestiniens ? Je ne sais pas s'il existe un précédent.
Tout d'abord, nous sommes très doués…

D'accord… mais au-delà de votre habileté…
Il s'agit d'un système très bien huilé, très complexe et très efficace. Je ne peux pas quantifier nos échecs mais nous en avons certainement plus que de succès. Nous travaillons méthodiquement, sur le long terme. On ne se réveille pas un beau matin en disant : « Ah, il nous faut un agent ici… Voyons comment nous allons nous débrouiller… »

Pensez-vous que si la situation était inversée, si nous nous trouvions sous occupation, ils réussiraient à recruter autant de sources parmi nous ?
Voici une question déplacée concernant le peuple juif, mais je veux vous dire que les services de sécurité arabes – par exemple, les

services jordaniens, une partie des services syriens, le Shabak égyptien – sont des organisations de renseignements qui ne sont pas à dédaigner. Ils savent travailler de façon tout à fait professionnelle, appropriée, évidemment selon leurs propres méthodes.

AVI DICHTER : Je propose que nous soyons prudents et que nous nous abstenions de généraliser. Je n'ai pas étudié de façon approfondie comment Yaïr Stern[2] a été capturé, et ce qui s'est passé dans les coulisses de nombre d'événements de ce type sous le mandat britannique. Je pense que si vous interrogiez des citoyens originaires de l'ex-Union soviétique, ils vous rapporteraient des faits terribles concernant la manière dont des Juifs aussi étaient manipulés et espionnaient leurs coreligionnaires. Je vous suggère donc de ne pas penser que ça ne peut se passer « que chez eux ». Cela arrive à tout le monde. Et tout au long des années, il y a malheureusement eu quelques véritables traîtres en Israël – certains connus, d'autres non. Nous avons les cheveux qui se dressent sur la tête à leur souvenir.

YAAKOV PERI : J'estime que ça leur serait un peu plus difficile car nous sommes un peuple opiniâtre, un peuple « à la nuque raide ». Nous nous comportons plus durement, aussi bien entre nous qu'envers les autres. Si nous avons un point de comparaison, c'est le nombre d'agents que le Service a réussi à enrôler au sein du mouvement Goush Emounim, parmi les habitants des implantations. C'est très difficile, presque impossible, car il s'agit d'individus adhérant à une idéologie. D'ailleurs, sans faire, à Dieu ne plaise, de comparaison, il est aussi très compliqué de recruter des agents au sein du Hamas, du Djihad islamique. Ils sont pétris d'idéologie, de fanatisme, de motivation. Il leur est malaisé de parler de trahison. En dépit de cela, nous réussissons quand même à recruter chez eux, mais pas avec la même facilité qu'au sein du Fatah, du Front populaire de

libération de la Palestine, du Front démocratique pour la libération de la Palestine et d'autres organisations.

Cela signifie que notre occupation des territoires nous aide à recruter beaucoup plus que si par exemple nous devions traiter ou localiser des agents en Jordanie.
À partir du moment où vous gérez la vie civile à Naplouse, Hébron ou Ramallah, vous êtes présent sur le terrain. C'est la caractéristique pratique de l'occupation. Dès que vous quittez le terrain, comme nous sommes partis de Gaza et d'autres territoires en Judée-Samarie, l'activation de sources humaines est beaucoup plus difficile, et naturellement le nombre d'agents diminue.

Y a-t-il un moment où, vous trouvant devant la portion de terrain dont vous êtes responsable, vous vous dites : « Ça y est, j'en ai fait le tour » ?
Il ne s'agit pas d'en faire le tour car la vie, en particulier celle des organisations terroristes ou subversives, possède une dynamique propre. Il y a toujours un deuxième cercle de familles de sympathisants souffrant de l'arrestation de leurs proches. Plusieurs niveaux de surveillance sont nécessaires. Un caillou jeté dans l'eau produit de petites vagues. Vous devez suivre ces vagues jusqu'à ce qu'elles disparaissent complètement. Il est absolument impossible de parler de démantèlement total du terrorisme. C'est sans fin. Notre Service de sécurité est précisément connu parmi les services de renseignements dans le monde pour ses succès dans la prévention du terrorisme. Dans le sens où vous nettoyez presque complètement la cellule terroriste. Mais il y a eu des périodes, en particulier au début des années 1990, où le nombre de personnes recherchées par le Service de sécurité n'a peut-être jamais été atteint par aucun service de renseignements dans le monde. Des dizaines de suspects par portion de terrain, des centaines par région, des milliers. Les

personnes recherchées sont le produit ou la conséquence de la non-fermeture du cercle au sujet duquel vous avez posé votre question.

Vous dites qu'en fait l'organisation continue à assécher un marécage qui ne cesse de se remplir.
C'est la nature du terrorisme, de la guérilla. Même les plus grandes nations du monde travaillant à éliminer les organisations terroristes ne peuvent crier victoire, sauf celles où ces mêmes organisations terroristes règnent sur le pays. C'est un travail de Sisyphe qui ne finit jamais, sauf accord politique. Mais il y aura toujours des opposants à l'accord. Ce qui est positif s'il y a création d'une entité politique, c'est qu'il en va de sa responsabilité d'affronter le problème, car l'opposition agit contre elle. Mais du fait que nous vivons au Moyen-Orient, Israël fera toujours partie de l'objectif. Les flèches de l'opposition ne seront pas seulement dirigées vers le régime en question mais aussi vers nous.

L'affaire du bus 300 :

un tremplin

> **« J'ai commis une erreur en ne renvoyant pas les graciés de l'affaire du bus 300 »**
> Yaakov Peri regrette de n'avoir pas mis à la retraite anticipée les responsables du Shabak impliqués dans l'affaire du bus 300. Non pas parce qu'ils ont tué deux terroristes, ce dont il détient des preuves obtenues au cours d'interrogatoires, mais à cause des dommages que leur esprit de revanche a causés au Shabak, ne serait-ce qu'à lui-même, à titre personnel.
>
> Alex Fishman, *Yediot Aharonot*, 4 juin 1999

Yaakov Peri doit en grande partie son ascension fulgurante à la tête du Shabak à l'affaire du bus 300. Cette affaire amena Avraham Shalom à démissionner. Reuven Hazak, son adjoint, ainsi que deux chefs de division, Rafi Malka et Peleg Radai, prirent une retraite anticipée. L'organisation fut décapitée d'un coup. Yossef Harmelin, un de ses anciens directeurs, qui était à ce moment-là responsable des structures de sécurité et de défense auprès du contrôleur de l'État, fut appelé à remplir la fonction de Shalom de façon temporaire, afin de stabiliser un Service bien mal en point et privé de ses têtes pensantes. Il se mit à la recherche d'un successeur compétent. Peri, qui avait occupé la fonction de chef de région de Jérusalem et Judée-Samarie – la région la plus importante pour le Shabak – pendant des années avec succès, était le seul candidat au sein de l'organisation qui n'avait pas été impliqué dans l'affaire.

❧

Dorit Beinisch[3] *déclara en 2004 : « Le fait stupéfiant qui a été révélé par cette affaire est le pouvoir illimité du Shabak. Ce n'est qu'au cours de notre enquête que nous avons compris qu'il pouvait être fait usage de ce pouvoir contre tout un chacun, y compris contre l'appareil juridique et éventuellement même contre l'échelon politique. Nous avons été calomniés, stigmatisés, menacés. Nous pensions que la présentation au Premier ministre des résultats de notre enquête factuelle conduirait à débarrasser le Service de son système de dissimulation des faits et de déni de vérité. Pérès nous a expliqué le plus sérieusement du monde que l'on ne pouvait pas appliquer au Shabak les règles ordinaires et qu'il fallait instaurer une loi ad hoc. »*

YAAKOV PERI : Voyez-vous, Dorit Beinisch exprime ses difficultés personnelles par rapport à sa position dans l'affaire du bus 300 et elle

ne m'émeut pas vraiment. Elle expose son propre point de vue. On ne peut ignorer que le Service est un appareil d'une puissance considérable et c'est très bien comme ça. Il faut juste contrôler cette puissance, l'exercer avec intelligence et non s'en servir pour détruire.

À la suite des départs massifs – de Reuven Hazak, Rafi Malka et Peleg Radai, puis des conseillers juridiques Ron Shalev et Shlomo Wertheim et finalement d'Avroum – et de la crise majeure qui s'ensuivit, le Premier ministre fut obligé de faire appel à d'anciens directeurs du Shabak. Il nomma Yossef Harmelin, qui avait été directeur du Service pendant quatorze ans, avait travaillé ensuite pour le bureau du contrôleur de l'État, puis avait occupé la fonction d'ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud et en Iran, et lui confia entre autres la mission de lui faire des recommandations au sujet du choix du prochain directeur du Service.

Yossef Harmelin était déjà âgé, le temps avait passé depuis qu'il avait pris sa retraite. Le Service, bien qu'il entrât dans une période de calme relatif, était cependant très affecté. Quand Itzhak Shamir me nomma à sa tête sur la recommandation de Yossef Harmelin en 1987, je trouvai une organisation ébranlée qui souffrait d'une crise de confiance interne ainsi qu'externe, face à Tsahal, au bureau du procureur, à l'échelon politique. Je me suis employé, avec l'aide des membres de l'état-major du Service, à travailler à son redressement, qui fut très rapide, car c'est une institution qui se remet toujours.

Je pris la décision d'éviter tout débat visant à tirer des leçons de l'affaire du bus 300. Un tel débat n'eut lieu qu'en 2004. Je ne fus même pas invité à y prendre part. Je ne voulais pas rouvrir cette plaie douloureuse, je désirais me débarrasser de l'affaire, renouer avec le travail opérationnel. Ce travail nous donna une impulsion et finalement le Service se rétablit, jusqu'au nouveau coup de massue que fut le meurtre de Rabin.

Un des grands dilemmes que j'eus à affronter était : que faire d'une partie des personnes graciées, membres de l'état-major du Service ? J'hésitai entre deux possibilités : leur demander de reprendre leurs études et de démissionner – ou de démissionner purement et simplement – ou les laisser en place. Je décidai de les laisser à leur poste car je pensais qu'un individu meurtri au cours de son service opérationnel méritait que le système le protège, se préoccupe de lui. J'ai fait une belle erreur parce que ce sont précisément ceux que j'avais voulu protéger qui ont essayé d'avoir ma peau par la suite.

En fait, après l'affaire du bus 300, les règles du Service commencent à être établies. Tout ce qui restait dans l'ombre devient de plus en plus réglementé et organisé par la loi du Shabak.
Je pensais que dans le cadre du redressement, il serait bon que les choses soient réglementées, écrites et parfaitement claires, qu'aucune place ne soit laissée à l'interprétation. Que ce soit dans le cadre des interrogatoires, dans celui des opérations, dans les relations entre l'échelon politique et le Service. La première chose que j'aie décidé de faire était d'initier la loi du Shabak. J'ai demandé à un juge de grande instance à la retraite de commencer à travailler sur ce sujet. Cette loi a été promulguée quatre ou cinq ans après mon départ. Je pense qu'il est juste que dans un pays démocratique une loi soit instituée même pour une organisation comme le Service. Dans le cadre de la loi vous ne pouvez cependant pas inclure tous les thèmes, car dans l'ADN du Service de sécurité il existe des opérations pour lesquelles on ne peut pas légiférer. Mais quand un cadre légal est établi, vous savez ce qui est licite ou illicite.

Parallèlement au redressement et à la réorganisation, et parallèlement bien sûr au travail opérationnel du Service, j'ai compris que nous devions nous ouvrir un peu. Au moment de l'affaire du

bus 300, le Service communiquait déjà avec l'extérieur. Il y avait pas mal de fuites, des liens avec des journalistes, et à cela aussi il devait y avoir une réponse. Un jour on demanda à Avroum dans une réunion de la commission des affaires étrangères et de la sécurité s'il envisageait d'engager un porte-parole pour le Service. Il répondit : « Mais oui, certainement. À condition qu'il soit sourd et muet… » J'ai réfléchi à l'utilité de nommer un porte-parole et finalement je ne l'ai pas fait. Parce que vous ne pouvez pas, à chaque arrestation, chaque interrogatoire, chaque opération, rendre des comptes au correspondant du journal local de Kyriat Haïm, un quartier de la banlieue nord de Haïfa, qui veut savoir pourquoi Mohammed Abdallah du village d'Ein Mahil dans la commune de Nazareth a été arrêté. C'est problématique. Mais j'ai compris qu'entre ne pas nommer de porte-parole et ouvrir une sorte de canal de compréhension, de communication, avec des éléments sensés et responsables des médias, il y avait quand même une distance que je me devais de parcourir. Mes détracteurs ont prétendu que j'avais trop ouvert le Service sur l'extérieur. Si vous observez ce qui se passe actuellement au Service de sécurité, et si j'ai ouvert la voie, je ne peux qu'en être fier.

La mort en salle d'interrogatoire

Graves infractions relevées lors des interrogatoires du Shabak, échec des responsables, mensonges des enquêteurs

« Les responsables du Shabak ont gravement échoué dans leur rôle consistant à veiller à ce que les opérations menées au sein de l'organisation restent dans le cadre de la loi. » C'est ce qu'indique le

rapport du contrôleur du gouvernement au sujet des méthodes d'interrogatoire du Service de sécurité intérieure entre 1988 et 1992… Le contrôleur (Miriam Ben-Porat) pointe un doigt accusateur vers la chaîne de commandement et vers celui qui au cours de ces années était à la tête du Shabak, Yaakov Peri. « L'examen des faits a montré que tous les niveaux de la direction et de l'état-major ont eu leur part de responsabilité dans cette situation. Le rapport fait état de l'existence d'un double message au sein du Service, tant sur la question des irrégularités par rapport aux autorisations que sur celle du non-respect de directives soulignant l'importance majeure de présenter des comptes rendus absolument sincères. »

Maariv, 10 février 2000

YAAKOV PERI : Le système d'interrogatoire du Service de sécurité est un des principaux éléments du dispositif de recueil d'informations. Le compte rendu d'interrogatoire d'un terroriste est un matériau de collecte de premier ordre, qui ne permet pas seulement de procéder à d'autres arrestations. Des dizaines, voire des centaines de milliers de suspects ont été interrogés par le Service. C'est un dispositif énorme.

Nous avons au sein du Service des enquêteurs expérimentés. Ils sont ingénieux, créatifs, connaissent bien leur travail et savent le planifier. Chaque interrogatoire est une opération à monter. Votre chef n'arrive pas le matin en vous disant avec désinvolture : « Vous avez messieurs A, B et Z à interroger aujourd'hui, entrez, ils vous attendent. » Une personne interrogée par le Service de sécurité tombe entre les mains d'enquêteurs très professionnels, très déterminés et dévoués à leur tâche. Ils travaillent des heures durant sans s'arrêter. Cela étant, il y a des suspects qui jusqu'à ce jour n'ont, semble-t-il, pas tout dit.

C’est une des guerres de cerveaux les plus sophistiquées que je connaisse. La personne interrogée est amenée à comprendre que vous savez qu’elle est coupable. Vous ne disposez pas toujours de l’information qu’elle-même possède, mais vous devez la persuader que celle-ci est entre vos mains. Il faut faire pression, provoquer une tension nerveuse, la mettre dans un état psychique tel qu’elle réalise qu’en fin de compte elle sera obligée de vous fournir l’information dont elle dispose, et que le plus tôt sera le mieux.

On ne torture pas au Service de sécurité intérieure, mais il est certain que l’on utilise des moyens de pression comme la privation de sommeil et que le langage employé n’est pas exactement celui des discours parlementaires. Le peuple d’Israël doit comprendre que les salles d’interrogatoire n’ont rien à voir avec des hôtels cinq étoiles. Ce sont de petites salles dans les prisons, remplies de suspects. Les enquêteurs doivent confondre des auteurs d’attentats, parmi lesquels se trouvent les meurtriers les plus cruels, les plus violents que nous ayons jamais connus. Donc l’ambiance n’est pas exactement à la bienveillance, aux tapes dans le dos, l’enquêteur attendant avec patience que le suspect passe gentiment à table.

Begin, quand il fut nommé Premier ministre, voulut se débarrasser de son image de terroriste juif, car c’était ainsi qu’il était perçu par les Anglais à l’époque. Le fait que les interrogatoires se déroulent de façon propre, correcte, ordonnée et dans le respect de la loi israélienne garantissant la dignité de la personne et sa liberté constituait sa priorité. Il interdit de donner des gifles même avec autorisation aux suspects.

Juifs ou Palestiniens ?
Palestiniens, Juifs, tous.

Alors on ne donnait pas de gifles au sein du Service ?

Il était interdit de donner des gifles sans la permission du chef de la division des interrogatoires. Avraham Ahituv avait dit à Begin qu'il acceptait cette demande de façon générale, mais que dans certains cas, par exemple la présence d'une bombe à retardement dans un lieu quelconque, il pouvait être urgent d'utiliser des moyens comme le célèbre secouement et d'autres encore, pour stimuler le suspect et l'amener à passer aux aveux plus rapidement. Ils avaient de grandes divergences de vues sur ce sujet. Aujourd'hui au Service de sécurité, pour gifler il faut une autorisation du directeur lui-même.

Quid de tous les témoignages qui viennent de l'extérieur concernant les tortures ?
Voyez-vous, en trente ans de service, j'ai rencontré des dizaines de milliers de suspects, et je n'en connais pas un seul qui ne se soit pas plaint auprès de la Croix-Rouge d'avoir été torturé à mort. Même si non seulement on ne l'avait pas touché, mais encore, dès son arrivée, on lui avait apporté un bouquet de fleurs, deux tasses de café et des paquets de cigarettes pour qu'il fume à son aise. Cela parce que la première composante de l'ADN de tout individu interrogé le pousse à trouver un prétexte à ses aveux. Le meilleur des prétextes étant : « Ils m'ont torturé à mort. » C'est tout à fait clair.

Des suspects se sont plaints qu'on les avait empêchés de dormir, d'autres qu'on ne les avait pas laissés uriner, et je suppose qu'une partie de ces plaintes étaient justifiées. Je ne suis pas naïf, je ne me voile pas la face. Il est vrai qu'il existe des limites imprécises entre ce qu'un Palestinien considère comme une torture physique et ce que nous voyons comme une méthode d'interrogatoire. Je pense qu'allonger quelqu'un avec les mains attachées sous la table, c'est une torture physique. Je n'amoindris pas les choses, je ne les enjolive pas non plus. Les dommages physiques que la privation de sommeil risque de causer sont finalement peu importants, ils sont contrôlés.

En dehors de cela, le rôle de la Croix-Rouge et des institutions internationales est de condamner l'occupation israélienne. C'est tout un système très sophistiqué. Avant, je les appelais « les bonnes âmes ». Aujourd'hui, vu de l'extérieur, je comprends qu'une partie de ces gens croient vraiment à ce qu'ils font. Ils désirent aider la société palestinienne et contribuer à la solution du conflit, et je ne prends pas les choses à la légère. Mais certaines de ces institutions ne s'embarrassent pas de faits. Quelques-unes publient des rapports véridiques auxquels il faut prêter attention. Je lisais de façon régulière les comptes rendus d'Amnesty International et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Une partie de leur contenu a un fondement, une autre est composée d'évaluations sur la base d'une minorité de faits, et le reste n'est que mensonge et calomnie.

Les organisations israéliennes ou palestiniennes qui s'occupent de ce sujet – le Comité public contre la torture, B'Tselem et tout le toutim – essaient de faire leur travail. Je dois dire, et on ne peut pas me soupçonner de pencher du mauvais côté, qu'une partie de leurs membres sont bien plus que des bonnes âmes. En revanche, certains sont parfaitement indifférents aux problèmes de sécurité d'Israël, au fait que nous fassions face à des terroristes meurtriers qui ont pour objectif de tuer des innocents, des enfants dans des autobus. Malgré toutes les critiques que l'on peut faire sur les moyens que nous utilisons, je n'ai pas encore vu que l'État d'Israël recourait à ces méthodes-là.

Si Gideon Levy, journaliste du quotidien de gauche *Haaretz*, pense qu'on peut faire une comparaison entre le meurtrier au tracteur de Jérusalem qui utilisa un bulldozer pour blesser et même pour tuer des Juifs avec préméditation et les tracteurs de l'occupation israélienne qui depuis 1967 détruisent la Judée-Samarie, je crois quant à moi qu'il fait de la démagogie et que cela est hors sujet.

Cependant, lorsqu'il décrit la détresse d'une famille palestinienne qui ne peut pas se rendre à l'hôpital Tel-Hachomer, ou quelque injustice ou tort causé par le pouvoir israélien à telle famille ou à telle personne, parfois j'arrive même à prendre fait et cause pour elles. Dans un État démocratique, chacun a le droit d'exprimer son opinion, et il est bon que chacun se sente libre de le faire. Que le Service remplisse fidèlement son devoir, que les organisations le fassent aussi de leur côté et que chacun finalement soit satisfait de sa mission.

AVRAHAM SHALOM : Lors des interrogatoires, vous devez décider si vous voulez vivre en Occident ou en Orient. Aux Pays-Bas, lorsqu'un individu interrogé n'avoue pas, l'enquêteur sort de la pièce, revient une semaine plus tard, répète la même chose, revient de nouveau une semaine après et cela dure ainsi pendant un an. Chez nous, on gifle l'individu et il parle, c'est toute la différence. Avec une gifle, il suffit de cinq minutes, et pour avoir la réponse néerlandaise, il faut un an ou deux. Et après il y en a un qui se fait exploser et qui meurt et vous en prenez pour votre grade. Pourquoi ? Parce que vous ne l'avez pas frappé et que si vous l'aviez fait vous auriez pu éviter un attentat. Voilà le problème.

En tant que directeur du Service, je me souviens d'avoir annulé la plupart des autorisations. Quand j'étais son adjoint, Ahituv ne me laissait pas m'occuper du secteur arabe, mais on m'emmena un jour dans une prison à Hébron. J'entrai dans une salle d'interrogatoire où se trouvait un Arabe qui me paraissait vieux. Il avait cinquante-cinq ans mais faisait bien plus âgé. Un de nos enquêteurs qui parlait arabe lui criait : « Pourquoi tu mens ? » Cet Arabe était tout ratatiné, vieux, malheureux et j'eus pitié de lui. Je demandai : « Pourquoi crie-t-il contre lui ? » Puis l'enquêteur prit une chaise, la cassa sur le sol, en attrapa un des pieds avec lequel il lui fractura la main. Il ordonna : « Mets ta main sur la table » et lui brisa tous les doigts.

J'allai immédiatement voir le directeur du Service et je dois avouer que j'étais sous le choc, j'étais vert. J'occupais alors le poste de chef de la division des opérations, Yossef Harmelin était directeur du Service et je le considérais comme un brave type. Je lui demandai : « Vous permettez de telles choses ? Vous êtes au courant au moins ? » Il me regarda avec des yeux de bouddha, ne prononça pas un mot. J'insistai : « Arrêtez donc, vous ne pouvez pas autoriser cela, vous faites tout simplement de nos gars des meurtriers ! » Il me répondit : « Vous vous trompez sûrement. » Mais je ne me trompais pas. Il usait d'une manœuvre politique visant à éviter toute inscription des faits dans un rapport. C'est alors que je compris qu'il était aussi lâche. J'avais été témoin de la cruauté d'enquêteurs qui avaient dépassé toute limite.

J'en ai vu un, un jour, tuer un Arabe. Pas en le frappant. En le jetant d'un mur à l'autre. En tant que chef de la division des opérations, je m'indignai : « Les gars, vous êtes en train de lui fracasser le crâne ! » Alors l'enquêteur lui prit la tête et brisa presque le mur avec. Je le sommai d'arrêter. Ce fut Yehuda Arbel qui l'arrêta. Les deux sont morts. Yehuda Arbel et le soi-disant enquêteur. Il ne menait pas un interrogatoire, il ne faisait que frapper le suspect pour qu'il parle. Une semaine plus tard, l'Arabe mourut d'une hémorragie cérébrale. Les faits furent dissimulés. Alors l'affaire du bus 300, ça n'est rien à côté de ce genre de choses. De plus, c'était un directeur du Service végétarien ! Une rue porte même son nom dans le quartier de Tsahala à Tel-Aviv. Harmelin. Tous ont fait la même chose. J'ai été témoin de ces événements. Ils ont tout étouffé. Vous n'en trouverez pas trace. Je me souviens de quel village venait celui dont ils avaient cogné la tête contre les murs.

Avraham Shalom a raconté qu'il avait vu de ses propres yeux des tortures, des coups, des mains cassées. La mort même.

YAAKOV PERI : Pas moi. Voyez-vous, le fait qu'il y ait eu des dérives… Enfin, quand vous interrogez les meurtriers d'un couple d'Israéliens arrêtés quarante-huit heures après les faits, leur arrogance ne peut laisser personne indifférent. Alors certains enquêteurs se sont plus ou moins emportés, mais tout compte fait, dans un grand nombre de cas, les choses se sont passées selon les règles, en suivant les instructions. Non pas qu'il n'y ait pas eu ici ou là de dérives, d'incidents. Des enquêteurs ont dû payer pour leurs erreurs, d'autres ont été relevés de leurs fonctions, ont fait l'objet de commissions d'enquête. Je suppose qu'il y a eu quelques irrégularités.

Et les procès fondés sur des aveux obtenus sous la torture physique ?
C'était surtout avant la commission Landau[4]. Je peux vous dire que le pourcentage de faux aveux au cours desquels des personnes ont avoué des actes qu'elles n'avaient pas commis est vraiment infime. Il n'y en a presque pas eu.

Comment le savez-vous ?
Quand un individu vient vous dire qu'il y a un dépôt d'armes à tel endroit, ou lorsque vous avez permis d'éviter tel attentat ou arrêté des membres d'une organisation terroriste, vous avez des preuves tangibles. Il ne s'agit pas d'aveux personnels mais d'informations sur des réseaux, des recrutements. Vous avez des outils permettant de vérifier si l'aveu est vrai ou non. Quand quelqu'un fait des aveux le concernant personnellement, vous pouvez dire qu'il a peut-être pris sur lui des actes auxquels il n'a pas participé. Mais dans 90 % des cas, les aveux sont corroborés par des preuves. Vous avez ainsi une base de vérification concernant les faux aveux. Leur pourcentage pendant ma période de fonction, et je pense après elle aussi, est proche de zéro. Proche de zéro ne signifie pas égal à zéro. Mais les médias

s'intéressent toujours aux défaillances, aux dérives, tout comme le bureau du procureur.

Alors pourquoi un tel retentissement ?
Parce que nous vivons dans un État démocratique comptant en son sein de très nombreux combattants pour les droits de l'homme, qui veillent aux droits de l'individu et à l'intégrité des institutions. Et c'est tant mieux. Je n'ai rien contre. Mais le Service touchait à l'interface de la société israélienne avec les meurtriers les plus abominables, les terroristes. Vous vous occupez de ces fumiers… D'ailleurs, ça s'est aussi passé dans le secteur juif. Dès que le département juif du Shabak a été créé, tous ceux qui détestaient les Arabes et voulaient et veulent encore à ce jour les faire disparaître de la surface de la terre se sont plaints des interrogatoires du Service, affirmant que l'on ne s'était pas conduit de façon, comment dire, suffisamment libérale, légale… Dans les deux cas, ce n'était pas tout à fait exact.

Avi Dichter : Des interrogatoires avec usage d'une force agressive, pas toujours de façon contrôlée, méthodique, autorisée, c'était bon dans les années 1960 et 1970. Mais au Service, nous n'avions pas compris. Nous avons pensé que les années 1960 et 1970 se poursuivaient aussi en 1980 et 1990. Avec l'affaire du bus 300, nous en avons pris plein la figure. De même plus tard avec Khaled Cheikh Ali, mort pendant un interrogatoire. Membre du Djihad islamique, il a été interrogé après un attentat au cours duquel quatre soldats furent tués à Gaza. Il est mort des suites des coups qu'il avait subis. Les enquêteurs qui l'avaient interrogé furent condamnés à six mois de prison ferme. C'était pendant la période où Peri était directeur du Service.

Les choses se sont enchaînées à partir du début des années 1970, avec de faux témoignages dans des procès qui se déroulaient autour

d'une plainte d'un suspect selon laquelle on avait utilisé contre lui des moyens de pression illégaux. Pendant ces années-là, au cours de procès visant à statuer sur la recevabilité d'aveux, le suspect disait qu'il avait été frappé, l'enquêteur affirmait que c'était faux. Tout le monde savait que l'enquêteur mentait. Le procureur militaire le savait, car il était informé du fait qu'on avait fait usage de la force. Le juge savait qu'on lui transmettait un faux témoignage. C'était une sorte de jeu truqué. Tout le monde était informé de ce que le témoignage était faux et que l'homme avait pris des coups pendant l'interrogatoire. Mais ils continuèrent ainsi. Quand l'affaire des faux témoignages au cours des procès a éclaté, les juges dirent évidemment qu'ils n'étaient pas au courant. Les procureurs affirmèrent qu'ils ne savaient pas qu'il s'agissait de faux témoignages et finalement l'homme du Service dut faire le travail. Il produisit un faux témoignage. C'était facile pour tout le monde de se défiler au dernier moment. C'est aussi ce qui s'est passé dans l'affaire du bus 300, avec les témoignages concertés et les faux témoignages devant la commission. Le Service de sécurité intérieure ne peut pas travailler sur la base du mensonge. Un point c'est tout. Peu importe l'objectif. Il est totalement impossible de demander à un employé du Service de mentir devant une commission d'enquête et de dire toute la vérité à son directeur.

YAAKOV PERI : Avi Dichter et tous les autres simplifient les choses. Si je pouvais dire : « Écoutez, pendant une certaine période, la culture du mensonge régnait au sein du Service », ce serait relativement facile. Seulement, ça ne se passait pas vraiment ainsi. On n'envoyait pas les enquêteurs mentir devant les tribunaux, mais il y avait des choses que le Service gardait à l'intérieur, de façon injustifiée d'ailleurs. C'est une sorte de culture qui s'est formée pendant des années. Jusqu'à la commission Landau, le sujet des interrogatoires au

Service était chasse gardée, territoire fermé. Personne n'y entrait, personne n'en sortait. Je sais qu'aucun enquêteur n'est jamais allé porter de faux témoignage au tribunal sur directive de ses supérieurs. Mais certains événements ont été occultés, et pas forcément les plus terribles. La commission Landau a recueilli tous les témoignages concernant des affaires spécifiques et a posé aux enquêteurs des questions du type : « Au sujet de l'homme qui a été privé de sommeil pendant trois jours, dans votre déposition, vous n'avez pas mentionné "trois jours"… » On ne peut pas faire état d'une « culture du mensonge », mais la vérité n'a pas été dite de façon sincère, exacte, absolue, comme on l'attend d'un employé du Service. Nous avons renvoyé des membres du Service pour bien moins que cela. Pour une tricherie de quelques shekels ou des frais de déplacement gonflés, d'aucuns étaient licenciés sur-le-champ et sans compensations ! J'ai moi-même viré des employés qui n'avaient pas été précis dans le décompte de leurs heures de travail, qui avaient exagéré, disons, et cela sans indemnités de départ, même après des années de présence. Alors le contraste entre veiller à la vérité, à l'exactitude, à la sincérité, à la pureté et à la dignité et aller devant un tribunal et ne pas dire à M. le juge : « Voici ce qui s'est passé de A à Z… »

Même les juges disaient qu'ils savaient que les enquêteurs mentaient, de même que les procureurs.
Voyez-vous, le prétexte de la sécurité du pays et le sacro-saint travail que nous effectuions faisaient effet sur tout le monde, sauf sur le procureur. Tous comprenaient que nous travaillions sur un matériau un peu différent. On ne s'occupait pas d'un voleur de quartier.

Vous mentez, le juge ainsi que le procureur mentent, vous en êtes bien conscient, et en plus il ne vous arrive rien. Le fait que vous ayez agi de

façon illicite et que vous vous en sortiez blanchi a une influence sur vous, sur votre personnalité ?
Vous donnez de trop grandes proportions à cette histoire. Il est vrai qu'elle a fait les gros titres au moment de la commission Landau, mais ce n'était pas un événement aussi significatif. Il ne s'agissait pas d'un système entier organisé qui serait allé mentir devant les tribunaux. Ça ne s'est pas du tout passé ainsi. Dans une série de procès visant à établir la validité d'aveux, des enquêteurs n'ont pas dit toute la vérité. On peut appeler cela mentir. D'accord. Mais il n'était pas question d'un système… Il ne siégeait pas au Service une brochette d'avocats et d'experts en interrogatoires qui disaient à l'enquêteur : « Cette phrase, ne la rapportez pas. » Le comportement des employés était la conséquence de la façon dont le Service était géré. Et je ne dis pas qu'il était bien géré. Ça n'est pas vrai. Mais les besoins de sécurité dépassaient la nécessité d'être tout à fait transparent, loyal. C'était toute une ambiance et vous lui accordez à mon avis une importance exagérée. Les médias ont gonflé les choses, parlé de « faux témoignages ». Ce n'était pas le cas, mais disons qu'au cours d'une partie des témoignages, toute la vérité n'a pas été révélée.

AMI AYALON : Mon appartenance au Service de sécurité intérieure ne m'autorise pas à enfreindre la loi de l'État d'Israël. Dans les années 1980, les membres du Service ayant produit de faux témoignages sous serment devant les tribunaux et ayant de ce fait enfreint la loi du pays n'ont pas compris cette chose très simple : il n'est permis d'outrepasser aucune loi, même pour atteindre les objectifs du Service. Ils n'étaient pas les seuls à ne pas comprendre, ni le bureau du procureur, ni le gouvernement, ni le Premier ministre n'avaient compris. C'était la réalité d'un État d'Israël différent.

Quand des membres du bureau du procureur ont rencontré Shimon Pérès pendant l'affaire du bus 300, il leur a dit : « Le Shabak doit avoir des règles différentes. »
C'est légitime. Alors légiférez. C'est justement le problème. Mais vous n'avez même pas le courage de le faire. Il est très facile de dire que le Shabak doit avoir ses propres lois et de ne pas les promulguer. Des enquêteurs ont été emprisonnés pour avoir mal évalué ce qui était permis et ce qui était interdit lors des interrogatoires. Leurs supérieurs hiérarchiques aussi auraient dû être mis en prison, si toutefois l'emprisonnement était nécessaire. Mais c'est un débat qui n'avait pas lieu au sein du Service. Les enquêteurs du Shabak étaient emprisonnés parce qu'ils avaient enfreint le règlement du Shabak…

Ils ont tué un homme à coups de poing.
Ils n'ont pas tué un homme à coups de poing. Il est sorti vivant de la salle d'interrogatoire. Mais il est, semble-t-il, mort à la suite des interrogatoires qu'il avait subis. Personne ne sait quel coup a causé sa mort, et donc quand vous décidez d'envoyer en prison deux enquêteurs mais pas toute l'équipe ni le directeur, vous dites en fait : ils paieront le prix pour l'ensemble du Service.

YAAKOV PERI : Il y eut une période, avant les années 1970, pendant laquelle la conduite dans les salles d'interrogatoire était moins formelle et dépendait moins de l'autorité. À la suite d'innombrables conflits entre le Service et des responsables de l'application de la loi, en particulier le bureau du procureur, au sujet de la façon dont les suspects étaient traités par le Service, la commission Landau fut enfin constituée, en 1984 ou 1985. C'était une commission nationale d'enquête présidée par l'ancien président de la Cour suprême, le juge Landau, et c'est moi qui ai préparé les documents remis au nom du Service. Je peux dire sans équivoque qu'en effet il y a eu des

irrégularités. Elles ont été publiées et toutes traitées, jusqu'à la comparution en justice et l'emprisonnement d'enquêteurs. Mais ce ne sont que quelques cas isolés. Si l'on considère les résultats, le pourcentage des vrais aveux en interrogatoire du Service de sécurité intérieure est un des plus hauts au monde. Quand je dis vrais aveux, cela signifie que je n'ai pas avoué avoir tué Kennedy parce qu'on m'a frappé ou torturé.

Et toutes les allégations dans le rapport concernant les tortures pratiquées par le Service ?
Il n'y a pas vraiment eu de tortures. Si par exemple il était permis de priver un suspect de sommeil, au bout de quarante-huit heures il fallait demander une autorisation de dix heures supplémentaires, de douze heures supplémentaires. S'ils ne recevaient pas d'autorisation, les enquêteurs prolongeaient la privation de sommeil beaucoup plus longtemps que cela n'était permis et de ce fait enfreignaient le règlement. Les règles existantes n'étaient pas toujours respectées.

Mais il y a eu des tortures ?
Non.

Alors qu'est-ce que l'affaire Izzat Nafso ?
Lors de cette affaire, je n'étais pas directeur du Service, mais chef de la région Nord. C'était la division nationale des interrogatoires qui menait les opérations. Nafso était un officier tcherkesse de Tsahal au Sud-Liban venant du village de Kafr Kama. Nous avons reçu des informations sur des relations qu'il entretenait avec le Fatah. Il fut arrêté et interrogé. L'interrogatoire extrêmement poussé fut conduit par Yossi Guinossar qui n'eut pas recours à la torture mais plutôt à des moyens psychologiques. L'homme présentait toutes sortes de problèmes et Guinossar a joué sur ses difficultés psychiques. Il a

utilisé les services d'un psychologue et a essayé par d'autres moyens de faire en sorte que Nafso s'ouvre et se mette à parler.

On l'a privé de sommeil pendant longtemps, on l'a menotté.
La privation de sommeil, les menottes, la couverture de la tête par un capuchon sont des moyens dont même la commission Landau a déclaré qu'ils n'étaient pas problématiques, s'ils sont utilisés avec mesure, quand il s'agit de sauver des vies. Puis cette notion de « pression physique modérée » s'est imposée. Pression physique modérée, cela ne signifie pas que vous rouez un prisonnier de coups violents mais que vous le privez de sommeil pendant une longue période, que vous le faites asseoir menotté avec la tête recouverte d'un capuchon et que vous le coupez de l'extérieur. On a publié à l'époque que dans les salles d'interrogatoire, on diffusait de la musique classique, ce sont des fables, mais c'est sans importance. Si les enquêteurs possédaient, comment dire, des disques de musique classique, ils ne seraient pas enquêteurs…

La situation de la personne arrêtée est très pénible. Elle est sous pression psychologique, de plus elle est privée de sommeil, menottée. Il y avait aussi les secouements. Un enquêteur pouvait tenir la personne interrogée par les deux épaules et la secouer pour faire preuve d'autorité. Dans le cas d'Izzat Nafso, à mon avis, le problème ne résidait pas vraiment dans de réelles tortures, mais dans les conséquences des moyens utilisés qui l'ont conduit, selon les arguments de ses avocats, à faire de faux aveux.

Que voulez-vous dire par « selon les arguments de ses avocats » ? Le tribunal l'a accepté.
Non. Il a été condamné pour partie, mais pour toutes les histoires qu'il a racontées au sujet de contrebande d'armes du Sud-Liban, le tribunal a décidé qu'il s'agissait d'aveux extorqués et l'a libéré après

lui avoir infligé une petite peine. Une condamnation lui a été imposée, mais elle a été occultée…
Cela a eu d'énormes retombées sur le Service ?
Oui, l'affaire Izzat Nafso a produit un tremblement de terre chez les enquêteurs.

Dans quel sens ? Vous étiez déjà directeur du Service à cette période, non ? Quels ont été les résultats ?
Les enquêteurs faisaient un emploi scrupuleux des autorisations. Par exemple, il était interdit de gifler les suspects sauf sur autorisation du directeur du Service. Je me souviens être allé dire au Premier ministre : « Ce mois-ci, deux gifles ont été administrées. » Quelle joie. On touchait presque à l'absurde.

À Rabin ?
Non, à Shamir. Il me regardait comme un…

« Ce mois-ci, deux gifles ont été administrées » ?
Oui. Nous avons appliqué le règlement à la lettre et c'est à ce moment-là qu'un de nos prisonniers est mort à Djénine. J'ai renvoyé chez lui le responsable que je destinais à devenir le chef de la division des interrogatoires. Pas à cause de la torture mais parce qu'il n'avait pas dit toute la vérité. Je l'ai licencié. Il était excellent. Il régnait une hystérie totale au sujet de la stricte application du règlement et nous avions des quantités industrielles de détenus. C'était le début de l'Intifada et nous nous occupions de savoir si oui ou non un enquêteur avait privé un suspect de sommeil pendant trente-deux heures… vraiment ! La division des interrogatoires a de ce fait été neutralisée durant deux ou trois ans, mais elle a été mise sur des rails, ce qui lui a permis de travailler correctement. Ce fut une énorme secousse.

Landau, même si cela n'était pas de façon formelle, agissait aussi comme une commission de suivi. Il téléphonait régulièrement au Premier ministre pour lui dire si les membres du Service s'étaient bien comportés ou non. Dan Meridor, le ministre chargé des services spéciaux, allait rendre compte à Shamir sur-le-champ. Nous avons eu évidemment toutes sortes de défaillances. Dont une terrible à Gaza. Deux enquêteurs ont donné des coups de poing à un suspect qui a fini par mourir d'une hémorragie cérébrale. Aucun des enquêteurs n'a voulu dire qui avait donné les coups de poing. J'ai convoqué une nuit tous les membres de l'équipe en leur disant : « Vous mettez le Service dans une situation difficile. Vous risquez de détruire toute l'organisation. Sortez de cette pièce, allez dans le parking et revenez me voir pour me dire qui sont les enquêteurs responsables des coups de poing. » Ils sont revenus avec deux noms. J'ai téléphoné à Dorit Beinisch à deux heures du matin. Elle m'a demandé d'aller voir le chef de la division des enquêtes au tribunal d'instance du Centre. Les deux enquêteurs ont été condamnés à un an de prison ferme.

Il s'agit de l'affaire Khaled Cheikh Ali à la suite de laquelle il y a eu des tensions entre Dorit Beinisch et vous ?
Oui. Mais il y a toujours eu des tensions entre elle et moi.

Pourquoi ?
Parce qu'ils jouaient les bonnes âmes dans son service, les gens de bien. L'argument du Service était que nous travaillions au fond des égouts. « Prévenez les attentats, et nous, nous resterons assis au ministère de la Justice… » Vous devez fournir la marchandise, c'est-à-dire éviter les attentats, débusquer les terroristes, et je parle de la période de l'Intifada. Des dizaines sinon des centaines de personnes étaient arrêtées par jour. Le travail était intensif, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et voilà qu'arrivèrent des juges et des procureurs et

chacun se mit en tête de faire de l'ordre selon les règles en restant assis dans son bureau. Il en découla un affrontement très violent. Nous avions des griefs contre eux, et eux contre nous. En tant que directeur du Service, je devais tout d'abord veiller à ce que la machine fonctionne et ensuite à ce que ce soit selon les lois de l'État, sans les enfreindre. Cette période a été difficile, mais finalement ce fut pour le bien du Service. De même que la commission Landau, a posteriori, qui fut aussi pénible que le passage de la mer Rouge à l'époque. Le Service a subi une rude secousse.

Avez-vous été enquêteur ?
Non. J'ai interrogé des suspects mais sans jamais occuper le poste d'enquêteur.

Alors parlez-moi de cette tension qui existe vraiment dans la nature du travail du Service, entre la nécessité d'arrêter des meurtriers et les limites posées dans le cadre des interrogatoires.
L'enquêteur se trouve parfois dans une situation impossible, car il reçoit, selon des informations collectées pour l'interrogatoire, des individus impliqués dans des crimes vraiment abominables. Certains s'asseyent dans la salle d'interrogatoire et disent : « Donnez-moi du papier et je vous couche toute l'histoire par écrit », d'autres déclarent : « Je ne sais pas de quoi vous parlez. » Entre les deux, il existe un nombre considérable de comportements différents chez les suspects. Mais dans notre cas, il s'agit d'assassins d'enfants, de meurtriers d'innocents comme ceux qui mettent des bombes dans les bus ou égorgent des couples d'Israéliens flirtant dans les bois.

L'enquêteur est seul avec le suspect dans la salle d'interrogatoire. D'une part, il doit respecter les limites imposées par le Service. D'autre part, il se trouve en présence d'un suspect qui n'avoue pas de lui-même et de plus il doit fournir un résultat d'interrogatoire fiable.

Il veut en effet trouver le commando terroriste, déjouer un attentat, et il est évidemment interdit que quelqu'un avoue le meurtre de Kennedy s'il ne l'a pas commis. Cela n'est pas simple. Sachez que pour tout ce qui se passe en salle d'interrogatoire, un journaliste, ou un membre de telle ou telle organisation, ou toutes proportions gardées du bureau du procureur, cherche à savoir, sans mauvaises intentions, où le Service s'est trompé, où il a déformé les événements et où il ne s'est pas exactement conduit selon les règles.

La pression sur le Service provient de l'augmentation du nombre d'attentats ou d'émeutes, elle n'est pas exercée par l'échelon politique. Les politiques ne nous disent pas : « Pourquoi y a-t-il autant d'attentats ? » mais il existe une pression interne au sein de l'organisation. J'ai toujours dit à mes collaborateurs que je considérais tout attentat comme un échec. Toute explosion, toute grenade, tout cocktail Molotov sont des échecs du Service qui n'a pas réussi à les éviter. Voici l'atmosphère qui règne au sein du Service et c'est très bien qu'il en soit ainsi. C'est la raison pour laquelle l'organisation est d'une telle qualité et réussit si bien. Nous sommes en effet parvenus à freiner les vagues de terrorisme d'une façon exceptionnelle. Si le Service n'existait pas, les instances politiques de l'État d'Israël n'auraient pu prendre de décisions dans presque aucun domaine. Le Service, depuis sa création jusqu'à ce jour, permet aux politiques de diriger un pays normal. En effet, il aurait pu y avoir ici un bain de sang ou l'anarchie totale. Pas seulement dans le domaine palestinien, mais dans tout domaine lié à la sécurité du pays. Ce ne sont pas les anarchistes de tous bords qui manquent…

Le Shabak est constamment dans une tension dont on peut dire qu'elle est positive, mais qui provoque une pression qui pèse sur l'enquêteur. Observez maintenant de près l'enquêteur de base, seul dans une salle d'interrogatoire à deux heures du matin. Ces

enquêteurs sont généralement de jeunes hommes. Celui-ci a un bébé de trois mois, et il doit se concentrer à 100 % sur sa mission. Sa femme l'a appelé une heure plus tôt en lui disant : « Le bébé ne dort pas, il ne dort pas. » Ou bien c'est le chef de division qui vient de lui téléphoner : « Bon sang… ça fait quatre jours que vous passez sur cet interrogatoire, qu'est-ce que ça signifie ? » Alors malheureusement toutes sortes d'événements, même extrêmes, peuvent avoir lieu. Il peut soudain dire au suspect : « Je te prends la tête et je la plonge dans un seau. » On peut comprendre pourquoi cela se produit. Il est interdit de le justifier, il est interdit de l'autoriser, il faut traiter le cas immédiatement.

Que ressentez-vous personnellement quand vous entendez parler de la mort de Khaled Cheikh Ali ?
Tout d'abord, je me mets très en colère, car je comprends que nous aurons à faire face à des médias hostiles et que des polémiques avec le bureau du procureur s'engageront. La première chose est de vérifier ce qui s'est passé, de le corriger dans la mesure du possible et de veiller à ce que cela ne se reproduise plus. Tout d'un coup un événement hors normes attire toute l'attention, et peu importe ce que le Service a accompli, quels sont ses succès, combien d'attentats ont été prévenus et déjoués grâce à lui. Tout devient dérisoire, comme si rien ne s'était jamais produit. Le monde entier ne s'intéresse qu'au fait que le Service ait tué un prisonnier.

Quand vous faites face au cas Khaled Cheikh Ali, vous dites : « Je dois maintenant éteindre les incendies… »
Il ne s'agit pas simplement d'extinction d'incendies, il faut traiter les choses à la racine. Il faut savoir ce qui s'est passé, qui a fait cela, s'occuper de ces gens-là, faire face au bureau du procureur et fournir des explications. De plus, vous ne pouvez pas non plus abandonner

vos hommes, vous êtes leur chef, ça vous est interdit… Mais enfin, franchement ! Il leur est arrivé quelque chose pendant qu'ils luttaient dans la salle d'interrogatoire ! Ils n'étaient pas sur le champ de bataille pendant la guerre du Kippour, mais ils combattaient quand même…

Finalement, ils ont été emprisonnés.
Bien sûr, je n'ai fait aucun compromis. Ils sont allés en prison parce que je pensais qu'il était juste que le Service traite ce problème jusqu'au bout.

Que vous disent les enquêteurs lorsqu'ils viennent vous voir ?
Ils me racontent ce qui s'est passé sur place. Je ne me souviens pas exactement de tous les détails. Quelqu'un a donné un coup de poing dans le ventre du suspect, ensuite il s'est senti mal et ils n'ont pas fait de rapport, ou bien si, ils ont fait un rapport… Les choses habituelles. Ces deux gars-là ont vécu une véritable tragédie. L'un d'entre eux travaillait auparavant dans le service de protection des hautes personnalités chez Arik Sharon. Arik m'a convoqué pour me dire : « Qu'est-ce qui vous arrive, pourquoi les faites-vous comparaître en justice ? »

Mais cela ne dépendait pas de vous, n'est-ce pas ? Cela venait du bureau du procureur.
Cela ne dépendait pas de moi, mais j'aurais pu présenter l'histoire d'une façon différente. J'ai décidé de porter cette affaire sur la place publique immédiatement après que les deux enquêteurs ont reconnu les faits. J'aurais aussi bien pu dire que j'allais me coucher et que dès le lendemain « on aviserait ». Je suis content de ne pas avoir agi ainsi, pour la bonne santé du Service.

Vous avez dit qu'en tant que chef, il vous était interdit d'abandonner…

Il ne s'agit pas d'un abandon. Des individus ont commis un délit et ils en étaient conscients. Le fait est qu'ils ne sont pas venus d'eux-mêmes me rapporter les faits. Après les critiques provenant de toutes parts que le Service avait essuyées, c'était le prix à payer si je voulais continuer à diriger la division des interrogatoires ainsi qu'un Service sain, propre et respectant la légalité. C'est certain. Ce sont des décisions difficiles que doit prendre un chef, il faut parfois trancher. En n'agissant pas comme je l'ai fait, j'aurais nui au Service. Alors le fait que des personnes aient payé pour leur conduite… ce n'est pas exactement comme les avoir abandonnées pendant une bataille. Après la commission Landau et tout ce que nous avons vécu, un enquêteur ne pouvait pas faire justice lui-même, même s'il était énervé et qu'il avait en face de lui un salopard. Vous devez prendre une grave décision et la mettre à exécution.

Quelles ont été les réactions ?
Au Service, ma décision n'a pas été appréciée mais elle a été acceptée, comme il se doit.

AMI AYALON : Les enquêteurs du Shabak ne sont pas génétiquement prédisposés à faire souffrir. Loin de là. Savez-vous que si un suspect lui crache dessus, l'enquêteur doit sortir de la pièce, réfléchir, compter jusqu'à dix et revenir seulement après ? Et s'il veut en retour le gifler, il lui faut obtenir l'accord téléphonique au moins du chef de division. Maintenant on peut dire qu'en effet, des personnes interrogées par le Shabak ont été giflées, mais sûrement pas dans un moment de colère, et certainement pas quand j'étais directeur du Service. Pendant cette période, aucun suspect interrogé par le Shabak n'est mort, aucun ne s'est retrouvé à l'hôpital. La question était de savoir ce que nous étions autorisés à faire lors d'un interrogatoire afin d'obtenir des informations qui permettraient de désamorcer ou de

neutraliser une « bombe à retardement », c'est-à-dire un terroriste dont nous savions qu'il était sur le point de commettre un attentat.

AVI DICHTER : Vous devez parfois prendre des raccourcis. C'était le cas dans la ville de Petah Tikva. Nous avons reçu vers deux heures du matin une information selon laquelle un terroriste de Naplouse se trouvant dans la région Centre devait placer un engin explosif dans une station de bus. L'engin serait actionné au moyen d'un téléphone portable depuis Naplouse quand les bus se mettraient à circuler. C'est sur cette base que vous commencez votre travail. Les équipes vont sur le terrain, se lancent à la recherche d'un homme répondant au profil défini et circulant dans la rue. Il n'y a pas grand monde dehors à cette heure-ci. Vers quatre heures du matin, l'homme, qui selon nos informations a déposé l'engin explosif, est arrêté. Les bus commencent leur journée vers six heures du matin et nous avons deux heures pour savoir dans quelle station se trouve la bombe. On peut considérer que nous sommes dans un cas d'état de nécessité[5] – face à ce qu'on appelle familièrement « le scénario de la bombe à retardement » –, ce qui permet aux enquêteurs de mener des interrogatoires d'une façon un peu plus agressive. Un peu. Il n'est pas question de pendre le suspect par les pieds mais il faut réussir à lui faire indiquer l'emplacement de la bombe. S'il vous dit : « J'ai fait une erreur, je me repens, l'engin explosif se trouve à tel endroit », c'est très bien, mais malheureusement cela n'arrive pas. Il sait que s'il tient bon pendant deux heures, la bombe sera déclenchée et qu'il fera figure de héros aux yeux de ceux qui l'ont envoyé en mission. De toute façon, il sera jugé pour avoir déposé un colis piégé. Alors il commence à jouer avec vous et ne vous révèle pas l'endroit où se trouve la bombe. Croyez-vous qu'il faille l'interroger en lui faisant de grosses bises ? Alors je vous en prie, faites-le donc ! Le rôle de l'enquêteur est de sauver des vies. Il n'y a pas de différence entre

l'enquêteur qui travaille sur cette affaire et une personne qui voit qu'on vous met un pistolet sur la tempe et qu'on s'apprête à faire feu. Elle a le droit de tirer sur celui qui est sur le point de vous tuer. C'est là qu'entre en jeu le dispositif très spécifique des moyens d'interrogatoire. Un dispositif particulier, autorisé, présenté au conseiller juridique du gouvernement, à la commission ministérielle, au contrôleur de l'État, à la commission des affaires étrangères et de la sécurité. Le directeur du Service est le seul qualifié pour autoriser au cas par cas l'utilisation de ces outils dans le cadre de l'état de nécessité.

Faites-moi participer à un tel interrogatoire.
Je ne veux pas entrer dans les détails, mais il s'agit d'utiliser des moyens de dissuasion face au suspect, qui ne sait pas exactement jusqu'où vous pouvez aller. Dans la majorité des cas, lorsque l'interrogatoire commence, le suspect comprend que cet interrogatoire est différent des autres et c'est généralement à ce moment qu'il se met à parler. Généralement, pas toujours. Dans ce cas, je crois qu'au bout d'une heure, ils ont commencé à utiliser quelques moyens de pression physique, pas très sérieux. Le suspect a compris qu'il ne s'agissait pas du jeu habituel et a mené les enquêteurs jusqu'à l'engin explosif une demi-heure avant que les bus ne se mettent à circuler. Ils ont sauvé des vies. Je ne peux même pas vous dire combien. Dans certains cas, peu nombreux, les moyens utilisés n'ont pas permis d'obtenir d'informations. Les personnes interrogées n'ont pas ouvert la bouche.

Dans ce type de cas, demandez-vous à l'avance une autorisation au conseiller juridique du gouvernement ?
Non. Je lui fais un rapport a posteriori. Je le rencontre régulièrement et je lui indique, par exemple : « Au cours des trois derniers mois, des

moyens exceptionnels dans le cadre de l'état de nécessité ont été utilisés contre vingt suspects. En voici les détails… » Quelles sont les causes, quels sont les moyens employés, en quoi ont-ils fait avancer l'interrogatoire, le nec plus ultra du débat professionnel. Parfois il faut se pincer pour se rappeler qu'il s'agit d'une réunion de prévention du terrorisme, tant cela ressemble à un club de yoga.

Pourquoi ?
Parce que vous devez vous asseoir et décrire. Mais nous n'avons pas le choix, ce sont les règles du jeu. J'ai dit à mes hommes : « Les gars, nous devons comprendre que si nous voulons des moyens, nos actions doivent être transparentes. » Je suis prêt à beaucoup de transparence pour obtenir des moyens supplémentaires.

AMI AYALON : Finalement, la Haute Cour de justice a décrété en septembre 1999 qu'il était interdit au Service de sécurité intérieure de mener des interrogatoires préventifs et que seuls les interrogatoires policiers lui étaient permis. En effet, la police enquête pour présenter des personnes à la justice après que le délit a été commis. Le Shabak est censé travailler à l'inverse, interroger afin de prévenir. C'est pour cette raison qu'il a élaboré une méthode d'interrogatoire tout à fait différente, jusqu'à ce que la Haute Cour déclare très simplement : « Messieurs, vous voulez mener des interrogatoires avec d'autres outils ? Vous voulez exercer une pression physique ? Psychologique ? Légiférez. » Je ne reproche rien à la Haute Cour de justice. Pour moi, il était parfaitement clair avant septembre qu'elle allait prendre la décision qu'elle a prise. La plupart des membres du bureau du procureur n'étaient pas de mon avis. Mais à partir du jour où ont été promulguées les lois fondamentales de 1992, la Haute Cour nous a dit pendant des années : « Messieurs, ce qui était permis jusqu'à présent, selon le rapport de la commission

Landau, c'est-à-dire la pression physique modérée, ne l'est plus dorénavant. » Elle nous l'a répété sur tous les tons, sans que cela soit ancré dans un décret. Elle a ajouté : « La seule façon que vous ayez de continuer à affronter cette réalité est d'essayer de faire voter une loi. » L'État d'Israël, tous ses chefs de gouvernement depuis 1992, tous ses directeurs du Shabak, tous les ministres concernés, les ministres de la Justice et les hauts responsables du bureau du procureur de l'État, ont promis à la Haute Cour de justice de légiférer. Promesses non tenues.

J'avais prévenu Benyamin Netanyahou et Ehud Barak qu'un beau jour la Haute Cour de justice nous dirait : « Combien de fois faut-il vous répéter les choses pour que vous les compreniez ? Nous allons tout simplement vous mettre en demeure d'arrêter de mener des interrogatoires avec autorisations. » Pourquoi n'avons-nous pas eu le courage de nous adresser à la communauté internationale en lui disant que nous n'avions pas d'autre façon de nous battre contre le terrorisme, que nous devions protéger les enquêteurs du Shabak qui travaillaient à désamorcer les bombes à retardement ? L'État d'Israël ne s'est pas engagé dans cette démarche et la Haute Cour a fait ce qu'il était évident qu'elle ferait. Le Service de sécurité intérieure a immédiatement arrêté d'utiliser des autorisations. Depuis ce décret de la Haute Cour, je ne peux pas garantir à l'avance aux enquêteurs du Shabak qu'ils seront défendus, chaque fois qu'à Dieu ne plaise une défaillance surviendra, qu'un suspect sera blessé ou mourra pendant un interrogatoire. C'est pourquoi je dis à tous les enquêteurs du Shabak que je ne leur fais qu'une promesse : « Aucun d'entre vous n'ira seul en prison. J'y accompagnerai chacun de vous à condition que vous appliquiez les directives. » Je ne peux pas leur fournir de défense préventive, comme ils le demandent. Je les console simplement en leur disant qu'ils ne seront pas seuls en cellule. Je ne

suis pas sûr que ma présence auprès d'eux en prison soit une consolation, il vaudrait peut-être mieux qu'ils restent seuls… mais c'est le maximum que je puisse faire.

YUVAL DISKIN : L'année entre le jugement sur les autorisations et la deuxième Intifada, nous avons dû à deux reprises faire face au scénario de « la bombe à retardement », ainsi que définie par le juge Barak. Dans le premier cas c'était la première fois que nous avions arrêté un militant du Hamas dont nous savions qu'il détenait des dizaines de kilos de TNT destinés à faire exploser une voiture. Nous étions remontés jusqu'à lui à la suite d'une opération très complexe et un dilemme s'était posé : s'agissait-il d'une « bombe à retardement », et nous était-il donc permis d'employer avec lui les techniques spéciales ?

Les chefs de nos enquêteurs, Ami Ayalon et moi-même avons eu des réunions très tendues avec le conseiller juridique du gouvernement de l'époque, Eliakim Rubinstein, et avec le procureur de l'État. Nous n'avons pas reçu de réponses satisfaisantes à nos questions : que se passera-t-il si un enquêteur se trouve face à une « bombe à retardement », qu'il doive employer des techniques spéciales pour sauver des vies et qu'à Dieu ne plaise un accident survienne ? Sera-t-il considéré comme responsable, traîné en justice et se pourrait-il qu'il se retrouve sous les verrous ? La responsabilité de sa hiérarchie, sous les ordres de laquelle il a agi, prévaudra-t-elle, comme nous le pensions ?

Avec Ami Ayalon, qui était alors directeur du Service, et d'autres responsables, nous avons eu une grave discussion. De son point de vue, il était parfaitement clair que la responsabilité incombait uniquement au directeur du Service. Nous lui avons dit qu'il ne nous avait pas convaincus.

Ami Ayalon me téléphona un matin après l'arrestation de l'homme et me demanda : « Que se passe-t-il ? Interrogez-vous ce suspect comme une "bombe à retardement" ?

– Non, lui répondis-je.

– Mais ce sont mes instructions.

– J'ai compris vos instructions, mais de mon point de vue elles ne sont pas recevables car vous ne pouvez pas garantir que l'enquêteur qui l'interroge ne portera pas de responsabilité en cas d'accident.

– Mais c'est moi le directeur.

– En effet, mais je n'accepte pas vos directives car je pense que c'est une situation impossible.

– Qu'avez-vous l'intention de faire ?

– Je suis sur le chemin du centre des interrogatoires pour me rendre compte des conditions sur place, et si besoin, avec le chef de la division des interrogatoires, nous emploierons les moyens nécessaires et nous en assumerons la responsabilité. Je n'ai pas l'intention de demander à l'un de mes enquêteurs de le faire et je pense que vous ne pouvez pas exiger de moi que j'exécute votre ordre. »

Ami Ayalon comprit la complexité de la situation. Il poursuivit : « D'accord, retrouvons-nous au centre des interrogatoires. » Lorsque nous fûmes sur place et réunis dans le bureau du chef de l'équipe des enquêteurs, une discussion houleuse s'engagea. Les murs tremblaient sous nos hurlements. Le chef de la division des enquêtes se joignit alors à nous. Puis il sortit un moment pour se rendre dans la pièce où se déroulait l'interrogatoire. Nous continuions de hurler sans aboutir à rien, chacun campant sur ses positions, quand il revint en disant : « Vous pouvez vous arrêter de crier. L'homme vient d'avouer, tout est fini. »

Quel était le sujet de la discussion ?

Donnerons-nous à l'enquêteur l'instruction d'employer ce que nous appelons « les autorisations spéciales » en présence d'une situation de « bombe à retardement » ? À qui incombera la responsabilité si en fin de compte le tribunal n'accepte pas nos justifications et décide que notre instruction était illégale ? L'enquêteur devra-t-il comparaître seul devant le tribunal ou bien le directeur du Service ou le directeur de région seront-ils appelés et testés sur leur appréciation de la situation ?

Mais la vie du suspect n'était pas en jeu.
Non.

Alors que craigniez-vous ?
Que le suspect se plaigne d'avoir subi certains traitements, que le tribunal ordonne donc d'ouvrir une enquête, qu'à la suite de quoi des employés du Service soient assignés en justice et que finalement le lampiste paie.

Que vous est-il permis de faire actuellement lors des interrogatoires ?
On ne nous permet rien à l'avance. C'est notre appréciation de la situation qui est examinée a posteriori. D'après les accords existants, nous devons rendre compte de chaque cas dans les plus petits détails, d'abord par écrit, puis de vive voix au conseiller juridique du gouvernement. Il étudie aussi les considérations qui nous ont conduits à agir de cette façon, selon le principe de proportionnalité.

Expliquez-moi ce qu'il est permis de faire lorsqu'il y a des autorisations.
Je ne donnerai pas de détails.

Nous avons entendu parler de secouement, de menottes.
Il n'y a pas de secouement.

Qu'est-ce qu'un interrogatoire avec autorisation ?
AMI AYALON : La plupart des débats sur ce sujet se sont focalisés sur les secouements. Mais dans la panoplie des pressions physiques se trouvaient : la privation de sommeil, le fait d'être assis avec des menottes dans une position douloureuse, humiliante, fatigante. Je n'ai pas l'intention d'aller plus loin. Il serait dommage que vous perdiez votre temps.

Pourquoi ?
Comme ça. Ça n'est pas pertinent et c'est tout.

Je cherche à comprendre sous quel aspect vous ne voulez pas aborder ce sujet. Sous son aspect moral ?
Un débat moral est toujours très délicat. Qu'est-ce que la morale ? Les gens ne comprennent pas que chacun d'entre nous – et je parle en tant que directeur du Shabak, commandant d'une unité de commando marine puis commandant en chef de la marine, qui ai participé à des dizaines d'opérations, tiré un nombre incalculable de munitions et tué des terroristes –, quand nous allons dormir la nuit, nous devons le faire avec tout ce que nous prenons sur nous. Avec le fait d'avoir exercé des pressions, qui selon la Haute Cour de justice n'étaient pas appropriées ni légitimes, sur un suspect. Mais, ce qui n'est pas rien, nous devons aussi nous endormir dans les cas où nous avons décidé de ne pas appliquer de pression, en conséquence de quoi des citoyens israéliens sont morts. Chacun d'entre nous a vécu ces moments-là. Je ne suis pas sûr de les mentionner dans mes futurs mémoires et je ne vous les relaterai pas maintenant dans le détail, mais vous savez, tout comme moi, qu'ils ont existé. Si je pouvais en effacer quelques-uns de mon histoire personnelle, je le ferais volontiers. C'est la raison pour laquelle, si j'ai décidé que tel individu interrogé par le Shabak devait souffrir davantage afin que nous

sauvions des Israéliens de la mort, cela ne me pose pas de problème, je peux aller dormir tranquille.

Comment nous n'avons pas prévu la première Intifada

> **Le chef d'état-major des armées : « C'est le gouvernement qui déterminera où et quand Tsahal frappera les terroristes »**
> Tsahal prend des mesures pour éviter la détérioration de la situation dans la bande de Gaza. Deux écoliers du camp de réfugiés de Jabaliya ont été tués et 16 autres ont été blessés hier au cours de manifestations.
>
> Première information du début de l'Intifada, Tamar Trabelsi et Haïm Broyde, *Yediot Aharonot*, 10 décembre 1987

Yaakov Peri : J'ai été nommé au poste de directeur du Service six mois environ après le début de l'Intifada. Au lieu de prévenir des attentats terroristes ciblés, le Service dut empêcher l'action de fomenteurs de troubles à l'ordre public, qui n'étaient pas des terroristes dans le sens classique du terme. Leur jeune âge limitait nos possibilités d'action. Des enfants de onze ou douze ans représentaient une grande partie des lanceurs de pierres et de ceux qui provoquaient de graves troubles à l'ordre, mais nous ne les arrêtions pas. Lancer des pierres sur les voitures des habitants des implantations et sur les véhicules militaires devint une sorte de sport national. Naturellement, notre réseau d'information changea de nature, ainsi que les sources humaines à recruter et à traiter.

Vous avez décrit un énorme dispositif de collecte de renseignements touchant à tous les domaines de la vie des Palestiniens, omniscient,

réussissant à contrôler la situation. Mais l'Intifada fut pour vous une surprise totale. Comment cela se fait-il ?

Tout d'abord, presque tous les services de renseignements du monde ont échoué dans la prédiction des grands événements historiques. Lequel d'entre eux, aussi fort soit-il, a prévu la chute du mur de Berlin ? Donc venir nous dire que le Service aurait dû prévoir l'Intifada… De façon formelle et en principe, c'est en effet ce que l'on attend de nous. C'est pour cela que le système, le personnel sont payés, que d'énormes usines de production d'information sont entretenues. C'est vrai. Si le Service de sécurité avait massivement élargi sa collecte, il aurait peut-être pu entrevoir des signes annonciateurs du déclenchement de l'Intifada. Mais même dans ce cas, je doute que nous ayons pu avoir une alerte ciblée, selon laquelle à une certaine date un soulèvement populaire se produirait. Aucun service de renseignements au monde ne peut prédire un événement spontané.

La première Intifada a été une protestation authentique, de la rue, des villages, de la jeunesse. Contre l'occupation, contre le fait de vivre sous autorité étrangère. Ils se sont dit : « Personne ne vient nous aider, peut-être pouvons-nous prendre le pouvoir et tenter de nous débarrasser du régime israélien ? » Un peuple se soulève et essaie de faire la révolution. Quel est le but de cette révolution ? Nous expulser. Il y a aussi à cela des côtés positifs. Cela témoigne de leur maturité. Vous vous demandez où est votre erreur. Pas pour ce qui concerne votre contrôle sur le terrain, mais pour avoir laissé les choses se produire. N'auriez-vous pas dû vous retirer avant qu'on vous dise de partir ? Mais ce sont des questions plus philosophiques que pratiques.

La plus grande partie du soulèvement est venue d'organismes éducatifs, y compris universitaires, que l'État d'Israël avait encouragés

dans sa volonté d'améliorer l'enseignement populaire et supérieur en Judée-Samarie. L'université An-Najah de Naplouse, l'université islamique d'Hébron et l'université al-Azhar de Gaza sont finalement devenues des noyaux d'opposition qui ont porté la première Intifada et d'où des commandos terroristes sont ensuite sortis. Une frange de plus en plus importante de jeunes gens et de jeunes filles voulaient expulser l'armée israélienne et constituer leur propre État. En face, personne n'était là pour les guider, ni l'OLP ni l'État d'Israël.

Tout organisme, toute organisation de bénévoles, tout mouvement de jeunesse, qu'il soit terroriste ou non, toute association caritative ou de distribution d'eau, ou de quoi que ce soit, sont devenus des sacs d'explosifs. Et ces sacs se sont empilés dans la même pièce pendant des années. Il n'y avait plus besoin que d'une étincelle. La première Intifada fut l'étincelle qui mit le feu à la pièce remplie d'explosifs. Car il s'agissait d'une organisation spontanée, de troubles de l'ordre, d'un véritable soulèvement populaire. L'OLP n'en a pas moins été surprise qu'Israël, que Tsahal et que certaines parties du Service. A posteriori, en prenant des mesures adaptées, nous aurions pu retarder l'éclatement de l'Intifada, mais elle aurait quand même eu lieu. Sinon fin 1987, alors au milieu de l'année 1988, ou bien six mois plus tard. Car le potentiel existait, les sacs étaient entassés et n'attendaient que l'étincelle.

Vous dites : « Il y a une pièce remplie de sacs d'explosifs… » Comment n'avons-nous pas vu cela ?

Nous avions ces explosifs sous les yeux, mais personne chez nous ne pouvait les neutraliser car nous avions les mains attachées derrière le dos. Nous avions la possibilité ici et là de dissoudre quelque association ou organisation de bénévoles, mais tout compte fait la loi n'était pas de notre côté. Si une bande de jeunes d'un village arabe de Samarie s'organisait dans le but de nettoyer la mosquée, de dégager

les voies d'accès au village, d'aider les habitants dans la cueillette des olives, que pouvions-nous faire ? Ce sont ces jeunes qui ont porté la première Intifada.

Pendant ces années-là, nous avons eu des milliers d'attentats, sinon des dizaines de milliers, depuis les lancers de pierres, en passant par les cocktails Molotov, le barrage de routes, les coups de couteau, jusqu'aux attentats à l'arme à feu qui en représentaient une plus petite partie. Une nouvelle ère de relations entre l'État d'Israël, son dispositif de sécurité et la population palestinienne s'est ouverte. Tsahal a dû mettre en place un autre type d'actions et en fait cette grande armée est devenue, pour une bonne part, une police assurant la sécurité. Il y eut des périodes, en particulier au début des années 1990, pendant lesquelles les personnes recherchées par le Service de sécurité se comptaient par milliers.

Avi Dichter : Une vague de manifestations de masse dans des proportions jusque-là inconnues de nous a déferlé. Des centaines puis des milliers de personnes marchaient et l'on ne pouvait les arrêter que par des tirs à balles réelles. Les balles en caoutchouc n'étaient pas d'actualité à l'époque. Le développement des moyens de dispersion de manifestations et d'armes non létales est intervenu plus tard. Au sud de la bande de Gaza, seules les balles réelles les empêchèrent de prendre d'assaut l'administration du camp de réfugiés palestiniens de Khan Younès et de se ruer vers les implantations juives de Goush Katif. Ceux qui entraient dans le cercle de l'Intifada étaient de plus en plus nombreux, le nombre de morts créant un engrenage qu'il n'était plus possible de stopper. L'Intifada commencée à Gaza s'est étendue à la Judée-Samarie.

Et vous, qui étiez sur le terrain, n'avez pas vu venir les choses.

Je pense que toute institution, tout pays doit comprendre qu'il existe des tendances qu'il est impossible de prévoir. Les outils de prévision nous manquent. Surtout pour des événements de cette ampleur. L'Union soviétique n'aurait pas pu prédire son effondrement, pas plus que l'Allemagne ce qui lui est arrivé. Nous n'aurions pas pu prévoir que la première et la deuxième Intifada prendraient de telles proportions.

CARMI GILLON : Nous devons être plus modestes. Shimon Pérès a dit, à juste titre, que les services de renseignements n'ont pas vu venir la révolution en Union soviétique, pas plus que la révolution iranienne. Et beaucoup d'autres choses. Pourquoi ? Ces processus politiques, publics, ne sont pas cachés mais se déroulent en pleine lumière. Ce sont les hommes politiques qui disposent des meilleurs renseignements, ou bien les journalistes. Un journaliste sérieux couvrant l'Iran depuis des années et disposant de sources au sein des partis politiques pouvait dessiner la tendance.

Mais vous êtes censés percevoir une atmosphère. L'Intifada a éclaté sur un fond de ras-le-bol de l'occupation et, à ce qu'il semble, il était possible de s'en rendre compte.
AVI DICHTER : Non. Le sentiment de rejet de l'occupation existait avant cela. En 1979, dans l'accord de paix signé avec l'Égypte, un article traitait de l'autonomie de Gaza, et les Gazaouis s'y intéressaient beaucoup. Le Fatah y fit transférer une grande quantité d'armes avec l'intention de se préparer au retrait israélien de 1982. Il voulait prendre le contrôle de la bande de Gaza. Cheikh Yassine a commencé à mettre sur pied le Hamas, qui était alors encore appelé Mujama al-Islamiya, dans le but de se poser en alternative ou de se placer en opposition au Fatah. Une terrible déception fut ressentie quand il devint évident que l'autonomie ne serait pas déclarée, mais

cela ne provoqua pas d'Intifada. C'est pourquoi il n'est pas possible de faire l'addition de toutes les atmosphères et de dire que nous voilà sur la route de l'Intifada.

Mais voyez-vous du côté opposé un peuple qui commence soudain à se redresser ?
Je ne pense pas que pour former un peuple il faille être prêt à attaquer en masse, à lancer des pierres pour passer sa colère. À mes yeux, ils formaient déjà un peuple auparavant. Ce ne sont pas des individus soumis.

Que signifie la première Intifada du point de vue du Service ? Que provoque-t-elle ? Je vais vous lire ce que les journalistes Zeev Shiff et Ehud Yaari ont écrit : « En un mois seulement, Israël a perdu son contrôle de la population palestinienne. Les outils de l'occupation se sont cassés. Les habitudes de soumission et l'acceptation docile d'un pouvoir arbitraire ont fondu dans l'atmosphère de révolte. Tout un peuple a connu un bouleversement psychologique radical. Tsahal s'est retrouvé impuissant devant ce phénomène inconnu. Fin 1989, le réseau d'information du Shabak s'est délité et toutes les méthodes d'action dans les territoires occupés ont été remises en question. La population craignant plus les insurgés que les Israéliens, la collaboration avec les autorités a pris fin et les sources d'information du Shabak permettant à Israël de gérer l'occupation se sont asséchées. »
Je pense qu'il y a là une exagération sans fondement qui n'a rien à voir avec la réalité. Que signifie « se sont asséchées » ? Je me souviens d'opérations de prévention d'une ampleur sans précédent ayant eu lieu pendant les années d'avant et d'après les accords d'Oslo. Cent cinquante à deux cent cinquante personnes furent arrêtées lors d'une opération dans la bande de Gaza. Et voyez-vous, ce n'est pas la Croix-Rouge qui nous a fourni les listes de noms… C'est pourquoi

parler de sources d'information qui se sont asséchées, ce n'est pas tenir compte de la réalité. En revanche, le fait que la population se soit libérée de son obéissance presque aveugle est en effet la conséquence la plus significative des événements. L'époque où je pouvais circuler en voiture à Gaza ou en Judée-Samarie juste accompagné d'un jeune homme qui me servait de garde du corps était révolue.

YAAKOV PERI : À de nombreuses occasions depuis 1967, selon moi – et c'était déjà alors plus ou moins mon avis –, nous aurions dû conclure des accords et nous retirer des territoires. Nous nous y trouvions depuis trop longtemps et le premier soulèvement eut lieu en fait peu de temps après notre arrivée sur le terrain. De 1967 à 1987, cela fait exactement vingt ans, une génération. Une génération qui est née pendant la guerre des Six-Jours, a grandi, a été éduquée, et ce sont des jeunes gens de quatorze à vingt ans qui ont porté la première Intifada. Cette génération, c'est nous qui l'avons élevée. Je pense que nous n'aurions pas dû le faire, et certainement pas l'amener à maturité.

Notre présence en Judée-Samarie, depuis que nous nous y trouvons et jusqu'aujourd'hui, n'a jamais été positive pour l'État d'Israël. Et je ne parle pas seulement des explosions d'autobus, des attentats-suicides, des lancers de pierres ou des nombreux blessés. En 1967, nous avons remporté une brillante victoire. Nous aurions dû conserver une partie des territoires, comme Jérusalem, au sujet desquels il existe, je suppose, un plus grand consensus, et nous retirer relativement vite, sur une période de un à quatre ans, de tous les autres. La Jordanie ne s'étant pas encore dégagée de la Judée-Samarie dans les deux premières années après la guerre des Six-Jours, nous aurions pu conclure un accord avec le roi Hussein. Mais Moshé Dayan, le ministre de la Défense, a manqué une occasion en or

de rendre ces territoires aux Jordaniens. Nous aurions eu beaucoup plus de mal avec Gaza car personne n'en voulait alors et personne n'en veut non plus de nos jours. Nous ne nous sommes pas retirés avant l'Intifada quand les Palestiniens nous ont suggéré qu'ils seraient prêts à retourner en Jordanie dans le cadre d'une proposition de confédération. Des Palestiniens, maires de villes, ont payé le prix politique de leur volonté de dialogue sur ce sujet. Voilà pour les occasions historiques manquées.

Pouvez-vous me décrire votre changement d'opinion à partir du moment où vous commencez à rencontrer des Palestiniens, des Arabes, et jusqu'à la fin de vos fonctions ?
Je pense que chez moi, c'est le résultat d'un processus. Je ne peux pas prétendre que j'étais un parfait arabisant quand, en 1966, je suis arrivé au Service et dans les territoires. Au cours des années, j'ai appris à connaître les Arabes de très près. Ceux qui se trouvaient en dehors d'Israël, tout comme ceux de l'intérieur. Les méchants et les bons. Avec le temps, j'ai fait mon apprentissage et sans aucun doute évolué. J'ai aussi été étonné de leurs erreurs. Mais à partir du moment où vous atteignez les plus hautes positions jusqu'à faire partie de l'establishment politique israélien – pas en tant qu'homme politique, mais comme directeur du Service participant à toutes les réunions du gouvernement et du cabinet et dépendant du Premier ministre –, vous voyez comment ce pays est dirigé, commencez à faire des comparaisons et à connaître les points de vue des deux parties. Alors les déceptions s'accumulent.

Où cela vous est-il arrivé la première fois ?
Je crois que cela s'est passé quand j'ai été nommé chef de la région Judée-Samarie en 1980. J'ai eu affaire à l'échelon politique de façon intensive, en dehors du ministre de la Défense. En observant les

choses, vous en arrivez à vous demander qui régit les événements, comment ils sont gérés. En tant que fonctionnaire, vous ne pouvez pas faire grand-chose, mais après avoir pris votre retraite, vous vous sentez le droit de hurler. Vous avez l'occasion de révéler l'hypocrisie, parfois même la malhonnêteté dont vous avez été témoin. Vous faites part de vos remarques sur le degré de profondeur de réflexion investi sur certains sujets ; j'entends de notre part, je ne veux même pas parler de l'autre côté où les choses sont complètement désordonnées et vont à vau-l'eau.

Restons pour le moment de notre côté.
Je ne formulerai aucune critique acerbe sur des personnes en particulier, bien que j'en aie suffisamment en réserve pour en faire un livre.

Pourquoi pas ?
Parce que je ne pense pas que ça soit bien.

Mais ce n'est que grâce aux critiques que nous pouvons apprendre à changer le cours des choses.
D'accord, que le peuple d'Israël apprenne de quelqu'un d'autre. J'ai beaucoup de critiques à émettre mais je ne le ferai pas. Ce que j'avais à dire, je l'ai dit franchement, parfois même trop franchement. Certains cercles au sein du gouvernement ou du cabinet restreint n'appréciaient pas trop, mais je pense qu'ils respectaient mes opinions et les écoutaient. Il existe des limites à ce qu'un homme du Service a le droit de révéler et devant quels auditoires il peut le faire. Mais le pluralisme dans les organisations de renseignements en Israël implique qu'on permette au directeur d'Aman, les renseignements militaires, au directeur du Mossad et au directeur du Shabak de donner leurs avis, de présenter leurs évaluations des situations avec

franchise et de se faire entendre. Malheureusement, les actions entreprises ne vont pas toujours dans leur sens, mais c'est un autre sujet.

Je pense que nous avons manqué des occasions. Cela, je suis prêt à le dire. Pendant de nombreuses années, nous aurions dû prendre des mesures qui auraient pu – avec un grand point d'interrogation – changer quelque peu la situation. Ce qui n'a pas été fait, aucune mauvaise intention n'étant à l'origine de cette situation. Il a suffi que des hommes manquent de compétence, d'attention, que l'échelle des priorités ait mal été fixée ou que l'on ait échoué à nommer les bonnes personnes pour mener les négociations. C'est tout un ensemble de facteurs. Ceux auprès de qui j'ai travaillé et qui furent mes directeurs, que ce soit Itzhak Shamir, Shimon Pérès, Itzhak Rabin puis Bibi Netanyahou, quand j'étais coordonnateur chargé des prisonniers et des personnes disparues, étaient tous des gens sérieux animés de bonnes intentions, chacun d'entre eux évidemment selon sa perspective politique.

Itzhak Shamir dirigeait le pays d'une façon totalement différente de tous les autres Premiers ministres. Au niveau de la gestion des affaires, il travaillait encore selon les normes en vigueur dans les organisations clandestines. Au Lehi. C'est-à-dire qu'il n'avait rien sur son bureau. Il dirigeait tout le pays à partir d'un petit morceau de papier qui se trouvait dans la poche poitrine de la veste de son costume de bar-mitsva. Dessus, il y avait des colonnes verticales de noms. Il était écrit : Peri, Ehud (Ehud Barak était le chef d'état-major), Shabtaï (Shabtaï Shavit, le directeur du Mossad) et toute une liste de ministres. Si je lui rappelais que nous devions parler d'un sujet, il le notait en face de mon nom. Avant chaque réunion de travail hebdomadaire, il me disait : « Attendez ! », sortait le petit papier de sa poche et regardait s'il y avait quelque chose d'inscrit à

l'article Peri. S'il était écrit « Dror », il me demandait : « Que se passe-t-il avec Dror ? » Si je lui répondais : « Tout va bien avec lui, il est sous surveillance, rien de neuf », alors il rayait, remettait le papier dans sa poche et nous continuions.

Shamir aimait beaucoup le Service et le Mossad. Il avait travaillé pendant dix ans au Mossad. Il venait souvent me rendre visite à mon quartier général de Tel-Aviv. Un jour, voyant mon bureau totalement en désordre, rempli de piles de dossiers, de télégrammes, un vrai fouillis, il me demanda :

« Comment menez-vous vos affaires ?

– Que voulez-vous dire, lui répondis-je, je m'efforce de lire des documents, de parcourir toutes les informations ou les télégrammes sortants, au moins en diagonale, et la nuit je travaille.

– Écoutez mon conseil : prenez tout ce que vous avez reçu aujourd'hui, mettez-le de côté et n'y touchez pas pendant une semaine. Urgent, pas urgent, laissez, n'y touchez pas. Reprenez le tout d'ici une semaine, dix jours. Vous verrez que 90 % des problèmes se seront résolus d'eux-mêmes. Quant aux 10 % restants, vous devrez vous en occuper. »

C'est aussi de cette façon qu'il dirigeait le pays.

Au cours de la première période de l'Intifada, Itzhak Shamir me dit : « Ils lancent des pierres ? Ils se calmeront. » L'homme ne croyait pas que nous pourrions parvenir avec les Palestiniens à un arrangement quelconque qui préserverait ne serait-ce qu'une partie de ses valeurs. De même au sujet de la conférence de Madrid. Quand on lui annonça qu'il devait s'y rendre, il répondit que ça ne l'intéressait pas, qu'il ne sortirait rien de cette conférence. Il lui fut répliqué que l'Amérique et l'Europe faisaient pression, que tout le monde était déjà sur place et travaillait. Sur quoi il me demanda de le devancer à Madrid. Il espérait peut-être que je lui dirais : « Itzhak, ne

venez pas, ce n'est pas nécessaire. » Ce qui ne se produisit évidemment pas. Il vint donc à son corps défendant. Je crois que jusqu'à la fin de son mandat, il n'a pas cru qu'un accord avec « les Arabes » – il n'y avait pas chez lui de « Palestiniens » – était quelque chose de possible. Le Dieu d'Israël, le Grand Israël, la confiance en nos forces, en nos compétences et en la maîtrise de notre destin étaient des facteurs déterminants. Tout le reste n'avait qu'à s'aligner. Et non l'inverse.

En tant que directeur du Service, cela vous déçoit ?
Dans une certaine mesure, sans aucun doute. Lorsque vous êtes directeur du Service, vous traitez mille problèmes cruciaux à la minute. Vous n'avez pas trop le temps de réfléchir et de vous dire que vous avez eu des ratés ici ou là. Vous courez comme un fou. Mais parfois, quand par exemple je revenais de réunions du gouvernement, de Jérusalem, je réfléchissais sur la route pendant que le chauffeur conduisait et que je m'assoupissais un peu. Oui, vous êtes déçu, vous vous dites – où cela nous conduit-il ? Dans quelle direction ? Vous vous rendez compte de l'inconséquence, du manque d'initiative, de l'enchaînement… Vous laissez les choses s'enchaîner les unes aux autres sans les arrêter, sans dire : « Il est temps de décider dans quelle direction nous voulons aller. » C'est en effet assez frustrant. Quand vous êtes directeur du Service, votre temps est si limité et votre tête si remplie que vous n'avez que quelques minutes pour vous livrer à la réflexion, mais quand vous prenez votre retraite et que vous regardez en arrière, vous avez l'impression que les ratés sont au niveau de ceux d'un bêtisier à la télévision.

Oui, à part qu'il s'agit de notre vie, pas d'un bêtisier à la télévision.
C'est notre vie à tous, mais nous vivons, le peuple d'Israël est vivant, ne l'oubliez pas un seul instant. Et vous non plus, vous ne vivez pas si

mal.

Pourquoi n'avez-vous rien dit à Shamir ?
Dans un État démocratique, le directeur du Service n'a pas à dire au Premier ministre ce qu'il doit faire. C'est l'inverse. Ce qu'un directeur du Service peut et doit faire, c'est donner son avis. Dire ce qu'il pense qu'il serait bon de faire. À partir du moment où le Premier ministre, ou le gouvernement, n'agit pas dans son sens, il n'a qu'un choix, celui de démissionner. Et je ne crois pas qu'une démission soit une mesure souhaitable, ni pour le Service ni pour le pays.

Le rôle du directeur du Service, de l'état-major du Service, est d'émettre un avis sur des actions, d'en indiquer les conséquences prévisibles, de faire des évaluations et de présenter des recommandations. L'échelon politique les accepte ? Très bien. Il ne les accepte pas ? D'autres considérations sont probablement en jeu. Shimon Pérès a dit : « Le Service voit par le trou de la serrure, moi je vois toute la pièce. Je mets vos recommandations dans une casserole, avec d'autres éléments que je dois faire cuire, et quant au gâteau que je prépare, j'en suis le responsable. Vous en êtes un ingrédient. » En fin de compte, le Service ne dirige pas le pays et c'est tant mieux. Malheur à nous si c'était le cas ! Nous avons tous des critiques à formuler, bien sûr, mais le directeur du Service n'a pas mandat de persuader le Premier ministre d'aller ou de ne pas aller vers les Palestiniens.

Cela dépend aussi des personnes qui traitent du sujet. Avec Itzhak Rabin, j'ai eu des conversations privées sur la question de ce que nous devions faire avec les Palestiniens. Je crois qu'il a beaucoup aimé l'idée de nous séparer d'eux qui y a été évoquée. J'eus des échanges semblables par la suite avec Ehud Barak. Itzhak Shamir ne s'intéressait pas à ce genre de « petites choses ». Il m'appréciait

beaucoup tant pour mon travail opérationnel que pour mes facultés de réflexion, mais finalement, il n'a pas voulu agir.

D'une certaine façon, je dois juger si les décisions prises sont d'une importance critique, et s'il serait bon que je donne ma démission au cours d'une conférence de presse, où je ferai une déclaration telle que : « Itzhak Shamir – ou Itzhak Rabin ou Menahem Begin ou Arik Sharon – se trompe de politique, il nous conduit à la catastrophe, je ne peux plus remplir mes fonctions. » Mais dans ce cas, je sais qu'on me dirait immédiatement : « Il se peut que vous ayez raison, mais en quoi cela regarde-t-il le directeur du Service ? Arrêtez des terroristes, prévenez des attentats, démasquez des espions et assurez la sécurité afin que nous puissions prendre l'avion tranquillement. C'est votre rôle. Pour tout ce qui est au-delà, vous devez peut-être rendre compte, donner votre appréciation, formuler des conseils, car il est possible que vous ayez une vision plus large de la situation. Mais cela n'entre pas dans le cadre de vos missions, de vos fonctions. Si vous voulez faire ce que vous recommandez, devenez donc Premier ministre, homme politique et agissez. »

Y avez-vous pensé ?
À Dieu ne plaise[6].

Le Service de sécurité travaille-t-il pour le peuple d'Israël ou pour son gouvernement ?
Pour le peuple. Le gouvernement est son conseil d'administration.

S'il travaille pour le peuple d'Israël, et si le directeur du Service qui travaille pour le peuple voit que le gouvernement d'Israël en l'occurrence…

Qu'il démissionne et qu'il dise : « Je pense que ce gouvernement ne remplit pas sa tâche, ou sa mission, en conséquence de quoi je ne veux plus assumer ma fonction. » C'est toujours légitime. Mais cela ne peut pas se produire dans la mesure où vous savez d'avance, lorsque vous rejoignez les rangs du Service de sécurité, que vous le faites pour veiller à la sécurité de ce peuple, à son intégrité, et pour permettre à l'échelon politique d'exercer ses fonctions.

Mais si vous voyez que du côté palestinien, des gens sont prêts à faire la paix, et que du côté israélien le gouvernement ne veut pas la faire ?
Alors démissionnez.

Les jours d'Oslo

Pérès : Les Palestiniens acceptent la proposition d'autonomie « Gaza et Jéricho d'abord »

« Nous sommes plus que jamais proches d'un accord avec les Palestiniens ; ceci permettra une percée dans les discussions de Washington la semaine prochaine. » Un haut responsable de l'OLP : « Il y a un accord secret avec Israël sur un gouvernement autonome, à Gaza et Jéricho d'abord. » Le responsable, Salah Rafat, membre du comité exécutif de l'OLP, a présenté les clauses de l'accord : retrait israélien total et simultané de la bande de Gaza et de Jéricho et transfert des pouvoirs de ces zones à l'OLP. Le retrait de « Gaza et Jéricho d'abord » n'est qu'une étape intermédiaire dans l'application des résolutions 242 et 338 de l'ONU sur tous les territoires. Pérès : « Qu'il soit clair que nous parlons d'un gouvernement autonome et non de la création d'un autre pays. La sécurité restera sous la responsabilité d'Israël. » L'accord a été obtenu à la suite de contacts

entre des membres du gouvernement israélien et des responsables de l'OLP ; on estime que ces contacts ont eu lieu lors de réunions secrètes que Shimon Pérès a dernièrement tenues en Europe. Le conseiller d'Arafat : « Après le retrait israélien de Jéricho et Gaza, Arafat et la direction de l'OLP iront s'installer dans les zones évacuées. » Le Likoud exige que soit réunie une séance extraordinaire de la Knesset.

Shimon Shiffer, *Yediot Aharonot*, 27 août 1993

YAAKOV PERI : Itzhak Rabin, lors de son deuxième mandat de Premier ministre, était assez extrémiste dans son approche du traitement qu'il fallait accorder à la population palestinienne impliquée dans l'Intifada. Mais sa prudence et sa mesure le conduisaient presque à l'immobilisme dans les négociations politiques. Rabin aimait beaucoup parler, entendre parler, discuter et débattre de tout ce qui était lié au thème palestinien, au-delà des missions précises concernant le terrorisme et sa prévention. Nous abordions souvent ce sujet, sur lequel il avait l'habitude de revenir, en privé ou en public, en particulier le samedi matin chez lui à Neve Avivim. La question des implantations du Goush Emounim le troublait beaucoup, et c'était un de ses sujets de conversation avec ceux dont il pensait qu'ils connaissaient la question, comme, en dehors de moi, le chef d'état-major des armées Ehud Barak ou le directeur d'Aman, les renseignements militaires, Uri Sagui. Nous avons commencé à évoquer la nécessité de nous séparer des Palestiniens, dans le cadre de quelque accord, mais il exprimait une très grande méfiance à l'égard des intentions d'Arafat. Presque jusqu'à sa mort, Itzhak Rabin ne croyait pas qu'il serait possible d'arriver à un quelconque accord avec Arafat. Moi non plus d'ailleurs. Mais il pensait qu'il fallait s'engager sur une voie politique, parallèlement à la voie militaire et à celle du renseignement.

Itzhak Rabin était un homme qui aimait les choses concrètes, c'est pourquoi il n'appréciait pas trop les rencontres avec des dirigeants palestiniens, au cours desquelles il devait participer à des échanges de politesses et à des discussions byzantines. Mais il lui plaisait de comprendre et d'analyser en profondeur différents processus ainsi que les comportements de personnalités particulières. Autant il était un interlocuteur agréable, ouvert, intelligent sur ces sujets, autant il était déterminé et radical à l'encontre de ceux qui intriguaient contre lui.

En revanche, Shimon Pérès crut très tôt que les négociations politiques étaient la seule voie possible, laquelle ne pouvait qu'être encombrée par tout ce qui serait entrepris par ailleurs. Il pensait que nous devions nous montrer plus ouverts, plus souples et que nous devions prendre plus de risques. Ces deux extrêmes se rejoignirent finalement, reconnaissant et comprenant que seule la négociation politique était la bonne voie. Shimon Pérès, dans sa grande sagesse, sut mettre en route le processus d'Oslo dans le plus grand secret, lequel ne fut partagé qu'avec un petit nombre de gens. Tout ceci se fit avec l'accord total d'Itzhak Rabin qui avait connaissance des avancées, Shimon Pérès s'appliquant à ne pas le fatiguer avec de petits détails.

Je n'étais pas tenu au courant des événements. Je savais seulement que des démarches étaient en cours. Un jour, je reçus un appel d'un des gardes du corps de Shimon Pérès : « Savez-vous qu'il y a une signature ce soir ?

– Quelle signature ? lui demandai-je.

– On signe ce soir un accord avec les Palestiniens à Oslo. Pensez-vous que je doive, comment dire… faire quelque chose ?

– Vous ? Vous n'auriez même pas dû me l'annoncer ! »

Selon le règlement, et il en va de sa responsabilité, il est interdit à un agent de sécurité de m'informer des activités de tel ou tel homme politique. Je le remerciai pour son appel et téléphonai à Itzhak Rabin qui me rassura : « Soyez tranquille, je suis au courant. » Les accords d'Oslo furent signés en Norvège.

Cela veut dire que Rabin laisse le Shabak en dehors jusqu'à la signature des accords d'Oslo ?
Oui.

Pourquoi ?
Parce que notre « input » n'était pas nécessaire à ce stade. Ils en eurent besoin après la signature. Itzhak Rabin nous appela alors, Amnon Lipkin-Shahak, l'adjoint du chef d'état-major, et moi, le directeur du Shabak, et nous demanda de nous occuper de tous les arrangements de sécurité.

Comment vous sentez-vous personnellement ? C'est une nouvelle période ? Un nouvel horizon s'ouvre soudain ?
Sans aucun doute. La période d'Itzhak Rabin fut courte et j'en suis resté nostalgique, car l'espoir et l'optimisme régnaient, au sein du Service de sécurité tout comme dans la rue. Presque tous les vendredis et samedis j'allais rencontrer Jibril Rajoub et Mohammed Dahlan dans des hôtels à travers l'Europe, et nous menions des pourparlers sérieux. Ils prenaient conseil dans la chambre attenante avec Arafat, et nous, nous prenions conseil par téléphone avec Rabin dans la chambre attenante de l'autre côté. C'était extraordinaire.

La première réunion eut lieu dans un hôtel à Genève. Nous sommes arrivés, Amnon Shahak et moi-même, en civil, sous de faux noms. Dans le lobby, Jibril Rajoub était assis avec des membres du Service – nous l'avions mis en prison à l'âge de seize ans, et il y était

resté entre dix-huit et vingt ans. Mohammed Dahlan aussi avait été emprisonné pendant quelques années. Vous rencontrez pour la première fois des gens qui étaient dans le passé de l'autre côté de la barricade. C'est un choc. Mais quand les deux parties viennent dans le but sincère d'essayer de trouver un arrangement, guidés par les plus hauts responsables politiques, vous avez le sentiment que tout est possible. Une énorme responsabilité pèse sur vos épaules. Vous êtes partie prenante de l'Histoire, avec un grand H.

Ce qui m'a le plus frappé était la connaissance qu'avait Jibril Rajoub de tous les petits potins qui circulaient en Israël. Il savait exactement à quelle fête j'avais participé dernièrement, quand Amnon s'était marié, quel était le prénom de ma femme, des choses étonnantes. Il avait la faculté de briser la glace en racontant des anecdotes. Si, de par notre position, nous étions renseignés sur lui, les informations qu'il détenait sur nous, puisqu'il était en dehors du système professionnel du renseignement, étaient stupéfiantes. Lors de ce genre de rencontre, vous vous apercevez que vous avez en face de vous des êtres humains dont la volonté de paix, de tranquillité, de parvenir à un accord, n'est pas inférieure à la vôtre. Vous avez à qui parler.

Des choses qui finalement sont tombées à l'eau. Jusqu'à ce jour.

YUVAL DISKIN : En 1993, à la veille d'Oslo, j'étais déjà chef de division à l'état-major du Service, et Yankele Peri me désigna pour mettre en place des relations avec les Palestiniens en ce qui concernait la sécurité. Cela me semblait passionnant mais je m'y attelais avec des sentiments mitigés. Vous allez rencontrer des gens qui jusqu'à présent apparaissaient sur vos listes comme personnes recherchées, des militants terroristes opérant à l'étranger, nos véritables ennemis, chargés d'un lourd passé. Disons que parmi eux, certains avaient un lien avec le massacre de Munich. Nous nous

sommes rencontrés dans un pays européen par l'intermédiaire d'une tierce partie, parce qu'il y avait un doute sur notre capacité à dialoguer. Nous y sommes restés pendant trois jours, il me semble. Le premier jour, nous n'avons parlé que par l'intermédiaire de la tierce partie. Nous nous trouvions dans la même pièce mais l'ambiance était à couper au couteau. C'était la première fois que je comprenais vraiment la signification de cette expression. Une tension extrême régnait. L'air était saturé de fumée de cigarette. Nous nous sommes assis sans même nous serrer la main. Une vive hostilité se lisait sur les visages, des deux côtés. Autour de la table, nous cherchions comment engager la conversation. La forte charge émotionnelle négative ressentie à l'égard de la partie opposée ne facilitait pas les choses. C'est ainsi que se passa la première journée, aucun déclic ne s'opéra. La deuxième journée débuta à peu près de la même manière, et nous prîmes conscience que nous n'avions pas le choix, que nous devions d'une façon ou d'une autre détendre l'atmosphère, mais personne n'osa se jeter à l'eau. C'est à ce moment-là que je me remis à fumer.

Le chef de la délégation palestinienne était un gros fumeur, et en guise d'introduction, je lui demandai : « Puis-je vous prendre une cigarette ? » Il me répondit du tac au tac : « Bien sûr ! » Je pris une cigarette et une dynamique s'enclencha. Il alluma ma cigarette, je lui expliquai que j'avais arrêté de fumer et qu'à cause de lui je m'y remettais. Une relation interpersonnelle s'établit et la glace commença à fondre. Il en restait évidemment encore beaucoup, mais une vraie discussion s'engagea. En fin de journée, nos hôtes nous emmenèrent dîner au restaurant. Cela me fut très pénible. Il me semblait faire quelque chose d'impossible. Jusqu'à ce jour, ces gens étaient dans mon viseur. Comment pouvais-je m'asseoir avec des terroristes ? Ils avaient tué, avais-je le droit d'être assis près d'eux ?

Mais à leurs yeux, j'étais moi aussi un terroriste. Je compris que « le terroriste de l'un est le combattant pour la liberté de l'autre ».

Avec le temps, au cours de ces relations instaurées avec les Palestiniens à partir de 1993, des amitiés personnelles se sont nouées, au-delà du plan professionnel. Il existe parfois une certaine empathie, ou sympathie. On n'y peut rien, quand des êtres humains sont en présence, des sentiments se développent. On en aime certains et d'autres non. Je suppose qu'il s'est produit la même chose chez eux.

Êtes-vous encore en relation avec ces gens que vous avez rencontrés ?
Avec une partie d'entre eux, oui.

Ces relations sont-elles devenues amicales ?
Avec certains oui, avec d'autres non.

Avi Dichter : Les accords d'Oslo nous furent révélés du jour au lendemain. Nous n'étions pas associés au processus et nous ne savions rien à son sujet. J'étais chef de région et Peri, le directeur du Service, me briefa : « Écoutez, Avi, nous devons très vite nous mettre à parler avec les gens du Fatah sur le terrain, à régler le problème des personnes recherchées, car nous ne pourrons pas continuer à les pouchasser après la signature des accords à Washington ». La signature devait avoir lieu quelques jours plus tard.

Nous décidâmes d'autoriser les plus grands criminels à partir en Égypte. En effet, continuer à les traquer signifiait monter des opérations, effectuer des arrestations, risquer des coups de feu, des morts, et sans savoir comment cela finirait. Quant aux autres personnes recherchées, il faudrait arriver à des accords avec elles, les transférer au siège de l'administration militaire et les renvoyer chez elles. De notre point de vue, discuter avec les membres du Fatah était un événement grave : ces terroristes étaient censés être devenus des

officiels. Je me souviens qu'à l'une de nos premières réunions, quelqu'un avait pris un papier et fait les comptes : soixante-quinze années de prison se trouvaient autour de la table. C'était terrible. Pour certains de nos hommes, faire sortir un terroriste de prison, le transférer à l'administration militaire et le laisser simplement rentrer chez lui sur ses jambes, pas dans une voiture de police ni menotté dans un panier à salade, fut un véritable traumatisme. Mais il était évident qu'il ne pouvait en être autrement.

Le terrorisme ne s'arrêta pas pour autant. Le 12 septembre 1993, date de la signature des accords d'Oslo, fut l'une des journées les plus terribles que j'aie connues. C'était un dimanche. Le matin, un attentat fut commis contre une jeep militaire à Sajaiyeh, dans la partie est de Gaza. Trois soldats furent tués. Ils brutalisèrent les corps et les photographièrent. Les trois soldats étaient druzes. Je me souviens d'avoir apporté les photos, insoutenables, au frère d'un des soldats. C'était un officier de haut rang, un général de brigade. Le même jour, il y eut un attentat du Djihad islamique au carrefour de Holon. Bref, de très gros attentats furent commis. Mais au moins nous savions qu'avec les hommes du Fatah, nous avions des accords et qu'ils lutteraient contre le terrorisme.

CARMI GILLON : Nous avons tendance à l'oublier, mais je voudrais tout d'abord souligner la réussite la plus importante des accords Gaza-Jéricho. L'ennemi terroriste numéro un de l'État d'Israël, jusqu'à l'entrée d'Arafat à Gaza, était le Fatah. C'était la plus grande organisation, avec la plus grande infrastructure, organisant des milliers d'attentats. Tous ces d'attentats n'étaient pas alors des attentats-suicides – pour ceux qui se souviennent de la première Intifada – mais des attentats au poignard à Kfar Saba, ou à l'arme à feu dans tout le pays. Et tout d'un coup, le Fatah sortit de la spirale du terrorisme, ce qui est encore vrai de nos jours. Par la suite, les

Tanzim, ainsi que toutes sortes d'autres mouvements, furent créés, qui étaient peut-être issus du Fatah, mais n'étaient pas le Fatah lui-même. Ce vide attira le Hamas et le Djihad islamique.

Il est vrai qu'au début, nous voyions en Arafat un allié contre le Hamas. Nous pensions qu'il y avait un intérêt politique manifeste, mais nous avons assez vite réalisé que c'était un fieffé menteur. Les mauvaises langues disent qu'il nous a fait marcher. Ça n'est pas le cas. En effet, nous pouvions vérifier chacun de ses propos à l'aide de dix outils de renseignement différents. Ce n'est pas que nous disions amen à chacune de ses paroles. Il faut se rappeler que Rabin lui-même se méfiait beaucoup d'Arafat. Je crois que ce que Rabin pensait d'Arafat transparaît très bien dans la célèbre photo du 13 septembre 1993, où l'on voit Clinton forcer Rabin à serrer la main d'Arafat. La photo la plus célèbre peut-être dans le cadre de la paix israélo-palestinienne, ou la « non-paix ». Vous voyez l'expression de dégoût, d'aversion même, de Rabin au moment où il lui serre la main.

Alors pourquoi décide-t-il de s'engager dans cette voie ?
Je crois qu'il ne voulait pas manquer une éventuelle opportunité. Il sentait que nous nous trouvions dans une impasse. Du point de vue des Palestiniens, l'Intifada pouvait durer encore cent ans. Le prix payé par les Israéliens était trop élevé, et même si les probabilités de réussite étaient faibles, il pensait que nous étions obligés de donner une chance au processus. Il se peut qu'au début, il ait été entraîné malgré lui. Pérès était un peu plus dominant et leader, mais par la suite Rabin devint le décideur.

Mais il a un partenaire qui n'en est pas un.
En effet. Toute l'histoire aurait pu se dérouler d'une autre manière si Rabin était resté en vie. À mon avis, il attendait les élections de 1996 pour voir dans quelle mesure il obtenait la légitimité et le soutien du

peuple israélien pour poursuivre le processus. C'est en fonction de cela qu'il aurait conduit la suite des opérations. En fait, dans le cadre des accords d'Oslo, Rabin fit exécuter un retrait israélien progressif des villes – qui eut un prix sécuritaire relativement bas –, lequel devait être testé sur le long terme. Il était évident pour lui qu'il n'était pas question d'un planning serré, que ce ne serait pas un accord « instantané » comme avec la Jordanie.

Le point supplémentaire, au sujet duquel Rabin eut sans aucun doute raison, était ce que l'État d'Israël gagnerait à cet accord. Ici, il faut nous souvenir que jamais il n'y aurait eu d'accord avec la Jordanie, si nous n'avions pas signé les accords d'Oslo. Hussein ne l'aurait pas accepté. Il s'attendait à ce que par la suite, des accords avec le Liban et la Syrie soient aussi conclus. Israël gagna l'estime du monde entier et reçut dix milliards de dollars de garantie de Clinton. On parle toujours du « boom économique » de la période Rabin : il s'appuyait sur ces garanties. Le statut d'Israël fut rehaussé de façon exceptionnelle en Europe, y compris dans le domaine économique, celui des barrières douanières, etc. Comme un chef d'orchestre, Rabin vit tous ces éléments qui représentaient dans l'immédiat un bénéfice pour Israël et qui mèneraient peut-être à long terme à un accord avec les Palestiniens.

Je ne pense pas qu'il était naïf. De nombreuses personnes ici en Israël se promenaient avec des colombes dans les poches. Un sentiment d'euphorie régnait : « La paix est arrivée, nous sommes tous en paix, et c'est super ! » Rabin n'était certainement pas prisonnier d'une telle euphorie. L'échec de sa communication résidait en ce qu'il ne sut pas expliquer que « les amis, c'est un long processus, il faut poursuivre le processus politique comme s'il n'y avait pas de terrorisme, et combattre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus politique », ainsi qu'il le déclara plus tard.

Cela, le public israélien ne le comprit pas. Et de là naquit le sentiment général que nous avions été induits en erreur. Je ne crois pas que cela ait été le cas. Je pense que nous étions très réalistes. Rabin l'était incontestablement.

AVI DICHTER : Début 1995, Rabin demanda à Yasser Arafat une réunion avec les responsables de la sécurité palestiniens. Arafat donna sa bénédiction et Rabin les rencontra dans un appartement à Tel-Aviv. Je participai à la réunion en tant que chef de la région Sud. Le directeur du Service était alors Carmi Gillon. Ils pensèrent à tout pour cette réunion, sauf malheureusement à inviter un interprète… Et je me retrouvai très vite dans ce rôle. Rabin, comme à son habitude, faisait des phrases longues, et leur traduction en arabe était difficile. Eux parlaient un arabe soutenu en l'honneur de Rabin. Nasser Youssef, le plus haut responsable envoyé par Arafat, s'y appliquait particulièrement. Bref, la situation était très embarrassante. Mais finalement la démarche de Rabin au cours de cette réunion était destinée à leur faire comprendre ce qu'était un État, ou un État à naître, dans lequel le pouvoir autorisait d'autres éléments à agir en parallèle. Autrement dit un pouvoir permettant au Hamas à Gaza de faire ce que le Hezbollah faisait au Liban. Il leur donna l'exemple de l'*Altalena*[7] chez nous, des ordres de Ben Gourion, de l'assaut donné et du naufrage du bateau, pour ne permettre à aucune autre organisation non officielle de s'équiper en armes. Il dit : « Le jour viendra où vous aurez votre propre *Altalena*, et la façon dont vous agirez dans cette situation sera l'examen de passage qui déterminera si vous êtes sur la voie de la création d'un État ou si vous êtes encore une organisation terroriste. » Ce fut une réunion cruciale, mais malheureusement tout ce qui s'y était dit s'envola par la suite.

YUVAL DISKIN : Au début du processus d'Oslo, l'optimisme régnait, l'espoir que le cours de l'histoire allait peut-être changer naissait. Un travail d'état-major approfondi fut effectué au Service afin de nous préparer à la mise en œuvre des accords et à ce qu'il adviendrait quand les zones passeraient sous la responsabilité des Palestiniens. Il nous était très difficile de prévoir comment l'échelon politique agirait à partir du moment où les Palestiniens arriveraient sur le terrain, quelle liberté de manœuvre nous serait accordée, dans quelle mesure nous appliquerions à la lettre ce qui avait été conclu lors des discussions précédant le processus d'Oslo, jusqu'où les Palestiniens respecteraient leurs engagements. Nous avons eu beaucoup d'intuition.

Nous avions investi énormément de ressources pour organiser le Service face à une situation nouvelle et difficile dans la région, mais en mai 1994, alors que nous commencions à transférer les pouvoirs de Gaza et Jéricho aux Palestiniens, que faire, tout s'est effondré. La réalité sur le terrain ne collait pas avec le travail d'état-major effectué. Le Service n'était pas assez bien préparé. Au cours de ces années-là, bien que le Service eût déjoué de nombreux attentats, il ne réussit pas à en empêcher de très importants. Le résultat fut désastreux. Tout s'écroula dans l'organisation.

La vague d'attentats-suicides fut déclenchée en mai 1993, s'amplifia en 1994, avec l'attentat sur la ligne du bus 5, se poursuivit en janvier 1995 avec le terrible attentat du carrefour Beit-Lid, et en juillet et août 1996 près de la Bourse et dans le bus 18 à Jérusalem, à Ramat Eshkol. Nous découvrions que les Palestiniens n'enrayaient pas vraiment le terrorisme. Ils ne comprenaient pas très bien quelle était leur fonction. Et peu à peu, nous avons commencé à ouvrir les yeux et à nous défaire du formidable optimisme qui régnait : une très

grande distance nous restait encore à parcourir pour parvenir à la paix.

Rabin a eu cette formule : « Je combattrai le terrorisme comme s'il n'y avait pas de négociations et je mènerai les négociations comme s'il n'y avait pas de terrorisme. » Qu'en pensez-vous ?
YAAKOV PERI : Je pense que c'est une bonne formule. Il savait faire la différence entre ce qui était nécessaire pour créer les conditions d'un processus politique, et la lutte sans compromis contre le terrorisme. Je ne vois pas de contradiction là-dedans.

Mais cela n'encourageait pas Arafat à combattre le Hamas. Le Hamas envoyait des terroristes commettre des attentats-suicides et Arafat poursuivait les négociations politiques.
Là, vous faites plus référence aux intentions cachées des dirigeants, qui auraient eu recours à l'aide des terroristes s'ils ne voulaient pas que le processus politique aboutisse. C'est certainement une possibilité qui peut être prise en compte. Mais je ne pense pas que l'effondrement du processus politique ait justement été dû aux attentats. Si les deux parties avaient été parfaitement déterminées à parvenir à un accord, les actions terroristes, même les plus dures, n'auraient pas pu les en empêcher. A posteriori, on peut dire que même si nous avons fait de petites avancées, fragiles, dans les négociations, nous n'en sommes jamais arrivés au point où il ne nous restait plus qu'à régler quelques problèmes fondamentaux comme Jérusalem ou d'autres pierres d'achoppement. C'est finalement aux leaders d'agir. Et autant Shimon Pérès et Itzhak Rabin avaient démontré une forte volonté, une décision ferme et une véritable intention d'aboutir à un accord, autant, après la disparition de Rabin, la volonté ou l'intention israélienne de persévérer pour aboutir à cet accord a faibli, pour employer un euphémisme.

Je pense aussi que Yasser Arafat avait pris la décision stratégique selon laquelle, de son vivant, les Palestiniens ne devaient pas parvenir à un accord ou signer d'accord avec l'État d'Israël. Il avait vécu toute sa vie dans des grottes. Il ne se souvenait pas avoir jamais dormi dans un lit. C'était un homme pourchassé, complexé et qui posait problème, à lui-même comme aux autres. Il se rendit compte qu'il était un porte-drapeau, un étendard. Il porta le problème palestinien à la connaissance du monde entier, et d'opprimés les Palestiniens devinrent ceux qui reçurent le soutien du monde dans la constitution d'une entité autonome. En cela, Arafat remplit sa mission historique. Ce n'est pas qu'il me l'ait dit, mais j'ai eu l'impression qu'il avait intériorisé le fait que ce ne serait pas lui qui devrait conclure l'accord, si accord il y avait, mais son successeur. Que d'autres scellent l'accord et soient critiqués. Car aucun accord signé, à quelque moment que ce soit, n'échapperait aux critiques. Au cours de longues conversations avec lui, j'ai pu m'apercevoir que ses « zigzags » dans les négociations étaient tels qu'il ne désirait pas que les contacts aboutissent.

Ne pensez-vous pas que l'assassinat de Rabin puis la montée au pouvoir de Netanyahou et d'Ehud Barak aient aussi créé une dynamique chez Yasser Arafat ?

À mon sens, les accords d'Oslo étaient des accords raisonnables, de bons accords, dans la mesure où les choses se faisaient progressivement. Il était donc possible de revenir dessus, de changer d'avis ou de direction. Mais l'assassinat de Rabin a anéanti l'espoir. Il a clairement montré comment un misérable assaillant, un petit merdeux, armé d'un malheureux pistolet, pouvait ruiner tous nos espoirs, briser le processus de paix. D'autre part, je pense que si – si seulement – Rabin n'avait pas été assassiné, cela n'aurait pas changé la position d'Arafat, selon laquelle, lui vivant, un accord avec Israël ne serait pas signé. Puis Ehud Barak lui proposa 96 ou 97 % des

territoires. « Prenez, vous n'avez qu'à signer. » Et Yasser Arafat ne signa pas.

J'ai vu Yasser Arafat à la signature de l'accord avec les Palestiniens au Caire. Il était assis sur l'estrade, sa main tremblait, il ne pouvait pas signer, il sortit par-derrière et Moubarak, d'après la rumeur, le rappela et lui dit : « Chien, reviens et signe », alors il signa sous la pression ou par peur. Cela confirme finalement le fait qu'il ne voulait pas arriver à la situation où il devrait passer un quelconque accord, intérimaire, permanent – le nom n'y change rien – avec l'État d'Israël.

Quand l'un des partenaires veut vraiment et que l'autre ne veut pas, cela ne marche pas. Quand les deux partenaires ne veulent pas, cela marche encore moins. Tout le reste n'est que littérature. Les attentats, les désaccords politiques entre nous, au sein du peuple israélien, la droite et la gauche, le meurtre de Rabin, et ensuite la période du gouvernement Barak… Je ne crois pas que quelqu'un puisse aujourd'hui sonder l'âme de Benyamin Netanyahou et dire s'il aspire vraiment à un accord, ou s'il cherche à gagner du temps. La grande chance des dirigeants actuels est l'absence de partenaire. La Judée-Samarie est en plein essor, tout compte fait l'ordre y règne, la région bénéficie d'un développement économique relatif. Mais tant que les Palestiniens ne feront pas la paix entre eux, qu'il existera une séparation entre Gaza et la Judée-Samarie, nous n'aurons pas de partenaire. Nos dirigeants s'en tirent à bon compte, mais ça n'est pas de leur faute.

Nous n'avons pas de partenaire ?

Non. Il y a au sein de la direction palestinienne des gens de talent, mais qui n'ont jamais été capables de prendre des décisions. Chacun d'entre eux craint pour sa vie, ou a peur du qu'en-dira-t-on. Abou Mazen est un homme du monde, charmant, pragmatique, sociable, mais il ne semble pas avoir la capacité de prendre des décisions

historiques. Et depuis que le Hamas a conquis la bande de Gaza, les deux parties ont trouvé un bon prétexte. Les Israéliens disent : « Nous pouvons peut-être arriver à un accord avec Abou Mazen, mais il ne représente pas l'État palestinien. Il faut aussi inclure Gaza. » Abou Mazen déclare : « Tant que je n'arriverai pas à quelque arrangement, fût-il tactique, avec Gaza, je n'aurai pas tout le peuple palestinien avec moi. » Tant et si bien que tout est bloqué. Mais pour essayer d'arriver à la fin ou au début de la fin du conflit et en finir avec la haine et tout ce qui s'ensuit, nous devons nous aussi arrêter de commettre des erreurs, tout comme les Palestiniens. Je pense que la grande majorité de ceux qui ont travaillé au Service, au Mossad, dans Tsahal et dans d'autres organisations de renseignements arrivent finalement à la conclusion qu'on ne peut pas régler ce conflit par les moyens employés par le Shabak ou par des moyens militaires. Il faut y mettre fin par des accords politiques, par le dialogue, la confiance, la reconnaissance, les concessions, les compromis. Des gens bien plus importants que moi, Itzhak Rabin, Shimon Pérès, Arik Sharon et d'autres sont arrivés à cette même conclusion. Nous n'avons malheureusement pas encore réussi dans cette voie, mais il faut rester optimiste.

---

1. Le back-office est chargé de l'analyse des informations et de leur évaluation en vue de dresser un tableau d'ensemble des données en temps réel qui permettra de prévenir des actions terroristes. Cette fonction consiste à initier, développer et gérer des opérations de renseignement. (Note de l'auteur.)

2. Fondateur du Lehi, ou groupe Stern, responsable de plusieurs attentats meurtriers contre les forces britanniques. Arrêté et tué par les Anglais en 1942 après qu'un prix eut été offert par la police britannique pour sa capture.

3. Juge à la Cour suprême de 1995 à 2005.

4. Pour rappel : mise en place par le gouvernement en mai 1987 à la suite de l'affaire Nafso, la commission d'enquête sur les méthodes d'interrogatoire du Shabak, dirigée par le juge

Moshé Landau, a publié ses conclusions en octobre 1987, n'acceptant l'utilisation de « pressions physiques modérées après autorisation » que dans des cas exceptionnels.

5. Situation dans laquelle se trouve une personne qui, pour sauvegarder un intérêt supérieur, n'a d'autre ressource que d'accomplir un acte défendu par la loi pénale.

6. Bien que pendant de nombreuses années Yaakov Peri ait refusé d'entrer en politique, il a été élu député du parti Yesh Atid lors des élections législatives de 2013. Il a été ministre de la Science, de la Technologie et de l'Espace entre mars 2013 et décembre 2014.

7. Bateau acheté par l'Etzel – organisation armée sioniste en Palestine mandataire –, naviguant vers Israël avec à son bord quelque 930 immigrants, de nombreuses armes et des équipements médicaux. L'*Altalena* arriva au large des côtes israéliennes pendant la guerre d'Indépendance, environ cinq semaines après la création de l'État. Les dirigeants de l'Etzel refusèrent de remettre les armes à Tsahal et exigèrent qu'elles soient transmises à ses propres forces à Jérusalem. Le bateau fut coulé par les combattants du Palmach. Seize membres de l'Etzel furent tués et il y eut des dizaines de blessés.

Carmi Gillon
(1994-1996)

Carmi Gillon : Je suis né et j'ai grandi dans le quartier de Réhavia à Jérusalem, dans une famille très particulière. Ma mère était une Israélienne de la sixième génération. Son père, l'unique juge juif à la Cour suprême pendant la période du mandat britannique, lui avait donné le nom de Saada. Il avait fait ses études de droit à Constantinople, l'actuelle Istanbul, dans l'Empire ottoman, et Saada signifiait bonheur en turc. Tout comme en arabe. Elle souffrit beaucoup de ce nom.

Mon grand-père lui-même est né à Jérusalem. Son père fonda le premier journal en hébreu, *Havatselet*. Dans mes souvenirs d'enfance, mon grand-père portait une sorte de fez. Il était peut-être un des seuls Juifs qui parlaient turc. Il traduisit en hébreu le Majalla, le Code civil ottoman, qui fut utilisé jusqu'en 1961 en Israël. À l'université, on m'a raconté que personne ne savait s'il l'avait vraiment traduit du turc vers l'hébreu ou s'il avait simplement tout inventé. Grand-père était le président des amis de l'université hébraïque et remplissait toutes sortes de fonctions officielles. Il fut le premier président de la commission nationale d'enquête chargée d'examiner « l'affaire des enfants du Yémen[1] ». Ma grand-mère quant à elle faisait partie d'une

famille, membre du mouvement Bilou[2], qui arriva en Israël en 1882 et qui compta parmi les fondateurs de la ville de Rehovot. Bref, le *Mayflower* de ce côté de la famille.

Mon père immigra d'Afrique du Sud en Israël en 1936 car il ne pouvait pas supporter la politique d'apartheid. Arrivé en Israël, il rencontra ma mère et ils se marièrent. Il s'engagea dans l'armée britannique pendant toute la Seconde Guerre mondiale. Libéré comme officier avec le grade de major, il revint en Israël, s'enrôla dans la Haganah puis servit dans Tsahal et termina sa carrière militaire avec le grade de lieutenant-colonel. Il fut le premier gouverneur d'Abou Gosh[3]. Plus tard, en 1952, on le nomma procureur de l'État. Ma mère était l'adjointe du conseiller juridique du gouvernement. En résumé, on peut dire que j'étais un gosse de riches du quartier de Réhavia. Néanmoins, mon père, procureur de l'État, prenait le bus pour se rendre à son travail, ou bien y allait à pied. Nous n'avions pas de voiture. Même dans ses rêves, il ne pensait pas à un véhicule de fonction. C'était une autre époque. Aujourd'hui, je ne serais pas prêt à travailler comme chef de division sans voiture de fonction.

Nous vivions confortablement mais pas dans le luxe. Mes parents étaient un couple de salariés de l'État d'Israël des années 1950. Dans ce quartier de Réhavia se côtoyaient des familles de droite et de gauche. Quelques-uns de ses habitants sont devenus célèbres : Bibi Netanyahou, qui est de ma promotion, Rubi Rivlin[4], Dan Meridor.

Pour mes parents, le service public représentait une valeur. Ils quittèrent la caisse d'assurance-maladie pour la médecine privée pour qu'en aucune façon ils ne puissent être affublés d'une quelconque étiquette politique. À l'époque, les caisses d'assurance-maladie[5] dépendaient des partis politiques. Ils payèrent les médecins de leurs propres deniers afin que nul ne puisse dire : « Colin Gillon, le

procureur de l'État, est affilié à la caisse de maladie Clalit qui dépend de la Histadrout, le syndicat des travailleurs. » C'est pourquoi, quand mes parents décédèrent alors que j'étais très jeune – mon père mourut quand j'avais onze ans, et ma mère qui était très malade, peu de temps après –, ils nous laissèrent, mon frère et moi, dans le dénuement le plus total. Tout leur argent avait été dépensé en soins médicaux. J'étais un orphelin, certes entouré et soutenu, mais sans son père, il est vraiment très difficile pour un enfant de grandir.

Ma première rencontre avec le Shabak eut lieu par l'intermédiaire de mon père. Il était procureur dans une affaire d'espionnage très célèbre à l'époque. C'est un des cas qui nous ont laissé un bon souvenir car l'espion fut arrêté, son nom était Kurt Sitte. Professeur au Technion, l'université de Haïfa, il espionnait au profit de la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire pour l'Union soviétique. J'avais alors dix ans. Mon père était déjà très malade et travaillait donc à la maison. Toutes sortes de gens bizarres venaient sans cesse le voir, ils ne donnaient jamais leurs noms, et ignoraient l'enfant que j'étais. Un jour, une grosse voiture arriva, une américaine, munie d'une énorme antenne, et évidemment, elle suscita ma plus vive curiosité. Plus important encore, je pensais pouvoir rehausser mon statut social auprès de mes amis en les invitant à venir toucher la voiture, son antenne… Quand je demandai à mon père qui étaient ces gens, il me répondit : « Ce sont des détectives. » Plus tard, il s'avéra qu'il s'agissait du directeur du Shabak de l'époque, Amos Manor, accompagné des chefs de la division des interrogatoires. Ils venaient préparer le procès de Kurt Sitte.

En 1952, quand mon père fut nommé procureur de l'État, je n'avais que deux ans. Si bien que je n'eus connaissance de l'histoire suivante avec Isser Harel qu'après être entré au Shabak et avoir obtenu l'habilitation de sécurité appropriée. Mon père était un

homme exceptionnel. En dehors de sa fonction de procureur, il était acteur de théâtre, champion d'échecs et surtout, il aimait faire des mots croisés. Quand il se rendait à pied à son travail au ministère de la Justice, pour ne pas perdre de temps, il faisait des mots croisés en marchant ou jouait avec un petit jeu d'échecs. Après sa mort, j'ai trouvé dans ses affaires sept cents livres de problèmes d'échecs. Il était d'autre part abonné à toutes sortes de journaux de mots croisés qui venaient de l'étranger. Sa langue maternelle était l'anglais et l'un des journaux, le *New Statesman*, était un hebdomadaire anglais d'extrême gauche. Quand il fut question de nommer mon père procureur de l'État, Isser Harel sauta en l'air et s'en fut dire à Ben Gourion : « Impossible de nommer cet homme à ce poste, c'est un communiste, il est abonné à un journal communiste ! » Ne sachant que faire, Ben Gourion envoya Isser lui parler. Mon père lui expliqua que la grande qualité de ses mots croisés était la seule raison pour laquelle il recevait le *New Statesman*.

Comment Isser était-il au courant, au sujet du journal ?
Ils avaient fait une enquête d'habilitation, je suppose, comme nous le faisons encore aujourd'hui. J'ai été très choqué de lire que le Shabak avait réussi à persuader la commission de nomination des juges de mener ce type d'enquête sur les juges. Cela ne s'était jamais fait de toute l'existence de l'État d'Israël.

Enfant, je n'aimais pas étudier et j'avais quelques raisons : j'étais orphelin de père et ma mère, très malade, était hospitalisée la plupart du temps. Mais ce n'était qu'un prétexte. Je ne me souviens même pas comment j'ai réussi l'examen d'entrée au lycée hébraïque de Réhavia. J'étais la brebis galeuse de la famille. Tout comme mon frère, qui est aujourd'hui juge. Nous étions tous les deux en compétition. Je redoublai puis il fut décidé que je serais renvoyé du lycée. Le directeur convoqua ma mère, qui était la présidente du

comité des parents d'élèves, afin de lui parler de mon renvoi. Toute la conversation tourna autour du fait qu'il était vraiment désolé qu'elle ne puisse plus, étant donné la situation, assumer sa fonction de présidente des parents d'élèves. Finalement ce renvoi ne me fit que du bien. J'entrai à l'académie de musique de Jérusalem qui venait d'être créée. Des exclus de très bons lycées du pays s'y retrouvèrent. J'avais commencé la musique à l'âge de six ans et si personne ne pensait que je deviendrais une grande vedette, je me débrouillais pas mal à la clarinette. Yankele Peri est bien meilleur trompettiste que je ne suis joueur de clarinette. Il était trompettiste professionnel pendant son service militaire. Je n'étais pas aussi doué, bien que j'aie obtenu la note de huit sur dix à mon bac de musique.

Mes études de musique m'ont permis d'acquérir la capacité de penser à l'harmonie des choses, à leur cohérence, aptitude qui m'a été utile tout au long de ma vie et en particulier dans mes fonctions au Service. La première chose que le directeur du Service doit faire, c'est prendre cette formidable machine, exceptionnellement puissante, et la diriger comme un orchestre. Il doit avoir l'oreille juste, fine, entendre immédiatement les fausses notes, et surtout s'assurer que ce corps, svelte, musclé, concentré sur sa mission, ne fera pas d'écart. C'est là qu'intervient la notion d'harmonie, une des composantes de la musique.

Je suis arrivé au Service par l'intermédiaire d'amis. Je parle des années 1971-1972. Le recrutement s'effectuait alors parmi les connaissances des employés du Service. Je faisais partie d'une bande de copains venus rendre une visite de deuil à la famille d'un bon ami décédé, Yaïr Snapiri. Son frère aîné, qui travaillait au Service, nous demanda : « Quelqu'un veut-il travailler pour le ministère de la Défense ? » Tous avaient déjà des carrières bien engagées, mais moi je n'étais pas un garçon très sérieux à cette époque. Je travaillais

comme agent de sécurité pour la société Brink's. Le matin, je faisais du transport de fonds jusqu'à l'aéroport Ben-Gourion et l'après-midi j'étudiais. Puis, pendant une certaine période, je fus bibliothécaire dans une école. Ces petits jobs pouvaient certainement indiquer quelle voie je prendrais dans l'avenir. Comme je n'avais rien de mieux à faire, je répondis au frère de Yaïr Snapiri que j'étais intéressé. Voilà tout.

Pendant trois mois, on me fit passer toutes sortes d'entretiens, d'épreuves de sélection, d'examens psychométriques. Une enquête d'habilitation fut réalisée, et le 1er novembre 1972, je commençai à travailler. Deux mois plus tôt, les membres de la délégation israélienne aux Jeux olympiques de Munich avaient été attaqués et assassinés. Les conclusions de la commission d'enquête nommée entraînèrent le licenciement de nombreux employés du Service : le chef de division de la protection, le responsable de la sécurité, le responsable de la sécurité des délégations et d'autres. C'est à ce moment-là et dans ce grand vide que j'entrai au Service. Je n'avais pas encore terminé mon premier cours de formation que, à mon vingt-sixième jour de travail, l'ambassade d'Israël à Bangkok fut prise d'assaut, l'ambassadeur et tout le personnel de l'ambassade retenus en otage. La compagnie aérienne nationale El-Al bénéficiait déjà d'un dispositif de protection intensif. J'avais acquis de l'ancienneté. Pensez donc ! Vingt-six jours de travail ! J'obtins de ce fait tout de suite une promotion, je devins même chef, avec un employé sous mes ordres. J'étais commandant adjoint d'un quart d'escouade… Finalement, je me retrouvai à la division de la protection.

Quelles sont les qualités importantes d'un agent de sécurité ?
Le métier d'agent de sécurité est très technique. Vous devez vous transformer en machine de guerre, savoir vous servir d'un revolver ou d'une arme automatique, tirer vite et précisément. C'est une

condition élémentaire. La deuxième qualité que vous devez avoir est le sens de l'observation. Si vous travaillez par exemple à l'enregistrement d'El-Al, dans un aéroport où des milliers de personnes circulent, vous devez identifier parmi elles le suspect susceptible d'attaquer vos voyageurs. Ou si vous êtes garde du corps de personnalités, vous devez discerner la menace potentielle pesant sur la personne protégée. Un sens aigu de l'observation est indispensable, qu'il est possible d'exercer sans fin, mais c'est un don inné que vous devez posséder. La troisième chose, dont on ne parle pas mais qui est exigée de vous, c'est votre disposition à placer l'objet de votre protection au-dessus de votre propre vie. Un garde du corps est censé protéger de son propre corps la personnalité qu'il est chargé de défendre. Prendre des balles pour lui. Et cela s'est souvent produit. C'est le genre de choses que l'on n'enseigne pas, dont on ne parle pas, mais qui sont évidentes.

Je dirais que ces trois qualités sont importantes. Mais en réalité vous devez agir instinctivement. La probabilité qu'un agent de sécurité opère avant son adversaire est relativement faible. Dans un très petit nombre de cas, les agents de sécurité ont été les premiers à ouvrir le feu, mais ce sont eux qui doivent effectuer le deuxième tir, et cela nécessite bien sûr une très grande réactivité. Tout coup de feu tiré au-delà du deuxième implique de vérifier ce qui a dysfonctionné.

Comment entraîne-t-on à ce type d'action ? Comment y avez-vous été entraîné ?

À l'époque où j'ai été formé, il y avait un personnage légendaire du nom de Dave Berckerman. Sa capacité à faire pression sur vous était telle que… je vais vous donner un exemple : vous étiez au stand de tir, vous tiriez, tiriez encore et encore, vous aviez l'impression d'être excellent, et c'est alors qu'il arrivait, regardait avec vous vos résultats et vous disait une phrase du style : « Tu ne vaux pas l'oxygène que tu

me prends… », ou bien il venait avec sa camionnette ramasser ses élèves à la gare d'Arlozorov, à Tel-Aviv, et faisait sa sélection : « Toi et toi, montez dans la camionnette, les autres, je ne sais vraiment pas pourquoi vous êtes ici. » C'était de la pression psychologique.

AVI DICHTER : Dave Beckerman était un personnage exceptionnel. Un immigré venu des États-Unis. Un Américain vivant dans la conquête de l'Ouest et les westerns. Il parlait hébreu avec un fort accent américain, et enseignait le maniement de base du revolver. Je me souviens que pendant des heures nous dégainions et tirions. Parce qu'avec un revolver, si vous faites une petite erreur de tir, à une distance de dix, vingt ou trente mètres, vous manquez complètement votre cible et risquez de tuer un innocent. Au-dessus du local d'entraînement, il avait accroché une pancarte sur laquelle figurait la célèbre maxime de Samuel Colt, l'inventeur et le fabricant du revolver mythologique, le Colt 45 : « *Fear no man, no matter size, count on me, I'll equalize*[6]. » Plus tard, en effet, à chaque fois que j'ai eu à me servir d'un revolver, et malheureusement, ou heureusement dans certains cas, cela s'est produit, je pouvais mesurer avec précision son efficacité car je savais vraiment le manier.

CARMI GILLON : Pendant la période de formation, on tire beaucoup. C'est sans fin. Des milliers de munitions sont utilisées. Dans ce domaine, on ne fait pas d'économies. Et vous devez parvenir à dégainer selon les normes, à grande vitesse, à tirer la première balle. Ce sont des normes mathématiques, ça n'est pas une question d'impression. D'autres qualités sont plus liées à des impressions. Vous vous trouvez constamment sous la loupe des instructeurs. Vous vous entraînez pendant dix à douze heures d'affilée par jour et ils ne vous quittent pas des yeux. J'ai été chef de la division de la formation au Service et responsable de l'exclusion des élèves. Cela faisait des

années que cette prérogative avait été confiée aux instructeurs. Avroum Shalom, à un certain stade, décida de la leur retirer et de la transférer aux hauts responsables.

Qu'est-ce qui est mathématique dans ce domaine ?
Le temps de réaction. Je ne me souviens plus exactement des chiffres, mais à mon époque, la première balle devait atteindre la cible en 2,2 secondes. Les méthodes sont devenues bien plus sophistiquées depuis. Nous tirions dans des stands de tir de l'armée, l'instructeur regardait sa montre et décidait si nous avions mis 2,2 ou 2,3 secondes pour atteindre la cible. Allez savoir. Mais tout se déroulait très professionnellement. Plus tard, en tant que chef de la division de la formation, je recevais sans cesse des demandes des unités spéciales de Tsahal et d'autres organismes qui voulaient venir s'entraîner chez nous. Nos entraînements de combat étaient les meilleurs.

En 1982, mes trois ans de mission en Europe tiraient à leur fin. C'est un point de repère très important dans ma vie, parce que c'est là-bas que je me suis marié et que mes deux premières filles sont nées. Et j'ai eu le temps de faire tout cela entre 1979 et 1982 ! J'avais un poste plutôt important : adjoint du responsable de la protection de toute l'Europe. C'étaient des années d'attentats et d'alertes aux attentats. Il y eut par exemple l'attentat à l'aéroport d'Orly : des terroristes armés de kalachnikovs attaquèrent un vol d'El-Al et furent éliminés par nos agents de sécurité sur place. Puis celui de Bruxelles où une jeune femme essaya de faire passer un tourne-disque piégé qu'elle avait reçu de son ami arabe. Ensuite une tentative d'attentat fut fomentée à Zurich. Notre dispositif de protection travaillait très dur. Moi par exemple, j'étais présent à tous les matchs du club de basket-ball Maccabi Tel-Aviv pendant ces trois ans en Europe, sans jamais savoir comment ils se terminaient. Y compris ceux contre le CSKA Moscou. J'étais tout simplement si tendu que je ne regardais

pas du tout les matchs. Et c'est seulement quand les joueurs se trouvaient en sécurité dans leur hôtel que je me renseignais sur les résultats. Et j'adore le basket, c'est mon hobby.

En 1981, Maccabi disputa à Strasbourg la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions pour la seconde fois. Je demandai alors à Rafi Malka, le responsable Europe, de m'accorder un petit congé. Pour une fois je voulais assister à un match. Ma femme m'accompagnait, nous étions assis à peu près au quinzième rang. Le Maccabi gagna la Coupe avec un point d'avance. Je bondis depuis ma place directement sur le parquet. Je dansai de joie en compagnie des autres supporters, tout allait bien, quand je m'aperçus que je m'étais foulé le pied en sautant. C'est le seul match que j'aie vu et cela s'est soldé par deux semaines au lit à la maison.

La section juive du Shabak

Les forces de sécurité en état d'alerte maximale ; grève en Judée-Samarie et à Jérusalem

Un groupuscule clandestin juif aurait perpétré des agressions. L'hypothèse que leurs auteurs soient arabes est néanmoins envisagée ; Bassam Shakaa est toujours dans une situation critique ; les Arabes exigeront à l'ONU des sanctions contre Israël et sa suspension de l'assemblée générale.

Une enquête approfondie des forces de sécurité tant auprès de Juifs que d'Arabes n'a pas encore révélé qui se trouve derrière les agressions des maires de villes arabes de Judée-Samarie. Il est en revanche évident que les colis piégés d'un haut niveau de sophistication ont été préparés de manière très professionnelle. Jamais de tels engins n'avaient servi par le passé pour des attentats. Dans au moins un des cas, des explosifs militaires de Tsahal ont été utilisés.

Yediot Aharonot, 3 juin 1980

Trente cuves remplies d'explosifs pour faire sauter les mosquées du mont du Temple

Des actes d'accusation ont été présentés contre 25 des membres d'un groupuscule clandestin, deux autres sont attendus aujourd'hui ou demain. Le mouvement Goush Emounim proteste contre « la prolongation du jugement en place publique de ces personnes de valeur » et contre l'expression « groupuscule clandestin ».

Roni Shaked, *Yediot Aharonot*, 24 mai 1984

Carmi Gillon : En 1982, je rentrais en Israël. On m'avait promis un poste auquel j'aspirais, sur lequel je ne peux pas donner de détails. Je m'y étais vraiment préparé. Un mois avant la date prévue, je reçus un

message disant qu'on m'affectait à une autre fonction, celle de chef de section, au sujet de laquelle on ne pouvait rien me révéler. Je fus très vexé. J'essayai de me renseigner auprès de Rafi Malka, qui en tant que chef de division connaissait tous les secrets du Service, mais il demeura muet.

Très déçu, je retournai en Israël. J'avais déjà rempli par deux fois la fonction de chef de section. Chef de section est l'équivalent de lieutenant-colonel dans l'armée, et j'étais sûr de mériter le grade de colonel. Puisque j'avais décidé que de toute façon je quittais la protection pour le renseignement, j'étais prêt à en payer le prix, mais au moins que ce soit pour le poste qui m'intéressait. Du renseignement pur. Vraiment. Je ne pouvais plus supporter d'entendre les mots « agents de sécurité », « gardes du corps ». J'en avais plus qu'assez. Alors quand on me proposa un autre poste que celui qui m'avait été promis, je me mis très en colère et je décidai de quitter le Service. Pendant un mois ou deux, je manifestai mon mécontentement. Avroum Shalom, qui voulait absolument que j'accepte le poste, téléphona à Yaakov Peri, chef de la région Jérusalem et Judée-Samarie, qui devait être mon patron.

Je me rendis au rendez-vous avec Peri qui ne voulait vraiment pas de moi pour le poste. Il ne me connaissait pas, pensait que j'étais un de ces agents de sécurité qu'il n'appréciait que modérément. Cela ne lui plaisait pas trop de me recevoir, mais une directive lui avait été adressée, alors il me rencontra. Il refusa de me révéler en quoi consistait le poste et déclara : « Je peux vous dire que je suis ici chef de région, commandant de nombreuses unités, et que le chef de section responsable de ce domaine, je le rencontre relativement plus souvent que d'autres, mais je ne peux pas vous dévoiler quel est ce poste. Vous devrez tout d'abord l'accepter et ensuite je vous donnerai des détails. » Je lui répondis : « Si c'est comme ça, nous ne nous

entendrons pas. » Je rentrai chez moi pour poursuivre mes vacances. C'est alors qu'on m'envoya l'homme qui occupait précédemment la fonction en question et qui venait d'être nommé chef de bureau du directeur du Service. C'est là que je compris qu'il s'agissait d'un poste important. Il avait reçu la permission de me donner quelques informations. On me proposait d'être le chef de section qui s'occupait de l'extrême droite et de l'extrême gauche dans la région Jérusalem et Judée-Samarie, qui comprenait les implantations pour ce qui concernait la droite et toutes les activités intenses de l'extrême gauche. Je ne savais même pas qu'il existait des mouvements clandestins juifs. Ce n'était pas un sujet qui était enseigné au cours des formations ou même évoqué. Je n'avais aucune idée du fait que le Service s'intéressait aux mouvements clandestins, et soudain je me rendais compte qu'une véritable activité était déployée dans ce domaine.

Jusque-là, ce travail était très marginal et c'était l'extrême gauche qui nous occupait principalement. Juste après la guerre du Liban, des mouvements comme Yech Gvoul avaient été créés, s'opposant à la guerre au Liban ou à la présence de Tsahal au Sud-Liban et appelant à la désobéissance aux ordres dans l'armée. Un des dilemmes auxquels le Service faisait face était de savoir s'il fallait couvrir en matière de renseignement des mouvements qui s'occupaient du refus de servir militairement au Liban. D'autre part, il y avait l'extrême gauche antisioniste, comme Matzpen, la Ligue communiste révolutionnaire marxiste israélienne, Derech Hanitsots et d'autres. Plus tard, en tant que chef d'unité, j'eus l'honneur de mettre tous leurs membres sous les verrous.

Nous avons arrêté le groupe Derech Hanitsots, composé d'individus très extrémistes, pensant qu'un État palestinien devait être créé à la place d'Israël – un point c'est tout ! –, et qui avait aidé

ni plus ni moins que le Front démocratique de libération de la Palestine à Damas en lui fournissant, entre autres, des informations. Nous avons aussi appréhendé la bande de Mikado – Michel Warschawski –, la Ligue communiste révolutionnaire marxiste israélienne, un des courants les plus extrémistes issus de Matzpen, lequel n'était pas assez jusqu'au-boutiste pour lui qui avait collaboré avec le Front populaire de libération de la Palestine de Georges Habache. Tous furent mis en prison. Quant à nous, nous étions désavoués dans les rues. Nous étions accusés, mon unité et moi-même, d'attenter à la liberté d'expression. C'est-à-dire qu'il était permis à la gauche de collaborer avec une organisation terroriste car il s'agissait de liberté d'expression, de droit d'organisation, etc. Tant que le Shabak arrêtait des Arabes, tout allait bien. À partir du moment où il s'occupait des Juifs, il était délégitimé, soit par la droite soit par la gauche.

Je peux aussi vous donner des exemples concernant des Arabes israéliens. Entre 1990 et 1994, le mouvement islamique publiait un journal qui existe toujours et dont le titre était *Sawt al-Haq*. Il était rempli d'articles incitant à la sédition et à la révolte contre l'État d'Israël. Le Hamas ne peut pas imaginer un meilleur journal que celui-ci. En tant que chef de la section Nord du Shabak, j'ai lutté comme Don Quichotte contre les moulins à vent, soutenu bien sûr par Peri, le directeur du Service, pour le faire interdire. Mais au bureau du procureur, puis au ministère de l'Intérieur, on vous annonce que cela ne se fera pas, qu'il est impossible de fermer un journal en Israël, que ça n'est pas compatible avec la démocratie et que les directeurs du journal feront appel auprès de la Haute Cour de justice et gagneront sûrement. Aujourd'hui, nous avons des courants politiques et des députés dont, dans les années 1980, nous n'aurions jamais pensé qu'ils puissent exister. Il y a à la Knesset des gens qui non

seulement ne reconnaissent pas l'existence de l'État d'Israël, mais ne reconnaissent pas non plus le droit à l'existence du peuple juif en Terre sainte, qui est la terre de Palestine à leurs yeux. Nous jouons sans cesse un jeu assez hypocrite.

Au sujet de la gauche, les organisations B'Tselem, Taayoush, Les Anarchistes contre le Mur sont celles que le Shabak essaie d'infiltrer ?
B'Tselem non, mais il est possible que Taayoush oui. Surtout dans les années 1980. Ce sont en fait des organisations qui remplacent aujourd'hui Yech Gvoul, ou qui sont encore plus à gauche, et je suppose qu'alors nous nous serions occupés d'elles. Aujourd'hui je ne sais pas.

Comment collecte-t-on des informations sur ce type d'organisations ?
Il existe différents niveaux de collecte d'informations. Par exemple, pour un groupe comme Taayoush, dont toutes les actions se font au grand jour, je n'ai pas besoin d'agents, de téléphones, je lis simplement les journaux. Je n'ai qu'à voir leurs affiches pour savoir ce qui se passe et s'ils ont l'intention de se rendre au village de Naalin[7] ou pas. Des renseignements sophistiqués ne sont pas nécessaires. La raison pour laquelle une certaine surveillance est cependant indispensable est que l'organisation dans son ensemble, à 95 %, respecte la loi et est légale, ou ne respecte peut-être pas complètement la loi tout en étant, dirons-nous, à peu près légale, mais comporte en son sein des mauvaises herbes, des extrémistes. Et là se pose une question très difficile : est-il permis d'infiltrer une organisation légale parce que vous estimez qu'elle produira de mauvaises herbes ? C'est un très sérieux dilemme.

Qui décide des limites de vos actions au sein du public juif ?

Je vais vous donner un exemple lié à l'assassinat de Rabin. Immédiatement après cet assassinat, il s'est avéré qu'Ygal Amir, le meurtrier, était étudiant à l'université Bar-Ilan. Un grand tollé s'ensuivit : comment se faisait-il que le Shabak n'ait pas couvert en matière de renseignement l'université Bar-Ilan et qu'il n'ait pas su qu'un Ygal Amir s'y trouvait ? Excellente question. Mais quand vous vous emportez et montez sur vos grands chevaux, et les médias généralement s'emportent et entraînent leur audience avec eux, vous ne posez pas la deuxième question : voudriez-vous qu'au sein de l'université Bar-Ilan ou dans d'autres de nos universités, où étudient des milliers de personnes, le Shabak soit présent, comme en Chine ? Si oui, d'ailleurs, il faudrait considérablement augmenter ses effectifs pour qu'il soit susceptible d'accomplir sa tâche. C'est le cas dans certains pays, qui se trouvent être des pays totalitaires. Je me souviens d'avoir alors essayé de me tenir sur la brèche et d'expliquer, quand j'étais encore son directeur, pourquoi le Service ne mettait pas un agent dans chaque amphithéâtre de Bar-Ilan et des micros dans les cafétérias, mais personne ne m'écoutait. On me dit : « Sottises, si vous aviez placé des micros dans les cafétérias, vous auriez peut-être entendu Ygal Amir planifier l'assassinat. »

L'État d'Israël est une démocratie. Mais nous devons comprendre qu'une démocratie – et là je cite le juge Barak – n'a pas pour but de se suicider. Il a aussi inventé l'expression « démocratie défensive ». Une démocratie peut se défendre. La droite et la gauche sont toutes deux déchirées au sujet de nos rapports avec les Palestiniens, et le Shabak se trouve au milieu, tentant sans cesse de manœuvrer. C'est l'origine du problème concernant la légitimité du Shabak. Le Mossad, en revanche, n'a pas du tout ce genre de difficultés. Moi par exemple, je m'occupe de la question des cibles du Shabak au sein de l'extrême droite et de l'extrême gauche.

Ça n'est pas le Premier ministre ?
Non, il n'oserait pas. Il y a en cela une décision politique. Alors qui décide en fin de compte ? Le directeur du Shabak. Vous vous apercevez qu'Avraham Ahituv, Avraham Shalom, Yaakov Peri, Carmi Gillon et Ami Ayalon prennent chacun des décisions différentes. Je peux mettre au crédit des directeurs du Shabak que je connais le fait qu'ils sont tous, sans exception, des hommes d'État d'une droiture sans faille. Tous abordent les problèmes de façon pragmatique, et je pense qu'aucun d'entre eux ne vote pour le même parti…

AVRAHAM SHALOM : Mon premier objectif lorsque j'ai été nommé directeur du Shabak était de m'occuper des mouvements clandestins juifs. J'en ai parlé lors d'une conférence au ministère des Affaires étrangères deux jours après ma nomination. J'ai déclaré : « Je dois les arrêter, de la même manière que j'arrête les terroristes arabes, je ne fais pas de distinction entre celui qui prie Mahomet et celui qui prie Moïse. C'est la même chose. » Au bout du compte, les deux en arrivent à commettre des meurtres. L'ennemi le plus difficile à saisir est celui qui est issu de votre propre milieu. C'est le plus nuisible car c'est un cancer qui vous ronge de l'intérieur.

J'ai vu l'émergence des mouvements clandestins juifs dès qu'il fut permis au rabbin Levinger de s'installer dans l'hôtel Park à Hébron. Nous avions décidé d'enclore les maisons des habitants juifs d'Hébron. Ils bloquèrent une rue et les enfants commencèrent à crier : « Nazis ! » Vous comprenez ? Des enfants juifs se mirent à traiter nos soldats de nazis parce qu'ils installaient des clôtures les empêchant de passer les uns chez les autres.

En aucune manière Pérès n'aurait dû permettre à Levinger de s'installer à Hébron. Et il n'était pas de droite, Pérès. Pas de gauche non plus, mais pas de droite. C'est par faiblesse qu'il a cédé. S'implanter à Hébron, dans l'hôtel Park ? Il aurait fallu le virer de là

avec ses dix-neuf enfants. Et de Sebastia aussi. Il fallait étouffer ce mouvement dans l'œuf avant qu'il soit trop tard. La preuve, les implantations comptent actuellement 400 000 habitants, dont 250 000 dans des implantations que j'appelle illégales. Mais on ne peut pas les expulser. Comment faire ? C'est impossible. Alors comment faire la paix ? C'est impossible.

YAAKOV PERI : Quand le mouvement Goush Emounim fut fondé en 1974, il ne reçut pas l'assentiment du Service de sécurité. Mais la décision fut prise de ne pas le considérer comme une cible à couvrir en matière de renseignement. Cette décision est en fait toujours en vigueur aujourd'hui. Les implantations illégales furent créées en dépit des décisions gouvernementales, ou contre elles, mais aucun Premier ministre, aucun gouvernement n'était en désaccord avec elles, tous les tolérèrent. C'était vrai en 1974 et ça l'est toujours aujourd'hui.

Le fait que depuis le début du mouvement des implantations tous les gouvernements d'Israël aient traîné les pieds sur ce sujet et ne se soient pas appliqués à régulariser la création d'implantations et leur extension a donné à leurs habitants, ou tout du moins à certains d'entre eux, le sentiment que peu à peu ils devenaient les maîtres. Ce sentiment les a poussés à prendre en main ce qui concernait la loi, à se venger des Arabes, physiquement ou en s'en prenant à leurs biens, à leurs plantations, à leurs olives, à leurs terres qu'ils s'appropriaient. Ces gens-là se crurent autorisés à faire des choses que le gouvernement n'avait pas permis, et certains en déduisirent aussi qu'il leur fallait faire justice eux-mêmes.

CARMI GILLON : En 1980, un commando du Fatah attaqua des fidèles qui sortaient de la synagogue d'Hébron le vendredi soir après la prière de chabbat au caveau des patriarches. Trente jours plus tard[8], des habitants des implantations, par vengeance, commirent des

attentats contre des maires : Bassam Shakaa à Naplouse et Karim Khalaf à Ramallah. À al-Bireh, on trouva chez Ibrahim Tawill, le maire, une bombe qui en explosant rendit aveugle un démineur de la police des frontières. Il était évident que ces actes étaient le fait d'éléments incontrôlés, même si Yossi Sarid, homme politique de gauche, pensait qu'un commando d'élite de l'armée ou bien des hommes du Shabak étaient impliqués. Cette affaire suscitait toutes sortes de soupçons ridicules. Quant au Service, il ne disposait d'aucun outil, ne serait-ce que pour commencer une recherche.

YAAKOV PERI : Nous savions bien que c'étaient des Juifs qui étaient responsables de ces actions terroristes, nous n'imaginions pas qu'une quelconque organisation arabe rivale ait amputé les jambes de Karim Khalaf de Ramallah et de Bassam Shakaa de Naplouse. En examinant les informations que nous avions sur les agitateurs juifs, nous n'avions trouvé aucun indice. Nous faisions face à un problème, à un échec du renseignement.

CARMI GILLON : Il faut comprendre que le sujet de l'extrême droite à cette époque n'était presque pas traité par le Service à cause d'une décision prise en toute conscience par Avraham Ahituv, le prédécesseur d'Avraham Shalom à la tête du Service. Ahituv conclut en 1977, à la suite d'un retournement politique, que la droite israélienne était satisfaite. Le mouvement des implantations illégales devenait celui des implantations légales, et le gouvernement soutiendrait les implantations désormais légitimes en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza. L'extrême droite n'avait selon lui plus de motif de mécontentement, il ferma donc cette unité.

AVRAHAM SHALOM : Je me souviens que lorsque des bombes éclatèrent, blessant très gravement aux jambes les maires de villes de

Judée-Samarie, personne ne crut que des Juifs avaient commis ces attentats. En fait, seuls des Juifs avaient pu le faire, mais personne ne voulut le croire. On me dit : « Laissez tomber, c'est impossible.

– Laisser tomber ? répondis-je. Au contraire, allons-y ! »

Cinquante à soixante personnes furent arrêtées, mais il nous fallut trois ans pour percer à jour cette organisation.

Je désignai Carmi Gillon, qui était jusque-là chargé de la protection, pour interroger le groupe clandestin. Je le considérais comme un jeune homme intelligent. J'avais raison. Reuven Hazak faisait partie du staff de Carmi et ils travaillèrent bien ensemble. Toutes les capacités de réflexion non arabes possibles devaient être mises en œuvre. Dans cette situation tout à fait différente de celles que nous connaissions, il n'était pas question d'employer des Juifs pratiquants ou des arabisants. Il était très intéressant de voir l'évolution de Carmi dans ce domaine qui le fit progresser et lui permit de devenir par la suite directeur du Service. Il fit du bon travail.

YAAKOV PERI : Une équipe fut mise sur pied qui commença à examiner minutieusement chaque individu fiché, chaque piste, chaque détail. Il nous fallut près de deux ans pour trouver des indices susceptibles de nous orienter. Mais des conclusions formelles en matière de renseignement ne pouvaient pas encore en être tirées. Tout le dispositif technologique ainsi que l'unité opérationnelle du Service furent activés. Cette unité travailla pendant des dizaines de milliers d'heures, sinon plus. Nous couvrions, en matière de renseignement aussi bien qu'en matière opérationnelle, les individus au sujet de qui nous avions des indications selon lesquelles ils seraient impliqués. Nous travaillâmes jour et nuit pendant un an.

Une information purement circonstancielle nous parvint, qui nous mit sur une piste. Dans une armoire électrique située dans

l'implantation de Kyriat Arba fut découvert un engin explosif enveloppé de journaux. Le Service fit son enquête, réussit à localiser le vendeur de ces journaux, des magazines féminins, et grâce à lui à retrouver ses clients. C'est ainsi que nous remontâmes jusqu'à Zambish, Zeev Hever, un des chefs du conseil des communautés juives de Judée-Samarie et Gaza (conseil de Yesha) et figure du mouvement des implantations. L'armoire électrique n'avait pas été notre première piste. Six mois plus tard, nous tenions les responsables.

CARMI GILLON : La grosse erreur des membres du groupuscule clandestin était qu'après avoir commis des attentats visant des maires arabes, ils ne s'étaient pas arrêtés là. En juillet 1983, à Hébron, Aharon Gross, étudiant d'une yéchiva, une école talmudique, fut assassiné. Et de nouveau, trente jours plus tard, un attentat frappa le collège islamique d'Hébron. Des hommes masqués firent irruption dans l'établissement, tuèrent trois personnes et en blessèrent d'autres en tirant des coups de feu et en lançant des grenades. C'est à ce moment-là que nous comprîmes que nous avions affaire à un groupe organisé.

Les membres de ce groupe clandestin juif étaient les gens les plus normaux du monde. Ils ne seraient jamais passés au feu rouge, apportaient leur contribution à la société, servaient dans les unités d'élite de l'armée. Ils agissaient nuit et jour en faveur du peuple d'Israël de la façon la plus légale qui soit. Qui plus est, une partie d'entre eux étaient les dirigeants de leur communauté, et à ce titre entretenaient des contacts avec de hauts responsables, avec le Premier ministre par exemple. Ils étaient les amis de ministres. Ils faisaient partie du respectable establishment de l'État d'Israël. Mais ils menaient une vie parallèle.

Menahem Livni, un des dirigeants du mouvement clandestin, avait été mis sous filature. Il rencontrait le Premier ministre une fois par semaine. Que devait faire l'équipe qui le filait ? Les membres d'une telle équipe avaient l'habitude de suivre Mohammed qui se rendait chez Ahmed. Tout à coup, ils se retrouvèrent avec un suspect sous filature qui avait ses entrées au bureau du Premier ministre. Devaient-ils le suivre jusque-là ? Zambish participait aux réunions du parti, ou à des commissions, à la Knesset. L'équipe de filature devait-elle entrer dans le bâtiment du Parlement ? Mohammed ne s'était jamais introduit dans la Knesset, croyez-moi.

Le problème résidait dans le fait que ces gens vivaient en apparence tout à fait dans le cadre de la loi. L'un d'entre eux, pendant sa période de réserve au Liban, fut affecté à la sécurité des membres du Shabak opérant sur place. Et moi, je ne le savais même pas ! Le Service était tellement cloisonné que les responsables du secteur de Tyr ignoraient que quand Haïm Ben-David venait de l'implantation Keshet pour assurer la protection d'un des coordonnateurs ou enquêteurs, il fallait m'en parler. « Mais pourquoi vous en parler ? dirent-ils. Est-ce un criminel ? » Le père d'un des membres du groupe clandestin arrêté avait son bureau au Shabak dans le même couloir que moi.

Ces gens-là allaient placer au milieu de la nuit une bombe dans la voiture du maire de Naplouse ou de celui de Ramallah. Et le lendemain matin, comme si de rien n'était, le journaliste Hagaï Segal se rendait dans les locaux du journal *Nekouda* dont il était rédacteur en chef adjoint. Nathan Nathanson allait travailler comme directeur du mouvement des implantations de Goush Emounim, et Zambish vaquait à ses occupations de chef du conseil de Kyriat Arba. C'étaient tous des gens exceptionnels, mais la nuit ils faisaient ce qu'ils faisaient.

YAAKOV PERI : Nous avions compris que si nous ne les prenions pas en flagrant délit, nous ne pourrions jamais démanteler cette organisation. C'est alors qu'ils planifièrent un nouvel attentat : ils voulaient mettre des engins explosifs dans des bus de touristes palestiniens se trouvant dans un parking à Jérusalem.

CARMI GILLON : Leur projet était fou. Ils avaient l'intention de faire sauter cinq bus un vendredi et de tuer deux cent cinquante Arabes d'un coup. C'était un acte de vengeance contre les attentats touchant les bus – il ne s'agissait pas encore d'attentats-suicides – qui avaient eu lieu à Jérusalem. Dans un premier temps, nous savions qu'ils préparaient quelque chose, mais nous ignorions quoi. Nous les avons mis sous la surveillance de l'unité opérationnelle. La nuit à Jérusalem, à deux heures du matin, il n'est pas facile d'effectuer une filature. À un moment donné, ils nous ont échappé, puis nous les avons retrouvés.

Vous étiez sur le terrain ?
Oui, je me trouvais au centre opérationnel, au poste de commandement avec Avroum et Peri.

Et vous entendez que l'équipe sur le terrain a perdu la trace des suspects ?
Bien sûr. Il se trouve qu'Avroum voulait venir à Jérusalem, car il n'y avait pas à l'époque de téléphones portables comme aujourd'hui. Mais il était coincé avec le téléphone dans sa chambre, et je lui faisais en permanence le compte rendu des événements. Il y eut des moments de très grande tension.

Vous les voyez mettre un engin explosif dans l'un des bus et ensuite ils disparaissent ?

Ils passaient d'un bus à un autre. De toute façon, aucun bus n'aurait explosé car nous ne les aurions pas laissés démarrer, mais à un certain moment, ils disparurent, tout simplement.

Que ressentez-vous alors ?
De l'angoisse. Il n'y a pas d'autre mot. Que se passerait-il si quelque chose explosait et que nous ne le sachions pas ? Et j'ai le sentiment d'un immense échec. Je m'étais concentré sur cette mission depuis presque deux ans. Et je n'étais pas seul. Je me trouvais en compagnie de très nombreuses personnes de qualité ayant travaillé jour et nuit pour résoudre ce problème.

AVRAHAM SHALOM : L'équipe voulait les arrêter avant qu'ils ne placent la bombe et j'ai dit de patienter jusqu'à ce qu'il soit prouvé qu'il s'agissait bien d'une bombe et qu'ils avaient l'intention de la cacher à cet endroit. On est obligé d'attendre le dernier moment. Pour cela, il faut des nerfs d'acier, et dans l'équipe, ils ne les avaient pas. J'ai pris ma voiture et filé à Jérusalem à toute vitesse. Ils les ont capturés après mon arrivée.

YAAKOV PERI : Nous les avons arrêtés à quatre heures trente du matin quand ils plaçaient les engins explosifs dans les bus. Nous sommes sortis de nos voitures et leur avons dit : « Venez avec nous, et si vous ne voulez pas qu'il arrive quelque chose aux démineurs de la police de Jérusalem, neutralisez vous-mêmes vos bombes. » Un des frères Nir s'est exclamé : « Eh bien, vous êtes le meilleur service de sécurité du monde ! » Ils ont désamorcé les bombes. Nous avons déclenché une première vague d'arrestations de dix-sept membres du groupe. Puis nous nous sommes rendu compte que depuis 1978 ou 1979, ils projetaient un attentat sur le mont du Temple. Ils voulaient faire sauter le Dôme du Rocher.

CARMI GILLON : Finalement, trente personnes furent arrêtées, vingt-sept d'entre elles étant les fondateurs du mouvement clandestin juif. Il y avait Shaul Nir, Menahem Livni, Barak Nir, le frère de Shaul, et Uzi Sharbav, le gendre du rabbin Levinger. Au cours de l'interrogatoire, l'histoire du projet d'attentat sur le mont du Temple fit surface, ainsi que d'autres attentats dont nous ne savions rien, et nous fîmes le ménage. L'interrogatoire se déroula beaucoup plus simplement que nous l'aurions cru. Tous avouèrent. Il y eut des confrontations très intéressantes. C'est Yehoshua Ben Shoshan qui, le premier, évoqua l'attentat projeté sur le mont du Temple en disant tout simplement aux enquêteurs : « Vous vous occupez de choses sans importance, quelques Arabes morts ici ou là, *big deal* ! Nous, nous avons un sujet beaucoup plus sérieux, mais je ne suis pas prêt à vous en parler, vous n'êtes pas assez haut placés. Je veux bien m'en ouvrir à Fouad Ben Eliezer. » Ce dernier avait été à l'armée le commandant de Yehoshua Ben Shoshan dans l'unité d'élite Shaked et occupait alors le poste de coordonnateur des activités du gouvernement dans les territoires. Finalement, il consentit à un compromis en acceptant de s'entretenir avec Peri, le chef de région. D'ailleurs, il le connaissait. En effet, comme je l'ai dit, il faisait partie du système, il était officier du commandement Centre.

Il raconta alors à Peri, de son propre gré, l'histoire du mont du Temple. Il ne donna pas de noms mais essaya de le convaincre de la justesse idéologique de l'action en question. Ce qui était important pour lui était qu'on pense qu'il n'était pas qu'un simple délinquant mais un homme qui réfléchissait sérieusement. Il expliqua tout le processus. L'idée était fondée sur le fait que tant que l'« impureté », c'est-à-dire le Dôme du Rocher, se trouverait à la place du Saint des Saints, il n'y aurait pas de rédemption pour le peuple juif. C'était la raison pour laquelle il fallait se débarrasser de ce dôme. En 1977, de

l'idée, ils passèrent à la préparation active après la visite de Sadate en Israël et le début du retrait du Sinaï. Ils en arrivèrent alors à la conclusion politique que les Égyptiens arrêteraient immédiatement le processus de paix à partir du moment où ils feraient sauter le Dôme du Rocher. Et ils avaient raison. Il n'y a aucun doute qu'en cela, ils avaient raison.

Au début, ils s'adressèrent aux rabbins reconnus. Ils ne leur demandèrent pas ce qu'ils pensaient de leur idée de faire sauter le Dôme du Rocher, mais essayèrent de comprendre s'il était possible d'accélérer la rédemption par une action humaine. Les rabbins de la yéchiva Merkaz Harav, le courant auquel ils appartenaient presque tous, leurs donnèrent une réponse négative, parce que cela pouvait entraîner une guerre mondiale entre Juifs et musulmans, et aussi parce que les cœurs du peuple juif n'étaient pas encore prêts pour la venue du Messie. Ensuite, ils se tournèrent vers des rabbins kabbalistes, plus « messianiques », dont ils reçurent l'accord. L'un d'entre eux était Yehoshua Ben Shoshan lui-même. Il n'avait pas le titre officiel de rabbin, mais c'était un intellectuel et un érudit en matière de Torah, et ils le considéraient comme un rabbin.

Au niveau opérationnel, ils étaient fin prêts. À plusieurs reprises, ils s'étaient rendus sur le mont du Temple pour recueillir des informations en vue de l'opération. Ils avaient préparé les engins explosifs. Ces derniers avaient été fabriqués dans une usine à Rishon LeZion où personne ne savait de quoi il retournait. Menahem Livni, très habile dans le domaine des explosifs, en avait assuré la conception. Il avait été un personnage très célèbre à l'armée. Le vieux David Laskov, le légendaire concepteur des technologies de Tsahal, disait de lui qu'il était un des génies en la matière. L'idée était de fabriquer des cuves, de les remplir d'explosifs très sensibles, de type Semtex, et de faire en sorte que tout le souffle de l'explosion aille

dans la direction des piliers et des colonnes, ce qui provoquerait l'effondrement du dôme. Ils s'étaient tournés vers un projet aussi sophistiqué afin d'essayer d'éviter qu'il y ait des blessés au mur des Lamentations. C'était véritablement un plan exceptionnel. Après avoir été arrêté, Menahem Livni demanda à rencontrer Laskov, qui avait déjà plus de quatre-vingts ans, pour lui expliquer ce projet. Ils éprouvaient même une fierté professionnelle ! Ils n'étaient pas de simples délinquants.

Pour acheter ces cuves en titane très onéreuses, Menahem Livni avait utilisé les indemnités de retraite de sa femme, institutrice, et avait dépensé quelque 200 000 shekels de l'époque, énormément d'argent, une fortune. À une certaine étape de la préparation, ils eurent aussi besoin d'explosifs. Comme ils étaient tous militaires – il y avait même un pilote parmi eux –, ils savaient où trouver un dépôt de Tsahal contenant une grande quantité de Semtex. Ils pénétrèrent dans une réserve de guerre sur le plateau du Golan et la vidèrent tout simplement de ses explosifs. Ils étaient préoccupés par le fait d'avoir laissé des armes à blanc, ce qui serait problématique dans le cas où une guerre éclaterait. L'un d'entre eux fut donc chargé de téléphoner au commandant de la division et le prévint : « Sachez que votre armement ne vaut rien. »

Comment collectèrent-ils des informations sur le Dôme du Rocher ?
Ils montèrent sur le mont du Temple, sous une couverture quelconque. L'un d'entre eux était un ancien curé converti au judaïsme. Vêtu d'une soutane – il n'avait pas de problème pour assurer son histoire de couverture –, il s'introduisit dans le Dôme du Rocher, prétextant la réalisation d'une étude quelconque. L'un des gardiens du Waqf[9] l'aida même, en tenant un des côtés de son mètre à ruban tandis qu'il tenait le côté opposé, à mesurer la distance entre les piliers, entre les colonnes. Cela ne leur posa aucun problème. Ils

allèrent sur le mont du Temple à plusieurs reprises pour observer comment le Waqf exerçait sa surveillance sur les lieux dont il avait la garde. Un de leurs problèmes était la présence d'un poste de police juif israélien sur le mont du Temple, dont il était certain qu'il serait atteint lors de l'attentat, mais c'était le prix du messianisme.

Qu'avez-vous ressenti lorsque vous avez compris ce qu'ils projetaient de faire ?

Quand Émile Grinsweig fut tué, je n'avais pas dormi de la nuit, tant j'étais occupé à rechercher des indices me permettant de localiser le lanceur de grenade sur les participants à une manifestation pacifiste. À sept heures du matin, je fis un saut à la maison pour me raser et me changer avant de retourner travailler. Ma femme me dit : « Tu as entendu ? Émile Grinsweig a été tué.

– Quoi ? Où ?

– Il y a eu un attentat, tu n'es pas au courant ? Une grenade a été lancée lors d'une manifestation du mouvement La Paix maintenant ! »

Je connaissais Émile Grinsweig personnellement. Le frère de ma femme, qui habitait au kibboutz Revivim, tout comme Émile, était un de ses amis. Je n'ai pas réalisé. Peu m'importait l'identité de la victime. Vous comprenez jusqu'où peut aller l'insensibilité professionnelle ? J'ai continué à travailler. À ce moment-là, nous ne savions pas encore qui étaient les auteurs des attentats contre les maires, nous avions encore beaucoup de travail devant nous. Mais les années passant, plus vous approfondissez les choses, plus vous avez peur. Je ressens comme une menace, physique, aujourd'hui encore, et pourtant cela fait déjà longtemps que je me trouve en dehors du système.

Si, à Dieu ne plaise, quelqu'un tirait un missile sur le Dôme du Rocher, ou sur la mosquée al-Aqsa et en faisait sauter la coupole, je ne sais pas si « nous ne serions pas foutus ». J'utilise volontairement

une expression familière pour que tout le monde me comprenne bien. Si quelque chose arrivait au mont du Temple, je ne voudrais pas être un Juif à Paris et sûrement pas un Juif en Israël.

YAAKOV PERI : Vous vous imaginez, si cela était arrivé, même si cela avait échoué ! Même si la bombe était tombée sans éclater ! Ç'aurait été la fin du monde pour nous ! S'ils avaient réussi à faire sauter la mosquée du Dôme du Rocher, tout le monde musulman nous aurait déclaré la guerre. Et leur plan était opérationnel. Ce qui est drôle est que ce sont précisément quelques rabbins intelligents qui ont trouvé la solution pour éviter ce désastre en déclarant que les cœurs du peuple juif n'étaient pas encore mûrs pour une telle action. Mais Boaz Henman, qui était pilote de l'armée, avait déjà fait des vols de reconnaissance au-dessus du mont du Temple et toutes leurs armes étaient prêtes. Ils étaient pris entre deux feux : mettre ou ne pas mettre leur plan à exécution. Mais on ne peut pas sous-estimer leur intelligence, et je pense qu'ils avaient aussi compris quelles seraient les conséquences de leurs actes.

Avez-vous interrogé les rabbins auxquels ils avaient parlé ?
Évidemment. Nous avons discuté, nous nous sommes rencontrés, nous avons essayé de comprendre. Au cours des années, même avant l'assassinat de Rabin, Carmi et d'autres membres du Shabak ont eu des entretiens avec des rabbins. Je ne dis pas que ces discussions nous ont beaucoup apporté. Les rabbins craignaient de nous parler. Certains désavouaient les membres du mouvement clandestin, d'autres campaient sur leurs positions extrémistes. En effet, au moment de la découverte du mouvement clandestin juif, le Shabak, qui était « le bon Shabak » pour les habitants des implantations juives de Judée-Samarie, celui qui déjouait les attentats, qui appréhendait

les Arabes, devint « le mauvais Shabak », celui qui arrêtait leurs fils, leurs hommes, les mettait sur écoute et sous filature.

Si quelqu'un vient me dire qu'il va faire exploser…
Votre devoir est d'en référer à la police, sinon vous serez accusé de ne pas l'avoir empêché de commettre un délit.

Pourquoi les rabbins n'ont-ils pas été accusés ?
Nous avons essayé de traduire des rabbins en justice, mais nous n'avons pas réussi à produire de preuves concluantes. Ils prétendirent qu'ils n'avaient pas eu connaissance de leurs projets et aucun procès ne leur fut intenté.

AVRAHAM SHALOM : Dès 1967, certains, qui n'étaient pas des extrémistes religieux, voulurent commettre des attentats sur le mont du Temple. Comment pouvez-vous affronter un individu dont le témoin est Dieu ? Que faire contre lui ? Vous ne pouvez pas dialoguer avec lui. Les membres du mouvement clandestin eux-mêmes étaient des terroristes qui détestaient les Arabes. Ils pensaient qu'en faisant exploser la mosquée al-Aqsa, ils sauveraient le peuple juif. Des fous auxquels il est impossible de parler. Ils ont décidé de porter atteinte à des hommes, des femmes et des enfants et ils appellent cela une idéologie ? Il faut les arrêter comme nous arrêtons les autres et les jeter en prison. C'est tout. Qui pense qu'il est possible de faire une distinction entre le traitement réservé aux Juifs et celui réservé aux Arabes ne peut pas être directeur du Service.

Comment le système politique a-t-il réagi lors de la découverte du mouvement clandestin juif ?
CARMI GILLON : Le système politique a réagi de façon très positive, comme toujours. Il s'enthousiasme toujours pour de belles opérations.

Le Premier ministre Shamir dit de mon unité qu'elle était « le joyau de la couronne ». Les compliments et les encouragements fusèrent de toutes parts. Après l'arrestation des membres du groupe, tout le monde les condamna. Même le journal des habitants des implantations, *Nekouda*, publia des articles les dénonçant, et critiqua en particulier leurs actions prévues sur le mont du Temple. Pour eux, ils avaient dépassé les bornes. Mais très vite cette tendance s'atténua. Il s'agissait en fin de compte de membres appréciés du mouvement des implantations en Judée-Samarie. Un certain public se mobilisa en leur faveur, réclamant leur libération.

Des groupes de pression se mirent au travail et je me retrouvai à m'occuper de l'autorisation de sortie pour la circoncision du fils de celui-ci ou de la permission de vacances de prison de celui-là, parce qu'ils étaient détenus pour des raisons de sécurité et que je devais donner mon avis professionnel concernant leurs demandes. C'était terrible. J'étais chef de division au Service, œuvrant dans le secret le plus total, même au sein du Service, et je recevais des appels téléphoniques de rabbins et responsables du courant sioniste religieux. C'était complètement fou. Avroum décida alors qu'il dégageait sa responsabilité du mouvement clandestin juif. Ses membres passèrent sous l'autorité du service des prisons et du bureau du procureur. Ils furent assignés en justice et condamnés à des peines de prison allant de trois ans à la perpétuité. Trois d'entre eux furent condamnés à perpétuité, mais ils sortirent tous très vite de prison car ils furent graciés. Comme le ministère de la Justice refusait de soutenir une grâce si prématurée, la Knesset vota une loi spéciale permettant de gracier les membres du mouvement clandestin juif.

AVRAHAM SHALOM : Ce fut un véritable défilé dans mon bureau, de toutes sortes de gens, toutes sortes de rabbins dont je n'avais jamais entendu le nom, tous des membres de la Knesset. Je leur dis : « Les

amis, ne venez pas me voir. Vous perdez votre temps. » Ils demandaient que les membres du groupe clandestin, qui à cette période étaient arrêtés mais pas emprisonnés, ne soient pas traduits en justice. Mais il n'en était pas question.

Ils furent finalement libérés deux ans plus tard. Si j'avais été directeur du Service, j'aurais farouchement lutté contre cette mesure. C'est Herzog, le président de l'État, qui en décida. Shamir avait déjà fait une tentative de mon temps. Il m'avait dit : « Celui-ci, j'ai été son parrain[10], et celui-là, c'est l'ami d'une amie. » Je lui avais répondu que cela ne m'intéressait pas. « Quand vous avez été son parrain, il avait huit jours. Que savez-vous de lui ? »

À partir du moment où il vint me voir avec ses supplications de parrain, il était discrédité à mes yeux. J'ajoutai : « Ne vous mêlez pas de ça. Je suis le directeur du Service. Voulez-vous que je le reste ? Alors laissez-moi faire mon travail. »

Quand Itzhak Shamir signa la demande de grâce, quelle impression cela produisit ?
CARMI GILLON : Ce fut très décevant, mais je ne peux pas dire que j'aie arrêté de travailler à cause de ça.

Et qu'est-ce que cela leur fit, aux membres du mouvement clandestin ?
CARMI GILLON : Que voulez-vous dire ? Cela leur donna une certaine légitimité. Ils se sentirent très bien. Ils eurent peut-être même raison. Bien que je sois obligé de dire que les membres du mouvement clandestin, du moins à ma connaissance, ne récidivèrent jamais. Il y avait parmi eux des gens comme Uri Méir de Ramat Hagolan qui consacrèrent une grande partie de leur temps, en faisant le tour des académies talmudiques, des écoles, à dire qu'ils avaient commis une énorme erreur. Je pense que la plupart d'entre eux regrettèrent vraiment. Pas tous, mais la plupart.

YAAKOV PERI : Avraham Ahituv, qui était directeur du Service entre 1974 et 1980, écrivit un article dans le journal *Davar*, le 19 août 1983, et j'en cite un extrait qui reflète aussi mon avis sur le sujet : « Le fait de n'avoir pas arrêté les coupables de l'amputation des jambes des maires de villes de Judée-Samarie représente tout d'abord un échec du renseignement qui est injustifiable. La question se pose de savoir si les responsables de la sécurité n'ont pas manqué l'occasion d'enquêter à l'avance sur une population particulière. La création de la plupart des implantations illégales n'a pas surpris le plus haut échelon politique. Ceux qui les ont acceptées ne les ont pas seulement autorisées, mais ont de plus ôté toute justification sérieuse à la conduite d'enquêtes et à la collecte d'informations au sein de cette population. »

C'est un ancien directeur du Service, resté en fonction pendant six ans, qui écrivit cela. Un homme venant d'un milieu juif pratiquant, ayant étudié dans une école talmudique. Cela a une signification très importante. Il exprime une critique très fine mais très vive de l'échelon politique qui en acceptant la création d'implantations illégales admet une infraction à la loi. L'infraction à la loi peut commencer par la création d'une implantation ou par des coups que l'on porte à un Arabe. Des faits qui pouvaient être considérés comme « insignifiants » permirent à certains, peut-être juste à une minorité de ce public, de parvenir finalement là où en arrivèrent les membres du mouvement clandestin. Cet article éveilla bien entendu la colère de Menahem Begin, le Premier ministre. À l'époque, il était inacceptable qu'un ancien directeur du Service critique ouvertement les hommes politiques.

CARMI GILLON : Ahituv avait tout à fait raison. Toutes les premières implantations, Shavei Shomron, Sebastia, Alon Moreh, Beit El, Ofra,

Shilo, ont été créées comme implantations illégales sous une couverture quelconque. Les politiques ne pouvaient pas les rendre légales, alors ils ont fermé les yeux. Le Service se retrouva soudain dans une position inconfortable du point de vue d'Ahituv, qui considérait une activité illégale comme telle, tandis que ses patrons la légitimaient. C'est vraiment ce qui s'est produit avec le mouvement clandestin juif. Au début, on entendait : « Malheur ! Ils ont enfreint la loi ! Ils ont tué des gens, ils voulaient faire sauter tout le pays », etc. Mais par la suite, c'est devenu : « Ils sont la chair de notre chair… » et c'est le Shabak qui fut délégitimé. Personnellement, j'ai été délégitimé par l'extrême droite, y compris lorsque j'ai été nommé directeur du Service. Ils trouvèrent mon mémoire de maîtrise de l'université de Haïfa sur la criminalité à fondement idéologique de l'extrême droite en Israël, et dirent : « Cet homme-là ne peut pas être directeur du Shabak parce qu'il est contre l'extrême droite en Israël. » J'avais des opinions très tranchées sur le mouvement clandestin juif, du point de vue des dommages qu'il pouvait causer à l'État d'Israël. Cela n'avait aucun lien avec une vision du monde ou avec la politique. C'était lié aux préjudices qu'un criminel se réclamant d'une idéologie pourrait nous causer.

Dans votre mémoire vous écrivez : « L'infraction à la loi pour des raisons idéologiques par l'extrême droite en Israël menace les valeurs démocratiques de la société. Il existe un processus de radicalisation de la criminalité à fondement idéologique à l'extrême droite, tant du point de vue du volume des activités que de leur intensité. Ce phénomène constituera une menace concrète pour l'existence du pays. La société israélienne manifeste une tolérance à l'égard de cette criminalité d'extrême droite, et donne a posteriori une légitimité à son activité. » Vous avez presque prédit l'avenir, et c'était en 1990.

Cela, je l'avais écrit en 1988 dans une étude pour l'Institut de défense nationale, et j'avais reporté cette phrase dans mon mémoire de 1990. Oui, c'est ma prophétie, et à mon plus grand regret, elle s'est réalisée point par point.

YAAKOV PERI : L'affaire du mouvement clandestin juif a vraiment secoué le Service. Elle a conduit à la création d'un dispositif de renseignements qui depuis contrôle les personnes fichées en Judée-Samarie. Mais vous pouvez bien contrôler, agir, voilà qu'un beau matin Ygal Amir, qui n'a jamais figuré sur la liste des suspects du Service, débarque et tire sur le Premier ministre.

LA NOMINATION

> « **Jusqu'à ce que Rabin lui dise oui, il a bien failli rendre l'âme** »
> Au Shabak, on se demandait déjà si le Premier ministre n'avait pas oublié que dans une semaine l'ancien directeur du Service partait à la retraite et que son remplaçant n'avait pas encore été nommé. Les nerfs de C., le candidat favori, avaient été mis à rude épreuve par les spéculations qui allaient bon train, jusqu'à ce qu'enfin Itzhak Rabin lui annonce qu'il était l'homme qui dirigerait le Shabak pendant la période difficile qui nous attend très prochainement…
>
> *Maariv*, 20 février 1995

CARMI GILLON : Ma nomination comme directeur du Service n'était pas évidente. J'étais C., mais face à moi il y avait G., c'est-à-dire Gideon Ezra, et d'autres qui pensaient avoir les qualifications nécessaires pour briguer le poste de directeur du Service. De nombreux noms de généraux, d'anciens chefs d'état-major,

circulaient. On ne s'occupait que de ça. Finalement, Yaakov Peri, le directeur du Service, sauta une génération en proposant ma candidature. Gideon Ezra était plus ou moins de la même génération que Peri, il était même un peu plus âgé. C'était le plus ancien des chefs de division. La nomination fut soumise à la décision exclusive du Premier ministre, Rabin, et il mit longtemps à la prendre, cette décision. Même au sein de son cabinet il y avait des partisans et des opposants, mais finalement, il opta pour ma candidature. Il me convoqua et m'annonça au cours d'une conversation en privé qu'il me nommait directeur du Service. Il essaya aussi de me proposer toutes sortes de noms d'éventuels collaborateurs, mais je lui demandai, évidemment très respectueusement, de ne pas intervenir.

Je peux dire que pendant la courte période où je fus directeur du Service, dépendant de lui, j'ai pu l'apprécier, et que je souhaite à tout un chacun d'avoir un patron tel que lui. Il y eut un cas où le Service avait fait une bévue au sujet de laquelle je ne peux pas donner de détails. Une erreur fut commise, un coordonnateur ne s'en rendit pas compte et un très grave incident eut lieu. Rabin me convoqua et me passa un savon. Vraiment. Mais une fois que je fus sorti de son bureau, l'incident était clos. Quiconque essayait de critiquer le Service en prenait pour son grade, de sa part, pas de la mienne.

J'entrai en fonctions alors que la crise sur la question de savoir qui avait la responsabilité du renseignement politique à la suite des accords d'Oslo battait son plein. En effet, fallait-il considérer le territoire de l'Autorité palestinienne comme un pays étranger ? Et du Mossad, responsable du renseignement extérieur, ou du Shabak, responsable du renseignement intérieur, qui devait primer ? Cette polémique avait lieu au niveau du Premier ministre, qui finalement décida que le Shabak serait le facteur clé pour tout ce qui concernait les Palestiniens, que ce soit en matière de terrorisme ou de politique.

À ce moment-là, le Shabak eut la primauté dans le domaine du renseignement. Vous devenez le bras droit du Premier ministre presque quotidiennement. Le Service prit une place très importante en tant qu'expert national. En même temps, ce qui préoccupait le plus le Premier ministre était le terrorisme, domaine dans lequel le Service avait toujours été leader.

Face à Rabin, ressentez-vous le poids de vos évaluations politiques concernant ce qu'Arafat pense et où il veut mener ce conflit ?
Dans ce cas, le savoir, l'information, est la clé du pouvoir. Celui qui fait la collecte d'informations, également sur Arafat, c'est le Shabak. Donc il est clair que les clés sont entre mes mains. En général, les trois organismes chargés du renseignement en Israël, Aman (les renseignements militaires), Mossad et Shabak, se livrent une saine compétition. Leurs directeurs se rencontrent lors du conseil des chefs des services de renseignements, mais au cours de certaines périodes, les directeurs du Mossad et d'Aman ne s'adressaient pas la parole, et je faisais l'intermédiaire entre eux. Des guerres de prestige sont livrées, et elles ne sont pas nuisibles. En voici un exemple : chaque organisme publie un rapport de renseignement quotidien. À qui est-il adressé ? Au Premier ministre. Ce dernier vient travailler le matin, s'installe à son bureau. Que lit-il en premier ?

Le rapport de renseignement quotidien.
Vous vous trompez. Il commence par le journal *Haaretz*. Ensuite vient la question de savoir quel rapport il va lire, celui du Shabak, du Mossad ou d'Aman ? Chacun d'entre nous a ses faiblesses, n'est-ce pas ? Nous aimons bien lire un document imprimé sur du papier de qualité, avec un texte aéré écrit en grosses lettres. Le Shabak est modeste et ascétique. Nos rapports de renseignement avaient l'air de stencils, c'est-à-dire des documents écrits en petites lettres sur du

papier de mauvaise qualité plein de taches, une horreur. En revanche, l'Aman, le Mossad sont riches, pleins de ressources… Dès mon arrivée au poste de directeur du Shabak, je louai les services d'un publicitaire. Je lui demandai d'imaginer la mise en page d'un document qui serait agréable à lire. Je le fis travailler avec le chef de la division des questions arabes d'alors, Yuval Diskin, et ils conçurent un rapport de renseignement, sans contenu, juste le cadre, comme il devait apparaître pour qu'il soit le premier papier lu par le Premier ministre. Vous comprenez, la compétition allait jusque-là.

Comment obtient-on des informations sur Arafat ?
Tout d'abord, à cette période, nous sommes encore présents dans la bande de Gaza. Le Shabak n'est pas sur place, mais nous avons une grande accessibilité au terrain, grâce aux implantations dans la bande de Gaza, à Tsahal qui s'y trouve, et nous nous arrangeons.

Uri Shani m'a dit : « Nous connaissions l'état de santé d'Arafat, on disait qu'il vivrait encore trente ans… »
Je vais vous dire, pour les questions de santé, toute la communauté du renseignement israélien a échoué. Assad, le père, était mort selon les renseignements trente ans avant la date de sa mort réelle. Le roi Hussein l'exécutait une fois par semaine. Nous ne sommes pas bons en matière de santé, et lorsque nous essayons d'agir dans ce domaine, comme dans le cas de Khaled Mechaal, nous ne réussissons pas toujours.

Vous étiez directeur du Service le jour où Yasser Arafat entra à Gaza.
Oui. C'est un jour où, quel que soit votre degré de préparation, vous êtes surpris. Il s'établit d'abord dans la bande de Gaza et par la suite se rendit à Jéricho. Il s'installa dans une villa au bord de la mer, offerte par un millionnaire de ses amis, et il fut bien entendu reçu

avec de grandes acclamations, des manifestations de soutien. Dans ces moments-là vous êtes envahi, comme dans le cas de la libération de terroristes, d'un terrible sentiment de frustration en les voyant se réjouir de votre malheur. Voici qu'Arafat avait vaincu et qu'il se trouvait là. Très vite, il s'enlisa dans des combats de rue avec le Hamas, ce qui créa une très grande tension, politique et dans les faits. D'ailleurs, si l'on parle du principe de juste mesure, il n'excellait pas dans ce domaine : une vingtaine de manifestants du Hamas furent tués par le Fatah lors de violentes émeutes.

Vous étiez conscients du fait qu'à son entrée à Gaza, Arafat emportait des armes avec lui ?
Nous n'en étions pas conscients, et je ne pense pas que cette histoire soit tout à fait vraie, mais c'est une bonne histoire, il serait dommage de la gâcher. Arafat était très intelligent, en aucune manière on ne pouvait le prendre sur le fait.

Dès son arrivée, nous avons eu de nombreuses rencontres avec lui dans la bande de Gaza. Elles avaient lieu en pleine nuit. L'homme qui servait de contact avec le Premier ministre était le défunt Yossi Guinossar. Avi Dichter était chef de région et tous trois, nous nous rendions chez Arafat. Ces réunions étaient toujours sympathiques. Les chefs de son dispositif de sécurité y participaient, Amin al-Hindi, Mohammed Dahlan et d'autres, et nous nous asseyions pour bavarder. Dès le début nous avons fortement protesté, principalement contre l'augmentation des activités du Hamas.

Attentats-suicides et dilemme

de la bombe à retardement

> « **Sans secouements, nous ne serions pas parvenus aux résultats que nous avons obtenus** »
> C'est ce que déclare le directeur du Shabak. Abed al-Nasser Issa, l'élève de l'« Ingénieur », qui envoyait des terroristes commettre des attentats-suicides, a été arrêté deux jours avant l'attentat de Jérusalem. Il n'a pas été « secoué » et n'a pas collaboré avec les enquêteurs qui l'interrogeaient. C'est seulement après l'attentat que le directeur du Shabak a donné l'ordre d'utiliser des méthodes d'interrogatoire spéciales, à la suite de quoi le terroriste a révélé de quelle façon il avait remis l'engin piégé au kamikaze qui a fait exploser l'autobus à Jérusalem. Il a aussi avoué sa responsabilité dans l'attentat de Ramat Gan. Le directeur du Shabak a affirmé : « Si je n'avais pas autorisé les secouements, j'aurais été responsable de la mort de futures victimes. »
>
> *Maariv*, 24 septembre 1995

Carmi Gillon : À mon entrée en fonctions, je fus accueilli par les attentats-suicides du Hamas. Je me souviens du premier autobus, le 5 à Tel-Aviv dans la rue Dizengoff, le 22 octobre 1994. C'était le premier attentat-suicide à Tel-Aviv. Je me rappelle être arrivé sur les lieux à moto. Toutes les routes avaient été bloquées et un motard de la division des opérations m'y avait conduit. Je n'oublierai jamais ce que j'ai vu. Pour la première fois je ne pus me détacher de cette vision… de cette puanteur, de ces corps calcinés. Par la suite, il y a eu beaucoup d'autres autobus et ça m'est passé.

Cela me fit réfléchir. Je me trouvais en pleine rue Dizengoff à Tel-Aviv. Ma fille, ma belle-mère, un de mes amis auraient pu être dans cet autobus. Ici à Dizengoff, en plein cœur de Dizengoff. Et je n'étais

pas telavivien, j'habitais à Jérusalem. Ce sont des moments où vous vous sentez complètement seul. Le poids des responsabilités est énorme. Vraiment énorme.

YUVAL DISKIN : En mai 1993, le premier attentat-suicide eut lieu au carrefour de Mehola. Un terroriste dans une voiture voulut se faire exploser contre un bus rempli de soldats. Il eut un « accident du travail » et, pour notre plus grande chance, il mourut dans sa voiture. Les soldats ne furent pas atteints. Au début, nous n'étions pas persuadés qu'il s'agissait d'un attentat-suicide. Il nous fallut du temps pour comprendre qu'il avait eu l'intention de se suicider. C'était le premier attentat-suicide en Israël d'un musulman sunnite. Jusque-là, nous croyions presque tous que seuls les chiites au Liban commettaient des attentats-suicides. Cet axiome fut réfuté. Il était évidemment dépourvu de base solide. Si l'on avait pris la peine de vérifier, on aurait constaté que toute l'infrastructure religieuse conceptuelle se trouvait aussi dans la sunna. Il fallait seulement qu'une personne le dise et qu'une autre le fasse.

Parlons de Goldstein, le terroriste juif solitaire qui en se servant d'un fusil essaie de modifier ou de stopper un processus politique. Comment le Service a-t-il vécu le massacre commis par Baruch Goldstein ?
C'est un terrible attentat terroriste qu'a commis Goldstein. À ce moment-là, je ne m'occupais pas encore du secteur juif, mais je peux dire qu'à chaque fois que nous ne réussissons pas à éviter un attentat, nous éprouvons un profond sentiment d'échec. Plus l'attentat est important, plus la déception est intense. Comment n'avons-nous pas réussi à l'éviter ? C'est alors qu'apparaît toujours l'histoire du terroriste solitaire, dont on se demande jusqu'à quel point il l'est vraiment. Jusqu'à quel point c'est un individu qui a cédé à une impulsion soudaine et passagère sans avoir associé personne à son

geste. Mais en fait, chronologiquement, l'attentat du carrefour Mehola dont nous venons de parler était le premier attentat-suicide, ensuite vint le massacre de Baruch Goldstein au caveau des patriarches, avec vingt-neuf fidèles palestiniens tués et des dizaines de blessés. Tout le monde se demande où est l'œuf et où est la poule. Le massacre de Goldstein n'est pas à l'origine de tous les attentats. Baruch Goldstein a alimenté la spirale infernale du terrorisme. La connotation religieuse d'un massacre de fidèles en prière a sans aucun doute suscité des vagues de volonté de vengeance, ce qui a bien arrangé ceux qui de toute façon avaient perpétré des attentats avant celui-ci. Ils avaient dorénavant acquis une plus grande légitimité qui les poussait à commettre des attentats de l'envergure de celui qu'avait réalisé Baruch Goldstein. Les attentats se nourrissant les uns des autres, il s'est créé une sorte de mouvement perpétuel qu'il était impossible ou très difficile d'arrêter. J'ai toujours essayé d'expliquer aux employés du Service que leur professionnalisme était un élément décisif dans la lutte contre le terrorisme. Parfois le fait d'éviter ou non un attentat peut avoir des conséquences stratégiques.

CARMI GILLON : Le Fatah se caractérisait par le grand nombre de participants à ses actions. Les secrets étant largement partagés, il était plus facile de les percer. Le Hamas, à partir du moment où il passa aux attentats-suicides, se cloisonna complètement, et nous posa un premier problème. Mohammed Deïf pouvait dire : « Vous deux, vous enlevez Nachson Wachsman[11], toi tu te contentes de venir avec la voiture et toi tu ne fais qu'apporter la nourriture. » Chacun jouait son rôle et le seul à avoir une vision d'ensemble de l'opération était Mohammed Deïf. De même avec Yahya Ayyash : il prenait un potentiel candidat à l'attentat-suicide, le persuadait d'en commettre un, lui assignait un accompagnateur. Mais celui qui devait transporter

les explosifs et celui qui devait conduire le kamikaze sur les lieux, à Jérusalem ou à Tel-Aviv, ne se connaissaient pas. L'autre problème qui rendit plus difficile notre action préventive était que nous avions affaire à des fanatiques.

YUVAL DISKIN : Nous connaissions déjà les militants des organisations. Ce n'est pas que des extraterrestres aient débarqué et rebattu les cartes : les données sur le terrain s'étaient transformées. Dans le passé, nous contrôlions la zone et nous pouvions déjouer des attentats terroristes du simple fait de notre présence et grâce à notre aptitude à nous rendre à tout instant donné en tout lieu donné. Avec les accords d'Oslo, des attentats-suicides furent perpétrés tandis que nous transférions la zone aux Palestiniens. Notre capacité de prévention se réduisit de façon drastique. Toute intervention sur le terrain était politiquement interdite. Comment pouvions-nous inventer une méthode nous permettant de déjouer des attentats bien que nous n'ayons déjà plus la responsabilité de la zone géographique ni d'outils appropriés ? Il nous a fallu du temps pour nous adapter et développer des compétences et des théories afin de traiter efficacement le problème. Pendant ce temps-là, le Hamas pensait qu'il pouvait torpiller le processus d'Oslo, et d'ailleurs il y a plutôt réussi.

AVI DICHTER : Lors des interrogatoires, nous avons recueilli toutes sortes d'anecdotes, et il est parfois difficile de comprendre l'état d'esprit de candidats au suicide. Un étudiant de l'université Bir Zeit fut interrogé parce qu'il projetait un attentat-suicide. Il avait dit à son commanditaire, un militant du Hamas, me semble-t-il, qu'il pouvait se suicider dimanche ou lundi mais pas mardi. C'est son commanditaire, arrêté avant lui, qui le révéla pendant son interrogatoire. Une fois qu'ils l'eurent appréhendé, les enquêteurs obtinrent très vite ses aveux, mais ils étaient curieux de savoir quelle

était cette histoire de dimanche-lundi, oui, mais mardi, non. Il leur confia : « Dimanche et lundi j'étais libre, mais mardi j'avais un examen à l'université. » Vous faites face à cet homme au cours de l'interrogatoire et même les enquêteurs peinent à comprendre : c'est sérieux ou c'est une plaisanterie ? Mais en fait, c'était tout à fait sérieux.

Une autre fois, un kamikaze de Gaza, qui était arrivé au poste-frontière d'Erez, point de passage entre Israël et la bande de Gaza, courut en direction d'un groupe d'Israéliens en criant : « *Allah Akbar* » et actionna l'engin explosif qu'il portait, lequel heureusement ne fonctionna pas. Seuls le détonateur et le propulseur explosèrent et il perdit connaissance. Il fut transporté à l'hôpital Barzilaï à Ashkelon. J'étais alors chef de région. J'envoyai un enquêteur l'interroger dès qu'il se réveillerait. Ouvrant les yeux, il regarda autour de lui et vit l'enquêteur. Ce dernier lui dit : « Alors Mahmoud, tu sais où tu es ?

– Au paradis.

– Quel paradis ? Tu es à l'hôpital Barzilaï.

– Non, au paradis. »

Une dispute commença, paradis, Barzilaï, paradis… L'enquêteur comprit qu'il n'arriverait à rien de cette façon. Il reprit : « D'accord, Mahmoud, et qui suis-je ?

– Un Juif.

– En effet. Y a-t-il des Juifs au paradis ?

– Non… Ah, alors c'est vrai, je suis à Barzilaï. » Et il se mit à parler.

CARMI GILLON : Un homme qui est prêt à sacrifier sa vie, que ce soit pour les vierges du paradis ou non, n'a rien à perdre. Ce n'est pas un individu vraiment préoccupé par ce qui va arriver à sa famille. Il a de toute façon déjà renoncé à tout. C'est pourquoi ce type de suspect est très difficile à interroger. Ces gens ont la déplorable habitude de

s'absorber dans la prière et se protègent ainsi en se refermant sur eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle l'interrogatoire de membres du Hamas ou du Djihad islamique est beaucoup plus difficile qu'un interrogatoire habituel. L'enquêteur doit être un éminent expert de la religion musulmane afin de provoquer un dialogue. Il faut comprendre que dans une salle d'interrogatoire, on ne joue pas à questions-réponses. On crée une ambiance, on discute. On essaie d'instaurer, même si cela peut paraître bizarre, des relations de confiance.

Dans le cas d'une « bombe à retardement », la situation se complique. Vous avez une bribe d'information selon laquelle il est possible qu'un attentat soit perpétré. Le seul moyen de savoir où et quand il aura lieu est de faire parler votre suspect. Cela s'appelle une « bombe à retardement », car le temps est limité. Il ne s'agit pas d'un attentat qui sera commis dans trois mois. Il peut être réalisé à tout moment. Dans ce cas, la commission Landau a autorisé l'usage de ce qu'on appelle la « pression physique modérée ». Je veux tout de suite préciser les choses : il s'agit de pression, de pression modérée, pas de torture mais d'utilisation de toutes sortes de techniques servant à réduire la capacité de résistance de la personne interrogée. Par exemple la privation de sommeil. Nous avons tous besoin de dormir. Je parle de choses connues du public. Ou le capuchon sur la tête, qui fait perdre le sens de l'orientation. La personne se trouve dans l'obscurité complète, ne sait pas ce qui se passe autour d'elle. Ce sont des types de pression physique modérée.

Et le secouement ?

Il a été utilisé dans le passé, mais ce n'est plus le cas. Le secouement sert à créer une présence physique, une menace, ce n'est pas une torture, ce n'est pas douloureux. Si je vous prends par le col et que je vous secoue, cela ne vous fait pas mal. Si un enquêteur s'approche de

vous et vous secoue, vous vous sentez menacé. Bassam Kharizat, un militant du Hamas d'Hébron, était un homme de petite taille et il a été secoué. Il a eu le syndrome du bébé secoué, un traumatisme crânien, à la suite duquel il est mort, sur quoi des polémiques très vives ont éclaté entre Michael Ben-Yaïr, le conseiller juridique du gouvernement, et moi. Était-il permis ou interdit d'utiliser la pression physique modérée ? Les moyens d'interrogatoire étaient alors autorisés par la commission des ministres chargée des interrogatoires, dont le président était le Premier ministre Rabin. Ses membres étaient le ministre de la Justice David Libai, le ministre de la Police Moshé Shahal et le ministre de l'Environnement Yossi Sarid. Au sein de cette commission, Ben-Yaïr et moi nous disputions violemment. Les débats étaient très secrets et avaient lieu tous les trois mois. C'est là que l'utilisation des techniques spéciales d'interrogatoire était approuvée ou non, selon les conclusions de la commission Landau.

Plus les attentats-suicides se multipliaient et plus le besoin d'utiliser la pression physique modérée augmentait. Michael Ben-Yaïr pensait que c'était immoral d'y avoir recours et qu'il était interdit de l'employer. Quant à moi, je répétais que si nous ne l'utilisions pas, au lieu d'empêcher 90 % des attentats-suicides, notre taux de réussite baisserait à 70 %. Ce qui signifiait que des Israéliens mourraient. Le Premier ministre qui devait prendre les décisions se trouvait entre nous deux et ces discussions le mettaient hors de lui. Une fois même, il s'énerva, se leva, tout rouge, et cria contre Ben-Yaïr : « Vous me dites sans cesse ce qu'il est interdit de faire, indiquez-moi au moins une fois ce qui est permis ! »

À un certain stade, notre dispute fut révélée dans les médias à la suite de l'attentat-suicide de Ramat Eshkol. Un suspect qui était entre nos mains avait certaines informations sur l'attentat planifié. Selon les règles d'interrogatoire, il nous était interdit d'utiliser contre lui la

pression physique modérée bien que nous nous trouvions dans un cas de bombe à retardement. Mais même dans cette situation, nous devions tout d'abord mener un interrogatoire ordinaire, et ça n'est que dans un deuxième temps qu'il nous était permis de passer à la pression physique modérée.

Vous voulez dire que cette limitation vous a empêchés d'éviter un attentat ?
Absolument.

Et que s'est-il passé après cet attentat. Vous l'avez secoué ?
Après cet attentat, nous l'avons secoué et nous avons arrêté toute la bande, ce qui nous a permis de recueillir un grand nombre d'informations. Et nous avons bien fait de le secouer car nous avons ainsi pu éviter d'autres attentats en préparation. Mais c'est arrivé aux oreilles des médias. Et comme toutes les affaires dont s'emparent les médias, celle-ci commença à sentir le soufre. Des propos diffamatoires furent échangés entre C., c'est-à-dire moi-même, et Ben-Yaïr, ce qui fit scandale. En fin de compte, ce problème n'a jamais été résolu. Il a continué à se poser jusqu'en 1999, date à laquelle la Haute Cour de justice a de fait annulé les recommandations du rapport de la commission Landau, qui était selon moi très pragmatique. Landau lui-même était un homme d'une hauteur de vue exceptionnelle, il avait réussi à attraper le taureau par les cornes, à bousculer le Service. Il nous a secoués plus fort que tous les secouements jamais pratiqués au cours d'interrogatoires, a fait la révolution au sein du Service et y a instauré l'ordre. Même la Haute Cour de justice a donné son aval à la pression physique modérée, mais elle a simplement imposé au Shabak de nouvelles conditions qui ne figuraient pas dans le rapport Landau. Je m'autorise même à penser que la procureur de l'État de l'époque, Dorit Beinisch,

soutenait la position du Shabak à ce sujet. Ses réflexions étaient toujours pertinentes et elle ne cédait pas à sa colère contre le comportement du Service à l'égard de Hassan ou de Mohammed par exemple.

Quel est l'argument contre le secouement ? C'est que sur dix personnes secouées, cinq détenaient vraiment des informations et sur les cinq autres vous vous êtes trompé. Vous avez donc porté atteinte aux droits de l'individu. Je prétends quant à moi que le droit de vivre du public prime sur les droits de l'individu. En particulier si je ne cause pas de handicap ni de dommages irréversibles au suspect. Je lui ai sans doute occasionné un certain inconfort, peut-être même prolongé, mais je n'ai pas porté atteinte à son droit de vivre. En revanche, si un individu est soupçonné d'avoir des informations sur un attentat qui va coûter la vie à dix étudiants dans la cafétéria de l'université hébraïque de Jérusalem, alors je place le droit à la sécurité individuelle de tout citoyen de l'État d'Israël au-dessus de ses droits à lui, tant que je ne le torture pas comme les Américains dans leur prison de Guantánamo, et que j'applique vraiment une pression physique modérée. Et c'est tout le dilemme du directeur du service : arbitrer entre droits individuels et droits collectifs.

Je vais vous donner un autre exemple : comment avons-nous trouvé la maison où était retenu Nachson Wachsman après son enlèvement à Bir Nabala ? Les responsables du Shabak de la région de Jérusalem se mirent à chercher une aiguille dans une botte de foin. Sur l'initiative d'un employé du back-office, et bien sûr sous la direction de Gideon Ezra, ils enquêtèrent parmi les loueurs de voitures de Jérusalem-Est. Ils remontèrent jusqu'à un homme du nom de Jihad Yarmour, un membre du Hamas. Nous n'avions pas d'information selon laquelle c'était un terroriste, mais il était militant du Hamas, qui est également une organisation s'occupant d'action

sociale. Ils découvrirent qu'il avait loué un véhicule à Jérusalem-Est, et il fut arrêté. Gideon Ezra me téléphona pour me l'annoncer, je me souviens que c'était dans la nuit de jeudi. Le lendemain expirait l'ultimatum fixé par les kidnappeurs, et Nachson Wachsman serait assassiné. Je rappelle que les auteurs du rapt nous avaient transmis une cassette où l'on voyait Nachson dans son lieu de détention. Ils réclamaient la libération d'un très grand nombre de terroristes, et en premier lieu celle du cheikh Ahmed Yassine.

Donc Jihad Yarmour est arrêté. Tout ce qu'on reproche à cet homme du Hamas est d'avoir loué un véhicule le jour de l'enlèvement de Nachson Wachsman. On l'interroge et il n'a pas l'air de savoir de quoi on lui parle. Gideon Ezra me demande l'autorisation d'utiliser la pression physique modérée. Pour quel motif ? Aucun. Le seul argument est que l'ultimatum expire dans vingt-quatre heures et que la vie de Nachson est en danger. Je me trouve devant un grave dilemme. Je décide de donner mon aval. Selon les conclusions de la commission Landau, cela m'est interdit. Enfin pas vraiment, l'autorisation de l'utilisation de pressions physiques modérées fait partie de mes prérogatives exclusives. Je n'ai besoin d'en référer à personne. Mais si je me suis trompé, je ne serai pas le seul à payer le prix de mon erreur : tous mes subordonnés seront impliqués, et en premier lieu les enquêteurs. J'essaie donc de couvrir les enquêteurs par avance. Je téléphone à Dorit Beinisch, une femme très rationnelle. Elle est alors procureur de l'État, je lui expose la situation et lui dis : « Dorit, voici l'histoire. J'autorise la pression physique modérée, mais je marche sur des œufs. Je veux que vous le sachiez, évidemment pas pour que vous me défendiez, vous ne pouvez pas le faire. Mais si, à Dieu ne plaise, je me suis trompé et qu'il arrive quelque chose, défendez les enquêteurs. Nous n'avons pas le choix. »

Elle répond : « D'accord. » Il ne m'est bien entendu pas venu à l'esprit d'appeler Ben-Yaïr.

Jihad Yarmour fut interrogé et avoua son implication dans l'enlèvement. Tôt le matin, nos forces encerclaient déjà la maison. Le soir, le commando d'élite de l'armée Sayeret Matkal mena une opération qui malheureusement tourna mal. Nachson fut tué, ainsi que Nir Poraz, le commandant de l'unité. Une bien triste histoire, mais au niveau du renseignement ce fut une réussite éclatante. La qualité des informations que nous avions fournies était exceptionnelle. L'armée reçut la description complète et exacte de chaque étage, l'indication du lieu précis où se trouvait l'otage, du nombre de marches d'escalier et du sens d'ouverture de la porte. Finalement, pour un rien, pour une toute petite erreur, l'opération échoua. Les soldats essayèrent d'enfoncer la porte en la poussant au lieu de la tirer, et les preneurs d'otage, après avoir exécuté Nachson, firent feu à travers cette porte, tuant Nir Poraz. C'est tout.

J'étais au poste de commandement avec Ehud Barak, le chef d'état-major, Amnon Lipkin-Shahak, son adjoint, Uri Sagui, le directeur d'Aman, Ilan Biran, le commandant de la région militaire Centre. Shaoul Mofaz commandait l'opération. Ce fut pour nous tous une soirée très pénible. Cette nuit-là, je vis ce qu'était le leadership. Rabin, le Premier ministre, avait approuvé l'opération. Revenus en voiture à Tel-Aviv, nous nous sommes réunis dans son bureau. Les médias avaient déjà eu vent de l'opération et des centaines de journalistes du monde entier se bousculaient sur place. Le problème était que la mère de Nir Poraz était introuvable – Nir était le fils de Maoz Poraz, mort lors du détournement d'un avion d'El-Al – et que Tsahal n'annonce rien aux médias tant que la famille n'a pas été prévenue. Mais l'information avait filtré et tout le monde commençait déjà à être au courant du fiasco.

Nous étions donc assis dans le bureau de Rabin, l'ambiance était très tendue, et Rabin décida de s'adresser à la presse bien que la mère de Nir n'ait pas encore été localisée. Il le fit, accompagné d'Ehud Barak. Et là, la différence fut manifeste. Ehud Barak fit de grands discours, répondit aux questions en tergiversant. Les réponses du chef d'état-major étaient si compliquées qu'il ne se comprenait pas lui-même… Rabin prit alors le micro et dit : « C'est moi qui ai autorisé cette opération, j'en prends la responsabilité. Voilà ce qui s'est passé, parfois l'opération réussit, comme à Entebbe, mais cette fois-ci elle a échoué et j'en porte toute la responsabilité. Maintenant vous pouvez poser toutes les questions que vous voulez au chef d'état-major. »

AVRAHAM SHALOM : L'opération qui visait à libérer Nachson Wachsman fut une erreur tragique. Une erreur de jugement de deux personnes, Rabin et Barak, qui pensaient qu'ils portaient sur leurs épaules toutes les guerres d'Israël et qu'ils les avaient gagnées seuls. Dans le cas de Nachson, il était impensable de réussir. Quand deux terroristes sont retranchés avec un otage dans une maison, où il est impossible d'entrer, dans laquelle il est impossible de s'infiltrer, on ne peut que la faire sauter et les tuer tous les trois. Ils rêvaient s'ils pensaient pouvoir prendre la maison d'assaut, tuer les terroristes et préserver la vie de Wachsman. Je me suis demandé où était la logique opérationnelle de cette action. On pouvait affamer les preneurs d'otage, on pouvait s'adresser à eux par l'intermédiaire de haut-parleurs, on pouvait faire venir le grand imam de la mosquée du Caire pour qu'il leur parle, et toutes sortes d'autres choses encore, mais attaquer une maison fortifiée en béton et penser que Wachsman en sortirait vivant ? Pourquoi en sortirait-il vivant ? Les terroristes à l'intérieur, réalisant qu'ils n'ont aucune chance de s'en sortir, le tueraient et mourraient aussi.

D'après ce que j'ai compris, les explosifs n'ont pas fait sauter la porte.
Écoutez, la cible était fortifiée. Quand vous manipulez des bombes, vous ne pouvez pas vous en sortir vivant. Il se pouvait aussi que Wachsman meure et que les deux Arabes restent en vie. Cette opération est partie d'une idée vraiment tordue, ça me gêne de le dire, mais c'est vrai. Il y a quelques opérations que l'armée donne en exemple comme des succès, mais leur issue était incertaine. Pour le raid d'Entebbe, un vol d'Air France de Tel-Aviv à Paris détourné le 27 juin 1976 vers Entebbe en Ouganda, il n'y avait pas d'autre choix. Nous devions nous rendre sur place, libérer les otages, et qui devrait mourir mourrait, qui devrait être sauvé le serait. Pour la libération de l'avion détourné de la Sabena faisant route de Bruxelles vers Tel-Aviv le 8 mai 1972, c'était différent. La cible fut prise d'assaut sur notre territoire, nous contrôlions chaque centimètre de terrain et maîtrisions chaque seconde de l'opération. Nous pouvions progresser, nous arrêter, reculer, avancer, nous cacher. Nous avions autant de chances de réussir que d'échouer. Pour Wachsman, en revanche, il n'y avait aucune chance de succès. Aucune. Je ne comprends pas comment des personnes aussi expérimentées ont pu prendre pour référence des opérations militaires comme celles de Beyrouth ou de Tunis pour essayer de sauver Wachsman. Ils ont une vision militaire du monde, dans laquelle le char d'assaut est le moyen de progression. Au lieu d'envoyer un espion discret, on dépêche un tank. Ça ne peut pas marcher. Aujourd'hui, nous faisons la même chose : dans le conflit avec les Palestiniens, nous avançons comme des chars d'assaut.

La catastrophe était prévisible

Des dizaines de milliers de personnes ont participé à la manifestation de protestation de la droite ; des manifestants ont attaqué Fouad Ben-Eliezer

Des émeutiers ont gravement endommagé la voiture de fonction du Premier ministre. Dix-sept militants de droite ont été arrêtés à la suite de leur tentative d'irruption dans la Knesset. Deux policiers et trois manifestants ont été légèrement blessés. Des affiches représentant Rabin en uniforme SS ont été distribuées. En début de soirée, la police estimait à environ 30 000 le nombre des manifestants.

Itamar Eichner et Ilana Baum, *Yediot Aharonot*, 6 octobre 1995

Carmi Gillon : Les jours qui suivirent Oslo furent extrêmement difficiles. D'un côté, nous avions Arafat, dont nous ne savions pas s'il fallait l'avaler ou le vomir, et de l'autre, les attentats. De terribles attentats, les uns après les autres. Et Rabin au milieu. Dans l'autre camp se trouvait la droite, de la droite modérée et sensée à l'extrême droite, en opposition acharnée à la poursuite du processus d'Oslo. Rabin se trouvait politiquement en détresse. Shass, le parti politique ultra-orthodoxe séfarade, quitta la coalition, et Rabin fut obligé, à son corps défendant, d'avoir recours à toutes sortes de manœuvres politiciennes pour faire passer des décisions au Parlement. Ce fut une période difficile et pleine de tensions. En tant que directeur du Shabak, j'étais beaucoup plus concentré sur la question palestinienne, le terrorisme et les aspects politiques que sur ce qui se passait à droite. Une question de fond se pose, le directeur du Shabak aurait-il dû s'apercevoir qu'un meurtre allait se produire ?

Cela me fait penser à ce que Pérès disait au sujet du renseignement. Ces activités de la droite en Israël n'étaient pas

secrètes. Personne n'avait besoin du directeur du Shabak pour traduire les déclarations de Bibi Netanyahou ou d'Arik Sharon tenues sur le balcon donnant sur la place de Sion, à Jérusalem, en opposition aux accords d'Oslo. Personne n'avait besoin du directeur du Shabak pour expliquer au public israélien, et au Premier ministre en particulier, ce que signifiait un cercueil lors de funérailles fictives dans la ville de Raanana[12]. Devais-je dire au Premier ministre : « Monsieur, faites attention, vous avez entendu les discours de certains hommes politiques en vue ; le chef de l'opposition Bibi Netanyahou s'adressant au public à Jérusalem, ce n'est pas n'importe quel extrémiste qui parle dans un trou perdu du pays » ? Et je pense encore maintenant qu'attirer son attention sur ces événements ne faisait pas partie du rôle du directeur du Shabak, ni de celui de la police. C'était écrit dans le journal. Les gens auraient dû se rendre compte de la réalité.

AVRAHAM SHALOM : Un uniforme SS ? Qui aurait osé faire cela trente ans avant l'assassinat ? Quarante ans avant ? Qui aurait mis à Ben Gourion une casquette de SS ? Mais la mentalité à droite en Israël avait tellement changé que les gens pensaient que tout était permis pour gagner les élections.

CARMI GILLON : Les tentatives d'agressions physiques nous menèrent à la conclusion qu'il nous fallait protéger le Premier ministre, pas seulement d'un meurtre mais aussi de la violence, de n'importe quel individu qui dans le feu de l'action lui cracherait dessus ou le frapperait avec un bâton. C'est là que nous avons pensé à une voiture blindée. Il ne fut évidemment pas d'accord. Une Cadillac ! Surtout pas ! Mais que faire, il n'y a qu'une Cadillac qui puisse supporter le poids d'équipements de blindage. Même chez Mercedes ils ne pouvaient pas fabriquer de moteurs assez puissants. Nous importons

donc une Cadillac. La nouvelle fuite auprès du journaliste de la deuxième chaîne de télévision Emmanuel Rosen, qui se rend au port avec un caméraman filmer l'arrivée de la voiture. Nous voyons à la télévision une grue la décharger du bateau, le chauffeur de Rabin y monter et sortir du port à son bord. Suivent les commentaires dans le reportage, quel Premier ministre prétentieux et dépensier nous avons, pourquoi voyage-t-il en Cadillac, une Chevrolet ne lui suffit-elle pas ?… Il est attaqué de toutes parts. Et pour quel résultat ? Le Premier ministre était un homme politique, et contrairement à moi, il ne pouvait pas dire : « Je m'en fiche complètement. » Il refusa donc d'utiliser cette voiture.

C'est alors que les choses commencèrent à s'emballer. Il y eut une tentative d'agression à l'institut Wingate, après laquelle je lui dis : « Écoutez, Itzhak, ça n'est plus possible. Ils vont finir par vous atteindre. Je ne sais pas s'ils vous tireront dessus, mais ils peuvent vous blesser. Je vous demande de mettre un gilet pare-balles, de circuler en voiture blindée. Nous renforcerons votre protection et filtrerons les événements. Vous n'êtes pas obligé d'accepter toutes les invitations qui vous sont faites. » Il m'adressa une sévère réprimande : « Moi, qui ai fait partie du Palmach, vous ne me ferez pas porter de gilet pare-balles. Et personne ne me fera de mal. Un Juif ne s'en prendra pas à moi. Je suis chef d'état-major quand même ! » Il était très déterminé, et quant à sa non-participation à des événements de masse, il ne voulait bien sûr rien entendre.

Je suis désolé de dire cela mais supposons qu'il ait été quelqu'un d'autre et qu'il ait accepté toutes les mesures de protection qui sont prises aujourd'hui – avant qu'un Premier ministre soit assassiné en Israël. Vous comprendrez sans doute tout seul ce qu'aurait subi un tel Premier ministre. Aucun reproche n'aurait été adressé au Shabak, mais c'est à lui que l'on aurait dit : « Qu'est-ce que vous avez à vous

pavaner avec un régiment de gardes du corps, vous vous conduisez comme Ceausescu, comme le dirigeant d'un État africain, d'une république bananière ! » Et il n'était absolument pas question pour lui d'accepter des moyens de protection particuliers. Nous nous sommes mis d'accord pour lui ajouter un garde du corps et c'est tout.

Vers juillet-août 1995, trois mois avant l'assassinat, je sentis que le risque de meurtre du Premier ministre augmentait. Je tentai alors une démarche très inhabituelle. Je demandai à Rabin la permission de rencontrer les dirigeants politiques, c'est-à-dire Bibi Netanyahou, Arik Sharon, Zvoulon Hammer (membre du parti religieux Mafdal) et peut-être une autre personne. En réunion privée avec chacun d'entre eux dans leur bureau à la Knesset, je leur dis : « Quand vous parlez à la foule depuis le balcon de la place de Sion, à Jérusalem, je n'imagine pas que vous ayez l'idée de la catastrophe qui nous guette, ce n'est évidemment pas ce que vous appelez de vos vœux, mais cela risque d'arriver. »

Vous utilisez le mot « meurtre » ?
Oui, tout à fait. La deuxième chose que j'ai entreprise, c'est une rencontre avec des journalistes triés sur le volet. Zeev Schiff, Amnon Abramovitch, Nahum Barnea, Ehud Yaari, Roni Daniel, la crème de la presse spécialisée dans la politique de défense. Je leur ai fait part des scénarios envisageables. Cette rencontre était *off the record*, et mon intention était qu'ils commencent, dans leurs articles et dans leurs reportages, à faire passer l'éventualité d'un drame pour tenter d'enrayer le processus d'incitation à la violence et à la révolte. Évidemment, on ne peut jamais faire confiance aux médias. Nahum Barnea en fit la manchette du journal *Yediot Aharonot* le lendemain. Ehud Yaari en avait déjà parlé dans un reportage au journal télévisé du soir. Les autres firent de même.

Ils racontèrent avec force détails le contenu de leur rencontre avec le directeur du Shabak. Mais cela n'entraîna aucun changement dans l'attitude de la presse, les rédacteurs des journaux ne filtrèrent pas plus les expressions violentes de la contestation dans leurs publications. Yoel Marcus, qui n'avait pas été invité à la réunion, et qui apparemment en avait été très vexé, écrivit un article pour le journal *Haaretz*, dans lequel il demandait avec sarcasme : « Que pense donc le Premier ministre, que nous vivons dans une république bananière, qu'il est possible qu'un meurtre politique puisse être commis ici ? » Il serait intéressant de savoir ce qu'il en dit aujourd'hui.

Vous adressez-vous aux rabbins ?
Oui, je rencontre des rabbins, des représentants du Conseil des implantations, Israël Harel, Uri Ariel et d'autres, invités par le chef de la division qui était aussi responsable des questions juives, dans un appartement sécurisé du Service à Jérusalem. Nous parlons précisément de ces sujets, de l'incitation à la violence et à la révolte.

Que vous disent-ils ?
Tous dégagent leur responsabilité. Disons que personne ne pense que ses déclarations risquent de conduire à un meurtre politique. Je peux dire que j'ai peut-être été le seul qui ait vu venir les choses, mais je n'ai pas réussi à en convaincre les autres, même pas mon propre fils.

Mais tout cela n'était qu'une partie du problème. L'autre partie était le ministère de la Justice. Mais enfin ! Les gens s'exprimaient en public ! Rien n'était tenu secret ! Si vous êtes conseiller juridique du gouvernement, et qu'en vous levant le matin vous lisez qu'un faux cercueil portant l'inscription « Rabin met à mort le sionisme » a été porté lors d'une manifestation dans les rues de Raanana, tout comme vous ordonnez l'ouverture d'une enquête pour fraude, ordonnez donc

pour une fois l'ouverture d'une enquête et le traitement d'affaires d'incitation à la violence. L'État d'Israël n'a jamais traité ces sujets. Sans mon opiniâtreté et si je n'avais pas mobilisé dans cette affaire la sous-commission des affaires étrangères et de la défense du Parlement, le rabbin Ido Alba [13] n'aurait pas été inquiété par la justice. C'est un cas unique. Au bureau du procureur, c'était toujours la même rengaine : « Nous n'avons aucune chance, n'importe quel juge prononcerait l'acquittement pour incitation à la violence. » Et quand pour une fois je me suis entêté et que j'ai vraiment mis tout mon poids dans la balance face à Dorit Beinisch et ses équipes, Ido Alba a été assigné en justice et condamné à trois ans de prison. C'était avant l'assassinat. J'ai déclaré : « Prenez exemple sur ce cas, commencez à traîner des rabbins en justice. Qu'ils soient convoqués et qu'on leur adresse au moins des avertissements, qu'on leur fasse peur. » Rien ne fut fait.

Pourquoi ?
Parce que cela portait atteinte aux droits du citoyen.

YAAKOV PERI : Dans le public radicalisé, avant le meurtre de Rabin, un niveau d'incitation à la violence jamais connu en Israël avait été atteint, la droite ayant perdu toute retenue et toutes proportions. Le procureur de l'État, le système judiciaire, la police ne parvenaient pas à y faire face. À cette époque, il y avait des protestations contre Rabin, très ciblées, mais qui ne se traduisaient pas par des mouvements populaires, par des manifestations de milliers ou de dizaines de milliers de personnes sur la place de Sion, à Jérusalem ou en d'autres lieux. Vers la fin de mon mandat, on observait une effervescence grandissante sur le terrain. Dans les dix mois après mon départ et jusqu'au meurtre lui-même, les mouvements étaient déjà plus importants, même si le noyau dur des activistes – les

organisateurs, ceux qui manifestaient devant le domicile de Rabin – ne comptait que quelques dizaines ou quelques centaines de personnes, connues du Service. Mais le ministère de la Défense, le procureur de l'État et le système judiciaire israélien ne trouvèrent pas de réponse à ce phénomène.

CARMI GILLON : Avigdor Eskin, membre du Goush Emounim, fit en public l'ancienne prière conjuratoire Pulsa diNura contre le Premier ministre, demandant à Dieu de le maudire. Des jeunes de seize ou dix-sept ans le regardaient comme s'il était Dieu lui-même, et tout leur était égal. Voilà tout. Que se passa-t-il en fait après le meurtre ? Rien. Le gouvernement n'en débattit pas, la commission Shamgar chargée d'enquêter sur l'assassinat non plus, tout le monde se détourna. Savez-vous pourquoi ? Parce qu'il s'agissait de politique. C'était désagréable. « Que diront-ils à droite, que diront-ils à gauche, qu'écrira un soi-disant Juste des nations dans son article du *New York Times* qui sera traduit le lendemain dans *Haaretz* ? » Personne en Israël, sauf votre fidèle serviteur, ne pensait qu'il fallait traiter le problème de l'incitation à la violence, personne ne pense aujourd'hui encore qu'il le faille. Même les propos d'Ygal Amir juste après le meurtre, quand il déclara : « J'ai été influencé par les rabbins et par l'atmosphère qui régnait et j'ai senti que j'appuyais sur la détente pour le peuple juif… », sont restés sans suite.

En fait, vous mettez en garde et vous criez sans cesse que cela va se produire mais que faites-vous au niveau opérationnel ?
Au niveau opérationnel, nous avons bien sûr la section chargée de l'extrême droite, qui nous renseigne en temps réel sur ce qui se dit dans les écoles talmudiques. Des alertes de plus en plus graves nous parviennent. On ne parle pas de tuer mais de faire la révolution, de créer l'État de Judée, de mener des actions retentissantes. Nous

essayons de renforcer la protection du Premier ministre dans les limites de ce qu'il juge acceptable. Nous faisons passer les informations directement entre l'unité chargée de la collecte des renseignements et la division de la protection. Nous nommons un homme du renseignement dans la division de la protection des hautes personnalités, chargé de recevoir toutes les informations et alertes. Je veux dire que pourtant, pour un garde du corps, malgré tous les briefings et les entretiens, y compris avec moi-même, l'assaillant potentiel du Premier ministre est un homme du Hamas, pas un Juif.

Racontez-moi donc l'histoire de Shlomi Halevy.
Pourquoi ? Je ne suis pas historien. Vous voulez parler d'un sergent des renseignements du commandement Centre qui, de sa propre initiative, vint rapporter qu'il avait entendu une conversation, dans les toilettes de la station centrale des bus à Tel-Aviv, entre deux personnes qui parlaient d'un éventuel meurtre du Premier ministre, l'un d'entre eux étant de type yéménite avec des cheveux frisés. Je peux vous dire qu'a posteriori il est évident qu'il s'est moqué des coordonnateurs qui se sont occupés de lui. Nous savons aujourd'hui ce qu'il avait l'intention de dire. Gideon Ezra a déclaré après le meurtre qu'il aurait fallu le secouer et, avec le recul, il avait raison. Mais avant l'assassinat, vous avez en face de vous un sergent, un homme faisant partie du système, de la communauté du renseignement, qui vient vous parler de sa propre initiative, pourquoi ne pas le croire ? Donnez-moi une raison de ne pas faire confiance à un tel homme ! Le travail du Service s'appuie sur des milliers d'informations de ce genre reçues chaque jour. Alors le fait que nous tous sachions après coup qu'Ygal Amir est non seulement de type yéménite mais en plus frisé… Que pouvions-nous faire d'une telle information avant le passage à l'acte ? Fallait-il arrêter tous les Yéménites ou seulement ceux qui avaient les cheveux frisés ?

Non, il vous fallait secouer Halevy.
Ça, c'est sûr, aujourd'hui, avec le recul. Mais à l'époque nous n'avions aucune raison de le faire.

L'assassinat de Rabin

> **Rabin a été assassiné – Israël souffre et pleure**
> Ygal Amir, un étudiant en droit à l'université Bar-Ilan, a tiré trois balles sur le Premier ministre à la fin de la manifestation pour la paix sur la place Malkei Israël[14]. Rabin a été mortellement blessé et est décédé peu de temps après son arrivée à l'hôpital Ichilov. Sa femme, Léa, a déclaré : « Dommage qu'il n'ait pas tiré sur moi à la place d'Itzhak. » L'assaillant avait déjà essayé par deux fois dans le passé de s'en prendre à Rabin.
>
> *Yediot Aharonot*, 5 novembre 1995

Où étiez-vous quand Rabin a été assassiné ?
Avraham Shalom : J'étais par hasard ici en Israël, à la maison. Un ami m'a appelé et annoncé qu'on avait tiré sur Rabin. J'ai allumé la télévision et vu Eitan Haber, son chef de cabinet, qui s'exprimait. Ça n'était pas encore la fameuse annonce de sa mort, mais il indiquait qu'il avait été blessé. J'ai téléphoné à un proche de Rabin qui m'a dit qu'il était dans un état critique. J'ai compris que c'était la fin. J'ai juste demandé si l'on avait arrêté le tireur. On m'a dit que oui. Je ne savais pas s'il était juif ou arabe, mais j'ai pensé que c'était un Juif, car j'avais vu ce dont ils étaient capables dix ans auparavant, quand ils avaient voulu faire sauter les mosquées du mont du Temple. J'étais stupéfait car je pensais qu'il était bien protégé. J'ai essayé de

comprendre ce qui s'était passé et je me suis rendu compte que les gardes du corps n'avaient pas agi selon les directives qu'ils avaient reçues. En matière de protection, il faut une discipline de fer. Il a tiré toutes les balles de son revolver sans même le tuer.

Où étiez-vous quand Rabin a été assassiné ?
YAAKOV PERI : À New York. J'étais PDG de la compagnie de téléphonie mobile Cellcom. Nous étions venus négocier avec Motorola, leur demander des indemnités pour la fameuse panne de Cellcom. J'étais dans les bureaux de la banque Republic à New York sur la Cinquième Avenue. Nous avons mené des négociations toute la journée du vendredi. Le samedi matin, Ygal Arnon, Shlomo Piotrkowski, Dov Tadmor et votre fidèle serviteur sommes allés faire des courses avant de retourner à l'hôtel. Mes riches amis avaient voulu faire l'économie d'une chambre, alors ils sont tous venus dans la mienne. Il y avait une telle pagaille avec tout ce monde ce matin-là que je n'ai pas fait attention à la lumière rouge qui clignotait sur mon téléphone, annonçant l'arrivée d'un message. Quelqu'un m'a dit : « Tu as un message. » J'ai pris le combiné et écouté le message que ma femme avait laissé : « Il s'est passé quelque chose de terrible, Itzhak Rabin est blessé, appelle d'urgence. » Nous, c'est-à-dire tous les quatre ainsi que les représentants de tous les médias américains, avons pris le vol de samedi soir pour Tel-Aviv. J'ai pu participer aux funérailles.

Où étiez-vous quand Rabin a été assassiné ?
AMI AYALON : En ma qualité de chef d'état-major de la marine, j'étais à Newport, dans l'État de Rhode Island, sur la côte est des États-Unis, participant à un congrès des commandants des marines occidentales. J'ai réussi à prendre l'avion pour New York le soir même et à arriver à temps en Israël pour les funérailles.

Où étiez-vous quand Rabin a été assassiné ?

AVI DICHTER : Peu avant la manifestation sur la place Malkei Israël, nous avions reçu une alerte sur l'intention du Djihad islamique de commettre un attentat. Nous nous préoccupions donc du traitement de ce renseignement de notre point de vue à Gaza. J'étais à la maison ce samedi soir. La première information que nous avons reçue était qu'on avait tiré sur Rabin et qu'il avait été transporté à l'hôpital, il n'était pas encore clair qu'il était mort. Dès que j'ai appris qu'on avait tiré sur Rabin et qu'il était blessé, avant qu'on annonce sa mort, je me souviens que tous les tiroirs se sont fermés dans ma tête. Seul le tiroir professionnel s'est ouvert. Rien d'autre ne m'importait. J'ai immédiatement réuni le personnel de la région pour un briefing sur les manifestations qui auraient très probablement lieu à Gaza. Cette phase est entièrement professionnelle, je ne me rappelle pas même avoir pensé à l'aspect sentimental et personnel. C'est une qualité que nombre de professionnels dans ce domaine connaissent : vous vous déconnectez, tout simplement. Vous n'autorisez aucune émotion, rien de ce qui concerne votre famille, vos amis ou autres à filtrer dans votre esprit. C'est parfois même énervant.

Les choses s'imposent plus tard, lorsque vous arrêtez de travailler et que vous êtes seul avec vous-même. Je ne suis pas rentré à la maison, je suis resté seul et ensuite je me suis rendu à Tel-Aviv. Sur le chemin, vous commencez à faire défiler les images des événements et vous vous dites : « Attends, qu'est-ce que cela signifie ? Que veut dire "on a assassiné un Premier ministre en Israël" ? Comment cela a-t-il pu nous arriver ? » L'échec au niveau de l'organisation est terrible. Vous essayez de visualiser dans votre tête les images de l'homme Rabin à l'envers. Vous le voyez en face de vous. Vous entendez sa voix. Rabin, il était impossible de l'imaginer sans l'entendre en même temps. Il prononçait toujours des phrases particulières en parlant

lentement, d'une voix tonitruante. Ce sont ces images-là qui défilent dans votre tête.

Où étiez-vous quand Rabin a été assassiné ?
YUVAL DISKIN : Je revenais en voiture le soir avec ma famille d'une visite chez un très bon ami de l'armée qui habite dans un village agricole de la vallée du Jourdain. Arrivé près de la ville d'Ariel, je reçois un appel téléphonique par lequel on m'informe de la situation. J'étais déjà alors chef de division au Service. Nous avions connaissance de la tenue de la manifestation sur la place Malkei Israël et d'une alerte concernant l'intention des Palestiniens de commettre un attentat. Quand on m'a annoncé qu'il s'était passé quelque chose, j'ai tout de suite dit : « Cette alerte s'est concrétisée, les Palestiniens ont sans doute perpétré cet attentat. Quel malheur ! Nous le savions ! Comment se peut-il que cela se soit produit ! » Il ne m'est absolument pas venu à l'esprit qu'un Juif ait pu porter atteinte au Premier ministre.

Où étiez-vous quand Rabin a été assassiné ?
CARMI GILLON : L'assassinat a eu lieu samedi soir, et pour autant que je me souvienne, j'étais parti le mercredi ou le jeudi à Paris, pour une mission que Rabin m'avait assignée. Des attentats avaient été perpétrés dans le métro de Paris et le Mossad voulait absolument que j'aille assister à des réunions avec les responsables des services de sécurité français. Ces rencontres avaient été reportées plusieurs fois et j'étais finalement parti cette semaine-là. J'étais donc à Paris et, samedi soir vers huit heures, heure de Paris, je pars pour l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy, où je devais prendre l'avion d'El-Al pour Tel-Aviv qui atterrirait à cinq heures du matin, me permettant d'assister au Conseil des ministres du dimanche. Je voulais contrôler le dispositif de sécurité d'El-Al et je suis donc arrivé en avance. En

chemin, j'ai reçu un appel de mon chef de bureau, m'annonçant que Rabin était blessé. À l'aéroport, on pouvait déjà voir des images de l'événement à la télé. Je suis entré dans le bureau de l'officier de sécurité d'El-Al et l'on m'a transmis des comptes rendus. Ce n'est pas que j'aie eu grand-chose à faire à ce moment-là. J'étais évidemment en état de choc, mais tant de personnes m'entouraient, j'étais obligé de remplir mes fonctions. Voilà tout. Puis je suis monté à bord de l'avion.

Qu'est-ce qui vous traverse l'esprit quand vous entendez qu'on a tiré sur Rabin ?
Rien. Au début. Disons que personnellement, au début, je n'ai pas réalisé. J'ai été obligé de continuer à remplir mes fonctions. Je me souviens par exemple de cette réunion avec des journalistes me demandant quel était le profil du meurtrier de Rabin, ce à quoi j'ai répondu que je ne pouvais pas leur dire parce qu'ils avaient sans doute tout de suite cru qu'il s'agissait d'un barbu, habitant d'une implantation, et que je pensais quant à moi plutôt à un jeune homme venant de la ville de Kfar Saba ou d'Herzliya, près de Tel-Aviv… Mon chef de bureau me souffla au même moment : « Vous ne le croirez pas, le tireur vient d'Herzliya ! » Comme on dit, « les sots sont dotés du don de prophétie », alors sans doute étais-je très sot.

Puis j'ai parlé à mon suppléant qui se trouvait en Israël, avec le chef de la division de la protection, avec le chef de l'unité de la protection des hautes personnalités, essayant de comprendre comment cela était arrivé. Par la suite, quand j'ai su que cinq ou six coups de feu avaient été tirés et que nous n'avions pas du tout riposté, je suis resté abasourdi. Je n'avais jamais pensé que cela pouvait arriver. Il faut que vous compreniez : le Service entraîne des centaines d'agents de sécurité chaque année, mais son unité d'élite, ce sont les gardes du corps des hautes personnalités, et l'élite de cette

unité d'élite est composée des gardes du corps du Premier ministre. Qu'aucun d'entre eux n'ait tiré m'a fait l'effet d'une gifle retentissante.

Personnellement, c'est seulement dans l'avion de retour pour Tel-Aviv, plongé dans l'obscurité, la nuit, que ce qui était resté purement cérébral s'est transformé en émotion. Heureusement qu'il y avait ce vol. Pendant plus de quatre heures, j'étais seul avec moi-même. Personne n'est venu m'ennuyer, me poser des questions. On ne m'a pas demandé si je voulais boire ou manger. Dans l'obscurité, j'ai eu le temps de penser, de faire de l'introspection, et dès l'atterrissage j'étais en état de reprendre mes fonctions.

Où avez-vous appris que Rabin était mort ? À l'aéroport ?
Oui.

À ce moment-là, vous avez sûrement reçu comme une décharge électrique.
Il serait certainement très bien que je dise que j'ai senti comme une décharge électrique. Ce n'est pas le souvenir que j'ai. J'étais dans le bureau de l'officier de sécurité d'El-Al, en ligne avec Israël. Mon chef de bureau me passait sans cesse d'autres correspondants et je commençais à analyser l'événement. C'est au milieu de cette confusion que j'ai appris que Rabin était mort de ses blessures, mais je ne peux pas dire qu'en entendant la nouvelle, le combiné me soit tombé des mains. J'ai continué à travailler jusqu'à ce que je sois dans l'avion. Dans cet avion, je n'étais rien, je n'avais pas la possibilité de vaquer à mes occupations. À la différence d'aujourd'hui, où nous avons des téléphones, des satellites, nous étions alors bien primitifs. Je suis resté assis, seul avec moi-même, et je remercie Dieu pour ces quatre heures de vol qui m'ont permis de réaliser que nous avions perdu un homme vraiment exceptionnel de mon point de vue. Un

homme avec lequel j'ai vécu des moments d'intimité que personne n'a partagés avec nous.

Par exemple, ma première angioplastie en tant que directeur du Service, je l'ai subie la veille de Roch Hachana, la nouvelle année juive. Cela s'est passé à l'hôpital Ichilov qui était vide, à la veille de la fête. Pour que personne ne voie ma tête et que pendant l'opération je ne commence pas à raconter que je suis le directeur du Shabak ou je ne sais quoi… j'étais complètement isolé. Rabin me téléphona vers neuf heures du soir, pendant son repas de fête, pour me demander comment cela s'était passé. Avant l'opération, il m'avait expliqué exactement ce qu'on allait me faire, comment on allait me le faire et comment on faisait passer les tubes.

Je me souviens que j'étais un soir avec lui à une réception de bat-mitsva, la cérémonie qui célèbre la majorité religieuse d'une jeune fille. Comme il souffrait ! Il me chuchota : « Allez, on s'en va. » J'ose dire que je lui ressemblais en ceci que tous deux nous n'aimions pas les réunions mondaines. Nous recherchions toujours un coin isolé. Et nous en avions là aussi trouvé un pour bavarder de choses et d'autres qui n'avaient rien à voir avec le travail. Voilà. Mais je ne me suis jamais considéré comme un de ses amis personnels. Nous avons passé de bons moments ensemble et je pense que nous nous entendions très bien. Je crois qu'il était satisfait de moi.

D'ailleurs, et c'est très intéressant, de son vivant, je n'avais aucune relation avec sa femme, Léa. Nos liens se sont beaucoup resserrés après l'assassinat. Je pense qu'elle savait toute la vérité. Elle connaissait l'histoire du gilet pare-balles, de la voiture blindée. Il la tenait au courant de beaucoup de choses. Elle m'a toujours dit : « Vous ne devez pas vous en vouloir, vous n'avez pas à vous défendre. Vous aviez un client impossible. » Léa Rabin est devenue une très

bonne amie. Nous avons entretenu des relations amicales très étroites jusqu'à sa mort.

Et tous ces souvenirs remontent pendant le vol de retour en Israël ?
Les moments où nous étions seuls tous les deux, bien sûr. Et voilà que j'arrive en Israël, tous les hauts responsables du Service m'attendent sur la passerelle à la sortie de l'avion. Je me rends directement sur la place Malkei Israël et je me mets au travail. Je dois manager tout le Shabak, il règne une ambiance très lourde. Partout où je vais, des coordonnateurs surgissent et me prennent à témoin : « Si des gardes du corps ont commis une erreur irréparable, pourquoi rejette-t-on la faute sur le Service tout entier ? Le Service n'a pas failli, ce sont ses agents de sécurité qui ont lamentablement échoué. » Et je dois vraiment gérer cette situation en tous lieux car j'ai besoin que les gens travaillent.

En parallèle bien sûr, on commence à s'occuper de l'enquête sur le meurtre. Je mets sur pied une commission d'examen composée de trois chefs de division du Service, et je leur demande un rapport sous trois jours. J'informe le gouvernement de la création de cette commission, laquelle me remet vraiment son rapport sous trois jours. D'ailleurs, la commission Shamgar a plus ou moins copié ce rapport. J'insiste sur le fait que j'ai tout mis sur la table.

Qu'a conclu la commission que vous avez nommée ?
Échec retentissant du dispositif de protection. Échec provenant d'une mauvaise planification de l'opération, d'une mauvaise application des directives, et principalement d'une absence de combat.

Combat ?
Oui. Voyez-vous, Ygal Amir aurait dû mourir. Le deuxième coup de feu aurait dû être tiré par un des agents de sécurité. Le Premier

ministre est descendu entouré de cinq gardes du corps, un sixième se tenait près de la porte de la voiture. Aucun d'entre eux n'a tiré. Ils se trouvaient tous à une distance d'un ou deux mètres du meurtrier. Sans parler du fait que ce dernier soit parvenu à se placer dans le dos de Rabin. Il faut comprendre « absence de la phase de combat ». Supposons qu'Amir ait tiré une première balle. Trois agents de sécurité auraient pu à leur tour lui mettre chacun une balle dans la tête. Et en fait il tire cinq balles et par-dessus le marché blesse un garde du corps.

Il tire cinq balles ? J'ai toujours pensé qu'il en avait tiré trois.
Non, il tire cinq balles en tout. L'une d'entre elles atteint le bras de Yoram. Et… vous comprenez, cet assassin, il est encore parmi nous, c'est tout simplement… c'est une chose que je ne suis pas capable d'accepter, que je n'arrive pas à digérer. Tout de suite après l'assassinat, bien sûr que l'on vient vous dire : « C'est le syndrome du lampiste. » Lampiste, lampiste, ben voyons ! En fin de compte, à quoi servent ces gardes du corps ? C'est notre dernier cercle de protection. Et si un meurtrier peut tirer trois balles dans le dos du Premier ministre, en ajouter une pour un garde du corps et s'en sortir vivant, c'est invraisemblable !

AVRAHAM SHALOM : Je les aurais tous renvoyés sur-le-champ, y compris Carmi Gillon. Il n'a pas rempli sa mission. Les agents de sécurité ne tremblaient pas de peur devant lui. Une discipline de fer ne régnait pas au sein du Service. Vous tirez la sonnette d'alarme mais vous ne faites pas de contrôles sur le terrain. Demandez-lui combien de fois par mois il assistait aux entraînements de tir des agents de sécurité, leur faisait des remarques et les critiquait même s'ils ne le méritaient pas. Il aurait dû leur serrer la bride et être

présent sur les stands de tir en tant que directeur du Service pour qu'ils comprennent combien c'était important.

L'assassinat de Rabin, c'est tout d'abord une pure défaillance professionnelle, un manque de discipline. Pendant le mandat de Carmi, la discipline s'était relâchée par la faute de Peri qui avait ouvert le Service sur l'extérieur. Un service de protection indiscipliné et ne travaillant pas avec une grande précision ne peut pas réussir dans sa mission. C'est ce qui est arrivé à Rabin. Ils ne faisaient que flirter là-bas, les agents de sécurité, au lieu de se concentrer sur leur travail. C'est le b.a.-ba. Vous devez tirer le deuxième coup de feu. Là, ils n'ont même pas tiré le quatrième. La première balle peut tuer le Premier ministre. Mais il est interdit que le terroriste emporte la victoire ! La victoire du terroriste est de s'en être sorti vivant. Sans parler du fait qu'il s'est marié en prison et qu'il a eu un enfant… Mais le concept doit être que le terroriste ne s'en sorte pas vivant. Le garde du corps, ça ne le démangeait pas quand il n'a pas tiré ? Comment est-ce possible ? Un garde du corps, dans tout pays, même le plus retardé, comme l'Égypte, l'Afghanistan, à Katmandou, où sais-je, se jette à l'eau. S'il doit mourir, il mourra. Là, ils n'y ont même pas pensé. Ils n'étaient pas prêts à mourir.

Vous avez parlé aux gardes du corps qui étaient présents ?

CARMI GILLON : Bien sûr que je leur ai parlé, j'ai essayé de leur remonter le moral car ils se sentaient évidemment responsables. Mais les médias étaient de leur côté. Les médias n'aiment pas les généraux, ils aiment les pions. Et ils étaient les malheureux pions. Mais moi, à la suite du rapport de la commission, j'ai licencié sur-le-champ le chef de l'unité de la protection des hautes personnalités qui faisait partie de l'équipe des gardes du corps du Premier ministre, le commandant de l'équipe et une autre personne encore.

Que vous ont-ils dit ?
Ils n'avaient pas grand-chose à dire. C'était le trou noir. Ils n'avaient pas d'explications. Jusqu'à la fin de leurs jours, ils n'auront pas d'explications à se fournir à eux-mêmes. Ce n'est pas quelque chose d'explicable. Quand cela arrive à une personne, on peut l'expliquer, mais pas quand cela arrive à cinq, six personnes. Ygal Amir se trouvait en plein cœur de la « zone stérile ». Il ne s'est pas présenté avec une fausse carte de policier. Il est venu sans rien. Il a très facilement réussi à pénétrer dans la zone stérile et à s'asseoir au pied d'un arbuste. Personne ne lui a rien demandé, aucun policier, personne ne lui a parlé. Il s'est tout simplement assis ! La police a sans doute pensé qu'il était un homme du Shabak et le Shabak, un policier, et voilà. Il est assis là-bas avec un pistolet caché sous ses vêtements et il attend. Il voit descendre Pérès, qui n'est pas pour lui une cible de choix, et tire sur le Premier ministre. Le trou noir. Rien. Je ne sais pas quoi vous dire.

Tout ce que vous aviez prédit s'est produit, comme si vous aviez anticipé l'événement.
Oui. Mais je n'ai pas imaginé que cela pourrait passer le cercle de la protection rapprochée. Nous travaillons par cercles concentriques. Le renseignement est le cercle extérieur, puis vous avez la police, les zones stériles, et en dernier lieu, l'équipe rapprochée qui est censée sacrifier sa vie pour sauver celle de la personne protégée, le Premier ministre en l'occurrence. Les gardes du corps n'ont rien fait de tout ce qu'ils avaient appris et ce pour quoi ils s'étaient entraînés pendant des années. Et je n'ai aucune explication à cela.

Et ils travaillent toujours au Service. Le commandant de l'équipe est encore au Service.
À ce qu'il me semble. Ça ne m'intéresse plus.

Vous traversez une terrible période, n'est-ce pas ? Après cela, que vous arrive-t-il personnellement ?

Tout d'abord, après avoir consulté ma femme, j'ai décidé d'endosser la responsabilité ministérielle de la défaillance du Service. J'ai présenté ma démission immédiatement après la remise du rapport des trois chefs de division. J'ai expliqué à Pérès qu'il était inutile d'insister. Il m'a dit : « N'en faites rien ! Comment vous, le directeur du Shabak, pouvez-vous vous comparer à ces gardes du corps ! Je ne suis pas prêt à entendre cela, ne démissionnez pas. » Moshé Shahal, le ministre de la Police, a fait de même. Mais je leur ai répondu que la ronde infernale des détracteurs autour du Shabak ne cesserait qu'à partir du jour de ma démission. Avant cela, ils ne lâcheraient pas le Service, et nous ne pouvions absolument pas nous le permettre. D'autant plus que les bus continuaient à exploser. Pérès a répondu : « D'accord, je comprends vos motivations, mais continuez pour le moment. Il nous faut d'abord gagner du temps. » Alors j'ai dû continuer à assurer mes fonctions de directeur du Service, c'est-à-dire à assister à tous les débats politiques, aux conseils des ministres, à mener des opérations, à prendre des décisions, à m'occuper des interrogatoires, des secouements, des non-secouements, tandis que la commission d'enquête, la commission Shamgar, commençait ses travaux.

J'ai pris maître Eli Zohar comme conseiller juridique. Il avait déjà travaillé pour le Service en tant que conseiller externe, et je ne l'ai pas vraiment aidé par la suite. Il a été très déçu par mon attitude dans ce dossier. J'avais une communication importante à faire à la commission. Je me suis fait aider par mon beau-frère, qui est un ancien du Mossad et parle un anglais parfait. Il a lu pour moi le rapport de la commission Warren sur l'assassinat de Kennedy devant la commission. À ce jour, on ne sait pas encore qui l'a assassiné. Cela

n'en finira jamais. Aux États-Unis, les théories conspirationnistes ont la vie dure. À l'ouverture des travaux de la commission, j'ai déclaré : « Vous devez examiner méticuleusement chaque détail de cette affaire, car si vous ne le faites pas, et si l'on ne croit pas que vous l'avez fait, les théories conspirationnistes ne seront jamais mises à mal. » Entre-temps, on commença à accuser Pérès d'être derrière l'assassinat de Rabin, et moi d'être l'assassin. Je n'ai pas vraiment l'air d'un Yéménite, mais ça n'est pas grave. Toutes sortes de gens écrivirent des livres, c'était vraiment une ronde infernale.

Pourquoi un citoyen serait-il convaincu qu'il ne peut y avoir de conspiration ? Les meilleurs de nos fils, l'élite de l'élite, ne protégeaient-ils pas Rabin ? Ygal Amir ne s'en est-il pas sorti indemne ? Et quid de l'angle de tir des balles, et de toutes les soi-disant découvertes qui ont été brandies ?
Voyez-vous, les deux tentatives précédentes d'assassinat de Rabin par Ygal Amir sont connues et documentées. Il a réussi à tromper les policiers et à prendre place ce soir-là sans grand effort. Pourquoi ? Parce que les policiers sont stupides, parce que tout le monde s'attendait à ce qu'un homme du Hamas vienne tuer le Premier ministre et qu'il ne leur est pas venu à l'esprit qu'un Juif le fasse. Aucun garde du corps, je l'ai personnellement vérifié en les interrogeant un à un, n'a envisagé la possibilité qu'un Juif assassine le Premier ministre, bien que cette éventualité ait été évoquée dans les ordres de mission comme mode d'action possible.

Qu'un Yéménite…
Un Yéménite frisé…

… vienne assassiner le Premier ministre.

Oui. Mais ils n'avaient pas vraiment saisi. C'est tout un dispositif de policiers et d'hommes du Shabak qui étaient persuadés que seul un Arabe était susceptible d'assassiner le Premier ministre et certainement pas un Juif. Nous n'avions pas réussi à leur faire entrer cela dans la tête. C'est le premier point important et central. Par la suite, quand Amir a réussi à se faufiler dans la foule, à mon humble avis, ce qui s'est passé là-bas, c'est que les agents de sécurité s'étaient tellement habitués à sa présence qu'ils le considéraient comme un détective ou un policier. Cela ne les a donc pas dérangés qu'il se place entre eux et le Premier ministre. Je pense que c'est là toute l'histoire. L'ensemble de ces éléments me fait réfléchir et je me pose des questions. Mais dans toute cette affaire, il n'y a pas eu conspiration, parce qu'Ygal Amir avait travaillé pendant des années sur cet assassinat. Il avait fait part de cette idée à son frère, à Dror Adani et à Margalit Har-Shefi. Ses motivations sont connues, on sait tout.

YAAKOV PERI : Pour qui observe avec un regard professionnel les événements qui ont eu lieu sur cette place, tout est parfaitement clair. Itzhak Rabin avait fini de chanter et commençait à descendre les marches après avoir salué et embrassé quelques personnes présentes. Ses gardes du corps étaient eux aussi plongés dans l'ambiance euphorique qui régnait sur la place. Au lieu de se concentrer sur la foule qui se tenait sur les marches et dans laquelle se trouvait Ygal Amir, ils regardaient Itzhak Rabin.

Ygal Amir a déclaré dans son témoignage que si le regard d'un garde du corps avait rencontré le sien, il n'aurait pas dégainé. Cela veut tout dire. À partir du moment où le Service de sécurité est responsable de la protection d'une personnalité et que celle-ci est assassinée, c'est un échec total, sans équivoque et indubitable de ce même Service de sécurité. Et il est impossible de considérer l'assassinat de Rabin sous un autre angle. Inutile de parler de

conspiration, ou des quatre coups de feu, pas la peine de se faire toutes sortes de films ou d'inventer des histoires fantaisistes.

YUVAL DISKIN : Je travaillais alors plus sur l'aspect du terrorisme palestinien et islamique, mais malgré cela, en tant que membre de l'état-major du Service, je me suis demandé comment cela avait pu nous arriver. Bien après, j'ai lu les rapports des commissions d'examen et des commissions d'enquête, puis comme directeur du Service, j'ai de nouveau fouillé et approfondi les choses. De nouvelles théories conspirationnistes étaient sans cesse évoquées. À un certain stade, j'ai soutenu qu'il serait bon que chaque argument de ce type soit examiné et complètement réfuté, ou, si un nouvel élément incontestable venait à être découvert, alors qu'au moins il ne soit pas enterré. J'ai étudié cette histoire sous tous les angles possibles, ces dernières années aussi. C'est un terrible événement au niveau de l'organisation, mais je peux affirmer avec certitude qu'il n'y a pas eu de conspiration.

CARMI GILLON : Le rapport Shamgar n'a pas détruit les théories conspirationnistes. Il n'y a pas réussi même s'il y est explicitement mentionné qu'il n'y a pas eu de conspiration, et qu'il donne des réponses à toutes les questions soulevées par les tenants de la théorie du complot. Même Dalia Rabin n'a pas accepté les conclusions de la commission Shamgar jusqu'à ce jour. Tout du moins dans l'interview qu'elle a donnée à un journal.

C'est moi-même qui ai proposé le nom de Shamgar pour la présidence de la commission d'enquête, et je le regrette bien. Il n'y a aucun doute que, comme personnage public, Shamgar n'a pas son pareil, mais le travail de sa commission a été bâclé, et la situation n'a pas changé après la remise de ses conclusions. Il aurait dû traiter le sujet de façon beaucoup plus globale. Il a mis la police en dehors du

coup. Gabi Last était le commandant de police du district. Il était présent sur le terrain. Mais enfin, les policiers étaient là-bas pour assurer la sécurité, pas pour autre chose ! Comment se fait-il qu'on ne se soit absolument pas intéressé à eux dans cette enquête ?

Shamgar a aussi fait croire que « le Shabak est coupable ». Le Shabak n'est pas coupable de l'assassinat de Rabin. Parlons plutôt de l'unité de protection, du renseignement concernant le secteur juif. Vous pouvez désigner les coupables. Mais déclarer le Shabak coupable ! Vous occasionnez un immense préjudice, pas au Shabak mais à l'État d'Israël, si vous démoralisez le personnel du Service.

La commission Shamgar a aussi pris la judicieuse décision de ne pas s'intéresser à la notion d'incitation à la violence et à la révolte, dédouanée qu'elle était par le gouvernement. En effet, celui-ci, dans son mandat à la commission, n'avait pas mentionné qu'elle devait traiter ce sujet. Et pourquoi le gouvernement ne l'avait-il pas fait ? Parce qu'il a essayé de jouer sur le motif de l'unité du peuple. Il ne voulait pas créer de fracture entre droite et gauche. Il faut se rappeler qu'il s'agissait d'un gouvernement plutôt de gauche. Et qu'a dit Shamgar ? « Comme nous n'avons pas reçu de mandat d'enquête sur ce sujet, nous ne l'avons pas étudié. » J'ai moi-même dit à M. Shamgar : « Alors pourquoi ont-ils nommé un ponte comme vous ? Vous êtes une éminente personnalité parce que vous n'avez que faire de l'avis du gouvernement. Donc si vous pensiez que quelque chose n'allait pas et qu'il fallait enquêter à ce sujet, vous auriez pu sans problème écrire, comme vous l'avez déjà fait dans certains de vos jugements : "La commission a décidé de solliciter une modification de son mandat car, bien que le gouvernement ne le lui ait pas demandé, elle désire se pencher sur les phénomènes d'incitation à la violence et à la révolte." » Mais il a choisi la facilité et c'est la raison pour laquelle il m'a déçu. Les hommes politiques ne

m'ont pas causé de déception. C'est pourquoi finalement à mes yeux cette commission ne vaut rien. Depuis, il y en a eu d'autres, Winograd par exemple pour la deuxième guerre du Liban, et l'on cite toujours les anciennes commissions, mais on ne rappelle jamais les conclusions de la commission Shamgar sur l'assassinat du Premier ministre, qui a peut-être été l'événement le plus terrible de l'histoire de l'État d'Israël.

Avez-vous demandé à Shamgar pourquoi il avait fait cela ?
Mes rapports avec lui étaient purement formels, ils restaient dans le cadre des témoignages devant la commission.

A-t-il dit quelque chose ?
Non, c'est un juge. Il ne parle pas au petit peuple.

Avez-vous rencontré Ygal Amir ?
Pas directement. J'étais derrière la vitre de la salle d'interrogatoire.

Qu'avez-vous vu ?
Je voulais entendre son témoignage, ses explications. Mais il était justement en grande conversation avec l'enquêteur qui l'interrogeait, et vous le savez, il est parfois interdit de faire entrer un tiers dans la salle d'interrogatoire.

Qu'a-t-il dit à l'enquêteur ?
Il a raconté combien il avait été influencé par l'agitation politique régnante et à quel point il se sentait investi d'une mission en faveur du peuple juif en appuyant sur la détente. Tout figure dans les rapports d'enquête. Très peu de gens s'intéressent à ce qu'il a déclaré dans ses témoignages, car qui a le courage de déchiffrer les pattes de mouche du policier qui a recueilli ses dépositions… C'est pourquoi on se contente de ce qui a été publié dans les médias ou du contenu du

jugement. Mais c'est très intéressant. Ses motivations idéologiques étaient très claires.

Il explique tout d'abord que l'ambiance d'agitation politique l'a fortement influencé. Il a pensé qu'il représentait le système politique, qu'il représentait les rabbins. Il a désigné une certaine école talmudique qui a en grande partie façonné sa conception du monde, en prétendant que parfois un individu isolé doit accomplir un acte pour sauver l'ensemble du peuple juif. Il a parlé de l'incroyable facilité avec laquelle il a réussi à s'introduire dans le périmètre de sécurité. Il en a lui-même été surpris. Et enfin il a été étonné de s'en être sorti vivant. Quand il a quitté son frère, il n'a dit à personne où il allait. Il est passé par la synagogue, a fait ce qu'il pensait être sa dernière prière et est allé se suicider.

Un kamikaze.
Oui.

Comment vous délestez-vous du poids de cet échec ?
Surtout auprès de Sari, ma femme, et de mes filles. Mes aînées avaient déjà quinze et seize ans, et la petite sept ans. Elles étaient très impliquées et je leur faisais part des événements. Sari était et est restée ma meilleure amie.

Que vous dit-elle ?
Elle essaie de me maintenir en vie. C'était une période très difficile. Les attentats ne cessaient pas et le Service continuait à travailler dur. De plus, je devais faire face à cette commission d'enquête et les médias étaient épouvantables. Au début, j'ai tenté un coup d'essai pour défendre le personnel du Service, en recrutant des « communicants », des porte-parole chargés de s'exprimer au nom du Service et de fournir des explications. Mais l'expression « personne ne

vous le pardonnera jamais » planait en permanence. J'ai essayé de corriger ce message, pour qu'au moins l'ensemble du Shabak ne soit pas mis en cause. Mais ce fut peine perdue. Et il y avait bien sûr toutes sortes de gens à l'intérieur du Service qui aimaient tout simplement cracher dans la soupe et se réjouir du malheur des autres. Ils n'arrêtaient pas. À force, vous en avez gros sur le cœur. Au propre comme au figuré : j'ai fini par avoir des problèmes cardiaques.

YAAKOV PERI : Une des pires choses qui puissent arriver à un haut responsable dans un système sensible comme le Service de sécurité ou un autre service de renseignements est que pendant son mandat il connaisse un échec cuisant qui le hantera le reste de ses jours. Carmi est un homme de grande valeur. Il a présenté sa thèse à l'université de Haïfa précisément sur le thème de la criminalité à fondement idéologique de l'extrême droite en Israël, il est spécialiste du sujet et très intelligent. Et c'est vraiment un traumatisme que vous portez toute votre vie. Il est impossible à traiter, incurable, sans solution. Il n'existe aucun comprimé qui, si vous l'aviez, le ferait disparaître.

Vous avez rencontré Carmi Gillon. Que lui avez-vous dit ?
Il existe plusieurs versions à ce sujet. J'ai dit à Carmi que je n'avais aucun doute qu'il devait endosser la responsabilité dans ce cas. C'est une sorte de responsabilité ministérielle à laquelle nous avons été formés depuis la commission Agranat qui avait enquêté sur les défaillances des services de renseignements et de l'armée ayant mené à la guerre du Kippour. Bien que Carmi Gillon ne soit pas directement coupable du terrible événement qui s'est produit, il était à la tête de l'organisation. Et celui qui est dans cette position doit parfois porter la responsabilité des conséquences des actes d'un ou de plusieurs de ses soldats isolés qui ont commis une erreur tragique, enfreint le règlement ou n'ont pas rempli leur tâche comme on l'attendait d'eux.

Dans ces cas, il n'y a pas d'alternative. L'unité de protection des personnalités se trouve au cœur même du Service de sécurité, et à partir du moment où se produit une défaillance au niveau de la protection, celle-ci est celle du Service de sécurité. Il ne fait aucun doute que l'assassinat du Premier ministre, dont la protection relevait de la responsabilité du Service, a provoqué une crise peut-être même plus grave que celle de l'affaire du bus 300.

Je pense que l'exemple personnel est capital. C'est la principale clé du rétablissement de l'organisation après un tel traumatisme. En fin de compte, le rôle du chef de l'organisation est d'en assumer la responsabilité, même s'il n'a pas de lien direct avec l'événement. Dans la plupart des cas, il n'y a pas de lien direct. Depuis quand le directeur du Service a-t-il un lien personnel avec une telle défaillance ? Est-ce lui qui a mené l'opération ? Est-ce lui seul qui a protégé le Premier ministre ? Mais finalement c'est lui le responsable des procédures et du bon fonctionnement de cette organisation.

Je peux vous révéler pourquoi Carmi est en colère contre moi. Je vais vous le dire avec beaucoup de franchise. Le journaliste Rafi Ginat présentait une émission sur les ondes de la radio militaire et me proposa d'y participer. Je lui dis qu'il n'y avait aucun problème. C'était avant les funérailles. À la fin de l'interview, il me demanda : « Si vous étiez actuellement le directeur du Service, que feriez-vous ? » Je lui répondis que je démissionnerais. Depuis, mes relations avec Carmi Gillon, dont j'ai été le maître, le mentor, et que j'ai recommandé au poste de directeur du Service, se sont à tel point détériorées qu'il ne m'adresse plus la parole. C'est son droit le plus strict, je ne le lui dénie pas.

CARMI GILLON : Pendant cette période, il y avait toutes sortes d'amis comme Rafi Malka, Amos Manor, tous des anciens du Service, qui me soutenaient et m'aidaient beaucoup. Mais finalement, vous êtes seul,

il n'y a rien à faire. Je faisais la route avec mon chauffeur, j'arrivais à la maison à une heure du matin et je repartais vers cinq heures, et ces quatre heures passées à la maison, quand vous n'avez pas de travail, sont la chose la plus menaçante qui soit.

Ilan Biran, le directeur général du ministère de la Défense, m'a dit une très jolie phrase après l'assassinat de Rabin. À la fin d'une de nos réunions communes, il m'a demandé comment je tenais le coup, et je lui ai répondu : « Comme vous voyez… » Il m'a confié : « C'est extraordinaire la façon dont vous remplissez vos fonctions, mais je sais que la nuit, dans votre lit, vos larmes coulent, et qu'à ce moment, vous vous sentez le plus seul au monde. » Et c'est vrai. C'est ainsi. Mais c'est aussi vrai dans d'autres cas, pas nécessairement dramatiques.

Que tirez-vous de ces événements aujourd'hui, quand vous les considérez rétrospectivement ?
Quand Ami Ayalon m'a succédé au poste de directeur du Service, il a dit à l'occasion de mon départ qu'endosser la responsabilité d'une défaillance de ses subordonnés en démissionnant est un acte très inhabituel en Israël, et que je suis sans aucun doute un chef de file. Mais y aura-t-il quelqu'un pour m'emboîter le pas ? Et il avait raison. J'examine les revers qu'a connus ce pays. On me déclare sans cesse : « Arrêtez de dire que c'est votre propre échec. » Mais si, c'est bien le mien en tant que directeur du Service. Si deux unités sous mes ordres avaient fait leur travail d'une façon différente, ce meurtre aurait été évité. Mais ça n'a pas été le cas et c'est pour cette raison que je me retrouve à la maison. Et j'assume pleinement ma démission.

AMI AYALON : Carmi a fait quelque chose d'exceptionnel en mettant en application le concept de prise de responsabilité, et c'est si rare dans la culture israélienne. Je pense qu'il est l'une des seules

personnes qui aient su prendre leurs responsabilités dans le cas de l'assassinat de Rabin. Je lui ai dit : « En endossant si clairement la responsabilité publique de la défaillance du Service, je pense que vous avez accompli un acte qui n'est pas seulement digne mais qui est aussi digne d'être imité. Je souhaite à la société israélienne que d'autres vous suivent comme chef de file. » Des années plus tard, je peux dire que cela n'a été qu'un vœu pieux.

CARMI GILLON : Toutes sortes de gens impliqués dans des affaires douloureuses, comme l'accident d'entraînement de Tseelim par exemple, se sont efforcés de me convaincre de ne pas démissionner. Ils craignaient que nous ne soyons en train de fixer une nouvelle norme de comportement dans ce pays. Ils se sont tous calmés en se rendant compte que tel n'était pas le cas. Le monde a continué de tourner. Je pense néanmoins que j'ai bien agi, je ne changerais rien à ma décision. Personnellement, Rabin me manque beaucoup. Je ne vais pas faire preuve de modestie en vous disant qu'Amos Manor, qui a été directeur du Service pendant onze ans et lui a donné forme, a dit lors de mon départ que le Service avait perdu peut-être le meilleur directeur qu'il aurait pu avoir.

En revanche, Ygal Amir a réussi. Il a changé le cours de l'histoire.
Oui, il a changé le cours de l'histoire. Il a bien réussi.

Jusqu'à aujourd'hui.
Jusqu'à aujourd'hui. Au contraire, cela ne fait qu'empirer. À partir du moment où le premier assassinat politique a été commis, la voie a été ouverte au suivant. J'estime qu'il y aura ici un autre assassinat politique. Il sera organisé autour de l'évacuation des implantations de Judée-Samarie. Je pense que la possibilité de tuer un Premier ministre est très limitée, à cause des mesures de protection. Ils s'en

prendront à quelqu'un d'autre. Cela viendra de tous les côtés, surtout des rabbins. Parce que ces derniers n'ont aucune raison d'avoir tiré une quelconque leçon des événements. Du point de vue des rabbins extrémistes, le système a montré ce qu'il valait. Nous avons déjà dit qu'Ygal Amir avait réussi, c'est pourquoi l'incitation à la violence se poursuivra, et que le système judiciaire en Israël continuera à jouer les hypocrites. L'agitation politique est quotidienne, et tout le monde a le droit à la parole. Parfois les mots ne tuent pas moins que les balles, vous savez.

YUVAL DISKIN : Je ne peux pas dire que si Rabin n'avait pas été assassiné, le processus d'Oslo aurait été un succès, mais il est clair que sans Rabin, ses chances de réussite se sont considérablement amoindries.

Finalement, Ygal Amir a réussi.
Malheureusement, il a réussi. Et comment ! C'est triste à dire mais c'est l'un des attentats stratégiques ayant eu le plus grand impact dont je puisse témoigner. Si j'ai quelque chose à dire de Rabin, c'est qu'il était un leader. Sans aucun doute. Il était prêt à adopter les résolutions les plus lourdes de conséquences et il a pris des décisions historiques. Je crois que son problème était lié au fait qu'il ne s'appuyait pas sur une majorité suffisamment confortable, et le terrorisme se renforçant, la confiance du peuple dans le processus de paix a été fortement ébranlée.

AMI AYALON : A posteriori, je peux dire que cet assassinat a bouleversé ma vision du monde. La façon dont je regarde les choses, dont j'observe la société israélienne. Tout à coup j'ai vu une société israélienne différente. Je suppose que cela a été un processus qui s'est étalé sur plusieurs années et auquel je n'ai pas été attentif. Je n'étais

pas conscient de l'importance de la fracture sociale et de la puissance de la haine, du fossé entre nous. Comment voyons-nous notre avenir ? Quel est notre dénominateur commun ? Quel type de société voulons-nous ici ? Ce sont des choses qui étaient comme évidentes pour moi et tout s'est effondré. Je vois soudain aujourd'hui une société israélienne fracturée et morcelée.

À l'époque, je me suis exprimé à ce sujet d'une manière qui ne m'a pas valu trop d'estime : j'ai déclaré que mettre Margalit Har-Shefi en prison, c'était tourner le dos à la vérité. Elle ne savait pas qu'Ygal Amir allait assassiner le Premier ministre. Vous allez me demander : « Comment cela se fait-il ? » En effet, il lui avait déclaré qu'il allait le tuer. Alors je vais vous dire que le véritable problème de l'État d'Israël à ce moment-là était que des milliers de personnes, des milliers, affirmaient qu'elles allaient tuer le Premier ministre. Quand devant le tribunal vous dites que cela n'est pas venu à l'esprit d'Har-Shefi qu'Ygal Amir allait vraiment passer à l'acte, vous devez présenter une réalité impossible, dans laquelle des milliers de personnes estimaient légitime de dire : « Je vais tuer un Premier ministre. »

J'ai congédié un agent de sécurité du Service de sécurité intérieure, d'ailleurs garde du corps du Premier ministre, qui s'était mis à danser quand Rabin avait été assassiné. Plusieurs années plus tard, il est entré dans l'unité. Je lui ai posé une question simple : « Dis-moi, tu as vraiment dansé ?

– Oui. »

C'était un garçon de seize ou dix-sept ans quand Rabin a été tué.

« Comment expliques-tu cela ?

– C'était une explosion de joie, que pouvions-nous y faire ?

– Tu es aujourd'hui garde du corps du Premier ministre. Tu fais partie de l'équipe de protection. Si le Premier ministre en venait à

débattre de la possibilité d'un retrait israélien du plateau du Golan, que ferais-tu ?

– Je démissionnerais.

– Alors prends tes affaires et rentre chez toi. »

C'était un soldat remarquable, peut-être même un officier, je ne m'en souviens plus, et ses parents, en larmes, me dirent : « Que voulez-vous, tout le monde dansait ! » Sa mère était enseignante, son père était un notable. Et ils ont osé insister : « Toute notre communauté dansait, toute notre communauté ! La menace de retrait du plateau du Golan était enfin levée. » Je leur ai répliqué : « Vous faites attention à ce que vous dites ? Vous vous entendez ? »

Qu'avez-vous pensé quand Rabin a été assassiné ?

AVRAHAM SHALOM : Yasser Arafat m'a posé cette question.

Yasser Arafat vous l'a posée ?

Oui. Je lui ai répondu que c'était irréparable. Il a réfléchi un instant et m'a dit : « Je pense que vous avez raison. » Je crois que sans cet assassinat, l'histoire aurait pris un tour un peu différent, pas très différent.

Je pense que cela a tout changé.

Tout ? Non. Rabin n'était pas assez fort pour tout changer. La paix n'était pas là, mais elle était presque là. Je ne crois pas que les Arabes et les Juifs soient si différents de caractère, quant à leur confiance en l'autre.

Dans quel cadre Yasser Arafat vous a-t-il posé cette question ? Quand cette rencontre a-t-elle eu lieu ?

J'étais allé lui rendre visite à Gaza. On m'avait dit qu'il voulait me voir. J'ai demandé s'il m'était permis de le rencontrer, et la permission

m'a été accordée. Je n'étais déjà plus rien.

Que voulait-il vous demander lors de cette rencontre ?
Il a dit que l'assassinat de Rabin était une catastrophe et que ce meurtre avait brisé les règles. Il était extrêmement soucieux et voulait savoir si le processus de paix se poursuivrait quand même. Il avait saisi la gravité du problème mieux que bien des gens en Israël. Je lui ai dit que c'était irréversible. Nous étions engagés dans un processus et nous ne pouvions pas revenir en arrière. Je pense encore que c'est vrai. Seulement, ce n'est pas de là que viendra la paix…

Pourquoi est-ce à vous précisément qu'il voulait poser ces questions ?
On lui avait dit que telle était mon opinion. Et puis j'étais un ancien directeur du Service, est-ce que je sais, moi ! Je l'ignore.

C'était la première fois que vous le rencontriez ?
Oui.

Quelle impression vous a-t-il faite ?
C'était un homme sympathique, qui savait se vendre. Un manipulateur de premier ordre. Il m'a fait meilleure impression que les chrétiens du Liban. Ensuite il m'a invité à dîner.

Cela signifie que pendant le mandat de Pérès, après l'assassinat de Rabin, il vous appelle pour vérifier auprès de vous si le processus de paix va se poursuivre ou non ?
Il ne m'a pas « appelé ». N'en faites pas la rencontre Kennedy-Khrouchtchev ou quelque chose de ce genre… Il voulait parler. Deux ou trois autres personnes se trouvaient avec nous. Abou Mazen se contentait d'écouter en souriant et en hochant la tête. Ensuite Mohammed Dahlan m'a fait faire le tour en voiture des rues principales de Gaza. Cela m'a fait grande impression, car je me

souvenais de la Gaza israélienne et j'ai soudain vu Gaza avec de grands immeubles… C'est vraiment magnifique, ce qu'ils ont fait. Mais tout ce qui intéressait Dahlan était de savoir comment mettre le Hamas sur écoute. Il m'a demandé de l'aider à convaincre les Israéliens de lui donner le matériel nécessaire. Il semble qu'ils l'aient fait. Je ne suis plus dans le coup.

Quelle a été l'influence de l'assassinat de Rabin sur la société palestinienne ? Qu'avez-vous vu ?
Avi Dichter : En vérité, il n'y a pas eu de changement drastique, tout du moins pas à Gaza. Je pense que nous avons lu de la dérision dans leurs comportements, un peu comme s'ils nous disaient : « *Welcome to the club* », bienvenue au club des nations dont les citoyens assassinent leur Premier ministre, leur reine ou leur président… Nous nous sentions vraiment honteux, comment cela avait-il pu nous arriver ? Nous qui pensions qu'un Juif ne tuerait pas un autre Juif ! Et voilà que cela nous est arrivé de la façon la plus brutale qui soit, au cœur de Tel-Aviv, dans les circonstances les plus humiliantes possibles.

Règlement de comptes : la dernière conversation téléphonique de « l'Ingénieur »

« Allô ? Yahya ?
– Oui. »
Explosion.

Ironie du sort : le génie des explosifs, responsable d'attentats ayant causé la mort brutale de 50 Israéliens et ayant fait 340 blessés, a lui-même été tué dans l'explosion d'une bombe sophistiquée. Cinquante grammes d'un explosif très puissant dissimulé dans la batterie de son téléphone portable ont éliminé Ayyash vendredi matin, dans l'appartement où il se cachait, situé à quelques centaines de mètres seulement du poste-frontière d'Erez. L'explosion sourde a à peine été entendue dans la rue. Le propriétaire de la maison dans laquelle se trouvait Ayyash a été blessé lors de cette explosion. Il a été arrêté et emmené pour interrogatoire. Une chasse à l'homme est engagée à Gaza pour retrouver le fils d'Ayyash qui lui a remis le téléphone de la mort. D'après des sources palestiniennes, il se serait enfui en Israël. À Gaza on reconnaît : « La mise en œuvre a été brillante. »

David Regev et Roni Shaked, *Yediot Aharonot*, 7 janvier 1996

C. a démissionné

Le directeur du Shabak a décidé de démissionner, la commission d'enquête lui faisant porter la responsabilité de l'incurie dans l'assassinat de Rabin.

Yediot Aharonot deux jours plus tard, le 9 janvier 1996

CARMI GILLON : Yahya Ayyash était le plus grand des terroristes ayant jamais sévi en Israël. C'était aussi un haut responsable du Hamas. L'homme était ingénieur chimiste, diplômé de l'université Bir Zeit, résident d'un petit village de Samarie. Il s'avère qu'il possédait bien des talents. Tout d'abord, il pouvait confectionner des bombes d'une très grande qualité chimique à partir d'explosifs improvisés. C'étaient les ceintures explosives qui faisaient sauter les bus. Ensuite, il savait mettre un kamikaze en état de commettre un attentat-suicide, en le persuadant que cela en valait la peine. Il avait aussi un

talent exceptionnel pour mener des opérations, bâtir un programme d'action très cloisonné. Pour chaque attentat, il travaillait avec des personnes différentes. Enfin, il avait une extraordinaire capacité de survie.

Nous le recherchions depuis des années sans pouvoir mettre la main sur lui. L'autorisation d'éliminer Ayyash, je la reçus de Rabin. Il me demandait toutes les semaines ce qu'il en était. Ensuite ce fut le tour de Pérès. Chaque soldat, chaque officier de Tsahal qui passait par la Judée-Samarie avait une photo de lui. Il était sans conteste l'individu le plus recherché d'Israël.

Il avait fomenté toute une série d'attentats-suicides qui causèrent la mort directe de 56 Israéliens, chiffre qui s'élève à 82 si l'on compte les décès indirects. Nous avons mené des opérations de renseignement de premier ordre, qui pourraient faire l'objet de films, de feuilletons. Le nombre d'heures de recherche que nous avons consacrées à sa localisation – les avions, les sous-marins, que n'avons-nous utilisé contre lui – était considérable mais se soldait par des échecs répétés. Je pense que l'homme ne restait pas plus d'une heure au même endroit.

Jusqu'au jour où la chance nous sourit, et où nous découvrîmes qu'il avait réussi à pénétrer dans la bande de Gaza. Nous savions qu'il avait rejoint Mohammed Deïf qui le couvrait. Nous nous sommes rendus chez notre ami Arafat, n'avions-nous pas à présent un ami à Gaza ? Je suis donc allé chez Arafat et je lui ai dit : « Yahya Ayyash, "l'Ingénieur", est chez vous.

– Vraiment ? Je ne le savais pas. Je vais vérifier », m'a-t-il répondu.

Trois jours plus tard, je suis retourné le voir. Il m'a déclaré : « J'ai vérifié, il est au Soudan. » Très bien. J'en ai informé Rabin qui a piqué une crise et a demandé à voir Arafat. Ils se sont rencontrés au poste-

frontière d'Erez. Rabin a hurlé sur Arafat : « Je sais qu'il est chez vous et si vous ne le trouvez pas et ne nous le livrez pas, j'abroge cet accord et je place Gaza sous blocus ! » Arafat est resté sur ses positions : « Il est au Soudan, au Soudan, au Soudan. » Et nous savions pertinemment qu'il se trouvait dans la bande de Gaza.

Évidemment, chacun a ses points faibles. Les miens sont ma femme, mes filles et mes petits-enfants. Ceux d'Ayyash étaient sa femme et son fils. Après une longue période passée seul à Gaza, il leur a demandé de venir le rejoindre. Des hommes du Hamas ont pris contact avec eux et leur ont fourni de faux documents de voyage. Nous suivions de près toute l'affaire et je décidai de les laisser entrer à Gaza. Je pensais qu'une fois sur place, il voudrait les voir et c'était peut-être ainsi que la souris sortirait de son trou. Et c'est ce qui se produisit. Il sortit pour les rencontrer.

Avi Dichter : À un certain stade, il était évident que la femme était enceinte. Nous avons estimé qu'il n'y avait aucune chance qu'elle soit enceinte d'un autre. C'est pourquoi nous nous sommes dit qu'elle allait nous conduire à lui. Nous l'avons filée. Nous avons cherché des gynécologues par l'intermédiaire desquels nous pourrions arriver jusqu'à lui, mais nous n'avons pas beaucoup progressé. C'est alors que nous avons tenté d'utiliser d'autres moyens pour le localiser. Nous avons étudié qui se trouvait dans son entourage, où il pourrait se rendre. Nous avons usé de stratagèmes afin de comprendre ce qui pourrait l'attirer et nous permettre de l'atteindre.

Carmi Gillon : C'est alors que nous avons découvert que son père, qui était resté en Judée-Samarie, lui manquait beaucoup. Ayyash n'utilisait jamais de téléphone, d'autres le faisaient pour lui. Après des semaines de persuasion, il a accepté de parler quelques minutes à

son père. À ce stade, nous avons décidé de donner à Ayyash la possibilité de renouveler l'expérience. Et nous avons réussi.

Comment savez-vous qu'il veut parler au téléphone avec son père ?
Nous l'entendons.

De source humaine ?
Des rumeurs nous parviennent…

AVI DICHTER : À partir du moment où nous avons commencé à travailler sur ce sujet, nous avons peu à peu créé les circonstances qui permettraient à notre téléphone de parvenir jusqu'à Ayyash. Nous avons surveillé ses collaborateurs. Nous avons pris contact avec l'un d'entre eux et lui avons remis un téléphone portable. Il s'est avéré qu'Ayyash utilisait le téléphone de ce collaborateur. Il ne nous restait plus qu'à imaginer comment faire de ce même téléphone portable un appareil qui éliminerait Ayyash. Nous nous sommes lancés dans un travail complémentaire consistant à transformer un banal téléphone en engin explosif. Au niveau technologique, nous avons au Service quantité de spécialistes qui savent faire de petits appareils très puissants. Je ne parle pas tant de puissance de transmission que de puissance d'explosion. En effet, ils nous fabriquèrent un appareil tout simplement extraordinaire. Il était très important qu'Ayyash le reçoive d'une façon qui n'éveillerait pas ses soupçons.

CARMI GILLON : Nous lui préparons un téléphone de bonne qualité. Un téléphone que l'on trouve à Gaza. Les téléphones de Gaza sont différents des téléphones israéliens. Nous y plaçons une quantité minimale d'explosifs de grande qualité. Par l'intermédiaire d'une tierce personne, nous le lui faisons parvenir. C'est un téléphone sûr, acheté à Gaza de façon tout à fait aléatoire, il appartient au Hamas et

aucun œil israélien ne l'a jamais vu, aucune main israélienne ne l'a jamais touché.

Où se trouve la personne qui lui a donné ce téléphone ?
Actuellement ?

Oui.
Vous voulez une adresse et un numéro de téléphone ?

Non.
Vous pourriez vendre ces informations très cher au Hamas…

Pas en Israël, je suppose.
Quelque part. Actuellement, nous vivons dans un village global.

Avi Dichter : Un matin, toutes les conditions étaient réunies. Ayyash utilisait le téléphone portable. Nous avons donc actionné le détonateur pour provoquer l'explosion du téléphone et rien ne s'est passé. Cela n'a pas marché. Que pourrais-je vous dire ! C'était terrible de voir que tout ce que nous avions élaboré pendant huit mois s'écroulait sous nos yeux. Tout était au point : le personnel du ROHUM, le renseignement d'origine humaine, avait bien fait son travail, celui du ROEM, les renseignements fondés sur la surveillance des signaux électroniques et des communications radio, avait tout aussi bien travaillé, de même que le personnel du ROIM, chargé du recueil des renseignements visuels provenant des satellites et autres capteurs visuels. Tout avait parfaitement fonctionné. En fin de compte, on a appuyé sur un bouton pour que le café coule, et il n'a pas coulé. Rien ne s'est produit. C'était affreux.

C'était un vendredi, la veille de notre jour de repos. Nous faisions tous vraiment des têtes d'enterrement. J'ai convoqué une réunion. Je leur ai dit : « Les gars, on ne rentre pas chez nous sans avoir décidé

comment poursuivre cette opération. C'est impossible. Une action contre Yahya Ayyash ne doit pas demeurer un seul instant en suspens. Ça serait illogique. » Nous sommes restés presque jusqu'à la tombée de la nuit pour débattre de ce que nous allions faire. Chacun a contribué aux décisions, et le samedi soir, le téléphone était de retour entre nos mains, ce qui fut un grand succès des gens du ROHUM. Les personnes chargées de la technologie devaient récupérer un appareil contenant des explosifs, ce qui faisait l'objet d'une interdiction absolue. Dans ce cas, exceptionnellement, le sujet fut traité sans prendre de risques. Au pire, un robot valant quelques millions de shekels serait perdu, mais personne ne serait blessé. C'est vraiment ainsi que les choses se sont passées. Après vérification, il s'est avéré qu'un problème technique dû à la précipitation dans la préparation de l'appareil avait empêché son explosion. Le téléphone fut réparé et rendu à son destinataire. Je décris tout cela succinctement mais il faut comprendre qu'un très grand nombre de personnes étaient impliquées dans l'opération, et qu'en quelques jours seulement l'appareil se retrouva chez Ayyash sans éveiller aucun soupçon. Deux semaines plus tard, un vendredi, nous recommencions. Toute l'équipe se réunit de nouveau, sans Carmi qui avait prévenu qu'il ne viendrait pas pour ne pas porter malheur à l'opération. Je lui avais dit que l'échec n'avait rien à voir avec lui, mais comme il était superstitieux, il refusa de venir.

CARMI GILLON : Et donc, comme convenu, vendredi matin, le père de Yahya Ayyash lui téléphone, discute avec lui, et quand l'agent chargé de l'écouter identifie les voix d'Ayyash et de son père, il nous en informe. Quelqu'un appuie sur le bouton. Le téléphone qui était à l'oreille de Yahya Ayyash explose en le tuant sur le coup. Aucune personne proche de lui n'est blessée et, mieux encore, ceux qui se trouvaient au rez-de-chaussée de la maison n'entendent même pas

l'explosion. Il a fallu du temps avant que le Hamas prenne connaissance de sa mort.

Quant à nous, nous ne savions pas s'il était mort ou vivant, puisque le téléphone avait explosé. Nous avons estimé qu'il avait été tué, qu'il était impossible qu'il soit encore en vie, mais en fait nous n'en savions rien. C'était une très belle opération, très propre, élégante, telle que je les aime. Un certain temps nous a été nécessaire avant d'avoir la certitude de sa mort. Quand le Hamas s'en est rendu compte et que l'information est passée, Mohammed Deïf est devenu hystérique et a brisé toutes les règles, il s'est même mis à utiliser un téléphone. Je me suis alors rendu au ministère de la Défense, Pérès était Premier ministre et ministre de la Défense, je suis entré dans son bureau où se trouvaient le chef d'état-major et quelques autres personnes, et je leur ai annoncé que Yahya Ayyash était mort. C'est ainsi qu'ils l'ont appris.

AVI DICHTER : Quelques heures plus tard, quand ils sont venus enlever le corps, toutes les conditions étaient de nouveau réunies pour que nous puissions atteindre un très important groupe de membres du Hamas que nous avions avec certitude identifiés comme étant impliqués dans des actions contre Israël. Nous avions la capacité de les atteindre, mais malheureusement nous n'en avons pas obtenu l'autorisation. Yahya Ayyash a été éliminé pendant une période qui semblait plutôt calme. En janvier 1996, il y avait relativement peu d'attentats et l'élimination d'Ayyash fit du bruit. Quelques personnes n'avaient pas apprécié cette opération. De leur point de vue, malgré les actions terroristes qu'il avait menées, ce n'était pas le moment de régler nos comptes avec lui, il fallait attendre ou ne rien faire.

Deux mois plus tard, tout le pays explosait.

Oui. Deux mois plus tard, il y eut une vague d'attentats programmés par Hassan Salameh. Mais si vous n'avez pas de stratégie de lutte contre le terrorisme, vous vivez de vague en vague. Si vous en avez une, vous savez y faire face durablement.

Vous ne voyez pas le lien entre l'élimination et les attentats ?
Si. Nous savons parfaitement qu'après l'élimination d'Ayyash, Hassan Salameh et sa bande venant de Gaza ont clandestinement passé la frontière, se sont infiltrés à Hébron et ont organisé les attentats en Judée-Samarie. Bien sûr que je vois le rapport ! Mais si nous pensons qu'à toute élimination ciblée ils répondront par des actions terroristes, abstenons-nous d'en faire et alors ils ne commettront pas d'attentats – je peux vous assurer que la dernière partie de cette phrase est fausse.

La raison d'être d'une organisation terroriste, peu importe si c'est le Hamas ou un autre mouvement, est de perpétrer des attentats. Elle n'a pas de raison de vivre si elle ne se livre pas au terrorisme. Tout ce qu'elle peut fournir à la population, c'est sa capacité à pratiquer le terrorisme. J'ai aussi vu cela pendant la deuxième Intifada, quand nous avons éliminé Raed Carmi, un autre ignoble meurtrier, à Tulkarem. Toutes sortes de gens disaient : « Vous avez provoqué une vague de terrorisme. Vous avez fait entrer le Fatah dans la spirale du terrorisme. » Il y a parfois une impression de calme, et vous vous dites que vous avez perturbé cette apparente tranquillité. C'est ce qui s'est passé avec l'élimination de Yahya Ayyash.

Et s'il y a vraiment une période de calme, disons comme avant l'élimination d'Ayyash, en tant que directeur du Shabak vous devez prendre en compte le fait que peut-être, en conséquence d'une élimination ciblée, il y aura des explosions dans lesquelles des Israéliens innocents seront tués. Et c'est ce qui s'est produit.

Mais c'est toute la différence. Quand vous êtes directeur du Shabak, vous faites des recommandations au Premier ministre. Ce dernier peut dire oui ou non, le directeur du Shabak n'étant pas l'unique élément de décision. En dehors de lui, il y a l'armée, puis le ministère de la Défense et enfin le Premier ministre. S'ils le veulent, ils présentent les recommandations au cabinet restreint, il y a suffisamment de gens qui hésitent à agir. Mais si vous faites intervenir des considérations politiques, que restera-t-il aux responsables politiques ? Vous ne pouvez pas intégrer des considérations politiques à vos recommandations.

Je vais vous rendre les choses plus difficiles : l'élimination de Yahya Ayyash a eu pour conséquence les attentats de mars 1996, qui se sont produits juste avant les élections. Le résultat direct de ces élections est le changement de pouvoir en Israël : Bibi Netanyahou devient Premier ministre.
Je ne veux même pas analyser les choses sous cet angle, parce que ce n'est pas une considération que le directeur du Shabak ou le chef de région prennent en compte, et j'espère qu'il en sera de même à l'avenir. Si, en tant que directeur du Shabak, vous avez l'intention de mettre en place une stratégie politique, démissionnez juste avant. Ne soyez pas directeur du Shabak avec une stratégie politique. Soyez directeur du Shabak avec une stratégie de lutte contre le terrorisme.

Nombreux sont ceux qui ont dit que le cycle des terribles attentats de mars 1996 résultait de la volonté du Hamas de venger la mort d'Ayyash.
CARMI GILLON : Rien du tout. Savez-vous combien de temps le Hamas travaille sur un attentat ? Plusieurs mois. Ce type d'attentat est préparé bien à l'avance, les terroristes attendent seulement l'occasion de le mettre en œuvre. Toutes leurs opérations auraient été lancées avec ou sans l'élimination de Yahya Ayyash.

Sept ans après l'élimination de Yahya Ayyash, quand l'autorisation a été donnée, l'État d'Israël a envoyé un missile d'une tonne capable, disons, de démolir tout un quartier et de tuer quatorze personnes innocentes pour éliminer un seul homme. Qui détermine la juste mesure dans ce genre d'opération ?

Si vous parlez des éliminations ciblées, leur autorisation est du ressort du Premier ministre, qui se fait parfois conseiller. À une période, c'était par le forum des chefs de gouvernement. Je peux vous parler d'au moins un cas où il a été question de juste mesure, et où les instances politiques ont décidé de ne pas agir. Mohammed Deïf, si je me souviens bien, était recherché dans la bande de Gaza depuis 1989. Dichter jouait aux fléchettes sur sa photo quand il était coordonnateur. Et ce Mohammed Deïf, responsable d'assassinats et d'enlèvements de soldats, y compris celui de Nachson Wachsman, n'avait toujours pas été capturé. En 1996, nous avons eu une occasion en or de l'éliminer depuis un hélicoptère. Il circulait en voiture, nous le suivions, nous savions exactement où il se trouvait, son véhicule était dans une rue à Khan Younès. L'hélicoptère aurait pu lui envoyer un missile et nous en aurions eu fini avec cette histoire. Le prix : a) vous laissez des empreintes, et le monde entier saura qu'un missile a été lancé d'un hélicoptère israélien, et b) il y aura des victimes collatérales parce que vous êtes dans une rue animée. Shimon Pérès, qui était Premier ministre, n'a pas donné son aval à l'opération. Ce n'est pas que je lui aie fait des recommandations contraires. Je reconnais que j'étais très préoccupé par les empreintes et par le fait qu'à l'évidence il y aurait d'autres morts, mais j'ai néanmoins proposé cette option au Premier ministre. Dans son bureau, il y avait unanimité : le chef d'état-major, son adjoint et le directeur du Mossad, qui se trouvait là par hasard, ont pensé qu'il valait mieux nous abstenir.

Pourquoi ? Le monde a-t-il pensé qu'un autre pays qu'Israël avait tué Yahya Ayyash ?

La capacité à se cacher. Voyez-vous, c'est comme les implantations. La capacité à se cacher en fermant les yeux… La grande question est toujours de savoir si ces éliminations ciblées créent du terrorisme ou pas. À mon humble avis, elles sont très dissuasives. Si par exemple les activités de Mohammed Deïf sont presque nulles, cela provient en premier lieu de l'élimination de Yahya Ayyash, dont nous savons qu'elle l'a profondément déprimé. Il a perdu toute assurance. C'est un homme qui se comporte comme un individu recherché depuis vingt ans, qui dort dans des vergers. La vie d'une personne recherchée est très difficile, avec cette peur d'être éliminé. Prenez le cas de Nasrallah par exemple, et pensez depuis combien d'années il vit dans un bunker. Il réussit à remplir son rôle de personnage public mais je suppose que sa vie privée est tout à fait minable. Il est mort d'ennui. Pendant combien de temps est-il possible de regarder la télé ?… C'est la même chose pour les dirigeants du Hamas à Gaza. Vous créez donc un équilibre de dissuasion efficace, mais cela ne résoudra pas le problème. Le problème, nous le réglerons par le dialogue, par la négociation.

---

1. En 1949, au cours de l'opération « Tapis volant », une grande partie de la population juive du Yémen immigra en Israël. De nombreux enfants très affectés par le voyage furent envoyés dès leur arrivée dans des hôpitaux. Une partie d'entre eux disparut. Certains moururent et furent enterrés sans que leurs parents fussent prévenus, en raison de la désorganisation régnante. Au sein de la communauté yéménite, des rumeurs circulaient selon lesquelles ces enfants auraient été remis à des familles ashkénazes.

2. Mouvement de jeunesse juif nationaliste fondé en 1882 en Russie à la suite des pogroms de 1881.

3. Village israélien près de Jérusalem avec une population à majorité arabe.

4. Membre du Likoud et président de l'État d'Israël depuis 2014.

5. Les Israéliens peuvent choisir de s'affilier à l'une des trois caisses d'assurance-maladie existantes.

6. « Ne craignez aucun homme, peu importe sa taille, comptez sur moi, je les rendrai égaux. »

7. Village de Judée-Samarie à l'ouest de Bethléem où se déroulent régulièrement, tous les vendredis, des manifestations contre la barrière de sécurité.

8. Le trentième jour suivant l'enterrement d'un défunt marque une étape du deuil dans la religion juive.

9. Institution islamique qui contrôle et gère les édifices musulmans sur le mont du Temple.

10. Celui qui tient l'enfant sur ses genoux pendant la circoncision.

11. Soldat israélien enlevé et exécuté par le Hamas lors de l'assaut mené par une unité d'élite de Tsahal qui visait à le libérer.

12. Quelques semaines avant l'assassinat de Rabin, une manifestation contre les accords d'Oslo à laquelle participait Benyamin Netanyahou eut lieu dans la ville de Raanana. Un faux cercueil sur lequel était inscrit : « Rabin met à mort le sionisme » fut porté dans les rues.

13. Un des quatre auteurs de l'ouvrage collectif tentant de justifier le massacre de Baruch Goldstein.

14. Place des Rois-d'Israël, rebaptisée place Rabin après l'assassinat du Premier ministre.

Ami Ayalon
(1996-2000)

Ami Ayalon : J'ai eu une enfance heureuse. Je suis né à Hatsar Kineret. Après la guerre d'Indépendance, nous avons déménagé au kibboutz Maagan, près du lac de Tibériade. La chose la plus naturelle pour maman à son retour de l'hôpital écossais de Tibériade après ma naissance a été de me mettre dans la « maison des bébés » où les nourrissons étaient couchés sur des planches, parce qu'à l'époque une théorie était en vogue selon laquelle il était plus sain de dormir sur du contreplaqué que sur un matelas. Après qu'une petite fille fut presque morte de froid, ils comprirent que cette théorie était peut-être valable mais dangereuse. J'ai de merveilleux souvenirs d'enfance de cette vie collective. J'ai grandi dans la « maison des enfants » comme tous les enfants des kibboutz de ces années-là. Je suis allé à l'excellente école de la maison éducative commune du kibboutz Degania. Au primaire tout comme dans le secondaire, j'ai eu des enseignants extraordinaires dont certains sont devenus plus tard professeurs d'université.

Mon père était une personnalité et ma mère une île de stabilité dans le kibboutz. Quand j'avais un an, mon père partit pour deux ans et demi en Hongrie, jusqu'en 1948, afin d'organiser l'Alya Beth,

l'immigration après la guerre des survivants de la Shoah. Il rentra au kibboutz pour combattre lors de la guerre d'Indépendance. Quand j'eus trois ans, plusieurs semaines après son retour, nous fûmes évacués pour quelques mois à Haïfa car les Syriens étaient arrivés jusqu'au kibboutz Degania. Mon père, tout comme les autres membres du kibboutz, resta bien entendu défendre la ligne de front dans la vallée du Jourdain. Voilà pour mes souvenirs de la guerre d'Indépendance.

De là votre affinité avec la mer ? Du kibboutz Maagan ?
En effet. Même si lorsque je suis arrivé dans les forces navales, à l'unité de commando marine de Tsahal, Shayetet 13, on m'a demandé pourquoi j'étais là. J'ai répondu que la mer et moi, nous ne faisions qu'un. Mes interlocuteurs ont éclaté de rire en me traitant de marin d'eau douce. Nous qui étions nés sur les bords du lac de Tibériade n'avions pas compris, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, à quel point ce lac n'était pas une mer. Bien qu'une partie soit encore contrôlée par les Syriens, pour nous c'était tout un univers.

À la fin des années 1950, mes parents m'emmenèrent en Amérique du Sud. Mon père avait été envoyé en mission par des mouvements de jeunesse sionistes pour aider à l'immigration de Juifs en Israël. Nous avons passé un an à Buenos Aires en Argentine, puis un peu plus de six mois à Montevideo en Uruguay, mon père ayant été déclaré *persona non grata* par l'Argentine après la capture d'Eichmann. Nous avons dû traverser le Río de la Plata en quarante-huit heures. Papa n'était pas directement impliqué dans la capture d'Eichmann, bien qu'il ait eu ici ou là des relations avec le cabinet du Premier ministre, et il se peut qu'il ait apporté son aide indirecte. En revanche, il s'occupait de la protection des synagogues et des communautés juives.

À Buenos Aires, et surtout à Montevideo, j'ai rencontré l'antisémitisme. La première fois que j'ai pris des coups parce que j'étais juif, c'était à Buenos Aires, après des activités dans un mouvement de jeunesse juif. J'avais alors treize ans. Nous devions raccompagner les filles chez elles, et nous nous sommes bagarrés avec des jeunes qui avaient l'habitude de nous jeter des pierres, de nous insulter et de nous harceler. En tant qu'Israélien qui venait d'arriver, cela m'a paru très bizarre au début. D'autant plus que les Argentins faisaient généralement la différence : « Ah, tu es israélien, alors ça va. Nous détestons les Juifs. » Je me suis heurté physiquement et sans équivoque à l'antisémitisme. On m'a expliqué que j'étais juif, et depuis lors je n'ai plus besoin d'explications.

Je ne me souviens pas de débats politiques à la maison dans mon enfance, mais le conflit me touchait de près. Les Syriens se trouvaient sur les hauteurs et chaque fois que nos parents allaient labourer les champs disputés, à l'est de Tel Katsir, le kibboutz voisin, nous devions nous réfugier dans les abris pendant des heures ou des jours, selon les besoins. De temps à autre, des membres du kibboutz étaient blessés. Il y eut même des morts à Tel Katsir. J'expérimentais donc quotidiennement le conflit, et pas sous forme de débats idéologiques. Le sionisme de mes parents était un sionisme de peuplement et de défense. Un sionisme qui disait que la frontière de l'État d'Israël passerait en tout lieu où nous bâtirions un village, où nous saurions cultiver les champs, nous protéger ou nous battre pour notre terre. C'était vrai dans les années 1930, et aussi dans le cas du sionisme de mes parents, tout du moins en 1967, 1968, 1969, et même après la guerre des Six-Jours. Mes amis de la vallée ou du kibboutz se sont aussi installés dans la vallée du Jourdain et sur le plateau du Golan parce qu'il était évident que cela faisait partie de l'État d'Israël. Ce qui s'est passé plus tard, c'est une autre histoire.

Déjà adolescent, je savais que je serais dans la Shayetet 13, le commando marine. Beny Shalit, le psychologue du commando et de la marine, fut la première personne à me demander pourquoi j'étais venu. Je ne savais pas trop quelle réponse lui donner. Je ne me souviens même plus de ce que je lui ai dit. Je savais que c'était dangereux, qu'il y avait la mer et des gens sympas. Cela me suffisait. Je ne pensais pas à sauver l'État d'Israël. Je ne réfléchissais pas dans les termes altruistes de la génération de mes parents. Je l'ai fait parce que ça me semblait vraiment l'endroit le plus dangereux, avec de l'eau par la même occasion, ce qui était véritablement un double avantage.

Que découvrez-vous lorsque vous entrez dans ce commando marine ?
Je découvre qu'il y a des gars formidables, qu'il y a de l'eau et que c'est difficile. Cela devint dangereux par la suite.

Expliquez-moi le terme « difficile ».
Je mesure un mètre soixante-six, soixante-sept les bons jours et je pèse à peine soixante kilos… J'ai fait ma formation avec Uri, un bon ami. Je n'avais rien contre lui sauf le fait qu'il mesurait plus d'un mètre quatre-vingt-dix et que nous avions tous deux à porter une charge de vingt à trente kilos. Cela vous paraît équitable ? Nous devions nous mettre à l'eau en janvier ou février quand c'était de la grêle qui tombait, pas de la pluie, et que la hauteur des vagues variait entre trois et cinq mètres. Il faisait un froid glacial, nous n'étions pas équipés des combinaisons de plongée perfectionnées que nous recevrons des années plus tard, et nous devions faire des traversées avec des charges de trente kilos sur le dos, jusqu'au port de Haïfa, où dès notre arrivée on nous faisait plonger et exécuter divers exercices. Ou bien de Tel-Aviv nous avions à rejoindre à pied la ville d'Atlit, au pied du mont Carmel. Toutes ces difficultés physiques se sont très vite

transformées en test psychologique. Cette épreuve personnelle de force morale et d'endurance vous fait découvrir des ressources propres ignorées de vous-même. C'est au cours des deux premières années dans ce commando marine que j'ai découvert que je disposais de capacités étonnantes.

Puis commença la guerre des Six-Jours, qui fut pour l'État d'Israël une réussite, une victoire, et peut-être même, aux yeux d'une partie de la société israélienne, presque un phénomène messianique. Pour nous, pour nos forces navales en général et pour notre commando marine en particulier, ce fut un piteux échec. Six de nos plongeurs furent faits prisonniers par les Égyptiens à Alexandrie sans avoir accompli leur mission. Des gars formidables réussirent à s'introduire à Port-Saïd mais ne menèrent pas leur tâche à terme. Quant aux opérations dans le Nord, nos plongeurs de combat ne parvinrent même pas à se mettre dans la situation du plongeon offensif. Et moi, dans le Sud, je poursuivais les Égyptiens sans jamais les atteindre. Nous n'avons pas réussi à conduire des opérations à cause de plusieurs éléments, parmi lesquels un faible niveau professionnel, des normes inacceptables en matière de persévérance et de détermination dans la poursuite de nos objectifs, des notions qui faisaient pourtant partie de notre éducation. Un lamentable fiasco.

De cette guerre, je retire un sentiment d'échec et je me promets que cela n'arrivera plus jamais, et en aucun lieu, ni comme combattant, ni comme jeune officier, ni comme commandant de l'unité de commando marine Shayetet 13, ni comme chef d'état-major de la marine israélienne. Avant la guerre des Six-Jours, on m'avait proposé de devenir officier, ce que j'avais fermement refusé. Il me semblait que seuls ceux qui n'avaient rien à faire dans la vie choisissaient la carrière d'officier. Après cette guerre, tout changea. Je compris un certain nombre de choses : a) que j'allais rester dans

l'armée quelques années, autant que l'on voudrait de moi, et b) que j'allais suivre la formation d'officier. Entre autres, je décidai de passer de la fonction de simple plongeur à l'unité des Hazirim (les Cochons) dont je pensais qu'elle serait la reine des futurs combats du commando Shayetet 13.

Les Hazirim sont de petits engins sous-marins motorisés. Le plongeur de combat doit savoir plonger en emportant tout ce dont il a besoin, de la mine qu'il devra placer sur un bateau, jusqu'à l'ensemble de son équipement terrestre, c'est-à-dire kalachnikovs, grenades, etc. Arrivé sur la rive, il se défera de son équipement de plongée et de ses palmes, et se transformera en véritable combattant d'une unité d'infanterie. Cette méthode de combat a été inventée et perfectionnée ces années-là, pendant la guerre d'usure contre les Égyptiens, entre 1969 et 1970. Il s'agissait vraiment de se battre au corps à corps avec l'ennemi. C'est ce que nous avons fait lors de notre raid sur l'île Verte dans le nord du golfe de Suez, en juillet 1969.

Le combat de l'île Verte

> **Des dizaines de morts égyptiens dans le raid de Tsahal sur l'île Verte**
> L'île fortifiée, à l'entrée du canal de Suez, servait de base aux Égyptiens pour les batteries de missiles antiaériens ; nos forces ont pris le contrôle de la place pendant une heure, saboté toutes les batteries de missiles ainsi que les mitrailleuses et détruit des bâtiments ; on compte six morts et neuf blessés dans les rangs de Tsahal.
>
> Eitan Haber, *Yediot Aharonot*, 20 juillet 1969

AMI AYALON : À ce moment-là, j'étais jeune officier, commandant adjoint d'une équipe de poupe restreinte d'un kayak. Je commandais, outre moi-même, deux personnes, et je me prenais pour un grand chef. Il faut dire que par rapport aux vingt personnes qui prirent l'île d'assaut, je dirigeais en effet une force non négligeable. L'île Verte a été une étape marquante dans la lutte du commando marine Shayetet 13. C'est une histoire particulière, une histoire triste. Tout d'abord parce que six combattants ont été tués. Trois d'entre eux étaient de très bons amis. Je les avais recrutés, formés et ils avaient combattu à mes côtés sur l'île.

L'île Verte est située au nord du golfe de Suez. Les Britanniques avaient construit sur un récif corallien naturel une sorte de forteresse avec des batteries de missiles antiaériens dont le rôle était de protéger l'entrée sud du canal de Suez. Quand nous l'avons prise d'assaut, elle était défendue par cent soldats égyptiens. Soixante-dix ou quatre-vingts d'entre eux faisaient partie des commandos, les autres étant affectés aux batteries de missiles. Les Égyptiens avaient mené une opération très complexe et très ardue sur un de nos postes militaires à Port-Taoufiq, au sud du canal de Suez. Ils avaient pénétré dans le poste et tué des tankistes, une partie d'entre eux à l'intérieur même de leurs tanks. En représailles, et comme réponse à la guerre d'usure, nous devions conquérir l'île.

C'était en fait la première fois que nous sortions de l'eau pour engager une offensive terrestre. Je ne connais aucun autre cas d'opération similaire dans l'histoire navale mondiale. Nous avons dû atteindre la perfection dans notre transformation de combattants sous-marins en combattants terrestres. Nous savions que si cette transformation ne se faisait pas en quelques instants seulement, nous risquions d'être massacrés par les Égyptiens qui se trouvaient sur le toit de la forteresse. De plus, si nous n'ouvrions pas le feu dès notre

sortie de l'eau, nous n'aurions aucune chance de nous en sortir. Pendant des mois nous avions élaboré une stratégie de guerre qui répondrait aux besoins opérationnels du combat sur l'île Verte. Après chaque exercice, nous faisions une séance de débriefing avec une ouverture d'esprit inconnue dans d'autres unités de l'armée et que je n'avais même pas rencontrée au sein du commando marine Shayetet 13. Grâce au savoir-faire acquis pendant les entraînements, nous étions prêts, comme je pense que nous ne l'avions jamais été auparavant, à exécuter tout ordre, même notifié seulement quelques jours plus tôt.

Au cours du dernier briefing, nous avons présenté l'opération au chef d'état-major des armées, le général Haïm Bar-Lev. Je ne voudrais offenser personne, mais ce dernier est arrivé en grand uniforme avec un cigare aux lèvres. Je me souviens d'avoir été très surpris. Je peux vous dire que quand j'ai été commandant du commando marine Shayetet 13, puis chef d'état-major de la marine, je me suis promis que si jamais je me mettais à fumer le cigare, je ne le ferais pas au cours du dernier briefing d'hommes qui partent au combat. Un combat qui pour certains d'entre eux serait le dernier.

Nous avons exposé au chef d'état-major qu'à l'île Verte, la lutte serait âpre. Les Égyptiens ne pourraient pas s'enfuir, et nous savions que nous-mêmes n'aurions pas de position de repli parce que nos équipements de plongée resteraient sous l'eau. C'est alors qu'il nous a déclaré : « Les gars, pas à n'importe quel prix. Si vous voyez que la résistance est forte, qu'il commence à y avoir des blessés, battez en retraite. » Alors je me suis dit : « Attends, de quoi parle-t-il ? Peut-être ne comprend-il pas ce à quoi il donne son aval ? » J'ai voulu mettre les choses au point. J'ai réuni toutes les forces que j'avais sous mes ordres, c'est-à-dire trois soldats, et je leur ai annoncé : « Tout ce qu'a dit le chef d'état-major, c'est très bien, mais il est clair pour nous que

ça n'a pas de sens. Nous allons nous battre. Il n'y a pas d'option de repli. Nous n'avons pas où nous replier. Je voudrais que ce soit clair et sans équivoque. C'est dans cet esprit que nous partons pour l'île Verte. »

La plongée elle-même fut très difficile et plus longue que prévu. Nous avons lutté contre de forts courants alors que nous étions chargés de quantités de munitions bien supérieures à celles que nous emportions lors des entraînements. Pendant quelques minutes, je me suis retrouvé à quinze ou vingt mètres de profondeur au lieu des sept prévus, ce qui est en soi dangereux. À un moment, Dov Bar, le commandant des forces qui nous transportaient vers l'île Verte, nous dit : « Messieurs, si l'un d'entre vous s'attend à ce que le retard pris sur le calendrier l'empêche d'aller se battre, eh bien, j'ai une nouvelle pour lui : cette option est inexistante. » Sa formulation était bien moins élégante, il employa des mots ne figurant pas dans le dictionnaire. En bref, il nous a expliqué très clairement que nous ne pouvions prendre qu'une seule direction.

J'ai d'ailleurs été très satisfait que nous arrivions avec une heure de retard, ce qui nous a permis d'aborder lorsque la marée était beaucoup plus haute et donc de nous retrouver plus près du pied de la muraille, ou du petit pont. Le programme original nous faisait débarquer tôt afin que nous puissions nous replier dans l'obscurité. Notre repli ne me préoccupait pas du tout. Je me souciais de pouvoir ouvrir le feu au meilleur moment, c'est-à-dire quand la marée serait la plus haute.

À partir de ce moment, je ne me rappelle plus avoir eu de sentiments. Avant, j'avais peur ou bien j'avais des doutes quant à notre éventuel retour, mais dès que nous avons pris l'initiative et ouvert le feu, la seule chose qui me préoccupait était d'atteindre le plus vite possible le toit de la forteresse. J'étais pieds nus pendant

tout le combat sur l'île. À mon arrivée à l'hôpital, les médecins comprirent qu'une balle avait pénétré ici et des éclats là, mais se demandèrent pourquoi j'avais des coupures aux pieds.

Je me souviens d'avoir grimpé sur les épaules de Haïm Sturman, un garçon d'une force physique exceptionnelle qui trouva la mort lors de ce combat. Le toit de la forteresse était couvert par le feu des Égyptiens, j'ai donc essayé de lancer des grenades, mais après trois essais infructueux, j'ai compris qu'elles avaient toutes pris l'eau. J'ai attaqué la première position avec Zéli, un garçon venant du kibboutz Afikim, qui a bondi derrière moi. Nous avons dû tuer les deux Égyptiens se trouvant dans la position pour pouvoir nous y cacher. Tout en tirant, Zéli me dit : « Ami, je suis blessé. » J'ai vu qu'il avait deux doigts coupés. Je lui ai demandé : « Tu peux encore te servir de la kalachnikov ? » Il m'a répondu oui, il était donc évident que nous continuions à nous battre.

Nous avons ouvert le feu pour permettre aux deux soldats qui étaient derrière nous d'attaquer le côté droit du toit. Le combat s'est poursuivi. En attendant l'arrivée du commando d'élite Sayeret Matkal, nous devions conquérir le pourtour de l'objectif. Les membres de cette unité étaient censés nous rejoindre et continuer vers l'intérieur. À un certain stade, nous avons tous compris que les bateaux qui les transportaient avaient du retard et qu'il nous fallait continuer le combat. Presque toutes nos forces s'étaient finalement retrouvées sur le toit et avaient pris part à la bataille. En arrivant à la troisième position, la deuxième batterie de missiles antiaériens, les munitions commencèrent à nous faire défaut. Notre manque de professionnalisme ces années-là dans le combat terrestre nous a entraînés à tirer plus que de raison. J'ai utilisé douze chargeurs en un temps record, les grenades étant hors d'usage. C'est là que j'ai été blessé pour la deuxième fois.

La première fois, j'ai été atteint par des éclats alors que je montais sur le toit. La deuxième fois, j'ai reçu une balle qui m'est passée près de la carotide. Je me souviens encore d'avoir vu Ehud Ram, le commandant du commando Shayetet 13, arriver, être briefé par Gadi Kol près de moi, et être tué sur le coup. Ensuite j'ai perdu connaissance pendant quelques secondes, rien de sérieux, mais les membres de la Sayeret étaient arrivés, et je me suis évacué tout seul. C'est plus ou moins mon histoire sur l'île Verte.

Vous vous souvenez du moment où la balle vous a atteint ?
Je me souviens d'autre chose : de m'être réveillé, apparemment après quelques instants, et d'avoir entendu un râle sortir de ma gorge. Quelques semaines plus tôt, nous avions attaqué le port d'Adabiyah, non loin de là, et nous avions aussi pris part à des combats au corps à corps. J'avais tiré sur des soldats égyptiens. Je me rappelle les avoir entendus râler juste avant de mourir. Je me suis entendu râler et je me suis dit en mon for intérieur : « Attends, ce sont peut-être tes derniers instants, alors il vaut mieux que tu réfléchisses. Que tu réfléchisses bien. »

On m'a évacué sur un canot pneumatique avec d'autres blessés et les corps sans vie de deux combattants. Le docteur Selbin, notre médecin, m'accompagnait. On m'avait administré de la morphine et je souffrais un peu moins mais j'étais dans le brouillard et je ne comprenais pas pourquoi il s'occupait de moi et non des autres.

Cette nuit-là, Neil Armstrong avait atterri sur la lune. Nous nous battions pour une île et il débarquait sur la lune. Je me suis souvent dit qu'il fallait peut-être nous observer depuis une autre planète pour relativiser les choses et juger plus globalement de nos luttes ici au Moyen-Orient. Je parle de cela car la salle de réveil, la nuit suivante, était apparemment la seule disposant d'une télévision où l'on diffusait l'atterrissage sur la lune. Il n'y avait vraisemblablement pas

d'émission en direct en Israël. Toutes les infirmières de l'hôpital étaient venues dans la salle de réveil, sans doute pas pour mes beaux yeux, car je ne faisais pas particulièrement bonne impression avec tous mes pansements. J'ai honte de le dire, mais elles se sont assises sur mon lit et en faisant bouger le matelas m'ont occasionné d'atroces souffrances. L'exploit de Neil Armstrong ne faisait pas vraiment partie de mes préoccupations à ce moment-là. Tout ce que je voulais, c'était qu'on me laisse tranquille, qu'on me laisse dormir. Voilà en gros mon expérience personnelle de l'atterrissage de Neil Armstrong sur la lune, et de « un petit pas pour l'homme, un grand pas pour l'humanité ».

Finalement, vingt combattants du commando marine Shayetet 13 furent blessés lors de la première vague de combats et se retrouvèrent à l'hôpital. Notre commando comptait à l'époque environ trente combattants, qui n'étaient pas tous des plongeurs de combat. Seuls trois d'entre nous s'en sortirent indemnes. D'après le diagnostic, j'étais sérieusement blessé. D'autres l'étaient très gravement, comme Israël Assaf ou Yedidya Yaari qui devint plus tard le chef d'état-major de la marine. La Shayetet est sortie très meurtrie de l'île Verte. Ce fut une opération héroïque mais qui coûta très cher.

Pour la première fois, de mon point de vue, ce n'était plus une aventure personnelle. Je m'étais engagé dans la marine parce que je recherchais danger et challenge. Nous nous sommes soudain trouvés dans une situation que nous aurions tous préféré éviter, mais ce n'était pas du domaine du possible. Durant toute mon enfance, la « loi du parti » et les « impératifs du moment » étaient des expressions vides de sens, et de façon inattendue je me reconnaissais maintenant dans ce langage soutenu, que je n'aimais pas à l'époque et qui appartenait à la génération de mes parents. Je l'employais

même en m'adressant à mes combattants et le plus incroyable est qu'ils me prenaient au sérieux.

En fin de compte, ce fut un combat héroïque unique en son genre, qui n'a cependant pas vraiment été une réussite.
La question est de savoir ce que signifie « réussite ». Nous avons conquis l'île, détruit les batteries de missiles antiaériens et nous sommes repliés. Je ne sais pas mesurer le taux de réussite, et certainement pas quarante ou cinquante ans plus tard. Je pense qu'au niveau du combat ce fut une opération très audacieuse et très réussie. Vous me demandez s'il y aurait lieu dans la réalité actuelle, dans notre lutte prolongée contre les organisations terroristes, de mener une opération dans laquelle six combattants seraient tués ? Je pense que non. D'autre part, notre combat contre les Égyptiens comprenait un élément important d'usure nerveuse et il nous fallait marquer la conscience de l'adversaire. C'était la première fois que Tsahal se trouvait dans une situation où la victoire n'était pas déterminée par la conquête d'un territoire mais par la capacité de résistance. C'est une tout autre victoire que jusqu'à présent nous n'avons pas complètement définie dans la conception de la défense israélienne. Y avait-il lieu de prendre l'île d'assaut après le meurtre des tankistes à Port-Taoufiq ? De tuer des dizaines de membres de commandos égyptiens, d'occuper l'île et de marquer une étape dans notre lutte contre les Égyptiens ? Y avait-il lieu de permettre à l'armée de l'air de s'intégrer au combat et d'attaquer plus facilement le lendemain ? Il est très difficile de faire cette analyse.

Mais ce fut principalement un combat qui marqua les consciences.
La guerre d'usure fut une guerre qui servit à marquer les consciences. Dans une grande mesure.

Pour votre participation au combat sur l'île Verte, vous avez reçu la médaille de la bravoure. C'est la plus haute décoration que l'État d'Israël attribue aux combattants. Qu'est-ce que cela vous a fait ?
Ce sont de bien grands mots. Le combat de l'île Verte n'a pas été un combat personnel, ses nombreux participants avaient tous un niveau de préparation exceptionnel. Ce fut une opération pour laquelle les félicitations étaient méritées.

À ma sortie de l'hôpital, j'allai me rétablir dans un centre de convalescence et je compris qu'une nouvelle opération se préparait. Il était question de couler des vedettes lance-torpilles afin de permettre à l'armée d'accoster avec des bâtiments de débarquement de chars de l'autre côté du canal de Suez. Ce fut une opération extraordinaire menée par la marine et les troupes blindées. Elle eut même à mon avis une influence sur les relations entre les armées égyptienne et israélienne. On prétend qu'elle a causé la chute de Nasser, qui soudain découvrit que les blindés israéliens passaient d'un poste militaire à un autre du côté égyptien du golfe de Suez. Mais pour mener à bien cette opération, il fallait couler deux vedettes lance-torpilles égyptiennes qui empêchaient nos forces navales de débarquer les blindés.

Cette opération aurait dû être confiée au commando marine Shayetet 13, mais après l'île Verte il ne restait plus personne pour la mener. Je m'enfuis de l'hôpital, me présentai à Zeev Almog et demandai à participer à l'opération. Zeev, en tant que chef du commando marine, était évidemment très préoccupé par ma santé et ne me le permit pas, bien que je sache, tout comme lui, qu'il n'avait pas vraiment le choix. Le fait est qu'il avait appelé deux hommes de réserve pour étoffer l'équipe. Il fallait huit combattants : quatre pour conduire les deux engins, les Hazirim, et quatre autres sachant en sortir pour coller les mines. Almog me dit : « Seulement avec

autorisation du médecin du commando naval. » Ce médecin, un homme extraordinaire, grand sportif, me donna bien sûr l'autorisation, et je me joignis à l'équipe après trois semaines d'hospitalisation.

Cette opération a moins marqué les esprits en Israël, parce qu'il n'y a pas eu de tirs, seulement de très longues heures de plongée. Ce fut la plongée la plus longue effectuée jusque-là. Dans le golfe de Suez, les radars avaient des plages de détection très étendues, nous n'avions donc pas d'autre choix que de passer avec les Hazirim de la flottaison à la plongée à un stade beaucoup plus précoce que celui que nous avions prévu. La difficulté technique de l'opération en fut décuplée. Nous avons plongé une première fois, pendant de longues heures, sommes arrivés et avons découvert que les vedettes lance-torpilles étaient en mouvement alors qu'elles effectuaient des tirs. Je ne sais pas si elles avaient été prévenues ou si elles étaient tout simplement en état d'alerte élevé. De toute façon, les conditions ne nous permirent pas de mener l'opération à bien. Le lendemain, les vedettes jetèrent l'ancre. Nous repartîmes après avoir été obligés de rentrer, de faire un débriefing sur l'opération qui n'avait pas été réussie, de nous occuper de l'entretien des engins et de recharger les batteries. Finalement nous conduisîmes cette opération dans des conditions très difficiles et nous parvînmes à coller les mines sur les deux bateaux.

Sur le chemin du retour, à cause d'une défaillance technique, la charge d'autodestruction, dont est muni tout appareil dans le cas où nous serions faits prisonniers, explosa. Trois combattants furent tués et il y eut un blessé grave, pas sur mon engin mais sur l'autre. Je me souviens que nous n'avons absolument pas compris que le bruit que nous avions entendu était celui de l'explosion de l'appareil de la deuxième équipe. Nous pensions qu'il s'agissait des vedettes, bien

qu'il fût un peu trop tôt. Lorsque nous sommes remontés en état de flottaison minimum, nous avons essayé de leur parler avec l'appareil de transmission pour leur dire que nous avions collé les mines, et nous nous sommes rendu compte qu'ils avaient été retardés et n'étaient pas derrière nous.

Nous avons décidé de partir à leur recherche à l'aide d'hélicoptères, tout en nous approchant très près de la zone des batteries antiaériennes égyptiennes. J'étais dans l'hélicoptère avec Gadi Kol, qui nous avait accompagnés dans les embarcations pour assurer notre protection. J'avais fini la plongée épuisé mais j'ai pensé que je n'avais pas d'autre choix que de monter dans l'hélicoptère et de participer aux recherches. Lorsque nous avons trouvé les corps, la force de descendre le long du filin pour les remonter me manquait. Gadi les a remontés tous les trois, l'un après l'autre, à mesure que nous les trouvions. C'est ainsi que l'opération s'est terminée. Une opération très importante qui permit le débarquement des engins blindés, mais une opération affligeante. Une partie de ceux qui moururent eurent le temps de laisser leur testament à Arié Itzhak qui, lui, resta en vie. Il fut très gravement blessé, nagea pendant de longues heures. Il ne s'en est jamais vraiment remis. Il vit dans le port de Jaffa dans un bateau de pêcheur.

La guerre du Kippour,

le commandement

du commando marine

Ami Ayalon : Quelques semaines avant la guerre du Kippour, ma fonction de commandant d'escadre de vedettes Dabourim (les

Frelons) à Charm el-Cheikh prit fin, et je rejoignis l'École interservices de commandement et d'état-major. Le jeudi précédant le début de la guerre, j'entendis de la bouche du chef de l'unité des études des renseignements militaires qu'il n'y avait aucun risque de guerre. Le samedi à quatorze heures, j'étais mobilisé comme réserviste. Dans la marine, personne ne fut surpris. Le directeur des renseignements de la marine dit au chef d'état-major des forces navales qu'il avait la certitude qu'une guerre allait éclater. Il interprétait la fuite des conseillers soviétiques de Syrie par le port de Tartous comme un signe évident du fait que les Syriens se préparaient à la guerre. Le commandant de la marine en fit part au chef d'état-major des armées qui ne tint pas compte de son avis. De toute façon, la marine était prête.

La guerre du Kippour fut l'un des plus grands succès militaires de l'histoire de la marine mondiale moderne. C'était la première fois que des bateaux lance-missiles se faisaient face en mer et menaient des combats de missiles. Dans ce cas, il s'agissait de la flotte syrienne au nord et de la flotte égyptienne à l'ouest, face aux escadres de bateaux lance-missiles de la marine israélienne. Les deux flottes ennemies furent vaincues et dans l'incapacité de sortir de leurs ports respectifs dès la deuxième semaine de la guerre.

Je commençai la guerre le lendemain de sa déclaration et je pris part à trois très dures semaines de combats comme commandant d'escadre de vedettes. Un de mes soldats fut tué et quatre autres blessés lors des combats dans le golfe de Suez. Ce fut la première fois que je fis face aux phénomènes de psychose traumatique de combattants dans les navires. Je découvrais une réalité dans laquelle j'ignorais si j'aurais un port où retourner.

Je reçus le commando marine Shayetet 13 dans un état de crise très grave. Je devais être commandant adjoint, mais Rafoul (Rafael

Eitan), le chef d'état-major, avait congédié le chef du commando marine pour une affaire dans laquelle sa culpabilité était sujette à caution. Un officier avait été tué lors d'un entraînement sur l'île de Tiran. Le dossier des entraînements n'était pas rangé correctement. Rafoul décida de renvoyer le commandant de l'unité parce qu'il n'était pas prêt à supporter d'accidents lors d'opérations de l'armée. À cette époque, Rafoul ne croyait pas aux capacités opérationnelles du commando marine Shayetet 13 et je pense que ce renvoi fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. C'est ainsi que j'eus à m'occuper de la remise en état de l'unité en situation de crise.

En tant que chef du commando marine Shayetet 13, vous conduisez vingt-deux opérations en deux ans, ce qui représente une charge de travail inaccoutumée.

Vingt-deux opérations violentes. Un nombre infini d'opérations secrètes de collecte d'informations et autres, mais vingt-deux opérations dans lesquelles il y eut contact avec l'ennemi. Ces années-là, les bases des terroristes et leurs infrastructures au Liban représentaient la principale menace pour Israël. Le commandant de la marine, Zeev Almog, qui avait été chef du commando marine Shayetet 13, fit tout pour impliquer l'ensemble de la marine et la Shayetet 13 en particulier dans des activités opérationnelles. En tant que chef du commando marine, j'étais prêt à tout pour répondre à ses exigences. Je le précise parce qu'il y eut des périodes pendant lesquelles le commando n'aimait pas les activités au Liban ou dans les territoires. Plus tard, à la Shayetet, on ne comprit pas toujours que le commando devait être présent en tout lieu où l'armée combattait.

Moshé Dayan avait dit un jour : « Je préfère devoir brider des chevaux lancés au galop que d'avoir à fouetter des bêtes paresseuses. » Je pense vraiment que les commandants au niveau des unités spéciales, les chefs de bataillon, les chefs de brigade, doivent

être ceux qui poussent à l'action, tandis que celui qui a une vision d'ensemble des choses les freine. La culture de l'attaque ne se développe pas sans s'exercer dans la réalité. Il y a une limite à l'élaboration d'une telle culture à l'aide de simulateurs. D'un côté, nous ne pouvons pas provoquer une guerre afin de nous forger cette culture. Mais de l'autre, le commandant d'une unité ne peut pas attendre de ses combattants qu'ils attaquent s'il ne les a pas fait passer par des expériences offensives en tout lieu où se trouve Tsahal. Il doit tout faire pour en arriver là.

Une partie des opérations au Liban étaient des opérations d'élimination.
Vous vous obstinez à utiliser le mot « élimination » et moi je m'entête à employer le mot « prévention ». Lors d'une opération, nous devions tuer le chef de la branche militaire du Fatah au Liban. Les informations sur cette opération nous parvinrent par le Shabak et aussi par les renseignements militaires. Nous savions qu'il était dans un café sur le port. Nous pouvions l'identifier d'après sa morphologie, de plus, il boitait. Nous savions aussi plus ou moins à quelle table il était installé. Nous devions arriver en plongeant, nager jusqu'au brise-lames, monter sur celui-ci avec deux tireurs d'élite, atteindre notre cible et disparaître. En vérité, même s'il s'agissait d'une opération commando, c'était une opération de prévention. Ce terroriste avait perpétré des attentats, et en l'éliminant, nous avons prévenu de très nombreuses opérations terroristes qu'il préparait. C'est pourquoi ce que vous appelez « élimination » est pour moi de la prévention.

Vous demandez-vous pour quelle raison on vous ordonne d'éliminer quelqu'un ?
Me le suis-je demandé à l'époque ? Non, c'était très clair. Je n'ai pas tergiversé face à des dilemmes devant lesquels j'ai hésité plus tard en

tant que directeur du Shabak, responsable du développement ou du perfectionnement du concept d'« élimination ciblée ». Quant à l'opération dont je viens de vous parler, elle a fait l'objet d'une discussion particulièrement houleuse entre le chef d'état-major, Rafoul, et moi. Il nous avait donné pour instruction, après que nous aurions atteint notre cible, de tirer à la mitraillette sur les gens qui se trouveraient près d'elle, car il se pouvait qu'une partie d'entre eux fussent des terroristes, et de laisser des charges piégées sur le brise-lames. Tout ceci selon la pensée opérationnelle de Rafoul, qui était la suivante : « Vous devez assurer votre repli. En effet, si vous ne tirez pas, on risque de vous blesser quand vous vous retirerez à la nage. » Ma discussion avec le chef d'état-major portait sur le côté opérationnel de l'opération qui comprenait aussi bien sûr un aspect moral. Premièrement, nous devions tuer un terroriste. Pas des gens sur un brise-lames ou dans un café du port. Deuxièmement, j'avais aussi une raison opérationnelle : si nous tirions deux coups de feu, le risque d'être repérés était très faible. En revanche, si nous ouvrions un feu nourri, nous nous découvrions. De plus, je savais que ceux qui trouveraient les charges piégées ne seraient pas forcément des combattants. Cela pourrait être des pêcheurs qui viendraient le lendemain, ou des enfants qui se promèneraient sur le brise-lames. Causer la mort de personnes non impliquées me posait un vrai problème. Ce fut une grande discussion, pas très sympathique, qui déborda sur le dernier briefing. Finalement, un compromis privilégiant le pragmatisme fut trouvé : nous prendrions ces directives en considération et nous déciderions en temps réel d'ouvrir le feu ou pas, en fonction de l'intensité de la résistance rencontrée ou de notre capacité à nous replier en toute sécurité. Pour autant que je me souvienne, nous n'avons pas eu à ouvrir le feu, mais je n'en suis pas sûr.

Rafoul était un véritable combattant, un chef, et pour cela je lui vouais toute mon admiration. Il n'était pas du style à venir avec un cigare au dernier briefing. Je n'admettais pas ses critères moraux ni plus tard ses déclarations insultantes envers les Palestiniens, vraiment pas. J'ai pris de Rafoul ce que je pensais bon de prendre et pas le reste, ou du moins me suis-je reconnu le droit et le devoir de débattre avec lui de certaines de ses positions. Je peux mettre à son crédit le fait qu'avec moi, il montra beaucoup de patience et de pondération.

Sous-marins, dissuasion nucléaire, question de vie ou de mort

> **L'épouse du chef d'état-major a lancé le nouveau sous-marin**
> La cérémonie de lancement s'est déroulée dans le nord de l'Allemagne. Le sous-marin *Léviathan* est le deuxième des trois sous-marins promis par l'Allemagne à Israël après la guerre du Golfe.
>
> Eran Tiefenbronn, *Yediot Aharonot*, 28 mai 1997

Ami Ayalon : À mon entrée en fonctions comme chef d'état-major de la marine, à l'été 1992, la situation était exactement l'inverse de celle qui prévalait quand j'avais pris mon poste de chef du commando marine. De mon point de vue personnel, subjectif, la marine était en proie à une crise profonde, mais cette crise n'était pas ressentie par le personnel. Comment opérer des changements dans une organisation ignorant qu'elle est en crise ? Comment atteler à une tâche un très grand groupe de personnes qui avaient certaines habitudes de travail, en disant : « Messieurs, mesdames, nous nous trompons, procédons donc à des changements » ?

Le principal dilemme était alors l'équilibre entre les navires de surface et les sous-marins. Ces années-là, la marine donnait une priorité absolue aux navires de surface. Je pensais qu'au XXIe siècle, quand nombre de pays développaient des armes de destruction massive, l'État d'Israël se devait de posséder des sous-marins. Mais nous n'avons reçu les sous-marins allemands qu'après qu'Israël, sur décision du ministre de la Défense Moshé Arens, y eut renoncé. En tant que commandant adjoint de la marine, je considérais que la possession de sous-marins était une question de vie ou de mort. Pendant la guerre du Golfe, l'Allemagne nous a suppliés de la laisser nous aider, sur fond de sentiments de culpabilité qui la tenaillaient depuis la Seconde Guerre mondiale et la Shoah. Sans parler de l'aide qu'elle avait apportée aux Irakiens pour leur armement chimique et non conventionnel. Sans cette guerre, la marine israélienne n'aurait peut-être pas eu de sous-marins.

Selon des sources étrangères, ces sous-marins font partie de la force de dissuasion nucléaire d'Israël.
Je n'entre pas dans ce débat, qui n'a pas à être mené dans les médias. Je pense que le concept de la défense d'Israël doit faire partie du débat public, mais en excluant le sujet de la dissuasion nucléaire.

En fin de compte, l'État d'Israël obtint deux sous-marins. Mon problème en tant que chef d'état-major de la marine était de savoir s'il nous en fallait un troisième. Il nous était nécessaire, car nous avions besoin d'un sous-marin fonctionnant en permanence, ce qui répondrait aux besoins du peuple d'Israël en cette ère nouvelle. Ehud Barak était chef d'état-major des armées et moi chef d'état-major de la marine. Nous étions en très grand désaccord sur ce sujet et nous sommes finalement allés voir le Premier ministre et ministre de la Défense, Rabin. C'était l'unique sujet à cause duquel j'étais prêt à démissionner. Après d'innombrables discussions et deux lettres de

démission qui sont encore dans mon coffre, Rabin conclut que l'État d'Israël, plus précisément les forces navales israéliennes, serait doté de sous-marins. Il comprit la stratégie globale que nous élaborions. Je pense que, contrairement au chef d'état-major et à beaucoup d'autres, il avait saisi l'importance d'une part de posséder des sous-marins qui assureraient l'avenir de l'État d'Israël et d'autre part d'aboutir à des accords de paix qui garantiraient ce même avenir.

Un nouveau Moyen-Orient ?

Poignée de main
Quand ils se sont serré la main, la distance entre eux était de la taille du bras tendu d'Itzhak Rabin. D'un côté se trouvait le Premier ministre israélien, un homme n'aimant pas les contacts physiques, forcé de se rendre à cette cérémonie et obligé d'accomplir ce geste ; au centre, le président des États-Unis, qui tirait la main de Rabin presque de force ; et de l'autre côté, le chef de l'OLP, Yasser Arafat, dans un uniforme inapproprié pour un événement si approprié.

Nahum Barnea, *Yediot Aharonot*, 14 septembre 1993,
le lendemain de la signature des accords d'Oslo
sur la pelouse de la Maison-Blanche

Ami Ayalon : Nous n'avons pas pris l'annonce des accords d'Oslo comme quelque chose de naturel. Au contraire. C'était l'inverse de tout ce que nous avions fait tout au long de dizaines d'années et de tout ce que nous avions prévu qu'il arriverait. Quelques jours, peut-être quelques semaines avant Oslo, Eliakim Rubinstein, alors conseiller juridique du ministère de la Défense et impliqué dans toutes les négociations de Madrid, est venu au quartier général. Nous

avons discuté de politique et il nous a expliqué sans équivoque pourquoi il était hors de question que nous parlions avec Arafat. Nous avons pris ses propos comme paroles d'Évangile. Quelques semaines plus tard, on venait nous annoncer les discussions… mais vous devez comprendre, chacun d'entre nous, je… jusqu'où je suis allé pour poursuivre les terroristes en général et Arafat en particulier : Tunis, l'Adriatique, la Méditerranée occidentale, que sais-je encore ! Arafat était le terrorisme personnifié. C'est la raison pour laquelle ce processus n'était pas naturel pour nous. Mais je pense que nous avons tous compris qu'il s'agissait de l'impératif du moment.

En tant qu'homme qui connaît les Palestiniens par les traques que vous engagez contre eux, ressentez-vous un changement dans les réunions d'état-major, les ennemis d'hier deviennent-ils soudain des partenaires ?
Voyez-vous, cela ne nous est pas arrivé à tous en même temps. Les débats étaient très tendus. Je me souviens d'avoir fait des remarques à l'époque sur le rôle de l'armée dans ce processus. Je pensais et pense encore que l'armée a commis une erreur dans son degré d'implication. Il était très commode pour Rabin de demander à l'adjoint du chef d'état-major, Amnon Lipkin-Sharak, de coordonner les discussions portant sur la sécurité, et je crois que c'était une erreur. Uzi Dayan, le chef de la planification, se joignit à Amnon, et s'exprima ainsi dans les médias et dans les débats d'état-major : « Nous étions à la recherche d'un accord et nous avons trouvé des amis. » Je lui répondis à l'état-major : « Écoutez, Uzi, le peuple d'Israël ne vous a pas envoyé là-bas pour que vous vous fassiez des amis, mais pour que vous garantissiez la sécurité de l'État d'Israël. »

Vous avez aussi déclaré : « Je m'oppose à la belle assurance avec laquelle certains disent que le Moyen-Orient se dirige vers la paix. Le Moyen-

Orient va vers une ère d'incertitude, il y a d'excellentes chances de paix mais aussi de nombreux dangers. » En fait, vous avez presque prévu…
Je ne sais pas si j'ai prévu quoi que ce soit. Je pense que nous devions nous engager dans ce processus, mais nous n'y avons pas tous pris part en comprenant bien la profondeur du problème. Le débat public sur le processus d'Oslo à son début fut abordé avec une naïveté qui me dérangeait beaucoup, comme toutes ces idées d'un « nouveau Moyen-Orient ». Mais il m'était difficile de me plaindre parce qu'à la fin des années 1980, au début des années 1990, si nous avons vécu l'Intifada, le monde a quant à lui vécu la chute du mur de Berlin, l'union de l'Europe et Fukuyama a écrit *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*. Nous avions l'impression que nous étions vraiment au début d'une ère nouvelle, meilleure, dans laquelle ce concept d'État-nation, qui était né cent cinquante à deux cents ans plus tôt, n'était plus pertinent. Les frontières internationales seraient remplacées par des frontières monétaires et culturelles. Je ne peux pas dire que l'histoire n'emprunte pas cette voie et peut-être arrivera-t-elle à son but dans cinquante, cent ou deux cents ans, mais sur le chemin de la délivrance, il y a des hauts et des bas. Pour nous au Moyen-Orient, ce concept relevait de la naïveté.

Je pense aussi que nous avons commis de nombreuses erreurs et que nous n'avons pas saisi l'occasion qui se présentait à cette époque. Tout comme les Palestiniens, bien entendu. C'est-à-dire que la responsabilité et la culpabilité ne reposent pas sur une seule des parties. D'un côté, j'étais inquiet et, de l'autre, je pense a posteriori que nous avons manqué une occasion.

Dans une interview que m'a accordée Ehud Barak, il m'a raconté qu'il avait dit à Rabin : « Vous payez de tous vos biens, de toute votre réputation, de votre nom en matière de sécurité, et en fait vous recevez

d'Arafat des paroles dont il se peut qu'elles soient vides de sens. » Comment Rabin gère-t-il cela ?

Il dit des mots simples. Il est conscient de la difficulté. Rabin est un homme de sécurité jusqu'au bout des ongles. On n'a pas besoin de lui expliquer. Quand nous venons lui dire que nous n'avons pas les outils nécessaires pour garantir la sécurité, il le comprend très bien. Il nous explique quand même pourquoi nous sommes obligés de nous engager dans le processus d'Oslo. Rabin, lors de son deuxième mandat, en est arrivé à la conclusion que pour assurer la sécurité de l'État d'Israël, il devait radicalement changer de position. Contrairement à sa promesse de ne pas nous retirer du plateau du Golan, il conduisait une politique qui prétendait qu'il était préférable pour Israël d'avoir un accord politique avec la Syrie que d'être présent sur le plateau du Golan. C'est arrivé à Moshé Dayan, avec ses déclarations de Charm el-Cheikh, du détroit de Tiran ou du Sinaï, cela arrive à chacun en fonction de sa personnalité, de sa façon de comprendre la réalité, de l'endroit d'où il vient.

Rabin vivait dans ce dilemme. J'ai vu son visage, j'ai vu qu'il comprenait l'importance du problème. J'ai vu combien il était déchiré. Il a pris une décision. Vous devez comprendre que parallèlement à cela, il y avait aussi la fracture de la société israélienne. Certains pensaient que le gouvernement n'avait pas autorité pour transférer des terres appartenant à Israël. D'autres jugeaient que c'était un pari insensé sur la sécurité. L'opposition se renforçait. Je pense que Rabin avait compris mieux que tout autre, mieux que le chef d'état-major, sûrement mieux que tous les membres de son cabinet, le problème de la sécurité, mais il avait aussi réalisé qu'une opportunité politique se présentait. Je crois que ce qu'il a essayé de faire, c'est de résoudre le problème de ce décalage. Il a

finalement été assassiné dans une certaine mesure à cause de ce décalage.

De la marine à la direction du Shabak

> **Le général Ayalon accepte d'être directeur du Shabak**
> Ami Ayalon, 51 ans, qui était encore chef d'état-major de la marine il y a dix jours, a répondu positivement aux sollicitations du Premier ministre et du président Weizman. Sa nomination doit être approuvée par le gouvernement.
>
> Alex Fishman, *Yediot Aharonot*, 10 janvier 1996

Ami Ayalon : En fait, c'est l'assassinat de Rabin qui me conduisit au Service de sécurité intérieure. Un an plus tôt, Rabin m'avait demandé de devenir directeur du Shabak et j'avais décliné son offre. Moins de deux mois après, quand Shimon Pérès m'a proposé le poste à la suite de la démission de Carmi Gillon, je n'avais même pas la possibilité de refuser. Membre de l'état-major, j'avais une moins bonne connaissance du Service que la plupart des autres généraux, les contacts du Service avec la marine étant réduits. Il était clair que le Service se trouvait en situation de crise et que son personnel en était conscient.

Avi Dichter : Quand la candidature d'Ami Ayalon fut à l'ordre du jour, celui-ci avait quelques craintes et envoya Itzik Eitan, son voisin de Kerem Maharal, un village agricole du nord d'Israël, tâter le terrain. Itzik Eitan, ancien chef de division, était alors commandant de la région militaire Centre et nous étions bons amis. Sans annoncer

la raison de sa présence, Itzik commença à poser des questions. Comme c'est ainsi que je gagne ma vie, après sa deuxième phrase, j'ai compris exactement où il voulait en venir et je lui ai déclaré : « Écoute, dis à Ami de ne pas s'inquiéter. Il peut venir au Shabak, il recevra toute l'aide et tout le soutien nécessaires pour la simple raison qu'il n'y a au sein de l'état-major du Service de sécurité intérieure aucun candidat au poste de directeur qui soit vraiment mûr pour remplir cette fonction. » En effet, quand Carmi avait été nommé directeur adjoint du Service, un groupe de six chefs de division avait démissionné et nous étions restés sans dirigeants. J'avais alors moi-même le grade de chef de division. J'étais le plus ancien de ceux qui occupaient cette fonction et qui auraient pu se présenter au poste de directeur du Service, mais cela ne faisait que trois ans que j'occupais ce premier emploi au Service. J'étais donc apparemment celui qui avait les plus fortes aspirations à devenir directeur du Shabak. Je déclarai à Itzik : « Si je dis à Ami qu'il peut être tranquille, crois-moi, c'est qu'il peut l'être. »

YUVAL DISKIN : On avait l'impression qu'au Service, tout s'était effondré. Le service de protection s'était effondré, le service de renseignements de la section juive n'avait pas réussi à donner l'alerte qui aurait pu éviter l'assassinat de Rabin, le personnel des régions dans le domaine de la prévention des attentats-suicides n'avait pas été à la hauteur. Tout cela se passait parallèlement au processus d'Oslo. L'accumulation de tous ces éléments amena l'organisation à un niveau où rien de ce qu'elle entreprenait ne réussissait.

Un mois après l'arrivée d'Ami Ayalon, le pays fut en proie à la vague d'attentats de février-mars 1996. Il entra dans l'organisation au moment le plus difficile, quand elle était au plus bas. Il apporta des améliorations très significatives, dont je pense qu'elles ont changé la face du Shabak, même si certains ont plus ou moins râlé. En effet,

personne n'aime l'idée que quelqu'un d'extérieur soit parachuté à la tête de son organisation. Je pense que c'était la bonne personne au bon poste.

AMI AYALON : Mon sentiment était que ce coup si violent avait fait comprendre au Service la profondeur de la crise qu'il traversait. Il était disposé à tout passer au crible. L'occasion d'une révision complète de la gestion se présentait. J'avais néanmoins compris que ma connaissance de l'organisation était réduite et que je ne pouvais pas être celui qui imposerait ses vues au Service.

À ma première réunion d'état-major du Service, je ne connaissais presque aucun de ses hauts responsables, mis à part un ou deux que j'avais rencontrés lors d'opérations. J'ai dû leur exposer mon credo et j'ai sûrement dit beaucoup de choses qui n'étaient selon eux pas pertinentes. Mais ils ont compris qu'il n'y avait pas le choix, ils m'ont déroulé le tapis rouge et se sont abstenus de ricaner dans les très nombreux cas où j'ai pris des positions erronées professionnellement. La première phrase que j'aie prononcée après les salutations d'usage a été : « Messieurs, je ne connais pas le Service, je ne sais pas comment on collecte de l'information, comment on recrute des agents, comment on prévient des attentats terroristes, mais je sais poser des questions. Et c'est ce que je vais faire. La seule réponse que je ne suis pas prêt à entendre est : "C'est ce que nous avons toujours fait." C'est ce que nous avons toujours fait, et nous en sommes arrivés à une situation problématique. C'est pour cette raison que nous allons tout vérifier, les méthodes de collecte, de recrutement, de prévention, tout. Il se peut qu'après cet examen nous parvenions à la conclusion que ce que nous avons toujours fait était excellent et qu'il n'y a donc aucune raison de rien changer, mais nous ne le saurons qu'après avoir bousculé les conventions et refusé les postulats. » C'est en réalité ce

que j'ai fait pendant plus de quatre ans au Service de sécurité intérieure.

YUVAL DISKIN : Ami a apporté la valeur du débriefing, l'importance de l'analyse méticuleuse du bilan des actions et activités du Service, de l'auto-investigation. Il a introduit de très nombreux concepts de gestion ainsi que la planification, qui n'existaient pas au sein de l'organisation. Ces années-là, le Shabak était une organisation tactique ou micro-tactique. Il réagissait au coup par coup, collectait des informations, déjouait des attentats, mais sans essayer de réfléchir à moyen ou long terme, ni évidemment de mettre au point des programmes de travail, d'assigner des fonctions. Ami a introduit tout cela dans l'organisation selon un processus long et méthodique, qui a laissé son empreinte dans le Service. Je ne sais pas dans quelle mesure il est devenu un homme du Shabak. Je ne crois pas qu'il en était un même au moment où il est parti. Il se peut qu'il ne soit pas d'accord avec moi. Je pense que ce n'est pas pour cela que je lui donne la note la plus élevée, mais pour ses valeurs, sa gestion, son leadership, sa capacité à mener des investigations, à procéder à des bilans. Pour moi, c'était le plus important à cette époque.

Qu'avez-vous découvert lors de ces investigations ?
Nous avons compris que quelque chose n'allait vraiment pas. Nous avons découvert que cette organisation était très musclée mais que son cerveau n'était pas suffisamment développé. C'est mon interprétation personnelle. Un des grands changements que nous avons effectués a été de décider que dorénavant le cerveau contrôlerait les muscles et non l'inverse. Facile à dire, difficile à faire. Il est en effet très compliqué de changer la culture d'une organisation. Il faut comprendre que le Shabak a été dirigé, et l'est même encore à présent, par des hommes de terrain. Ce sont eux les

muscles. Et ce sont précisément eux qui ont dû mener une démarche tendant à transférer le centre de gravité de l'organisation sur le terrain aux têtes pensantes se trouvant dans les bureaux sous les néons, devant les écrans d'ordinateurs.

L'assassinat de Rabin est une défaillance du service de protection en particulier. Pourquoi en réalité trouvez-vous un Service qui est ébranlé à tous les niveaux ? C'est l'unité de protection des personnalités qui aurait dû être secouée.

AMI AYALON : L'assassinat de Rabin n'est pas seulement l'échec du dispositif de protection. Il n'est pas moins l'échec du renseignement. Le Service de sécurité intérieure était très proche en matière de renseignements d'Ygal Amir. Le Service avait envoyé des agents le rencontrer et avait reçu des informations sur « le petit Yéménite qui disait aux toilettes qu'il tuerait Rabin ». Cela signifie bien que le Service a échoué tout autant du point de vue du renseignement que de celui de la protection.

Je suis aussi en désaccord avec les conclusions de la commission Shamgar, chargée d'enquêter sur l'assassinat de Rabin, sur le renseignement. Les membres de la commission ont néanmoins eu raison sur la conclusion principale à laquelle ils sont parvenus : le Service a fait une erreur en activant son agent infiltré Avishaï Raviv et n'a pas compris les limites des actions permises en présence d'objectifs violents. Il a activé Avishaï Raviv comme « numéro un » de son organisation, ce qui est formellement interdit. En faisant cela, vous passez de la situation où vous recueillez des informations à celle où vous façonnez la réalité contre laquelle vous luttez. C'est la raison pour laquelle nous n'utilisons jamais le numéro un d'une organisation, aussi minuscule qu'elle soit.

Alors c'est vrai, le Service de sécurité intérieure a commis une erreur en activant Avishaï Raviv, mais à mon avis ce n'est qu'une

petite partie de l'échec du renseignement. Au-delà de cela, nous devons être honnêtes avec nous-mêmes. En effet, qu'a dit la première commission Shamgar, mise en place à la suite du massacre au caveau des patriarches, du Service de sécurité intérieure ? « Vous n'avez pas été assez agressifs dans l'obtention de renseignements. Vous devez vous montrer plus agressifs dans la façon dont vous recrutez et agissez au sein des groupes d'extrême droite violents en Israël. » Ensuite, la deuxième commission Shamgar vient dire au Service de sécurité intérieure : « Vous avez activé des agents de façon inadaptée, trop agressive. » La commission Shamgar a eu raison la première fois ainsi que la seconde, mais le Service de sécurité intérieure est resté seul en proie au dilemme.

Mais ne croyez pas qu'en tant que directeur du Shabak je me sois embourbé dans des débats académiques et que j'aie eu des doutes. Il était tout à fait clair que je me trouvais au Service pour assurer la sécurité des citoyens de l'État d'Israël. La première chose dont je me suis occupé, tout du moins la première semaine, c'est de la fracture dans le dispositif de protection. Le chef de division avait été remplacé, le chef de l'unité de protection des hautes personnalités aussi, et une question me taraudait : avions-nous tiré les bonnes leçons ? J'avais l'impression que non. J'ai posé une question très simple : quel a réellement été le problème lors de l'assassinat de Rabin ? D'après les réponses reçues, j'étais incapable de dire pourquoi dorénavant le risque que cela se reproduise était plus faible.

Le dispositif de protection des personnalités fonctionne sur le modèle de celui des avions et des aéroports, où l'accent est mis sur l'entraînement des combattants. La mesure principale d'efficacité est le temps écoulé entre le moment où la menace est identifiée et celui où la première balle est tirée. Selon cette conception, dans le cas d'Ygal Amir, il n'y avait aucune chance que les agents de sécurité du

Service tirent la première balle. Il est impossible de filtrer complètement chaque zone. La question est donc de savoir quoi faire face à la première balle tirée par un assaillant. Actuellement, le dispositif de protection consiste à entourer le Premier ministre non pas de deux ou trois personnes mais de cinq ou six s'il le faut. Quand il pénètre dans une zone non filtrée, une ceinture humaine l'entoure, il est donc pratiquement impossible de l'approcher. Cette ceinture fait barrage entre lui et la balle. L'objectif est d'absorber la première balle mais pas forcément de tuer l'assaillant, parce que vous supposez par avance que vous n'aurez pas l'occasion de tirer le premier. Cela signifie qu'il faut commencer à changer la méthode d'entraînement, de formation, toute la structure de l'équipe, et finalement tout le dispositif.

Parallèlement au dispositif de protection, dès mes premiers jours en tant que directeur du Shabak, le service chargé de faire obstacle au terrorisme arabe s'effondra. En effet, les attentats dans lesquels nous avons perdu 57 civils israéliens et qui ont fait 214 blessés en moins de deux semaines fin février, début mars, étaient bien le signe de l'effondrement du système chargé de prévenir les attentats terroristes.

Il fallut réexaminer tout le système de recrutement des agents. Le retrait du terrain avec les accords d'Oslo réduisait de plus en plus notre capacité à obtenir des informations de source humaine. De plus, même les organisations avaient changé. Le Fatah des années 1990 était une organisation qui se livrait de moins en moins au terrorisme. En revanche, le Hamas se renforça, et chez eux, la population était tout à fait différente. Il fallait donc faire des ajustements dans de très nombreux domaines d'activité, et les mettre à jour en fonction de la réalité qui changeait à un rythme insensé à cette époque.

Quand vous entrez en fonctions au Service, Israël ne contrôle plus le terrain. Comment faites-vous pour vous procurer des informations qui serviront à déjouer des attentats ?

L'expression « impossible de recruter des agents » n'est jamais acceptable. Les raisons pour lesquelles quelqu'un transmet des informations sont très variées. Certains voient dans le terrorisme une menace personnelle et collaborent pour des raisons idéologiques. Ce n'est pas qu'ils adhèrent au mouvement sioniste, mais ils sont disposés à lutter contre le terrorisme. D'autres ont des considérations d'ordre économique ou d'une autre nature, ce qui donne au Service le moyen de recruter des agents. Les bonnes raisons existent toujours, quelles que soient les conditions sur le terrain. Il s'agit de voir comment le Service continue à recruter des agents dans une réalité changeante. Au-delà de cela, je ne vous dis plus un mot sur le recrutement d'agents. Je pense que les méthodes de recueil d'informations du Service de sécurité intérieure ne doivent pas être dévoilées et faire l'objet d'un débat public. Je peux vous dire que nous avons dû utiliser de façon beaucoup plus intelligente les technologies de l'information qui ont été développées dans les années 1990.

Si vous me demandez mon avis, la grande révolution du Service de sécurité intérieure dans la seconde moitié des années 1990 a été celle de l'information. Elle a contribué, tout au moins vers la fin de mon mandat, plus que tout autre facteur, à la capacité de prévention du Service. En tant qu'hommes du renseignement, nous étions demandeurs de toujours plus d'informations. Au cours des enquêtes que nous menions sur nos missions ayant échoué, des propos selon lesquels « tout était dans les dossiers » se multipliaient. Que cela signifiait-il ? Que dans les dossiers de renseignements se trouvaient des informations qui, si elles avaient été à notre disposition en temps

réel, auraient pu nous permettre de déjouer des attentats. C'est ce qui a provoqué la révolution dans le Service et nous a amenés à déplacer le centre de gravité de la collecte, qui s'est évidemment poursuivie, à l'exploitation de l'information. Ou comment extraire la quantité infinie des informations existant dans les dossiers, dans la mémoire collective ou dans la mémoire personnelle de tout le personnel du Service et la transformer en éléments pertinents dans le processus de prise de décision.

YUVAL DISKIN : Durant ces années-là, nous avons pris la résolution extrêmement importante d'allouer la plus grande partie de notre budget au développement des technologies de l'information dans l'organisation. C'était bien sûr au détriment d'autres projets. De plus, un investissement dans la technologie ne garantit pas des résultats sous quinze jours. Il faut des mois, parfois même deux ou trois ans, pour commencer à en voir les fruits. Mais notre focalisation sur ce sujet a permis de rétablir l'organisation, qui était au plus bas, de la propulser en avant.

AMI AYALON : En 1995, lorsque j'étais chef d'état-major de la marine, je pouvais m'asseoir dans la salle de commandement, l'endroit où le commandant de la marine prend les décisions d'envoyer des navires en Syrie, en Libye, à Tunis ou en Méditerranée occidentale, et je pouvais voir sur des écrans où se trouvaient chacun de mes navires et chacun des navires ennemis. Les miens étaient en bleu, les leurs en rouge et les neutres en vert, tout était fait pour me faciliter les choses. Et si j'avais des combattants sur le rivage, je pouvais vérifier toutes les cinq minutes où se trouvait exactement chaque membre de mon équipe du commando marine Shayetet 13 sur la côte libyenne, à des milliers de kilomètres d'Israël. Voir sur une image graphique. Au Service, de tels systèmes d'information n'existaient pas. Alors vous

vous dites que le monde de l'information permet aujourd'hui de tout faire. Il permet de traduire toute bribe d'information en un élément qui deviendra une composante dans le processus de prise de décision, et qui vous sera présenté comme vous le désirez. Vous le voulez de quelle couleur ? Sous quelle forme ? Une image graphique est possible. La technologie existe. C'est une révolution.

YUVAL DISKIN : En fait, le Service a pris tous les systèmes nous permettant de faire face à l'énorme quantité d'informations et de renseignements que nous savons produire, pour les exploiter et les transformer en éléments utilisables opérationnellement. Nous avons fait une révolution et sommes parvenus à un haut niveau, à mon avis même en comparaison des autres services de renseignements que je connais en Israël et dans le monde. Certains d'entre eux sont plus tard venus étudier notre approche et les compétences que nous avons réussi à développer. Il y a un domaine que l'on appelle *data mining*, l'exploration de données, sur lequel je ne vais pas m'étendre mais dans lequel je pense que nous avons une bonne place au niveau international.

Étendez-vous donc !
Non. Je peux vous dire qu'il ne s'agit pas de simples systèmes d'information, mais de systèmes d'information opérationnels. Et le point important est qu'en temps réel ils ont sauvé de nombreuses vies en Israël.

AVI DICHTER : Chaque personne produit une grande quantité d'informations. Songez, pour chacun d'entre nous, combien nous utilisions le téléphone il y a vingt ans, et combien nous le faisons aujourd'hui. C'est incomparable. C'est pourquoi il faut sans cesse coller au développement des technologies. Les gens, tout comme les

terroristes en détresse, font des erreurs. Le volume d'informations produit par les individus est énorme et dans le passé nous n'avions aucune chance de les restaurer, car nous devions passer par les dossiers, les vieux dossiers papier sur lesquels nous travaillions depuis des années. Actuellement, en utilisant un ordinateur, vous êtes capable d'obtenir des caractéristiques instantanément. Si l'on vous parle d'un rouquin à Djénine, vous pouvez sortir la liste des hommes roux de Djénine et, au lieu d'avoir affaire à un roux abstrait, vous obtenez une liste de dix personnes dont les noms sont connus. Vous pouvez aussi déterminer d'autres caractéristiques de la personne recherchée : un homme petit, mince ou grand. Vous pouvez même prendre en compte le style de ses vêtements. Les possibilités sont considérables.

On dit que ceux qui sont assis devant les ordinateurs ont sauvé bien des vies. Expliquez-moi comment.

YUVAL DISKIN : J'essaie d'illustrer cela autant que faire se peut. Nous recevons par exemple des renseignements ou certains signaux en temps réel, qui nous indiquent qu'un kamikaze vient de sortir de Naplouse en direction de Jérusalem ou de Netanya dans l'intention de se faire exploser. Afin de comprendre que c'est ce que révèlent les signaux, vous avez besoin de compétences de pointe, tant au niveau de la technologie que du personnel du renseignement. Ce sont généralement les gens du « desk » chez nous qui lisent ces informations opérationnelles et doivent comprendre que ce signal-ci et ce signal-là, une fois reliés, montrent qu'un kamikaze armé d'une ceinture explosive se déplace vers tel ou tel endroit. Ce qui entraîne une série d'opérations à mener pour lesquelles nous sommes arrivés à un très haut niveau de coopération avec l'armée et la police. Si nous n'avions pas conduit ces démarches, nous aurions dû faire face à la deuxième Intifada démunis des nombreuses compétences acquises

grâce à la technologie, même si une partie d'entre elles n'en étaient qu'à leurs débuts. À mon avis, le peuple d'Israël aurait payé cher pour cela. Nous avons en réalité payé un très lourd et douloureux tribut, mais il aurait pu l'être plus encore.

AMI AYALON : Dans le processus de redressement du dispositif de prévention des attentats, nous devions aussi influer sur le cabinet et sur le Premier ministre. J'appréciais beaucoup la détermination de Rabin, mais selon une perspective historique, je pense que la politique qu'Israël avait adoptée sous sa direction était problématique, car elle disait en l'espèce : « Nous lutterons contre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus politique et nous poursuivrons le processus politique comme s'il n'y avait pas de terrorisme. » Dans ce cas, mettez-vous à la place d'Arafat : pourquoi combattre le terrorisme ? S'il ne payait pas le prix pour son absence de lutte contre le terrorisme, il n'avait aucune raison de s'y risquer. Comprenez bien, pour lui, combattre le terrorisme, c'était s'engager dans un combat interne où des Palestiniens devraient aller en prison et où certains seraient tués. Il devait aller vers son « Altalena[1] ». Ce n'est pas ce qu'un dirigeant comme Arafat faisait s'il avait le choix. Rien ne l'y incitait.

Cette politique a été modifiée après les attentats de février-mars 1996 par Shimon Pérès, le Premier ministre. Il devait transférer aux Palestiniens la ville d'Hébron en mars-avril, et ne l'a pas fait. Il a annoncé à Arafat : « Nous ne continuons pas. Si vous voulez un processus politique, vous devez assurer la sécurité. » Cette équation, formulée par Shimon Pérès, est devenue le point central de la politique de Benyamin Netanyahou quand il a accédé au poste de Premier ministre. Les Palestiniens ont bien compris qu'ils devaient lutter contre le terrorisme. À certaines périodes, ils ont été amenés à une excellente coopération avec le Service.

Tant que les Palestiniens pensaient s'engager dans un processus politique qui leur donnerait un pays aux côtés d'Israël, ils étaient tout à fait disposés à prévenir les attentats terroristes. Ils avaient aussi évidemment d'autres raisons. Après les attentats de février-mars 1996, quand nous posâmes des conditions et qu'ils commencèrent à agir contre les infrastructures terroristes du Hamas dans la bande de Gaza, ils découvrirent une organisation très puissante qui leur était inconnue. Ce qui les préoccupait en particulier était la branche secrète du Hamas sous la direction d'Ibrahim Makadmeh. Le rôle de cette branche était de lutter contre le dispositif de sécurité palestinien et contre la direction politique palestinienne. Quand ils le constatèrent, Dahlan et Jibril Rajoub au moins eurent un déclic. Ils comprirent qu'ils devaient avoir leur propre Altalena, et à certaines périodes, ils agirent en conséquence.

Les avis sont très partagés sur le fait qu'ils aient vraiment eu leur propre Altalena.
Les avis sont peut-être partagés, mais selon moi, les choses sont très claires.

Ils ont eu leur Altalena ?
Absolument.

AVI DICHTER : Ils comprirent, presque sur ultimatum du Premier ministre de l'époque, Shimon Pérès, que si ces attentats n'étaient pas stoppés par leurs soins, ce serait par les nôtres, d'une façon ou d'une autre, y compris par notre entrée sur le terrain. Ils arrêtèrent alors environ quatre cents hommes. L'impact immédiat fut très significatif, en particulier à Gaza. Je ne parle pas du rasage des barbes, il s'agissait d'actes de maltraitance, qui entre eux ont un autre sens. Malheureusement ce n'était pas une démarche de prévention mais

d'entrave. Une sorte de détention administrative. On les emprisonnait pendant un certain temps, et après « on verrait bien ce qui se passerait ». Ils furent arrêtés juste pour calmer les esprits. Malheureusement ce ne fut pas suffisant.

Ami Ayalon : En réunion avec Jibril Rajoub, Mohammed Dahlan et Amin al-Hindi, je leur ai dit : « Messieurs, nous n'allons pas faire la paix. Ne vous y trompez pas. Seuls nos dirigeants, les hommes politiques, feront la paix. Mais nous en sommes la condition nécessaire. Si nous n'assurons pas la sécurité, si nous ne créons pas un pont sur lequel ils pourront se rencontrer et débattre de l'avenir du Moyen-Orient sous l'aspect politique, social et économique, il n'y aura rien du tout. C'est pourquoi votre rôle, et le mien, est de déjouer les attentats terroristes et je vous annonce que nous ferons tout dans ce sens. »

L'ère Netanyahou

Le jour où le directeur du Shabak a failli démissionner

Ami Ayalon a déclaré à ses proches qu'il avait renoncé à démissionner pour ne pas faire subir à l'organisation une secousse supplémentaire. Plus tard il a fait la lecture, à la sous-commission des affaires étrangères et de la défense du Parlement, d'une lettre d'arbitrage qu'il avait rédigée avec Netanyahou. Des membres du cabinet du Premier ministre ont déclaré : « Nous avons des doutes sur la capacité de Netanyahou et d'Ayalon à travailler ensemble dans l'ambiance actuelle. »

Alex Fishman, Nahum Barnea et Shimon Shiffer,
Yediot Aharonot, 17 décembre 1996

Revenons en 1996. Netanyahou remplace Pérès au poste de Premier ministre. Pour vous, en tant que directeur du Service, cela change-t-il quelque chose ?

AMI AYALON : Au premier abord, rien ne change. Je n'ai pas essayé d'analyser les déclarations de Netanyahou des années auparavant selon lesquelles il était contre le processus d'Oslo et contre l'accord des deux États. Cela ne m'intéressait vraiment pas. C'est pourquoi, au niveau des relations de travail entre le directeur du Service et le Premier ministre, rien ne changea au début. Avec le temps, dans deux cas, j'ai eu de profonds désaccords avec moi-même, en tant que citoyen et en tant que directeur du Service.

Dans le premier cas, après un terrible attentat dans la région de Binyamin, le Premier ministre Benyamin Netanyahou reçut la recommandation, dans le sens de ce qu'on appelle une « réponse sioniste appropriée », de construire une implantation. Le commandant de la région militaire Centre d'alors, Uzi Dayan, lui proposa en fait de transformer un camp militaire en implantation, ou d'installer des familles dans le camp militaire. À ce stade, je déclarai : « Monsieur le Premier ministre, que les choses soient claires, je ne m'occupe pas de "réponse sioniste appropriée". Je dois garantir la sécurité. Si vous voulez débattre des moyens d'offrir plus de sécurité le long des routes de Judée-Samarie, ce qui signifie faire plus de patrouilles de surveillance, rajouter de l'éclairage, construire de nouvelles routes, tout ce que vous voudrez, c'est légitime, je participe à ce débat. Si vous me demandez de vous expliquer comment je recueille des informations, c'est légitime. Mais si vous voulez réorienter ce débat vers la manière de construire une implantation et le lieu de construction, je n'y prends pas part. Je ne me mêle pas à ce genre de délibération. De mon point de vue, il ne s'agit pas d'une discussion portant sur la sécurité, mais d'un débat politique. » C'est

exactement le diagnostic que j'ai posé, ce que le commandant de la région Centre n'avait pas fait. Mes positions au sujet des implantations ne sont pas importantes dans ce cadre. Elles ne font pas partie du débat sur ce qu'est la sécurité de l'État d'Israël. Il y eut d'autres cas, mais celui-ci fut un exemple particulièrement grave au sujet duquel j'ai jugé bon de préciser à quel débat je ne participais pas.

Mais vous faites quand même l'interface. Si Bibi Netanyahou établit une implantation, vous pouvez prévoir que cela va provoquer une explosion de violence chez les Palestiniens.
Non. Je regrette, mais c'est exactement le problème. Une explosion de violence chez les Palestiniens n'est pas vraiment prévisible. Je peux vous dire que nous nous sommes trompés dans certains cas en estimant qu'il y aurait des violences qui ne se sont pas produites, par exemple pour des implantations à Jérusalem. Irving Moskowitz, un riche Américain encourageant les Juifs à s'installer à Jérusalem, voulait bâtir un quartier à l'est du mont du Temple. Nous avions estimé que cela conduirait à de graves violences. Finalement, il fut décidé de ne pas prendre en compte notre position et le quartier fut construit. En dehors de dix gauchistes israéliens et de quinze Palestiniens, personne ne se rendit sur place pour protester. Savoir en quoi nous nous étions trompés m'intéressait. La police ayant fait valoir à l'avance qu'il n'y aurait pas de troubles, je rencontrai à Jérusalem un officier de police et lui demandai : « Dites-moi, où nous sommes-nous trompés ? Comment expliquez-vous cela ?

– Ami, vous savez quoi ? me répondit-il. Vous n'étiez pas à l'écoute du terrain. »

Je peux vous dire que lorsque la population locale ne se sent pas lésée, dans le cas de constructions sur un terrain relativement libre, et qu'on lui promet de bâtir des jardins publics et des jardins d'enfants,

d'améliorer sa qualité de vie, cette population locale n'est pas forcément violente. Tout ce que nous faisons n'entraîne pas nécessairement d'agressivité. Puisque mon travail est d'assurer la sécurité, je ne peux pas me permettre de faire des évaluations de situation non fondées juste à cause de mes propres opinions politiques. C'est tout simplement inconcevable.

Dans le deuxième cas, j'ai eu une discussion houleuse avec Bibi Netanyahou au sujet des tunnels du mur des Lamentations. J'approuvai l'ouverture de ces tunnels. Le sujet fut à l'ordre du jour à l'époque de Rabin, à celle de Pérès, tous y étaient favorables mais disaient : « Le moment n'est pas venu. » Ce à quoi je répondis : « À Jérusalem, ce n'est jamais le moment. Cela fait trois mille ans que nous attendons, et ce n'est pas le bon moment. La question est différente : pouvons-nous créer les conditions du bon moment ? » Nous avons fait une analyse qui a montré que pour qu'éclatent des violences à Jérusalem, au moins deux des trois conditions suivantes devaient être réunies : Arafat devait avoir un intérêt à la violence, ou ne pas avoir d'intérêt à la réprimer ; la population locale devait avoir un intérêt à la violence ; des éléments religieux à Jérusalem, principalement le Waqf, devaient être prêts à déclencher les troubles.

Je déclarai à Netanyahou : « D'après nos estimations, si ni Arafat ni le Waqf ou la population locale n'ont intérêt à ce qu'éclate la violence, il est raisonnable de penser qu'il est possible d'entreprendre des démarches à Jérusalem. » Il me demanda quelles étaient mes recommandations. Je lui répondis : « En premier lieu, Arafat a un intérêt politique. Il doit savoir que grâce au processus politique, il obtiendra quelque chose qu'il désire. En deuxième lieu, il y a le Waqf, qui doit connaître les limites des fouilles. Comprenez bien que le Waqf a de véritables craintes. Nous voyons cela comme une mauvaise plaisanterie, mais ils croient vraiment que nous voulons creuser

jusqu'à arriver sous le Saint des Saints, sous la mosquée d'Omar ! De leur point de vue, il leur faut la garantie qu'il n'en est pas question. Le troisième point concerne la population locale, nous devons lui expliquer pourquoi l'ouverture des tunnels peut lui apporter un profit économique.

Finalement, lorsque les tunnels furent ouverts, les conditions que j'avais évoquées n'étaient pas réunies. Le Service n'avait pas du tout été impliqué, ni dans les discussions avec le Waqf ni dans celles avec Arafat, et j'apprenais à minuit qu'on s'apprêtait à ouvrir les tunnels quelques heures plus tard. En apparence, l'ouverture de tunnels est une décision politique. Mais même si les instances politiques veulent ouvrir des tunnels, je dois être celui qui dira si les conditions le permettent sans que la sécurité des citoyens israéliens soit menacée, et mon opinion personnelle n'est pas importante à ce moment-là.

Vous avez une réunion avec Netanyahou un mois avant l'ouverture des tunnels, et vous lui dites la même chose que ce que vous venez de me déclarer ?
Oui.

Quelle est sa réaction ?
Il l'accepte tout à fait. Il a commis une erreur de gestion. Il a si mal compris Arafat qu'il a dépêché son émissaire auprès de lui. Ils se sont mis d'accord sur je ne sais quel point concernant Hébron, et Netanyahou a cru que cela suffirait pour empêcher Arafat d'avoir recours à la violence. Il a aussi, semble-t-il, donné instruction à la police de négocier avec les représentants du Waqf, et je ne sais pas si elle l'a fait ou pas. C'est de la mauvaise gestion. On lui a fait le point sur la situation, il a reçu les recommandations, mais il n'a pas su déléguer la mise en œuvre des actions à mener. Il aurait fallu trouver les bonnes personnes à qui demander : « D'après ce que vous savez

d'Arafat, de ses conversations privées, est-il aujourd'hui d'humeur à nous laisser ouvrir les tunnels ? » Cela n'a pas été fait. A posteriori, je comprends qu'il y a eu une certaine activité complètement différente de celle que j'avais estimée nécessaire. Mais c'est de cette façon que le gouvernement d'Israël prenait ses décisions. Je dis cela avec beaucoup de peine. À ma connaissance, il n'y a d'ailleurs même pas eu de débat au sein du cabinet.

Dix-sept soldats tués. Des blessés. Des morts côté palestinien.
En effet. En effet, c'est une tragédie, mais c'est la vérité. Je n'ai pas l'intention d'embellir les choses. Au moment de l'ouverture des tunnels, Bibi Netanyahou part en voyage à l'étranger. Ehud Olmert, le maire de Jérusalem, fête avec quelques riches donateurs américains l'ouverture des tunnels. Personne ne donne à l'avance aux forces de sécurité, au Shabak, à la police l'ordre de se préparer au cas où il se produirait quelque chose. Nous observons, dans le secteur arabe, une grève générale et un début d'agitation, mais nous n'avons personne à qui parler ! Le ministre de la Défense déclare : « Jérusalem, ce n'est pas mon problème. Le Premier ministre est à l'étranger et ne pense pas devoir revenir. » Le ministre des Finances, qui s'y connaît un peu dans le domaine de la sécurité, ne croit pas non plus que ce soit pour lui le moment d'intervenir, il est en plein débat économique. Le ministre du Tourisme, le Premier ministre par intérim, est l'ancien président Moshé Katsav. Il est celui qui doit gérer le pays. Il est celui qui doit commander l'intervention militaire. Bref, cela a été le chaos total pendant quarante-huit heures. Ensuite, quand les événements se terminent de façon très problématique, on nous demande de participer à une conférence de presse où nous devons expliquer ce qui s'est passé. Je pense que ce n'est pas la bonne chose à faire, mais le Premier ministre a donné cette instruction, donc nous y allons. Au cours de cette conférence de presse, je déclare : « J'ai recommandé

d'ouvrir les tunnels, mais dans de tout autres conditions. » Le Premier ministre voit dans mes propos une trahison. Et s'établit alors un dialogue de sourds. J'exprime ma vérité, il voit, semble-t-il, une réalité complètement différente. Et c'est là que commence la fête médiatique très ambiguë entre le Premier ministre et le directeur du Service de sécurité intérieure. Et je suis évidemment dans l'impossibilité de donner une interview.

Nous avons par la suite une très franche conversation au cours de laquelle j'explique clairement ma position et expose ma vision du monde. Le Premier ministre divulgue la sténographie intégrale de cette rencontre en tête à tête, selon laquelle j'ai recommandé d'ouvrir les tunnels. Il omet seulement la partie où j'ai déterminé les conditions qui devaient prévaloir lors de l'ouverture de ces tunnels. La situation est extrêmement difficile.

Avez-vous pensé à démissionner ?

a) Sur les marches du Parlement on m'a demandé comment il se faisait que je n'aie pas démissionné. J'ai répondu par la chanson d'une femme auteur-compositeur exceptionnelle, qui disait : « Je n'ai pas d'autre pays, même si ma terre est en feu. » C'est vrai. Finalement cela nous amène à ne pas démissionner si facilement… Et b) Je n'ai pas pensé avoir de problème à continuer à travailler avec le Premier ministre, parce que je n'ai jamais considéré que les relations entre le directeur du Service de sécurité intérieure et le Premier ministre devaient être des relations de confiance mutuelle, ni des relations personnelles. Au contraire. Pendant les périodes où ces relations étaient bâties sur la confiance et la proximité, les directeurs du Shabak ne savaient pas toujours dire au Premier ministre : « Ça suffit. » Il ne faut pas se quereller avec le Premier ministre pour que les rapports restent cordiaux, mais je ne pensais pas me trouver

alors dans une situation où nos relations m'empêcheraient de travailler.

A-t-il évoqué votre démission ?
Non. Je crois qu'il a aussi compris que cela n'était finalement ni dans son intérêt ni dans le mien.

Qui, en définitive, ramène le calme sur le terrain brûlant ? Ce sont vraiment les Palestiniens ou c'est Tsahal ?
Quand vous ne voyez rien brûler, cela ne signifie pas toujours que quelqu'un a ramené le calme, c'est parfois parce qu'il y a simplement un manque d'énergie à mettre le feu. À ce stade, Arafat croyait encore qu'il pouvait remettre en marche le processus politique. D'ailleurs, le fait est qu'il y a réussi. C'est un des sujets sur lesquels j'ai eu plus tard une discussion avec Bibi Netanyahou. Après que dix-sept soldats israéliens eurent été tués, je lui ai dit que c'était le moment d'interrompre le processus d'Oslo et de déclarer, s'il le désirait : « Messieurs, à partir de maintenant, je veux que nous envisagions un accord permanent. Je ne vais pas vous transférer davantage de territoires et, lorsque vous aurez plus de 90 % du terrain entre vos mains, me mettre à évoquer les points essentiels sur lesquels nous sommes en conflit. » C'était d'ailleurs un aspect problématique du processus d'Oslo, dès le départ. Le Premier ministre n'a pas suivi ma recommandation.

Je lui ai aussi dit que la seule façon de convaincre le président des États-Unis et Arafat que nous devions commencer par traiter les points essentiels, sans transférer de nouvelles terres, était de geler complètement la construction d'implantations. Il fallait neutraliser la variable « temps ». Cette variable est l'élément le plus bizarre dans l'équation entre les Palestiniens et nous. Les deux parties pensent que le temps joue contre elles. Si vous posez la question à l'Israélien

moyen, il vous dira : « À cause de la démographie, le temps joue contre nous. » Si vous interrogez le Palestinien moyen, il répondra : « Vous parlez ! Regardez-les donc ! Ils n'arrêtent pas de construire des implantations, cela va mener à une situation irréversible où il n'y aura pas d'État palestinien. » Les deux parties voient dans le temps un élément négatif. J'ai déclaré à Bibi : « Gelez la construction d'implantations pendant six mois, un an, deux ans, autant que vous le pouvez, et seulement après nous déciderons où construire et où ne pas construire. Si vous êtes capable de cela, alors après leur avoir donné des armes qui leur ont permis de tuer dix-sept de nos soldats, vous pourrez acquérir une légitimité auprès de la communauté internationale. Elle comprendra que nous apportions des modifications au processus et que nous reprenions celui-ci en réglant d'abord les points essentiels. » C'est en fait ce qu'il aurait fallu faire.

Mais il ne l'a pas fait. Il est parti aux États-Unis, a signé les accords de Wye Plantation, introduit les Américains dans l'équation. Trois semaines après les événements des tunnels du mur des Lamentations, il a transféré Hébron aux Palestiniens.

Quelles conclusions Arafat en tire-t-il ?

Que nous ne comprenons que le langage de la force. Il se rend compte que ses tentatives de poursuite du processus de paix après l'arrivée au pouvoir de Netanyahou ne mènent à rien. Alors, il use de la force, tue dix-sept soldats, et se dit : « J'ai tué dix-sept soldats israéliens, et grâce à cela, j'ai pu rencontrer Bibi aux États-Unis, nous nous sommes serré la main, Clinton était là, il y a eu toute une cérémonie et j'ai obtenu Hébron. » Quelles conclusions pouvait-il en tirer ? Les mêmes que celles auxquelles les Palestiniens sont parvenus quand nous nous sommes retirés unilatéralement du Liban, puis quand nous nous sommes retirés unilatéralement de Gaza, sans aucun contexte politique. Tout ce que nous faisons ces dernières

années, c'est leur expliquer que nous ne comprenons que le langage de la force.

Pourquoi Netanyahou transfère-t-il Hébron ? C'est contraire à toutes ses convictions.
Écoutez, dans la famille, la psychologie, c'est du ressort de ma femme. Je ne suis pas capable de lire dans les pensées. J'estime qu'il croit ou qu'il craint de ne pas avoir d'oreille attentive aux États-Unis lui permettant de modifier le processus. C'est ce que je crois, mais je n'en suis pas sûr. Personnellement, j'ai pensé que c'était une erreur, j'ai donné mon avis. J'ai écrit une lettre au Premier ministre à ce sujet, il n'a pas tenu compte de mon opinion et a transféré Hébron. C'était sa décision. Le directeur du Shabak n'a pas à distribuer des notes au Premier ministre qui prend des décisions politiques. C'est son droit, cela ressortit à son autorité, il a été élu et c'est lui qui sera sanctionné.

Vous avez relaté qu'après un attentat, lors d'une discussion dans son bureau, le Premier ministre voulait établir une implantation comme « réponse sioniste appropriée » et que vous avez refusé de prendre part à cette discussion politique dans laquelle vous estimiez ne pas avoir votre place. Et après les événements des tunnels, vous allez dire au Premier ministre : « Vous pouvez interrompre le processus d'Oslo. » Cela vous semble logique ?
Selon ma vision des choses, les deux aspects se complètent. Dans le cas des événements des tunnels, j'ai mis mon opinion personnelle de côté. Je croyais que le processus d'Oslo, s'il était mis en œuvre de bonne foi, représentait une véritable occasion de parvenir à un accord. Mais quand je suis allé voir le Premier ministre, j'ai mis mes convictions dans ma poche, et je ne lui ai pas dit qu'il fallait poursuivre le processus à tout prix, au contraire. Je connaissais sa

position. La mienne n'était pas importante. S'il voulait mettre en œuvre ses résolutions, en matière de sécurité, je pouvais lui dire que d'après mon analyse du système international, les circonstances à ce moment-là lui permettaient de changer le processus. Je n'ai pas donné mon avis personnel en précisant s'il fallait le faire ou pas. J'étais responsable de la lutte contre le terrorisme et des évaluations concernant les conséquences du processus politique. J'étais l'un des outils d'évaluation du cabinet et du Premier ministre.

De la même façon, après un attentat, il y a ce que j'appelle « une réponse appropriée en matière de sécurité », c'est-à-dire toutes les actions menées par le Shabak ou par l'armée. En tant que Premier ministre, vous voulez bâtir une implantation ? Faites-le donc, mais sans moi. Je veux uniquement prendre part à des discussions dans lesquelles on traite directement de la sécurité. J'ai aussi annoncé que j'étais dans l'incapacité de mesurer les effets à long terme de la construction des implantations comme réponse sioniste appropriée. Je pouvais en revanche affirmer que ce serait la source d'une perte de confiance dans le processus politique, et que cela amènerait de nombreux groupes et individus palestiniens à se joindre au cercle du terrorisme et à l'opposition au processus politique.

Comment déterminez-vous, en tant que directeur du Service, les limites si imprécises entre ce qui est politique et ce qui touche à la sécurité ?
Ces limites sont en effet très imprécises et même a posteriori il est difficile de savoir si je les ai établies au bon endroit.

Comme directeur du Service, avez-vous été associé au processus de prise de décision concernant la tentative d'élimination manquée de Khaled Mechaal ?
C'est une triste péripétie dans l'histoire de la sécurité d'Israël. À la suite d'un attentat, je ne me rappelle même plus lequel précisément,

le Premier ministre Netanyahou décide de réagir. C'est son droit, cela fait partie de ses attributions. Il m'appelle, en ma qualité de directeur du Shabak, et me demande de lui proposer des opérations. Je lui explique qu'il me faudra encore quelque temps, au moins une ou deux semaines, pour collecter des informations et lui fournir le nom d'un individu comme cible potentielle. A posteriori, j'ai su que Danny Yatom, qui était alors le directeur du Mossad, avait aussi été convoqué par Netanyahou et que c'est lui qui a engagé l'opération contre Khaled Mechaal.

Qu'entendez-vous par « a posteriori » ?
Je veux dire qu'à l'époque, je n'ai pas été associé aux décisions. Le nom de Khaled Mechaal avait été évoqué au cours du conseil des chefs des services de renseignements. En effet, son rôle dans les actions terroristes justifiait qu'on veuille l'atteindre, mais cette décision ne fit pas l'objet d'un débat. Tout du moins personnellement, je n'ai pas participé à un tel débat. Ensuite, le Premier ministre, se trouvant dans les locaux du Shabak dans le cadre d'une visite de routine, reçoit l'information selon laquelle une opération a eu lieu, qu'elle a échoué et que des combattants du Mossad sont prisonniers des Jordaniens.

Attendez, j'aimerais bien comprendre le processus. Il y a débat au cours d'un conseil des chefs des services de renseignements, dans lequel le nom de Khaled Mechaal est évoqué, puis vous en entendez parler de nouveau en tant que directeur du Shabak, quand on informe le Premier ministre, lors d'une de ses visites dans vos bureaux, que l'opération a échoué ? Cela signifie qu'on s'engage dans une opération qui peut avoir des conséquences sur les événements dans les territoires, et que le directeur du Service l'ignore ?
En effet.

Qu'en pensez-vous ?
Que ce n'est pas bien. Vous me demandez si c'est de cette façon qu'il faut planifier une opération ? La réponse est non. J'espère que nous en avons tiré les leçons. L'avenir le dira. D'ailleurs, par la suite, le directeur du Mossad, Danny Yatom, a prétendu qu'il m'avait appelé. Je soutiens quant à moi qu'il ne l'a pas fait. Nous avons donc un différend qui n'est toujours pas tranché puisque ni lui ni moi ne sommes passés au détecteur de mensonges. Devant la commission d'enquête, il a affirmé qu'il m'avait téléphoné pour me demander si j'étais opposé à une opération contre Khaled Mechaal. Je lui aurais répondu que non. Je ne me souviens vraiment pas d'un tel coup de fil. C'est ainsi que cette affaire s'est terminée.

AVI DICHTER : Je ne vais pas prendre des pincettes : c'est tout simplement une erreur stratégique des responsables politiques. S'engager dans l'élimination de Khaled Mechaal en Jordanie, trois ans après notre accord de paix avec ce pays ! C'est… J'avoue que je ne comprends pas ce qui s'est passé là-bas. Ce n'est pas que Khaled Mechaal ait été digne de vivre, néanmoins il aurait pu trépasser dans tout autre pays. Mais en Jordanie, trois ans après notre accord de paix stratégique numéro deux après celui avec l'Égypte ! Je suppose que la personne chargée de la partie sécurité avait des difficultés, a peut-être fait preuve d'inattention, et nous a simplement poussés à nous engager dans une démarche opérationnelle en Jordanie. D'ailleurs, même si l'opération avait été un succès, que Khaled Mechaal était mort et que tous les combattants étaient rentrés sains et saufs à leur base, qu'auraient pensé les Jordaniens ? Que c'étaient les Thaïlandais qui étaient responsables de l'opération ?… Je ne saurais dire ce qu'aurait été la réaction du roi Hussein, mais c'est l'exemple même du cas d'absence de réflexion avant l'action.

Que dites-vous au Premier ministre quand vous apprenez que la tentative d'élimination a échoué ?

AMI AYALON : Le Premier ministre me fait plus ou moins part de l'information qu'il a reçue et se rend dans les bureaux du Mossad. Lorsque je suis de nouveau impliqué dans cette affaire, on me demande au téléphone si je suis pour ou contre la libération du cheikh Yassine. Cette idée ne me plaît pas du tout, mais il est néanmoins décidé de le libérer. D'ailleurs, les discussions sur sa libération vont et viennent tout au long des années. Je me souviens que Yaakov Amidror, l'attaché militaire du ministre de la Défense, jugeait à ce moment-là qu'il fallait le libérer. J'ai quant à moi toujours pensé que la libération du cheikh Yassine était très problématique, tant sous l'aspect du renforcement du Hamas et de l'affaiblissement d'Arafat que sous celui de l'idéologie qu'il véhiculait. Nous n'avons pas compris son influence considérable parce que nous n'avons pas saisi comment un invalide dans son état, qui n'aurait jamais été élu à aucun poste public important s'il avait fait campagne à la télévision américaine ou israélienne, pouvait représenter pour beaucoup de Palestiniens la souffrance palestinienne. Nous n'avons pas réalisé combien il était lié à l'idéologie qu'il prêchait, le djihad, le terrorisme et l'opposition à tout changement qu'Arafat avait essayé d'engager dans la société palestinienne.

Vous demande-t-on conseil sur cette libération ? Un débat est-il mené ?

Le chef des renseignements militaires, Moshé (Bogie) Yaalon, me dit au téléphone que le Premier ministre a l'intention de libérer le cheikh Yassine afin de permettre le retour des combattants du Mossad. Je suis en général très favorable aux libérations, y compris d'individus ayant du sang sur les mains, en échange de nos soldats kidnappés ou faits prisonniers. Dans ce cas-là, je ne vois pas où est l'urgence. Les

combattants du Mossad ont été entraînés toute leur vie à rester en prison. S'il existe une prison dans laquelle je pense que l'on peut laisser nos hommes quelque temps, c'est bien la prison jordanienne. Ce n'est pas la prison du Hamas, pas celle d'un pays africain. J'ai de très bonnes relations avec le directeur de la sécurité intérieure jordanien, le général Batikhi. Je ne comprends vraiment pas cet affolement, et pourquoi il faut faire les choses sans en débattre auparavant, sans en mesurer les conséquences. C'est pourquoi je déclare : « Messieurs, je ne sais que vous dire, je ne pense pas qu'il faille le libérer, mais si le Premier ministre veut le faire, je ne vais pas l'en empêcher. » Voilà tout, il n'y a pas de discussion. Même pas au sein du Service de sécurité intérieure. Ce n'est pas une situation où l'on me dit de réfléchir pendant une heure et de donner ensuite mon avis sur le sujet. On me passe un coup de fil rapide : « Quelle est votre position ?

– Je pense que le cheikh Yassine est le fondateur du Hamas, que c'est un homme dangereux. D'après ce que nous avons compris de son comportement et de ses propos en prison, il n'apporte vraiment pas un message de paix. Il pose problème. »

Avi Dichter : Le cheikh Yassine avait été condamné à deux peines de détention à perpétuité pour le meurtre des soldats Avi Sasportas et Ilan Saadon. Il est rentré à Gaza en héros. En acceptant de le libérer, nous avons payé un prix considérable et porté un coup à notre dissuasion. Le cheikh Yassine a contribué de manière très significative aux attentats du Hamas contre Israël, à la violence contre les suspects de collaboration avec Israël et à la mise en place d'une structure militaire à Gaza. Il avait bien compris qu'il était impossible d'asseoir le Hamas comme alternative à l'Autorité palestinienne à Gaza, alors qu'il n'y avait qu'un groupe terroriste, Izz al-Din al-Qassam. Il fallait former une armée, ce fut « l'armée populaire ». Il prit une décision

stratégique déterminante : de toutes les armes qui seraient passées en fraude à Gaza pour le Hamas, la moitié irait à l'armée populaire et l'autre à Izz al-Din al-Qassam. Les quantités d'armes destinées à l'armée furent par la suite augmentées et l'armée ainsi équipée.

Comment les Palestiniens prennent-ils cette libération ?
Arafat est sûr que nous avons fomenté une conspiration avec les Jordaniens visant à affaiblir son pouvoir dans les territoires. En effet, le cheikh Yassine est peut-être l'opposant le plus farouche à la politique de deux États pour deux peuples menée par Arafat depuis 1988. La lutte entre le Hamas et le Fatah s'intensifie. Mais la question est le mode de prise de décision de l'État d'Israël : est-il approprié ou non ? Et la réponse est non, sans ambiguïté.

Quand Arafat ordonne de mettre fin au terrorisme

Les frères Awdallah ont été éliminés pendant qu'ils dînaient
Des sources palestiniennes affirment : « Tsahal savait à l'avance où se trouvaient les deux frères et les a froidement éliminés. »
Le commandant de Tsahal en Judée-Samarie déclare : « Il s'agit d'un accrochage fortuit. »

Jeudi à 16 h 35, les combattants de l'unité spéciale de lutte contre le terrorisme de la police israélienne ont marché rapidement et silencieusement vers un bâtiment isolé situé à sept kilomètres à l'ouest d'Hébron. Quelques-uns des combattants se sont approchés sans bruit de la porte ouverte, ont marqué un arrêt et se sont d'un coup introduits dans la pièce tout en tirant des rafales de mitrailleuse en

> direction des deux frères Adel et Imad Awdallah. Les tirs n'ont duré que quelques secondes, les corps des deux frères sont tombés au sol.
> (…) Le Shabak, ne pensant pas que la censure serait capable d'empêcher la publication de l'élimination des frères Awdallah, a requis de façon exceptionnelle une ordonnance d'interdiction de publier les détails de l'affaire. Le tribunal militaire d'Adorayim a accepté la requête et rendu l'ordonnance dans la nuit de jeudi.
>
> Alex Fishman et Amir Rapaport,
> *Yediot Aharonot*, 13 septembre 1998

Ami Ayalon : Adel Awdallah était le chef de la branche militaire du Hamas en Judée-Samarie en 1998, le principal instigateur du terrorisme. Il représentait pour nous une menace majeure, directe et immédiate. Même l'Autorité palestinienne avait essayé de l'arrêter sans succès. Son frère, Imad, avait séjourné dans les prisons palestiniennes et subi de durs interrogatoires dans les locaux de Jibril Rajoub. Ils avaient essayé d'atteindre Adel par son intermédiaire. Les prisons palestiniennes ne sont pas particulièrement bien gardées, Imad avait donc réussi à s'enfuir et à rejoindre Adel. Nous avions reçu l'information, peu importe d'où, qui nous permit de préparer une opération dont le but était de capturer les deux frères.

Après avoir vérifié qu'ils étaient des cibles légitimes, je présentai l'opération au Premier ministre. Netanyahou était, à juste titre, très hésitant. Les réactions prévisibles à une action le préoccupaient énormément, surtout après la vague d'attentats de février-mars 1996, dont nous savions qu'elle était principalement due à l'élimination de Yahya Ayyash. J'ai très clairement expliqué qu'il était impossible de renoncer à une opération qui nous permettrait de les atteindre, une fois que nous aurions réussi à en créer les conditions favorables. Nous

devions prendre le risque. J'ai bien entendu promis de traiter les implications de la violence palestinienne qui en résulterait.

Après une discussion houleuse, surtout entre le Premier ministre et moi, la décision fut prise : nous devions atteindre Adel. Ce qui ne signifiait pas qu'il fallait le tuer, le but de l'opération étant de le capturer. À ce sujet aussi, nous avions beaucoup discuté, sachant qu'une fois qu'il serait emprisonné, il y aurait des tentatives d'enlèvements d'Israéliens pour servir de monnaie d'échange en vue de sa libération. Mon argument était que nous devions l'emprisonner en Israël, d'abord pour que son rôle de leader de la branche militaire s'arrête là et ensuite pour obtenir toutes les informations dont il disposait. C'était un puits de savoir sur les infrastructures terroristes de Judée-Samarie.

Finalement, bien que nous ayons prévu de les arrêter, comme les frères Awdallah avaient pris les armes, les combattants de l'unité spéciale de la police firent exactement ce qu'ils avaient à faire et leur tirèrent dessus dans l'intention de les tuer. L'opération se termina par la mort d'Adel Awdallah et de son frère. Mais il avait emporté avec lui toutes ses archives, et toutes les informations que nous pensions obtenir en l'interrogeant nous tombèrent entre les mains de façon imprévue. Ces informations avaient une valeur inestimable. Elles nous éclairèrent sur tout le déploiement du Hamas en Judée-Samarie, sur toutes ses infrastructures de renseignements opérationnels en 1998, et nous permirent, avec un travail de fourmi de collecte, d'analyse, de recherche et d'évaluation, après des dizaines d'opérations de renseignement et d'actions, de continuer à prévenir des attentats terroristes. Ce fut une opération extrêmement importante, qui influa de façon décisive sur le niveau de sécurité de la suite de l'année 1998 et sur les années 1999 et 2000. Adel Awdallah se promenait avec toutes les informations sur lui. Ce fut

une grave erreur pour l'homme de renseignements qu'il était, d'autant plus grave pour un soldat de guérilla, mais nous avons eu la chance qu'il la commette.

Quand les frères Awdallah furent tués contrairement à notre plan, il y eut une tension extrême au cabinet du Premier ministre et au ministère de la Défense. La question de savoir pourquoi ils avaient été abattus suscita de très vifs débats, quand j'expliquai la chose simple que tout combattant sait : si vous entrez dans une maison et que celui qui vous fait face est en possession d'une arme et qu'il tire, vous devez vous-même riposter dans l'intention de le tuer. Beaucoup de gens eurent du mal à entendre cette vérité simple à ce moment-là. Quoi qu'il en soit, au petit matin, j'allai chez le Premier ministre lui expliquer la situation, et je passai en fait à la deuxième étape, qui consistait à garantir que les Palestiniens feraient tout pour réprimer les réactions du Hamas et d'autres organisations. J'informai Arafat que je me mettais en route pour me rendre chez lui à Ramallah.

Il était deux-trois heures du matin, ses heures habituelles de travail, et ainsi on n'eut pas à le réveiller. En général, il dormait pendant la journée. Je demandai seulement qu'il fasse venir Jibril Rajoub et Mohammed Dahlan. J'arrivai à son bureau à Ramallah et lui annonçai qu'Adel Awdallah était mort. Il ne joua pas au petit jeu que décrit Bogie Yaalon lors de la mort de Yahya Ayyash en demandant : « Yahya qui ? », comme s'il ne savait pas qui était Ayyash… Arafat était impliqué dans les plus petits détails, et dans ce cas, la situation était très claire pour lui. Je lui dis : « Nous avons tué les deux frères Awdallah et désormais nous attendons de vous que vous coopériez avec nous afin d'assurer la survie du processus politique, il en va de votre intérêt comme du nôtre. Vous comprenez bien que si une série d'attentats terroristes se produisent maintenant, alors il n'y aura plus d'accord, plus de processus politique.

– Je dispose de combien de temps ? demanda-t-il. Je veux deux jours pour me préparer.

– À mon avis, lui répondis-je, vous avez entre trois et quatre heures, car je sais que dès demain matin les médias vont en parler et je ne pense pas que nous puissions arrêter la publication de l'information par la censure ou par tout autre moyen.

– Alors que faire ?

– Demandez à Jibril et à Dahlan. »

Il les regarda et Jibril lui dit : « Tout ce que nous vous demandons est que vous nous disiez que nous devons faire ce qu'il faut.

– Faites tout ce qu'il faut », ordonna-t-il.

Sur ce, ils se rendirent sur le terrain et firent ce qu'il fallait, en commençant par les mosquées et en continuant par toute la chaîne des activités palestiniennes. Quand ils voulaient agir, ils le pouvaient. Et cette opération – selon moi celle qui a eu la plus grande importance opérationnelle dans notre guerre contre le Hamas depuis la première Intifada – passa sans susciter le type de réaction des Palestiniens du Hamas auquel nous avions été habitués par le passé. Et moi, bien sûr, je fis tout ce qu'il fallait pour assurer la sécurité des citoyens de l'État d'Israël.

C'est-à-dire que jusqu'à la fin de l'année 2000, vous avez réussi à détruire les infrastructures du Hamas en Judée-Samarie.

Certains vous diront que cette opération fut à l'origine de la destruction des infrastructures terroristes. Je prétends qu'elle en a été un élément déclencheur, majeur, mais en aucune façon l'élément principal. Je pense que la réalité de ces années-là reflétait le travail du Shabak tout autant que la coopération avec le système de sécurité palestinien.

Il y eut des périodes où les terroristes du Hamas étaient plus nombreux dans les prisons palestiniennes que dans les prisons

israéliennes. Je ne veux pas les féliciter. Il y a beaucoup de choses qu'ils n'ont jamais faites. Je ne souhaite pas non plus entrer dans les histoires de portes tournantes. Mais finalement, sur le graphique de la sécurité, la courbe grimpe entre 1996 et 2000. En 1996, en moins de quinze jours, nous avons perdu 56 civils et 214 ont été blessés dans des attentats-suicides. En 2000, dans les douze mois précédant l'Intifada, un seul Israélien a été tué dans une action terroriste. Je crois que les Israéliens oublient combien ce graphique était impressionnant. Chaque année, nous déjouions davantage d'attentats. Chaque année, nous assurions plus de sécurité. C'était dans une grande mesure le fruit du travail du Service, mais il faut dire la vérité, les réussites les plus significatives furent obtenues grâce à la collaboration entre nos services et les Palestiniens.

Leur avez-vous divulgué les informations que vous aviez récupérées chez Adel Awdallah ?
Nous décidions à chaque fois de façon ponctuelle de ce que nous leur divulguerions. Nous ne leur avons pas donné d'informations brutes et ne les avons pas associés à nos études et analyses. Mais nous avons mené de nombreuses opérations en commun. Il y en eut certaines au cours desquelles un homme du Shabak, à Bethléem, Ramallah ou Gaza, ayant reçu des informations, conduisit les Palestiniens jusqu'à la porte d'un suspect. C'est le niveau de coopération ponctuelle que nous avions atteint pendant ces années.

YUVAL DISKIN : Si nous n'avions pas tué les frères Awdallah, saisi les archives, mis au jour les activités de la branche militaire du Hamas, arrêté qui devait l'être, transféré les informations, exercé notre pression et demandé aux Américains d'exercer la leur, les Palestiniens n'auraient pas agi comme ils l'ont fait. Ils ne sont pas devenus proactifs. Je peux vous en donner un exemple, car j'ai une base de

comparaison. Les représentants actuels de l'Autorité palestinienne, depuis 2007, ont compris que le Hamas ne tuait pas seulement des Israéliens mais qu'il représentait aussi un grand danger pour eux-mêmes. Ils ont décidé d'adopter une démarche proactive contre le Hamas. Ils ont développé leurs services de renseignements, se sont occupés du Hamas sans qu'il soit fait pression sur eux et ont obtenu des résultats formidables auxquels ils n'étaient pas parvenus en 1994. Si l'Autorité palestinienne avait agi en 1994-1995 comme à partir de 2007, je pense que les choses se seraient mieux passées.

Parce que les dirigeants de l'Autorité palestinienne ont compris qu'ils étaient menacés ?

Tout à fait. Non pas parce que tout d'un coup ils sont tombés amoureux de nous. Ils ont tout simplement compris que le Hamas faisait peser une menace sur l'avenir du Fatah. Si les Palestiniens n'avaient pas adopté la ligne dure des attentats mais affiché une opposition non violente, cela nous aurait créé de bien plus gros problèmes que les attentats. Les attentats-suicides ont mis en cause la légitimité de leur lutte. C'est pourquoi je ne suis absolument pas d'accord avec l'analyse d'Ami. À mon avis, ce n'est pas ce qui s'est passé en réalité. C'est nous qui avons déjoué 80 % des attentats ! Les Palestiniens en ont prévenu 20 %, et encore grâce à notre concours. En un mot comme en cent, les forces de sécurité palestiniennes n'ont pas été à la hauteur. Et pas parce qu'elles ne le pouvaient pas. Tout d'abord, elles n'avaient pas de volonté suffisante pour agir, et ensuite elles n'étaient pas assez soutenues par Arafat pendant ces années-là. Si elles l'avaient voulu, elles auraient pu obtenir des informations beaucoup plus aisément que nous. Pour la population palestinienne, collaborer avec ses propres forces de sécurité n'est pas trahir.

AVI DICHTER : Dahlan et Jibril nous ont déclaré : « Si nous ne sommes pas là, c'est le Hamas qui prendra notre place.

– Nous ne sommes pas vos gilets pare-balles, leur avons-nous répondu, nous serons tués et vous vous construirez ?… Vous ne bâtirez pas l'Autorité palestinienne ou le système de sécurité de l'Autorité palestinienne sur le dos de l'État d'Israël. Ça, vous pouvez l'oublier. »

Il était évident qu'au lieu de progresser dans la bonne direction, ils allaient vers le renforcement de leurs propres groupes et non de la sécurité. Chaque groupe était une entité et gardait ses distances par rapport aux autres, chaque chef de groupe veillait à préserver sa position hiérarchique. Chacun d'entre eux travaillait directement avec Yasser Arafat. Et tant qu'ils n'étaient pas obligés d'agir contre les terroristes, ils ne le faisaient pas.

Douze mois avant la deuxième Intifada, un seul civil israélien est tué. Ami Ayalon dit que c'est beaucoup grâce au Shabak, mais aussi beaucoup grâce à la coopération avec les Palestiniens.

Vous devez toujours vous demander si le calme est le résultat du manque de motivation des terroristes ou de l'action efficace des forces de sécurité. Parce que si c'est grâce à l'efficacité des forces de sécurité, celles-ci seront à même de réagir même si la motivation des terroristes se renforce. Malheureusement, je ne me souviens pas d'actions efficaces des forces de sécurité palestiniennes. Quand arriva le moment où on leur demanda vraiment de jouer le rôle de forces de sécurité – et il s'agissait d'environ 30 000 hommes, ce qui est un nombre considérable –, ils disparurent, tout simplement. Pour leur épreuve la plus significative, dans le meilleur des cas ils disparurent, et dans le pire ils se joignirent à l'Intifada.

Ami Ayalon : J'ai eu des réunions avec Jibril Rajoub, Mohammed Dahlan, Amin al-Hindi, tous ces gens-là, une fois par mois, pour coordonner nos activités de renseignement. Ils me disaient toujours : « Nous ne sommes pas vos agents. Nous n'emprisonnons pas des hommes du Hamas pour vous. Nous le faisons uniquement parce que notre peuple croit que le jour viendra où nous aurons un État aux côtés de l'État d'Israël. À partir du moment où nous ne le croirons plus, vous pourrez nous oublier. » C'était la raison pour laquelle notre collaboration était si étroite. Nous en étions arrivés à la situation où un coordonnateur du Shabak donnait des informations à un groupe d'hommes de la sécurité palestinienne et qu'ils menaient ensemble une opération contre le terrorisme. Pourquoi ? Parce qu'il était clair que le terrorisme était une menace qui pesait sur nous tous.

Si vous me demandez mon avis, c'est aussi pour cela qu'il nous était si évident fin 1999, début 2000 que nous nous dirigions vers une nouvelle Intifada. C'était prévisible. Dès lors que le peuple palestinien, et nous l'avons vu dans les sondages, a commencé à perdre confiance dans le processus politique, il était clair, même s'il n'y avait pas encore de signes sur le terrain, que quelques mois plus tard, nous nous dirigerions vers un nouveau cycle de violence.

Comprendre l'ennemi

Pensez-vous que l'empathie, la compréhension de ce qui se passe de l'autre côté sont importantes dans la gestion de notre lutte ?

Ami Ayalon : Absolument. Je ne pense pas que nous puissions combattre un phénomène si nous ne le comprenons pas. Pour ce faire, nous devons nous mettre à la place de l'autre et observer la réalité de son point de vue.

Un des attentats les plus terribles, sinon le plus terrible, a été le meurtre de la famille Hatuel pendant le désengagement. Des terroristes ont non seulement assassiné une mère et ses quatre filles mais ont donné le coup de grâce en tirant à bout portant dans la tête des petites filles. C'était vraiment bestial, cruel, il n'y a pas de mots pour décrire ce niveau de sauvagerie. Le lendemain, il y eut une polémique et l'on me demanda d'intervenir dans les médias. Un universitaire, philosophe, parla avant moi. Lorque le journaliste lui demanda comment il expliquait ce comportement bestial, inhumain, des terroristes, il répondit qu'il n'avait pas l'intention de fournir des explications, et qu'il nous était interdit d'expliquer parce que si nous comprenions, nous risquions de pardonner. J'ai évidemment pensé qu'il se trompait. J'ai dit qu'il n'y avait aucun doute qu'il nous était interdit de pardonner mais que si nous ne comprenions pas, nous ne pourrions pas vaincre. Je n'attends pas du débat public qu'il nous amène dans le domaine de la compréhension, parce que là en effet l'empathie risque de se transformer en sympathie ou en justification. Mais je pense que les professionnels doivent comprendre le phénomène, et pour ce faire ils doivent le voir à travers les yeux de l'autre partie. Sinon, on ne pourra pas changer les choses, on ne pourra pas les expliquer et on ne pourra sûrement pas lutter contre elles. C'est vrai pour les Palestiniens, et c'est vrai, toutes proportions gardées, pour l'extrême droite israélienne.

Et c'est ce que vous transmettez aussi au Service ?
Pendant mon mandat, oui. La grande question est : est-ce que le changement que j'ai engagé se poursuivra même après mon départ ? Pendant la période où j'étais en poste, le fait que j'aie rencontré des rabbins, des écrivains ou des journalistes palestiniens a donné à ce changement une légitimité, qui, venant du directeur du Service, a eu une influence décisive. C'est pourquoi je peux vous dire qu'après moi,

des chefs de division ont aussi participé à ce type de rencontres. J'ai eu par exemple des réunions avec des rabbins qui, d'après ce que nous avions compris, se penchaient de façon très problématique sur le thème de *Din Rodef*[2]. J'ai pensé que je devais les rencontrer mais que mon rôle n'était pas de les juger. Comme le procureur de l'État ne s'en occupait pas, j'ai décidé de m'intéresser au phénomène.

Avez-vous réussi à le comprendre ?
Je crois que oui. Je parle des groupes les plus militants, les plus violents, les plus extrémistes. Ils ont une croyance religieuse, théologique, selon laquelle réellement, et non pour des raisons politiques, personne n'a le pouvoir de transférer des parties de la terre d'Israël, d'Eretz Israël. Certains voient en qui le fait un « poursuivant » qui doit être soumis à la « loi du poursuivant », et donc tué. C'est pourquoi, pour beaucoup, celui qui a assassiné le Premier ministre n'est pas une brebis galeuse, il a sauvé le peuple d'Israël. C'est une sorte de croyance qu'avaient des milliers de gens à l'époque et qu'ils ont conservée jusqu'à maintenant. Si nous refoulons cela, si nous ne le comprenons pas, nous ne comprenons pas non plus la société dans laquelle nous vivons. Et si c'est le cas, nous ne pourrons certainement pas lutter contre ces phénomènes ni les maîtriser.

En fait, la capacité à comprendre le côté opposé est un outil non seulement pour le directeur du Shabak, qui doit lutter contre le terrorisme, mais aussi pour l'homme politique qui essaie de combler le fossé entre les parties et d'engager un processus politique. C'est un instrument. Je ne suis pas poète, donc je ne vais pas vous écrire des poèmes. Même mes relations avec Jibril Rajoub, Mohammed Dahlan, Amin al-Hindi avaient un objectif pratique. J'ai eu des réunions régulières avec eux pour obtenir des informations et pour que nous collaborions dans notre lutte contre le terrorisme. Ce fut un des

éléments principaux de la diminution drastique du niveau du terrorisme ces années-là. Mais je n'ai pas rencontré des Palestiniens afin de les connaître ou de m'en faire des amis. Ni quand j'étais à l'état-major, ni quand j'étais directeur du Shabak. Le seul but de ces rencontres était d'assurer la sécurité de l'État d'Israël et de ses citoyens. S'il y a eu de l'amitié, s'il y a eu quelque chose au-delà du niveau instrumental, ce fut des années plus tard, d'ailleurs avec des Palestiniens qui n'avaient rien à voir avec le terrorisme, comme le professeur Sari Nusseibeh, pour lequel j'ai une très grande estime, une très forte amitié. Mais ce n'était indéniablement pas pendant cette période.

Cette empathie n'a-t-elle pas conduit à la remise en question de notre légitimité ?
En aucune manière. À l'endroit où j'habite, 3 000 Palestiniens vivaient jusqu'en 1948. Ce village s'appelait Ijzim. Si vous me le demandez, je peux vous dire que je n'ai ni sentiment de culpabilité ni regrets. Dans ma perspective, l'année 1948 a été l'événement fondateur au nom duquel mes parents ont immigré illégalement en Israël, ce qui leur a permis de ne pas être assassinés pendant la Shoah. Je suis en parfait accord avec la réalité, avec la vérité et avec le bien-fondé du mouvement ou de l'idée sioniste. Il y a une différence entre l'autoflagellation et la compréhension du côté opposé ou l'empathie pour lui. Tant pour être susceptible de lutter que pour créer des ponts.

Dans quels cas utilisez-vous cela comme outil professionnel ?
Pour les cinquante ans de l'indépendance d'Israël, en 1998, je m'aperçois subitement que plus nous – le peuple israélien, le gouvernement israélien – avançons dans l'organisation des cérémonies, plus de l'autre côté, vraiment en réaction, le mythe de la

Nakba (la Catastrophe), de l'exode palestinien en 1948, s'installe. En tant que directeur du Service, cela m'inquiète beaucoup. Je vois que le lien entre les Arabes israéliens et les Palestiniens se renforce, il n'est plus seulement au niveau des discussions et des hommes politiques. Ils veulent célébrer ensemble la *Nakba*.

J'essaie de faire en sorte que le cabinet israélien adopte une politique à l'égard des Arabes israéliens, sans succès. La dernière fois qu'eut lieu un véritable débat sur l'intégration des Arabes israéliens dans la société israélienne, ce fut pendant la période Rabin. Il fut le dernier Premier ministre à leur avoir donné le sentiment qu'il leur parlait vraiment d'égal à égal.

Mon inquiétude au sujet d'une escalade de la violence chez les Arabes israéliens me conduit à recommander au Premier ministre de se rendre à Kafr Kassem au mois d'octobre afin d'y commémorer les tueries de 1956. Je lui propose d'organiser une cérémonie au cours de laquelle il déclarera que ce qui s'est passé en 1956 a été un massacre, que ce type d'événement ne se reproduira plus dans l'État d'Israël. Il ajoutera que nous avons l'unique armée au monde où nos soldats sont éduqués dans l'idée qu'il y a une limite à l'obéissance, qu'il est interdit d'obéir à un « ordre manifestement illégal », et que cette vision des choses a fait son apparition après les événements tragiques de Kafr Kassem. Je lui dis que le fait qu'il se rende sur place produira un effet bénéfique, puisque aucun autre Premier ministre ne l'a fait avant lui, et qu'il manifestera par cette démarche sa volonté d'écoute attentive et celle de parler d'un avenir commun. C'est en affirmant haut et fort que ce qui s'est passé en 1956 ne se reproduira plus qu'il posera les bases d'actions communes.

Et que vous répond-il ?

C'est sans importance. Il m'envoie chez le ministre de l'Éducation Zvoulon Hammer qui bien sûr n'est pas allé à Kafr Kassem. Je pense

qu'il n'a pas compris la complexité de la question des Arabes israéliens et de leur sentiment d'appartenance ou de non-appartenance. Il n'a pas saisi l'importance de les amener à se sentir pleinement associés au destin de cette société israélienne.

C'est pour cette raison qu'en tant que directeur du Shabak vous demandez à Aharon Barak de nommer un juge arabe à la Cour suprême ?
Tout d'abord, je ne demande pas, je recommande. Pour autant que je me souvienne, c'est le président de la Cour suprême Aharon Barak qui a engagé le débat. J'y suis bien sûr très favorable, mais ce n'est pas grâce à moi qu'un juge arabe a été nommé à la Cour suprême. Je pense qu'il ne peut pas y avoir de sentiment d'appartenance si nous coupons toute une frange de la population du processus de prise de décision. Je fais tout ce qui est en mon possible pour employer des non-Juifs au sein du Shabak. Ce n'est pas que je réussisse vraiment. D'ailleurs je n'ai pas non plus réussi à le faire quand j'étais chef d'état-major de la marine en voulant en faire entrer au commando marine Shayetet 13, bien que j'aie défini cette mesure comme faisant partie de la politique de recrutement.

Qui y fait barrage ?
Personne en particulier. Chaque organisation a son propre mécanisme d'opposition. Ce sont de longs processus.

Ne pensez-vous pas que proposer à Benyamin Netanyahou d'aller à Kafr Kassem pour faire la déclaration que vous avez mentionnée est tout à fait déraisonnable ?
Pas du tout. C'était mon avis professionnel à la lumière des changements très profonds que j'observais chez les Arabes israéliens. Je pense que si je ne l'avais pas fait, j'aurais manqué à mon devoir. Le

fait de savoir à l'avance quelle serait sa réponse était sans importance, de même que le fait que je comprenne qu'il avait peut-être toutes sortes de contraintes politiques. Cela ne m'intéressait pas du tout. Je suis arrivé à la conclusion professionnelle que les tendances amorcées au sein de la société arabe de l'État d'Israël étaient très inquiétantes. Je le voyais dans leur façon de parler, dans la participation aux élections, dans les sondages, dans le niveau de violence que nous rencontrions quand nous venions réquisitionner des terres pour la construction de la route 6 ou pour divers champs de tir. J'avais des mécanismes d'alerte. Les choses étaient écrites noir sur blanc. En arabe, en anglais, en hébreu, en araméen, dans toutes les langues que nous savions lire, mais nous refusions de lire. J'ai presque supplié le Premier ministre d'engager un débat sur le sujet de la politique du gouvernement d'Israël à l'égard des minorités. Il était de mon devoir de faire des recommandations au Premier ministre, lesquelles feraient partie des éléments qui permettraient peut-être la mise en marche d'un processus d'apaisement.

D'ailleurs, finalement, le ministre de l'Éducation est allé à Kafr Kassem. Pendant la période Barak. Le ministre de l'Éducation Yossi Sarid s'y est rendu, si je me souviens bien. Il a accepté ma recommandation d'insérer dans le système éducatif ces événements qui ont marqué l'apparition de l'« ordre manifestement illégal ». J'ai proposé que dans chaque école, dans chaque classe, ce jour-là, une heure soit consacrée aux événements de Kafr Kassem et qu'il y ait un débat sur les limites de l'obéissance, sur la démocratie et sur la sécurité. Pour autant que je sache, cela se fait vraiment.

Chez nos dirigeants, ceux auprès desquels vous avez travaillé, avez-vous décelé une véritable tentative de compréhension du récit national des Palestiniens tel qu'ils le proposent face au nôtre ?

Non. La plupart des débats auxquels j'ai participé portaient beaucoup plus sur la question de savoir qui avait raison, était dans son bon droit, et qui était coupable, que sur la compréhension du côté opposé et la prise de responsabilité. D'ailleurs, nous avons toujours raison. Même lorsque nous avons plus de 1 000 morts pendant l'Intifada et que nous tuons plus de 3 000 ou 4 000 mille personnes par la même occasion. Si nous ne menons le débat qu'en des termes de juste raison, de bon droit et de culpabilité, a déjà dit le poète Yehuda Amichaï dans son poème *À l'endroit où nous avons raison* :

« À l'endroit où nous avons raison
Jamais ne pousseront
De fleurs au printemps. »

Alors nous allons, semble-t-il, continuer à verser beaucoup de sang et les fleurs ne pousseront pas…

Quand Avi Dichter vous a succédé, il a déclaré : « Je veux regarder le camp de réfugiés de Balata, par exemple, au niveau des flaques d'eau. Je veux obtenir de l'information opérationnelle, c'est ce qui m'intéresse pour le moment. »

C'est le rôle du coordonnateur. Il doit être plongé dans le marais du terrorisme et dans la société palestinienne. L'enquêteur doit enquêter. Le directeur du Service de sécurité intérieure, s'il reste dans le marais, ne s'en sortira certainement pas en bonne santé et n'apportera rien de bon au peuple d'Israël. La tension fait partie intégrante de l'action d'un leader. J'utilise intentionnellement le mot « leader » car le directeur du Service de sécurité intérieure doit se considérer comme le chef de l'organisation et la diriger. D'une part, on attend d'un dirigeant qu'il ait une vision à long terme de ses actions et de leurs conséquences, et cela en fait presque un philosophe. D'autre part, il doit avoir les pieds sur terre. Si j'ai la tête

dans le ciel, mes pieds ne touchent pas le sol. Si j'ai les pieds sur terre, je ne vois pas aussi loin que je le devrais.

Le dilemme quotidien réside dans la question des outils que nous devons développer pour obtenir une image double, où sont représentés le court et le long terme. C'est lié à la façon dont l'organisation est gérée, à son niveau d'ouverture. Pour moi, il était très important que lors de chaque débat, depuis les éliminations ciblées immédiates jusqu'à nos recommandations aux instances politiques, il y ait des gens qui ne pensent pas comme moi ni comme les autres. J'ai encouragé les discussions. Sinon nous risquions de nous perdre dans des réflexions philosophiques de haut vol et des subtilités, et de ne pas prévenir les attentats terroristes du jour. Ou bien nous pouvions essayer d'assécher l'océan à l'aide d'un seau, ce qui ne pouvait pas se faire si nous restions dans le marais.

L'ère Ehud Barak : l'aube d'un jour nouveau

Nous ne laisserons pas le Hamas détruire le processus de paix

« Nous voulons rayer et oublier les trois ans et demi de pouvoir de Netanyahou, et reprendre nos relations avec Ehud Barak au point où elles ont été rompues à cause de l'assassinat de Rabin », déclare à *Yediot Aharonot* Mohammed Dahlan, le directeur du Shabak palestinien à Gaza.

Roni Shaked, *Yediot Aharonot*, 23 mai 1999,
une semaine après l'élection d'Ehud Barak
au poste de Premier ministre d'Israël

Quand Ehud Barak fut élu, un grand espoir naquit. L'aube d'un jour nouveau. J'étais sur la place Malkei Israël.
AMI AYALON : Moi aussi j'y étais, je devais assurer sa protection.

Vous étiez sur la place ?
Je voulais garantir que le Premier ministre élu resterait en vie… J'étais avec Benyamin Netanyahou lors de la fête de sa victoire, et j'étais avec Ehud Barak lors de la sienne. C'est le rôle du directeur du Shabak.

Craigniez-vous qu'il arrive quelque chose à Barak ?
Sans aucun doute. N'oubliez pas que je suis arrivé au Shabak à la suite de l'assassinat d'un Premier ministre.

Vous entendez « l'aube d'un jour nouveau » ?
Je ne m'en souviens plus. Je n'ai pas trop écouté son discours.

À quel moment cela s'est-il compliqué pendant l'année et les huit mois qui ont suivi ?
Cela a été un long processus. Les germes de l'échec se trouvaient déjà dans la façon dont le processus d'Oslo avait débuté. Je ne l'ai pas compris au départ. J'avoue que j'ai commencé à appréhender une partie des choses pendant que j'étais au Shabak, et surtout après. Ce processus était bâti sur l'instauration de la confiance. En effet, sur les premiers documents presque rien n'était dit sur l'aspect du futur accord permanent. C'était intentionnel. Les points essentiels : Jérusalem, la sécurité, les implantations et leurs habitants, le droit au retour, les réfugiés, l'eau, nous avions décidé de les repousser jusqu'à la dernière étape. Tout ce que nous avons fait pendant les deux-trois premières années a été de différer toute discussion sur les sujets sensibles, de ne pas toucher aux points douloureux du conflit. Il était

tout à fait clair que nous devrions le faire par la suite afin de permettre l'instauration de la confiance.

Le principal paramètre qui montre combien cet échec est douloureux est le niveau de confiance. Selon tous les indices, tous les sondages, au début du processus d'Oslo, en 1994, il était beaucoup plus élevé qu'au cours de ses dernières années, et surtout en 2000 quand il s'est effondré. Ce qui signifie qu'un processus qui était censé instaurer la confiance pour permettre les discussions sur les problèmes sensibles et douloureux a eu l'effet l'inverse.

Nous avons beaucoup parlé de gestes de bonne volonté, d'économie, d'éducation, de tout, mais en droit il y a la notion de « bonne foi ». Je prétends que tout le processus politique, de notre côté tout autant que du côté palestinien, n'a pas été mené de bonne foi pendant quinze ans. Et ce bien que la plupart des Israéliens et des Palestiniens aient soutenu le processus d'Oslo. Les deux parties se sont raccrochées au processus de paix en dernière option, mais pour assurer sa réussite toutes deux auraient dû s'occuper de leurs groupes marginaux qui s'y opposaient.

Les Palestiniens auraient dû traiter d'une manière tout à fait différente leur opposition, composée de terroristes. Quant à nous, nous ne nous sommes jamais intéressés sérieusement au rythme de construction des implantations. Au début du processus d'Oslo fin 1993, début 1994, il y avait 100 000 habitants dans les implantations en Judée-Samarie, sans compter les quartiers de Jérusalem. À l'été 2000, quand le processus s'est effondré, ils étaient plus de 220 000. D'ailleurs, actuellement, il y en a plus de 300 000 et, si l'on compte les quartiers de Jérusalem, le chiffre s'élève à environ 500 000. Nous, nous voulions de la sécurité et nous avons obtenu des attaques terroristes. Eux, ils voulaient un État et ils ont vu des implantations se construire.

Le problème ne commence pas avec Ehud Barak. Il ne croyait pas au processus. Dès le début, en tant que chef d'état-major, il disait que c'était un gruyère avec plus de trous que de fromage… Il était opposé au fait de parvenir à la discussion sur les points essentiels en fin de parcours, après avoir transféré les terres et quand il ne nous en resterait plus que 10 % entre les mains. C'est pourquoi il a essayé d'apporter des modifications au processus sans nuire à son objectif.

À l'arrivée au pouvoir d'Ehud Barak, le climat était lourd. Les Palestiniens avaient perdu confiance et voyaient des conspirations partout. Rabin ayant été assassiné à la suite du processus, ils doutaient de la capacité de quelque Premier ministre que ce soit d'arriver un jour à un accord avec eux et d'en payer le prix. Barak arrive au pouvoir après Shimon Pérès, après Benyamin Netanyahou, après deux Premiers ministres, quatre ministres de la Défense.

Il n'aime vraiment pas ce processus et il ne veut pas donner aux Palestiniens ce que Netanyahou leur a promis aux accords de Wye Plantation : 13 % des terres. Il désire dans un premier temps aborder avec eux les points essentiels et modifier ce processus sans qu'ils comprennent pourquoi et sans qu'ils soient nécessairement d'accord. Quand Ehud Barak a été élu, les Palestiniens croyaient vraiment que Rabin était revenu et que le processus de paix reprendrait là où il s'était arrêté le 4 novembre 1995.

Barak essaie de persuader Arafat d'accepter que toutes les concessions promises par Bibi à Wye soient différées dans le temps. En contrepartie, il lui propose de s'engager dans des négociations intensives qui permettront de parvenir jusqu'à fin février 2000 à un accord de principe. À partir de celui-ci, ils continueront les négociations pendant six mois de plus pour pouvoir signer un accord permanent vers septembre. C'est en fait le programme. C'est alors que du point de vue des Palestiniens se produisent un certain nombre

de choses bizarres. Arafat met sur pied une délégation, laquelle comporte deux ministres. C'est-à-dire une délégation habilitée à traiter des points essentiels. C'est en effet tout le problème. De son côté, Ehud Barak essaie de nommer Gilad Sher, son homme de confiance, comme chef de délégation. Eliakim Rubinstein, le conseiller juridique du gouvernement, s'y oppose sous prétexte que Gilad Sher n'a pas le statut de fonctionnaire. Barak est en désaccord avec Eliakim Rubinstein et se bat avec le système juridique, mais en attendant, il n'y a pas de délégation. Arafat ne comprend pas. Nous avons des réunions dont le but est de nous assurer qu'il obtient des chefs de son dispositif de sécurité qu'ils poursuivent la politique de prévention des attentats. Il me demande alors pourquoi les choses prennent du retard. Je ne peux pas répondre parce que cela ne relève vraiment pas de mon domaine de responsabilité. Je fais dévier la conversation sur la manière dont les Palestiniens détruisent, ou la plupart du temps ne détruisent pas assez, les infrastructures terroristes, et dont ils luttent contre le Hamas.

Finalement, Oded Eran, un homme exceptionnel, est nommé. Mais du point de vue d'Arafat, il n'a été qu'ambassadeur dans un petit pays, la Jordanie. Non seulement il n'est pas au même niveau hiérarchique que les deux ministres de la délégation d'Arafat, ce qui vexe beaucoup les Palestiniens, mais en plus, lors de la première rencontre des délégations, il déclare : « Messieurs, je n'ai pas autorité pour parler des points essentiels, mais je viens discuter de tout le reste. » C'est-à-dire en effet de beaucoup de choses qui sont à l'ordre du jour, mais ce n'est pas pour celles-ci que les Palestiniens ont renoncé au transfert de territoires promis par Netanyahou. Peu à peu, la confiance s'effrite. Arafat se demande si celui qui est en face de lui est vraiment le défunt Rabin ou bien quelqu'un qui n'a pas de bonnes

intentions… Et de la même façon que nous perdons confiance en Arafat, Arafat perd confiance en nous, les Israéliens.

Nous n'écoutons pas seulement ce qu'Arafat nous dit dans un anglais hésitant, mais aussi ce qu'il déclare en arabe. Dans la même mesure, il est attentif à ce que nous disons, et en particulier à ce que le Premier ministre dit, en hébreu. Ehud Barak est très fier d'avoir construit plus d'implantations que Netanyahou et que tout autre Premier ministre avant lui. Arafat entend cela. Il se dit : « Je ne comprends pas, nous nous dirigeons vers un accord politique et il déclare une chose en anglais et une autre en hébreu ? » Arafat et son entourage perdent toute foi en Barak.

YUVAL DISKIN : Aux yeux des Palestiniens, la question des implantations est cruciale. Quand vous circulez en Judée-Samarie, vous remarquez la présence israélienne sur les collines, que ce soit trois, cinq ou vingt maisons, peu importe. Les Palestiniens ont l'impression qu'on les étouffe et que le processus de paix est gelé.

AMI AYALON : C'est alors que nous commençons les négociations avec la Syrie. Barak a, semble-t-il, l'intention de mener des pourparlers sur deux fronts, mais pour Arafat, il s'agit d'une trahison. Il faut comprendre que quand Arafat est passé des accords de Madrid à ceux d'Oslo, les Syriens ont pensé qu'il les trahissait. En effet, les pays arabes s'étaient dit : « Personne ne nous fera ce que nous ont fait les Égyptiens quand ils ont signé un accord politique avec les Israéliens. Notre avantage est que nous, tous les pays arabes, présentons un front uni. » C'était l'idée des accords de Madrid. La trahison d'Arafat réside en ceci qu'il a déclaré : « Les amis, lâchez-moi avec les accords de Madrid… Je ne vous fais pas confiance. Je vais signer un accord politique avec Israël, et que les Syriens s'occupent d'eux-mêmes. » Le général syrien Mustapha Tlass appelle

publiquement Arafat « la putain du Moyen-Orient ». C'est pourquoi à chaque fois que Rabin, Netanyahou ou Pérès vont en Syrie, pour Arafat, c'est un coup de couteau dans le dos.

Quand vous rencontrez Arafat, vous sentez qu'il a changé ?
Son manque d'assurance est flagrant dans toutes nos réunions. Je ne lis pas dans les pensées et je ne suis ni psychologue ni psychiatre, mais son langage corporel trahit sa perte de confiance. On le remarque aussi à travers nombre d'informations, dont une partie est publique et une partie vient des services de renseignements, au sujet de la nature des débats du côté palestinien.

Amos Gilad a prétendu que vous étiez tombé sous le charme d'Arafat et que le Shabak était sous influence à cause des relations très étroites qu'il entretenait avec des éléments de la sécurité palestinienne.
C'est un langage bien imagé ! Je n'ai jamais entendu Amos dire cela. Mais celui qui dit que je suis tombé sous le charme d'Arafat ne l'a vraisemblablement jamais fréquenté.

Je suppose qu'il voulait parler de la coopération en matière de sécurité.
Encore une fois, je n'ai pas entendu Amos Gilad, donc je suis très réservé, mais qui dit une telle chose n'a pas compris la réalité politique en matière de sécurité à la fin des années 1990. À cette époque, nos dirigeants décident de s'engager dans un processus politique. Ils font rentrer les leaders palestiniens de Tunis et leur donnent des pouvoirs municipaux afin qu'ils puissent assurer la sécurité, prévenir les attentats terroristes et collecter des informations. Dans ces conditions, nous sommes obligés de rencontrer les Palestiniens et de collaborer avec eux. Qui prétend que nous sommes tombés sous le charme ne sait pas ce qu'a fait le Service

de sécurité intérieure en parallèle. Mon souci est l'impact que ce genre de propos peut avoir sur le débat public et politique israélien.

Je participe à une réunion du cabinet de sécurité en tant que directeur du Shabak et Arik Sharon, le ministre des Infrastructures, vient faire des reproches aux hommes du Shabak qui « se prélassent dans des jacuzzis et font des agapes avec les forces de sécurité préventive palestiniennes »… Cela me met hors de moi ! Je ne me prélasse pas dans des jacuzzis, je ne fume pas de cigares et je ne fais pas de festins. Il m'envoie un petit mot sur lequel est écrit : « Écoute, Ami, j'ai beaucoup d'estime pour toi, tu comprends bien que cela ne s'adresse ni à toi ni au Service, mais que mes propos ont un objectif politique. » Et ensuite vous devez retourner au Service et vous trouvez des gens qui lisent et qui entendent cela et qui ont vraiment la rage au cœur. S'il y a bien une chose que l'on ne peut pas dire d'eux, c'est qu'ils sont des jouisseurs, qu'ils font ce travail pour avoir du plaisir ou en tirer un quelconque profit personnel.

Je pense qu'une partie de ces propos ont mené le débat public dans des directions qui ont créé des difficultés au Shabak. Mais nous avons réussi malgré tout. Nous avons fait diminuer les attentats non progressivement mais radicalement. Chaque année, il y a eu moins d'attentats, moins de morts, moins de blessés, si bien qu'en 1999-2000, il a été possible de mener des négociations, de façon appropriée ou pas.

Vous avez déclaré que dans un article de la journaliste de gauche Amira Hass – qui couvre les affaires palestiniennes pour le quotidien Haaretz *–, vous en appreniez plus sur la société palestinienne que par tous les renseignements secrets qui vous parviennent. Pouvez-vous vous expliquer ?*

AMI AYALON : Tout d'abord, dire que j'en apprends plus que grâce à tous les renseignements, c'est aller un peu loin. Les articles d'Amira

Hass donnent une image très précise et authentique de la situation de la société palestinienne telle qu'elle se voit elle-même. Dans la mesure où je dois prendre en compte la façon de penser, de se conduire, des Palestiniens, afin de mieux définir ou comprendre leur réalité, alors il est vrai qu'un article d'Amira Hass me donne une vision bien meilleure que le rapport d'un agent sur une même question.

J'ai dit plus que ça. Nous avions à faire face à un phénomène que nous appelons Intifada, et qui n'est pas un attentat terroriste ciblé. Pour déjouer un attentat planifié, il faut des renseignements d'origine humaine, ROHUM, et des renseignements d'origine électromagnétique, ROEM. C'est ce que les agents du Shabak et ses sources techniques peuvent couvrir. Mais si je vous annonce que l'Intifada n'est pas planifiée. Si je vous dis qu'il y a de nombreux attentats que personne n'a programmés. Pas d'organisation, pas de planification, pas d'armes. Il y a des conducteurs de tracteurs à Jérusalem qui décident en un moment de colère, de folie causé par l'humiliation, par le manque d'espérance, de tuer des civils israéliens. Comment faire face à un tel phénomène ? Je prétends qu'une organisation de renseignements n'a pas les outils adaptés pour prendre en compte cet événement en temps réel. Pour ce faire, vous devez élargir votre champ de collecte. Vous devez vous déplacer dans les berceaux de la haine, de la perte d'espérance, de la frustration, de l'humiliation, sources de la violence qui éclate dans la rue. Si nous faisons notre travail, si nous lisons les sondages, les articles des journaux dont ceux d'Amira Hass, la poésie palestinienne, si nous examinons les programmes scolaires, si nous rencontrons les gens qu'Arafat met en prison parce qu'ils l'accusent d'être corrompu, si nous recueillons toutes ces informations, alors nous nous rendons compte que les choses deviennent prévisibles.

Nous savons que nous ne connaîtrons pas la date exacte à laquelle la violence éclatera. Dans le meilleur des cas, nous pourrons savoir dans quelles conditions cela se produira. C'est pourquoi nous avons su dire en 1999-2000 que la violence potentielle existait et qu'elle éclaterait sur fond de lieux saints, d'implantations, de réquisitions de terres pour construire des routes… Ce sont les trois éléments qui peuvent constituer des étincelles. S'il n'y a pas d'énergie, l'étincelle est insignifiante. Si Arafat fait tout pour réprimer la violence, ça n'a pas d'importance. Mais si Arafat n'en a pas la force, la capacité ou la volonté, l'énergie plus l'étincelle enflamment le mont du Temple et tout explose.

Fin 1999, début 2000 a lieu la chose la plus grave, et c'est bien au-delà d'Arafat et d'Ehud Barak. Arafat ne dirige déjà plus la société palestinienne et Ehud Barak ne dirige déjà plus la société israélienne. Au début de l'année 2000, Ehud Barak remplissait les rôles de cinq, six ou sept ministres. Il était sans gouvernement. Il avait perdu la confiance du Parlement, des membres de son cabinet. Arafat avait quant à lui perdu depuis longtemps la confiance du peuple palestinien parce que son régime était vraiment corrompu. À ce stade, j'ai eu une discussion animée avec des hommes de la CIA et avec des représentants américains, dont Denis Ross et Martin Indick, qui pensaient qu'il fallait négocier avec la Syrie. Je leur ai dit : « Le temps presse avec les Palestiniens. Si rien ne se passe d'ici six mois ou un an, il y aura un nouveau cycle de violence.

– Mais pas du tout, m'ont-ils répondu, nous venons de parler avec Arafat.

– Arafat ne représente plus rien, ai-je répliqué. Plus aucun Palestinien ne le considère comme un leader. »

D'ailleurs, nul n'était besoin de déchiffrer des renseignements. Il suffisait de lire la presse palestinienne, la littérature palestinienne, les

sondages de Halil Shkaki. Arafat ne dirigeait plus qu'un groupe sans importance à Ramallah qui ne représentait même plus les élites universitaires ou celles des affaires, et certainement pas la société palestinienne.

C'est pourquoi Camp David vit arriver deux dirigeants faibles, qui ne valaient pas les leaders des premiers accords de Camp David. Ehud Barak n'avait pas vraiment la capacité à faire les concessions indispensables pour arriver à un accord. Arafat n'avait pas la légitimité ni l'inspiration pour prendre les décisions nécessaires qui conduiraient à un accord.

Je parle avec Barak fin 1999, début 2000 et il m'explique la logique d'un accord-cadre. Je ne souscris pas à un tel processus. D'après moi, l'idée qui consiste à dire : « Je vais faire à Arafat une proposition qu'il ne pourra pas refuser » suppose que tout est basé sur la dissuasion et l'intérêt. Je lui affirme que cela ne marchera pas. Vous ne pouvez pas dissuader quelqu'un qui de son point de vue n'a rien à perdre. Arafat n'est pas loin de vouloir retourner à Tunis et tout recommencer. Ce ne sera pas lui qui conduira la révolution palestinienne à l'échec et qui signera un accord contraint et forcé. Un accord proposant « tout ou rien » ne peut conduire qu'à un fiasco. La réalité qui s'impose entre les dirigeants et leur peuple, aussi bien du côté israélien que du côté palestinien, n'est pas celle de Begin et Sadate.

Mais Barak n'admet pas ma position. Moi qui crois qu'il faut qu'il y ait certaines affinités entre les leaders, que la confiance doit s'instaurer pour que le processus prenne forme, je passe pour un naïf auprès de Barak, qui pense que tout n'est qu'intérêt. C'est pour cela qu'il n'est pas d'accord avec moi. Ni lui ni le gouvernement américain. Quand je dis aux Américains, comme aux Israéliens, que nous nous dirigeons vers un nouveau cycle de violence vers la fin de l'année

2000, on ne me prend pas au sérieux. De quoi parle-t-il ? Voyez-vous, jamais nous n'avions eu un niveau de sécurité tel qu'en 1999 ou en 2000, et moi je savais que c'était une réalité virtuelle. Je pouvais expliquer ce qu'il fallait faire pour éviter la catastrophe qui s'annonçait, mais on ne m'écoutait pas. Ni mes prévisions ni bien évidement mes recommandations ne furent prises en compte.

Avez-vous pu parler à Barak, après qu'il a perdu le pouvoir et a été remplacé par Sharon, de vos prévisions qui se sont confirmées ?
Pas à la façon des débriefings dans les unités spéciales, en l'occurrence. Nous sommes des adultes. Nous avons dépassé la candeur, la naïveté et la droiture qui nous caractérisaient tous auparavant. En tant que personnages publics, qu'hommes politiques, nous n'avons pas eu cette discussion avec Ehud. Mais je l'ai lancée dans tous les débats publics auxquels j'ai participé. Je me suis aussi exprimé dans ce sens dans la campagne politique que j'ai menée contre lui pour être élu secrétaire général du parti travailliste Avoda. Toute cette campagne, en dépit du silence d'Ehud Barak et de mon flot de paroles, s'est tenue autour de cette grande question : comment créer les conditions pour que l'État d'Israël soit démocratique, juif et vive en sécurité ? Ce que je dis aujourd'hui, je l'ai dit partout, sur toutes les estrades politiques et publiques qui m'ont été offertes. Finalement, le parti Avoda a choisi Ehud Barak qui a imprimé sa conception de la politique aux gouvernements d'Israël qui se sont succédé, conduits par Ehud Barak, puis Ehud Olmert, Bibi Netanyahou et bien sûr Arik Sharon. Une politique unilatérale.

Nous aurions pu nous retirer de façon moindre de la bande de Gaza parce qu'il était possible, à mon avis, de discuter d'échange de territoires dans le nord de la bande. Il était totalement inutile et illogique d'évacuer les implantations d'Alei Sinaï et de Nissanit avec leurs dizaines de familles et leurs centaines d'habitants si l'on faisait

des échanges de territoires sur la base de la démographie, de la sécurité et de la continuité territoriale. Mais cela, on ne pouvait le faire qu'en abordant les négociations de bonne foi. On aurait pu dire : « Les amis, parlons maintenant sérieusement d'échange de territoires, faisons donc une expérience pilote en attendant de voir ce qui va se passer en Judée-Samarie. » Nous nous sommes retirés du Liban de la même manière, sans partenaire, sans accord. Nous nous sommes en quelque sorte enfuis du Liban. Je ne sais pas si je vous convaincs. Le peuple d'Israël, je ne l'ai pas convaincu.

Ce qui m'intéresse, c'est l'aspect personnel de l'histoire, pas national. Vous, le directeur du Shabak, vous rentrez chez vous en vous disant que la charrette dégringole vers le fossé. C'est ce qui s'est finalement passé après qu'a éclaté la deuxième Intifada qui a fait plus de 1 000 morts du côté israélien et plus de 3 000 du côté palestinien, sans parler des blessés et des familles détruites. Pourquoi vous ne…

AMI AYALON : Pourquoi je ne renverse pas les tables ? Tout d'abord, selon moi, je l'ai fait. Personne ne pouvait se méprendre sur mon opinion. Je ne suis pas quelqu'un qu'on ne comprend pas. Le pire, c'est qu'on n'adhère pas à mon point de vue. On me prend pour quelqu'un qui fait d'une mouche un éléphant, et cela me tourmente. On ne prend pas en compte mon évaluation de la situation et comme je viens de terminer ma quatrième année à la tête du Service, je recommande à Ehud Barak de me remplacer. Il essaie de me persuader de rester jusqu'après septembre, après la signature de l'accord permanent, moment où il sera beaucoup plus aisé de remplacer le directeur du Service de sécurité intérieure. Je lui dis clairement que selon mes évaluations, nous n'allons pas vers la signature d'un accord de paix en septembre. Il faut me remplacer le plus vite possible afin que mon successeur soit prêt dès septembre, qu'il ait déjà une certaine expérience de sa fonction. C'est tout. Nous

nous mettons d'accord sur la fin de ma mission. Je quitte la direction du Shabak après le jour de l'Indépendance, en mai 2000. Voilà pour l'aspect personnel.

Non, vous ne m'avez rien dit de personnel. Je veux savoir ce qui se passe dans votre tête. Vous rentrez chez vous en voiture le soir après une journée de travail, et pour reprendre la même image, vous voyez ce camion dont on a perdu le contrôle rouler vers le fossé. Que vous dites-vous ? Vous partagez tout cela avec quelqu'un ? Vous parlez à quelqu'un, à votre femme ? J'essaie de comprendre, une personne qui garde pour elle de telles informations, qui sait ce qui va se passer…
Je n'en discute pas avec ma femme ni avec mes amis, ce n'est pas un sujet que j'aborde avec eux. Nous en parlons au Service pendant les réunions d'évaluation de la situation. Le fait est que les choses sont écrites. Je n'ai d'échanges sur le plan émotionnel avec personne. Je n'en ai pas vraiment besoin. Je dois aussi faire des réserves : pendant l'évaluation professionnelle, on en arrive parfois à hausser le ton, mais ce n'est pas que j'aie une image apocalyptique. Je ne vois pas des milliers de morts dans les rues. Je ne m'endors pas avec les visions d'horreur des attentats démultipliées par mon imagination.

Vous dites au Premier ministre qu'il va y avoir un nouveau cycle de violence et c'est bien ce qui se passe finalement.
Je pense que si un poète avait vécu cette expérience, il serait rentré chez lui bouleversé, n'aurait pas pu s'endormir et, la rage au cœur, aurait écrit des poèmes. Je ne suis pas poète. J'ai été directeur du Service de sécurité intérieure, après avoir été chef d'état-major de la marine et commandant du commando marine Shayetet 13. Le fait que j'apprécie les belles-lettres ou la poésie ne signifie pas que je sois un poète. La nuit, je ne tourne pas en rond, je dors très bien. Pourquoi ? Parce que je ne suis pas tourmenté. Voilà tout.

1. Voir note 7.

2. Antique et caduque « loi du poursuivant ». Voir note 2.

Avi Dichter

(2000-2005)

Avi Dichter : Je suis né à Majdal, qui est devenue une grande ville en Israël : Ashkelon. Je l'appelais Migdal quand j'étais ashkénaze et Majdal quand j'ai appris l'arabe. Je suis né à la maison, ma mère n'ayant pas eu le temps de se rendre à l'hôpital pour accoucher. Dans mon premier souvenir, je m'enfuis par la fenêtre du jardin d'enfants avec un groupe de camarades et je les emmène à la maison. La jardinière d'enfants, habitante d'Ashkelon, que je rencontre encore de temps à autre, n'a jamais oublié cet événement.

Je me rappelle que nous habitions dans une maison avec une autre famille. Mes parents, ma sœur et moi la partagions avec une famille qui avait immigré de Roumanie. Cela se passait comme ça à l'époque. Je me souviens des toilettes communes, de la cuisine commune. Quand je l'ai raconté à mes enfants et que je les ai emmenés voir sur place, ils ont cru que je plaisantais. Deux familles dans une même maison, et en plus des Polonais avec des Roumains ! C'est un mélange détonant… Je suis d'ailleurs toujours en contact avec cette famille originaire de Roumanie, elle habite aussi Ashkelon.

Mes deux parents étaient des rescapés de la Shoah. Ils venaient du petit village de Rożyszcze, situé à l'époque dans l'est de la Pologne, qui est actuellement l'ouest de l'Ukraine, dans la région de Volhynie. Mon père a perdu toute sa famille pendant la guerre. Il n'a d'ailleurs jamais rien raconté sur la Shoah. J'ai vraiment essayé de le faire parler, après tout c'est mon métier de faire parler les gens, mais avec papa j'ai tout simplement échoué. Je sais qu'il a menti de deux ans sur son âge et qu'il a ainsi pu s'engager dans l'armée polonaise à seize ans. Il était soldat dans la cavalerie pendant la Seconde Guerre mondiale. Les chars allemands contre le cavalier Shaïke Dichter ! Même en dessin animé, j'ai du mal à l'imaginer.

Quand il est rentré après la guerre avec l'armée russe, ils ont traversé le fleuve et sont arrivés à son village. Il n'avait pas l'ombre d'une idée de ce qui s'était passé, en dehors des histoires et des rumeurs. Dans sa rue, qui n'avait pas changé, il découvrit que sa maison était bien là, toujours coquette. Il vit que des non-Juifs polonais y habitaient et aperçut dans la rue des enfants portant les vêtements de ses frères. Il comprit qu'il n'y reviendrait plus.

Jusqu'à sa mort, il y a dix-sept ans, il n'a pas voulu retourner là-bas. Ma mère, qui a aujourd'hui quatre-vingt-sept ans, commence à montrer des signes d'intérêt et je pense que nous y ferons une visite. Un livre sur le village de mes parents est sorti dernièrement. Ma mère a été interviewée à cette occasion et j'en ai appris plus sur ce qu'elle a vécu pendant la Shoah en lisant ce livre que durant toutes ces années passées avec elle. Il contient des phrases très dures qui me permettent de comprendre un peu ce qui lui est arrivé. Quels traumatismes elle porte en elle jusqu'à maintenant, presque soixante-dix ans après !

J'étais un fils de rescapés de la Shoah, avec tout ce que cela impliquait. Il fallait finir son assiette. Sinon j'avais immédiatement droit à une phrase, généralement de maman : « Mange, on n'a pas

toujours à manger… » Et moi, étant enfant, je mangeais tout. Pas seulement parce que j'avais faim, mais parce que je savais que si je ne le faisais pas, j'aurais droit à une très longue dispute. Et la coiffure… On me faisait toujours la raie du même côté. Vous savez, enfant, je n'avais pas toujours envie d'obéir mais ils ne me laissaient pas changer de coiffure. Plus tard j'ai compris. Hitler avait la raie à droite et aucun enfant juif ne la portait de ce côté, et certainement pas un fils de rescapés.

Il y avait de temps en temps des commémorations pour des personnes originaires du village de mes parents. Un village si petit que les Allemands ne se donnèrent même pas la peine de mettre ses habitants dans des trains pour les emmener jusqu'aux camps d'extermination. Il leur était plus facile de tous les rassembler et de leur tirer dessus aux abords du village de façon à ce qu'ils tombent dans des fosses. Ils massacrèrent 5 700 personnes et enterrèrent ainsi mon histoire.

Israël devient l'endroit que l'on aime à cause de ce qui s'est passé en Europe ? Ou comme le disait Ariel Sharon : « Le seul endroit où un Juif peut se défendre par lui-même » ?

Je n'ai commencé à comprendre cette phrase que quand j'étais un peu plus âgé. J'ai eu le privilège de servir dans l'armée pendant la guerre du Kippour. J'étais dans le dernier tiers de mon service obligatoire et il y eut quelques événements pendant lesquels j'ai failli être blessé ou tué. Dans un cas, une personne qui se trouvait à la place où j'aurais dû être fut tuée. Ma jeep reçut une roquette. J'en étais le chauffeur, mais j'étais descendu pour une mission de déminage sur les pistes de l'aéroport Fayed en Égypte. Mon collègue Nahmani, le commandant de l'unité, avait pris la jeep avec Amiram Levin et était parti patrouiller à Fayed. J'étais très en colère qu'ils m'aient pris la jeep, mais je restai sur place pour enlever les engins piégés que les

Égyptiens avaient laissés sur les pistes. Mon travail terminé, j'entrai dans la tour de contrôle. La jeep revint à la fin de sa patrouille et reçut une roquette. Le chauffeur fut tué. Mes camarades, qui étaient du côté est du canal de Suez, apprirent que la jeep du « Polonais » avait reçu une roquette et que son chauffeur était mort. Ils s'étaient déjà partagé mon équipement personnel quand ils traversèrent le canal vers l'ouest et tombèrent sur moi. C'est alors que j'entendis la question la plus banale qu'il était donné d'entendre dans ce genre de situation : « Salut Dichter, tu n'es pas mort ? » Cela vous fait rire dans un premier temps puis vous donne beaucoup à penser par la suite.

Une fois la guerre terminée, j'ai réfléchi et j'ai pris ma décision stratégique numéro un : je finis l'armée et je ne vais pas étudier mais je me marie, je fonde une famille et je m'investis dans un travail. Un point c'est tout. Quand j'ai annoncé à mes parents que je n'allais pas étudier à l'université, ils furent brisés.

Ils me demandèrent : « Qu'est-ce que tu veux dire, tu ne vas pas faire médecine ?

– Non.

– Bon. Ingénieur c'est bien aussi.

– Non. Je vais apprendre une nouvelle langue.

– … L'anglais, c'est très important dans la vie.

– Ça sera l'arabe. »

Ils se regardèrent et maman dit à papa en yiddish : « Il faut l'emmener chez le docteur. »

La principale raison de ma décision était que je ne me voyais pas laisser ma famille sans descendance. Je ne pouvais pas envisager que si, à Dieu ne plaise, il nous arrivait quelque chose, à mes parents ou à moi, après la Shoah, après ce qu'ils avaient vécu, la continuité de la famille ne soit pas assurée. Pendant la guerre, le frère de mon beau-frère, Avraham Dagan, fut tué. Il était tankiste, nous avions été

mobilisés en même temps. Il tomba dans le canal de Suez et fut déclaré disparu pendant un certain temps. C'est ainsi que je saisis l'impact de l'événement sur la famille, surtout sur une famille de rescapés de la Shoah. C'est la raison pour laquelle je pris cette décision. Je voulais aussi me changer les idées après l'armée. Je choisis de participer à une formation d'agent de sûreté de l'aviation civile.

Avant cela, vous décidez de vous engager dans le commando d'élite Sayeret Matkal. Cette unité était alors composée de membres de kibboutz ou de villages agricoles, d'anciens élèves de prestigieuses écoles de Jérusalem. Quel rapport avec un habitant d'Ashkelon ?
Je n'ai pas décidé de m'engager dans ce commando d'élite. Je suis arrivé avec trois amis d'Ashkelon à la base de recrutement, et nous ne savions pas vraiment où aller. J'ai commencé à passer les examens de l'armée de l'air, et je n'ai aucun doute qu'ils ont perdu un excellent pilote. Ce n'est pas ce qu'ils ont pensé, car j'ai été éliminé des épreuves à un stade très précoce pour une histoire d'aptitude technique pas très importante. À la base de recrutement, nous avons été affectés à une unité quelconque, je ne me souviens plus laquelle, qui ne me convenait pas. Quelqu'un qui s'y connaissait un peu dit qu'il fallait se porter volontaire, ainsi nous aurions une chance de servir dans l'unité dans laquelle nous étions volontaires et non dans celle à laquelle nous avions été affectés. Alors nous nous sommes portés volontaires pour toutes les unités.

Puis l'un de mes trois camarades déclara : « Le commando d'élite Sayeret Matkal, on dit que c'est quelque chose de sérieux, mais il est interdit d'utiliser ce nom, il faut dire "Rakefet" (Cyclamen) à l'officier chargé de la sélection. » J'entrai le premier dans le bureau de l'officier, et j'étais si ému que j'en oubliai le code. Il me demanda où je voulais aller. Me rendant compte que je ne parvenais pas à me

rappeler le mot codé, je dis : « Sayeret Matkal. » Il nota. Il ne se passa rien, la terre ne s'arrêta pas de tourner. Je sortis, leur fis un signe indiquant que tout allait bien. J'avais dit « Sayeret Matkal » et nous avions survécu. Nous passâmes tous les trois les épreuves et je fus le seul à m'en sortir. Mais mes résultats n'étant pas suffisamment bons, on me plaça d'abord sur la liste d'attente. Il me fallut attendre plusieurs jours avant de pouvoir faire mes classes et c'est ainsi que j'entrai dans l'unité d'élite Sayeret Matkal. Je n'avais rien décidé du tout.

Je dis toujours que je suis né trois fois. La première est ma naissance biologique, il y a presque cinquante-sept ans, la deuxième mon entrée dans l'unité Sayeret Matkal et la troisième quand j'ai commencé à travailler en arabe au Shabak. L'unité Sayeret Matkal a fait de moi un homme capable de discernement et m'a apporté des compétences nouvelles. On me demandait toujours : « Dis, Avi, c'est vrai que dans ton commando, on mène des opérations comme dans les films ? » Ce à quoi je répondais : « Les amis, si seulement les films d'action arrivaient à la cheville de ce que nous faisons ! Steven Spielberg a encore beaucoup à apprendre avant d'entrer dans notre unité… » Mais la perspicacité, le souci du détail, la façon d'apprendre, l'amitié, l'autorité, l'amour du pays, tout cela et bien plus encore, vous le recevez au sein du commando Sayeret Matkal à fortes doses, et vous en bénéficiez tout au long de votre vie.

Dans le livre d'Avner Shor, Tsevet Ithamar *(L'Équipe Ithamar), sur l'unité Sayeret Matkal, vous êtes décrit comme étant animé d'une volonté de fer. Vous n'êtes pas dans une forme physique extraordinaire, vous finissez les exercices toujours tout pâle mais personne ne peut entamer votre volonté sans faille.*

J'ignore ce que signifie « tout pâle », mais je peux vous dire ce que je ressentais à l'intérieur. J'étais comme un moteur dont toute l'huile

s'est écoulée et dont les cylindres sont grippés : impossible au moteur de fonctionner. Je n'avais reçu aucune préparation sérieuse à cette unité, je n'étais pas au mieux de ma forme physique et j'en suis arrivé dans certains cas à être porté par ma seule volonté.

Ehud Barak me raconte toujours une histoire qui m'avait échappé sur un exercice collectif qu'il avait organisé avec Yoni Netanyahou : Ithamar Sela, notre commandant, jouerait le rôle du blessé, pour voir comment l'équipe réagirait. À un certain stade de l'exercice, ils « blessèrent » deux ou trois soldats et annoncèrent à Ithamar Sela qu'il était blessé, en plein assaut. J'étais mitrailleur et ils attendirent de voir qui, parmi les participants à l'assaut, prendrait le contrôle et dirigerait l'équipe. Et alors, me raconte Ehud Barak, soudain ils entendirent quelqu'un à l'arrière qui criait : « En avant, Ithamar est blessé, à l'attaque ! » et ils virent un mitrailleur accompagné de deux soldats dont un portait un bazooka, courant vers la cible, la conquérant, et obtenant la victoire sur l'ennemi. Il dit : « Nous nous sommes rendu compte que c'était toi avec la mitrailleuse et nous sommes presque tombés amoureux de toi. » Je suis heureux qu'ils aient pu discerner mes qualités à l'époque, parce que ce n'est pas grâce à ma forme physique que j'aurais pu rester dans cette unité d'élite…

Mais vous vous êtes entraîné physiquement par la suite ?
Oui. L'exercice a fortifié mon corps et je veille sur ma forme. Je suis prêt à m'engager dans le commando à tout moment. Dans cette unité, vous devez aller jusqu'au bout de vos possibilités, jusqu'au bout de votre courage, jusqu'au bout de votre amitié. Vous vous retrouvez parfois dans des situations où il est indispensable de terminer quelque chose dans le temps imparti. Vous savez que vous n'avez pas une minute de plus. Vous devez parcourir le dernier mètre, ou le dernier kilomètre, et si vous ne le faites pas, vous êtes obligé de

rentrer en Israël en plein jour, et vous pouvez être découvert, être fait prisonnier, être touché par balle ou simplement exposer tous les combattants et faire des blessés, sans parler de la mission… Chaque fois que j'ai cru être arrivé au bout de mes réserves de forces, il m'est toujours apparu que je pouvais puiser dans une autre, puis dans une autre encore. Réellement, vous vous redécouvrez.

En fait, la vocation de l'unité, c'est le renseignement. Cela vous prépare pour la suite, pour le Shabak, ou bien il n'y a aucun rapport ?
Non. Ce n'est pas le type de collecte d'informations dont je me suis occupé ensuite au Shabak. Si au commando Sayeret Matkal vous êtes plutôt l'exécutant de personnes qui savent ce qu'est le recueil d'informations, au Shabak vous êtes le patron et collectez vous-même l'information. J'ai commencé comme officier traitant. À cette époque l'information était surtout de source humaine ou provenait d'interrogatoires, elle venait moins des écoutes, qui sont une méthode de collecte complètement différente.

Pourquoi décidez-vous d'aller au Shabak ?
Au début, je n'étais pas exactement au Shabak comme on l'entend classiquement : libéré par l'armée le 30 avril 1974, j'entrais le 8 mai en formation d'agent de sûreté aéroportuaire, ce qui consistait à assurer la sécurité des passagers à bord des avions d'El-Al. J'exerçai cette profession pendant un an. Je voulais voyager un peu dans le monde, et partir à l'étranger avec un passeport était une nouvelle expérience. Pour moi, à vingt et un ans et demi, m'envoler pour New York, Johannesburg, Paris, Londres ou Téhéran, c'était extraordinaire. J'ai découvert que le monde ne s'étendait pas qu'entre la Méditerranée et le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte, qui étaient les pays que nous avions visités pendant notre service militaire, mais de nuit, sans passeport.

Après cette année en tant qu'agent de sûreté, j'ai décidé de faire quelque chose de plus intéressant au Shabak. Avec mon expérience de commando, j'aurais pu me diriger vers la branche opérationnelle mais j'ai entendu parler d'un travail dans le secteur arabe et commencé à apprendre l'arabe dans le centre d'apprentissage du Service pendant une année entière. Comme je l'ai dit, cela a été ma troisième naissance. J'ai soudain eu l'impression de devenir un poisson dans l'eau capable de nager avec les autres poissons et de respirer par les branchies.

Au lycée, j'avais appris l'anglais, le français. En faisant cet apprentissage, vous vivez peut-être la langue, mais vous ne connaissez pas le peuple. Là, nous apprîmes à connaître le peuple. Chaque jour, pendant toute la journée, je restais assis avec des Arabes et je leur parlais dans leur langue. À force, vous parvenez à vous exprimer avec toutes les nuances du langage, vous faites des blagues, vous racontez des histoires et citez des proverbes. Chez nous qui avons étudié à Gaza, il est très facile d'identifier notre arabe teinté d'accent gazaoui. Dans une de mes interviews à Al Jazeera, j'ai parlé en direct et en arabe, comme je le fais toujours, de peur qu'on ne déforme mes propos au montage ou par une traduction inappropriée. Je me suis donc exprimé en arabe, les yeux fixés sur la caméra, et un Palestinien de ma connaissance m'a appelé après l'émission pour me dire : « Dis donc, Avi, je t'ai entendu, tu as parlé comme un vrai voyou palestinien. » Je n'ai pas su si c'était un compliment…

Vous aimez la culture arabe, la mentalité arabe, ce que vous apprenez ? Cela vous plaît ?

Oui, voyez-vous, c'est un monde que je ne connaissais pas. Je n'avais jamais été face à des Palestiniens ou à des Arabes en général. Rappelez-vous que, comme soldats dans l'unité, nous traversions des frontières pour ne pas rencontrer d'Arabes et non pour les rencontrer.

Et si, à Dieu ne plaise, nous les croisions, alors nous étions censés leur tirer dessus. Et là, nous commencions à connaître le monde arabe, à lui parler, à le convaincre, à travailler avec lui, à le duper, à le manœuvrer sans qu'il s'en rende compte.

Quand je suis arrivé sur le terrain après mon apprentissage de la langue, mon arabe n'était pas encore impeccable. Par hasard, j'ai succédé à Shimon Romeah, qui est actuellement directeur des services de lutte contre les incendies, un arabisant exceptionnel parlant un arabe parfait. Il m'a formé à sa succession, et en me rendant avec lui chez des collaborateurs, je me souviens de m'être dit : « Mon Dieu, comment est-il seulement possible de succéder à Shimon Romeah ? » Ils l'appelaient Abou Samir. Il m'a fallu du temps, mais peu à peu, sur le terrain, ils ont vu que j'étais quelqu'un de sérieux. « Abou Nabil, c'est un homme sérieux, il peut nous aider. » En fin de compte, personne ne collabore gratuitement.

Être ou ne pas être :
complications au-delà de la frontière

Avi Dichter : À la fin des années 1970, pendant que je travaillais au Service, je suis retourné au commando Sayeret Matkal pour effectuer une mission. Une fois par an, je partais en opération, avec l'accord du directeur du Service, car j'étais déjà coordonnateur. Heureusement, le directeur du Service et le directeur des renseignements militaires ou le chef d'état-major ont toujours compris l'importance de cette pratique, et de mon côté je me suis efforcé de faire mon travail en

parallèle, sauf pendant la période où je devais entrer en procédure de combat.

En 1984, j'étais étudiant à Bar-Ilan et j'ai annoncé à l'unité : « Maintenant, nous pouvons en faire plus parce qu'à l'avenir, je ne pourrai pas continuer. » Il y avait alors un cruel manque de personnel au commando et j'étais considéré comme un bon professionnel dans mon domaine. Et en effet, pendant trois mois, j'ai mené de front mes études et mes activités opérationnelles au sein de l'unité. La dernière opération terminée, nous sommes tous rentrés sains et saufs. Trois semaines plus tard, Omer Bar-Lev, le commandant de l'unité, et Ehud Barak, le directeur des renseignements militaires, me téléphonaient : « Nous avons un problème, tu dois remplacer quelqu'un. »

J'étais dans une situation très compliquée. C'était la période des examens à l'université et ma femme, qui était enceinte de notre plus jeune fille, tomba et se cassa le bras. On lui fit toute une série de radios à la suite desquelles le médecin nous annonça qu'elle avait subi trop de radiations et lui conseilla d'avorter. Elle avait pris rendez-vous avec la commission médicale d'autorisation des avortements et attendait son tour. Je me renseignai sur ce sujet, afin que nous évitions de provoquer un avortement si cela n'était pas nécessaire. C'est justement dans ce tourbillon qu'arriva cet appel téléphonique. Je dis à Omer : « Bien, donnez-moi seulement un jour ou deux pour voir ce qui se passe au sujet de l'avortement.

– Avi, c'est impossible. L'opération a lieu dans cinq jours et demain matin le chef d'état-major vient faire le briefing.

– C'est un peu problématique… (Dans notre unité, on n'avait jamais affecté quelqu'un à un poste important cinq jours avant une opération.) Qui est dans l'équipe ?

– C'est l'équipe de Yoram.

– Tobi Shor en fait partie ?

– Oui. »

Vous devez comprendre : Tobi Shor est le frère d'Avner qui fait partie de mon équipe. Leur troisième frère, Aviad, a été tué lors d'un raid au Liban en 1973. Si par malheur il arrivait quelque chose à Tobi pendant l'opération, je ne pourrais plus jamais regarder Avner et les membres de sa famille dans les yeux. Et tout s'inverse. Je dis à ma femme, Ilana, qu'il se peut que je sois appelé pour une période de réserve à l'unité. Elle me répond : « Tu ne m'as jamais rien demandé jusqu'à maintenant, ne commence pas à me compliquer les choses… » J'annonce à Omer Bar-Lev que je les rejoins à condition que Tobi Shor soit dans mon groupe.

Moussa Tsabari, aussi proche de moi qu'un frère biologique, avec lequel j'avais mené nombre de missions auparavant, était le commandant du détachement, et devait m'accompagner dans cette opération. Je suis entré en procédure d'entraînement rapide de cinq jours et je suis parti en mission avec une équipe dont je ne connaissais presque pas les combattants, ce qui est très rare. Malheureusement, l'opération se compliqua, et nous nous retrouvâmes avec un mort et trois blessés dont un dans un état grave, dans les profondeurs du territoire ennemi. Nous devions permettre à l'équipe de s'organiser pour pouvoir rentrer.

C'est là que j'en ai plus appris sur les gens qu'au cours de ma vie entière. Parfois nous pensons que lorsqu'une opération tourne mal, tous ses participants sont au summum de la vigilance et de l'attention. Mais la vie est beaucoup plus complexe que cela. Un grand nombre d'individus entrent dans un état second, et il faut faire très attention à ce que personne ne commette une erreur dont tout le groupe devra payer le prix. Ce qui signifie dans ce cas, être faits prisonniers, être blessés ou tués, ce qui n'est pas rien. Étant donné l'endroit où nous nous trouvions, chacun d'entre nous avait compris

que personne ne viendrait nous secourir en hélicoptère. Donc soit nous parvenions à rejoindre l'endroit d'où nous pourrions rentrer chez nous, soit nous devions immigrer dans un autre pays.

Nous avons eu besoin d'un long délai pour nous réorganiser. Et en attendant, il fallait tenir le coup. Vous devez donner à l'équipe le temps d'accomplir sa mission et de s'occuper des blessés dans un endroit habité. Si des riverains venaient à découvrir que des Israéliens se trouvent là, cela se terminerait par un massacre dans le pire des cas ou par de la prison dans le meilleur. Vous vous rendez compte que vous êtes responsable de nombreuses vies. Si jamais vous ouvriez le feu, vous risqueriez d'avoir des blessés, des morts supplémentaires, la situation deviendrait encore plus délicate. Vous faites donc tout votre possible pour terminer votre mission discrètement, en essayant de donner l'impression à votre voisinage qu'il ne se passe rien. C'est ainsi que nous nous sommes organisés pour rentrer chez nous.

À quoi pensez-vous pendant ce temps ?
En vérité, votre tête est complètement vide. Elle est entièrement concentrée sur la prochaine menace dont vous ne savez pas exactement d'où elle viendra. Tout le monde étant occupé par les soins aux blessés, vous ne pouvez pas demander l'attention des autres. Vous comprenez le sens d'une mission « en solitaire ». Dans le commando Sayeret Matkal, vous menez de nombreuses missions en solitaire, mais celle-ci a été la plus marquante. Vous devez sans cesse veiller à ne pas être surpris. Et quand un habitant du quartier arrive chez vous, vous devez le repérer suffisamment à l'avance pour éviter qu'il s'approche trop et devine la présence d'Israéliens.

Il s'agit en fait de tout gérer de la façon la plus discrète et tranquille qui soit, et de toujours prendre des initiatives. Vous ne devez jamais vous trouver dans une situation où vous avez à

répondre, mais toujours être celui qui prend les devants. C'est pourquoi vous devez être très vigilant. Vous ne pensez à rien, ni à la maison ni à la famille. Contrairement à ce qu'il semble, la vie ne défile pas devant vos yeux comme un film, pas du tout… Vous êtes parfaitement concentré sur ce que vous faites. Je me souviens qu'il y avait lors de cette mission un combattant dont la blessure avait un peu altéré le sens de l'orientation. Il fallait vite trouver quelqu'un qui le prenne sous sa garde afin qu'il ne disparaisse pas tout à coup dans la nature. Vous vous retrouvez à jouer le rôle d'une jardinière d'enfants, mais pas dans la bonne garderie.

Tobi était avec vous ?
À partir d'un certain moment, oui. Et c'était là ce qu'on appelle une mission parallèle, il fallait sans cesse garder un œil sur lui car jusqu'à ce que nous arrivions à l'endroit d'où nous sommes rentrés, le chemin était long, difficile, et nous avons fait nombre de rencontres avec l'ennemi. Entre engager une attaque et mener la mission sans faire de bruit, il n'y avait qu'un cheveu. En ouvrant le feu, vous avez peut-être un avantage momentané sur celui sur lequel vous avez tiré, mais vous êtes dans une situation de grande infériorité pour la suite des événements.

Vous êtes aussi tombés sur l'armée là-bas, n'est-ce pas ?
Je ne veux pas entrer dans les détails parce qu'il s'agit d'une opération très sensible, mais c'est le meilleur entraînement que j'aie eu pour la suite.

Vous étiez en territoire ennemi. À quelle profondeur ?
À une très grande, une trop grande profondeur.

Et que se passa-t-il en Israël ?

Moshé Levy, le chef d'état-major, se félicita que cette histoire se soit terminée sans coups de feu. Sinon nous nous serions embourbés dans une action qui aurait demandé l'intervention de l'armée de l'air et peut-être même de forces terrestres. Bref, de là à l'entrée en guerre, le scénario était assez simple. C'est la première fois que j'ai eu l'impression d'être un acteur de théâtre. Vous vous imaginez que vous vous trouvez sur une scène et que vous êtes obligé de jouer jusqu'au dernier moment. Vous n'avez aucune possibilité de mal jouer, aucune possibilité de refaire une prise. C'est « être ou ne pas être ». Vous ne pouvez pas dire, comme les enfants, « pouce, on recommence ». Vous devez maîtriser votre jeu. Vous devez vous rappeler qu'il y a des combattants qui ne sont pas dans ce théâtre-là. Ils ne comprennent même pas ce qui se passe. Moussa me comprenait, moi je le comprenais, c'est tout. Aucun des autres soldats n'avait la moindre idée du niveau de complexité de notre situation. Ils étaient tous conscients des difficultés que nous rencontrions, mais pas de la gravité de la menace qui pesait sur eux. Ils ne savaient pas si, quand je donnais une tape sur la nuque d'un habitant du quartier, c'était un geste amical ou si j'étais sur le point de lui arracher la tête.

Comment les gère-t-on ? Que dites-vous aux soldats ?
L'objectif est de sans cesse veiller à ce qu'on ne les voie pas, ou qu'on ne les voie pas d'assez près. Le fait que nous ayons réussi à faire tout le chemin, jusqu'à l'endroit d'où nous avons pu rentrer, en silence, m'a donné le sentiment grisant de raccompagner des enfants à la maison. J'ai ramené chez eux de nombreux soldats dont je savais qu'ils auraient tout aussi bien pu être faits prisonniers ou, à Dieu ne plaise, mourir. Cela ne tenait qu'à un fil. J'étais quant à moi déjà un grand garçon : j'étais père de deux enfants et demi.

Hamas, Djihad islamique,

une autre culture

Avi Dichter : Jusqu'en 1987, j'ai tranquillement fêté mon anniversaire chaque année le 14 décembre. Depuis décembre 1987, j'ai un partenaire indésirable. En effet, le 14 décembre a été proclamé « jour du Hamas ». Le Hamas et le Djihad islamique ont commencé à prendre leur essor à cette période. Ce sont deux organisations qui ont attiré de nombreux Palestiniens qui s'y identifiaient religieusement, au début de la première Intifada. À Gaza, où j'ai servi, il n'existe pas d'incroyants. Même les adhérents du Front populaire, qui ont a priori une orientation communiste, vous les trouverez dans les mosquées. Mais les membres du Hamas, c'est différent. Ce sont des gens qui sont à la limite du fanatisme religieux et leurs penchants terroristes nous sont très préjudiciables. Les enlèvements de soldats en Judée-Samarie ont commencé à cette époque et leurs actions ont été ensuite de plus en plus audacieuses. Ils ont fait une concurrence acharnée au Fatah, avec des caractéristiques, une culture différentes. Quand tout arrive en même temps, vous ne pouvez pas contenir les événements.

Pendant la première Intifada, entre 1987 et 1992, 600 personnes soupçonnées de collaboration avec Israël ont été tuées. Sur ce nombre, 3 % seulement avaient peut-être un lien quelconque avec ce qui leur était reproché. 97 % étaient absolument innocentes. 97 % ! Vous vous dites : « Dieu du ciel ! Comment est-il possible d'en arriver à une telle situation ? » C'est une autre culture.

Un jour, à Khan Younès, en plein hiver, un homme arrive avec un bonnet de laine sur la tête et demande à voir un coordonnateur. Nous ne comprenons pas pourquoi, lui demandons ce qui s'est passé, et le prions de retirer son bonnet. Il s'exécute après quelques hésitations et nous voyons qu'il n'a pas d'oreilles. Nous lui posons des questions sur

ce qui lui est arrivé et il nous raconte comment des habitants de son quartier les lui ont coupées. Un peu plus tard, ces gens-là sont arrêtés car ils sont liés au terrorisme. Nous pensions qu'ils avaient agi ainsi car ils soupçonnaient l'homme de collaboration bien qu'il n'ait eu aucun lien avec nous. C'est alors que le chef de la bande de terroristes nous raconte cette histoire : « Ce garçon a vendu de la drogue. Nous lui avons dit d'arrêter. Il a pris des coups, et a recommencé à vendre sa drogue. Alors nous lui avons coupé les oreilles puisque de toute façon il ne s'en servait pas… Il n'écoutait pas ce que nous lui disions. » Et il déclare cela pendant son interrogatoire avec, croyez-moi, moins d'émotion que moi-même quand je vous le relate.

Une autre histoire : un père, à Bredj, dont la fille, partie faire paître le troupeau, est en retard de deux heures. Il va la chercher, la trouve près de Wadi Ghazzeh et lui demande où elle était. Elle le regarde en baissant les yeux, et lui répond : « Je t'ai déshonoré. » Il la prend par la main, traverse avec elle tout Wadi Ghazzeh, franchit la barrière de sécurité, l'emmène dans un petit bois et la tue. Sa propre fille, âgée de quinze ou seize ans ! Son seul péché était d'avoir eu un soupirant bédouin, avec lequel elle communiquait par des signes de la main, de loin. Pas plus que ça. Mais elle avait été en retard parce qu'il lui faisait la cour. Son père l'a donc assassinée. Il a d'ailleurs commis cet acte en Israël et a été condamné à la prison à perpétuité. S'il l'avait fait à Gaza, il aurait écopé de moins de deux ans de prison. Mais les « crimes d'honneur », comme ils les appellent, ne sont pas des cas isolés chez eux. Ils réunissent un conseil de famille et décident que la jeune fille qui a déshonoré la famille, ou qui est soupçonnée de l'avoir fait, sera exécutée. Celui qui doit commettre le meurtre, en général un célibataire, un jeune, est choisi. On lui dit : « Demain. » Toute la famille part en voyage avant le lendemain, l'un à

Ramallah, l'autre en Égypte, le dernier plus loin encore à l'étranger, pour se forger un alibi. Et c'est la fin de l'histoire.

Encore une anecdote : ils avaient recruté une femme pour qu'elle commette un attentat à l'hôpital Soroka à Beer-Sheva. Ils savaient qu'elle avait un laissez-passer car elle était traitée par radiothérapie à l'hôpital. Ils lui dirent : « Va à Beer-Sheva, tu porteras la charge explosive sur toi, tu passeras le poste-frontière d'Erez et tu commettras l'attentat-suicide en ville. Si tu es repérée à Erez, dans le passage, tu déclencheras la ceinture sur place.

– Ils ne la décèleront pas avec le magnétomètre ? demanda-t-elle.

– Non, elle ne contient pas de clous. »

C'était la même chose pour l'attentat du pub Mike's Place à Tel-Aviv, ils avaient fait passer les ceintures explosives par le poste d'Erez sans qu'elles soient découvertes. Parce qu'elles ne contenaient pas de clous, elles n'ont pas été remarquées. La femme déclara alors : « Attendez, il y a quelques mois, je me suis cassé le bras et on m'a mis une broche en métal. Cela sonnera peut-être.

– Bien sûr que cela va sonner ! »

Ils l'ont opérée dans une clinique pour lui retirer la broche en métal, ont refermé le tout et l'ont envoyée commettre l'attentat. Heureusement pour elle ou pour nous, nous avions eu des renseignements préalables, elle fut repérée et ne réussit pas à perpétrer l'attentat.

Je vous ai raconté trois histoires. Croyez-moi, il en existe 30, 300 et 3 000, et les Palestiniens en ajouteront d'autres encore. Nous venons de cultures différentes. Avec le lynchage à Ramallah, ils ont franchi une nouvelle étape. Il a eu lieu dans un poste de police. Pas chez un terroriste. Deux soldats qui s'étaient trompés de chemin ont été amenés à un poste de police dans le but de leur faire subir un interrogatoire et, je suppose, de nous les ramener après. Quand la

foule est arrivée au poste de police, il n'y avait pas deux camps, celui des policiers qui protégeaient les soldats et celui des émeutiers qui venaient les lyncher. Non. Ils ont perpétré ce lynchage tous ensemble. Les forces de sécurité étaient déjà des terroristes. Pas tous leurs membres, mais il commençait à y en avoir parmi eux.

Au Service, j'ai inventé le terme « destruction d'âmes », parce que nous n'avions pas trouvé d'expression plus émouvante. Il s'agit de certains attentats qui ont une dimension particulière, comme le meurtre de Shalevet Paz, le bébé d'Hébron assassiné dans les bras de son père par un sniper, ou le lynchage de Ramallah. Mes hommes savaient que les attentats définis comme « destruction d'âmes » bénéficiaient d'une priorité de traitement, d'ailleurs pas toujours due au grand nombre de morts ou de blessés. Nous sommes convenus que tous ceux qui étaient impliqués dans le lynchage de Ramallah seraient mis en prison ou enterrés, peu importe. Mais j'ai insisté pour que nous nous concentrions sur l'homme aux deux mains rougies par le sang de nos soldats, qui les lève avec joie et fierté sur toutes les photos publiées après le lynchage. « Il se retrouvera en prison et sera photographié avec les deux mains en l'air, attachées par des menottes. » Je ne me souviens pas d'avoir pris une telle décision dans d'autres cas. Il devait vraiment servir d'exemple. Peu à peu, nous avons établi la liste des participants au lynchage, plus de vingt personnes. L'homme aux mains ensanglantées a finalement été arrêté, un ou deux ans plus tard. En prison, après ses aveux, un photographe mandaté par nos soins l'a pris en photo, les deux mains en l'air attachées par des menottes. J'ai été très critiqué par quelques journalistes, qui se sont écriés : « Voilà que le Shabak met en scène des photos ! Quelle idée ! » Je leur ai répondu que c'était le sort qui attendait celui qui porterait atteinte à la dignité de nos soldats.

Le lynchage est l'expression de leur capacité de passer du calme aux atrocités en un clin d'œil. Il faut comprendre un tel phénomène. Il faut le reconnaître et savoir qu'il durera encore très longtemps. Vous devez non seulement avoir une stratégie de dissuasion mais aussi la capacité, quand il y aura une explosion de violence, de garder le couvercle sur la marmite, même si cela nécessite beaucoup de force. Parfois même, une force considérable est insuffisante.

Nous n'allons pas changer leur culture. Nous n'allons pas les faire participer à un atelier de partage des valeurs. Nous espérons qu'en tant que civilisation en développement, ils adopteront de plus en plus les valeurs occidentales, ou civilisées – pas forcément occidentales mais plus raisonnables –, avec moins de violence entre eux. J'espère que le jour viendra où nous en arriverons à cette solution. Mais analyser leur comportement et essayer de le comprendre ?

Comment est-il possible d'essayer de comprendre le meurtre d'une enfant sur fond de violation de l'honneur de la famille ? Comment le concevoir ? Essayez vous-même, en tant qu'Israélien, qu'homme de culture occidentale, essayez un moment de vous imaginer entreprenant une telle démarche. Chez nous, il y a eu le cas de la petite Rose, tuée par son grand-père, et nous ne nous en remettons pas depuis des années. Chez eux, on commet des crimes d'honneur, des jeunes filles sont mises à mort et leurs meurtriers sont acclamés. Le père est considéré comme un héros. Il a lavé la honte qui pesait sur sa famille, comme on dit. Il nous est très difficile d'accepter cela.

J'ai vu un jour un film sur l'assassinat des sportifs israéliens aux Jeux olympiques de Munich. Pas *Munich* de Spielberg, un autre film plus ancien. Ils l'ont diffusé à Gaza, dans une salle. J'ai eu l'occasion d'être assis dans cette salle, de voir le film. Ils ne savaient évidemment pas qu'Avi Dichter était là. J'étais alors coordonnateur et quelqu'un m'avait dit : « Avi, tu dois voir ce film, à Gaza.

– Pourquoi ?

– C'est tout simplement stupéfiant d'observer le public ! »

Je suis allé voir le public. Dans un passage, les sportifs dans des hélicoptères atterrissent sur le tarmac pour être transférés dans des avions, avec les terroristes. C'est alors que débute l'assaut et les terroristes tirent et tuent les sportifs qui les accompagnent. Tout le public applaudit. Et vous savez quoi ? Comme Israélien armé, votre première réaction instinctive est d'avoir envie de tirer sur eux. Vous voyez un phénomène et vous n'en croyez pas vos yeux. Il s'agit pourtant d'un public d'êtres humains, pas de bêtes sauvages. Et qu'y a-t-il dans ce film ? Il n'y a pas de soldats, uniquement des sportifs. Et ils le savent parfaitement, tout le film l'illustre depuis le début.

Plus tard, quand j'étais directeur du Shabak, j'ai vu les réactions des gens aux attentats-suicides. Pas de personnes qui habitaient la dernière maison de la rangée dans le camp de réfugiés, mais d'officiels, de membres des forces de sécurité. Pas devant nous, entre eux. Devant nous bien sûr, ils claquaient la langue en signe de désapprobation, exprimaient leurs regrets… J'ai entendu leurs commentaires et j'ai vu leur comportement entre eux, en privé. Je ne sais pas quelle force morale vous devez avoir pour participer, après un grave attentat, aux réunions de coordination de sécurité avec des gens qui, un instant plus tôt, se sont réjouis de cet attentat. Ils étaient heureux qu'il y ait eu des morts. Voyez ce qui s'est passé chez nous après l'histoire de Baruch Goldstein, comme tout le pays a été bouleversé, agité ! C'est ça la différence de cultures.

Alors je ne veux pas prendre en compte leur situation psychologique, leur mentalité, et accepter leur réaction s'il y a un attentat. Je ne veux pas me dire : « Allez, leur état mental est désastreux, laisse-les donc. » Je n'y suis pas prêt.

Que se passe-t-il du côté des Palestiniens ? Essayez de l'expliquer.

Les Américains, comme vous, m'ont toujours demandé ce qu'il fallait leur donner pour qu'ils fassent mieux leur travail. Plus d'armes ? Plus de moyens de dispersion des manifestations violentes ? Plus de renseignements ? Je leur ai répondu : « Il n'y a qu'une chose à leur donner : des couilles. » Ils n'ont pas le courage d'affronter leurs terroristes, leurs fauteurs de troubles. Ils en paient le prix à chaque fois et continueront à le faire tant qu'ils ne comprendront pas. Je leur ai dit à maintes reprises que s'ils n'agissaient pas contre leurs terroristes qui commettent des attentats chez nous, cela se retournerait contre eux. C'est presque une prophétie qui s'est réalisée. Jusqu'en juin 2007, même Mahmoud Abbas ne l'avait pas compris. En juin 2007, quand ils perdirent Gaza, ils reprirent leurs esprits.

Il y eut des tentatives pour encourager l'Autorité palestinienne à lutter contre le terrorisme avec ses propres outils. Nous avons pensé que certains de ses membres, très sérieux, pourraient faire le travail. Il y avait Mohammed Dahlan, le directeur du Shabak palestinien, et toute une série de personnes dont nous avions de bonnes raisons de penser qu'elles s'attelleraient à la tâche. Pour elles-mêmes, pas pour nous. Mais les forces de sécurité palestiniennes ont essuyé un échec retentissant, je dirais même humiliant, déshonorant. Pour elles, pas pour nous.

Prenez Taoufiq Tirawi, leur directeur des renseignements généraux en Judée-Samarie. Cet homme a transformé son groupe en organisation terroriste. Il participait aux réunions de coordination avec nous, rentrait chez lui et donnait des instructions pour perpétrer des attentats. Je me suis personnellement rendu en Jordanie en décembre 2000, à la demande du Premier ministre, pour dire à Yasser Arafat ce que nous pensions de Taoufiq Tirawi, et que s'il n'arrêtait pas ses attentats, nous nous occuperions de lui comme du dernier des individus recherchés.

Nous nous trouvions face à des forces de sécurité dont les commandants n'étaient pas assez courageux pour prendre de véritables mesures contre le terrorisme dirigé contre des Israéliens. Ils n'avaient pas saisi que leur devoir était de prévenir les attentats, ce dont leur avait parlé Rabin dès le début. Nous avons évoqué ce problème lors de maintes réunions. Quelques petites mesures furent prises çà et là. Dans certains cas, ils comprirent qu'on ne leur faisait plus du tout confiance, alors ils mirent en scène toutes sortes de saisies d'explosifs. De vraies plaisanteries. Nous devions collecter des informations sur les mises en scène de leurs soi-disant actions préventives. Mais ce n'est pas comme ça que ça marche. Israël travaille avec de nombreuses forces de sécurité. Il y a l'Égypte, la Jordanie, des pays avec lesquels nous avons des accords de paix et dont nous savons exactement combien ils investissent dans la prévention des actes terroristes. D'ailleurs, même lorsqu'ils échouent et qu'un attentat est commis, nous ne leur faisons pas de reproches. Mais quand il n'y a rien, zéro, pas le moindre commencement d'un début de travail, qu'ils n'essaient même pas d'appliquer la loi, il n'y a aucune chance que les choses avancent.

Mais un an avant que l'Intifada éclate, dit Ami Ayalon, il n'y avait eu qu'un seul mort israélien dans un attentat terroriste, et cela était en partie dû au travail des forces de sécurité palestiniennes. Qu'est-ce qui a changé chez eux ?

Vous voulez en savoir plus sur les forces de sécurité palestiniennes ? Retournons en 2004, à l'enterrement de Yasser Arafat. L'hélicoptère transportant le cercueil décolle du Caire, après une cérémonie très imposante, très digne. Il doit atterrir à Ramallah, dans la Moukata. Trois mille membres des forces de sécurité sont censés garantir le déroulement impeccable d'une cérémonie funèbre. Trois mille agents de sécurité ! Croyez-moi, c'est bien plus qu'il n'en faut. Je me

souviens qu'Omar Souleiman, le ministre du Renseignement égyptien, devait prendre le même hélicoptère pour se rendre à Ramallah. Je lui conseillai de ne pas monter à son bord. Il me répondit que la sécurité était assurée par un grand nombre d'agents. J'insistai : « Omar, croyez-moi, l'hélicoptère atterrira, et avant que son rotor s'arrête, il sera encerclé par la foule.

– Mais 3 000 agents de sécurité !

– Tout s'effondrera comme un château de cartes, laissez tomber, ce sera comme un barrage qui cède, l'eau emportera tout.

– Non, écoutez, les Palestiniens… »

Bref, nous nous souvenons tous des images. L'hélicoptère atterrit, 3 000 membres des forces de sécurité disparurent. D'ailleurs, c'est dans le meilleur des cas qu'ils disparurent, car certains s'engouffrèrent à l'intérieur, coururent en direction du cercueil. Les organisateurs des funérailles m'ont raconté qu'ils avaient prévu de porter le cercueil à l'intérieur de la Moukata, où Mahmoud Abbas était censé mener une cérémonie avec tous les notables, et ensuite de le mettre en terre. À un certain moment, se fiant à leur instinct, ils comprirent qu'ils n'avaient aucune chance de pouvoir suivre leur programme et donnèrent l'ordre de le « jeter dans la tombe », explicitement. Ils placèrent le cercueil sur le toit d'une voiture, roulèrent vers la tombe, le mirent en terre, le recouvrirent et c'est ainsi qu'ils en finirent.

La deuxième Intifada et les funérailles d'Arafat sont deux illustrations du fait que les Palestiniens ne donnent aucune priorité au bien de l'État ou de l'Autorité palestinienne sur leur propre bien privé ou leur propre sécurité. C'est pourquoi ils ont payé le prix à Gaza, et que maintenant seulement ils commencent à se reprendre en Judée-Samarie.

Et pourquoi ? C'est dans leur ADN ?

Je l'ignore. Je dirais que c'est une question de commandement. Comme en toute chose, les commandants donnent le ton. Il ne s'agit pas d'un seul commandant, c'est tout un ensemble. Quand ils ont décidé d'affronter le Hamas à Gaza, ils ont mis sur pied l'« unité de la mort ». L'idée était de monter une unité de qualité, comme, toutes proportions gardées, notre unité 101 des forces spéciales. Et qui ont-ils mis à sa tête ? L'Al Capone palestinien, le truand Nabil Tamouz, dont tout Palestinien vous dira qu'il est un bandit. Prenez les pires criminels qui dirigent la pègre chez nous, et imaginez que le Shabak les mette à la tête d'une unité spéciale de lutte contre le terrorisme. Je leur en ai fait la remarque : « Dites-moi, de toute la clique, c'est le seul que vous ayez trouvé ?

– Il n'y a que lui qui comprenne leur langage. »

Ils l'ont nommé pour que la confrontation ait lieu entre criminels : la bande de malfaiteurs qu'il dirigeait contre le Hamas. Ils s'entretueraient. Évidemment, il n'y avait aucune chance que cela fonctionne.

Dans de nombreuses réunions, y compris avec Colin Powell qui était le secrétaire d'État américain, et après lui avec Condoleezza Rice qui le remplaça, je leur ai toujours dit : « Nous ne sommes pas prêts à supporter plus longtemps la culture du *yaani* des Palestiniens.

– Qu'est-ce que c'est, la culture du *yaani* ?

– C'est un mot-clé en arabe et je vais l'illustrer par une histoire vraie. »

Il y avait un très grand terroriste du nom d'Ataf Abiyat à Bethléem, responsable des tirs de mortiers sur le quartier de Gilo à Jérusalem en 2001. Le président des États-Unis Bush et Yasser Arafat en vinrent à s'intéresser à lui. Imaginez donc : le président des États-Unis exigea de Yasser Arafat qu'il mette Ataf Abiyat en prison, et Yasser Arafat s'engagea à l'arrêter et à l'emprisonner. Cela parce

qu'Israël avait annoncé que s'il ne le faisait pas, nous rentrerions dans Bethléem et nous le frapperions.

Puis Shimon Pérès, le ministre des Affaires étrangères, me fit venir d'urgence à une réunion à Jérusalem avec Abou Ala, le président du Conseil législatif palestinien, Jibril Rajoub, le directeur du Shabak palestinien en Judée-Samarie, et Saeb Erekat, le conseiller de Yasser Arafat. J'entrais dans la pièce où ils étaient tous les trois assis face à Shimon Pérès, et ce dernier m'informa : « Avi, ils disent qu'Ataf Abiyat est en prison. » Je savais que c'était n'importe quoi parce qu'il était la cible d'une opération que nous préparions à ce moment-là. Je répondis : « Monsieur le ministre des Affaires étrangères, j'espère que vous ne le croyez pas. » Shimon Pérès, s'adressant à Abou Ala : « *Please tell him*[1]. » Et nous passâmes à l'arabe parce qu'il est très difficile de faire reculer le terrorisme en anglais. Abou Ala : « Avi, je vous le dis, l'homme a été arrêté. Il est en prison.

– Abou Ala, je regrette, cet homme n'est pas en prison. »

Très vite nous nous aperçûmes qu'il n'était pas sûr de son affirmation, il regarda Saeb Erekat et lui demanda : « Saeb, n'est-ce pas qu'il est en prison ? »

Saeb Erekat, croyez-moi, n'avait aucune idée de qui était Ataf Abiyat et ne savait absolument pas de quoi il retournait, mais il répondit du tac au tac : « *Definitely*. » c'est-à-dire : « Évidemment qu'il est en prison. »

Tous deux se tournèrent vers Jibril Rajoub : « Jibril, il est en prison, n'est-ce pas ? » Jibril savait qu'il était l'unique personne susceptible d'arrêter Ataf Abiyat. Il était piégé. Il savait que l'homme n'était pas en prison. De plus, il savait que je le savais, et le pire, il savait que je savais qu'il savait que l'homme n'était pas en prison. Alors ils firent pression sur lui : « Jibril, n'est-ce pas qu'il est en prison ?

– *Yaani*… »

Yaani signifiait qu'il était en prison, ou bien qu'il n'y était pas, comme vous voulez…

Un jour, j'ai reçu les membres d'une délégation américaine et je leur ai raconté cette anecdote. À la fin, je leur ai demandé s'ils avaient compris la signification du mot. Ils se sont regardés les uns les autres et l'un d'entre eux m'a répondu : « *Yaani*… » Ils avaient tout compris !

La culture du *yaani* est à l'origine de tous les maux dans notre relation avec les Palestiniens à cette période. Il était évident que nous ne pouvions plus continuer avec ces *yaani*. *Yaani* il a été arrêté, *yaani* nous avons fait, *yaani* nous avons transféré, *yaani* nous avons empêché. C'était insupportable. Juste pour terminer l'histoire, deux jours après la réunion avec Pérès et les hauts responsables palestiniens, Ataf Abiyat a péri dans l'explosion d'une voiture à Bethléem, et ce n'était pas un panier à salade qui le transportait d'une prison à une autre…

Le gâteau n'est pas encore cuit : pourquoi le sommet de Camp David a échoué

Les Palestiniens sont pessimistes : le sommet de Camp David est voué à l'échec

Les membres de la délégation palestinienne tentent de faire baisser le niveau des attentes et estiment qu'il n'y a aucune chance de régler le différend.

> Alors qu'Américains et Israéliens s'efforcent d'exprimer leur optimisme au sujet des chances de réussite du sommet de Camp David, un grand pessimisme règne chez les Palestiniens.
>
> « Ce sommet est voué à l'échec, a dit hier Abou Ala, chef de l'équipe pour les discussions sur le statut permanent et membre de la délégation palestinienne à Camp David, je ne pense pas que les préparations nécessaires aient été faites. Il aurait fallu poursuivre les négociations à des niveaux inférieurs, mais le président Clinton a cédé aux pressions de Barak, qui a insisté pour que le sommet soit tenu. Je ne crois pas qu'il y ait une chance de résoudre les grands problèmes, comme le statut de Jérusalem. » Dans une interview au journal palestinien *Al Hayam*, Abou Ala a déclaré que Barak avait exercé de très fortes pressions sur Yasser Arafat afin qu'il accepte de participer à ce sommet.
>
> Roni Shaked, *Yediot Aharonot*, 7 juillet 2000

Avi Dichter : J'ai pris mes fonctions de directeur du Service à la mi-mai 2000. Une semaine plus tard, Israël a quitté le Liban, et je me suis retrouvé à m'occuper des 6 000 membres de l'armée du Sud-Liban, qui avaient été nos alliés, et de leurs familles, qui étaient partis du Liban. Pendant le premier mois, j'ai dû travailler sur un thème qui se trouvait au plus bas de l'échelle des priorités de l'organisation. J'avoue que dans tous les préparatifs mentaux auxquels j'avais procédé avant d'accéder à ce poste, ce sujet n'était pas à l'ordre du jour, mais j'ai vite dû m'organiser pour m'adapter aux changements. En effet, parallèlement, en juillet, devait se tenir le sommet de Camp David, avec le Premier ministre Barak, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et bien sûr le président américain Clinton.

Je dois dire que j'ai eu l'impression que nous allions à Camp David sans travail préparatoire suffisamment sérieux et précis. Ce sommet, qui s'est terminé sans résultat, a été, pour nous ainsi que pour les Palestiniens, une déception à la mesure de nos immenses attentes.

J'essaie de comprendre. Vous êtes l'institution qui est censée connaître le mieux les Palestiniens. Le Premier ministre va négocier un accord pour tenter de résoudre le conflit israélo-palestinien sans prendre conseil auprès de vous ? Sans votre aide ?

Je ne sais pas s'il s'agissait seulement d'Israël. Nous avions l'impression que Yasser Arafat n'était pas particulièrement heureux d'aller à Camp David et qu'il agissait sous la pression des Américains. Du côté palestinien, nous n'avons pas non plus observé de préparation minutieuse, de déclarations bien précises. Il était évident qu'il y avait un manque de maturité. Ce n'est pas que le gâteau était cuit à 98 % et que nous hésitions sur les 2 % restants. Il n'était pas cuit du tout. Il était clair que nous n'avions aucune chance de réussir. Pour la confection de ce gâteau, on n'avait pas encore fini de monter les blancs en neige.

Du côté palestinien, on ne montrait pas un grand enthousiasme. En tant qu'organisme de renseignements, nous devons non seulement obtenir et traiter des informations mais aussi percevoir l'ambiance qui règne sur le terrain. Cela doit peut-être nous donner une leçon. Vous savez, quand vous allez vous marier, il ne suffit pas d'apporter le contrat de mariage et d'acheter des alliances, il faut aussi de l'enthousiasme. À Camp David, c'est ce qui manquait cruellement.

Je pense que le signe le plus significatif du fait que ce sommet était voué à l'échec était qu'au cours des deux semaines pendant lesquelles il s'est tenu, il n'y a pas eu une seule rencontre pour coordonner les attentes des deux parties, une seule manifestation d'enthousiasme. De plus, le Premier ministre et le président de

l'Autorité palestinienne n'étaient pas sur la même longueur d'onde. Aucun sommet ne peut aboutir sans rencontre préalable des leaders en tête à tête. Exactement comme cela s'est passé avec Sadate et avec le roi Hussein de Jordanie. Dans ce genre d'entreprise, il faut qu'il y ait une certaine affinité entre deux personnes qui doivent prendre des risques personnels non négligeables. J'ai un peu entendu parler de ce qu'avait ressenti Itzhak Rabin pendant le processus d'Oslo et combien il lui avait été difficile d'en arriver à serrer la main d'Arafat sur la pelouse de la Maison-Blanche le 13 septembre 1993. Sans un minimum de sympathie entre deux leaders, les accords ne peuvent pas tenir.

En aucun cas le dirigeant d'un pays ne pousse dans le dos celui qu'il considère comme son homologue, comme nous avons pu le voir dans les reportages télévisés. Je pense que Clinton embrassant Rabin et Arafat, cela a donné une belle image. Mais je ne crois pas que nous aurions été heureux de voir Clinton pousser le Premier ministre de l'État d'Israël. Il y a en cela, je dirais même, un peu de mépris. Je suppose que c'est aussi ce qu'ont vu les Palestiniens, bien qu'Ehud Barak ait agi ainsi à mon avis avec authenticité et sincérité, dans le but de créer des liens de proximité. Mais en termes de langage corporel, cela n'est pas bien passé chez les Palestiniens, j'ai entendu bien des choses à ce sujet de leur part.

Vous avez une réunion avec Ehud Barak avant le sommet et vous analysez les conséquences de son échec ou de sa réussite chez les Palestiniens ?

Non. Je ne me souviens pas de réunions d'étude de cas et de réactions. Ni du fait qu'en ma qualité de directeur du Shabak, j'aie été très impliqué dans les préparatifs de Camp David. Ils se faisaient plutôt sous la forme de forums au sein du cabinet du Premier ministre. Il me semble que Danny Yatom[2] était alors le coordinateur

pour ce sommet. Je n'étais pas dans le secret de ce que seraient les limites à ne pas dépasser, si toutefois elles existaient. Bien qu'a posteriori j'aie compris qu'ils voulaient pousser les Palestiniens à la dernière extrémité afin de démontrer qu'ils n'avaient pas vraiment l'intention de conclure un accord de paix, j'ai du mal à dire que c'était effectivement leur objectif. Je crois que cela explique plus l'échec qu'un plan qui aurait été élaboré depuis le début.

Je pense que le sentiment dans l'entourage du Premier ministre, peut-être aussi le sien propre, était qu'avec l'aide des Américains, dans la situation particulière de Yasser Arafat en juillet 2000, il serait possible, d'une manière ou d'une autre, de renverser le mouvement et d'arriver à un accord, ce qui s'est révélé faux. Selon moi, Yasser Arafat avait beaucoup de mal à prendre de réelles décisions stratégiques vraiment significatives. Les accords d'Oslo étaient la décision stratégique dont les bénéfices étaient si importants et si évidents pour lui qu'il allait presque de soi qu'il donnerait son accord. À Camp David il était clair pour Yasser Arafat qu'il serait aussi obligé d'apporter sa propre contribution.

AMI AYALON : Nous n'avions pas de partenaire. Mais la question n'était pas de savoir s'il existait un partenaire ou non. Les deux parties menaient un dialogue de sourds. Chacune accusait l'autre. Ehud Barak avait perdu Arafat comme partenaire des mois auparavant, tout comme Arafat avait perdu Ehud Barak. Aucun d'eux n'avait fait ce qu'il aurait dû faire. Arafat ne s'était pas occupé de la sécurité comme on l'attendait de lui et Barak n'avait pas arrêté la construction des implantations comme il aurait dû le faire. Donc aucun des deux n'avait de partenaire pour les négociations. La question était de savoir ce que faisaient les deux parties pour en avoir un. Le récit national israélien ne fait pas mention de ce débat.

En fait, dès le début, l'armée ne croit pas à la possibilité d'un accord de paix à Camp David. Elle se prépare au conflit. Zvika Fogel, l'adjoint du commandant de la région Sud, déclare, deux mois avant Camp David : « Je crée toutes les conditions afin de pouvoir exercer la force. Je sais que tout cela va échouer. » L'armée se prépare du mieux possible à un affrontement. De plus, il ajoute : « Je fais pression sur les Palestiniens que je considère comme hostiles. Je les pousse dans leurs retranchements de façon à ce qu'ils n'aient que le choix de faire ce que j'attends d'eux, et alors j'utilise la force. »

Avi Dichter : Je vous suggère de vous méfier de propos si radicaux, qu'ils aient été tenus par des militaires ou par d'autres personnes, selon lesquels il n'y avait pas de chances de paix, qu'il était dommage de perdre du temps et qu'il ne fallait se préparer qu'à la guerre. Le rôle de l'armée est de se tenir prête pour l'Intifada, qu'elle éclate ou pas. Quand Sadate a atterri en Israël, l'armée s'attendait à la guerre. Je vous rappelle que le chef d'état-major de l'époque, Motta Gur, avait déclaré qu'il s'agissait de la plus grande tromperie de l'histoire. C'est ce à quoi l'armée se prépara, à juste titre, et il était de son devoir de le faire. Si l'armée pense que l'Intifada ou des émeutes vont éclater, peu importe leur portée, il est évident qu'elle doit s'organiser. Mais je n'ai pas vu dans les renseignements, au-delà de la réalité sur le terrain, de signes annonciateurs de l'Intifada. Les Palestiniens eux-mêmes ne savaient pas qu'elle allait éclater.

Yuval Diskin : L'impression chez les Palestiniens, et aussi dans une grande mesure chez les Israéliens, était que nous allions vers un conflit inévitable. Je ne sais pas si vous vous souvenez des médias à cette époque. Tout le monde se préparait à l'Intifada, la prédisait, et cette prédiction se réalisa. Nous portions les stigmates de l'ouverture des tunnels du mur des Lamentations et des journées de la *Nakba* qui eurent lieu ensuite, au cours desquelles des policiers palestiniens

retournèrent leurs armes contre des policiers israéliens. Il y eut aussi les événements du tombeau de Joseph. Cette fois-ci, Tsahal décida de s'organiser en vue d'éventuels soulèvements. Personne n'a pensé que nous entrerions dans une période de cinq, six ou sept ans d'attentats-suicides et dans une telle spirale de violence.

Je pense que les Palestiniens ont été très déçus, à plusieurs niveaux. D'abord, ils l'ont été par ce qui se passait à l'intérieur du mouvement. Les jeunes du Fatah, et à leur tête Barghouti, étaient outrés par la corruption d'Arafat et de la bande de Tunis, et du fait qu'ils n'aient pas réussi à être intégrés à la direction palestinienne ou à obtenir le moindre siège leur donnant une véritable influence. En fait, c'étaient les gens de l'extérieur qui menaient grand train et tiraient profit de leur position au sein de l'Autorité palestinienne tandis que ceux qui avaient porté le joug de la première Intifada et en avaient payé le prix avaient été laissés sur le bas-côté. C'est ce qui produisit une si grande frustration. À la veille de la deuxième Intifada, il y eut des élections au Fatah en Judée-Samarie et Barghouti les gagna. Arafat inversa les résultats du vote, car il le considérait comme un opposant, et donna les clés à son rival. Barghouti en fut très frustré et ce n'est donc pas par hasard qu'il fut celui qui dirigea la deuxième Intifada, et non Arafat.

C'est alors qu'un nouvel élément intervint. L'armée s'étant exceptionnellement bien préparée à l'Intifada, ils ne réussirent pas à nous surprendre, cette fois-ci. Le rapport des pertes pendant la première période de l'Intifada était de 15 pour 1. Ce qui signifie que pour un mort israélien, il y en avait quinze palestiniens. Mais le sang ne se transforme pas en eau et la spirale de la vengeance s'enclencha. Pendant les deux premières années, le Fatah dominait le Hamas. Le Hamas se réveilla peu à peu, mais quand le Hamas se réveille, cela fait du bruit et il prit le dessus au niveau des attentats-suicides. C'est

là que la boule de neige, qui était une boule de sang, se mit à dévaler la pente, et il fallut du temps pour l'arrêter.

Mais contrairement à ce que disent les grands experts, Arafat n'a pas eu l'initiative de l'Intifada. Il a surfé sur la vague à un stade ultérieur. Les jeunes du Fatah déclenchèrent les émeutes et, dans un premier temps, Arafat fut surpris par ce qui se passait dans les rues. Il essaya même, pas de toutes ses forces mais il tenta quand même, de maîtriser les événements pendant les deux ou trois premières semaines. À un moment donné, il se joignit aux émeutiers et tira parti de ces violences. Il pensa qu'il pourrait nous pousser dans nos retranchements, tandis que parallèlement nous menions des négociations avec lui.

AVI DICHTER : Entre le Shabak et Aman, les renseignements militaires, il y eut une polémique qui dura jusqu'à l'opération « Rempart » (*Homat Maguen*) en avril 2002. L'unité d'études d'Aman prétendit que l'Intifada était une démarche entreprise par des éléments du Fatah de Judée-Samarie, peut-être même de Gaza, tandis que nous affirmions que ces arguments n'avaient aucun fondement en termes de renseignements, qu'il s'agissait de spéculations. Pendant l'opération Rempart, tous les « instigateurs » de l'Intifada furent arrêtés et racontèrent lors de leurs interrogatoires comment l'Intifada avait commencé et combien ils en avaient été surpris. Ils décrivirent la façon dont ils furent entraînés, et comment ils attrapèrent le taureau par les cornes pour en tirer profit, comme l'avait fait Marwan Barghouti.

En effet, il eut exactement la même démarche que tous les autres. Il avait échoué aux élections de secrétaire du Fatah en Judée-Samarie mais ne passa pas le relais à Hassan al-Sheikh qui avait gagné. L'Intifada éclata le 29 septembre, très vite il comprit comme les autres qu'il y avait une occasion à saisir et d'homme de paix, il devint

terroriste. Il construisit autour de lui une vraie ruche de terroristes, commença à organiser des attentats et profita de l'Intifada. Pendant l'opération Rempart, lorsque nous avons interrogé les individus que nous avions arrêtés, ils racontèrent comment ils furent embarqués dans l'Intifada. Je me souviens qu'un haut responsable de l'unité d'études des renseignements militaires avait dit : « C'est bien que le Shabak mène des interrogatoires, comme ça il peut les orienter pour qu'ils appuient ses thèses… » Ce fut une déclaration malheureuse, qui n'honora certainement pas son auteur pour lequel j'ai par ailleurs beaucoup de respect.

AMI AYALON : Nous n'avons pas géré le bon cycle de violence. Non seulement notre réaction fut maladroite mais elle entraîna l'escalade de la violence. Ce qui signifie que si vous considériez, comme, semble-t-il, Ehud Barak et comme l'armée, que l'Intifada était une démarche entreprise et planifiée par Arafat résultant de l'échec des discussions de Camp David, alors la réponse de l'armée était adéquate. Tirer plus d'un million de balles, à un rythme dont nous n'avions pas souvenir lors d'aucune des guerres d'Israël…

Mais si l'Intifada était un phénomène différent, si elle n'avait pas été inspirée par Arafat ? Si je vous dis qu'Arafat n'a pas été moins surpris par l'Intifada qu'Ehud Barak. Si j'affirme que l'Intifada a été une réaction, une révolte, une colère de masse dirigée contre Arafat autant que contre l'occupation et le gouvernement israéliens, qu'elle a été dirigée contre Arafat parce qu'il était corrompu et avait perdu le pouvoir bien avant Camp David. Parce que même le peu qu'il avait promis, un processus politique, l'indépendance palestinienne, moins d'occupation israélienne et moins de barrages sur les routes, il n'avait pas réussi à le tenir. Si je maintiens que c'est en fait cela l'origine de la violence palestinienne, alors non seulement la réaction de l'armée a été inefficace, mais c'est elle qui a provoqué l'escalade de l'Intifada,

dans laquelle au début, il n'y avait pas d'armes à feu. Il n'y avait pas non plus de barbes, ni de drapeaux verts du Hamas et du Djihad islamique palestinien. C'étaient des jeunes déçus par le processus politique. La plupart des drapeaux étaient ceux de Palestine. La plupart de ceux qui étaient descendus dans les rues étaient des étudiants.

Je prétends donc que c'était cela, l'Intifada, et que la réponse de l'armée a été inappropriée. Mais comme le Shabak – dont je soutiens le point de vue – et Tsahal ont campé chacun sur leurs positions quant à l'analyse de l'Intifada, le débat public israélien n'a pas trouvé de réponse aux événements d'octobre 2000.

Quand Moshé Yaalon, Shaoul Mofaz et Ehud Barak disent, dès le début de l'Intifada en octobre, que Yasser Arafat la dirige, c'est le contraire de tout ce que vous pensez et savez. Pourquoi votre voix ne s'est-elle pas fait entendre au début ? Presque tout le monde se range à la théorie selon laquelle Arafat contrôle l'Intifada, la mène et qu'il est à l'origine de tous les maux.

Avi Dichter : En réalité, c'était faux. Au Shabak, nous le savions et les suspects participant à l'Intifada l'ont déclaré à la face du monde lorsque nous les avons interrogés. Mais que faire, l'armée est une grande institution et le Shabak, une petite. Le nombre de journalistes chargés des questions militaires est considérable, il n'y en a pas qui s'intéressent au Shabak. Le Shabak fait entendre sa voix lors de débats face à un auditoire approprié, et c'est cela qui est important. Si vous dites qu'Arafat est le commandant suprême de l'Intifada, alors frappez-le, arrêtez-le, tuez-le. Dès le début, nous avons estimé d'après nos renseignements que l'Intifada n'avait pas de chef, ce que nous avons pu confirmer de façon incontestable grâce aux résultats des interrogatoires.

AMI AYALON : J'ai rencontré Halil Shkaki, spécialiste palestinien des sondages, quelques semaines après l'éclatement de l'Intifada. Il m'a dit que c'était une révolte populaire mais que si Arafat ne s'y associait pas dans les semaines qui suivaient, la violence physique serait dirigée contre lui. Arafat le comprit, prit part à l'Intifada, la légitima bien sûr, et joua le jeu de celui qui dirigeait les choses. Il était loin d'être un martyr, mais nous devons analyser le phénomène de façon professionnelle et non émotionnelle en décrétant qui a tort ou qui a raison.

AVI DICHTER : Yasser Arafat a contribué à l'Intifada non par son action mais par son immobilisme, ce qui a été le problème principal. Il a compris que cette Intifada tournait très mal. C'est Mahmoud Abbas qui le lui a dit pendant la première semaine : « Abou Ammar, si vous n'arrêtez pas cette Intifada maintenant, elle va nous éclater à la figure. » Yasser Arafat ne réagit pas. Par la suite, plus l'Intifada progressa, plus le Hamas se renforça, plus les appels adressés à Yasser Arafat se multiplièrent pour qu'il stoppe le Hamas et qu'il permette aux autorités, aux renseignements, à l'armée, à la police, à la police militaire, d'agir avec une plus grande détermination contre le Hamas. Arafat ne prit tout simplement pas cette décision stratégique. D'ailleurs, même Abou Mazen, jusqu'au coup d'État à Gaza en juin 2007, n'avait pas non plus décidé de se battre efficacement contre le Hamas. En n'agissant pas comme ils auraient dû le faire, les leaders du Fatah précipitèrent la catastrophe.

C'est évident mais ce n'est pas la question que je pose. J'ai entendu des témoignages accablants pour nous-mêmes sur le début de la deuxième Intifada. Sur l'armée qui n'a pas exécuté les ordres donnés par les instances politiques. Gilad Sher, Shlomo Ben-Ami, Ephraïm Sneh dirent expressément que l'armée, pensant que nous allions vers un conflit – et

Shaul Mofaz ne croyant pas à la probabilité d'une issue –, a poussé les Palestiniens à la violence.

Je connais les commandants de l'armée, les plus hauts gradés comme les subalternes. Nous aurions pu échanger nos rôles avec eux, au Shabak, dans la police, dans l'armée. Nous avons tous la même vision respectueuse de l'État. Alors, qu'ils aient pu dire : « Les instances politiques, on s'en fout, nous ferons ce que nous voudrons », cela m'étonnerait vraiment.

Dans de nombreux cas, les responsables politiques prirent la décision de retirer des barrages sur certaines routes, ce qui représentait évidemment un danger en termes de sécurité. Il fut néanmoins décidé de le faire pour apaiser les esprits. Dans certains de ces cas, nous avons dû les remettre, les attentats nous y obligeant, mais l'échelon politique était celui qui prenait les risques en dernier recours. Qui étaient les responsables politiques ? Ehud Barak et Danny Yatom et ensuite Fouad Ben Eliezer et Shaoul Mofaz, puis Ariel Sharon. Ils étaient tous des hommes au passé militaire, pas exactement des personnages que l'on pouvait berner en n'exécutant pas leurs ordres. Même Itzhak Rabin savait poser des questions, croyez-moi.

Et au sujet de la proportionnalité de la réponse de Tsahal au début de l'Intifada ?

Je ne sais pas exactement ce qu'est la proportionnalité. Vous ne pouvez pas dire : « Attendons. » Attendre quoi ? Qu'il y ait deux morts ? Quatre ? Dix ? Quand le principe de proportionnalité entre-t-il en vigueur ? Quand atteint-on le degré de proportionnalité ? Un État ne peut pas mener une lutte contre le terrorisme ou contre une Intifada avec des outils « fair-play ». Ils ont des couteaux, alors utilisons des gourdins. Ce n'est pas comme ça que ça marche. Il nous a fallu du temps pour comprendre que nous ne pourrions pas

disperser les manifestations uniquement à l'aide de gardes-frontières, car la caractéristique la plus marquante de cette Intifada était qu'elle avait commencé avec des balles réelles.

Et quel bon sens a présidé à l'autorisation de la visite de Sharon sur le mont du Temple ?
Je ne peux pas dire, au niveau du renseignement comme au niveau des faits, que la visite de Sharon sur le mont du Temple, le 28 septembre 2000, a été le facteur déclenchant de l'Intifada. De mon point de vue, la seconde Intifada a commencé le vendredi 29 septembre à sept heures trente du matin. Une patrouille commune dans la ville de Qalqilya sous juridiction palestinienne est sur le point de se mettre en route, le policier palestinien se place derrière la jeep des gardes-frontières israéliens, tire et tue un garde-frontière. C'est le début de l'Intifada pour moi. Bien avant les morts sur le mont du Temple.

La visite de Sharon a eu lieu le jeudi, et en effet, le vendredi, les événements sur le mont du Temple, les morts, ont mis le feu aux poudres. C'est une leçon que nous comprenons actuellement beaucoup mieux qu'à l'époque. Le mont du Temple, ce n'est pas n'importe quelle scène, n'importe quel site, n'importe quel lieu. Le mont du Temple a un autre statut. C'est une bombe atomique. Un événement sur le mont du Temple, c'est quelque chose de complètement différent. Nous le comprenons très bien après septembre 2000.

Quelles sont vos conclusions quant à ce qui s'est passé à Camp David et jusqu'à nos jours ? Est-il possible d'en tirer des leçons qui nous serviront à l'avenir ?
Pendant les sept premières années après les accords d'Oslo, nous avons essayé une méthode qui n'était pas simple, nous sommes allés

vers eux, nous en avons fait bien plus que ce qui figure dans les articles de ces accords. Nous avions compris de nos dirigeants qu'aller vers eux signifiait, s'il le fallait, fermer les yeux, les laisser faire, laisser cet oisillon se dresser sur ses pattes. Nous avons payé un lourd tribut à cette politique. Les événements des tunnels du mur des Lamentations n'en sont qu'un exemple. Pendant neuf ans, depuis l'Intifada jusqu'à nos jours, nous avons pu observer une situation dans laquelle nous avons peu à peu compris que la réalité était alarmante. C'est pourquoi si pendant la première année – à partir de 2001 et jusqu'à l'opération Rempart – nous avons encore tenté de dialoguer, d'arriver à des accommodements locaux, nous nous sommes vite rendu compte qu'il n'y avait aucune chance de succès. Nous sommes devenus réalistes, heureusement et à juste titre, et nous avons agi selon nos intérêts. L'opération Rempart en a été un exemple, ainsi que la barrière de sécurité. Cela a porté atteinte à leur existence quotidienne mais sauvé des vies. Il était évident qu'eux aussi ouvriraient un jour les yeux sur leur propre réalité. Juin 2007, c'est la date de la fracture chez eux. Ils ont perdu Gaza, et ce n'est qu'après qu'ils ont commencé à se réveiller. Quand appliqueront-ils la loi chez eux, ce qui leur permettra véritablement de se rétablir ? Quand pourrons-nous les regarder en face et leur dire : « Prenons des risques ensemble » ? Je l'ignore.

En fait, que nous est-il arrivé pendant ces années-là ? Nous nous sommes dit que nous allions prendre de moins en moins de risques. Ce qui signifie plus de barrages sur les routes, plus de barrières de sécurité, plus d'arrestations, plus d'éliminations. Ce sont des méthodes militaires, avec lesquelles on ne peut pas construire la paix. La paix se bâtit sur une relation de confiance, avec ou sans démarches militaires. Je prétends, moi qui connais très bien les

Palestiniens, que créer des relations de confiance avec eux ne doit pas poser de problème.

Nous non plus, nous n'avons pas apporté notre pierre à l'édifice de la confiance. Au début du processus d'Oslo, il y avait environ 100 000 habitants dans les implantations, actuellement on en compte 500 000. D'un côté nous disons une chose et de l'autre les implantations progressent et se développent.
Là nous entrons dans une niche politique. C'est ma plus grande déception du gouvernement Netanyahou : comment a-t-il pu bloquer le processus de paix en poursuivant les implantations ? L'État d'Israël, pendant le désengagement, a accompli une démarche à Gaza et en Samarie et a évacué vingt-deux villages. Pas des implantations illégales, de vrais villages. Des maisons ont été détruites, pas des caravanes et des baraques, de vraies maisons, des villas, des synagogues. Des morts ont été exhumés de leurs tombes et rapatriés. Dix mille habitants civils des implantations sont sortis, ont été sortis, ont été déracinés, chacun selon sa terminologie. Alors quoi ? C'est à nous que l'on doit apprendre à évacuer des habitants ? L'État d'Israël l'a déjà fait. Deux fois. Une fois à la suite de l'accord de paix avec l'Égypte, et une fois après sa propre décision stratégique. Alors quand nous en aurons besoin, nous saurons le faire une nouvelle fois. C'est difficile, complexe, douloureux, en effet, mais nous savons le faire.

Donc, comme je l'ai dit, j'ai été déçu et j'ai dit à Benyamin Netanyahou : « Comment se fait-il que les implantations soient le sujet principal sur la table des négociations ? » Le problème est que si nous ne mettons rien d'autre sur la table, les autres le font. Et c'est ce qu'ils nous ont mis, les implantations, car il y a un large consensus sur ce thème. Plus encore, ils nous ont mis Jérusalem, comme si c'était une implantation. Une partie des émeutes à Jérusalem sont la conséquence du fait que les Palestiniens ont compris qu'ils étaient

soutenus par les États-Unis, l'Europe, sans parler des pays arabes, pour dire que Jérusalem était entrée dans le jeu en tant qu'implantation illégale.

Je pense que quand les Palestiniens auront des dirigeants comprenant les devoirs qui incombent à leur État, cela servira les intérêts d'Israël, mais tout d'abord les leurs. En attendant que cela arrive, malheureusement, nous devrons agir seuls.

L'énigmatique Yasser Arafat

> **Il sera expulsé**
> La décision du cabinet hier d'expulser Arafat n'a pas d'effet immédiat car il n'a pas encore été déterminé quand, comment et vers où il le serait. Sharon, qui a rédigé la résolution, a préféré rester dans le vague et ne pas spécifier s'il serait expulsé ou éliminé. La décision a été prise avec le soutien de tous les ministres du cabinet, à part le ministre de l'Intérieur Poraz, qui s'y est opposé.
>
> Le directeur du Shabak, Avi Dichter, a déclaré : « Arafat contrôle actuellement toutes les forces de sécurité et a en fait retrouvé le pouvoir qu'il avait en 1994. Mieux vaut qu'il reste ici sous notre surveillance plutôt qu'il soit exilé et que nous ne sachions pas par quels moyens il tente de nous nuire. »
>
> Itamar Eichner, *Yediot Aharonot*, 12 septembre 2003

Vous avez dit que vous aviez un « très grand nombre d'heures d'Arafat », vous le connaissiez très bien depuis son entrée dans les territoires palestiniens. Essayez de déchiffrer pour moi cette énigme que constitue Yasser Arafat.

Avi Dichter : Tout d'abord, contrairement à l'image qu'en avaient beaucoup, c'était un homme très chaleureux. Si vous étiez assis près de lui, vous n'aviez jamais à éplucher une pomme tout seul. Il vous servait un fruit, vous épluchait un concombre, vous coupait votre viande, comme il est d'usage dans la culture arabe. Il était aussi très simple. Il ne vivait pas dans le luxe. C'était un homme d'un commerce très agréable. Parfois je m'étonnais qu'un personnage si charismatique aux yeux des Palestiniens, leur symbole, ne comprenne pas ce qui était évident pour chacun d'entre nous. Quelle était sa stratégie ?

Moi, Israélien, ancien directeur du Shabak, peut-être avais-je un mode de pensée différent. Mais même les Palestiniens, les hauts responsables, baissèrent les bras. Ils ne comprirent tout simplement pas sa stratégie. J'entends les plus hauts responsables, y compris les chefs des forces de sécurité palestiniennes, qui, levant les sourcils, déclarèrent : « Nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi il n'arrête pas cette inondation qu'est l'Intifada. » Saeb Erekat me confia : « Il ne le peut pas. Le tigre nommé Intifada s'est échappé et Arafat s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas l'arrêter, c'est pourquoi il a préféré ne pas montrer sa faiblesse et faire croire qu'il avait les choses en main. » Il n'avait pas compris que son rôle en tant que dirigeant, c'était de plonger et de nager à contre-courant, de faire ce que beaucoup attendaient de lui. Il aurait dû stopper l'Intifada, ce qui lui aurait valu d'être reconnu de tous comme leader. Il a manqué cette formidable occasion, et je le dis en connaissance de cause car je m'intéresse de près au sujet du leadership. En vérité, j'ai été très surpris et très déçu que ce qui était évident pour nous tous, Israéliens comme Palestiniens, ne le soit pas pour Arafat. Il avait peut-être des raisons cachées que je suis dans l'incapacité d'analyser. Il n'y a aucun doute que Yasser Arafat a manqué une occasion exceptionnelle d'être à l'origine de la création d'un État palestinien.

Nous étions un jour en réunion avec des Palestiniens et des Américains. Un des Palestiniens, lors d'une conversation de couloir, déclara que Yasser Arafat était le Ben Gourion des Palestiniens. Sans nous donner le temps de réagir, un autre Palestinien, un très haut responsable, lui répondit en arabe : « Si seulement c'était vrai… » Il savait qu'Arafat n'avait pas pris les décisions qui s'imposaient, non pas des décisions imposées par Dichter mais celles qui s'imposaient aux Palestiniens, afin de vraiment commencer à bâtir les fondations d'un État palestinien.

David Ben Gourion est sans aucun doute le leader archétypal de l'État d'Israël. Considérons l'événement le plus significatif de l'histoire de notre État, la Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, le 14 mai 1948. J'ai bien étudié les événements qui ont précédé cette déclaration. La lutte pour le bloc de villages du Goush Etzion contre la Légion arabe eut lieu du mardi au jeudi avant le vendredi de la Déclaration. Ce fut la pire défaite du pays à naître pendant la guerre de libération. Cinq cent vingt combattants se trouvaient à Goush Etzion. Le jeudi dans la nuit, Goush Etzion fut pris et détruit par l'ennemi. La moitié des combattants, dont vingt femmes, furent tués. Les autres furent faits prisonniers, il y avait quatre-vingts femmes parmi eux. Que pensa Ben Gourion dans la nuit de jeudi, lorsqu'on lui annonça que Goush Etzion était tombé et que plus de deux cents combattants dont quatre-vingts femmes avaient été faits prisonniers ? Voyez ce qui nous est arrivé en Israël pour un seul soldat prisonnier, Gilad Shalit : le pays a tremblé pendant cinq ans. Et David Ben Gourion, le vendredi, déclare la création de l'État. Ça c'est du leadership ! C'est ce dont a manqué Yasser Arafat. Je crois que si l'occasion lui avait été donnée de tout recommencer, il aurait agi tout à fait différemment.

Il aurait lutté contre l'Intifada selon vous ?

Il aurait imposé le pouvoir de l'Autorité palestinienne au Hamas et au Djihad islamique. Et s'il avait décidé que l'Autorité palestinienne devait mener son Intifada, elle l'aurait fait. En réalité, il fut entraîné dans l'Intifada à laquelle le Hamas se joignit plus tard. Remarquez que le Hamas, lors des deux Intifadas, a attendu au bord de la route pendant le premier mois. Il ne s'y est associé que quand les choses ont pris de l'ampleur.

Que se passe-t-il après le 11 septembre 2001 et après l'arraisonnement du navire Karine A *transportant une très grande quantité d'armes destinées aux Palestiniens ? Qu'est-ce qui discrédite Arafat aux yeux des Américains ?*

Après les attentats du 11 septembre 2001, les Palestiniens voulurent qu'Arafat fasse un geste envers les Américains. Ils lui dirent : « Donnez du sang.

– Je ne peux pas, cela m'est interdit.

– Faites semblant, *yaani*… »

Ils le photographièrent allongé avec une poche de sang près du bras, comme s'il était en train de donner son sang, et essayèrent de vendre cette mise en scène aux Américains. Non mais vraiment ! Les Américains sont-ils des imbéciles ? Ils ne comprennent pas que tout est du cinéma, de A à Z ? Et vous, le président de l'Autorité palestinienne, vous simulez un don du sang ? Et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. On pourrait faire un bêtisier sur les ratés de Yasser Arafat : l'individu recherché qu'il a caché en 1994, son don du sang fictif, son véritable refus de prendre les choses en main et enfin sa décision de ne pas arrêter l'Intifada. S'il avait décidé de la stopper, en 2000, en 2001, en 2002 ou en 2003, cela lui aurait encore été possible. L'Autorité palestinienne, les forces de sécurité et le mouvement du Fatah étaient alors assez puissants. Ce qui manquait était une direction. Tous attendaient d'Arafat qu'il indique la voie à

prendre, y compris Marwan Barghouti qui a basculé dans le terrorisme. Mais au lieu de cela, il s'est laissé entraîner : « Profitons de l'occasion pour mener l'opération "Karine A". Les Iraniens nous ont fait un don d'armes, récupérons-les. » Ce fut une véritable honte.

C'est la raison pour laquelle Ariel Sharon dit après l'opération Rempart : « Tout d'abord Ramallah » ? C'est la raison pour laquelle il décide de laisser Arafat finir ses jours à la Moukata ?
La grandeur d'Ariel Sharon résidait en ceci qu'il savait faire le lien entre leadership, réalité militaire et compréhension de la lutte antiterroriste. Il y eut diverses recommandations concernant le lieu où l'opération Rempart devait débuter. Sharon décida que les efforts principaux seraient concentrés sur Ramallah, ce qui eut un impact très significatif sur les autres localités. Tout compte fait, il me semble qu'à Ramallah, la démarche militaire fut plus facile qu'ailleurs, parce que cette ville se comportait différemment. Le fait que nous y soyons entrés nous a facilité les choses par ailleurs.

Pourquoi décide-t-on de ne pas le tuer à ce stade-là ? Je sais que Sharon en avait très envie.
Voyez-vous, je ne crois pas qu'on commence par une série d'arrestations ou par des attaques de chefs d'organisations terroristes et qu'à l'étape suivante on s'en prenne au chef de l'État, ou au chef de l'Autorité. Le chef de l'Autorité palestinienne, c'est tout autre chose. Ce n'est pas rien. Décider de lui porter atteinte, c'est très grave. Le dilemme était : l'expulse-t-on ou non ? Certains parlèrent même de le frapper, de l'éliminer. Des partisans de la méthode forte diront que le cheikh Yassine et Arafat ne faisaient qu'un. Je pense que ce n'était absolument pas vrai. Yasser Arafat était un chef d'État, le chef d'une entité reconnue. Il avait reçu le prix Nobel de la paix, à juste titre ou pas. C'était une figure connue dans le monde entier. L'adoption de la

recommandation de lui porter atteinte aurait été une erreur fatale. Il aurait été tout aussi fâcheux d'écouter ceux qui voulaient l'expulser. Toutes les années suivant l'opération Rempart ont été particulièrement tristes pour lui. Il était ignoré de tous, presque personne ne venait lui rendre visite. Il était retranché dans sa petite chambre. C'était un personnage assez pitoyable. La Judée-Samarie devint le théâtre de l'opération Rempart, des milliers de personnes furent emprisonnées et la courbe du terrorisme s'infléchit. Au sein de l'Autorité palestinienne, on s'en félicitait presque. La vie redevint de plus en plus normale et les Palestiniens se rendirent compte qu'Arafat les avait déçus.

La période des attentats-suicides

Trois ans de meurtres et de deuil
867 morts ; 5 878 blessés ; 18 876 attentats ; 306 kamikazes ; perte de 75 milliards de shekels.

Yediot Aharonot, 29 septembre 2003,
résumé de trois ans d'Intifada

Avi Dichter : Au début de la période Sharon, le problème principal était de savoir comment limiter le nombre des attentats en recrudescence. Jusqu'à fin 2003, 900 personnes furent tuées dans des attentats. Lors de rencontres avec les Américains, j'essayai de leur expliquer ce dont il était question. Je leur demandai d'imaginer à l'échelle des États-Unis qu'en trois ans ils avaient 45 000 morts, des civils pour la plupart, dans des attentats terroristes. Pour 2 700 Américains ayant péri le 11-Septembre, ils avaient conquis l'Afghanistan. Sans parler des blessés. Il y avait plus de 7 000 blessés

dans cette histoire. Personne n'aurait pu croire que la société israélienne serait capable de tenir le coup pendant trois ans de terrorisme. Nous n'avions pas connu une telle violence depuis la création de l'État. Sans même mentionner les difficultés économiques entraînées par ces attentats.

Le problème était que nous subissions un attentat et que nous ne savions pas comment y répondre. Nous pouvions attaquer des sites précis de l'Autorité palestinienne, mais nous étions bien conscients que ce n'était pas elle la responsable de l'attentat. Nous agissions contre l'Autorité palestinienne parce qu'elle n'avait pas empêché l'attentat, mais il était évident que cela ne préviendrait pas les suivants. Certaines fois, il y eut plus d'un attentat dans la même journée. Même si au niveau du renseignement nos informations étaient précises, elles ne nous permettaient pas de déjouer l'attentat. Il y eut même des cas où nous savions qu'un attentat aurait lieu mais où nous ne pouvions pas intervenir à temps pour l'empêcher.

La chose la plus difficile dans le renseignement, c'est d'avoir l'information tout en étant dans l'incapacité de la convertir en action préventive. Soit nous n'avons pas le temps d'agir, soit nous réussissons à prévenir six attentats le même jour et le septième tue vingt personnes. C'est comme une machine lance-balles de tennis, vous réussissez à renvoyer 90 % des balles et les 10 % que vous manquez font des morts. Et vous voyez les victimes, celles de l'attentat du restaurant Matza, puis du restaurant Maxim, à Haïfa. Je rappelle ces deux attentats car ils ont été terribles, et pas seulement par le nombre de morts qu'ils ont faits, mais parce que sur les données que vous recevez, vous essayez de garder un regard humain et pas seulement professionnel. Je me souviens qu'un des hauts responsables du Service, un homme très posé pour lequel j'ai beaucoup d'estime, m'avait dit : « Écoute, Avi, trois générations, les

enfants, les parents et les grands-parents tués au cours du même événement, cela ne nous était pas arrivé depuis la Shoah. » Une phrase terrible.

Puis, au lieu d'indiquer la date d'un attentat, on en vint à le décrire : « le bus des soldats », et vous saviez qu'il s'agissait de l'attentat de Megiddo, « l'attentat des jeunes », c'était celui contre la discothèque du Dolphinarium, et « l'attentat des familles », celui du restaurant Matza. Survint l'attentat de l'hôtel Park, le soir de la célébration de la Pâque juive, le 27 mars 2002, qui fut le plus affreux de l'Intifada, avec trente morts et plus de cent vingt blessés. Le moment que les terroristes avaient choisi, ce soir-là, dans la salle à manger de l'hôtel, avec tous ces gens qui étaient venus célébrer cette fête… un attentat horrible. Un an plus tard, un jour avant la Pâque, j'ai réuni l'état-major du Shabak dans ce même hôtel, dans la salle où avait eu lieu l'attentat. Le directeur de l'hôtel, dont une des proches parentes avait alors péri, était présent. Un de nos hommes présenta les données que nous avions sur cet attentat sous son aspect professionnel : comment il s'était passé, d'où venaient les terroristes, quelle était la cible de l'attentat. Il nous apprit que l'objectif des terroristes n'était absolument pas l'hôtel Park, mais un centre commercial de la ville de Netanya. Comme il était fermé à leur arrivée parce que c'était un soir de fête, ils continuèrent leur route vers un autre centre commercial, à Herzliya, virent que celui-ci aussi était fermé et décidèrent de rentrer, d'annuler l'attentat. Ils étaient sur le chemin du retour vers Tulkarem quand l'un des terroristes, déguisé en femme, suggéra de passer par Netanya, de se rendre à l'hôtel Park, dans lequel il avait travaillé par le passé, pour voir s'il y avait du monde. Dans le cas contraire, ils rentreraient tous à Tulkarem. C'est ainsi qu'ils arrivèrent à l'hôtel et virent les gens qui faisaient la queue pour y entrer. Le kamikaze descendit de voiture et

perpétra l'attentat. Le directeur de l'hôtel écouta le compte rendu de l'homme qui avait mené l'interrogatoire et décrivit l'attentat comme il l'avait vécu lui-même. Être assis dans la salle où avait eu lieu l'attentat et écouter le directeur de l'hôtel fut une expérience difficile mais formatrice pour des professionnels expérimentés et malheureusement trop aguerris. Parfois, le chef d'une organisation doit faire comprendre à ses employés que l'aspect technique, professionnel, n'est pas tout. Il leur faut regarder un peu autour d'eux, sinon ils risquent de s'enfermer dans une routine consistant uniquement à déjouer des attentats et à être sévèrement déçus en cas d'échec.

Une équipe était chargée de recevoir des informations, de les localiser, d'indiquer des signaux anormaux. Elle était parfois composée d'étudiants ou de soldats, filles et garçons, âgés non de trente ans et plus mais de dix-huit, vingt ou vingt-deux ans. Ces jeunes-là s'affairaient sur un attentat sur le point d'être commis à Netanya, alertant les forces de sécurité, l'unité spéciale de la police, orchestrant les opérations, et patatras, l'annonce intervint : une explosion avait eu lieu sur le marché de Netanya, faisant deux ou trois morts, il me semble. Cet attentat nous avait filé entre les doigts, nous n'avions pas réussi à resserrer l'étau assez vite.

Je suis entré dans la salle où l'on traitait les données, j'ai regardé autour de moi et j'ai vu une gamine de dix-huit ans qui devait continuer à étudier les nouvelles informations qui arrivaient. Elle savait qu'un attentat avait eu lieu et qu'un autre était en route. Elle était consciente qu'une heure auparavant, elle n'avait pas réussi à empêcher l'attentat. Soit elle n'avait pas donné l'alerte assez vite, soit elle l'avait donnée et les forces de sécurité sur le terrain n'avaient pas eu le temps de s'organiser. L'attentat suivant était sur le point d'être commis et elle devait s'y consacrer, celui qui venait d'avoir lieu faisant

déjà partie du passé. Comment vous dire, il faut vraiment des nerfs d'acier pour faire face à une telle situation. Et ces jeunes n'ont pas été formés pour ça. Ils n'ont pas non plus été recrutés parce qu'ils avaient les nerfs solides. Alors ils continuent à travailler tout en pleurant.

YUVAL DISKIN : Parfois, pendant une écoute téléphonique, un opérateur entend un kamikaze parler avec son commanditaire. Il donne l'alerte mais il manque d'éléments pour localiser le terroriste. Puis l'annonce est reçue : un attentat est en train de se produire à Netanya. Il est directement lié à la conversation entendue. Je peux vous dire que j'ai fait le tour de bon nombre de ces unités au début de l'Intifada : les jeunes étaient assis et pleuraient. Ils étaient abattus, brisés. Et c'était très fréquent. La tension psychologique est énorme, toute leur énergie se porte sur la nécessité absolue de déjouer l'attentat. S'ils n'y réussissent pas, alors qu'ils possèdent quelques informations, ils savent à quel point les conséquences seront terribles. Il est impossible de décrire le sentiment éprouvé. C'est effroyable.

AVI DICHTER : Au début, nous n'étions pas conscients de ce que pouvaient ressentir les employés du Service que nous envoyions sur les lieux des attentats. Ils circulaient parmi les victimes et devaient enquêter, collecter des informations. Il nous a fallu du temps pour comprendre qu'ils devaient être pris en charge par des psychologues.

Nous disons souvent « il a protégé de son propre corps » sans toujours comprendre la véritable signification de cette expression. C'est une question délicate et nombreux sont ceux qui font le sacrifice de leur vie pour sauver autrui. À Gaza, nous savions avec certitude qu'un kamikaze était en route pour la région de Goush Katif. Des forces de sécurité avaient été déployées à un barrage sur la route menant de Kissoufim à Goush Katif dans le but de le localiser. Nous ignorions s'il portait la ceinture explosive ou s'il devait la récupérer

quelque part, mais nous partions de l'hypothèse qu'il était susceptible de l'avoir sur lui. Les véhicules arrivant au barrage furent examinés un par un, les conducteurs et les passagers interrogés. Finalement un suspect fut arrêté. Le coordonnateur l'emmena avec lui vers un local afin de le fouiller, et sur le chemin il se fit exploser. Oded Sharon, notre coordonnateur, fut tué. Uri Benhamou, de la ville de Nesher, était aussi à un barrage sur la base d'une information qui circulait sur un kamikaze. Ce dernier arriva, se fit exploser et tua Uri. Deux gardes-frontières dans le nord de Jérusalem voyant une femme arabe se diriger vers une station d'auto-stop s'approchèrent d'elle pour la contrôler et elle se fit exploser sur eux. Ils furent bien entendu tués.

Nous gardons toujours en tête l'éventualité d'être face à une « bombe à retardement », et nous sommes conscients que nous risquons notre vie. Nous ne savons pas exactement dans quelles circonstances : l'individu porte-t-il une ceinture explosive, l'activera-t-il ou pas, où est-elle ? Rappelez-vous que nous avons tous une formation dans la sécurité. On nous a appris à ouvrir le feu sous deux conditions : identification du moyen et de l'intention. Nous devons voir un pistolet, une grenade ou une autre arme entre les mains d'une personne qui a visiblement l'intention de l'utiliser contre quelqu'un. Chez un kamikaze, nous ne distinguons rien, ni moyen ni intention. Tous ceux qui vous ont raconté qu'ils avaient vu « la mort dans les yeux » d'une personne, ce sont des bêtises, cela n'existe pas. Nous n'ouvrons pas le feu parce que nous avons vu « la mort dans les yeux » de quelqu'un. Dans les attentats-suicides, il faut être très prudent, très rapide, très déterminé, très précis dans le domaine du renseignement et avoir de la chance.

Je connais un des hommes du département des opérations qui recherchait un véhicule à bord duquel des terroristes venaient commettre un attentat à Tel-Aviv. Comme l'engin explosif n'avait pas

fonctionné, ils étaient retournés à Djénine pour le faire réparer avant de revenir. Sachant qu'il était en chemin pour Oum el-Fahem, nous avons placé un barrage sur la route de Wadi Ara. Quand ils arrêtèrent le véhicule, notre homme monta à bord pour identifier le kamikaze et le faire descendre. Au moment où il passa la tête dans la camionnette, il vit le garçon assis à l'arrière qui fit exploser la ceinture, tuant les occupants arabes du véhicule et blessant notre homme. C'est la réalité des bombes à retardement.

Comment faites-vous face à cette réalité au niveau personnel ? C'est la pire des périodes pour l'État d'Israël. Votre rôle en tant que chef de l'organisation est de déjouer les attentats, et vous n'y parvenez pas. Comme vous l'avez dit, vous réussissez à empêcher sept attentats et deux vous échappent.

En vérité, j'étais tellement éreinté par mon travail qu'arrivé à la maison, il fallait que je dorme. Et je dormais très bien.

Au jour le jour, j'étais constamment en train de me demander comment gérer cette organisation en si grande difficulté. Au quartier général du Service, il y avait un petit drapeau d'Israël près du mur du bâtiment. J'ai fait venir le directeur de la logistique et lui ai demandé de le placer de l'autre côté de la route afin que tous ceux qui entraient au Service le voient. Je l'ai aussi prié de le remplacer par le plus grand drapeau qu'il pourrait se procurer. Il m'a regardé, étonné : « Monsieur le directeur du Service, pourquoi ? » Je lui ai répondu que plus la situation était difficile, plus le drapeau devait être grand.

En tant que directeur du Service, je ne disposais pas du privilège ni du temps de m'occuper de moi-même et de me demander comment j'allais. Si je ne me sentais pas bien, j'allais nager pour me détendre et je retournais ensuite à mon travail. Naturellement, la famille était mise de côté. Je n'avais pas la possibilité de mener une vie de famille normale.

La plus grande difficulté réside dans le fait que vous pensez savoir ce qu'il faut faire. Vous essayez d'atteler à la tâche les autres institutions et de convaincre les instances politiques que c'est ainsi qu'il faut agir. Je me souviens qu'il y avait une certaine réticence à entrer dans les camps de réfugiés pendant les opérations. L'armée ne voulait pas y pénétrer au début car elle savait ce qui l'attendait. Plus tard, il est devenu évident que nous n'avions pas d'autre choix. Nous étions obligés de créer une dissuasion : ils ne devaient pas se sentir en sécurité même dans leur camp de réfugiés. L'idée était de leur ôter le sentiment qu'ils pouvaient préparer des attentats pendant 90 % de leur temps et s'occuper de leur survie pendant les 10 % restants. Il nous fallait inverser la situation : 90 % de leur temps pour leur survie et seulement 10 % pour la préparation d'attentats… Nur Shams fut le premier camp de réfugiés sur la liste, puis il y eut l'opération de Balata où les parachutistes développèrent une méthode particulière d'intervention. Ils entrèrent par les murs pour ne pas passer par des portes piégées et obtinrent un succès exceptionnel.

Le tigre de Balata se transforma en chaton ?
Je pense que cette expression, au-delà de son caractère imagé, renferme une vérité. Ceux qui chez nous devaient faire le travail y étaient très réticents, car la démarche était très problématique. Mais si rien ne changeait dans notre façon de lutter contre le terrorisme, nous continuerions à compter nos morts.

La clôture de sécurité a été l'élément suivant. Aujourd'hui les partisans de la clôture sont nombreux, mais je peux vous dire, moi qui m'en occupe depuis fin 2000, début 2001, qu'au sein de l'armée, presque tout le monde s'y opposait totalement, à cause de la complexité de l'affaire, de son coût, des mesures de sécurité à prendre lors de la construction, etc. Les responsables politiques ne voulaient pas en entendre parler. Finalement, j'ai eu une longue

conversation avec le Premier ministre Sharon, chez lui, dans sa ferme. C'était notre tradition : en cas de problèmes insolubles dans le cadre de débats généraux, il m'invitait à une réunion dans sa ferme. Au sujet de la clôture, je lui ai alors expliqué que les barrages et les embuscades de Tsahal étaient insuffisants. On ne pouvait pas vraiment les multiplier et, même si leur nombre était accru, il n'y avait aucune chance qu'ils permettent de verrouiller la frontière.

Il m'a demandé des exemples, et je lui ai dit : « Écoutez, Arik, je vais vous donner un exemple concret. L'armée a dit qu'elle réussissait à arrêter les terroristes. Nous travaillons avec nos agents informateurs et ils parviennent à se rendre à nos briefings à Kfar Saba ou à Netanya en venant de Naplouse et de Djénine. Je ne vous parle pas de Tulkarem ou de Qalqilya, qui sont très proches de chez nous. Je dis bien de Naplouse et de Djénine. Donc vous comprenez que si nos sources réussissent à entrer en Israël, il est très probable que le petit peuple de Palestine y parvient aussi. Il n'y a rien à faire. Si les lignes-frontières sont ouvertes et qu'un terroriste arrive à Qalqilya ou à Tulkarem, il lui suffit de dix minutes pour se retrouver en Israël et tout le reste n'est que littérature. » Il a fallu du temps, mais petit à petit les politiques et l'armée comprirent qu'il n'y avait pas d'autre moyen.

Quand la construction de la clôture a commencé, Ariel Sharon était aux États-Unis. Le lancement des travaux se fit dans le village de Salem. Le ministère de la Défense était présent, la « première pierre » fut posée. Une semaine plus tard, je décidai de me rendre sur place pour me rendre compte de l'avancement des travaux. Rien, il n'y avait vraiment rien, sauf un ou deux tracteurs. Comme ce projet avait été confié au ministère de la Défense qui n'y croyait pas vraiment, il se réalisait lentement. J'ai téléphoné à Ariel Sharon aux États-Unis pour lui demander avec insistance qu'à son retour il prévoie un

moment pour aller voir la clôture en construction. Il m'a dit : « Monsieur le directeur du Shabak, en général, vous m'interdisez de me rendre sur la ligne verte, votre recommandation m'étonne. Que s'est-il passé ? Qu'est-ce qui a changé ?

– Depuis la pose de la "première pierre", rien ne s'est passé. Il n'y a sur place qu'un ou deux tracteurs… »

Bref, il rentra, s'énerva, et les choses commencèrent à bouger.

Quand le premier tronçon de la clôture fut terminé, de Salem à la région d'Alfei Menashé, nous avons immédiatement constaté un changement dans le mode opératoire des terroristes. Il leur était plus difficile de traverser la ligne verte. Ils cherchaient des routes de contournement. Avec ces informations qui nous parvenaient, nous avons compris que nous étions sur la bonne voie. Les attentats commencèrent à diminuer et cette diminution devint drastique. Parfois, lorsque nous pourchassons un suspect et que nous n'avons ni direction ni solution, nous retournons le terrain. Ainsi, nous faisons sortir les gens de leurs trous, les poussant à en chercher d'autres, ce qui nous donne l'avantage. Cela a été le rôle de la clôture, entre autres.

En matière de renseignement, il y a une règle qui dit que un plus un égale onze, et non deux. En confiant un secret à un ami proche, vous n'êtes pas que deux dans la confidence. Lui aussi a un ami proche, qui lui-même en a un, et le secret est très vite éventé. C'est pour cette raison que la clôture était importante. Parce que de Djénine à Afoula, il y a dix minutes de route. Mais avec la clôture, si vous êtes à Djénine et que vous voulez vous rendre en Israël, vous devez faire la route jusqu'à la vallée du Jourdain, ou remonter jusqu'à Jérusalem, en vous faisant aider par toute une chaîne de personnes sur le chemin. Ceci augmente de façon significative la probabilité que

l'information soit dévoilée et que vous soyez découvert, et renforce aussi de façon significative la possibilité de vous éliminer.

Vous avez vu que les instances politiques, dont Sharon évidemment, ne voulaient pas de la clôture. En fait, en tant que directeur du Shabak, vous imposez aux politiques une solution du domaine de la sécurité qui a un sens politique très clair. Sharon doit tracer des frontières.
C'est juste. Pour un gouvernement dirigé par le Likoud, ce sujet était beaucoup plus délicat que pour le parti travailliste, s'il avait été au pouvoir. Mais la réalité était si dure qu'il n'y avait pas d'autre réponse possible. Même les responsables politiques comprirent que la vie était plus importante que toutes leurs autres considérations.

Tuer ou être tué : l'ère des éliminations ciblées

Deux missiles ont éliminé un responsable des Tanzim, l'une des factions armées du Fatah

Hier en fin de matinée, un officier de la branche des opérations des Tanzim dans la région de Bethléem, Hussein Abiyat, a pris la tête d'un commando s'apprêtant à mitrailler le camp militaire de Shdema. Deux hélicoptères de combat de Tsahal le suivaient de loin. Après avoir identifié avec certitude Abiyat, surveillé de près par les unités du renseignement depuis des semaines, les hélicoptères ont envoyé des missiles sur sa voiture. Deux passantes ont été tuées. Tsahal a déclaré : « Nous ne pouvions pas faire preuve de retenue. Abiyat nous a causé d'importantes pertes et était responsable des tirs sur le quartier de Gilo, à Jérusalem. »

Roni Shaked, Amir Rapaport et Rami Hazout,
Yediot Aharonot, 10 novembre 2000

À partir de quand l'élimination ciblée devient-elle notre principal moyen de dissuasion ?

Avi Dichter : Il me semble que la première élimination ciblée a eu lieu en novembre 2000, à Bethléem. Je ne me souviens plus de quelle famille il s'agissait mais ce sont deux hélicoptères qui les ont atteints. Il était en effet impossible de les prendre par surprise sur le terrain, avec un petit nombre d'hommes faisant le travail et repartant sains et saufs. Pour garantir la réussite de l'opération, nous avons été obligés de les surprendre. Comment peut-on surprendre un terroriste ? Depuis les airs, de loin. Mais pour pouvoir envoyer un missile sur une longue distance, il est nécessaire de posséder des informations très précises, et ce pendant toute la durée de l'opération. Le développement de cette méthode nous a pris du temps.

Au début, le principal problème se situait au niveau des relations entre le Shabak et l'armée de l'air. Les faire travailler ensemble, c'était comme essayer de souder de la pierre et du plastique. Tisser des relations entre un coordonnateur sur le terrain et un pilote de F-16 était plus compliqué que de faire la paix avec les Palestiniens. Malgré tout, cela se fit et les informations furent transmises en temps réel. Je me souviens d'une opération où nous avions communiqué à l'armée de l'air notre demande et l'information selon laquelle la personne recherchée était assise sur le siège arrière droit d'un certain véhicule. Cela leur permettait de diriger les missiles sur une partie précise de la voiture, car nous voulions que ces missiles frappent ponctuellement et non qu'ils touchent tous les véhicules autour de la cible et causent des dommages collatéraux. La voiture roulait et, tout à coup, elle entra dans une ruelle. Le temps de s'ajuster sur elle, elle était déjà sortie de l'autre côté et il était impossible de savoir si elle transportait

toujours les mêmes personnes. Nous avons alors stoppé l'action de l'armée de l'air, et comprenez bien, le pilote avait déjà le doigt sur la détente. Il nous a fallu redéfinir l'opération. Ce genre de situation peut se reproduire indéfiniment.

Toutes les opérations sont gérées depuis la salle de contrôle, qui a une histoire fascinante. Elle a été conçue pendant la deuxième Intifada. Nous avons besoin que tous les éléments travaillant à la collecte d'informations et tous ceux impliqués dans l'exécution de la tâche soient présents. Ce qui signifie qu'il faut des représentants de tous les services de collecte d'informations du Shabak, ceux des unités spéciales de la police (Yamam), de l'armée de l'air (Shaldag), du commando terrestre Sayeret Matkal ou naval Shayetet, si besoin est. S'y ajoutent un délégué du commandement de région demandant à participer à l'opération et, s'ils interviennent dans cette opération, un représentant de l'armée de l'air et un de l'unité 8200 des écoutes et du suivi électronique des renseignements militaires. Tous sont réunis et échangent leurs informations dans cette salle.

La première salle était petite, encombrée, c'était vraiment affreux. Je me souviens de la visite d'Américains, après leur invasion de l'Irak, venus étudier le fonctionnement de cette merveille, comme ils l'appelaient. Quel était ce miracle israélien qui faisait que le Shabak dialoguait avec l'armée de l'air ! Il semble qu'aux États-Unis, c'était encore plus compliqué. Un général bardé d'étoiles entra accompagné de son équipe dans la petite salle, il eut droit à une démonstration et demanda : « C'est d'ici que vous faites tout le travail ? » Le garçon chargé de la présentation ne sut pas trop quoi lui répondre. Il lui dit : « Non, ici ce n'est que la salle d'entraînement. Nous en aurons bientôt une magnifique, dotée d'une ergonomie remarquable. » Ce n'est pas forcément un haut responsable qui dirige cet orchestre. Il peut être chef de secteur, adjoint d'un chef de département. Si le directeur du

Service ou le ministre de la Défense sont présents, ils restent à l'arrière. Le commandant de l'opération, c'est ce coordinateur qui peut donner des ordres à un général de brigade, au commandant de l'armée de l'air, au chef de région du Shabak. C'est lui le chef.

Toutes les informations venant de tous les organismes de collecte circulent. Cette obligation de transparence a été une véritable épreuve. La transparence implique que des personnes ont accès à des informations, et qu'une partie d'entre elles leur permettent d'en deviner la source. L'intérêt collectif oblige chaque organisme à révéler ses sources aux autres. Il a été compliqué de surmonter cette difficulté. Mais quand nous y sommes parvenus, cela nous a ouvert de nouveaux horizons. Ce n'est pas que nous n'ayons pas de soucis, qu'il n'y ait pas de problèmes d'ego, mais une percée a vraiment été faite. De très nombreux Palestiniens regrettent énormément cette percée qui permet à un hélicoptère de les cibler.

Quand le rythme des éliminations commence-t-il à s'accélérer ?
L'augmentation la plus significative du nombre des opérations a été le résultat d'une décision stratégique de Shaoul Mofaz, le chef d'état-major, et de moi-même, le directeur du Shabak. Nous nous sommes rendu compte que le fait que chacun d'entre nous, dans sa propre organisation, devait approuver les cibles et les programmes d'opérations provoquait un goulot d'étranglement. Étant tous les deux très occupés, nous sommes convenus lors d'une de nos réunions que nous déléguerions cette tâche à nos adjoints respectifs. Le sien était Moshé Yaalon et le mien Yuval Diskin. Dès que nos adjoints commencèrent à prendre les choses en main, le développement fut extraordinaire. Cette tradition de confier à l'adjoint du chef d'état-major et à celui du directeur du Shabak la conduite conjointe des opérations a permis d'en multiplier le nombre.

Tout au long des années d'Intifada, les énormes progrès que nous avons connus au niveau de la collaboration entre les différentes unités du Service et aussi entre le Service et les autres organismes nous ont permis de sauver un nombre incalculable de vies. Je n'ose penser à ce qui se serait passé si la courbe des victimes de 2002 avait poursuivi sa trajectoire à la hausse. Ce fut l'année la plus difficile. Quatre cent cinquante et un morts en une année. Quatre cent cinquante et un morts ! Dans une période où il y avait autant d'attentats, nous voulions donner le sentiment que nous avions une réponse, que nous pouvions faire face.

AMI AYALON : L'élimination ciblée est destinée à l'origine à assurer la sécurité des citoyens israéliens. Si nous savons, grâce à des informations précises, qu'un individu s'apprête à commettre un attentat et que nous n'avons pas d'autre moyen de l'arrêter, nous l'attaquons, le blessons ou le tuons même. C'est une élimination ciblée. Je crois que cela se justifie moralement, opérationnellement, en tout contexte. L'antique maxime « Celui qui vient te tuer, devance-le et tue-le » est toujours valide de nos jours. Ma vie a priorité sur celle des autres. La vie des citoyens israéliens dont je suis responsable a priorité sur celle de quiconque veut les tuer.

AVI DICHTER : L'élimination ciblée est une technique employée face à des terroristes instigateurs d'attentats ou des gens ayant un savoir-faire particulier comme la fabrication de bombes, de roquettes, etc. Eux, il faut les neutraliser à la première occasion. Pour l'attaquer, nous n'avons nul besoin que l'individu soit en route pour perpétrer un attentat. L'attentat, il peut le commettre le lendemain ou une semaine plus tard, mais nous savons avec certitude qu'il est un des moteurs du terrorisme. C'est une condition pour qu'il entre dans la catégorie d'objectif d'élimination ciblée. S'il planifie l'attentat des tours

jumelles pour l'année prochaine et que nous n'avons pas d'autre moyen de le frapper, alors il répond aux critères de « bombe à retardement ». Mais il faut un indice concret, pas une intention générale.

Quelle était l'attitude de Sharon à l'égard de cet outil ?
Arik Sharon avait l'expérience de la lutte antiterroriste des années 1960, du début des années 1970, à Gaza. Ce type de lutte contre le terrorisme était différent, la créativité s'exprimait différemment, les possibilités technologiques étaient autres. De son temps, on ne pouvait pas faire exploser un téléphone portable à l'oreille d'un terroriste car il n'y avait pas de téléphones portables. Le visage de Sharon s'illuminait devant l'incroyable créativité des employés du Service, on ne s'y trompait pas. Je peux vous dire que chez nous, il y a des gens à qui reviennent vraiment le prix Nobel et l'Oscar à la fois, avec leur pensée si créative et leur technologie si sophistiquée. Yahya Ayyash n'en est qu'un exemple, croyez-moi, et pas le plus impressionnant. C'est un excellent exemple qui arrive en finale, mais je ne suis pas sûr qu'il accède à la première place. Malheureusement, les anecdotes plus piquantes, je ne peux pas vous les raconter.

En vérité, dans les éliminations ciblées, nos hommes font preuve d'une réflexion très audacieuse. Les officiers traitant des renseignements d'origine humaine doivent vraiment comprendre le mode de pensée de terroristes meurtriers et l'adopter pour arriver jusqu'à eux. Ils sont si créatifs qu'ils bâtissent de magnifiques scénarios. Sharon adorait ce genre de choses et s'il venait à nos bureaux pour approuver nos projets ou si nous allions chez lui pour les lui soumettre, c'était parce qu'il s'intéressait aux détails des opérations. Il était par ailleurs parfaitement cynique. Il posait des questions que nous comprenions sous l'aspect opérationnel :

« Comment vous assurerez-vous qu'il n'ouvrira pas ce paquet en présence de sa femme et de ses enfants ?

– C'est un objet personnel que lui a envoyé son amie et il est peu probable qu'il ouvre le paquet devant sa femme…

– Bien. Mais comment garantissez-vous que les enfants ne seront pas blessés ? »

Il désirait en fait connaître toute l'histoire. Une fois, il ne voulut pas croire que l'opération était réalisable : « Il n'y a aucune chance que ça marche ! » Deux jours plus tard, tout avait très bien fonctionné. Il me téléphona : « Oui, Avi, je vois que ce garçon était très pressé d'ouvrir le paquet… »

Un jour, grâce à une technologie de pointe combinée à une créativité débordante, nous avons réussi à nous débarrasser de, je crois bien, six terroristes d'un coup. Ce fut une très belle opération. Il a fallu y travailler sur une longue période, créer la confiance de façon à ce que les terroristes pensent que le paquet qu'ils recevraient provenait d'une personne fiable. Ce type d'opération peut prendre de six mois à un an.

Arik Sharon avait compris combien une action pouvait être sophistiquée, créative et discrète. L'homme-clé d'une organisation quelconque avait disparu. On commençait à se demander comment il avait été tué. Les Palestiniens dirent : « Il a été tué par Allah et par Abdallah… » « Par Allah », c'est une mort naturelle, et « par Abdallah », c'est le Shabak…

Ce type d'opération est très dissuasif. Une semaine après l'explosion de Yahya Ayyash avec son téléphone portable, un des responsables palestiniens avec lesquels nous étions en réunion prit discrètement le téléphone de son voisin posé sur la table, le mit sur vibreur et le replaça sur la table. Son voisin, qui ne s'était aperçu de rien, le mit dans sa poche. Américains, Palestiniens, Israéliens, nous

étions en pleine discussion, lorsque le petit plaisantin composa le numéro de son voisin qui sentit la vibration dans sa poche et sauta en l'air de frayeur. Si les autres n'avaient pas compris ce qui se passait, nous, cela nous a bien fait rire. C'est aussi cela la dissuasion.

YAAKOV PERI : Je ne crois pas qu'il existe un seul Premier ministre qui aime les éliminations. Arik Sharon pensait que les éliminations ciblées de ceux qui planifiaient ou perpétraient des attentats pouvaient dissuader leurs éventuels successeurs. Il a utilisé cette méthode quand il était commandant de la région Sud à Gaza et quand il était Premier ministre. Le Service devait donner son avis sur l'efficacité de la méthode, sur ses résultats. Il ne devait pas être une banque d'objectifs pour satisfaire l'appétit du Premier ministre, qu'il avait solide, tandis que des Arabes étaient tués nuit et jour. Sur ce sujet, j'étais en désaccord avec Avi Dichter.

AVI DICHTER : Je me souviens d'un grand terroriste à Tulkarem, Raed Carmi, qui avait organisé de nombreux attentats contre nous. Nous nous sommes aperçus qu'il avait une amie chez laquelle il se rendait régulièrement. Nous avons bâti un programme d'action là-dessus. Sur les clichés d'un avion de surveillance ou d'un point d'observation, nous pouvions le voir arriver plein d'entrain chez son amie et en sortir épuisé, tenant à peine sur ses jambes. Et quand, bien entendu, il ouvrit le paquet qui l'attendait, il explosa avec lui. Nous nous sommes débarrassés d'un très grand meurtrier qui nous avait causé de gros ennuis. J'ai toujours en tête ces photos où il se rend plein d'énergie à son rendez-vous, en ressort sur les genoux et finit à plat ventre.

Avez-vous pris en compte le fait que peut-être, en conséquence de cette élimination qui était intervenue dans une période relativement calme, il

y aurait des explosions dans lesquelles mourraient des civils israéliens innocents ?
Tout d'abord, comme je l'ai déjà dit, le directeur du Shabak ne fait que des recommandations au Premier ministre, qui prend les décisions. Le Shabak ne s'embarrasse pas de considérations politiques. À part cela, nous n'avions eu connaissance de l'implication de Raed Carmi dans des attentats que trois jours avant son élimination. Ses hommes partirent en direction de Ramallah et commirent un attentat. Par miracle, un résident de Judée-Samarie ne fut « que » blessé. Des médecins diagnostiquèrent sa mort, mais heureusement, il resta en vie. Ce n'est pas un secret que certains Israéliens, si l'attentat a lieu en Judée-Samarie, prennent les choses un peu mieux que s'il avait été commis en plein Tel-Aviv… C'est la raison pour laquelle, quand ils parlaient de période calme, ils voulaient dire une période calme à Tel-Aviv. Personne ne prenait en compte l'attentat qui avait eu lieu trois jours plus tôt dans les territoires. Ils ne s'intéressaient qu'à ce qui se passait à l'intérieur d'Israël.

YAAKOV PERI : Après l'élimination ciblée de Raed Carmi, Ami Ayalon s'adressa à moi, ainsi qu'à Avraham Shalom et Carmi Gillon. Il exprima son inquiétude qui n'était pas seulement liée à ce cas précis. Il dit qu'il avait bien peur qu'Avi Dichter ne soit pas suffisamment déterminé et indépendant face à Ariel Sharon, des signes en témoignaient. Ami Ayalon pensait que l'élimination ciblée de Raed Carmi n'était pas une bonne chose et qu'elle était intervenue au mauvais moment. Il nous a demandé si nous étions prêts à en parler avec Avi, ce que nous avons fait. Chacun d'entre nous s'est exprimé et Avi nous a donné des explications. Mon sentiment, et je ne parle qu'en mon nom, a été que cette rencontre n'avait pas atteint son but. Nous ne voulions pas faire de remarques au directeur du Shabak sur

une élimination précise. Ce n'était pas notre rôle et nous ne connaissions pas tous les détails de l'affaire. Nous étions venus exposer nos préoccupations et lui indiquer comment, selon nous, le directeur du Shabak devait se comporter vis-à-vis du Premier ministre. Nous voulions lui dire qu'il devait être indépendant, déterminé, et combien il était important qu'il ne se laisse pas entraîner.

Qu'est-ce qui vous préoccupait ?
Le caractère dominant d'Ariel Sharon et le fait que le directeur du Service devait garder son indépendance quand il faisait ses comptes rendus. Il ne devait pas dire au Premier ministre ce qu'il voulait entendre. Nous sommes toujours inquiets quand le Premier ministre a un caractère dominant et une ligne politique rigide et déterminée.

Vous craigniez qu'Ariel Sharon conduise peut-être Avi Dichter à une utilisation trop fréquente des éliminations ciblées ?
Je pense que vous exagérez un peu, mais en gros, oui.

AMI AYALON : Au sujet d'Avi Dichter, j'étais très inquiet que l'élimination ciblée soit passée du statut d'outil opérationnel discret et précis à celui de politique d'un pays qui lutte contre le terrorisme. Les chiffres m'inquiétaient, ainsi que la perte de contrôle dès que l'élimination ciblée devint monnaie courante. Si vous frappez quelqu'un qui vient vous tuer, alors c'est une élimination ciblée. Mais s'il voulait vous tuer l'année dernière, ou s'il veut vous tuer l'année prochaine, mais qu'il ne le veut pas pour le moment, alors dans ce cas-là aussi vous l'éliminez ?

Je pense que dans les organisations terroristes, même dans une organisation comme le Hamas, il y a des nuances et des changements. L'élimination de Raed Carmi a eu lieu précisément à

une période où les Palestiniens avaient décidé de donner une chance au processus politique. Ce n'est pas qu'ils étaient devenus sionistes, mais ils pensaient en termes opérationnels. Arafat avait compris que le monde, dont l'Amérique, était moins tolérant vis-à-vis de la politique qu'il menait et donna l'instruction de faire cesser les attentats. Nous savions que Raed Carmi lui avait obéi. Nous savions que lui et ses hommes voulaient perpétrer des attentats mais qu'il leur avait dit que ce n'était pas le moment car il avait reçu des directives. Et c'est là que nous l'éliminons. Cela m'inquiète beaucoup. Je m'adresse à Fouad Ben Eliezer, le ministre de la Défense, et je sors très déçu de notre entretien. Je vais voir Avi Dichter en espérant obtenir des réponses à mes questions, et je ressors de son bureau encore plus inquiet qu'à mon entrée.

Qu'arrive-t-il à Avi Dichter ? Il ne comprend pas ce que vous, vous comprenez ?
Il n'est pas d'accord avec moi, un point c'est tout. Ce n'est pas un problème de compréhension. Il réfléchit autrement au rôle du Shabak face aux instances politiques. Il réfléchit autrement aux moyens d'affronter le terrorisme. Il réfléchit autrement à la relation entre le court et le long terme. Et il réfléchit autrement sur un point très précis : devons-nous tuer un terroriste même si à cet instant il a décidé de ne pas commettre d'attentat, et que c'est peut-être une étape qui le conduira, avec tout son groupe de Tulkarem, à la modération ?

AVI DICHTER : Il est absolument faux de prétendre que le Fatah a commencé à lutter contre le terrorisme, au contraire. En effet, Raed Carmi était considéré comme un leader dans la préparation d'attentats terroristes. S'il prenait un mois de vacances et revenait ensuite sur la scène du terrorisme, était-ce fair-play de le frapper

pendant ce mois-ci ? J'ai toujours dit qu'il n'y avait pas de fair-play dans le terrorisme. Nous ne tirons pas sur lui avec un fusil M-16 en réponse à son tir, et ne lui lançons pas de grenade quand il le fait lui-même. Nous utilisons un char d'assaut même s'il nous attaque avec un pistolet à amorce ou un revolver 22 long rifle. Nous larguons une bombe d'une tonne même s'il envoie un kamikaze de cinq kilos. Pourquoi ? Parce que nous sommes un État. Un État utilise des moyens d'État. On n'a pas à penser en termes de fair-play. Et si nous prenons la décision stratégique de combattre le terrorisme, combattons-le de toutes nos forces.

Le terrorisme est un tonneau qui a un fond. Nous pouvons l'atteindre seulement si nous avons une stratégie très claire, et que nous ne nous préoccupons pas de toutes sortes de caprices ou de propos sur le calme régnant. Qu'est-ce que le calme ? Est-ce que l'année passée a été calme ? Qui fait régner le calme pour vous ? Si maintenant ils préparent un nouveau round de terrorisme, vous l'interrompez, vous l'arrêtez ou vous le laissez gagner en puissance ?

CARMI GILLON : Le problème était que nous nous trouvions dans une période assez longue de calme relatif. Les Israéliens étaient épuisés par tous ces attentats-suicides. Nous devions absolument nous débarrasser de Raed Carmi à un moment ou à un autre. Le timing nous a paru mauvais parce qu'il a de nouveau suscité l'Intifada et les attentats-suicides.

En fait, votre réunion avec Avi Dichter a été une démarche exceptionnelle.
En effet, exceptionnelle et très rare. C'est l'unique cas dont je me souvienne. Chaque directeur du Service a ses conseillers. La fonction de directeur du Service est peut-être la plus solitaire qui soit, en dehors de celle de Premier ministre. Dans une institution aussi

hiérarchisée que le Shabak, le directeur prend seul ses décisions, en fin de compte. Il doit donc se faire conseiller. Je crois que jusqu'à l'arrivée d'Avi Dichter, ce qu'on appelait « le forum des directeurs du Service » fonctionnait. Une fois par mois, tous les anciens directeurs du Shabak tenaient une réunion confidentielle chez son directeur en fonction. Ils mangeaient des sandwichs, plaisantaient et discutaient de différents sujets. Dichter a moins utilisé ce forum. Yuval Diskin ne s'en est quant à lui jamais fait aider. Je suppose qu'il prenait conseil auprès d'autres personnes. Ce qu'ont les anciens directeurs et que n'a pas le directeur en fonction, c'est une perception particulière et une sensibilité à de nombreux détails qu'ils acquièrent lorsqu'ils se retrouvent dans le civil. Ils entendent et saisissent des choses qui échappent au directeur du Service. Mais à chacun son style.

YUVAL DISKIN : Je connais bien ces vives querelles au sujet de l'affaire Raed Carmi, en particulier entre le Service et l'armée. À cette période, le Fatah, dont Raed Carmi était un militant, se montrait disposé à instaurer une sorte de cessez-le-feu temporaire. L'armée, à ce moment-là, d'après mes connaissances fondées sur les débats auxquels j'ai participé, ne voulait pas s'engager dans l'opération Rempart. Le Shabak l'y a beaucoup poussée par la suite. Donc l'armée cherchait à aboutir à un cessez-le-feu par tous les moyens. Chaque mot des Palestiniens était considéré comme une opportunité. Quant à nous, nous y croyions moins. Les instances politiques ont finalement autorisé l'élimination de Raed Carmi. Tsahal a prétendu qu'elle avait compromis un possible cessez-le-feu. Nous pensions que de toute façon, il n'aurait pas eu de véritable chance de tenir. C'est une question qu'il est impossible de trancher, mais quand j'y réfléchis huit ans plus tard, il paraît évident que si nous ne nous étions pas lancés dans l'opération Rempart, la deuxième Intifada ne se serait pas terminée et nous n'aurions pas mis fin au terrorisme. C'est pourquoi

je pense que l'affaire Raed Carmi n'est pas d'une importance historique. Certains lui accordent un poids beaucoup plus important qu'elle ne le mérite, uniquement pour son aspect croustillant.

Il est toujours bon pour le directeur d'une organisation d'avoir des rétroviseurs extérieurs, même si ceux-ci sont les anciens directeurs du Service qui viennent lui dire qu'il s'est trompé, et même s'il n'accepte pas leurs critiques. Parce qu'à partir du moment où il est plongé dans la mare, il ne voit que les grenouilles qui sont autour de lui. Je ne sais pas ce qu'a ressenti Dichter quand quatre anciens directeurs du Service sont venus lui dire qu'il avait fait une erreur en éliminant Raed Carmi et qu'il s'était laissé entraîner par Sharon. Même s'il était en désaccord avec eux, il se peut que cela lui ait donné à penser. Notre première réaction n'est pas toujours la bonne. Heureusement, les hommes ne sont pas des robots. Vous écoutez, vous réagissez d'une manière ou d'une autre, mais ensuite vous réfléchissez. Parfois vous intériorisez les remarques que l'on vous a faites et vous vous dites qu'elles sont peut-être un peu justifiées.

AVI DICHTER : Je ne me souviens pas de l'affaire Raed Carmi comme d'un événement dramatique. Des rencontres ont eu lieu. Je ne me rappelle pas que pour ceux qui connaissaient la situation, il y ait eu un problème. Les autres, au contraire, qui étaient un peu coupés de la réalité, ne prenaient pas le recul qui leur aurait été nécessaire pour juger des choses dans leur ensemble. Vous ne pouvez pas attendre le moment où vous aurez une occasion de frapper et alors hésiter. Il faut provoquer cette occasion et en profiter dès que vous le pouvez. Sur ce sujet, vous devez développer une stratégie à long terme et ne pas avoir peur.

Et quelle est cette stratégie ?

C'est la suivante : les infrastructures terroristes à Gaza, il faut les pulvériser. Par des moyens militaires, ou politiques, comme un bloc de pays arabes qui aiderait l'Autorité palestinienne à démanteler les infrastructures à Gaza. Sinon, Israël sera obligé d'y entrer pour faire lui-même le travail, et cela pourra prendre des années. Gaza est le modèle type de ce qui se passe en Afghanistan. Pour ceux qui ne comprennent pas, l'Afghanistan, c'est ici, à dix kilomètres d'ici.

Au sujet des éliminations ciblées, ce que vous dites, c'est : « Peu importe quand, mais dès que je l'aurai dans mon viseur, je le descendrai » ?
Voyez-vous, une élimination ciblée est le résultat de la combinaison d'une occasion, d'une ambiance et d'une possibilité. Si ces trois ingrédients sont rassemblés, vous pouvez y aller. Le problème est que parfois, vous avez la possibilité d'agir, l'occasion se présente, mais l'ambiance ne convient pas. Vous devez alors décider s'il est préférable de repousser l'opération ou bien de l'avancer, au risque de provoquer des réactions. Parfois, vous décidez de la reporter car la rencontre du Premier ministre avec le président des États-Unis, ou, toutes proportions gardées, avec Abou Mazen, est plus importante pour vous. Dans certains cas, vous décidez de ne pas la retarder. Une telle décision est d'ailleurs du ressort exclusif du Premier ministre, elle n'appartient pas à l'échelon exécutif.

AMI AYALON : Il y a une autre question : où arrêtons-nous la chaîne ? D'accord, nous blesserons, nous liquiderons même, s'il le faut, celui qui veut nous tuer. C'est-à-dire celui qui sur le moment prend une ceinture explosive, une arme ou tout autre moyen létal et s'apprête à nous tuer. Mais que se passe-t-il pour ceux qui gravitent autour de lui ? Que se passe-t-il pour ceux qui préparent les explosifs, ceux qui s'occupent du transport, ceux qui planifient les opérations, ceux qui collectent les informations ? Et ceux qui préconisent l'idée ? Ils ne

tuent pas directement. Ils propagent une idéologie qui entraîne le djihad et provoque la mort de citoyens israéliens. C'est le véritable débat. Quand nous passons d'une « bombe à retardement » à une « infrastructure à retardement », d'un outil opérationnel du Service de sécurité intérieure à un instrument de la politique de tout un État face au terrorisme, alors nous ne savons plus où est la limite entre ce qui est licite et illicite. On parle du concept de la « banalité du mal »… Quand vous commencez à l'utiliser en masse, quand 200 à 300 personnes trouvent la mort par le biais d'éliminations ciblées, cela devient du travail à la chaîne.

Si vous tuez celui qui vient vous tuer, le paramètre principal est le niveau de menace immédiate : si je ne le tue pas, il va me tuer. Mais si vous éliminez aussi celui qui formule l'idéologie permettant le meurtre, alors le principal paramètre n'est plus le niveau de menace mais la profondeur de l'intention. Il est impossible de tuer une idée. Il est impossible de contrer une idéologie en éliminant celui qui la véhicule. Je peux prouver que le Hamas n'est pas devenu plus modéré après l'élimination du cheikh Yassine. Je peux prouver que quand nous avons tué Abbas Moussaoui, le leader du Hezbollah, et que Nasrallah a pris sa place, la sécurité de l'État d'Israël ne s'est pas vraiment améliorée. C'est la raison pour laquelle, lorsque nous ne nous occupons pas de celui qui vient nous tuer sur le moment, mais de celui qui répand une idéologie, nous nous trouvons sur un terrain où le droit international ne nous permet pas d'aller, où l'aspect moral est mis en question, mais en dehors de cela, en tant que directeur du Shabak, je peux vous le dire : c'est inefficace.

Combien y a-t-il eu d'éliminations ciblées ?

AVI DICHTER : Je ne sais pas. Des centaines. Le test n'est pas combien d'éliminations ciblées il y a eu, mais combien il y en a eu pour une personne que nous avions prévu de frapper. Là le défi est

énorme. Et nous n'avons à déplorer aucune élimination basée sur une accusation de terrorisme mal fondée, ce qui est de la plus haute importance.

Qui décide si un individu s'expose à être éliminé ?
Dans la plupart des cas, c'est le Shabak qui fournit l'information. L'armée en a bien évidemment connaissance. La transparence est totale. L'opération est approuvée par le directeur du Service d'une part, par le chef d'état-major de l'autre. Le ministre de la Défense puis le Premier ministre donnent leur autorisation.

Y a-t-il des critères ?
Oui. L'individu doit être un terroriste très impliqué dans la réalisation d'attentats, dans la préparation d'engins explosifs, dans la fabrication de missiles. Il doit se distinguer par son activité terroriste. On n'élimine pas une simple recrue du Hamas. Ce sujet fait l'objet d'un rapport à la commission des affaires étrangères et de la sécurité du Parlement, à la commission ministérielle pour les affaires du Shabak, et lors de réunions avec le conseiller juridique du gouvernement et le procureur de l'État. Ce n'est pas là que les cibles sont approuvées, ils reçoivent les rapports a posteriori. L'échelon exécutif est le Shabak, l'armée, et bien entendu le ministre de la Défense et le Premier ministre. Le contrôle ne s'exerce qu'a posteriori, pas a priori. Les responsables de la procédure de contrôle reçoivent ensuite le curriculum vitae du défunt et ils savent ou peuvent alors juger s'il méritait ou pas d'être éliminé. Mais c'est un examen post mortem.

Y a-t-il eu des cas où la personne éliminée ne méritait pas de l'être ?
Écoutez, il est vraiment très difficile d'en arriver à définir un individu comme cible d'une élimination sans qu'il réponde aux critères. Il doit être un terroriste notoire. Le problème se pose généralement pour

ceux dont vous n'étiez pas sûr, que vous n'avez pas mis sur la liste, et au sujet desquels il s'avère que vous vous êtes trompé. Quand vous aviez la possibilité de les atteindre, ils ne répondaient pas aux critères, et quand ils se sont mis à y répondre, vous étiez dans l'impossibilité de mener l'opération.

Quand inscrivez-vous sur la liste l'échelon politique aussi, comme Rantissi et Yassine, les fondateurs du Hamas, par exemple ?
C'est une des pires erreurs qui soient faites, malheureusement aussi par les instances politiques, principalement à l'étranger. Elle consiste à dire que le Hamas ou le Djihad islamique sont des organisations composées d'une branche politique et d'une branche militaire. Ce n'est pas le cas. Le cheikh Yassine était le chef d'état-major et le chef de gouvernement du Hamas. Il n'y avait pas de division des tâches. Il était impliqué dans tout. Ramadan Shalah ou Khaled Mechaal ne sont pas des responsables politiques. Ils sont profondément engagés dans l'action militaire. J'ai eu des discussions très houleuses avec les Américains qui prenaient pour exemple l'Irlande avec l'IRA, la branche militaire, et le Sinn Féin, la branche politique. Je leur ai affirmé que pour ce qui concernait le Hamas et le Djihad islamique, il n'y avait aucune différence entre politique et militaire.

En vérité, le cheikh Yassine était tout simplement un fléau. C'était un des hommes les plus trompeurs que j'aie rencontrés dans ma vie. Quand vous le voyiez pour la première fois, vous pensiez que c'était l'individu le plus misérable que la terre ait jamais porté : il était en chaise roulante, avec un corps déformé, décharné, parlant à peine, respirant avec difficulté. Mère Teresa avait l'air d'un gladiateur à côté de lui. Et cet homme était responsable de la mort de tant d'Israéliens ! De plus, il était aussi responsable de la mort de Palestiniens innocents, assassinés parce que soupçonnés de collaboration avec Israël, et dont il avait autorisé le meurtre. En

utilisant des codes évidemment. Il se gardait bien de dire : « Tuez-le ! » mais déclarait : « Comportez-vous à son égard selon notre religion. » Et tout le monde comprenait la terminologie du cheikh Yassine.

J'ai cru comprendre qu'une fois, vous l'avez manqué.
Oui. Le 6 septembre 2003 a été ma journée la plus pénible et peut-être la plus frustrante en tant que directeur du Shabak. Peut-être la plus difficile de mon histoire en ma qualité d'homme chargé de la prévention des attentats. Ce jour-là, l'État d'Israël a manqué l'occasion de se débarrasser du plus grand groupe de terroristes possible d'un coup. Le cheikh Yassine faisait partie de ce groupe que j'appellerai « la *dream team* », l'équipe de rêve, l'équipe idéale.

L'histoire de ce fiasco remonte à celle de Salah Shehadeh, le numéro un du Hamas, qui était encore plus influent que le cheikh Yassine lui-même. Il était le moteur du terrorisme du Hamas à Gaza. Je le connaissais presque depuis mon premier jour dans la ville de Beit Hanoun, à Gaza. Il était travailleur social dans l'administration civile. Je me souviens de notre première rencontre avant qu'il devienne un homme du Hamas, il circulait toujours avec un porte-document. C'était une autorité religieuse plus importante que le cheikh Yassine. Ce dernier n'était pas un chef religieux officiel, il n'était pas considéré comme une autorité religieuse, mais Salah Shehadeh, si. De plus, Shehadeh avait été l'artisan des relations entre le Hamas et l'Iran, et en cela nous avait causé des dommages considérables.

Un des enquêteurs du Shabak, Micha Kobi, a dit dans une interview à un journal que même Salah Shehadeh, lors de son interrogatoire, avait donné presque toute la liste des membres du Hamas.

Lors des interrogatoires, peu importe que ce soit Salah Shehadeh ou le cheikh Ahmed Yassine, les règles sont différentes et certains d'entre eux s'ouvrent. Parfois ils vous racontent les choses par vantardise et non pour se protéger. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas en détresse quand ils vous parlent d'attentats où ils ont tué, massacré ou fait exploser. Ils savent que de toute façon, leur sort est scellé, donc ça ne les dérange pas de conter les exploits dont ils sont fiers. Parfois ils savent que vous détenez les informations qu'ils vous livrent, et parfois on fait en sorte qu'ils le croient. Mais je ne pense pas que Salah Shehadeh ait tout dit, loin de là…

Comme individu recherché, il était très prudent. Sa traque fut très difficile et exigea l'investissement de nombreux outils de renseignement. À un moment, après maintes tentatives de repérage de nos services, nous avons eu la certitude qu'il était seul chez lui avec sa femme, sans sa fille. Nous nous sommes concertés au téléphone avec le chef d'état-major, le ministre de la Défense et le Premier ministre. Le feu vert a été donné à l'armée de l'air qui a largué une bombe d'une tonne sur la maison. Shehadeh a été tué mais malheureusement nos renseignements n'avaient pas été assez précis et il y eut des victimes collatérales. Personne ne sait exactement combien, entre neuf et quatorze. Si nous avions su que telles seraient les conséquences de cette opération, je suppose que cette bombe n'aurait pas été lâchée à ce moment-là.

J'ai compris que Yuval Diskin s'était opposé à cette élimination.
Voyez-vous, dans de telles opérations, il y a toujours des gens qui sont pour et d'autres contre. Parfois ceux qui s'y sont opposés changent d'avis après coup. En fin de compte, c'est à son directeur de prendre position au nom de l'organisation. L'adjoint du directeur peut tout aussi bien s'opposer à l'opération, le chef de région la soutenir et le directeur des opérations la contester, ou toute autre combinaison

possible et imaginable. Même à l'armée les avis sont partagés et c'est finalement le chef d'état-major qui prend les décisions.

YUVAL DISKIN : Je ne suis pas sûr de vouloir parler de l'affaire Shehadeh, principalement parce qu'une commission chargée de l'étudier a été nommée. J'ai beaucoup de choses à dire sur cette affaire, j'en ai été l'un des acteurs principaux. Les avis étaient très partagés, aussi bien pendant l'opération qu'après. C'est tout ce que je peux dire pour le moment.

Vous serez d'accord avec moi qu'en larguant une bombe d'une tonne sur une zone habitée, comme dans l'affaire Shehadeh, il est absolument évident que des innocents seront touchés.
AVI DICHTER : Non, car vous recueillez des informations, vous vérifiez où habitent les gens, combien et qui ils sont, vous évaluez les risques. Toutes ces considérations ont été prises en compte dans le cas de l'affaire Shehadeh, mais certaines maisons aux alentours étaient habitées, contrairement à ce que laissaient penser nos informations. C'est le risque du renseignement. Si nous ne nous lancions que dans des opérations sûres à 100 %, nous n'en mènerions pas, ou très peu.

Parlons un peu des conséquences de cette affaire. Des enfants ont été tués, des innocents ont péri. Vous le reconnaissez. J'essaie de comprendre quel est le mécanisme qui a conduit à cette opération. Ne pouvions-nous pas attendre d'être certains que Shehadeh était seul ? Dans le cas de Yahya Ayyash, où vous étiez aussi le responsable des opérations, vous l'avez éliminé à l'aide d'un téléphone. Même sa famille n'était pas au courant.
Tout d'abord, si nous avons la possibilité d'arrêter l'homme, c'est l'idéal. La réussite de l'opération Rempart est principalement due au

nombre de suspects que nous avons pu arrêter et interroger. C'est classique. Mais malheureusement, ce n'est pas toujours possible, et à Gaza, c'est pratiquement impossible. Alors vous dressez une liste de noms de personnes à éliminer. Si, dans le cas de Shehadeh, les conditions avaient été réunies pour qu'il puisse recevoir un téléphone, il l'aurait reçu. Si nous avions pu le tuer en lui envoyant cent grammes d'explosifs sur le crâne, nous l'aurions fait.

Depuis l'opération Rempart, nous n'avons pas largué de bombe d'une tonne ou d'un quart de tonne sur la Judée-Samarie, parce que nous avions un accès assez facile à tous les lieux. Gaza, c'est une réalité tout à fait différente. Vous êtes obligé d'adapter vos outils. Si vous pouvez liquider un terroriste avec une balle de 22 long rifle, faites-le. Pour certains, une balle de 22 long rifle a suffi, et pour d'autres une bombe d'une tonne a été nécessaire. Pourquoi ? Parce qu'ils étaient au rez-de-chaussée d'une maison et que pour les atteindre, il fallait une bombe d'une tonne. Un État ayant la possibilité d'utiliser une telle bombe n'a aucune raison de ne pas le faire.

Un problème se pose quand d'une part vous avez un besoin majeur de réaliser une opération et que de l'autre vos capacités sont limitées. Plus vos renseignements sont réduits, plus votre bombe doit être puissante. Peu importe si vous lancez une brique d'un kilo ou une bombe d'une tonne, au bout du compte vous devez vérifier que votre objectif est bien mort. Vous hésitez entre être sûr de le tuer avec une bombe d'une tonne et ne pas mener l'opération. Vous examinez son environnement. Si par exemple vous pouvez garantir qu'avec un quart de tonne il sera éliminé mais que dans la pièce à côté, il y a dix enfants, alors vous n'enverrez ni une bombe d'un quart de tonne, ni une de cent kilos. Dans le cas de Salah Shehadeh, si nous avions eu des renseignements indiquant qu'il y aurait autant de victimes, cette

opération ne se serait certainement pas déroulée ainsi. Je vous l'ai dit, nous avions bien veillé à ce que sa fille ne soit pas à la maison. Alors aurions-nous conduit cette opération si nous avions su que ses voisins risquaient d'être atteints de cette façon ?

Que voulez-vous dire par « si nous avions eu des renseignements » ? Il s'agit bien de vos hommes, de vos sources ?
Il s'agit des renseignements du Shabak, qui comprennent tout. C'est un éventail complet de renseignements d'origine humaine, d'origine électromagnétique et d'origine image. C'est un investissement très sérieux.

Et tout cela vous indiquait qu'il n'y avait pas d'innocents aux alentours de l'endroit où se trouvait Salah Shehadeh ?
Avec tout cela, vous analysez ce qui se trouve aux alentours. L'armée de l'air vous informe des dommages prévisibles qui seront causés par la bombe. Vous faites votre analyse, vous parvenez à des conclusions. Vous prenez quand même des risques.

C'est finalement le Premier ministre qui prend la décision ?
Oui, mais pas selon nos recommandations. C'est d'ailleurs la spécificité du modèle israélien dans le monde. Dans aucun autre pays une élimination ciblée n'est autorisée par le Premier ministre et le ministre de la Défense.

AVRAHAM SHALOM : Cette bombe d'une tonne, c'était vraiment exagéré et c'était une stupidité en termes de sécurité, une stupidité en termes militaires. Je ne sais pas comment dire, mais il est inconcevable que pour tuer l'homme le plus important de Gaza, vous deviez larguer une bombe d'une tonne sur une maison où vivent des familles avec des enfants à tous les étages. Ce ne peut pas être moral,

militairement c'est inefficace, et ce n'est sûrement pas humain. Est-ce juste ? Pas non plus.

Quel a été votre avis personnel sur l'élimination de Salah Shehadeh par une bombe d'une tonne ?
CARMI GILLON : Je pense que cela a été une erreur, surtout si l'on en considère les conséquences.

Pourquoi ?
Elle ne valait pas les dommages qui nous ont été causés. Y compris le fait que des officiels qui étaient en fonction à ce moment-là soient encore poursuivis par des tribunaux en Espagne, en Angleterre, dans d'autres pays encore. Y compris le processus de délégitimation d'Israël engagé dans le monde entier. Nous ne pouvons pas être brutaux. S'il le faut, nous pouvons être implacables mais mesurés, et peser précisément le pour et le contre avant de nous engager dans une action. Il ne faut sous aucun prétexte qu'une telle opération ayant entraîné des dommages collatéraux considérables se termine par les propos du commandant de l'armée de l'air de l'époque, devenu plus tard chef d'état-major, évoquant cyniquement « un léger tremblement de l'aile de l'avion » lors du largage de la bombe. Cela fait de nous les voyous du quartier.

C'est Ehud Barak qui a apporté des changements à la politique pendant la deuxième Intifada. Dès le début, il a donné l'autorisation de pratiquer des éliminations ciblées à l'aide d'appareils militaires, ouvertement, en plein jour. Je suppose qu'il ne pensait pas que l'armée aurait la détente si facile. Mais plus l'Intifada s'est renforcée – et je comprends bien sûr les motivations et ce qui s'est passé là-bas –, plus nous avons utilisé ce moyen, qui a commencé en quelque sorte à perdre de son efficacité. Parfois la peur de la gifle est plus douloureuse que la gifle elle-même. Nous y avons eu un peu trop

recours. Si je compare, par exemple, l'utilisation du téléphone piégé contenant onze grammes d'explosifs pour la liquidation de Yahya Ayyash à la bombe d'une tonne, je peux parler d'opération chirurgicale. Lâcher une bombe d'une tonne, c'est comme dire : « Bon, il y a une épidémie, tuons-les tous. » Cela ne fonctionne pas ainsi.

AMI AYALON : En le liquidant, nous pouvions peut-être mettre fin au terrorisme, mais en tuant dix enfants autour de lui, nous risquions de le renforcer. C'est un paramètre qu'il aurait fallu prendre en compte. Au Service, nous avons par exemple hésité entre mener l'opération discrètement ou ostensiblement. Toutes ces considérations doivent faire partie de l'équation de l'élimination ciblée.

L'élimination ciblée est un moyen de traiter les cas de « bombe à retardement ». Expliquez-moi en quoi Yassine et Rantissi répondaient à la définition de « bombes à retardement ». Ils ne l'étaient pas de manière évidente.

YUVAL DISKIN : La question de la définition de la « bombe à retardement » est très complexe. Même si je n'ai pas connaissance qu'à cet instant précis un terroriste ait placé un engin explosif quelque part ou qu'il soit en route vers son objectif, je sais qu'à Naplouse ou à Ramallah se trouve une bande de militants du Hamas qui a très récemment dépêché des kamikazes pour commettre des attentats. Toute leur idéologie est fondée sur l'action terroriste violente et les directives qu'ils reçoivent les poussent à envoyer maintenant le prochain kamikaze perpétrer un attentat-suicide. J'ignore tout de ce kamikaze-là, mais je sais qu'ils passent leur temps à préparer des attentats et qu'ils ont un laboratoire de fabrication d'explosifs. Pour moi, c'est aussi une « bombe à retardement » car il s'agit d'une infrastructure dont la seule fonction est de ne pas faire la

paix avec moi, de ne pas dialoguer avec moi, de ne pas chercher à résoudre les problèmes dans un quartier ou un autre d'Hébron, mais d'envoyer des terroristes qui tueront des gens en Israël. Nous ne pouvons pas uniquement agir contre les « bombes à retardement » simples et faciles à définir, parce que c'est aisément défendable devant les tribunaux, la vie est beaucoup plus compliquée que cela. Je peux prouver que nous avons sauvé les vies de très nombreux Israéliens en luttant contre les « infrastructures à retardement ».

Avi Dichter : L'effet Salah Shehadeh a créé une réalité dans laquelle nous avons commencé à nous empêtrer. Les critiques ont fusé : « Comment est-il possible de lâcher une bombe sur une maison au cœur de Gaza ! » Je me souviens qu'aux États-Unis, on m'a posé une question là-dessus et j'ai répondu : « Nous connaissons vos méthodes en Afghanistan. Vous avez largué une bombe sur un cortège de mariage, soixante-dix personnes ont été tuées et personne n'a jamais su si celui que vous vouliez atteindre faisait partie des morts. Il n'y a aucun doute que le tir a été réussi, mais l'opération a échoué en ceci qu'elle a tué des innocents, et qu'elle a eu de très graves conséquences. »

Un peu plus d'un an plus tard, à la fin de cette fameuse semaine du 6 septembre 2003, nous avons reçu des informations très précises et très fiables sur une réunion des plus hauts dirigeants du Hamas, une réunion comme il n'y en avait jamais eu et qu'à mon avis il n'y aura jamais plus. Ils pensaient qu'ils n'étaient plus à la hauteur, que les capacités du Hamas à réaliser des opérations terroristes diminuaient. Ils décidèrent donc d'une réunion au plus haut niveau, d'une conférence au sommet, ce qui est une erreur classique des organisations terroristes. Mais nous, au Shabak, nous tirons avantage de ce type d'erreur. Notre opération commença à prendre forme. Les informations arrivèrent et nos moyens d'action furent concentrés. Et

là, entre les différentes possibilités pour le lieu de réunion, ils optèrent pour une maison très pratique pour nous. Pas un grand immeuble, où il est compliqué de mener une telle opération, mais une maison à un étage.

Et en effet, le samedi matin, nous avons peu à peu vu tous les dirigeants, les commandants du Hamas, nous les avons pris comme on dit au saut du lit, à la mosquée et dans d'autres lieux, et tout doucement nous les avons conduits, en termes de surveillance bien entendu, vers cet endroit. Petit à petit, tous convergeaient vers cette maison. Le cheikh Yassine était l'indicateur le plus significatif de la tenue de la rencontre, c'est pourquoi nous avons attendu de voir quand il apparaîtrait. À son arrivée, il était évident que la *dream team* était au grand complet. Le cheikh Yassine, Abdel Aziz al-Rantissi, Adnan al-Ghoul, le responsable du développement des roquettes Qassam, et Mohammed Deïf étaient présents. Dix à douze hommes, mais la fine fleur, la crème de la crème ou plutôt la merde de la merde, se trouvaient réunis dans la maison.

Après d'intenses efforts durant presque toute une journée, j'ai compris que l'État d'Israël avait enfin l'occasion de se venger d'un ramassis de meurtriers mais surtout d'éviter de futurs attentats. Cette bande était responsable de tous les attentats terroristes du Hamas. C'est alors qu'on m'annonça que l'armée s'opposait à l'opération parce qu'elle craignait qu'une bombe d'une tonne occasionne des victimes collatérales.

Vous savez, aucun État au monde n'aurait hésité dans ce genre de circonstances, face à un tel groupe terroriste, entre une bombe d'une tonne ou de moins d'une tonne. Ni les Suédois, ni les Norvégiens, ni tous ceux qui aujourd'hui veulent nous enseigner les bonnes manières. J'ai été sidéré, mais le Shabak ne dispose pas de ses propres bombes, et c'est au Premier ministre que revient la décision

ultime. Une âpre discussion s'est engagée. Au bout de quelques heures, pendant que la réunion du Hamas se tenait, le Premier ministre se laissa convaincre d'abandonner l'attaque.

Je le rappelai pour le persuader à mon tour qu'il était tout à fait illogique de ne pas mener l'opération. Ce fut une très longue conversation. Puis je parlai au ministre de la Défense de l'époque, Shaoul Mofaz, et j'eus une série d'entretiens qui durèrent plus d'une heure. Finalement, l'armée annonça qu'elle n'était pas prête à larguer une bombe d'une tonne, pas plus qu'une de 500 kilos, par crainte de victimes collatérales. Nous parvînmes à un compromis de 250 kilos, basé sur des probabilités. La maison avait un étage. S'ils se trouvaient au premier, les 250 kilos les tueraient. S'ils étaient au rez-de-chaussée, ces 250 kilos ne les atteindraient pas. Nous ne savions pas s'ils étaient au rez-de-chaussée ou au premier.

Ce débat dura six ou sept heures après le début de la réunion du Hamas. Toute cette *dream team* du Hamas devait vraiment avoir un ordre du jour très sioniste pour attendre que nos débats se terminent. Il faut dire, à leur crédit, qu'ils ont attendu très patiemment. La bombe fut lâchée, toucha précisément sa cible, le premier étage fut détruit, et toute l'équipe s'enfuit de la maison en courant. Certains persistent même à dire qu'ils ont vu le cheikh Yassine courir à toutes jambes. Là, nous avons commis une belle erreur. À cause de ce qui était arrivé au moment de l'élimination de Salah Shehadeh, nous avons payé le prix fort pour cette *dream team*.

C'était vraiment une occasion unique, il n'y a pas deux occasions comme celle-ci en cent ans de pouvoir porter un coup fatal au Hamas. Nous étions véritablement dans la situation où il incarnait « celui qui vient te tuer », et il était de notre devoir de le devancer. Nous aurions dû prendre de plus grands risques, même au prix de victimes collatérales. Un temps infini nous a été ensuite nécessaire

pour atteindre une partie des participants à cette réunion, comme le cheikh Yassine ou d'autres. Dieu sait quels dommages ils nous ont causés jusqu'à ce que nous parvenions à en arrêter certains. D'autres, que nous n'avons pas réussi à rattraper, continuent d'agir aujourd'hui encore. Je n'ai pas compté combien d'Israéliens ont été blessés ou tués parce que cette équipe de terroristes n'a pas été éliminée ce jour-là. Qui peut faire ce calcul ? Vingt personnes sont-elles mortes après cela ? Deux cents ? Après coup, aurions-nous remis en cause cette décision ?

---

1. Dites-lui, s'il vous plaît.

2. Le général de réserve Danny Yatom, précédemment directeur du Mossad, a été de 1999 à 2001 le conseiller militaire d'Ehud Barak.

Yuval Diskin

(2005-2011)

Yuval Diskin : Je suis né en 1956 à Tel-Aviv. Quand j'ai eu cinq ans, nous avons déménagé à Givatayim où, à l'époque, on voyait encore des fermes et des étables. Il y en avait aussi là où nous habitions, non loin de l'école ORT, dans la rue Sdé Boker, où se trouvait la caserne des pompiers. C'est là que j'ai grandi jusqu'à ce que j'entre dans l'armée. Je suis allé à l'école Katznelson, puis au lycée. J'ai eu une enfance, on peut dire, sans histoires.

Mes parents sont arrivés très jeunes en Israël. Ma mère était jardinière d'enfants et professeur de piano. Mon père, qui avait servi dans l'armée britannique, avait été grièvement blessé pendant la Seconde Guerre mondiale, lors d'un bombardement italien dans le désert occidental. Il lui en était resté une très grande cicatrice dans le dos, qui éveillait toujours ma curiosité et que je ne me lassais pas d'admirer quand j'étais petit. Il me racontait ses aventures, sa blessure, la guerre, l'armée britannique, son séjour à l'hôpital. Vous savez comment un enfant regarde son père à cet âge-là.

Mes parents étaient et sont restés très libéraux, très ouverts. À la maison, on ne m'a mis dans la tête ni des idées de droite ni des idées de gauche. Je suis très heureux de ne pas avoir subi de lavage de

cerveau. Il m'est important de pouvoir réfléchir de façon autonome, et non au travers de slogans. J'attache aussi beaucoup de prix à la liberté d'exprimer mon avis, sur des sujets professionnels comme sur des principes. J'y veille avec soin. Mais c'est une éducation sioniste que j'ai reçue à la maison, pleine d'amour pour le peuple juif. J'ai fait beaucoup d'excursions avec papa, qui travaillait pour la Compagnie des eaux d'Israël. Il parcourait tout le pays, allait dans les coins les plus reculés, et mon plus grand plaisir était de l'y accompagner en jeep ou en camionnette.

En 1967, pendant la guerre des Six-Jours, j'avais douze ans. Je m'en souviens encore très bien, surtout de la façon dont nous préparions les sacs avec lesquels nous bouchions les ouvertures des immeubles. À l'époque, nous n'avions pas d'abri à l'intérieur de notre logement, alors on protégeait la cage d'escalier et la partie inférieure de notre maison, je le me rappelle encore. De la guerre, j'ai surtout des souvenirs de sirènes d'alerte et de réflexions d'enfant. Il est difficile de dire que j'avais vraiment compris, mais j'avais très peur. Notre situation était vraiment difficile. Les pays arabes nous attaquaient de toutes parts et nous étions dans une grande détresse. Quant à mon frère, je savais qu'il était quelque part dans le Néguev, en état d'alerte prolongé en attendant la guerre. Toutes sortes de flashs me reviennent en mémoire de cette période. Puis vint la belle victoire et une grande exaltation régna dans le pays.

Mais plus que tout, je me souviens, après cette guerre, d'un livre dont je ne me rappelle même plus l'auteur mais que j'ai lu et relu et qui s'intitulait *Si Israël avait été vaincu*. Il décrivait un scénario vraiment pas idéal de ce qui se serait passé si nous avions perdu la guerre et que les Arabes avaient conquis Israël. Il évoquait la réalité telle qu'elle aurait été alors. Ce livre m'a marqué et j'ai beaucoup réfléchi à ce sujet étant enfant.

J’ai un frère aîné, Doron, qui a été le héros de mon enfance. Il est né en 1948, nous avons presque huit ans de différence, et il a toujours représenté pour moi un exemple à suivre. Il était et est toujours très sioniste. Il aimait les machines, la technique. À l’armée, son rêve était de rejoindre une unité de blindés, bien qu’il ait eu les capacités nécessaires pour entreprendre une formation de pilote d’avion. Il faisait partie de la mythologique 7e brigade de Gorodish[1]. C’était un autre type d’armée. Je me souviens de la cérémonie de fin de formation d’officier de mon frère. De nos jours, on ne voit plus de tels soldats, se tenant si bien, tirés à quatre épingles. Dès qu’il fut enrôlé, il participa à des guerres. On peut dire qu’il est né en même temps que l’État d’Israël et a grandi avec toutes ses guerres, depuis l’opération Samoa en 1966, en passant par la guerre des Six-Jours, la bataille de Karameh, la guerre d’usure et jusqu’à la guerre du Kippour.

La guerre du Kippour est aussi pour moi un souvenir très fort. Il me restait moins d’un an avant d’entrer dans l’armée et j’ai eu la terrible impression d’une occasion manquée. Comment se pouvait-il que je ne sois pas dans l’armée et que je ne me batte pas ? Je ne pensais qu’à Tsahal, aux unités combattantes, au volontariat… Je me suis porté volontaire avec mon amie, qui plus tard est devenue ma femme, pour aider le personnel de l’hôpital Tel Hachomer. Nous avons travaillé dans le transport des blessés qui arrivaient en hélicoptère. C’était la première fois de ma vie que j’étais exposé à de telles visions, avec des blessés, parfois de très grands blessés, des brûlés… Et bien que vous soyez encore adolescent, vous arrivez à supporter cela. Cela glisse sur vous tant qu’il ne s’agit pas de quelqu’un que vous connaissez ou d’un proche.

Quatre jours après mon engagement comme volontaire, on nous a annoncé que mon frère avait été blessé. Il était soigné à l’hôpital

Poriya, près de Tibériade. Nous sommes allés lui rendre visite. Il avait demandé qu'on ne nous dise rien, pour ne pas inquiéter nos parents. Il était blessé en plusieurs endroits, mais c'était à la mâchoire qu'il l'était le plus gravement. Un cerclage l'empêchait de parler. En arrivant, je l'ai vu de loin. À cause de l'effervescence qui régnait à l'hôpital, on n'avait pas encore pu le laver et ses cheveux bouclés étaient collés par du sang coagulé. Son visage était tout boursouflé par la blessure. En le voyant, je suis resté pétrifié. J'avais vraiment l'impression que je ne pouvais plus bouger les jambes. Cela a duré une bonne minute. C'est lui qui est venu vers moi et a dissipé la tension. Cet événement m'a profondément marqué.

En 1974, j'ai été mobilisé. Je me suis retrouvé dans l'unité d'élite Shaked, chargée de la surveillance des frontières, qui faisait partie du commandement de la région Sud. Tsahal avait déjà encaissé le choc de la guerre du Kippour. Je me souviens que quand j'étais jeune recrue à Sanour on nous avait emmenés à l'été 1974 arrêter les premiers militants qui voulaient créer une implantation à Sebastia. Je n'avais alors pas d'opinion politique sur ce sujet mais je n'ai pas apprécié qu'on nous demande de former un cordon de soldats en nous tenant par la main pour les empêcher de passer. On nous avait même retiré nos armes, ce me semble, et nous avons pris pas mal de coups de la part des « amis » sur place qui voulaient furieusement s'installer là. Ce fut une première expérience qui m'énerva beaucoup. Nous ne savions pas trop ce qu'on attendait de nous là-bas.

Après mes classes, on peut dire que j'ai passé la plus grande partie de mon service militaire dans le désert du Sinaï. J'aimais beaucoup le Sinaï et je l'aime toujours. La période de 1974 à ma démobilisation fut relativement calme. Il n'y eut pas de guerres. Au milieu fut menée l'opération Entebbe, mais je n'y participai pas. Aujourd'hui tout le monde se rappelle être intervu à Entebbe. Pas moi. C'est tout, j'ai été

démobilisé en janvier 1978, après une courte période d'armée d'active.

Je suis arrivé au Service en compagnie d'un très bon ami avec lequel j'avais fait mon service militaire, et qui est décédé maintenant, Zvika Fogel. En quittant l'armée, nous étions tous deux pleins d'enthousiasme, nous aspirions à l'action. Les études, l'université ne nous intéressaient pas trop. Nous recherchions une voie, une idée. Un jour, Zvika me dit : « Allons au Service. » Le Service n'était pas connu à l'époque et nous ne savions rien de lui. La seule chose dont je me souvenais était une rencontre que j'avais faite en tant qu'officier de l'unité Sayeret Shaked avec des gars du Service, lors d'une opération commune dans le Sinaï. Ce qui m'avait le plus impressionné, c'étaient les jeeps à bord desquelles ils étaient arrivés.

Zvika me proposa d'intégrer l'unité opérationnelle du Service. Je lui demandai de quoi il s'agissait. Il me répondit qu'il ne savait pas exactement, mais on lui avait dit que c'était très intéressant. Passer un premier entretien s'avéra une vraie mission secrète. Il n'y avait pas d'adresse, bien sûr pas de site Internet, pas de petites annonces, sauf peut-être quelques-unes, mystérieuses, dans les journaux, d'après lesquelles il était impossible de savoir dans quelle organisation vous vous engagiez.

On nous emmena dans un appartement situé dans le nord de Tel-Aviv, où l'on nous fit passer toutes sortes d'examens. Au dernier entretien, Rafi Malka, qui m'interrogeait, me dit : « Écoutez, vous êtes assez doué, mais vous avez un petit problème, vous êtes daltonien, et dans l'unité opérationnelle, cela peut vous gêner quelque peu.

– Bien, cela je le savais déjà, ce n'est pas nouveau pour moi.

– Nous allons quand même vous faire passer des examens complémentaires. »

On m'envoya chez un vieux médecin qui me donna un livre dans lequel je devais reconnaître des chiffres à l'intérieur d'images. Je ne le fis sans doute pas assez bien car ils me dirent qu'ils regrettaient mais que je n'étais pas admis dans l'unité opérationnelle. Dommage. Zvika continua, je rentrai à la maison. Quelques jours plus tard, je fus convoqué et l'on me dit : « Nous avons quelque chose d'autre à vous proposer : que pensez-vous d'aller dans notre centre d'apprentissage d'arabe ?

– Qu'est-ce que c'est ?

– C'est un centre d'apprentissage où l'arabe est enseigné.

– Bien, et après ?

– Vous aurez un poste intéressant, un travail autonome sur le terrain, vous serez indépendant, bénéficierez d'un véhicule de fonction, participerez à des opérations et à toutes sortes de choses, mais je ne peux pas vous en dire plus pour le moment. »

J'ai réfléchi pendant un jour ou deux et je leur ai annoncé que j'étais prêt à les rejoindre.

Au centre d'apprentissage d'arabe, à vingt-deux ans, j'étais le plus jeune élève. La formation fut longue et très intéressante, en compagnie d'un groupe de personnes formidables. C'est seulement là que je commençai à comprendre que je faisais partie du Shabak. Tout d'abord, je découvris que je ne savais pas l'arabe. C'était la première chose. Dans ce centre d'apprentissage, vous rencontrez la culture arabe, le monde arabe, ses coutumes, ses traditions, sa langue. C'est un monde tout à fait nouveau. Après la formation, vous passez un moment sur le terrain, vous allez dans toutes sortes d'endroits et vous découvrez que bien que l'on vous ait muni de nombreux outils, vous ne le comprenez pas encore vraiment. Il faut plus de temps et surtout beaucoup d'expérience pour appréhender cette société si différente de la vôtre. Vous avez une culture juive, israélienne, et là c'est une

autre culture. J'entends en 1979, il y a déjà longtemps. La modernisation n'était pas très avancée. J'aimais beaucoup les villages, les villageois, l'agriculture, les paysages, les oliviers et les différents codes culturels, l'hospitalité. Des éléments qui répondaient à toutes sortes d'histoires et à une vision du monde plus exotique. Mais peu à peu, quand vous creusez en profondeur, vous vous dites que vous n'êtes pas seulement un spectateur ici. Vous n'êtes pas venu prendre une photo et repartir. Vous êtes un participant actif sur le terrain. Que faites-vous en ce lieu ? Vous comprenez que vous êtes en réalité un acteur : un petit ? un grand ? Chacun selon sa vision du monde, mais vous jouez ici le jeu du conflit entre les peuples. En tant que coordonnateur du Shabak, vous y tenez un rôle.

Dans un premier temps, vous vous impliquez surtout dans votre travail de sécurité. C'est toujours plus facile de se trouver de ce côté. « Je suis là pour déjouer des attentats, et pour ce faire, je dois recruter des agents, obtenir des informations, mener des opérations. De cette façon, je sauve des vies. » Cela sonne bien et c'est vrai aussi. Mais plus vous mûrissez dans votre fonction, plus vous avancez en âge, et plus vous comprenez que la vie est beaucoup plus compliquée qu'il n'y paraît. Vous voyez la réalité au niveau des égouts, pas de loin depuis une université, dans des journaux ou des articles savants. Vous êtes témoin des événements les moins agréables possibles, et vous y participez. Vous saisissez la signification de ce conflit, sa très grande complexité, ses problèmes fondamentaux. Vous réalisez de mieux en mieux qu'il s'agit d'une lutte pour la terre, d'un conflit entre des peuples ainsi que d'un conflit interreligieux. Ce combat est historique et très profond, et nombre de vérités et mythes y sont ancrés, qui constituent une nouvelle réalité. Vous sentez qu'il va être très malaisé de le résoudre, qu'il faudra un leadership exceptionnel des deux côtés. C'est ce qui, semble-t-il, rend les choses difficiles. Il ne suffit

pas qu'il y ait un chef charismatique d'un côté, il faut des dirigeants très forts des deux côtés, qui seuls seront susceptibles de changer le cours de l'histoire.

J'ai commencé mon travail de coordonnateur dans la région des villages du nord-est du district de Naplouse. C'était un endroit magnifique, plein d'oliviers, ses pentes descendaient vers la vallée du Jourdain. En 1980, Moshé Golan, ou plutôt Moussa Golan, un coordonnateur faisant partie de notre district, fut assassiné par un des agents qu'il traitait. On me transféra sur son terrain. Moussa travaillait dans les camps de réfugiés de Naplouse, et on peut dire que de la fréquentation des oliviers, des paysages et des fellahs, je passai soudain au cœur du problème palestinien, dans les camps de réfugiés. Balata était le plus grand camp de réfugiés de Judée-Samarie, et j'ai tout à coup pris conscience de ce qu'étaient des réfugiés. J'ai vu qu'il y avait là des êtres humains, et en ma qualité de coordonnateur, j'ai étudié cette population de façon très méticuleuse. Les habitations au sein du camp étaient réparties selon la région d'origine : ceux qui s'étaient enfuis de Lod, ceux qui s'étaient enfuis de Ramallah, ceux qui s'étaient enfuis d'autres villages. J'ai appris à connaître les noms de famille selon les localités et je me suis intéressé à leurs villages d'origine, à leur position géographique, à ce qui s'y trouvait alors. Je peux dire que c'est à la force de mes jambes que j'ai étudié en profondeur le problème israélo-palestinien.

Ma première rencontre me donna matière à réflexion. Mais j'étais encore jeune. Je ne crois pas que j'avais alors la capacité d'affronter toute cette histoire. J'étais encore animé de l'enthousiasme du soldat combattant de l'armée qui venait au Shabak et recherchait de l'émotion, de l'action, des opérations. Et il est vrai que nous avions beaucoup d'activités passionnantes.

Il faut comprendre qu'à cette époque, le Service ne disposait de presque aucune technologie. La plus grande partie de la collecte d'informations et la plupart des opérations se faisaient sur la base de ROHUM, des renseignements d'origine humaine recueillis de deux façons, soit par l'intermédiaire d'agents, soit par celui d'individus arrêtés et interrogés. Les relations entre un coordonnateur ou un officier traitant et un agent informateur sont très intéressantes. On ne nous enseignait alors pas trop la psychologie, mais je pense que nous devenions, comment dit-on, des psychologues non certifiés. D'ailleurs, les nombreuses fois où nous avons essayé de faire intervenir des psychologues officiels dans le monde du traitement d'agents, ces tentatives ont la plupart du temps échoué. Entre leurs recommandations et leurs prévisions et ce qui se passait en réalité, il y avait parfois une grande différence. Dans la majorité des cas, selon mon expérience personnelle, le succès n'était pas vraiment au rendez-vous.

Dans le domaine du traitement d'agents, et dans la fonction de coordonnateur en général, vous côtoyez des gens issus des classes les plus défavorisées. Vous découvrez finalement que les êtres humains agissent selon des instincts primaires et des sentiments basiques : la jalousie, la vengeance, l'appât du gain, l'amour. Et l'ego, bien sûr. C'est ce qui guide les êtres humains beaucoup plus que les idées philosophiques. En fin de compte, quand vous analysez les actions d'un individu, même du meilleur d'entre nous, et essayez de dire pourquoi il a agi de cette façon si horrible, si incroyable, vous découvrez qu'il a été poussé par l'instinct le plus basique, le plus bas possible. C'est ainsi que sont faits les êtres humains. Évidemment, ils sont bien plus que cela, mais c'est leur base. Parfois, nous n'aimons pas trop nous l'avouer, mais c'est bien ce que nous sommes, des êtres guidés par leurs bas instincts.

À mon arrivée dans le district de Naplouse, j'étais le plus jeune coordonnateur de l'histoire du Shabak. Un jour, le directeur du Service de l'époque, Avraham Ahituv, nous rendit visite. C'était un personnage qui inspirait le respect, il me semblait très responsable, réfléchi et extrêmement exigeant. C'était un homme très intelligent. Nous étions en réunion de district et il demanda à chacun d'entre nous quel était son nom et ce qu'il faisait. Quand vint mon tour, je lui dis : « Je m'appelle Yuval.

– Et quelle est ta fonction ?

– Je suis coordonnateur.

– Tu es coordonnateur ?

– Oui.

– Mais tu me parais très jeune.

– Je suis vraiment jeune.

– Et cela ne te dérange pas dans tes contacts avec la population ? Peut-être devrais-tu te laisser pousser la moustache ?

– Je vais y réfléchir. »

En vérité, de manière surprenante, en dépit de ma grande jeunesse, j'ai connu mes succès les plus brillants auprès de personnes beaucoup plus âgées que moi. Finalement, tout dépend de ce qui émane de vous et de la façon dont vous êtes perçu.

Je dois dire que jusqu'à un certain stade de la première guerre du Liban, je n'avais peur de rien. Mais c'était de la bêtise, pas du courage. J'avais encore l'impression que je n'en avais pas assez fait, pas assez vu, et… que pourrait-il bien se passer ? J'étais jeune marié, mon premier fils venait de naître, je n'avais pas compris que j'étais père et je n'avais pas peur. Au début, en tant que coordonnateur, je circulais beaucoup, bien plus que d'autres collègues. J'aimais beaucoup me promener à pied, pas qu'en voiture. J'allais sur le terrain, dans les camps de réfugiés, les ruelles. Je

frappais aux portes des maisons, m'asseyais avec les gens, allais au café, discutais. J'aimais beaucoup cette interaction avec la population. Même les habitants étaient étonnés que je n'utilise pas seulement la voiture, ouvrant la fenêtre pour bavarder, mais que je me promène à pied de jour comme de nuit. Je ne pensais pas alors en termes de peur. Mais, encore une fois, ce n'est pas parce que j'étais très courageux. J'étais tout simplement très bête.

Vous sentez que vous inspirez la crainte par votre fonction. Vous occupez tout de même un certain poste, vous représentez un État, une organisation redoutée et respectée sur le terrain. Cela vous donne une sensation de pouvoir lorsque vous êtes jeune, et celui qui affirme que ça le laisse indifférent ne dit pas la vérité. Mais avec le temps, ces sentiments parasites disparaissent lentement et vous avez une compréhension plus globale de la situation.

En 1982, pendant la première guerre du Liban, j'étais un relativement jeune coordonnateur. Je rejoignis les forces dirigées par Gideon Ezra qui opéraient dans la région de Beyrouth avant la percée de Tsahal dans l'ouest de la ville. Nous avions étudié tout ce qui se passait dans l'ouest de Beyrouth jusqu'à ce que la décision soit prise d'entrer dans la ville. J'arrivai plus ou moins au stade de la percée et de la conquête. Le combat se termina assez rapidement. Le cessez-le-feu intervint et nous vîmes aussitôt les Libanais s'attabler dans les cafés, comme si rien ne s'était passé la veille. C'était tout simplement prodigieux. Nous pensions ne pas être à Beyrouth mais à Paris, et nous roulions en ville à bord de nos jeeps. Une force de vie s'éveillait.

C'est alors que se produisit le massacre des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, au cœur de Beyrouth. Nous ignorions ce qui se passait. Je me souviens juste que cette nuit-là de nombreuses fusées éclairantes furent tirées. Nous les voyions même depuis la base où nous nous trouvions, quelque part sur la route

Beyrouth-Damas. Un ou deux jours plus tard, on m'envoya patrouiller dans la partie sud de Beyrouth parce que jusque-là Tsahal n'était pas encore entré dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila. Nous savions que quelques-uns des responsables d'organisations terroristes que nous recherchions à ce moment-là s'y cachaient. Je fus chargé d'étudier les zones se trouvant aux abords des camps de réfugiés ainsi que les possibilités en matière de renseignement.

Avec quelques camarades, nous nous sommes rendus sur place. En arrivant près du stade qui jouxtait les camps de réfugiés, nous avons été témoins d'une scène effroyable. Au début, nous ne comprenions pas ce que nous voyions, mais il y avait une immense file d'attente. Nous nous sommes lentement approchés en voiture et nous avons vu des gens en état de choc. Leurs visages reflétaient l'expérience difficile qu'ils avaient vécue, mais nous ignorions encore laquelle. Je vous décris une file comme celles que vous et moi avons vues sur les photos des camps de concentration pendant la Shoah. Nous sentions bien qu'il s'était passé quelque chose de grave, mais quoi ? Nos questions fusèrent : « Que s'est-il passé ? Que faites-vous ici ? » Certains nous répondirent qu'ils venaient de Sabra et Chatila et que les Phalanges libanaises chrétiennes avaient perpétré un massacre dans ces camps de réfugiés. Ensuite, elles les avaient fait sortir des camps pour les mener vers le stade de Beyrouth. À cette phase de la guerre, le stade avait été transformé en un immense entrepôt d'armes de l'Autorité palestinienne. Sous les tribunes se trouvaient d'énormes caches d'armes et le terrain de football lui-même était creusé de tranchées et servait de camp d'entraînement pour les organisations. Toute la zone entourant le stade était minée et les phalangistes firent avancer les gens devant eux. Ces derniers marchèrent sur les mines, furent blessés, restèrent immobilisés, et les phalangistes s'enfuirent en les abandonnant. C'est à ce moment précis

que nous sommes arrivés sur place, et l'on peut dire que je faisais partie du premier groupe qui découvrit ce qui s'était passé à Sabra et Chatila. La commission d'enquête qui fut nommée plus tard ne nous interrogea d'ailleurs même pas.

Nous avons évidemment alerté l'armée. Les troupes chargées du déminage sont arrivées et ont secouru ceux qui se trouvaient dans les zones minées. Il y avait des blessés qui saignaient. Une des expériences les plus dures dont je me souvienne est celle que m'a fait vivre un réfugié qui s'était enfui du camp et qui m'avait emmené à l'intérieur du stade. Celui-ci avait été bombardé auparavant par l'armée de l'air. Toutes les tribunes étaient perforées par les bombardements. Il me conduisit vers le côté est et me conseilla en chemin de faire attention à tous les débris d'armes dispersés sur le terrain. Puis nous nous tînmes, lui et moi, debout sur une tribune, observant plus bas, non loin, Sabra et Chatila. Il me raconta ce qui s'était passé et moi, je ne saisissais pas. Je n'y croyais pas. Il décrivit le massacre en des termes que je n'avais jamais entendus, sûrement pas à cette époque. Puis, en entendant de plus en plus de récits, je pris conscience de ce qui s'était passé.

Je compris soudain que la guerre n'était pas quelque chose d'héroïque, une armée combattant une armée ennemie. Des gens payaient le prix fort. Je commençai à réaliser combien il était préférable de nous passer de la guerre. Mais nous étions déjà sur place.

Puis, lentement, tout cela prit fin. Je fus le dernier coordonnateur à rester à Beyrouth alors que tous les autres avaient été évacués. Je continuai ensuite à me rendre à Beyrouth. Nous vécûmes un événement pas très sympathique au cours duquel nous faillîmes être faits prisonniers par l'armée libanaise. Après l'évacuation de Tsahal, une division chiite de l'armée libanaise entra dans Beyrouth. À un

barrage lors d'une patrouille, un de nos véhicules tomba en panne. Ils nous arrêtèrent tous. Interrogés pendant quelques heures, nous étions « à moitié en prison ». Comme j'étais le seul à parler arabe, ils pensèrent que j'étais le commandant de cette patrouille. Pour changer, c'était moi le suspect interrogé. Quelques heures plus tard, les secours arrivèrent et nous fûmes libérés.

Quelques-uns de mes amis quittèrent Beyrouth avant moi, ils furent libérés et renvoyés chez eux. Malheureusement, à peine arrivés, ils durent retourner à Tyr, dans le sud du Liban. Une partie d'entre eux se trouvaient dans l'immeuble qui s'écroula à la suite d'un attentat-suicide. Quant à moi, qu'on avait laissé à Beyrouth, j'ai échappé à leur sort. Zvika Fogel, mon ami intime, celui avec lequel je m'étais engagé au Service, fut tué lors de cet attentat.

En 1983, on me renvoya au Liban, cette fois-ci dans la région de Sidon. J'étais de nouveau coordonnateur des camps de réfugiés et de quelques autres quartiers de la ville. Il y a avait là-bas un mélange de Palestiniens et de quelques organisations spécifiques au Liban que nous ne connaissions pas encore. Ein al-Hilweh était le plus grand camp de réfugiés que nous ayons jamais vu. Une grande violence y régnait. De très durs combats y avaient été livrés, et j'arrivai après, au moment où le camp essayait de se remettre des événements. Mais c'est alors que commencèrent les terribles attentats. Jusque-là, je n'avais pas eu peur. Après quelques attentats, je découvris que moi aussi, j'avais peur. Nous étions exercés et expérimentés, nous avions été formés et entraînés, nous savions très bien conduire des opérations, mais nous réalisions soudain que nous avions des pensées qui n'avaient jamais surgi auparavant. Mon premier fils avait alors environ deux ans. Mes camarades et moi avons connu quelques mésaventures au cours desquelles il s'en est fallu d'un cheveu pour que les choses tournent mal. Il y eut des charges explosives sur le

bord de la route, des tirs dans notre direction, toutes sortes d'incidents qui se sont bien terminés, mais il aurait pu en être autrement. C'était après l'explosion du premier immeuble à Tyr, et je me suis dit qu'il était fort possible que moi non plus je ne rentre pas à la maison. Ce qui me préoccupait le plus était ce qui arriverait à mon fils, à mon enfant, que je n'avais pas eu le temps de revoir.

C'est alors que j'ai commencé je ne sais pas si l'on peut dire à avoir peur, mais le fait est que je suis devenu plus prudent. C'est une tendance qui s'accentue avec les années. Je ne me souviens pas de ne pas avoir agi si je devais le faire, mais c'était accompagné de pensées qui ne m'auraient pas effleuré auparavant.

Au Liban, je me suis mis à écrire des poèmes. Ma mère affirme que j'avais commencé à écrire très jeune, mais qu'à un certain point, j'en ai eu honte. Elle cache encore à ce jour un de mes vieux cahiers. Au Liban, l'écriture était le moyen pour moi de me libérer un peu du fardeau qui me pesait. J'ai par la suite détruit la plupart de mes écrits. Je ne sais pas pourquoi, ça m'a un peu gêné. Cela ne correspondait pas à mon image de macho de l'époque. En vieillissant, j'ai réussi à me délivrer de ce genre de bêtises. De façon surprenante, j'ai retrouvé certaines choses des années plus tard. Il y a des cartons que vous emportez avec vous en changeant de poste et que vous jetez parfois dans un coin sans même regarder ce qu'ils contiennent. J'y ai retrouvé un des seuls poèmes qui aient survécu à cette période à Sidon. C'est une des choses que j'ai données à mon fils aîné, quand il était près d'être appelé à l'armée.

Sur quel sujet écriviez-vous là-bas ? Pourquoi lui avez-vous donné précisément ce poème-là ?

Je ne sais pas. Il m'était important de lui transmettre – bien que je pense qu'à un certain âge il soit très difficile d'affronter ce type de questions – qu'au sujet de l'armée et de la guerre, il ne fallait pas se

fier aux apparences, que les choses étaient beaucoup plus complexes. J'ai pensé que ce poème pouvait quelque peu traduire ce que j'avais vécu là-bas.

La doctrine des éliminations ciblées ou le déjeuner avec Chirac

Rantissi est comme Ben Laden

Rantissi avait été ajouté à la « banque d'objectifs » de Tsahal depuis des mois. Le porte-parole du Hamas, d'après des rapports du renseignement, était en fait le chef de sa branche armée qui envoyait des kamikazes commettre des attentats-suicides et planifiait la réalisation d'un attentat de grande envergure. Le cabinet de Sharon a indiqué : « Rantissi a menacé de faire tomber Abou Mazen et de torpiller la reprise du processus de paix. » Des responsables politiques chargés de la sécurité déclarent : « À partir de maintenant, aucun dirigeant du Hamas, Ahmed Yassine compris, n'est à l'abri. »

Yediot Aharonot, 11 juin 2003,
le lendemain de l'échec de la tentative d'élimination
du responsable du Hamas, Abdel Aziz al-Rantissi

Yuval Diskin : En 2002, le Premier ministre Ariel Sharon se rendit en visite en Allemagne et en France. Par hasard, j'étais parti avant lui en ma qualité d'adjoint du directeur du Shabak afin de contrôler nos systèmes de sécurité dans ces deux pays. Sharon, qui avait parlé avec Dichter, sut que je me trouvais à Paris. Il me téléphona d'Allemagne, me priant de le rejoindre à l'aéroport à son arrivée en France afin de participer à sa rencontre avec le président français Jacques Chirac. Cette demande me tomba dessus inopinément. À l'aéroport, il me prit

à part et me dit : « Je voudrais que vous expliquiez à Chirac ce qui se passe chez nous sur le terrain.

– Mais de quoi voulez-vous que je parle ?

– De ce que vous voudrez. »

Lorsque j'arrivai au palais de l'Élysée, où je me rendais pour la première fois, le service du protocole ne me laissa pas entrer. En effet, il n'avait pas été prévenu que Sharon avait décidé d'ajouter une personne à sa délégation. Notre unité de protection des personnalités, qui avait l'habitude de ce type de situation, réussit à m'introduire à l'intérieur de l'Élysée. Sharon s'éloigna pour un entretien en tête à tête avec le président Chirac. Quant à moi, je m'assis en attendant que l'incident protocolaire soit résolu et qu'ils décident de mon sort. Une demi-heure passa, puis trois quarts d'heure, et l'on vint m'annoncer que tout était arrangé et que je serais placé à la même table que les deux délégations. Nous entrâmes dans une salle grandiose avec une table immense sur laquelle étaient disposés, selon la meilleure tradition française, des mets savoureux. Tout était casher, soit dit en passant, et ils avaient même déjà préparé un carton à mon nom. J'étais assis dans un coin, Sharon faisait face à Chirac et ils communiquaient par l'intermédiaire d'interprètes.

Entre-temps, le repas, délicieux, avait été servi, mais Sharon ne pouvait pas manger parce qu'il était en conversation avec Chirac. À un moment donné, je vis Sharon lever les yeux et regarder vers moi. Je me trouvais assez loin, la table était grande, et il me dit : « Monsieur l'adjoint du directeur du Shabak, vous pouvez parler.

– Monsieur le Premier ministre, je ne voudrais pas vous interrompre.

– Parlez donc, je veux manger… » Et il poursuivit : « Monsieur le président Chirac, par chance M. Yuval Diskin, l'adjoint du directeur du Shabak, est présent, et je voudrais qu'il vous expose quelques faits

sur la situation. » Jacques Chirac leva la tête, regarda autour de lui, chercha qui était l'adjoint du directeur du Shabak, et m'aperçut en bout de table.

Chirac, d'ailleurs, pendant ce déjeuner, n'a jamais regardé ses interlocuteurs en leur parlant. Ses yeux fixaient la table, comme si c'était à elle qu'il s'adressait. Je ne savais pas de combien de temps je disposais et je dis : « Monsieur le président Chirac, je voudrais vous faire part d'un sujet qui nous a valu de nombreuses critiques dernièrement, ici en Europe et particulièrement en France. Il s'agit de notre attaque de terroristes du Hamas dans la région de Djénine, lesquels planifiaient un attentat. » Un mois auparavant, nous avions frappé de nuit un véhicule dans lequel se trouvaient deux très hauts responsables du Hamas recherchés par nos services. Ils avaient perpétré de terribles attentats et en planifiaient d'autres. Notre attaque fut un succès et tous deux périrent. Je racontai toute l'histoire à Chirac, tandis que Sharon s'efforçait de rattraper le temps perdu pendant qu'il conversait avec le président français et que les autres mangeaient. J'expliquai que nous avions fait passer cinq ou six fois des informations aux Palestiniens sur ces individus recherchés, qu'ils n'avaient pas bougé, et que finalement nous avions eu des renseignements qui nous permettaient de les attaquer, ce que nous avions fait. Il n'y avait eu aucune victime collatérale, aucun dégât, eux seuls avaient été tués. Je lui dis : « Monsieur le président Chirac, je me demande ce que vous auriez fait dans ce cas en France. Les auriez-vous laissés atteindre leur objectif ? » C'est alors que Chirac a fait une réponse qui du point de vue de Sharon justifiait cette visite : « En effet, je dois dire qu'à une distance de 4 000 kilomètres, les choses semblent beaucoup plus simples que ce que vous décrivez… »

C'est ainsi que se termina ma mission lors de cet événement. Au-delà de la plaisanterie sur l'appétit de Sharon, je pense qu'il est très

souvent difficile de donner des explications détaillées sur une élimination ciblée, en incluant toutes les actions entreprises ainsi que la raison pour laquelle elle représentait l'ultime moyen dont nous disposions pour empêcher des attentats.

La méthode de l'élimination ciblée prit malheureusement une place plus importante qu'elle ne méritait. Pendant la deuxième Intifada, elle devait nous apporter une solution à un problème pratiquement insoluble : jusqu'à l'opération Rempart, en mars 2002, nous ne contrôlions plus la zone A[2]. Nous avons respecté la souveraineté palestinienne en dépit des vagues de terrorisme incessantes qui provenaient de cette zone. En fait, c'était dans ces villes refuges que se trouvaient les kamikazes, leurs commanditaires et les laboratoires de fabrication d'explosifs. L'unique occupation des chefs terroristes consistait à préparer le prochain auteur d'attentat et à nous l'envoyer. Vous savez qu'à un moment donné, quelqu'un part d'un endroit A pour se rendre à un endroit B, que dans tel ou tel bâtiment se trouve un laboratoire dans lequel un individu fabrique des ceintures explosives. Vous devez prendre les devants. C'est toute l'idée de l'élimination ciblée. Ce n'est pas un outil destiné à vaincre le terrorisme, mais à éviter des situations d'urgence et de graves attentats que vous n'avez pas d'autre moyen de prévenir.

Quand nous avons développé ce concept, nous avons procédé à un auto-examen approfondi et nous avons eu recours à des juristes chargés de s'assurer que nous agissions en conformité avec la loi israélienne et avec le droit international. Et pour preuve, le juge Aharon Barak, ancien président de la Cour suprême, dans son dernier jugement sur les éliminations ciblées, a explicitement analysé ce qui était permis et interdit concernant l'élimination ciblée qu'il a définie comme une « frappe préventive ». Il est évidemment impossible de déterminer des critères précis dans un jugement, mais il s'avère qu'il

n'y a pas de grande différence entre les principes qui nous ont guidés et les conclusions du juge Barak.

Quand on considère l'audace de nos actions, la quantité inimaginable de menaces auxquelles nous avions à faire face au cours de certaines années, le nombre de civils israéliens tués ces mêmes années, on peut dire que nous avons agi de façon mesurée, équilibrée, et que nous avons utilisé cet outil uniquement dans les cas où nous n'avions pas d'autre moyen d'action. Et même dans ces cas, nous ne l'avons fait qu'après des débats approfondis, au Service, entre le Service et l'armée, et avec les instances politiques. Nous avons traité avec un grand sérieux des conséquences des éliminations, des questions des dommages collatéraux et du principe de proportionnalité. Je ne connais pas d'autre pays qui parvienne à des niveaux de réflexion, de modération et de proportionnalité tels que les nôtres.

Expliquez-moi comment l'élimination de Yassine et de Rantissi s'insère dans tout cela. Ils n'étaient pas des « bombes à retardement » dans l'acception immédiate et évidente du terme.

La question de la définition d'une « bombe à retardement » est très complexe. Dans les conclusions du juge Barak concernant les autorisations par la Haute Cour de justice, en septembre 1999, de pression physique modérée, que d'aucuns nomment tortures, figure un débat très intéressant sur cette question. Une « bombe à retardement » est-elle uniquement une personne en route en ce moment même pour se faire exploser à l'université, ou bien est-ce aussi une menace qui peut se prolonger pendant quelques semaines, qui n'est pas immédiate, mais fait partie d'un projet réel ?

En tant que chef de région Jérusalem-Judée-Samarie à ce moment-là, j'ai témoigné devant la Haute Cour de justice et j'ai donné mon avis professionnel. J'ai déclaré que pour un tribunal, il

était relativement facile de traiter le cas d'un terroriste arrêté dont on sait de façon certaine qu'il a placé un engin piégé dans une station de bus à Jérusalem, mais qui refuse d'indiquer laquelle. Il est évident que c'est une situation très simple et que le tribunal ne vous fera pas payer les actions que vous avez entreprises pour obtenir l'information indispensable. Mais les cas auxquels nous faisons face sont bien plus complexes. Nous ne pouvons pas nous contenter de considérer la « bombe à retardement » la plus élémentaire, nous devons aussi prendre en compte l'« infrastructure à retardement », la chaîne formée par les commanditaires terroristes, les kamikazes, les laboratoires de fabrication d'explosifs. La seule façon que nous avons de parer aux actions d'une telle bande de meurtriers est de recueillir des renseignements exacts sur elle et d'utiliser toutes sortes de méthodes d'élimination ciblée sophistiquées, pas forcément celles que vous connaissez. En général, quand on parle d'élimination ciblée, les gens pensent à l'avion ou à l'hélicoptère bombardant une maison ou tirant sur une voiture. Nous avons mené des opérations beaucoup plus ingénieuses et chirurgicales, et même sécurisées au niveau de l'environnement. C'est-à-dire que nous avons atteint seulement celui que nous voulions frapper, et personne d'autre autour de lui. Je peux prouver que ces actions ont permis de sauver la vie d'un grand nombre d'Israéliens.

Alors supposons qu'il y ait une infrastructure à retardement. Où s'arrête-t-on ? D'Ahmed Yassine, on ne peut pas dire qu'il avait placé des engins explosifs quelque part. Il prêchait. Il propageait une idéologie encourageant le terrorisme. Où doit-on s'arrêter ?

Au sujet des hauts responsables du Hamas dans la bande de Gaza, comme Ahmed Yassine, Rantissi et d'autres, nous avons eu des débats très vifs. Les avis étaient partagés même au sein des services de sécurité quand il s'est agi de déterminer s'ils étaient des cibles

légitimes. Ces débats allèrent jusqu'aux sommités juridiques de l'État d'Israël, c'est-à-dire jusqu'au procureur de l'État et au conseiller juridique du gouvernement, avant l'opération. Pour autant que je sache, nos services de sécurité ont agi après s'être assurés que l'opération était conforme à la loi. Mais je ne me cache pas seulement derrière la loi, car je suis de ceux qui affirment que même si la loi le permet, vous ne devez pas toujours mener ces opérations. Je dois dire que je suis partagé au sujet de l'efficacité de l'élimination ciblée. Certains prétendent que l'impact de nos actions sur les responsables du Hamas dans la bande de Gaza a été si fort qu'il a empêché l'organisation de fonctionner pendant un bon moment. Je pense que la période de répit dont nous avons profité a été courte. Après nos frappes sur les dirigeants du Hamas, fin 2003, début 2004, nous avons vécu une des années les plus difficiles en termes de terrorisme dans la bande de Gaza. Nos opérations n'ont pas eu l'effet escompté et n'ont pas provoqué l'effondrement du Hamas.

Plus généralement, ceux qui pensent qu'il est possible, en restant sur la touche, de gagner la guerre contre les organisations terroristes commettent une grave erreur. Je ne connais pas de telle méthode. Il n'existe pas de moyen consistant à ne pas se mouiller en tirant depuis des avions, par exemple, ou à faire le calcul que l'élimination de tel nombre d'individus provoquera la destruction d'une organisation terroriste ou l'amoindrissement de ses capacités, en conséquence de quoi sa motivation diminuera et les racines du terrorisme se dessécheront. Ce n'est pas ainsi que les choses fonctionnent. La seule méthode que je connaisse, qui n'a elle aussi qu'une efficacité relative, tant qu'elle n'est pas complétée par une démarche politique, est celle que nous avons appliquée au terrorisme en Judée-Samarie après l'opération Rempart. Nous avons procédé à la reconquête de la zone A, nettoyé tous les nids de terroristes, arrêté toutes les personnes

recherchées, détruit les laboratoires de fabrication d'explosifs, en menant une série d'opérations extrêmement complexes pendant une très longue période. Le nombre d'attentats a alors connu une diminution drastique. Chaque année, nous avions 50 % de moins de victimes et d'attentats. C'est à mes yeux notre réussite la plus significative.

On m'a dit qu'au sein de l'organisation, vous étiez considéré comme le père de la « prévention combinée ». Pouvez-vous m'expliquer ce que c'est ?

Ce n'est pas moi l'inventeur du concept, j'ai participé à son affinement et je lui ai donné son orientation. Je l'ai influencé, mais il a longuement mûri au sein de l'organisation. Il a commencé à prendre forme quand j'étais chef de la région Jérusalem-Judée-Samarie, sous ma direction conjointe avec d'autres responsables de l'organisation. Nous avons compris qu'il serait judicieux que nous commencions à combiner les compétences au niveau des employés de base, pas au niveau des dirigeants. Il fallait que l'acteur de base, la cheville ouvrière, coopère avec tous les autres, toutes disciplines de l'organisation confondues. Nous devions associer collecte d'informations de source humaine, collecte à l'aide de moyens de communication, informations obtenues lors de nos interrogatoires, activités de notre « desk », le bureau opérationnel, et utiliser nos interfaces avec des organisations extérieures. Si nous savions pour chaque mission et chaque programme d'action utiliser toutes ces compétences, et si chacun apportait son avantage comparatif pour, par exemple, arrêter un suspect à Hébron, alors l'officier traitant, l'opérateur chargé des écoutes, l'exploitant des données informatiques et l'exécutant des opérations se réuniraient pour réfléchir à la façon de mener cette mission à bien. Ils comprendraient qu'en mettant en commun toutes leurs compétences, il serait peut-

être plus aisé de réussir qu'en restant chacun de son côté. C'est le concept banal selon lequel le tout est supérieur à la somme de ses parties.

Ce processus s'est engagé il y a environ douze ou treize ans, et s'est beaucoup amplifié pendant la deuxième Intifada. Nous avons bâti des programmes de travail, inventé des outils et des méthodes qui ont fait de la prévention combinée tout un art. Tous les participants doivent laisser leur ego en dehors du jeu, ce qui est le plus difficile, et comprendre qu'ils sont jugés sur leur capacité à trouver le suspect que nous n'avons pas encore réussi à atteindre. Pour cela, il leur faut coopérer avec les autres et non essayer de gagner seul la guerre. Cette méthode a ensuite été appliquée aux interfaces que nous avions avec différentes organisations comme l'armée, la police et bien d'autres. À cette occasion, nous avons découvert que même les organisations étaient dotées d'un ego. Nous avons aussi appris, surtout les jours difficiles où il y a une forte pression, de nombreux attentats, à laisser notre ego derrière la porte. Et l'on s'aperçoit que c'est beaucoup mieux comme ça.

Donnez-moi un exemple.

Je peux dire que presque toute salle des opérations chez nous est un exemple type du concept de prévention combinée. Dès que nous recevons une information sur, par exemple, un attentat en cours de réalisation, les représentants de toutes les disciplines du Service s'installent dans la salle des opérations et échangent entre eux : « Voilà, un attentat va avoir lieu, que pouvons-nous faire pour le contrer ?

– (L'officier traitant :) Je peux appeler mon agent informateur, l'envoyer en un certain point afin qu'il voie si le terroriste dont nous suspectons l'implication dans l'attentat y passe.

– (La personne chargée du renseignement d'origine électromagnétique :) Si vous pensez que c'est lui le terroriste, je propose de vérifier auprès de ceux dont nous savons qu'ils sont ses amis s'ils ont un lien quelconque avec l'événement en cours.

– (Une troisième personne :) Dans sa famille, il y a un chauffeur de taxi. S'il veut se déplacer, il se peut qu'il utilise ses services. Voyons donc où il se trouve, et s'ils sont ensemble. »

Dans ce groupe, chacun lance une idée et un responsable coordonne le tout. Parfois, si nous n'avons pas suffisamment d'informations, nous élaborons des hypothèses et nous les adaptons et les alimentons à une très grande vitesse jusqu'à parvenir à ce que nous désirons. C'est alors que nous associons les autres organismes. En général, l'agent de liaison (que nous appelons « le marieur ») de la brigade de Tsahal stationnée dans la région en question est présent dans cette salle d'opération. Il est donc au fait des informations recueillies. Nous décidons avec lui de l'emplacement de barrages sur les routes afin de contenir le kamikaze dans un secteur particulier. Parallèlement, un policier s'est très souvent déjà joint à nous. Ainsi, si le terroriste traverse la ligne verte, nous pourrons très rapidement effectuer le passage de relais entre l'armée et la police sur le territoire israélien. La police pourra alors placer des barrages sur les routes dans un secteur spécifique et prendre l'affaire en charge. Et là-dessus, nous dépêchons une équipe de l'unité opérationnelle. Cette équipe a très souvent été mise à contribution. Elle s'occupe principalement des kamikazes partis commettre un attentat. Nous l'envoyons sur le terrain afin de réduire le périmètre d'une zone où nous supposons que le kamikaze se trouve, et pour réussir à l'arrêter avant qu'il franchisse la ligne verte.

Actuellement, ce processus fonctionne sans que moi-même ou d'autres hauts responsables ayons besoin d'intervenir. Les

informations arrivent, la salle d'opération se remplit de tous les intervenants concernés et ils se mettent au travail en un rien de temps. C'est extraordinaire ! J'ai présenté ce concept à quelques-uns de mes collègues des services de renseignements amis à travers le monde. Ils ont montré beaucoup d'intérêt pour ce système mais se sont très souvent demandé s'il pouvait fonctionner ailleurs qu'en Israël. Théoriquement, je pense que cela peut marcher partout, mais je crois qu'il y a quelque chose dans la mentalité israélienne qui fait que cela fonctionne mieux chez nous. J'appelle cela la camaraderie israélienne, dans laquelle il n'y a pas de formalisme, en particulier pas au Shabak, bien que ce soit une organisation très formelle et qu'elle soit à mes yeux la plus disciplinée de la communauté du renseignement et des services de sécurité.

Je suis très fier de vous rappeler que de 2000-2001 à 2006-2007, et sans exagérer, nous avons réussi à arrêter au moins 120 kamikazes. Munis de ceintures piégées ou de sacs bourrés d'explosifs, ils étaient en route vers leurs cibles en Israël. Une partie d'entre eux ont été arrêtés, d'autres ont préféré se suicider au moment de leur arrestation. C'étaient des opérations à risque élevé, mais nous les avons empêchés d'atteindre leur but. Prenez 120 attentats et multipliez-les par le nombre de victimes moyen, cela vous donne le nombre de personnes qui auraient été tuées en Israël par ces attentats. Je pense que c'est un grand succès des forces de sécurité, au sein desquelles le Service a joué un rôle clé. De très nombreux pays dans le monde, on vient étudier notre méthode. Nous ne dévoilons bien sûr pas tous nos secrets.

J'aimerais pourtant une histoire concrète.

En voici une, celle du kibboutz Shaalvim. En mars 2006, un kamikaze part de la région de Djénine, traverse la Judée-Samarie, arrive à la barrière que nous appelons « l'enveloppe de Jérusalem », la traverse à

son tour et se dirige vers l'intersection du Check Post à la sortie nord de Haïfa, où il est censé se suicider. Nous recevons ces informations au compte-gouttes et nous comprenons tout d'abord qu'un individu très malintentionné est parti de Djénine et qu'il se dirige vers le sud de la Judée-Samarie. Pourquoi justement vers le sud ? À cause de la clôture de sécurité, la zone tampon ne lui a pas permis de sortir de Djénine en empruntant le chemin le plus court jusqu'au Check Post, il va de ce fait vers un endroit à partir duquel il pourra plus facilement s'infiltrer, l'enveloppe de Jérusalem.

Il se déplace donc en direction de l'enveloppe de Jérusalem où il trouve toutes sortes de moyens de contourner les barrages sur les routes grâce à des résidents illégaux qui lui assurent le transport. C'était une période de calme relatif au niveau de ce type d'attentats, aussi étions-nous un peu « rouillés » et, entre la compréhension des informations et l'action, il y a eu un décalage. Le kamikaze avait dépassé l'enveloppe de Jérusalem et circulait sur la route n° 1. Il descendait vers la région de Shaalvim. Notre unité opérationnelle avait déjà été dépêchée sur place avec une équipe de l'unité spéciale de la police. Nous travaillions ensemble comme une seule unité, et cette équipe conjointe avait déjà traité des dizaines de cas similaires par le passé. Nous essayions de localiser le véhicule dans lequel se trouvait le kamikaze. De notre point de vue, il était un missile guidé qui filait vers son objectif et nous devions l'intercepter. Si vous voulez, le missile antimissile Arrow qui devait l'abattre, c'était l'équipe opérationnelle associée à l'unité spéciale de la police. Nous sommes arrivés à Shaalvim où nous avons placé un barrage et nous nous sommes mis à fouiller les voitures.

Avi Dichter : Vous devez passer entre les voitures pour identifier le kamikaze. Comprenez bien que ceux qui font cela, parmi les combattants, peu importe qu'ils soient du Shabak, de l'unité spéciale

de la police ou de simples policiers, savent que quand ils s'approcheront de lui, il se fera exploser. Il est de toute façon en route pour un attentat-suicide, alors ça lui est bien égal de se faire sauter dans un embouteillage plutôt que sur sa cible. Des renseignements un peu plus détaillés vous parviennent parfois : « Il porte un tee-shirt rouge. » Les choses se précisent. Vous essayez de localiser une voiture dans laquelle vous savez d'avance que se trouvent des Arabes. Finalement, vous repérez cette voiture. Vous savez qu'il est dedans. Que faites-vous à ce moment-là ? Ces combattants essaient pour un instant de faire une distinction totale entre ce qu'ils savent qu'il va leur arriver et ce qui se produira s'ils ne vont pas vers cette voiture. Que se passe-t-il dans leur tête ?

Ce sont des conditions très difficiles, vous êtes sous pression, vous savez que vous avez affaire à une bombe à retardement et que vous risquez d'y laisser votre vie. C'est terrifiant, bien sûr. De plus, vous êtes dans l'incertitude : porte-t-il sa ceinture explosive sur lui, l'actionnera-t-il, ne l'actionnera-t-il pas ?

J'essaie de me mettre à la place des combattants de l'unité opérationnelle qui traquent un tel individu et qui savent que s'ils l'arrêtent, il se suicidera près d'eux. Comment peuvent-ils remplir leur fonction ?

YUVAL DISKIN : Les gars de l'unité sont des gens de grande valeur. Je pense que dans le feu de l'action, vous n'avez pas trop le temps de réfléchir, même d'avoir peur. C'est entre les opérations que vous avez peur.

Nous avons eu plusieurs cas de ce type. Par exemple le terroriste de la région de Djénine dont l'amie était une Juive russe. Ils avaient placé un engin explosif dans une buvette de la rue Allenby à Tel-Aviv. Nous avons lancé une chasse à l'homme. Nous savions qu'il revenait de Tel-Aviv vers la région de Djénine en passant par Wadi Ara. Nous

avons réussi à repérer quelques voitures et nos hommes de l'unité opérationnelle se sont engagés dans une course-poursuite telle qu'on en voit rarement, même dans des films d'action, tant les risques qu'ils ont pris étaient élevés. Ils sont parvenus à bloquer le véhicule du kamikaze parmi d'autres. C'est alors qu'ils ont commencé à fouiller toutes les voitures. Comprenez bien que vous fouillez des autos dans lesquelles il peut y avoir un kamikaze, et que quand vous ouvrirez la porte, il appuiera peut-être sur le bouton en se levant, et vous emportera avec lui… Donc un de nos gars arrive, un des commandants, et passe la tête à l'intérieur de la voiture. Le terroriste prend son pistolet, tire sur l'engin explosif pour l'actionner et il explose. Heureusement, notre homme n'a pas été tué car il n'avait fait que passer la tête dans la voiture et n'était pas complètement entré dedans. Il a été relativement légèrement blessé. Ça, c'est vraiment se jeter dans la gueule du loup !

Par la suite, nous avons perfectionné nos outils et nos méthodes afin de réduire les risques. On pourrait écrire beaucoup de thrillers avec tout ça, et des histoires terribles aussi.

Vous discutez avec les hommes de l'unité opérationnelle ?
Oui, bien sûr. Et beaucoup pendant ces années difficiles. Nous avons mené un très grand nombre d'opérations à cette époque. Les gens accumulent fatigue physique et mentale. La tension est forte. Il n'y a rien à faire, nous sommes des êtres humains et tout cela est usant. Je n'ai pas de doute que notre personnel ainsi que celui d'autres organisations ont payé cher et continuent peut-être encore de payer pour ces périodes-là. On ne peut pas vivre de tels événements sans en être affecté, à moins de ne pas compter parmi le genre humain.

Dans le cas de Shaalvim, nous avons réussi à localiser le kamikaze avec une ceinture piégée, ou un sac rempli d'explosifs, je ne me souviens plus exactement, dans une des voitures. Cette histoire a bien

sûr défrayé la chronique en Israël. Le Shabak a été applaudi, on nous a tressé des couronnes. C'était très plaisant de lire cela dans les journaux, mais au sein de l'organisation, j'ai donné l'instruction de faire une investigation très poussée de cette affaire. En effet, de notre point de vue, nous aurions dû l'arrêter bien avant qu'il pénètre sur le territoire israélien.

Nous avons considéré comme un échec, et non comme un succès, le fait que nous l'ayons arrêté à la dernière minute à Shaalvim. Supposons que ce kamikaze, au lieu de prendre la route n° 1, se soit dit : « Pourquoi aller jusqu'au Check Post à Haïfa ? Je peux tout aussi bien entrer dans Jérusalem et me faire exploser dans la rue King George, en plein cœur de la ville ! » Nous n'aurions alors pas pu déjouer cet attentat.

Pour le public, qu'y a-t-il de plus théâtral que nos valeureux garçons du Shabak et de l'unité spéciale de la police arrêtant un terroriste avant qu'il atteigne son objectif ? Il est vrai que ce sont des hommes extraordinaires et qu'ils ont fait un travail fantastique, mais il aurait dû être arrêté cinquante kilomètres avant. Ce n'est pas le problème de ces courageux garçons mais le nôtre, celui des décideurs de l'organisation, nous qui étions un peu « rouillés » et à qui il a fallu trop de temps pour prendre la décision de dépêcher notre équipe spéciale sur le terrain et d'entreprendre toutes les actions nécessaires. C'est la raison pour laquelle, lorsque je donne des cours aux membres du Service, je leur dis souvent : « Ne croyez pas ce que l'on écrit sur vous dans les journaux. Croyez ce que vous savez vraiment de vous-mêmes. »

À quoi pense-t-on lorsqu'on apprend qu'un terroriste muni d'une ceinture explosive est en chemin ?

Je vais vous surprendre, mais ce ne sont pas les moments les plus difficiles de notre vie. Je veux dire que notre taux d'adrénaline est tel,

nous sommes si concentrés sur les renseignements, l'opération et les décisions à prendre que nous nageons comme des poissons dans un aquarium. Nous nous y sentons relativement bien, à notre aise. Nous sommes lucides, focalisés sur notre tâche, notre esprit est en alerte, nous savons de quels outils nous disposons et quelles sont les actions que nous devons entreprendre. Nous sommes tendus parce que nous voulons que les choses se fassent, et au bon moment, et nous espérons engager un combat rapproché avec le kamikaze ou avec l'auteur de l'attentat, à l'endroit désiré. Évidemment, tout ne se passe pas toujours exactement comme nous le souhaitons, mais les émotions ne nous gagnent qu'après l'action. Que nous ayons réussi ou échoué.

Je ne peux bien sûr décrire que mes propres expériences. Au-delà du fort sentiment d'exaltation – si vous avez vraiment mené votre mission à bien et que vous réalisez quels dommages viennent d'être évités –, vous avez parfois l'impression de vous être vidé. C'est comme si tout l'air était sorti de votre corps. Vous avez la sensation d'être un ballon de baudruche dégonflé. Vous ne ressentez rien. Et si nous avons échoué et qu'un attentat a eu lieu – et cela nous est aussi malheureusement arrivé –, un terrible sentiment nous envahit. Notre déception est indescriptible, surtout dans les cas où malgré nos informations nous ne sommes pas parvenus à mettre nos actions en œuvre. Les gens le prennent très mal. Surtout les décideurs.

Le jour le plus difficile dont je me souvienne lors de la deuxième Intifada a été celui où nous avons dû faire face à six attentats en même temps. Nous étions réunis en un assez grand groupe et de cinq heures du matin à presque minuit, comme les Hollandais, nous avons passé notre temps à courir pour colmater de nouvelles brèches dans le barrage. Heureusement, nous avons bien terminé cette journée : notre succès a été total.

C'est le jour où six attentats étaient sur le point d'être réalisés ?
Six attentats provenant de différents endroits nous visaient pendant la pire journée de la deuxième Intifada. J'étais l'adjoint du directeur du Service et, la nuit précédente, j'ai fait venir d'urgence Bogie Yaalon, l'adjoint du chef d'état-major. Je lui ai dit que les alertes rouges s'accumulaient, que nos organisations devaient se tenir prêtes. Nous avons décidé ensemble des programmes de travail, de leur mise en œuvre en temps réel et avons mobilisé toutes nos compétences, tous nos outils ainsi que tous ceux de l'armée. Grâce à un formidable travail conjoint ce jour-là, nous avons réussi à déjouer tous les attentats. Cela a été une journée vraiment très très agitée. Je ne me rappelle pas en avoir vécu une autre semblable !

Comment peut-on le décrire… On connaît la série 24 heures chrono… *Là, six attentats en un jour…*
Il existe aussi d'autres difficultés. Quand j'étais adjoint du directeur du Service, un des commandants de notre unité opérationnelle vint me voir. Il avait participé à de très nombreuses opérations et me demanda un entretien en tête à tête. Il me dit : « Écoutez, Yuval, je fais face à des situations qui me sont très pénibles. Nous poursuivons une personne recherchée ayant du sang sur les mains et que nous finissons par trouver dans un immeuble. C'est parfois un immeuble à plusieurs étages, deux, trois, quatre étages et peut-être même plus en ville. Nous ne savons pas toujours dans quel appartement se trouve le terroriste. Il est armé et souvent muni d'une ou de plusieurs ceintures explosives. Comment gère-t-on une telle situation ? Comment fait-on sortir les gens de l'immeuble ? En général, ce genre d'opération ne se fait pas pendant la journée mais au petit matin. Donc on fait descendre des hommes, des femmes, des personnes âgées, des bébés, et il nous faut parfois des heures pour mener à bien une telle opération. Ces gens se tiennent là, dehors, et ils ont des demandes :

ils veulent se reposer, ils ont besoin de toilettes ou d'autre chose. Nous sommes tellement concentrés sur notre mission que nous sommes sourds aux autres événements, aux besoins des gens. J'ai l'impression dérangeante que comme nous courons constamment, jour et nuit, nous sommes fatigués et nous cessons d'être sensibles aux petits détails. Je suis un être humain. Peu importe que je sois au Shabak, à l'armée, je suis un être humain. Je sais que notre travail est important, et il faut que les gens le comprennent aussi. »

À la suite de cette conversation, nous avons eu une série de discussions très approfondies et nous avons dit aux membres du Shabak : « Il est vrai que vous devez mener vos missions à bien, mais ne soyez pas insensibles. Observez ce qui se passe autour de vous. » Ce n'est pas facile dans de telles situations, en particulier quand elles se prolongent non pas une semaine ou deux, mais des mois, voire des années.

Je peux vous dire qu'au Shabak, nous n'avons pas eu d'histoire de désobéissance comme dans l'armée de l'air, avec la lettre des pilotes refusant de mener des opérations dans la bande de Gaza. J'ai toujours eu des craintes à ce sujet, et je me suis demandé si une telle chose pouvait nous arriver. Des membres du Service pourraient-ils dire un jour : « Nous refusons d'accomplir notre tâche » ? Et ce n'est pas que je doutais du bien-fondé de nos actes, je pouvais très facilement justifier nos opérations. La question que vous vous posez en tant que commandant ou responsable est : les gens que vous avez sous vos ordres comprennent-ils réellement les choses de la même manière que vous ? Ont-ils suffisamment d'outils pour faire face aux situations extrêmement complexes dans lesquelles ils se trouvent ? Le fait que nous nous soyons tous réunis, y compris les commandants de la force opérationnelle, que nous ayons eu des discussions approfondies sur tous les aspects des opérations – pas seulement

opérationnels mais aussi éthiques – et que nous ayons précisé et clarifié ce qui était licite et ce qui ne l'était pas a beaucoup aidé nos hommes à affronter ces situations compliquées. D'après ce que j'ai compris de nombre d'entre eux, les associer aux hésitations des décideurs, leur faire part de nos dilemmes et les laisser exprimer leurs opinions sur ces questions les a aidés à les affronter et à préserver leur santé mentale dans des cas très problématiques et des situations extrêmement dangereuses.

En général, dans les organisations hiérarchisées, comme l'armée par exemple, l'ordre vient d'en haut et il doit être exécuté.
Je ne veux pas faire de comparaison avec d'autres organisations, mais je peux vous dire que c'est ainsi que nous agissions et que nous continuons d'agir. Même les jours les plus chargés et les plus difficiles.

Quand j'étais étudiant en maîtrise à Haïfa, après avoir terminé ma mission en tant qu'adjoint au Service, j'ai vu un jour à l'université une affiche annonçant une journée d'étude sur « l'éthique et la guerre ». Un panel se réunirait, composé d'une partie des pilotes refusant d'obéir aux ordres. Je me suis dit que c'était intéressant et j'allai y assister. J'étais un anonyme, assis dans la salle avec quelques camarades de chez nous qui étudiaient à l'université, écoutant ce débat passionnant. Tout d'abord, ce fut une expérience pénible. J'ai entendu parler d'actions dont je connaissais cent fois mieux les détails les plus infimes que tous ceux du panel, parce que malheureusement une grande partie de ces pilotes rebelles n'avaient jamais participé aux opérations contre lesquelles ils s'élevaient. Ils s'étaient fait passer auprès des médias pour des gens qui avaient eu un bon nombre de fois le doigt sur la détente. J'ai moi-même vérifié auprès de personnes ayant autorité et il s'est avéré que la plupart de ceux qui se trouvaient là, y compris leur principal porte-parole,

n'étaient absolument pas des pilotes de combat à ce stade, n'avaient bien sûr pas participé à ces opérations, et n'avaient pas été en proie personnellement à tous les dilemmes qu'ils avaient exposés.

Assis dans cette salle, je bouillais d'énervement. J'avais envie de me lever et d'intervenir mais je me suis tu. À la fin du débat, certains pilotes sont allés vers Shmuel Gordon, qui avait fait partie de l'escadre légendaire d'Iftah Spector. Pendant la journée d'étude, il avait réprouvé leur attitude. Bien qu'il ait soutenu une partie de leurs arguments, il leur avait déclaré qu'ils n'avaient pas agi comme il le fallait. Son message principal était que même si la cellule de contrôle de l'armée de l'air donne l'autorisation de faire feu, c'est en fin de compte au pilote de décider s'il appuie sur la détente, selon ce qu'il voit. C'est la raison pour laquelle il n'admettait pas qu'on rejette la responsabilité sur les autres et n'approuvait pas cette forme d'action : la désobéissance aux ordres. Tandis qu'ils l'entouraient et bavardaient avec lui en dehors de la salle, je m'approchai pour lui parler aussi et j'entendis une partie de la conversation. J'eus l'impression qu'il s'agissait de jeunes recrues qui n'étaient pas équipées des outils nécessaires pour affronter cette pression psychologique. Quand ils se sont adressés à lui, il leur a posé une question : « A-t-on parlé avec vous ? Avez-vous eu une réunion où vous avez pu discuter, analyser les choses ? » Leur réponse fut non. On pouvait voir chez quelques-uns de ces jeunes une soif de communication. Si leurs supérieurs avaient parlé avec eux et avaient géré la situation de manière différente, certains d'entre eux n'auraient peut-être pas opté pour la désobéissance aux ordres.

S'il y a une chose dont je suis fier, c'est la façon dont nous avons géré ces situations complexes au sein de l'organisation. De fait, au travers des procédures d'autorisation des programmes, de prise de décision, nous avons pu alléger la tension et faire participer les gens.

Ils ont senti que nous ne les laissions pas seuls sur le front, que tous étaient associés aux terribles doutes et aux prises de décisions cruciales. Je suis de ceux qui pensent que les moyens sont souvent plus importants que la fin. Vous pouvez parfois grâce à une certaine forme d'action atteindre votre objectif, une fois, deux fois, cinq fois, mais c'est en vous détruisant vous-même, en détruisant l'organisation et vos hommes. C'est pourquoi il est parfois plus important de pouvoir vivre avec la manière dont vous avez atteint votre objectif et ses implications qu'avec ses résultats.

Vous avez déclaré que dans des cas critiques, ce qui est déterminant est la personnalité du décideur. N'est-ce pas dangereux ? Parce que vous avez dit que tout individu est chargé de son propre bagage intellectuel ou émotionnel. Vous ne ressemblez pas à Dichter, et votre successeur sera différent de vous.
Évidemment que c'est dangereux. Cela ne fait que souligner l'importance de placer des gens de valeur dans le Service, l'armée, le Mossad, la police. Il leur faut allier compétences professionnelles et valeurs morales. Ils doivent être des gens bien. Il est cependant évident que des erreurs peuvent aussi être commises. Il arrive en effet que des personnes ne convenant pas à ces postes y soient affectées, ou bien qu'elles ne soient pas adaptées pour affronter certaines situations. Mais puisque ce monde est dirigé par des êtres humains, et que l'on n'a pas encore inventé d'autre méthode pour ce faire, les erreurs continueront vraisemblablement à se produire à l'avenir aussi.

Je reprends votre histoire de ce jeune homme venu vous annoncer qu'il commençait à être insensible et usé. Les éliminations deviennent une sorte de méthode. Ma question est la suivante : l'usure qu'il décrit n'est-elle pas dangereuse et comment lutte-t-on contre elle lorsque les opérations se succèdent continuellement ?

À l'université de Haïfa, j'ai eu une conversation très intéressante avec son président, le professeur Aharon Ben-Zeev, un philosophe qui a fait des recherches dans le domaine situé entre la philosophie et la psychologie. Je lui ai posé ces questions éthiques et il m'a fait une réponse très simple et pleine de justesse : « Un très grand nombre de ces cas éthiques sont insolubles. Vous aurez une opinion, votre voisin en aura une autre et parfois il y aura autant d'avis que de personnes au sujet de ce qu'il serait bon ou mauvais de faire dans telle situation. Mais la meilleure façon de traiter ce problème est d'en parler avec les autres. »

Quand vous approuvez un programme d'action concernant une opération très complexe, vous essayez d'imaginer tous les scénarios possibles. Les dilemmes éthiques surgissent alors : l'individu visé sera-t-il seul ou non ? Y aura-t-il une ou deux personnes avec lui ? D'autres individus se trouveront-ils près de lui, lesquels sont assurément des terroristes mais dont je ne connais pas les noms ? Seront-ils armés ? Toutes sortes de questions ardues. Vous pouvez dire : « Ça y est, j'ai décidé vite fait… j'ai approuvé le programme de travail. » Les hommes le voient, partent et se mettent au travail… Mais s'ils se rendent compte que dans ce genre de situation, vous prenez votre temps, vous discutez, vous analysez, vous doutez, que les choses sont difficiles pour vous, vous troublent, et que vous les associez à vos réflexions, cela les aide à faire face à ces difficultés.

Je me suis souvent trouvé dans ce type de situation, et mes conclusions sont qu'il n'y a pas de réponses claires à bon nombre d'entre elles. Ce ne sont pas des cas d'école avec des réponses justes ou fausses. Aucun livre de mathématiques ne vous fournit une équation pour résoudre ces problèmes. En fin de compte, vous vous trouvez seul face à ces situations humaines très complexes. Vous vous occupez de prévention, et à un moment donné, vous avez l'occasion

de frapper un terroriste que vous recherchez depuis longtemps, qui a commis plusieurs attentats meurtriers, mais il est en voiture. Dans cette voiture se trouvent aussi une ou deux autres personnes dont vous ne savez pas avec certitude si elles font partie de sa bande. Que faire ? Tirons-nous ou ne tirons-nous pas ? Ce n'est pas simple et vous devez décider si vous donnez l'autorisation de faire feu ou non, et vous demander ce qu'est un prix raisonnable ou déraisonnable. J'ignore si quelqu'un a trouvé une réponse. Je peux juste dire que nous avons beaucoup travaillé sur ces questions, avec nos juristes aussi.

Les juristes peuvent nous aider mais non trouver une solution. Dans bien des cas, pour décider, vous êtes seul avec vous-même, sans livre de droit, sans conseiller juridique, sans personne. Il n'y a pas de réponses évidentes, ou tout du moins, pour ce qui me concerne, je n'en ai pas trouvé. Il se peut que cela soit différent pour d'autres. J'en ai entendu dire : « Ne tenez compte de rien. Vous l'avez dans votre viseur ? Alors tirez ! », et d'autres héros déclarer : « En aucune façon il ne faut tirer dans ces situations. » Je ne peux donc pas dire où se trouve la vérité, mais seulement où sont les dilemmes.

En général, ces situations sont du ressort d'une seule personne. Elle n'a pas la possibilité de prendre son temps pour se consacrer à des débats éthiques ou philosophiques avec son entourage. Cette personne est seule et subit parfois des pressions de l'environnement de par sa position de commandement. On attend d'elle qu'elle prenne des décisions, ce qui signifie qu'elle ordonne d'agir, car c'est cela une « décision ». Donner l'ordre de ne pas agir semble toujours plus facile, mais en vérité c'est beaucoup plus difficile. La personne doit résister aux pressions exercées sur elle, et elle manque de temps. Très souvent, ces situations durent entre quelques secondes et quelques minutes pendant lesquelles il faut emmagasiner une grande quantité

de données, continuer à suivre les développements de la situation, supporter toutes les pressions et prendre les décisions. Et on n'a pas encore inventé un cerveau capable de faire tout cela en un temps réduit, c'est pourquoi il faut beaucoup d'intuition. Cette intuition ne vient pas de nulle part, elle s'appuie, d'après moi, sur les expériences et les connaissances accumulées au cours de votre vie et sur beaucoup d'autres choses comme les valeurs, l'éducation, tout ce qui constitue un être humain.

Parfois, même quand vous avez fait un travail exceptionnel ou mené une opération « super propre », personne n'ayant été blessé sauf les terroristes eux-mêmes, vous, enfin tout du moins moi, je m'arrête un instant. Cela n'arrive pas dans le feu de l'action, car vous n'avez alors pas le temps de penser, mais soudain la vie se fige, la nuit, le jour, quand vous vous rasez, pendant les vacances, pour chacun à un moment particulier. Vous vous dites : « D'accord, j'étais dans telle situation, j'ai pris une décision et tant de personnes ont été tuées. » Trois ou quatre terroristes qui étaient en route pour commettre, et c'est certain, un terrible attentat sont morts. Il n'y a pas eu de victimes collatérales, cette opération a été aussi chirurgicale que possible mais pourtant vous pensez, quand l'opération est terminée, et particulièrement si elle a réussi : il y a quelque chose qui n'est pas naturel dans cette situation. Et ce quelque chose est en fait le pouvoir que vous avez de prendre leur vie à trois personnes – des terroristes, n'est-ce pas –, comme ça, en une fraction de seconde.

Comment vous, personnellement, évacuez-vous ces tensions ?
Je parle à Ety, mon épouse, d'une partie de ces cas. Pas de tous, car je ne suis pas sûr qu'elle soit capable de comprendre l'ensemble des situations que j'ai vécues. Très souvent, je règle les choses avec moi-même. J'ai personnellement deux sortes de thérapies. Ces dernières années, je me suis remis à faire du sport. Je m'impose d'intenses

efforts et c'est ainsi que je m'allège de ces tensions. Après mes séances d'entraînement, je me sens déjà un peu plus équilibré. Le deuxième élément de cette thérapie est l'écriture de poèmes, pour moi-même. En général le thème de ces poèmes est puisé dans ces situations auxquelles j'ai été confronté. Cela me sert de psychologue personnel et me permet de me remettre de ces expériences et de me débarrasser de ces tensions. À une époque, j'écrivais des poèmes que je plaçais dans un petit classeur et que j'emportais tout le temps et partout avec moi, comme un psychologue qui m'aurait été attaché. Quand on me conduisait en voiture, sans que personne me voie, j'ouvrais mon classeur, je lisais, j'ajoutais parfois des notes. C'était ma méthode pour me retrouver.

Parce que ces choses sont lourdes à porter.
Oui. Je suis certain que quand je quitterai mon poste et que j'aurai plus de temps libre, je ne pourrai toujours pas m'en libérer. Je pense qu'un grand nombre d'entre nous enferment tout ceci dans une boîte remisée dans un coin de leur cerveau. Nous apprenons à refouler une partie des choses, car autrement, si nous ressassons ces pensées toute la journée, nous ne pouvons plus remplir nos fonctions. À un certain stade, je serai de nouveau confronté à de nombreuses expériences que j'ai vécues ici toutes ces années, aux meilleures comme aux pires.

Dans vos poèmes, vous décrivez les situations…
Oui. Mes sentiments à l'égard de toutes sortes de situations qui me sont pénibles. À certaines périodes, j'ai beaucoup écrit, et à d'autres, j'ai soudain été en mal d'inspiration. C'est une sorte de besoin intérieur. La poésie est apparemment mon psychologue clinique.

Je pourrais voir vos poèmes ?
Non.

Le désengagement

Évacuation prévue de 20 implantations de la bande de Gaza et de Judée-Samarie sur un ou deux ans

« Cette situation de vacuité, dont les Palestiniens sont responsables, ne peut perdurer. C'est pourquoi j'ai donné l'instruction, dans le cadre du désengagement, de procéder à l'évacuation, pardon, au déplacement, de 17 villages comptant 7 500 habitants, de la bande de Gaza au territoire israélien. » C'est ce qu'a annoncé le Premier ministre Ariel Sharon hier matin depuis sa résidence officielle à Jérusalem, dans un long entretien accordé à *Haaretz*. « Le but est de déplacer des villages de lieux qui nous posent problème ou de ceux dans lesquels nous ne resterons pas dans le cadre d'un accord permanent. Il ne s'agit pas seulement de villages situés dans la bande de Gaza, mais aussi de trois villages problématiques en Samarie », a-t-il ajouté.

Yoel Marcus, *Haaretz*, 2 février 2004

Le directeur du Shabak a rencontré hier en secret le dirigeant du courant sioniste religieux, le rabbin Avraham Shapira, afin d'éviter la violence.

Hier, Yuval Diskin, le directeur du Shabak, s'est rendu chez le rabbin Avraham Shapira, le dirigeant du courant sioniste religieux et du mouvement des soldats refusant de participer à l'évacuation des implantations, pour une rencontre secrète. Diskin est venu faire la connaissance du rabbin Shapira, et tous deux sont convenus d'apaiser les tensions et d'éviter la violence pendant l'évacuation. Le rabbin a demandé de libérer de la tâche de l'évacuation les soldats dont la conscience réprouvait cette démarche et a déclaré qu'il s'agissait d'une sorte de coercition laïque. Il s'est aussi exprimé de façon très ferme

> contre ceux qui versent de l'huile et des clous sur les routes. Il a affirmé que le public des Juifs pratiquants se sentait rejeté. Diskin lui a répondu que ce n'était pas le cas et qu'il n'était pas le directeur du Shabak des gauchistes mais de tout le monde.
>
> Guy Mei-Tal, Haïm Levinson, *Yediot Aharonot*, 5 juillet 2005

Avi Dichter : Quand le sujet du désengagement a été abordé, nous avons reçu des informations sur des attentats potentiels sur le mont du Temple. La planification d'attentats sur le mont du Temple n'était pas chose nouvelle, le mouvement clandestin juif s'y était déjà attelé à l'époque. Nous avons obtenu d'une part des rapports sur l'achat d'un modèle réduit d'avion que des militants d'extrême droite avaient l'intention de faire voler vers les mosquées, et d'autre part sur des acquisitions d'armes antichars et d'une roquette LAW qui devaient être lancées vers le Dôme. L'endroit d'où ces missiles devaient être envoyés fut choisi. Ces deux attentats furent déjoués. Je me souviens de m'être rendu en Judée-Samarie pour rencontrer des rabbins, précisément ceux qui affichaient la ligne la plus dure. J'avais choisi de les voir chez eux en Samarie plutôt qu'en terrain neutre et leur avais demandé de comprendre que si un attentat était perpétré sur le mont du Temple, ici, en Israël, nous pourrions nous en arranger. Nous avions malheureusement l'expérience d'émeutes et de troubles. La police, l'armée, le Shabak sauraient quoi faire. Mais à Marseille, à Paris, à Buenos Aires, aux États-Unis, en Afrique du Sud et ailleurs, les Juifs seraient la proie des musulmans. Après un attentat sur le mont du Temple, il y aurait des pogroms dans le monde entier. Ceux-ci seraient de la responsabilité des rabbins qui n'auraient pas employé toute leur rhétorique à convaincre leurs disciples que la solution au désengagement ne consistait pas à commettre un attentat sur le mont du Temple.

Nous avons alors pris conscience du fait que des fous de droite envisageaient deux façons de stopper le désengagement : un attentat sur le mont du Temple ou une attaque du Premier ministre. Dès lors, après nous être adressés aux rabbins et pensant que leur action serait efficace, nous nous sommes uniquement concentrés sur la menace qui pesait sur le Premier ministre. Je crois que ce fut la première fois dans l'histoire du Service que l'unité opérationnelle eut à s'occuper de la sécurité du chef du gouvernement.

Le Premier ministre se rendait presque chaque jour de Jérusalem à sa ferme. Sharon n'aimait pas prendre l'hélicoptère, il préférait se déplacer en voiture. Nous essayons toujours de nous adapter à la personnalité que nous protégeons, de briser la routine du trajet, mais entre nous, combien y avait-il de possibilités de briser cette routine entre Jérusalem et la ferme des Sycomores dans le Sud ? Nous avons utilisé notre unité opérationnelle pour renforcer la sécurité du convoi de l'extérieur, y compris de temps en temps à l'aide d'avions. Nous avons employé de nombreux moyens nouveaux et créatifs pour assurer à cette bulle appelée « le convoi du Premier ministre » une bien plus grande sécurité. Nous pensions que plus la date du désengagement approchait, plus la menace sur le Premier ministre s'intensifiait.

Vous entrez en fonctions en tant que directeur du Service en 2005, trois mois avant le désengagement. Arik Sharon est très proche des habitants des implantations, il est un des leurs. Que découvrez-vous alors ?
YUVAL DISKIN : Je suis très préoccupé par l'atmosphère entourant le désengagement, et en particulier par ses conséquences éventuelles. Jusqu'où cela pourrait-il nous entraîner ? Vous vous demandez ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas, et quel doit être le rôle du Shabak pendant une telle période.

J'ai eu une rencontre de la plus grande importance avec les membres de la section juive du Shabak. Ce fut l'une de mes premières réunions après mon entrée en fonctions, elle dura plusieurs heures, le soir, à Jérusalem. Lors d'échanges avec tous les participants, je leur ai demandé de m'expliquer comment ils voyaient la situation en cette période et ce que nous devions faire. J'ai vu qu'ils étaient troublés. Nous avons abordé des questions très intéressantes concernant le rôle du Shabak dans un pays démocratique, puis nous avons mis sur pied un groupe de réflexion qui a travaillé sur les actions que nous pourrions entreprendre et celles dont nous devrions nous abstenir.

À ce moment-là, Moshé Feiglin, par exemple, un homme politique représentant la droite du Likoud, proclame publiquement à l'aide d'un mégaphone qu'il faut barrer les routes, qu'il faut faire ci et ça… Le Shabak doit-il s'occuper de Feiglin ? Ma réponse est non. Pourquoi ? Parce qu'il exprime son opinion, et en public. Même si ce n'est pas tout à fait légal, tant que dans certaines situations les choses restent malgré tout dans le cadre de la loi, la démocratie doit avoir la patience de les supporter. Si les gens ne peuvent pas relâcher la pression, c'est la voie ouverte à de gros problèmes. C'est pourquoi je juge que le cas de Feiglin n'est certainement pas du ressort du Shabak, et si quelqu'un pense que c'est faux, qu'il s'adresse au procureur, à la police, qui s'occuperont de lui.

À mon avis, le Shabak doit se concentrer sur les actions secrètes. Parce que si quelqu'un agit clandestinement, c'est qu'il a vraisemblablement des choses à cacher, et il vaudrait mieux que je sache lesquelles. Si j'ai l'impression que ce n'est rien, qu'il ne fait que coller des affiches dans les rues, très bien. Mais s'il veut provoquer des dégâts, attaquer des gens, atteindre les infrastructures du pouvoir, causer des dommages à la compagnie de téléphone Bezeq ou à des câbles électriques, commettre un attentat sur le mont du

Temple, entreprendre des actions qui stopperont le processus politique, c'est là que je dois être en tant que Shabak.

Quand Avigdor Eskin fait l'ancienne prière conjuratoire Pulsa diNura devant la résidence du Premier ministre, vous devez mettre en garde vos services ?
Je ne crois pas à la Pulsa diNura, donc cela me laisse de marbre. De plus, je n'ai pas à m'occuper de ce qui est fait publiquement. Mais je dois en être tenu au courant car parfois les choses commencent par de tels événements puis prennent d'autres voies.

Des menaces concrètes pesaient-elles sur la vie du Premier ministre pendant le désengagement ?
Il y avait une certaine atmosphère. Je ne me souviens plus si nous avons eu quelque information indiquant que quelqu'un allait vraiment agir. On entendait des propos à ce sujet. Je craignais qu'une personne devienne incontrôlable. Lors d'une de nos rencontres à la veille du désengagement, le Premier ministre Sharon m'avait dit : « Écoutez, Yuval, vous devez tout faire pour que l'État d'Israël continue à fonctionner.

– Monsieur le Premier ministre, que voulez-vous dire ? »

Soit dit en passant, je suis très pointilleux sur le fait que le personnel du Service et moi-même ne nous adressions jamais aux ministres et aux députés en utilisant leur prénom, selon l'habitude israélienne, mais en donnant leur titre. C'est une question de respect, ce sont des élus du peuple et moi je suis un fonctionnaire, je travaille pour le peuple, ce qui n'est pas la même chose. Cela permet aussi de garder une certaine distance. C'est Ami Ayalon qui m'a montré toute l'importance de cet usage quand il était directeur du Service, et je l'ai très bien compris et assimilé. Je crois qu'il est très profondément

ancré actuellement dans l'organisation. Quoi qu'il en soit, je lui ai répondu : « Monsieur le Premier ministre, que voulez-vous dire ?

– Tout, faites tout ce qu'il faut pour éviter les troubles.

– Monsieur le Premier ministre, nous remplirons bien entendu toutes nos obligations, mais comprenez qu'il y a des choses que nous ne ferons vraisemblablement pas.

– Par exemple ?

– Des routes sont barrées, et pas forcément par des terroristes. Nombreux sont ceux qui s'opposent au désengagement, même au sein de votre parti, et certains d'entre eux barrent les routes. Voulez-vous que le Shabak mette sur écoute les antennes du parti à Netanya, à Ramat Gan, ailleurs encore ? Il me semble que ce serait infondé et indu. Il y a certaines choses que nous ne pouvons pas faire et que nous ne ferons probablement pas, car ça ne serait pas démocratique et je ne suis pas sûr que ça soit légal. Il y a toujours un dilemme sur ces questions. » Sharon accepta ma position.

Le Shabak est un des instruments du gouvernement visant à enrayer les phénomènes extrémistes, mais c'est bien au-delà de ses capacités. Je peux m'occuper des aspects les plus bizarres, difficiles et sombres de ce problème. D'accord. Mais je ne sais pas prendre des mesures contre une atmosphère. Une atmosphère doit être traitée par des mesures sociales, par des éducateurs, par des autorités spirituelles. Quand ceux-ci font défaut, c'est là qu'apparaissent les grandes difficultés.

Si nous parlons maintenant du public appartenant au courant sioniste religieux, en particulier après le désengagement, il est notable que sa direction s'est totalement désagrégée. Il n'y a plus de grands rabbins suivis par leurs disciples. Quand on dit à quelqu'un aujourd'hui : « Trouve-toi un rabbin », il n'ira pas trouver un rabbin, un mentor dont il suivra les conseils, mais en cherchera un qui se

rangera à ses propres positions, et si ce n'est pas le cas, il tentera sa chance auprès d'un autre. Cela signifie que les rabbins se rallient aux opinions qui sont dans l'air du temps sans essayer de les faire évoluer. Mais quand ils se placent au sein de leur communauté au lieu de la diriger, de bergers ils se transforment en moutons.

De nombreux rabbins du courant sioniste religieux pensent que la désobéissance aux ordres dans l'armée n'est pas légitime, mais ils craignent de le dire ouvertement. Je lis aussi parfois des journaux que vous ne connaissez pas, qui circulent librement, mais sont publiés par des communautés extrémistes. Il existe un bulletin sur Internet qui est aussi distribué gratuitement. Il s'appelle *Hakol hayehudi* (La Voix juive) et il exprime les opinions d'un groupe très extrémiste de « Jeunes des collines » – jeunes gens qui s'installent illégalement sur les sommets de collines de Judée-Samarie et usent de violence –, de la région de Yitzah entre autres. Ils s'intéressent dans ce bulletin à la démission de Pinhas Wallerstein du conseil des implantations de Judée-Samarie et Gaza (conseil de Yesha), deux semaines plus tôt. Ils soulignent dans un article le fait qu'il a démissionné notamment à cause des critiques qu'il avait formulées contre la désobéissance aux ordres et la politique de *Tag Mehir* (Prix à payer)[3] que ces jeunes mettent en œuvre. Ils disent à leurs lecteurs leur satisfaction de cette démission. D'autres, qui sont d'accord avec Wallerstein, n'oseront pas s'exprimer publiquement, ce serait un suicide politique. C'est effrayant. Cela peut paraître insignifiant, mais représente à mes yeux une très grave fracture au sein de la société. Dans une société démocratique, la peur d'émettre son opinion peut entraîner de graves problèmes.

Que leur dites-vous lors de vos rencontres ?

Je me suis rendu dans une école de préparation militaire dans le village d'Eli, en Judée-Samarie, en 2006. J'avais 400 personnes en

face de moi et je leur ai dit sans détour ma façon de penser au sujet du terrorisme juif, par exemple. De mon point de vue, un terroriste juif est cent fois pire qu'un terroriste palestinien ou arabe, parce qu'il est un cancer qui ronge notre société. Un Juif n'a aucune raison de commettre un attentat terroriste. Il a un État, une armée, le Shabak, le Mossad, la police, toutes les institutions nécessaires, et il contrôle ce pays. Alors pourquoi perpétrer un attentat ? Un Palestinien, je ne justifie pas ses actes, il est inadmissible de porter atteinte à des innocents, mais il est possible de le comprendre. Il y a un conflit. Il se sent opprimé par un autre peuple. Il veut sa terre. Mais un Juif ? Et ce que j'affirme ainsi publiquement, je n'entends malheureusement pas de personnalités des courants auxquels appartiennent parfois les terroristes juifs le reprendre à leur compte, ni le déclarer haut et fort, sans faire des allusions ou en employant des formules alambiquées et des raisonnements contournés, ce qui est de la lâcheté à mes yeux.

Nous n'avons rien appris de l'assassinat de Rabin ?
À mon avis, non.

Un nouveau meurtre politique risque-t-il de se produire ?
Oui. Parce que je pense que la société israélienne ne sait pas réagir à de tels événements se produisant en son sein. Elle n'a pas réussi à susciter un débat approfondi afin d'analyser ces phénomènes et d'essayer de redéfinir les dénominateurs communs aux différents secteurs de la population ainsi que les leçons à tirer pour que les choses changent. Cela n'a malheureusement pas eu lieu après l'assassinat de Rabin ni après le désengagement qui a occasionné un véritable bouleversement.

De notre point de vue, la société israélienne n'a pas traité comme elle le devait le problème du désengagement. Ceux qui l'ont soutenu sont retournés s'installer aux terrasses des cafés et ne l'ont considéré

que comme une opération logistique d'évacuation de 8 000 à 9 000 habitants. Pour ceux qui s'y opposaient, qu'ils aient résidé dans la bande de Gaza ou ailleurs, il s'agissait d'arracher des gens de leurs maisons. Il n'y a pas eu de dialogue là-dessus entre les différentes composantes de la société israélienne. Ce n'était d'ailleurs pas au Shabak d'engager ce dialogue, cela n'est pas de son ressort. Il doit se développer d'en bas, venir des gens eux-mêmes. C'est peut-être aux politiques de l'instaurer, mais la volonté de le mener doit exister. Si nous formons vraiment un peuple, qui se considère comme un peuple uni, même si nous avons des divergences politiques dans ce domaine, nous devons comprendre que de nombreuses personnes ont subi un très grave traumatisme et l'analyser en profondeur. Cela n'a pas été fait. Nous avons l'impression, au Shabak, que beaucoup ne se sont pas encore remis de la blessure du désengagement. Nous pensons que ces gens-là seront prêts à manifester une bien plus grande opposition à des évacuations dans l'avenir.

Et la cause n'est pas religieuse ?
Elle n'est pas religieuse mais idéologique. Ce que la religion dit à ce sujet donne lieu à des interprétations qui dépendent du courant auquel vous appartenez. Il est incontestable que c'est en Judée-Samarie qu'une grande partie de l'histoire juive s'est jouée. C'est une vérité historique. Ces gens y étaient retournés pour en quelque sorte boucler la boucle. En repartir les a profondément bouleversés. Je n'ai pas la solution à ce problème. Je sais que j'ai fait une recommandation précise, que je réitérerai à l'avenir au gouvernement dans une telle situation : essayer de dialoguer et de trouver un accord avant d'employer la force.

Sans dialogue – si par exemple une négociation politique était menée et qu'il était question d'évacuer une partie des villages –, nous risquons d'en arriver à une situation très dangereuse et de découvrir

qu'aucune leçon n'a été tirée. Ce qui était précédemment impensable a acquis une certaine légitimité parmi des dizaines, des centaines de personnes qui se trouveraient obligées de rendre des parties de la terre d'Israël, d'évacuer des villages, des implantations. Sur une dizaine de militants prêts à prendre les armes, il suffit qu'un ou deux le fassent. Il n'en faut pas plus. Plus la menace d'évacuation pèsera sur un grand nombre d'habitants, plus nous risquons de voir des individus, et pas des marginaux, soutenant l'utilisation de la force contre l'armée, contre la police, ou s'y associant, ce qui peut aussi conduire à un nouveau meurtre politique.

Vous parlez d'une guerre civile ? Le philosophe anticonformiste Yeshayahou Leibowitz a dit que le président des États-Unis dont on se souvient le plus est Abraham Lincoln parce qu'il avait déclaré qu'une guerre civile pouvait parfois se justifier.
Il y a des cas dans la vie d'un peuple où il a le choix entre se diviser – entre le royaume de Juda et celui d'Israël – ou rester uni sous la coupe d'une des parties qui impose son point de vue à l'autre.

Et si un jour il y avait vraiment des négociations politiques dont le prix serait l'évacuation d'implantations, que se passerait-il selon vous ?
Si un processus politique était imposé, et si on essayait à toute force de mener les négociations rapidement, elles seraient très vite rompues. Nous sommes condamnés, que nous le voulions ou non, à un long processus. J'entends des années. Les optimistes disent deux ou trois ans, quant à moi, je pense beaucoup plus. Mais le fait que cela prenne des années peut aider la société juive israélienne, du moins sa majorité, à entériner l'événement.

Finalement, vivre en société, en communauté, c'est une question de compromis. Les plus extrémistes sont incapables d'en faire et c'est pourquoi je pense qu'il ne faut pas instaurer de discussion avec les

groupes marginaux du pays. Il est impossible de discuter avec d'un côté de l'échiquier politique les kahanistes[4] délirants et de l'autre les anarchistes tout aussi déments. Pourquoi ? Parce que ce sont généralement des gens qui ont subi un tel lavage de cerveau qu'il est inenvisageable de nouer le moindre dialogue avec eux. En revanche, ce qui se trouve entre les extrêmes, le centre, qui s'étend lui aussi sur un certain domaine mais cherche un dénominateur commun, c'est à lui à mon avis que l'on doit s'adresser. Je prétends que malgré les impératifs religieux et idéologiques, il est possible de trouver des points communs et de contourner d'une façon ou d'une autre ces problèmes insurmontables.

En tant que directeur du Shabak, voyez-vous actuellement quelqu'un capable d'évacuer les implantations de Kyriat Arba ou d'Efrat, opération que leurs habitants accepteraient, grâce à un dialogue ?
Il est évident que ce sera très difficile. Cela dépendra des circonstances et du moment choisi.

J'ai l'impression que plus le temps passe et plus la radicalisation s'accroît. Il semble que les habitants des implantations usent d'expressions de plus en plus extrémistes et que l'on entende parler d'incendier des mosquées.
Une des choses qui me dérangent, c'est de voir ce groupe suspecté d'avoir incendié une mosquée. C'est pour moi une bande de misérables voyous. Si ce sont eux qui dictent leur loi à l'État d'Israël, un pays grand et fort, si ce sont eux qui imposent leurs vues aux rabbins, et décident de ce que ces derniers diront ou de ce qu'ils n'oseront pas dire, pauvres de nous ! Nous devons tous nous réveiller, y compris le Shabak. Il n'est pas question que le pays accepte leur diktat politique. De la même façon qu'il ne doit pas admettre le fait

qu'une bande de voyous ou de terroristes palestiniens détermine l'existence ou l'absence d'un accord ou d'un processus de paix.

Le coup d'État du Hamas : nous n'aurions jamais cru qu'en une semaine tout serait terminé. Eux non plus.

Le « Hamastan »
Bain de sang dans la bande de Gaza : les forces du Hamas contrôlent toutes les zones après des combats qui ont fait 24 victimes supplémentaires.

Yediot Aharonot, 14 juillet 2007

Yuval Diskin : Le Service est parfois considéré, surtout par ses collègues, comme une organisation qui voit tout par le petit bout de la lorgnette, d'aucuns disent par le trou de la serrure. On l'a définie comme une organisation tactique, micro-tactique. Je peux cependant dire, ayant assisté à des débats cruciaux, surtout au cours des dix dernières années, que j'ai vu des membres d'organisations qui se targuaient d'être de grands stratèges présenter des recommandations contraires à la marche de l'histoire. En revanche, notre organisation « petit bout de la lorgnette » a, malgré tout, au moment de vérité, su faire des recommandations qui se sont avérées utiles.

Quand je suis entré en fonctions, j'ai plus d'une fois participé à d'importantes discussions chez le Premier ministre ou dans d'autres forums. Avant de me rendre aux réunions, je devais m'y préparer, entre les coups de téléphone, la fatigue, la pression. Je me suis dit

qu'il n'y avait aucune raison que les choses se passent ainsi. Nous avons réuni des professionnels de la recherche et de l'analyse de différents domaines qui étaient dispersés dans le Service, et créé une unité les regroupant. Nous lui avons adjoint une autre unité responsable de déterminer la position et la politique du Service sur certains sujets et de les présenter aux instances politiques, ce qui est selon la loi du Shabak une de nos obligations. Je pense qu'actuellement nous faisons cela beaucoup mieux que par le passé, d'une façon beaucoup plus professionnelle et réfléchie.

L'unité de recherche et d'analyse vous permet-elle de prévoir des tendances majeures ?
Bonne question. C'est notre plus grand défi. Nous faisons toujours la différence entre surprises situationnelles, comme nous le disons dans notre jargon, et surprises basiques. La surprise situationnelle est un événement tactique qui s'est produit et que je n'ai pas été capable de prévoir. La surprise basique consiste en un retournement dramatique sans aucun signe précurseur ou possibilité de mettre en garde contre lui. Naturellement, tout le champ des études prévisionnelles est complexe car nous entrons là dans le domaine de la prédiction. Nous nous inspirons généralement de notre expérience du passé et espérons que l'avenir se comportera de façon semblable. Nous essayons actuellement de développer des modèles novateurs et des détecteurs plus sensibles pour être capables d'anticiper vraiment les changements drastiques. Je peux dire que nous n'avons pas encore fait nos preuves en grandeur réelle.

À l'époque où j'étais directeur du Service, nous avons vécu deux événements de ce type. Le premier a été la victoire du Hamas aux élections en janvier 2006, et le second le coup d'État qu'il a conduit dans la bande de Gaza en juin 2007. Après ces deux événements, nous avons mené des investigations internes afin de contrôler la

qualité des prévisions que nous avions présentées à l'échelon politique. Pour la victoire du Hamas aux élections, nous étions plutôt sur la bonne voie. Nous n'avons cependant pas été aussi précis que je l'aurais désiré. J'ai eu une réunion avec le Premier ministre Sharon à la veille de son voyage aux Nations unies, après le désengagement. Il allait rencontrer des responsables du gouvernement des États-Unis. Je lui ai dit : « Monsieur le Premier ministre, vous devez les convaincre de ne pas faire pression sur nous pour l'organisation des élections de l'Autorité palestinienne. Il vaut mieux éluder le problème car ces élections prennent une mauvaise tournure. » J'ai eu l'impression de l'avoir persuadé du bien-fondé de mes arguments, mais par la suite, probablement sous la forte pression du gouvernement américain, il laissa les élections se dérouler. Nous avions prévu que le Hamas réaliserait un score significatif, mais pas qu'il obtiendrait un si grand succès. À mon avis, nous aurions pu être bien meilleurs.

Ceci peut avoir l'air d'un prétexte, mais un des éléments qui renforcent la difficulté à prévoir des résultats d'élections chez les Palestiniens, par exemple, est le nombre d'électeurs flottants. Dans les sondages préélectoraux, vous obtenez un tableau avec des résultats pour environ 50 ou 60 % du public, mais 40 ou 50 % de ce public se définissent comme électeurs flottants ou refusent de dire pour qui ils voteront. Donc, si je prends en compte cette restriction, nous n'étions pas loin, mais pas assez précis.

Pour ce qui s'est passé en 2007, le coup d'État du Hamas dans la bande de Gaza, ce ne fut pas une surprise basique, car nous avions vu que le Hamas prenait le contrôle de la bande de Gaza, et nous n'avions cessé de remettre des rapports à ce sujet. Il était évident pour nous que l'influence du Fatah s'amenuisait. Néanmoins, quand les événements se sont enchaînés cette même semaine, nous n'avons pas réalisé qu'une révolution complète, totale, s'opérait. Nous ne

l'avons compris que deux ou trois jours plus tard. Mais nous sommes sûrs que le Hamas n'avait pas l'intention de préparer un coup d'État. Quand il a commencé à faire pression, il n'a rencontré aucune résistance et cela a alors été une décision ponctuelle de quelques responsables de la branche locale du Hamas, sans l'accord de leur hiérarchie, et bien évidemment sans l'accord des chefs à Damas. C'est pourquoi tous ont été surpris, y compris la direction militaire du Hamas à l'étranger. Alors ce n'est pas exactement une surprise basique, parce que ce n'est pas un événement qui nous a fait tomber de notre chaise et que nous n'avions pas du tout prévu. Nous avions bien compris ce qui se passait mais nous n'aurions pas cru qu'en une semaine tout serait terminé.

Avi Dichter : Le coup d'État militaire du Hamas est un événement sans précédent. Songez que des forces de l'ordre composées de 16 000 agents à Gaza, en juin 2007, perdent en trois jours la bande de Gaza, et surtout tous leurs biens, c'est-à-dire leurs archives. Comprenez-vous ce que cela signifie que les archives de tous les organismes passent telles quelles aux mains du Hamas ? C'est comme si le Shabak transmettait ses archives, le Mossad transmettait ses archives, la police transmettait ses archives… Quelle bande de nuls ! Je ne sais pas comment définir cela, c'est tout simplement un défaut de leadership. En juin 2007, aucun des commandants des forces de sécurité palestiniennes de Gaza ne se trouvait sur place. Vous saisissez ? Il y avait un manque total de confiance de chaque niveau de la hiérarchie en son supérieur. Ils ont perdu Gaza. Ils l'ont perdue par leur indifférence, parce que chacun ne pensait qu'à lui-même. Tout d'abord moi, ensuite le pays ou l'Autorité palestinienne.

Yuval Diskin : Au milieu de l'année 2007, après le coup d'État du Hamas dans la bande de Gaza, l'Autorité palestinienne en Judée-

Samarie ne fait rien, elle n'est pas capable de fonctionner, ni en tant que gouvernement ni en tant que force de sécurité. En fait, deux éléments contrôlent le terrain : Tsahal et les personnes recherchées. Quand Tsahal est sur place, les individus recherchés se cachent. Quand Tsahal n'y est pas, les individus recherchés se rendent maîtres de Gaza. Tout le territoire est plongé dans l'anarchie totale, chaque homme pourvu d'une arme fait régner la terreur dans le quartier, le village, la ville. Nous identifions à Gaza plus de 500 suspects appartenant à toutes sortes de factions et groupes du Fatah. Ce sont eux les responsables de l'anarchie et de temps en temps aussi, d'attentats. Nous comprenons aussi que pour mettre la main sur chacun d'entre eux, il va nous falloir du temps. J'essaye à plusieurs reprises de proposer aux Palestiniens de conclure un accord selon lequel nous permettrions aux individus recherchés de vivre en sécurité sous certaines restrictions, à condition qu'ils abandonnent le terrorisme et remettent leurs armes aux forces de sécurité palestiniennes. Nous attendons le bon timing pour réussir à nous servir de cet accord comme d'un levier et à l'appliquer autant que possible à grande échelle.

Au sujet du coup d'État du Hamas à Gaza, on peut dire « à quelque chose malheur est bon », car il a permis à l'Autorité palestinienne en Judée-Samarie de se reprendre. Elle a réalisé que si elle ne le faisait pas sur-le-champ, le Hamas s'emparerait aussi de la Judée-Samarie. Salam Fayyad, alors Premier ministre palestinien, voulait agir en ce sens mais il a compris, avec ses conseillers, qu'ils ne pouvaient pas lutter contre les personnes recherchées parce qu'elles étaient leurs amis, leurs copains, des membres du Fatah. Il leur était difficile d'appliquer la loi, de les arrêter, de les interroger. C'est alors que nous sommes venus leur faire notre proposition d'accord. Nous avons discuté avec les chefs des forces de sécurité. J'ai moi-même

parlé avec Fayyad. Nous leur avons suggéré de commencer par de petits groupes. Nous déciderions qui bénéficierait de cet accord, et si cela fonctionnait bien, nous irions de l'avant, nous ajouterions d'autres groupes. Ceux qui respecteraient les conditions imposées dans le laps de temps convenu auraient des droits supplémentaires jusqu'à retrouver une vie normale, bien que nous leur ayons précisé qu'il ne s'agissait pas d'une grâce. Juridiquement, nous pouvions à tout moment traîner en justice ceux qui avaient commis des attentats, par exemple. Cela avait été vérifié par nos juristes, par le procureur de l'État, par tout le monde. Le processus démarra, au début accompagné d'une grande suspicion. Petit à petit, les individus recherchés voulurent profiter de l'accord, virent qu'en effet rien de mal ne leur arrivait, d'autres les rejoignirent alors et cela fit boule de neige.

Deux ans et demi après le début de ce processus, environ 450 individus recherchés sur les 500 tournèrent le dos au terrorisme. Il y eut de petits « dérapages ». Cet accord survécut à l'opération « Plomb durci » de 2008-2009 dans la bande de Gaza, en dépit du fait que nous pensions qu'il serait mis en péril par la solidarité palestinienne. Il survécut même très bien. Quelques individus qui avaient enfreint les conditions de l'accord, un très petit nombre d'ailleurs, furent arrêtés et payèrent le prix de leur infraction. Sans cet accord, nous serions encore en train de poursuivre les 500 personnes recherchées. Par ailleurs, la plupart des cinquante autres qui n'étaient pas encore incluses dans l'accord se tenaient tranquilles pour se réserver l'occasion d'en faire partie. Nous avions créé une motivation en plaçant une lumière au bout du tunnel. La présence de la lumière entraîne une attente, un espoir, une chance même de modifier des orientations. Quand les gens ne voient aucune

lumière autour d'eux, leur seule option est de continuer à agir à leur façon.

Grâce à cet accord, l'Autorité palestinienne a peu à peu réussi à restaurer la loi. Les résidents palestiniens des villes de Judée-Samarie se sont sentis plus en sécurité et les deux parties y ont gagné. Nous y avons beaucoup gagné et les Palestiniens encore plus. Cependant, cet accord est encore fragile. Il n'est pas irrévocable. Dans certaines situations, nous risquons de le voir remis en cause. C'est pourquoi les deux parties ont grand intérêt à le préserver et à veiller à son succès. Tous comprennent que c'est une clé indispensable à la réussite de notre collaboration et à la préservation du calme relatif en Judée-Samarie. C'est, à mon avis, une forme inédite et particulière de prévention du terrorisme. Étendons ce principe au niveau des négociations politiques. Dans ce domaine aussi, si vous ne suscitez pas attentes et espoir, il est très difficile de résoudre les conflits.

Quand vous décidez, par exemple, de recommander l'élimination de quelqu'un, tenez-vous aussi compte de considérations politiques ?
Il y a eu des périodes où nous avons moins bien fait les choses, parce que nous étions surchargés de travail, mais selon moi, un de nos devoirs vis-à-vis des instances politiques est d'analyser en profondeur les conséquences d'une opération avant de l'engager. Dire à nos responsables politiques : « Voilà, j'ai la capacité d'accomplir une certaine action, mais je vous présente quelques scénarios possibles d'éventuelles réactions. L'opération peut réussir sous cet aspect-ci et échouer sous celui-là. Il se peut que vous receviez des réponses agacées de tel ou tel pays, que vous ayez à faire face à des critiques publiques, qu'Abou Mazen décide de geler les discussions avec Israël… » Car si l'opération se complique ou échoue, avant que l'on vienne demander pourquoi le Premier ministre, ou le ministre de la Défense, n'a pas posé cette question ou une autre quand il a approuvé

un programme d'action particulier, je pense qu'il faut voir si nous, les directeurs des institutions, avons bien fait notre travail. Car si nous ne lui avons pas présenté l'ensemble de la situation, jamais le Premier ministre, surchargé de travail comme il l'est et avec le peu de temps dont il dispose pour donner son approbation, ne pourra poser toutes les questions nécessaires. C'est pourquoi il y va de votre intégrité professionnelle comme directeur de l'organisation, même si vous voulez vraiment vous lancer dans cette opération, d'en exposer tous les aspects.

Un des problèmes des hommes politiques, dans le monde entier, est qu'en général, ils aiment les options binaires. Ils détestent que vous leur offriez trois ou quatre choix. Ils veulent que vous leur disiez 0 ou 1. Faites ou ne faites pas. Si vous leur mettez quatre options sur la table, il faut les analyser, lire, réfléchir et cela demande du temps. C'est pourquoi je fais partie de ceux qui pensent qu'aux côtés du Premier ministre, il est nécessaire qu'il y ait un état-major qui puisse proposer ces options, comme le Conseil de sécurité nationale, si vous voulez. Pour le moment il existe seulement par son titre mais ne remplit pas vraiment son rôle.

Quel poids votre avis professionnel a-t-il auprès des instances politiques ?

Je n'aime pas distribuer des notes à mon organisation ou à moi-même. Je peux dire que dans les domaines dont nous sommes responsables ou qui sont de notre compétence, nous avons une très grande influence auprès des instances politiques. Notre intervention n'est pas publique. Même si notre avis a été pris en compte sur quelque sujet, nous ne courons pas le publier dans les journaux. Ce qui est important pour moi est que nous ayons eu une bonne influence, dans la bonne direction. Les gens, y compris ceux qui ne nous aiment pas, ont une grande estime pour la discrétion et le

professionnalisme de notre organisation. Nous intervenons souvent là où les citoyens seraient surpris d'apprendre que nous avons eu une action. Mais nous avons désamorcé pas mal de mines ces dernières années en Israël.

Cela vous dérange-t-il que des divergences de vues avec le cabinet soient rendues publiques ?
Oui. Je peux par exemple dire que j'ai commis une erreur quand, après la deuxième guerre du Liban, je me suis opposé à la façon dont le gouvernement avait traité les habitants du nord d'Israël. Je n'ai pas fait de déclarations aux médias mais j'ai pris la parole lors d'un colloque extérieur au Service, qui devait être fermé aux journalistes, et j'aurais dû prévoir qu'il y aurait des fuites. J'ai émis une critique. Je devais alors être sous l'effet de mes impressions et de mes expériences personnelles de cette guerre, et cette critique m'a, comme on dit, « échappé ». Cela n'aurait pas dû se produire. Il n'est pas bon que le directeur du Service, le chef d'état-major, le chef de la police, le directeur du Mossad formulent publiquement des critiques contre l'échelon politique. Ce n'est pas que je sois dans une attitude de soumission vis-à-vis de lui. Je pense simplement que ce n'est pas une saine relation entre un fonctionnaire et des élus. En tant qu'homme de médias, vous avez sûrement du mal à le comprendre.

Cela m'est difficile à comprendre en tant que citoyen. Car vous êtes mon représentant, en quelque sorte. Bien que vous ayez été nommé par le Premier ministre, vous me protégez, et je vous fais bien plus confiance en tant que citoyen qu'à l'échelon politique. Parce qu'un homme politique, il est un jour ici et l'autre là, et vous, vous êtes le professionnel qui est à mon service, et je veux vous entendre. Si vous pensez que des erreurs ont été commises, je veux vous l'entendre dire.

Je comprends très bien ce que vous éprouvez. Moi aussi, en tant que citoyen, j'aurais été très curieux de savoir ce que pensent le directeur du Shabak et le chef d'état-major de notre fonctionnement, de notre prise de décision ou de nos réalisations concernant telle ou telle question. Mais je crois quand même que cela ne doit pas se passer de cette façon. J'ai été nommé par des élus du peuple, et je pense que je me dois de formuler mes critiques face à eux et non pas dans les journaux ou à la télévision.

Vous avez dit que vous aviez désamorcé pas mal de mines. Auriez-vous un exemple concret ?

Je vais vous en donner un qui va vous paraître surprenant : le domaine de la privatisation en Israël. Il se trouve que le Shabak a des choses à dire à ce sujet. En effet, que privatisons-nous ? Ce sont généralement des infrastructures nationales très importantes pour le pays. Il y a actuellement dans le monde des organisations criminelles internationales et des pays ayant intérêt à contrôler des infrastructures à des fins d'influence. Parfois, ceux qui veulent acquérir une entreprise creusent en profondeur et découvrent derrière elle un pays ou une puissance qui veut par exemple dominer le marché de l'énergie mondiale à travers toutes sortes de sociétés-écrans, ou les oligarques qui les représentent. Il faut donc une organisation qui ait des compétences pour contrôler ces structures commerciales. Dans plusieurs cas, des accords étaient presque finalisés, et si nous n'avions pas été là, nous nous serions retrouvés en présence d'éléments dont nous n'aurions pas apprécié la mainmise sur des infrastructures nationales de l'État d'Israël privatisées. Nous avons fait un travail de fond à la suite duquel des changements de facto se sont produits et j'espère qu'ils deviendront bientôt de jure. C'est un des domaines auxquels le Shabak n'aurait jamais pensé s'intéresser par le passé.

Quand vous allez voir le Premier ministre, vous êtes conscient de la personne qui se trouve en face de vous. Ehud Olmert est en effet différent de Benyamin Netanyahou et d'Ariel Sharon. Est-ce que les recommandations du Service varient en fonction de la personnalité du Premier ministre et de ses opinions ?
Je ne peux pas dire que je n'y pense pas de temps en temps, mais je m'efforce vraiment de ne pas me laisser troubler par ces pensées. Nous avons, en tant qu'organisation, une excellente capacité à formuler notre avis professionnel en toute sincérité, même si cela ne plaît pas à tout le monde et peut nous conduire, sur certaines questions, à des désaccords, ce qui s'est produit ces dernières années. Tout compte fait, bien que ces situations aient été difficiles, les responsables politiques apprécient que vous disiez ce que vous pensez et non ce qu'ils veulent entendre.

AMI AYALON : Pendant le mandat de Yuval Diskin, les médias ont rapporté que le directeur du Shabak avait commencé à faire un exposé devant les membres du cabinet et que le Premier ministre l'avait interrompu et empêché de rendre compte de signes de modération au sein du Hamas. J'ai pensé que c'était tout à fait du ressort du directeur du Shabak. Le Premier ministre ne pouvait pas l'empêcher de s'exprimer. Personne n'a à défendre aux membres du cabinet d'entendre toutes les opinions.

Quand vous dites qu'avec le Hamas il y a des signes avant-coureurs de dialogue…
YUVAL DISKIN : C'est un avis professionnel. Je n'ai pas de problème à donner un avis professionnel qui dit : je pense que le Hamas – par exemple, ce ne sont que des suppositions – veut arriver à un accord de paix juste et véritable avec l'État d'Israël. Les responsables

politiques répondent alors : « Nous ne sommes pas du tout disposés à entendre parler du Hamas. » Je n'ai pas de problème à le révéler car il ne s'agit pas d'une critique à l'égard du pouvoir politique. Mais déclarer, par exemple, que le Premier ministre et tel ou tel ministre n'ont pas pris les bonnes décisions dans un domaine ou dans un autre, ce n'est pas mon rôle. C'est vous, le public, qui les noterez le jour des élections ou publierez une critique sur eux dans les journaux.

Vous avez travaillé avec trois Premiers ministres. Comment le directeur du Service préserve-t-il son indépendance et ne se laisse-t-il pas entraîner « dans les pas du chef », comme on dit ?
Ce n'est pas facile mais cela dépend de votre autorité personnelle en tant que directeur de l'organisation. Si vous êtes suffisamment sûr de vous et reconnu comme un homme influent par les instances politiques, vous serez capable de rester ferme. Sinon, vous serez emporté par le courant.

Y a-t-il eu des moments cruciaux où vous avez eu l'impression que les dirigeants cherchaient auprès de vous comme l'approbation d'une certaine politique qui ne suscitait pas forcément votre enthousiasme ?
Oui, plus d'une fois. J'ai senti ou eu l'impression que les instances politiques essayaient de m'entraîner dans des actions que j'estimais dangereuses ou qui risquaient de nous attirer des ennuis. Je savais de plus que le sujet n'avait pas été sérieusement étudié. Dans certains cas, je me suis farouchement opposé à l'échelon politique, tant et si bien que les démarches ont été stoppées, ce qui a donné lieu à une crise, mais au moins de graves problèmes ont ainsi pu être évités. J'ai découvert à ces occasions que les politiciens avaient le cuir épais, ce qui est vraisemblablement une des qualités nécessaires à leur métier. Ils ont une aptitude extraordinaire à ne pas se laisser affecter par la tension, les conflits. Un, deux ou trois mois après la crise, on dirait

quelquefois qu'il ne s'est rien passé. Parfois en revanche, ces crises engendrent des ressentiments.

Agissez-vous toujours dans le sens de la modération ou aussi dans le sens inverse ?
Les exemples les plus frappants vont toujours dans le sens de la modération. Il est généralement plus facile de pousser à l'action. Retenir les responsables politiques, c'est s'opposer à eux. Cela exige une grande force morale et a parfois aussi un prix. Les hommes politiques, tout du moins ceux dont je parle, n'aiment pas trop que vous contrariiez leurs idées ou leurs plans. C'est aussi une démarche difficile psychologiquement. Vous vous sentez terriblement seul. En conflit avec l'échelon politique, vous vous trouvez évidemment dans une situation délicate. Finalement, tout dépend de vous, de votre personnalité, de votre ancienneté dans le poste, et de la façon dont vous abordez les choses.

Pour ce qui me concerne, j'ai vraiment voulu être directeur du Shabak. Je ne m'en cache pas. Je croyais être fait pour ça et aussi y être prêt. Mais le jour où je me suis assis dans le fauteuil du directeur du Service, ou même avant, lors de mes réflexions solitaires ou de mes nombreuses conversations avec mon épouse, Ety, et avec quelques amis proches, j'ai pensé et dit que je désirais ardemment devenir directeur du Service, mais pas à n'importe quel prix. À la minute où surgirait un conflit insupportable avec mes principes, je n'aurais aucun problème à partir. Je pense qu'il y va de mon devoir puisque je remplis une fonction publique. J'ai décidé que jamais mon poste ne serait plus important que mes convictions personnelles, ou professionnelles. Et si vous croyez à cela, vous vous dites qu'au pire vous ne serez plus directeur du Service mais que vous resterez ferme sur vos positions face aux responsables politiques. Cela rend les choses plus faciles. Vous avez moins peur et vous tranquillisez les

politiques qui se rendent compte que vous dites ce que vous pensez. Que ça leur plaise ou non, c'est ainsi que vous agissez.

Bien sûr que c'est plus aisé à dire qu'à faire, mais c'est de cette façon que je me suis comporté tout au long de mon mandat, et j'ai été prêt à en payer le prix. Une ou deux fois, ça n'est pas passé loin, quand sur des questions de principe nous en sommes arrivés à de fortes dissensions. Les choses se sont finalement terminées comme je pensais qu'elles le devaient. Cela n'a pas été simple. Ces frictions sont difficiles à supporter. Voyez-vous, nous sommes malgré tout dans un système hiérarchique. Vous êtes un fonctionnaire face à des élus du peuple. Vous jouez une partie de bras de fer contre votre autorité hiérarchique sur un sujet particulier. Ce n'est pas comme nous deux qui sommes assis tranquillement et bavardons. On ne vous accueille pas à bras ouverts et avec le sourire. Les querelles en arrivent parfois à une telle violence qu'on en oublie qui est le Premier ministre, les cris commencent à fuser et les échanges ne sont pas particulièrement aimables. Vous vous dites : « Moi, directeur du Shabak, je suis en train d'élever la voix sur tel ou tel Premier ministre… » Je ne veux vraiment pas donner de noms. À un certain stade, vous êtes face à votre supérieur hiérarchique, fidèle à vos convictions professionnelles, et vous êtes en désaccord. La question est la suivante : aurez-vous le courage de faire part de votre opinion de la façon la plus claire, juste et incisive possible, et insisterez-vous pour que les responsables politiques en débattent et la prennent en compte ? Ou bien vous direz-vous : « Pourquoi devrais-je m'attirer des ennuis, c'est ce qu'il veut faire ? Qu'il le fasse donc. Cela ne me regarde pas… Je veux juste aller tranquillement au bout de mon mandat » ? Certains directeurs d'institution ont agi de cette façon et d'autres ont été intransigeants. Je pense que c'est de cette dernière

façon qu'un directeur du Service digne de ce nom se doit de se comporter.

En fin de compte, si le Premier ministre décide d'engager une action contre l'avis du directeur du Mossad et du Shabak, c'est son droit ?
Pas le sien mais celui du gouvernement. Une grande partie des décisions en question ne sont pas du seul ressort du Premier ministre. Le Premier ministre a décidé, le Premier ministre a délibéré… en réalité ce n'est pas le Premier ministre. Il a présenté la proposition au gouvernement qui l'a entérinée. Mais qu'en est-il de la responsabilité collective du gouvernement concernant ses décisions, ses succès ou ses échecs ? Qu'en est-il ?

Alors d'accord, c'est probablement ainsi que se comportent les politiciens dans le monde entier. Le problème est que chez nous, des événements tactiques risquent d'avoir des conséquences stratégiques. Ici, il est interdit de commettre des erreurs, et surtout de grosses erreurs. Vraiment, ce pays est si sensible à ce qui se passe à l'intérieur ou dans l'espace qui l'entoure que si dans le monde entier l'échelon politique doit être de bonne qualité, en Israël il doit être d'excellente qualité.

Quand vous observez l'échelon politique supérieur, si vous ne voulez pas parler de Netanyahou et Barak personnellement, quelle sorte de leadership voyez-vous ? Un leadership qui peut manœuvrer le navire ?
Je vois beaucoup de gens bien en Israël qui craignent d'approcher le système politique à cause de la façon dont il fonctionne. Ils ont peur d'être corrompus par ce système et je les comprends.

Derniers entretiens
après la démission
de Yuval Diskin en mai 2011

Quel effet cela fait-il d'être en dehors du système ?
Yuval Diskin : C'est un vrai plaisir. J'ai beaucoup de sympathie pour l'organisation, mais c'est tout. Pour ma part, j'en ai terminé, et je regarde vers l'avenir.

Trente-trois ans, c'est toute votre vie professionnelle.
Cela fait trente-sept avec l'armée, c'est beaucoup.

Et vous ne vous ennuyez pas de tous ces gens ?
Non, non. Je ne regrette rien non plus. J'avais envie de partir et de faire autre chose.

On a dit que vous remplaceriez le directeur du Mossad.
On l'a dit. Je n'ai rien demandé, en dépit de ce qui a été diffusé par les médias. Au contraire, j'avais hâte de ne plus faire partie de l'organisation. Cette histoire a été évoquée, il s'agissait à mon avis d'un jeu de politiciens, mais j'ai juste déclaré que si on me le demandait, je ne refuserais pas. On m'a fait cette remarque : « Dites, combien de personnes peuvent écrire sur leur curriculum vitae qu'ils ont été directeur du Shabak et aussi du Mossad ?… » Je ne peux pas dire que c'est quelque chose d'insignifiant, mais vraiment, en mon for intérieur, j'avais une énorme envie de sortir du système et je suis heureux de ne pas avoir été nommé à la tête du Mossad. Aussi bizarre que cela puisse paraître.

Qu'avez-vous découvert au-dehors ?

Je ne sais pas. C'est encore trop tôt. En attendant, ce dont je me suis aperçu, c'est que je m'accommode fort bien de moi-même. Et j'ai découvert, si l'on peut dire, ma famille, et une partie de mes amis que malheureusement j'avais négligés durant les six dernières années, peut-être même plus, simplement par manque de temps.

Votre vision des choses a-t-elle changé, quand vous considérez aujourd'hui de l'extérieur les domaines qui étaient de votre responsabilité ?
Il est trop tôt pour le dire.

Vous vous êtes opposé à la transaction concernant l'otage du Hamas Gilad Shalit telle qu'elle avait été négociée, puis Yoram Cohen vous a remplacé à la tête du Shabak et cette transaction a été effectuée.
Ce n'est pas exact. Je suis opposé à toute transaction. Par principe, je pense que des transactions dans lesquelles nous échangeons des centaines ou des milliers de prisonniers, des terroristes, contre des soldats de Tsahal, sont inacceptables. Elles portent atteinte à l'État d'Israël, à son image et à son pouvoir de dissuasion. Tous les Premiers ministres ont fait erreur en cela. C'est fondamentalement mon avis. À partir du moment où la décision est prise de conclure une transaction, il faut qu'elle se fasse au plus bas prix possible au niveau de l'atteinte à la sécurité de l'État d'Israël. Mais le directeur du Shabak, qu'il s'appelle Yuval Diskin, Yoram Cohen, Avi Dichter ou autre, n'a pas plus de poids que quiconque en Israël dans la décision sur la grave question du prix de la sécurité face au prix idéologique, moral, public. C'est le droit de toute personne d'exprimer son avis et je ne crois pas que je sache mieux que n'importe quel quidam rencontré dans la rue si c'est bien ou non. Je peux parler du prix de la sécurité et dire s'il est acceptable ou non, mais ce n'est pas moi qui

décide. Ni moi, ni mon prédécesseur au poste de directeur du Service, ni mon successeur.

J'avais idée de ce qu'était un prix raisonnable au niveau de la sécurité et à partir de quand il devenait exagéré. J'ai clairement exposé cela au précédent Premier ministre, Ehud Olmert, ainsi qu'au Premier ministre actuel. Je pense personnellement que les transactions comportant des échanges de prisonniers ne sont pas bonnes. Je m'exprime ici comme le père d'un soldat appartenant à une unité combattante et de deux autres garçons qui vont bientôt être mobilisés dans l'armée, et je suis très soucieux pour mes enfants. Malgré tout, je pense que ces échanges ne sont pas appropriés, ils encouragent le prochain enlèvement, c'est évident. Voyez donc ce qui s'est passé après l'affaire Shalit. Un milliardaire saoudien a déjà proposé 900 000 dollars pour l'enlèvement d'un autre soldat, et toutes les organisations terroristes annoncent bien entendu qu'elles continueront à kidnapper des soldats, et de leur point de vue, pourquoi pas ? Si vous libérez mille individus ou plus contre un seul soldat, pourquoi ne pas en profiter ?

Mais si les dirigeants en Israël étaient suffisamment forts, ils auraient pu avoir de l'influence sur le peuple au lieu de se laisser entraîner par lui. Ils auraient pu dire clairement : « Nous ferons tout au plus un échange d'un contre un. » Si vous fixez une limite à ne pas dépasser, vous avez des chances que le prix soit plus bas, et qu'à l'avenir la volonté de planifier des enlèvements diminue. Voici ma logique et je parle en toute connaissance de cause car je sais combien de kidnappings nous réussissons à empêcher. L'attentat au cours duquel Gilad Shalit a été enlevé, nous n'avons pas réussi à le déjouer, mais chaque année nous contrecarrons au moins vingt ou trente projets de kidnappings à différentes étapes. Donc je connais la grande motivation des terroristes, croyez-moi, et c'est pourquoi je dis que

cette logique d'échange de prisonniers ou d'otages n'est pas bonne, qu'elle est perverse.

Au-delà de ça, il est évident que cet échange a porté atteinte à l'image de l'État d'Israël. Et on peut toujours essayer de me dire qu'il a rendu le peuple plus fort, je n'y crois pas. Je ne sais pas qui il a rendu plus fort. Je ne suis pas non plus impressionné par les médias qui annoncent que dans des sondages réalisés par tel ou tel site Internet, 80 % du public soutenait cet échange. Je suis de ceux qui disent que parfois les dirigeants savent mieux que le peuple ce qui est bon pour le pays à long terme, c'est la raison pour laquelle je pense que la transaction concernant Gilad Shalit n'a pas été raisonnable.

Je ne prends pas l'argument de la responsabilité mutuelle à la légère, au contraire. Responsabilité mutuelle ? Très bien, échangeons un homme contre un autre. Dans l'affaire Ilan Grapel, arrêté en Égypte sous la fausse accusation d'espionnage au profit du Mossad, pourquoi l'État d'Israël libère-t-il des dizaines de prisonniers égyptiens en échange d'un innocent ? Pourquoi ? Et après, on présente cela comme un succès stratégique qui a amélioré nos relations avec les Égyptiens ! Nous avons démontré notre force… Je récuse tous ces arguments. Malheureusement, nos voisins nous considèrent comme un pays qui va en déclinant, avec à sa tête un leadership faible, incapable de résister aux pressions et de dire à son peuple : « J'ai une limite à ne pas dépasser. » C'est pourtant ce qui découragerait les prochaines tentatives d'enlèvements et ferait baisser le prix des transactions.

Personnellement, en tant que père d'un fils soldat et de deux autres soldats en puissance, j'ai vraiment été très heureux que Gilad Shalit rentre chez lui. Mais qu'est-ce que c'est que ce cirque avec des cars remplis de curieux qui viennent jusqu'à son village de Mitzpe Hila pour le voir ? D'accord, c'est un soldat qui a été libéré de prison,

voilà. Ce n'est pas un événement si important dans l'histoire du pays, il ne s'agit évidemment pas de Méir Har-Zion, considéré comme le meilleur soldat de commando de Tsahal, ni d'un héros légendaire ou d'un valeureux soldat qui s'est suicidé en prison comme Uri Ilan. Ce n'est pas ce que j'aurais voulu que Gilad Shalit fasse, mais n'exagérons pas. C'est un pays de relations publiques. Des experts en communication gèrent des événements et malheureusement beaucoup de gens s'y laissent prendre. C'est bien triste.

Pourquoi le Premier ministre Netanyahou, quand il a annoncé l'échange de prisonniers, avait-il besoin d'avoir à ses côtés le directeur du Shabak, Yoram Cohen ?
C'était une démonstration de faiblesse. Si vous êtes Premier ministre et que vous avez pris une décision, pourquoi avez-vous besoin du directeur du Shabak près de vous ? Dites : « J'ai décidé », comme Arik Sharon l'a fait dans l'affaire Elhanan Tenenbaum ou Itzhak Rabin dans l'affaire Jibril, où ils ont échangé des terroristes contre des prisonniers israéliens. À mon avis, ils ont tous les deux commis une erreur en faisant ces échanges, mais au moins ils ont pris la responsabilité de leur décision et ne se sont pas cachés derrière le directeur du Shabak, du Mossad ou derrière quelqu'un d'autre. Cela me fait un peu penser à Ami Ayalon qu'on avait fait venir au début de son mandat lors des événements des tunnels du mur des Lamentations : Netanyahou avait convoqué une conférence de presse et l'avait placé à ses côtés. Qu'est-ce que c'est que ça ? Qu'en est-il de la prise de responsabilité ?

Ce n'est un secret pour personne qu'Ehud Barak et Benyamin Netanyahou voulaient nommer Yoav Galant chef d'état-major. Pour des raisons juridiques, c'est Beni Gantz qui a finalement été désigné. Yoram Cohen a pris quant à lui la tête du Service, Tamir Pardo celle du Mossad.

L'échelon politique nomme-t-il des gens pour qu'il lui soit plus facile de faire passer les choses sans opposition ?
Je ne veux rien dire pour l'instant sur des nominations qui ont été faites. Je vois qui ils ont nommé en utilisant la méthode selon laquelle mon prédécesseur et moi-même avons été désignés et je me demande si cette méthode est la bonne. Je pense que non, y compris pour ce qui me concerne. Si le Premier ministre nomme son propre candidat, il va évidemment choisir quelqu'un qui lui convient.

Ces dernières années, la question iranienne est sans cesse évoquée. Tout le monde sait que le Premier ministre et le ministre de la Défense se sont heurtés à votre opposition, ainsi qu'à celle du chef d'état-major Ashkénazi, du directeur du Mossad Méir Dagan, du chef des renseignements militaires et du commandant de l'armée de l'air, à une opération militaire en Iran. Finalement, tous ces hauts responsables ont été remplacés à leurs postes.
Je ne suis pas sûr que les avis des actuels directeurs des institutions sur cette question ou sur d'autres soit différents des nôtres. Ils n'ont pas encore réellement fait leurs preuves et il n'y a donc aucun intérêt à les juger a priori. Seulement, dans ce type de jeu, il n'y a pas de deuxième occasion. La première erreur peut être une erreur stratégique. Je veux espérer que le professionnel, qui est soumis au Premier ministre et au ministre de la Défense, saura ne pas céder sur les questions de principe et donnera son avis professionnel et pas un autre. Qu'il ne se sentira redevable de personne. Il n'a de comptes à rendre qu'au peuple d'Israël et doit défendre ses convictions professionnelles. S'il voit que les politiques essaient d'éluder la discussion, qu'il n'abandonne pas. C'est la partie la plus difficile. Il faut être déterminé jusqu'à en arriver à la confrontation : « Si vous ne mettez pas en débat telle ou telle question, qui à mes yeux est critique, je prendrai des mesures. Peut-être démissionnerai-je. »

Pensez-vous que le débat public sur le nucléaire iranien est confus et que tout le monde parle trop ?

Ce qui est extraordinaire au sujet de ce débat sur d'éventuelles frappes préventives contre l'Iran est qu'il a été porté sur la place publique par le Premier ministre et le ministre de la Défense. Le ministre de la Défense l'a fait lors d'un événement qui a été filmé par la télévision. Et après cela, on se demande pourquoi les gens parlent et l'on fait état de divulgation d'informations secrètes… À partir du moment où on a ouvert le débat sur un sujet particulier, de quoi se plaint-on exactement ? Il se peut que tout cela soit intentionnel. En effet, le Premier ministre qui s'adresse au Parlement lors de sa session d'hiver ne réfléchit-il pas à ce qu'il va dire ? N'a-t-il pas une idée de ce qui va se passer après qu'il se sera exprimé sur ce sujet ? Il le sait parfaitement, c'est pourquoi tout cela me semble tout à fait ridicule. De même que la menace voilée qui nous a été adressée par le biais de la fuite provenant du cabinet du Premier ministre à Al Jazeera, selon laquelle Méir Dagan, le directeur du Mossad, et moi-même avions « recruté des journalistes » pour porter préjudice au Premier ministre et au ministre de la Défense… C'est vraiment trop drôle, tout ça ! Mais je connais les rouages du système, ainsi que son mode de fonctionnement, et je vais dire des choses peut-être un peu dures : il y a des gens qui vous font des remarques et, comme vous avez du respect pour eux, vous prenez leurs observations à cœur, ce qu'ils vous disent vous importe ; d'autres, non.

En tant que directeur du Service, vous étiez un des hommes les plus considérés d'Israël, pour ce qui concerne la guerre contre le terrorisme. Tout à coup, vous devenez l'ennemi du peuple.

Pourquoi « l'ennemi du peuple » ?

Pour les médias, avec Méir Dagan, vous vous mettez à organiser des fuites vers Al Jazeera concernant des discussions menées en forum restreint…
C'est ce qu'ils disent au cabinet du Premier ministre. Moi je les laisse parler… Cela signifie-t-il que je suis l'ennemi du peuple ?

Ce ne serait pas surprenant que vous soyez convoqué pour interrogatoire au Shabak.
Je vous l'ai déjà dit, il y a des choses qui n'ont fait que provoquer chez moi un petit gloussement, elles ne m'ont même pas vexé, juste amusé. Ce qui m'a poussé à m'intéresser à ce thème est le fait qu'au sujet du problème iranien, la question était surtout de savoir s'il serait adroit d'attaquer l'Iran et si nous en avions la capacité opérationnelle. J'ai bien sûr une opinion sur ce point, mais la question la plus complexe et la plus fondamentale au sujet de laquelle il m'est très important de susciter un débat public est de savoir si ceux qui sont aux commandes de l'État sont capables de gérer un événement d'une telle ampleur.

Il est relativement facile de déclencher une opération militaire. Tout ce que vous avez à faire est de décider d'attaquer l'Iran. Mais à partir du moment où nous serons engagés dans ce processus, est-ce que ces deux-là, Bibi Netanyahou et Ehud Barak, seront vraiment susceptibles de nous en sortir avec les résultats recherchés pour l'État d'Israël ? Comme nous les avions déjà vus à l'œuvre dans de nombreuses approbations de programmes, d'opérations, au cours de divers événements, pendant leur mandat actuel et dans le passé, nombre de mes collègues et moi-même n'étions pas sûrs de leur capacité à mener une telle opération. Nous n'étions pas sûrs des motivations de ces gens-là.

L'impression de beaucoup d'entre nous au cours de débats délicats qui avaient eu lieu soit à l'époque d'Olmert avec la participation de

Barak, soit par la suite à l'époque de Netanyahou avec Barak aussi, était que la question de « qui bénéficierait du crédit » de certaines actions risquait parfois de pousser à des prises de décisions ou à des recommandations fantaisistes. Je ne peux pas donner plus de détails, mais les participants à ces débats restreints restèrent plus d'une fois bouche bée en entendant certaines recommandations.

Dans un reportage télévisé diffusé dans l'émission d'Amnon Levy sur l'attaque de la centrale nucléaire syrienne, un journaliste étranger interrogé déclare que quand Ehud Barak a remplacé Amir Peretz au ministère de la Défense, il existait déjà des plans d'attaque de cette centrale nucléaire. Barak s'y est opposé sans que personne comprenne pourquoi. C'est alors qu'a été envisagée l'hypothèse selon laquelle il pensait qu'Olmert tomberait à la suite du rapport Winograd sur la deuxième guerre du Liban, et que lui-même serait élu à la tête du gouvernement. C'est lui qui bénéficierait alors du crédit de la destruction de la centrale nucléaire. Mais il y avait un risque qu'entre-temps cette centrale nucléaire devienne active. Si c'est vrai, cela signifie que Barak voulait attendre et prendre le risque d'attaquer une centrale nucléaire en activité, ce qui aurait pu polluer le Tigre et l'Euphrate, rien que pour le crédit ?
Je ne m'intéresserai pas à cela de façon concrète, mais je vous ai déjà dit qu'il y avait des personnes qui dans certaines situations étaient plus enclines à favoriser leur réputation ou celle d'autres personnes qu'à mettre en avant des intérêts majeurs. À bon entendeur…

Y compris à contaminer un fleuve par la radioactivité ?
Je vous ai dit que je n'avais pas l'intention d'aborder cette affaire. Mais nous avons toujours eu cette impression qu'à l'heure de vérité, certains sont mus par leur intérêt personnel. Cela a-t-il eu une influence sur nous lorsque nous avions à réfléchir sur la question

d'entreprendre des opérations, des missions, ou d'établir des programmes d'action d'envergure ? Oui, tout à fait.

Je suis connu comme un faucon en matière de sécurité, parce que je sais parfaitement qu'il n'y a pas de place pour la faiblesse ou pour les faibles dans la région où nous vivons. Mais justement, après toutes ces années pendant lesquelles j'ai lutté contre le terrorisme, après tant de morts et de carnages sur les champs de bataille, dans les rues des villes d'Israël, les ruelles des camps de réfugiés et des villages de Judée-Samarie, dans la bande de Gaza et au Liban, le temps est venu de comprendre qu'il faut tout faire, absolument tout, afin de trouver une autre voie. Une voie de dialogue et de compromis, pour essayer de préserver les chances d'un avenir meilleur pour nos enfants. Et ce que je vous dis n'a rien à voir politiquement avec la gauche ou la droite.

Tant que j'étais à l'intérieur du système et que je dirigeais le Service ou que j'occupais de hauts postes, j'étais surtout occupé par la responsabilité quotidienne, infinie, qui consistait à traiter des menaces, des alertes, des attentats et des opérations, à gérer, à organiser, à vérifier que tout se passait pour le mieux et réussissait. Bien que je me sois beaucoup intéressé à la pensée stratégique et à des sujets politiques complexes, c'est précisément après mon départ, en passant beaucoup de temps avec ma famille, que la question de savoir quel pays je laisserais à mes enfants et petits-enfants a commencé à me tarauder. Avais-je vraiment contribué à faire de ce pays un endroit où ils voudront vivre, dont ils seront fiers ?

Quand j'observe le comportement des dirigeants actuels, je suis préoccupé. Dans quelques jours, deux de mes fils seront à l'armée, et dans un an, j'y aurai trois enfants en même temps, alors évidemment je suis très inquiet.

Dans son émission télévisée Ouvda *(Fait) sur la question iranienne, la journaliste Ilana Dayan décrit comment Netanyahou et Barak, à la fin d'une réunion du forum restreint des huit ministres, préparent les forces de sécurité en vue d'une guerre.*
Il ne s'agissait pas du « forum des huit », mais d'une réunion à laquelle j'ai participé. Je ne voulais pas aborder cette question mais puisque les choses ont déjà été publiées, je dirais que c'était la réunion d'un forum très restreint, au cours de laquelle Netanyahou et Barak ont essayé de nous entraîner vers la mise en alerte de l'armée et des forces de sécurité afin de nous préparer à une opération. Il était évident qu'une telle opération signifiait une entrée en guerre. Nous avons été forcés tous les trois de nous opposer de façon virulente à cette directive et à son bien-fondé, et nous avons eu une discussion houleuse avec Netanyahou et Barak.

Qui est-ce, « tous les trois » ?
Le directeur du Mossad, le directeur du Shabak et le chef d'état-major. Je crois bien que le directeur des renseignements militaires était aussi présent. Nous avons déclaré qu'il s'agissait d'une décision illégale. Il était impossible de nous donner une telle instruction parce qu'elle impliquait la préparation de l'armée à une entrée en guerre. Seul le gouvernement était habilité à prendre cette décision. Nous avions l'impression qu'ils essayaient d'emporter la décision en coulisses, de passer sous les radars. C'est précisément à cela que je faisais précédemment allusion quand je parlais du sentiment qu'avaient les directeurs des organisations du système de sécurité de devoir se tenir sur leurs gardes.

Barak affirme que cela ressortissait à leur autorité.
Si vous dites à l'armée d'être prête à entrer en action d'ici telle date, elle ne peut pas se préparer dans des salles de réunion. Elle doit

s'engager dans des opérations, de la mobilisation des réservistes à la préparation des équipements, faire des exercices et prendre d'autres mesures très visibles. Il est très difficile de garder ce genre de choses longtemps sous le sceau du secret. Quand l'armée fait des préparatifs, cela se remarque et risque d'avoir des conséquences. Ce n'est pas comme si je passais un coup de fil à mes copains du commando et leur demandais de se tenir prêts. Il s'agit ici de mettre sur la brèche toute une organisation en vue d'une démarche qui selon toute probabilité mènera à la guerre. Il n'est pas de l'autorité du ministre de la Défense et même pas de celle du Premier ministre de donner une telle directive.

C'est pourquoi une querelle nous a opposés. Celle-ci a été révélée aux autres ministres faisant partie du « forum des huit » et est devenue encore plus vive, car ces ministres ont eu l'impression que Netanyahou et Barak essayaient d'agir dans leur dos. Pourquoi ne les avaient-ils pas fait participer au forum consultatif où les sujets les plus délicats sont a priori traités ? Pourquoi cela n'avait-il pas fait l'objet d'un débat du « forum des huit » ? Toute cette affaire sentait mauvais.

Et que s'est-il finalement passé ?

Il est difficile de nier le fait que ce processus ait avorté, il y avait donc sans doute quelque chose qui n'allait pas. Certains dirent que c'était aussi une manipulation à destination de la communauté internationale. Peut-être, mais je n'ai vu personne de la communauté internationale participer à ce débat cloisonné, alors je ne peux pas l'expliquer. Je crains toujours que l'ego de ces gens et toutes sortes d'idées plus ou moins chimériques et messianiques nous entraînent contre notre volonté dans des péripéties qu'ils n'ont eux-mêmes pas prévues et que tout le pays soit emporté dans un tourbillon.

Le fait que nous, qui étions les directeurs du Shabak ou d'institutions gouvernementales, des généraux de l'armée ou d'autres hauts responsables du système de sécurité, ayons une image de colombes après avoir quitté nos postes n'est pas le fruit d'un changement soudain. Nous avons traité ces problèmes de très près, avons plus d'une fois utilisé la force pour que ce pays continue à fonctionner, mais nous en comprenons très bien les limites. Alors, avec les années, nous devenons plus pondérés quand nous prenons des décisions, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'employer la force.

---

1. Shmuel Gonen (Gorodish) était le commandant de la 7e brigade de blindés pendant la guerre des Six-Jours et celui de la région Sud pendant la guerre du Kippour.

2. Les territoires palestiniens ont été divisés en trois zones. La zone A est entièrement sous contrôle palestinien. Dans la zone B, l'Autorité palestinienne a des compétences civiles, la sécurité intérieure étant assurée conjointement avec l'armée israélienne. La zone C est sous contrôle israélien.

3. Il s'agit d'actes de violence et de vandalisme contre la population palestinienne et les services de sécurité israéliens, dans le cas où des actions contre leurs implantations sont entreprises.

4. Partisans de Méir David Kahane, homme politique nationaliste fondateur du parti d'extrême droite Kach, interdit pour racisme en Israël. Kahane fut assassiné en 1990 à Manhattan.

L'AVENIR

Je voudrais vous lire ce que le philosophe Yeshayahou Leibowitz a écrit en 1968 : « Un État qui contrôle une population hostile d'un million d'étrangers deviendra inévitablement un État Shabak, avec toutes les conséquences que cela entraîne sur l'éducation, la liberté de parole et de pensée, et sur la démocratie. La corruption inhérente à tout régime colonial touchera aussi l'État d'Israël. L'administration devra d'une part réprimer la révolte arabe et d'autre part s'acheter les services de collaborateurs, de traîtres arabes ; il est même à craindre que Tsahal soit frappé de paralysie en devenant une armée d'occupation. »

Que pensez-vous de ce qu'il a déclaré à l'époque, en considérant la situation actuelle de l'État d'Israël ?

YUVAL DISKIN : Je suis d'accord avec chaque mot. Chacun de ses termes est gravé dans le marbre. C'est l'exacte description de la réalité qui s'impose à nous depuis 1968 et perdure jusqu'à nos jours. Je n'irais quand même pas jusqu'à dire que l'État d'Israël est devenu un État Shabak, mais la situation dans laquelle nous nous trouvons face aux Palestiniens ressemble assez à ce que Leibowitz décrit.

Quand vous envoyez des soldats ou des hommes du Shabak dans des territoires que vous contrôlez, que vous avez conquis, cela influe sur vous et sur la société. Des enfants grandissant dans une période d'attentats pensent dès leur plus jeune âge qu'un Palestinien, ou un

Arabe, est un terroriste qui tue des Juifs. C'est cette idée qui reste en fin de compte gravée dans leur esprit – cela doit d'ailleurs être la même chose pour un enfant palestinien vis-à-vis des Israéliens. C'est visible dans le comportement, la réflexion, le mode de pensée, la façon de s'exprimer de certains. Écoutez les chansons remplies de haine contre les Arabes dans les matchs du club de football Beitar Yeroushalaïm. Cela s'étend à beaucoup d'autres aspects de notre vie et nous payons très cher notre statut d'occupant sans nous en apercevoir. Voyez donc les sondages publiés de nos jours dans les médias sur les phénomènes racistes dans la société israélienne. En tant que père, et j'espère grand-père un jour ou l'autre, je suis très préoccupé par le fait que mes enfants grandissent dans une telle atmosphère.

AVRAHAM SHALOM : La plupart de nos jeunes gens et jeunes filles servent dans l'armée, et ils y voient tout et son contraire. D'un côté Tsahal se veut être une armée populaire et aspire à ressembler au Nahal, la brigade qui combinait service militaire, agriculture, volontariat social et, de l'autre, c'est une armée d'occupation brutale semblable à l'armée allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Semblable, pas identique. Et je ne parle pas du comportement de l'armée allemande vis-à-vis des Juifs, qui a été hors normes, avec ses spécificités. J'évoque ses agissements à l'égard des Polonais, des Belges, des Hollandais, des Tchèques et des autres. Nous devenons peu à peu des occupants professionnels, ce qui est très dangereux pour notre propre société.

Ce comportement d'armée d'occupation devient une seconde nature. Et c'est ce qui me fait peur. Vous êtes un soldat à un barrage et si un Arabe en a assez de faire la queue et s'emporte, vous lui donnez un coup de crosse. Ce n'est pas quelque chose d'exceptionnel, cela devient la norme pour vous. Après l'armée, vous rentrez chez

vous, vous avez une femme et des enfants, et vous leur criez dessus comme un commandant sur ses soldats. Ensuite, les enfants adoptent la même conduite. Nous avons un grave défaut : nous sommes cruels envers nous-mêmes, mais surtout envers la population dominée, sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

Nous en sommes arrivés à une situation où nous ne pourrons pas nous pardonner nos actes ni réparer les dégâts causés. Que se passera-t-il ? Un certain nombre d'Israéliens refuseront de servir dans l'armée, d'autres partiront à l'étranger et la majorité s'habituera à la nouvelle situation et se comportera en conséquence. Pauvres de nous ! Voyez ce qui est arrivé aux Américains en Irak. Le fait que l'on juge ici ou là un Américain qui a frappé un Arabe, c'est insignifiant. Heureusement pour eux, ils ne restent qu'un an ou deux et sont ensuite remplacés. Mais chez nous, tout le monde fait la même chose tout le temps. J'ai un petit-fils qui adhérait à moitié au mouvement de gauche La Paix maintenant. Après trois ans de service militaire à Hébron, il est devenu moins « La Paix » et moins « maintenant »… À présent, il fait partie de l'armée de réserve et il se remet un peu, ce me semble. J'en parle avec lui. Finalement, nous avons gagné toutes les batailles mais aucune guerre.

Vous avez dit avoir vu Hitler à Vienne, avoir personnellement expérimenté le racisme là-bas. L'humiliation est-elle vraiment la même ?
C'est le même type d'humiliation quand on vous dit que vous n'êtes rien, quand je peux faire de vous ce que je veux. « Fais la queue, tais-toi. Si tu ouvres la bouche, tu recevras une gifle. Si tu ne l'ouvres pas, tu en recevras une quand même et tu ne peux rien contre. » Ça, c'est de l'humiliation. C'est en cela que nous leur ressemblons.

Comme nous sommes des occupants, nous ne pouvons pas faire autrement qu'humilier.

Nous ne pouvons pas faire autrement ? Si nous avions été éduqués comme en Norvège, peut-être y aurait-il eu une autre possibilité. Mais pas non plus sur une longue période. Après trois, quatre, cinq ans, sans parler de quarante-deux ans, il n'y a aucune échappatoire possible. Nous n'aurions pas dû rester là-bas aussi longtemps.

CARMI GILLON : Nous rendons extrêmement difficile la vie de millions de gens. Nous leur causons des souffrances qui perdurent. Nous laissons la décision de ce qui est approprié ou pas entre les mains d'un soldat qui n'est dans l'armée que depuis quelques mois. L'année précédente, dans le meilleur des cas, il a fini le lycée, le voilà maintenant à un barrage, face à un père avec son bébé et il doit décider s'il le fouille ou pas, s'il le laisse passer ou pas. Sachez que cela me rend malade. Ces choses quotidiennes, les barrages en Judée-Samarie, l'exposition de jeunes enfants, peut-être pas vraiment des enfants, de jeunes gens de dix-huit ou dix-neuf ans à une souffrance humaine dont ils ne savent que faire, tout cela me ronge de l'intérieur. Je suis préoccupé par le prix que paie la société israélienne. Et croyez-moi, je ne fais pas seulement référence à ce que je lis dans les journaux.

YAAKOV PERI : Vous arrivez en pleine nuit, frappez aux portes, réveillez une famille qui dort, pelotonnée sous les couvertures. Plus l'hiver est rigoureux, plus l'atmosphère dans la maison est confinée et étouffante. Les pleurs de la mère, ou le moment de la séparation du suspect que vous arrachez aux bras de sa famille, ne sont pas faciles à vivre, c'est le moins qu'on puisse dire. Vous êtes témoin de la souffrance d'une famille, du déchirement entre les parents et les enfants, les enfants et les parents. Ce sont ces images qui restent profondément gravées en vous. Quand vous quittez le Service, vous devenez un peu gauchiste, parce que vous n'avez pas seulement

rencontré la population ciblée que vous avez pour mission de surveiller, mais l'ensemble de la population palestinienne. Vous vous rendez compte que finalement 70 à 80 % de cette population veut vivre tranquillement, gagner sa vie, se nourrir, nourrir ses enfants. Vous savez que la grande majorité est de votre côté. Vous êtes un peu en colère contre l'État qui ne réussit pas à conclure un accord qui permettrait une vie plus paisible, meilleure et réclamée par la majorité des deux bords. Je pense que ces scènes, les sentiments que vous éprouvez, que ce soit au cours des arrestations, dans les salles d'interrogatoire, dans toute situation que vous vivez quand vous vous trouvez par exemple au Service de sécurité intérieure, ont sans aucun doute un poids décisif dans votre prise de position.

Comment se fait-il que tous les directeurs du Service, une fois en dehors du système, déclarent qu'ils sont pour la solution de deux États, qu'ils sont pour un accord ? Qu'y a-t-il dehors qui ne se trouve pas à l'intérieur du système ? Pourquoi ne le découvrez-vous que quand vous sortez ?

Je crois que la grande majorité de ceux qui ont travaillé au Service, au Mossad, à l'armée ou dans d'autres organisations du renseignement en arrivent finalement à la conclusion qu'il est impossible de résoudre ce conflit par les moyens du Shabak ou par des moyens militaires. Il n'y a pas d'alternative à la démarche politique. Tous les moyens militaires ou de renseignement sont bons pour la lutte contre le terrorisme, la lutte ciblée contre ceux qui « viennent nous tuer ». Mais en fin de compte, nous avons besoin d'un programme, d'un processus politique, afin d'obtenir les résultats recherchés par les deux parties. Ceux qui se trouvent pendant de très nombreuses années dans ces organisations de lutte contre le terrorisme et voient les aspects les plus horribles, les plus monstrueux, les plus tragiques du conflit israélo-palestinien, le

comprennent. Eux seuls ont conscience que nous sommes condamnés à partager cette partie du monde où Dieu nous a placés, et que nous n'avons pas le pouvoir de changer cette réalité historique, sauf si nous procédons à des remaniements territoriaux. Cette possibilité de réorganisation est avant tout entre nos mains. Si nous ne nous y attelons pas, la probabilité que les changements s'effectuent d'eux-mêmes est proche de zéro.

CARMI GILLON : Aux yeux du public, nous sommes tous de droite quand nous travaillons au Service et de gauche quand nous le quittons. Mais cela relève d'une vision très réaliste des choses, pas de la politique. Nous ne cherchons pas nos informations dans les journaux, c'est nous qui les leur fournissons.

Ce qui caractérise un directeur du Service, mais pas seulement lui, tout employé du Service qui a vingt-cinq ou trente ans d'ancienneté, est qu'il devient la personne la plus réaliste qui soit. La politique est mise chez nous entre parenthèses parce que nous sommes censés être une organisation apolitique. Quand vous entrez dans le réfectoire du Service, vous n'entendez aucune discussion politique, c'est un sujet inexistant. Vous vivez constamment sur le terrain. Vous êtes plongé dans les nouvelles que vous communiquent Mohammed, Youssouf, Abdallah et les autres, et de l'autre côté celles qui concernent les Juifs. De plus, vous recevez des informations de pays étrangers. Vous n'êtes pas qu'un homme du renseignement, vous êtes véritablement un homme de terrain, les pieds dans la boue.

Comment se fait-il que vous tous, tous les directeurs du Shabak, disiez oui à deux États, et presque oui au retour aux frontières de 1967 ?
Vous rencontrez et interviewez des directeurs du Service, mais faisons donc un autre exercice. Allez voir des coordonnateurs. Les centaines de milliers d'anciens coordonnateurs du Service. Certains d'entre eux

appartiennent au courant sioniste religieux, d'autres au courant juif orthodoxe et d'autres encore ne sont pas pratiquants. Ils sont de droite ou de gauche. Allez donc les interroger. Ils vous donneront les mêmes réponses que les directeurs, les directeurs de division et les directeurs de département du Service. Le Shabak, en raison de sa proximité avec le terrain, sait qu'il est impossible d'obtenir un quelconque résultat positif pour l'État d'Israël en entretenant ce conflit. Il est de notre intérêt le plus évident, et nous ne faisons pas en cela de faveur aux Palestiniens, d'essayer de parvenir à un accord avec eux.

À chaque fois nous nous demandons quelles concessions nous faisons aux Palestiniens, qu'est-ce qu'ils gagnent, et nous nous intéressons moins à la question de ce que nous, nous gagnons. Quelqu'un pense-t-il que l'économie, le boom économique que nous avons connu il y a quelques années jusqu'à la dernière crise, aurait été possible si nous avions été un pays refusant les compromis ? Non. Connaissez-vous un investisseur de Wall Street qui mettrait de l'argent dans l'industrie high-tech israélienne en sachant que dans six mois il pourrait y avoir une guerre ?

Savez-vous ce qui a poussé Itzhak Rabin à s'engager dans le processus d'Oslo ? Vous avez sûrement entendu mille versions de l'histoire. Je vais en ajouter une autre. Je participais tous les vendredis à ce qui s'appelait le « forum des territoires », présidé par le Premier ministre et ministre de la Défense. Chaque vendredi, le commandant de la région Centre et celui de la région Sud assistaient à la réunion et exigeaient la mobilisation de nouveaux réservistes parce qu'ils manquaient d'hommes pour assurer la sécurité dans la bande de Gaza et en Judée-Samarie. On en arriva à une moyenne de cent compagnies de réservistes qui se trouvaient en service. Je vous parle d'une période récente, de 1993. Pendant ces années, cent

compagnies de réservistes étaient en permanence en dehors du marché du travail. Les gens effectuaient des périodes de réserve tous les trois mois. Pour les officiers, elles pouvaient aller jusqu'à quatre-vingt-dix jours par an. Cela minait le moral de Rabin. Il pensait sans cesse au prix économique, au prix en termes d'éducation, à toutes ces choses. Il s'arrachait le peu de cheveux qui lui restaient à chacune de ces réunions. Un Premier ministre dirige un pays, il doit avoir une vue d'ensemble. Il ne peut pas seulement prendre en compte les intérêts du commandant de la région Centre ou de celui de la région Sud. Il doit peser les conséquences de la mobilisation de réservistes sur la société israélienne, sur son économie et sur tous les autres plans. Cela l'a beaucoup poussé à se donner une chance de résoudre ce problème, qui aurait pu se prolonger sur des générations.

Je considère tout cela et je me dis que l'existence d'implantations en Judée-Samarie ne contribue actuellement en rien à la sécurité d'Israël. Il est très important qu'elle soit démilitarisée, mais pour cela, nous n'avons pas besoin de 200 000 à 300 000 habitants juifs sur le terrain. Nous devons évacuer cette région et prendre tout l'argent, tout ce que nous y avons investi, ne pas détruire les routes fantastiques que nous y avons construites, les laisser aux Palestiniens et canaliser toutes ces énergies vers l'intérieur de l'État d'Israël.

Ami Ayalon, en septembre 2000, à la veille de la seconde Intifada, vous avez déclaré à Nekouda*, le journal des habitants des implantations : « Je prétends que nous avons essuyé une défaite face à l'Intifada de 1987-1993. J'affirme que nous subirons une défaite face à toute Intifada et je pense que c'est très bien ainsi parce que le prix de la victoire sur un phénomène tel que l'Intifada est la perte de notre humanité. En tant que général de Tsahal, je vous dis que notre contrôle de la population arabe en Judée-Samarie et à Gaza nous a poussés à faire des choses intolérables. »*

AMI AYALON : Quelle est votre question ?

Expliquez-moi une telle déclaration deux ou trois mois avant qu'éclate l'Intifada.
La seule chose à laquelle il faut s'intéresser est le terme de « victoire » ou celui de « défaite ». Vous êtes citoyen de l'État d'Israël. Qu'est-ce qu'une victoire ? Donnez-moi une définition.

Quand l'autre côté accepte ce que je veux, c'est une victoire.
Pouvez-vous définir ce que vous voulez ?

En tant que citoyen israélien ?
Oui.

Je veux vivre en paix et être heureux. C'est trop simpliste ?
Clausewitz, qui était un homme intelligent, a dit il y a quelque deux cents ans : « La victoire, c'est créer une réalité politique meilleure. » C'est cela la victoire. Ce qui signifie que remporter une victoire ne nous oblige pas nécessairement à conquérir Gaza, Ramallah, Naplouse ou Hébron. Je pense que mon fils, qui a servi pendant presque trois ans et demi dans les parachutistes, a participé au moins deux ou trois fois à la prise de Naplouse. Cela nous a-t-il apporté la victoire ? Je pense que non. La question est de savoir si cela nous a rapprochés d'une situation politique meilleure, que je définis très simplement : nous sommes là pour qu'Israël soit l'État démocratique et sûr du peuple juif. C'est notre objectif. Là-dessus nous voulons aussi construire une économie, une société, un système éducatif, social mais finalement nous mettons tout sous la définition « État juif démocratique et sûr ». L'Intifada nous en a-t-elle rapprochés ? Je prétends que non.

Cette situation est d'ailleurs tellement décourageante que d'autres nations qui y ont déjà été confrontées ont vu leur démocratie mise en grand danger. Les Français en Algérie ont remporté une victoire militaire écrasante. Ils ont payé un prix, selon les critères actuels, exorbitant. Mais ils ont vaincu. Ils ont vaincu ? Ils ont en fin de compte vaincu militairement, et été défaits politiquement jusqu'à ce que de Gaulle, dans un acte de leadership politique, les amène à une réalité différente.

Au début de l'Intifada, le ministre des Affaires étrangères essayait de conduire une politique de contacts à haut niveau avec les Palestiniens, avec l'approbation du Premier ministre. Le chef d'état-major, qui était alors Bogie Yaalon, s'est opposé à lui en disant qu'il empêchait Tsahal de gagner la guerre. Vous imaginez une telle situation dans une démocratie saine ? C'est pourtant bien ce qui s'est passé. Donc il faut comprendre que nous n'avons pas défini de façon adéquate la notion de victoire.

En 2002, alors que je n'étais déjà plus directeur du Shabak, j'ai été invité à Londres par la London School of Economics. L'Intifada faisait rage, des Israéliens et des Palestiniens étaient tués des deux côtés de la non-frontière, c'était vraiment l'enfer. Nous partons pour Londres, un groupe d'Israéliens et un groupe de Palestiniens, pour voir si nous pouvons faire quelque chose. C'était une initiative très naïve, comme toutes celles qui se proposent d'instaurer la paix. Puisque tout est plus commode à Londres, comme le dit la chanson de Chava Alberstein, mener ce débat l'était aussi.

À un moment donné, je vais me faire un café et un Palestinien de ma connaissance, Iyad Saraj, docteur en psychiatrie, s'approche de moi. Je l'avais rencontré quand j'étais au Shabak, bien qu'il n'ait absolument rien eu à voir avec le terrorisme. C'était un psychiatre qui s'occupait d'enfants en état de choc. Dans ses éditoriaux, il écrivait

que la prochaine génération portait en elle la violence inhérente aux enfants palestiniens de Gaza de la deuxième Intifada. Des articles d'ailleurs très durs à lire pour des Israéliens. Il avait séjourné dans les prisons palestiniennes, s'étant opposé à Arafat et ayant dénoncé sa corruption. Il était de ces personnes authentiques qui exprimaient une opposition non violente, mais conduisaient vraiment la lutte contre le pouvoir d'Arafat, avec tout ce que cela impliquait. Donc il s'approche de moi et me dit : « Ami, finalement, nous vous avons vaincus.

– Non mais vous êtes devenu fou ? Que voulez-vous dire ? Des centaines de Palestiniens sont tués, à ce rythme vous aurez des milliers de morts. Le peu de pays que vous avez, vous allez le perdre et votre rêve d'État va se briser. C'est ça une victoire ?

– Ami, je ne vous comprends pas. Quant à vous, vous ne nous comprenez toujours pas. La victoire, pour nous, c'est de vous voir souffrir. C'est tout ce que nous voulons. Plus nous souffrirons, plus vous souffrirez. Enfin, après cinquante ans, nous sommes arrivés à l'équilibre des forces : votre avion F-16 face à notre kamikaze. »

Moi qui suis généralement assez prompt à la repartie, je suis resté sans voix. Cette phrase d'Iyad Saraj m'a ouvert les yeux. J'ai soudain compris le phénomène de l'attentat-suicide. J'ai soudain interprété tout à fait différemment nos réactions. Combien d'opérations avons-nous menées parce que nous avions mal ? Parce que quand nos bus explosent c'est très douloureux et que nous voulons nous venger ? Combien de fois l'avons-nous fait ?

Nous soutenons Tsahal, même quand nous savons que telle opération ou tel succès nous ramènent en arrière. Nous avons perdu le sens de la victoire. Nous nous trouvons dans un effroyable cercle vicieux et la situation va en s'aggravant. Nous pensons encore et toujours que « ce qui ne s'obtient pas par la force s'obtient par encore

plus de force ». Donc, quand je vous dis que nous avons vaincu ou que nous avons perdu, ce n'est pas en termes militaires. La tragédie du débat public israélien sur la sécurité est que nous ne comprenons pas que nous sommes dans une situation frustrante où nous gagnons chaque bataille mais perdons la guerre.

Avi Dichter, je vous lis une phrase tirée du livre Boomerang*, des journalistes d'investigation Raviv Drucker et Ofer Shelah, publié en 2005 : « Tsahal et le Shabak ont obtenu de nombreux succès opérationnels dans les années 1970… mais tous ceux-ci n'ont pas aidé Israël à gagner la guerre, parce qu'on ne peut pas gagner une guerre qui n'a pas d'objectif. » Je cite encore Avraham Shalom : « Depuis 1948, nous gagnons toutes les batailles mais perdons la guerre. » Vous comprenez ces propos ?*

AVI DICHTER : Je connais ces phrases : « Nous avons gagné les batailles mais avons perdu la guerre », ou l'inverse, « Jamais un peuple qui domine la mer n'a été vaincu », « Le char d'assaut est de fer ; l'homme est d'acier ». Je ne sais pas exactement à quoi fait référence votre citation tirée de *Boomerang*. J'ignore ce qu'est « une guerre qui n'a pas d'objectif ». La guerre contre le terrorisme a un objectif très louable à mes yeux, qui est celui d'assurer une vie normale aux gens en Israël. Je ne connais pas d'objectif plus concret. L'État d'Israël a montré qu'il pouvait lutter contre le terrorisme.

Ami Ayalon dit qu'il est vrai que nous vainquons le terrorisme, mais se pose la question de savoir si cela nous offre une situation meilleure.

Je regarde soixante ans en arrière et je pense à ce qu'imaginaient les fondateurs du pays. Je crois qu'Israël est meilleur, beaucoup plus développé et prospère qu'ils ne l'auraient rêvé. J'ignore ce que veulent dire exactement ceux qui nous accusent de ne pas réfléchir à

comment développer des liens plus productifs avec les Arabes, avec nos voisins, avec les Palestiniens, ou de ne pas chercher à les connaître vraiment. Cela me rappelle ce que nous disaient les Palestiniens : « Si vous, les Israéliens, ne nous aviez pas, c'est le Hamas que vous auriez à notre place…

– Très bien, leur avais-je répondu, que nous proposez-vous pour que ce soit vous qui soyez nos interlocuteurs ?

– Patience, les amis, ne construisez pas, ne fermez pas, ne mettez pas de barrages sur les routes, ne nous attaquez pas, laissez-nous nous organiser un peu. »

Lors d'une de nos rencontres, je leur ai demandé : « Dites-moi, de combien de nos morts avez-vous besoin pour vous organiser ?… »

Je ne crois pas que nous devions battre notre coulpe sur ce que nous manquons par incompréhension de l'autre partie. Je ne sais pas dans quelle mesure cette autre partie se comprend elle-même. Gaza n'est qu'un exemple de l'absence de compréhension qui les a menés là où ils sont. Alors quoi ? Maintenant nous devrions prendre les mêmes mesures en Judée-Samarie ? Pourquoi ?

Je vous le répète : le tonneau du terrorisme a un fond. Ce n'est parfois pas agréable d'y arriver, le chemin est long, mais il y a un fond. Ce tonneau se remplit parfois jusqu'à ras bord, malheureusement. On ne peut pas le vider une bonne fois pour toutes et ne plus en parler. Il y a toujours de nouveaux tonneaux, et c'est regrettable. Il y a eu celui d'avant la guerre des Six-Jours, celui des années 1960 et du début des années 1970. Il y en a eu un autre jusqu'en 1993 et ensuite celui de cette Intifada. J'espère qu'il n'y en aura pas d'autres mais je n'en suis pas vraiment sûr.

Quatre de vos prédécesseurs au poste de directeur du Shabak, interviewés par le journal Yediot Aharonot *lorsque vous étiez encore en fonction, ont appelé à trouver une solution politique au conflit. Êtes-*

vous d'accord avec eux ou bien n'y a-t-il vraiment personne avec qui parler ?

Tout d'abord, nous sommes tous différents. Le fait que nous soyons tous des hommes du Shabak ne signifie pas que nous partagions un point de vue semblable même pour ce qui concerne la gestion de l'organisation. Chacun d'entre nous l'a dirigée de manière différente, d'autant plus que nous n'avions pas les mêmes opinions politiques. Ami Ayalon s'est engagé dans un parti politique et moi dans un autre. Mais dire qu'il n'y a pas de partenaire du côté palestinien, et qu'il n'y en aura pas, est une idée que je ne peux pas appuyer. Il est vrai que depuis le début de l'Intifada, les Palestiniens évitent de se confronter au problème de la création de leur propre État, et pas sur le dos d'Israël, mais à ses côtés. C'est un fait que s'ils ne le comprennent pas, ils n'auront pas d'État. Et pour le construire aux côtés d'Israël, il lui faut des éléments dont dispose tout État : une succession de mesures pour faire appliquer la loi. Les Palestiniens doivent comprendre qu'un terroriste de Naplouse qui agit en Israël, c'est leur problème tout autant que le nôtre. Cette réciprocité me paraît logique entre deux pays qui veulent vivre côte à côte.

Nous connaissons aussi les Palestiniens. Nous connaissons les personnages, ce ne sont pas que des noms. Vous savez, en Syrie ou au Liban, nous ne sommes conscients de l'existence de certaines personnes que par la lecture de rapports de renseignement et par la collecte d'informations. Ici, les gens, nous les avons rencontrés, avons plaisanté avec eux, discuté, avons été en colère contre eux, avons travaillé avec eux, travaillé contre eux. Nous les connaissons, croyez-moi, comme nous-mêmes. Je suis surpris qu'il ne se soit pas passé chez eux ce qui selon moi aurait dû se passer. Je vous ai déjà raconté l'anecdote où, lors d'une rencontre avec des Américains et des Palestiniens, l'un d'entre eux qui avait comparé Arafat à Ben Gourion

s'était fait remettre à sa place par un autre Palestinien. Ce dernier considérait qu'Arafat n'avait pas pris les bonnes décisions pour seulement commencer à bâtir les infrastructures d'un État palestinien.

Y a-t-il une chance ?
Voyez-vous, le plus grand avantage est le fait que le niveau de vie, à Gaza et en Judée-Samarie, a augmenté de façon très significative depuis les trente dernières années. J'ai commencé à travailler à Gaza il y a trente-trois ans de cela. Je peux dire que je connais parfaitement la bande de Gaza et qu'il n'y a aucune similitude entre ce qu'elle était alors et ce qu'elle est de nos jours, au point de vue du niveau de vie, de l'éducation, de la conscience des habitants, etc. Peu importe que ce soit chez les militants du Hamas ou chez d'autres. C'est encore plus vrai en Judée-Samarie. J'affirme qu'avec des gens qui comprennent que leur niveau de vie ainsi que leur qualité de vie s'amélioreront, nous avons l'espoir d'arriver à quelque chose. Nous connaissons les dirigeants palestiniens, ils n'ont pas de cornes, nous ne sommes pas incapables d'appréhender leur culture. Nous comprenons plus ou moins leurs manies, et eux parfaitement les nôtres. Par conséquent, je pense que nous avons certainement de grandes chances de parvenir à nous entendre. L'existence de ces chances dépendra de personnalités, de dirigeants.

Êtes-vous pour parler avec tout le monde ?
AVRAHAM SHALOM : Avec tous ceux avec qui il est possible de le faire. Même s'ils sont insolents, je suis pour continuer à dialoguer. Il n'y a pas d'alternative.

Même avec le Hamas, le Djihad islamique ?
J'ai dit avec tout le monde. Cela comprend aussi Mahmoud Ahmadinejad. Je suis toujours pour le dialogue, c'est une déformation

professionnelle d'agent du renseignement, de parler avec tout le monde. Vous voulez savoir ce qui se passe. Vous ne pouvez pas le savoir si vous ne parlez pas.

Même si le Hamas n'est pas prêt à reconnaître l'existence de l'État d'Israël ?

Peu m'importe ce qu'il pense, s'il parle, tant mieux. Il peut ne pas vouloir me parler et alors je ne pourrai pas le convaincre. Mais si quelqu'un est prêt à parler, même s'il est d'un niveau subalterne et même si c'est sur n'importe quel sujet, je suis prêt. Quand on parle, les choses s'éclaircissent. Je vois que vous ne mangez pas de morceaux de verre, et vous que je ne bois pas de pétrole… C'est ainsi.

Mais nous ne savons pas parler. Chez nous, il n'y a pas de nuances. C'est ou un État palestinien ou pas d'État palestinien ; détruire le Hamas ou ne pas le détruire. Pouvez-vous détruire le Hamas ? Sottises. Où nous mèneront-ils tous avec leurs avis tranchés ?

Nous sommes, eux et nous, des imbéciles. Ici, cela aurait déjà pu être la Suisse. Nous avons pensé que nous venions ici parce que quelqu'un nous avait donné ce pays deux mille ans auparavant. C'est vrai et c'est très bien, et j'accepte la logique selon laquelle les Juifs doivent avoir un pays. C'est très important qu'ils en aient un, sinon ils risquent une nouvelle Shoah, mais deux mille ans, c'est une longue période… Ce n'est pas ainsi que fonctionnent les choses. Il faut savoir quelles sont nos limites, et les nôtres correspondent à cinq millions d'individus contre un milliard et demi. Ça n'est pas de la rigolade.

En fin de compte, les Arabes ne nous comprennent pas. Moi non plus, je n'aurais pas compris. Oui-non à un État. Pourquoi est-il permis de construire des implantations bien que nous disions oui à deux États ? Ne faites pas de promesses si vous ne pouvez pas les tenir. Je ne vois pas de solution, car je crois que même s'il y a deux

États pour deux peuples, le terrorisme sévira encore. Peut-être à une autre échelle, moindre. Ensuite, tout dépendra de la façon dont nous nous conduirons. L'autre partie a aussi ses problèmes. Eux non plus ne sont pas des saints. Ils sont très cruels. Tant que nous ne nous sortirons pas de cette mélasse, je ne vois pas comment aboutir à une solution. Deux peuples, deux États, il y aura du terrorisme. Deux peuples, un État, il n'y aura plus de sionisme. C'est un affreux dilemme. Le conflit se résoudra finalement par la confiance mutuelle, pas par la force.

Yuval Diskin, faut-il parler avec tout le monde ?
YUVAL DISKIN : Il faut parler avec celui qui représente le côté opposé. Il faut parler avec celui qui est le représentant légitime de l'autre partie.

Le Hamas ?
Je pense qu'Israël ne doit pas parler avec le Hamas. L'Autorité palestinienne a aujourd'hui un représentant qui s'appelle Abou Mazen. Il est soutenu par un parti qui a toujours la majorité et qui a conduit les accords d'Oslo dans le but d'aboutir à la solution de deux États pour deux peuples, c'est avec lui qu'il faut parler.

Avec le Hamas, j'ai un grave problème. Cela vient peut-être du fait que le Service et moi-même le connaissons trop bien. C'est un mouvement islamique nationaliste radical qui a des objectifs religieux très clairs. Son but est de réinstaurer le califat islamique dans la région et dans le monde. J'ai du mal à croire qu'il assouplira sa position et fera des compromis sur la question. La seule chose sur laquelle ses représentants seront probablement plus accommodants, et je suis en cela en désaccord avec de nombreuses personnes, c'est sur la chronologie. Ils diront qu'ils ne résolvent pas le problème maintenant, qu'ils sont prêts à attendre encore dix ans, vingt ans,

mais leur objectif est finalement d'absorber l'État d'Israël et de mettre en place ici le califat. Ils ne veulent d'ailleurs pas seulement absorber Israël mais aussi quelques pays arabes qui nous entourent, parce que leurs régimes sont à leurs yeux illégitimes. Par conséquent, je pense que parler avec le Hamas, c'est bien gentil, mais ça ne ferait que repousser le problème.

Vous avez dit lors d'une réunion du Conseil des ministres pendant votre mandat sous Netanyahou que vous aviez repéré des signes avant-coureurs de volonté de dialogue de la part du Hamas.
Le Hamas désire constamment dialoguer, car il recherche une légitimité. D'une part, il a obtenu un très grand succès : il a pris le contrôle d'une parcelle de terre appelée bande de Gaza. Aucun autre mouvement de Frères musulmans n'y était parvenu depuis de nombreuses années. Mais d'autre part, il est sous blocus, encerclé, n'a aucun succès à vendre à son public. Il court le risque de nouveaux conflits avec nous. Le Hamas essaie de toutes les façons possibles de se sortir de la situation complexe dans laquelle il est plongé, donc de son point de vue, dialoguer est une bonne chose. Il y a un proverbe arabe qui dit : « Embrasse le chien sur la bouche de façon à pouvoir en tirer ce dont tu as besoin. » Le chien, dans l'islam, est une des créatures les plus impures qui soient. Pour moi, même s'ils ne le disent pas, c'est bien cette logique de « tirer de nous ce dont ils ont besoin » qui les guide.

CARMI GILLON : Je suis d'avis de parler avec tout le monde, même avec le Hamas. Ce n'est pas qu'ils nous reconnaîtront, et jamais ils ne signeront une déclaration Balfour de sympathie avec nos aspirations sionistes ou toute autre chose de ce type, mais en Israël, c'est un bien trop grand luxe de ne pas parler avec nos ennemis. Tant que ce sont eux qui décident de ne pas nous parler, nous n'avons pas le choix,

mais si c'est nous qui décidons de ne pas le faire, je pense que nous commettons une erreur. Nous tenons plus le Hamas à la gorge que lui ne le fait et nous n'en retirons pas les avantages que nous pourrions en dégager car nous jouons la colère. Au sujet d'Abou Mazen, personnellement, j'ai des doutes. En revanche, l'Autorité palestinienne se renforce en Judée-Samarie et j'espère vraiment que c'est une tendance qui sera confortée.

AMI AYALON : Si nous ne nous engageons pas dans un processus politique en définissant ce que nous voulons vraiment, et le prix que nous sommes prêts à payer, Israël ne remportera pas de victoire politique dans le proche avenir. J'affirme que ce prix est l'évacuation de la plupart des territoires de Judée-Samarie pour que l'État d'Israël soit juif et démocratique. Et ce, pas parce que les Palestiniens méritent un État, pas pour satisfaire les belles âmes gauchistes, pas parce que nous avons mauvaise conscience à être des occupants – ça c'est un autre débat à mener. C'est le prix à payer juste pour qu'Israël soit l'État démocratique du peuple juif. Un accord politique est plus important pour notre sécurité qu'une escadrille de F-15 supplémentaire ou que deux divisions additionnelles.

Mais jusqu'à maintenant, les ministres du gouvernement israélien disent qu'il faut reconstruire Homesh, l'implantation de Samarie évacuée et détruite lors du désengagement d'août 2005, que toutes les implantations sont légales et que personne n'a l'intention de les évacuer. D'une part, le Premier ministre parle de deux États pour deux peuples, et d'autre part, les membres de son gouvernement nous annoncent matin et soir que ce ne sont en fait que des paroles en l'air, uniquement parce qu'il est soumis aux intérêts américains. Dois-je aboutir à un accord politique parce que le président des États-Unis fait pression sur moi ? Dois-je arracher des gens de leurs villages ou arrêter de construire des bâtiments qui sont nécessaires à leur vie

quotidienne parce que le président des États-Unis s'est réveillé un beau matin et a décidé qu'il en va de l'intérêt américain ? Ma réponse est non, avec trois points d'exclamation. Je dois le faire parce que c'est dans l'intérêt d'Israël. Mais le Premier ministre ne nous l'annonce pas clairement. Il nous fait comprendre par son langage corporel qu'il agit ainsi afin de recevoir une contrepartie concernant l'Iran, qu'il est soumis à la pression américaine… De cette façon, une nouvelle évacuation ne passera pas. Si une évacuation est décidée dans ces conditions, nous ferons face à un niveau de violence beaucoup plus élevé qu'en 2005.

En Judée-Samarie vivent actuellement une troisième et une quatrième génération d'habitants que nous avons envoyés s'installer dans des implantations. La plupart d'entre eux, y compris leurs rabbins et leurs dirigeants de communautés, seront prêts à prendre leurs maisons, leurs petits-enfants, leurs morts et leurs rouleaux de la Torah et à revenir dans ce que j'appelle l'État d'Israël. Et ce en opposition totale avec leur idéologie. Ils seront disposés à le faire seulement s'ils comprennent qu'il y va de l'intérêt israélien suprême. C'est une condition indispensable pour que l'État d'Israël soit juif et démocratique, et que personne ne porte atteinte à son prochain. S'ils ne le comprennent pas, cela ne se passera pas, ni politiquement, ni à cause du niveau de violence que nous rencontrerons en chemin.

Donc l'avenir est sombre ?

Non. Je pense qu'en dernière instance, si nous agissons comme il se doit, si nous ne transformons pas les habitants des implantations en propulseurs, si nous voyons que c'est l'intérêt d'Israël de nous retirer de ces territoires, si nous le faisons dans le dialogue et la communication – tout en étant déterminés et en indiquant clairement où nous allons –, la grande majorité de la population des

implantations, y compris ses dirigeants, saura l'accepter et se donner les explications théologiques dont je ne dispose pas.

À l'occasion d'une discussion, un rabbin m'a dit : « Voyez-vous, le problème n'est pas le débat théologique. J'ai l'explication : la terre d'Israël ne nous appartient pas, elle appartient à Dieu, qui nous la transmet selon sa volonté. Je peux me trouver dans une situation où ce n'est pas moi qui décide. » Pour la très grande majorité des habitants des implantations, presque tous en fait, le principe du Lévitique, « Tous les Juifs sont responsables les uns des autres », est plus important que la sainteté de la terre. Le réel problème est que le débat n'arrive pas jusqu'à eux. Tout est considéré comme une manipulation politique. Ils se sentent vraiment grugés. Ils élisent un Premier ministre – que ce soit Ariel Sharon la première fois ou Benyamin Netanyahou la deuxième – qui leur a juré avant les élections qu'il ne les arracherait pas de leurs villages, qu'il ne contribuerait pas à la création de deux États pour deux peuples, et qui dès qu'il est élu, change d'avis.

Ils n'arrivent pas à s'expliquer pourquoi ils ont évacué Gaza. Je peux dire pourquoi, bien qu'à l'évidence notre sécurité soit maintenant plus précaire et bien que nous ayons réalisé l'évacuation de la pire manière possible. Parce que, avec tout le caractère problématique de cette question, l'État d'Israël est aujourd'hui un peu plus juif et un peu plus démocratique. Mais tant qu'ils auront l'impression que les événements sont le résultat d'une manipulation politique ou de la pression américaine, ils ne coopéreront pas.

Pensez-vous qu'il se trouvera un dirigeant capable de faire évacuer ces implantations ?

Voyez-vous, Rabin ne croyait pas aux processus politiques. Sa vision du monde était sécuritaire. Il avait donné la directive de « briser les os » des Palestiniens parce qu'il pensait en 1989 que, ce faisant, ils

comprendraient. Et c'est Rabin qui a compris. Il a compris et est devenu un grand dirigeant, d'envergure nationale, historique, d'un niveau international, parce que grâce à son intelligence de la situation, il a su utiliser le pouvoir politique et l'occasion pour donner une nouvelle orientation à la diplomatie israélienne. Donc je ne peux pas vous dire si le prochain leader d'envergure est déjà né ou s'il a déjà été élu. Je suis un optimiste. Dans certaines conditions, même les dirigeants actuels peuvent, contre leur gré, ou contre leurs opinions passées, conduire des processus qui rapprocheront le peuple d'Israël de l'endroit où vous et moi désirons aller.

Avi Dichter : Je pense que le public en Israël, même celui des Juifs pratiquants, sait parfaitement où va l'État d'Israël du point de vue de ses frontières définitives. Quand cette réalité sera sous les yeux des habitants de l'État d'Israël, en des termes pragmatiques – voici l'accord de paix vers lequel nous nous dirigeons, voici les frontières, voici les conditions –, je pense que les choses seront vues tout à fait différemment de la période actuelle de bégaiement d'une position à une autre, d'une ligne à une autre, d'un type d'implantation à un autre. Nous n'avons pas l'impression que ce qui se passe nous conduit vers un processus final. Nous nous occupons, je dirais, d'épiphénomènes. Je suis persuadé que lorsque nous nous retrouverons face à la question de la frontière définitive, impliquant une évacuation d'implantations, la réalité sera tout à fait différente.

Mon optimisme repose sur ma conviction que l'intérêt des Palestiniens n'est pas différent du nôtre. Vous savez, je les connais. Ils veulent vivre. Ils savent vivre. Ils aiment vivre. Ils n'aiment pas mourir, ni dans des attentats ni en empêchant des attentats. Mais il arrive qu'un petit groupe entraîne la majorité dans un gouffre. C'est aussi vrai chez nous, en Israël. Considérez donc notre histoire. Combien de fois avons-nous été entraînés vers l'abîme ? Et pas par de

grands groupes, par des groupes restreints. Il faut donc être très prudent.

Yuval Diskin, vous, les directeurs du Shabak, êtes peut-être les plus grands experts de la scène palestinienne. Pourquoi, après tant de temps, ne parvenons-nous pas à résoudre ce conflit ?
YUVAL DISKIN : Tout d'abord, le fait que nous soyons des experts n'est pas suffisant. Ensuite, nous ne sommes pas toujours d'assez bons spécialistes de ces questions. Enfin, nous ne sommes pas toujours assez impliqués là où il le faudrait. Mais puisque vous me posez la question, pour résoudre ce conflit historique, national, religieux, territorial, et qui est d'après moi le conflit le plus complexe pensable, toute l'expertise du monde ne suffira pas s'il n'y a pas de leadership à un niveau très élevé des deux côtés à un moment donné. C'est la raison pour laquelle les choses sont si difficiles.

C'est-à-dire que tout repose en fin de compte sur les dirigeants ? Des deux côtés ?
À mes yeux, un véritable leadership, capable de mener des peuples dans ce cas, avec une volonté vraie de résoudre le problème, peut se donner une chance de le faire, même si le problème est de cette envergure. Nous n'avons pas encore réussi. Nous étions très proches d'une solution. J'ai une très forte impression d'occasion manquée pour les accords d'Oslo, par exemple. Je regarde ceci en tant qu'observateur qui a vu de l'intérieur ce qui se passait chez les Palestiniens comme chez les Israéliens. Au début, les protagonistes étaient sincèrement enthousiastes. Je dirais même qu'il régnait un climat chargé d'émotion, pas d'amour réciproque, mais nous avions le sentiment d'entreprendre ensemble une démarche historique. Dès

l'instant où l'on est arrivé à la réalisation sur le terrain, le leadership n'a pas été à la hauteur et n'a pas permis la réussite de l'entreprise.

Je vais vous emmener en Afrique du Sud, citée par tous comme modèle. Il y avait là-bas des dirigeants très impressionnants comme Nelson Mandela d'une part et Frederik De Klerk de l'autre, qui décidèrent de changer le cours de l'histoire dans leur pays. De Klerk comprit vraisemblablement quel prix lui-même et les Blancs d'Afrique du Sud allaient payer et Mandela vit qu'il avait apparemment gagné et saisit l'importance du pardon pour que le pays ne se déchire pas. C'était remarquable. Mais en considérant les faits dans une perspective historique, je ne suis pas sûr qu'avec le temps, tout cela ait si bien réussi. Parce que c'est difficile. Il y a de forts ressentiments entre les deux camps. Aujourd'hui les Blancs vivent, si j'ai bien compris, dans des ghettos. Vous voyez leurs maisons, et c'est assez effrayant, entourées de barbelés, équipées de moyens de dissuasion. Ils craignent de sortir de chez eux à certaines heures. Je n'aimerais pas du tout que nous vivions ainsi, même si cela réglait le problème. J'affirme que les choses sont beaucoup plus compliquées qu'elles ne le paraissent.

Ou prenez l'exemple de l'Irlande du Nord, que l'on présente aussi comme un succès. Je pense qu'il y a vraiment eu là-bas une tentative de réconciliation et la volonté d'arriver à un nouveau mode de coexistence. Du point de vue de beaucoup, cette histoire est terminée, mais je vous dis qu'en fait, elle ne l'est pas, parce que l'année dernière le mouvement clandestin irlandais a perpétré de nombreux attentats. Pour je ne sais quelle raison, les médias ont déjà fermé ce dossier, de même que le gouvernement britannique. Donc cette affaire est étiquetée comme une réussite, mais la réalité sur le terrain est beaucoup plus contrastée.

Quelles conclusions pouvons-nous en tirer pour ce qui nous concerne ?

Je ne veux pas faire de comparaison entre nous et les autres. Je crois que la solution du problème israélo-palestinien est beaucoup plus compliquée qu'il n'y paraît. La chance de le résoudre repose sur la présence des deux côtés de dirigeants très forts qui s'appuieront sur une majorité politique très nette, auront une véritable volonté d'agir et seront disposés à faire des compromis.

Que voyez-vous aujourd'hui dans la société palestinienne, au sujet du processus de paix ? Allons-nous vers une troisième Intifada ? L'humeur est-elle à l'espoir ?

Je crois que le peuple palestinien est fatigué, qu'il a été épuisé par la seconde Intifada. Il est très déçu des résultats obtenus après tous les événements. Les Palestiniens ont à mon avis payé un prix encore plus élevé que nous. Ils n'ont plus de force, ils voudraient vraiment la paix. Mais par ailleurs, la déception que nous avons tous ressentie, la désillusion que nous avons tous connue, ces seize dernières années, depuis les accords d'Oslo, a ébranlé la confiance du plus grand nombre, des deux côtés, en notre capacité à parvenir à la paix.

Chez les Palestiniens, il y a toutes les nuances, mais considérons le Palestinien moyen, pas le militant du Hamas le plus extrémiste ni le partisan acharné de la paix, quelqu'un comme vous et moi. Il veut tout d'abord, comme tout le monde, sans distinction de pays ou de religion, la tranquillité, sa sécurité personnelle et celle de sa famille. Il serait très heureux de vivre paisiblement, d'avoir la liberté de circulation, de commerce, et de pouvoir faire le métier qu'il désire. Naturellement, l'unique moyen d'y parvenir est la paix. Mais pour cela, il faut régler quelques problèmes essentiels très délicats entre les Palestiniens et nous. Il faut surmonter, des deux côtés, les nombreuses questions d'ego sur le chemin de la paix. Sans dirigeants très forts, sans pression sur eux de la part de nombreux éléments qui les feront aller de l'avant, il n'y a aucune chance de mettre fin aux

épineux problèmes qui sont à l'ordre du jour. Les choses ne se feront pas d'elles-mêmes.

Dormez-vous paisiblement la nuit ?
Non. Enfin je dors bien parce que je suis fatigué par mon entraînement cycliste, mais est-ce que je dors sereinement en pensant au conflit ? Non.

Pourquoi ?
Parce que je pense que ce pays fait face à un extrêmement grand nombre de défis, et que pour bien les gérer, il faut un leadership de premier ordre. Je n'ai pas l'impression que nous l'ayons. Si nos dirigeants ne mènent pas la société israélienne dans une autre direction, s'ils ne peuvent pas lui dire sans crainte ce qu'il faut faire et où il faut aller, alors nous sommes dans une mauvaise situation. La société israélienne risque d'être beaucoup plus polarisée et divisée qu'elle ne l'est actuellement, et elle n'est déjà pas en très bon état. Une grande partie des fractures s'aggraveront avec le temps, c'est ainsi que je vois les choses. Pour y remédier, il faut tout d'abord des dirigeants forts, authentiques, dignes, sincères. L'exemple personnel qu'ils donneront au public devra être en harmonie avec ces qualités. L'instant décisif n'est pas encore arrivé, mais lorsque ce sera le cas, ces questions remonteront de plus en plus à la surface.

Voyez-vous un tel leadership actuellement à l'horizon ?
Non. Pas pour le moment.

Yaakov Peri, vous semble-t-il réaliste qu'il y ait un accord permanent entre les Palestiniens et nous ?
YAAKOV PERI : C'est une question difficile. Il nous faudra transférer, et je pense que sur ce point il y a presque consensus, toute la Judée-

Samarie. Nous devrons conserver une partie de terrain à notre frontière avec la Jordanie et trouver une solution adéquate au problème de Jérusalem. Finalement, à mon avis, pour Jérusalem, la chose la plus simple serait de mettre en place un contrôle international sur les lieux saints. De plus, nous devrons donner une possibilité de souveraineté palestinienne sur ce qu'Itzik Mordechaï appellerait les « abords de Jérusalem ». Je pense que cela peut être résolu.

Jérusalem-Est palestinienne ?
Pas entièrement. Je n'y inclurais pas les quartiers juifs. Au sujet des implantations, je les regrouperais en blocs, et je permettrais à tout habitant, comme à Yamit en 1982 ou comme pour le désengagement, de recevoir des indemnités s'il acceptait d'être évacué. Ceux qui voudraient rester dans une île israélienne, comme par exemple Ariel, à l'intérieur de l'État palestinien à naître, se verraient offrir la possibilité de rejoindre Israël à l'aide de routes transversales.

Les réfugiés ?
Aucun droit au retour. Il faut leur donner des indemnités financières. Je ne pense pas que ce sera un obstacle. Les Palestiniens ont compris tout seuls qu'Israël n'acceptera jamais de renoncer à la plus grande partie de Jérusalem ni de reconnaître le droit au retour des Palestiniens en Israël. Il est possible d'arriver à un consensus pour un certain nombre de personnes qui pourront retourner sur leur lieu de résidence. On peut régler la question de façon plus commerciale, mais personne en Palestine ne proclamera qu'il a renoncé au droit au retour. Ce sujet nous préoccupera pendant des années.

Selon moi, une majorité d'Israéliens soutiennent encore un accord avec les Palestiniens, parce que les gens en ont assez de la situation actuelle. Ils veulent du calme, de la tranquillité. Je dois quand même

vous prévenir que c'est aussi une illusion. Parce que dans tout type d'accord, il y aura des groupes d'opposition du côté palestinien, et dans une certaine mesure aussi du nôtre – même s'il s'agit de l'accord le plus favorable à l'État d'Israël –, qui essaieront de le torpiller. Il faudra de nombreuses générations – je ne sais pas si ce sera des dizaines ou des centaines d'années – avant que les deux peuples apprennent à se reposer chacun sous son figuier et sous sa vigne sans venir déranger l'autre.

Y a-t-il eu des moments au cours des dernières années où vous pensiez autrement, ou vous croyiez que c'était plus proche que dans des dizaines ou des centaines d'années ?
Oui. À certains moments, peu nombreux, quand j'étais au plus près de la négociation. Par exemple juste après les accords d'Oslo. Mais depuis, malheureusement, ça ne m'est pas arrivé trop souvent.

Pourquoi n'êtes-vous pas optimiste aujourd'hui ? Parce qu'il n'y a pas de dirigeants des deux côtés ?
Je ne sais pas s'il n'y a pas de dirigeants. Il y en a, mais ils doivent prendre de très graves décisions, certaines contraires à leurs opinions politiques. Je peux dire franchement que ceux ou une partie de ceux qui ont mené les négociations avec les Palestiniens n'étaient pas les négociateurs les plus compétents d'Israël. Ils n'avaient pas une bonne connaissance de la société palestinienne ni une compréhension profonde de sa mentalité. Ils ne savaient pas discuter avec des Arabes ou nouer avec eux des relations de confiance. Certains étaient d'excellents professionnels dans leur domaine, que ce soient des avocats ou des délégués de différents organismes. Ils étaient très appréciés de ceux qui les avaient dépêchés, mais ils auraient dû l'être aussi du côté opposé.

C'est-à-dire que nous avons échoué à désigner les bonnes personnes pour mener les négociations ?
Entre autres. Sans aucun doute.

Carmi Gillon, y a-t-il une chance qu'un président palestinien ou un Premier ministre israélien acceptent un retrait des territoires, et que cela soit mis en œuvre ? Avec tout ce qu'il y a sur le terrain ?
CARMI GILLON : Oui. Je suis sûr que oui. Cela aura lieu que nous le voulions ou non. Je pense que les implantations seront évacuées. Pas les grands blocs, comme Ariel, Maalé Adoumim ou Goush Etzion, qui resteront israéliens en contrepartie d'échanges de territoires – ce que je soutiens –, mais toutes les implantations disparaîtront. Il y aura de l'opposition mais pas de violence de la part de 200 000 personnes. La plupart des habitants des implantations rentreront tranquillement dans les frontières d'Israël. Une grande partie participera à des manifestations, se battra pour sa maison, mais restera dans le cadre de la légalité. Une petite minorité de quelques centaines d'individus emploiera peut-être en effet la violence, mais je pense que nous savons où ils se trouvent et que nous pourrons les contenir.

Pourquoi n'avons-nous pas réussi jusqu'à ce jour à prendre une telle décision ?
Parce que notre système politique est défaillant. Parce que depuis Itzhak Rabin nous n'avons pas de leadership capable de s'élever au-dessus des calculs politiques immédiats.

Qu'y avait-il dans la génération de Rabin, de Sharon, qui faisait qu'ils pouvaient prendre ce type de décisions, et qu'il n'y a pas dans la nôtre ?
Rabin, Sharon et Begin sont arrivés au pouvoir alors qu'ils avaient déjà pris de nombreuses décisions. Leur position de leader s'est affermie dans le temps. Les plus jeunes font partie d'une génération

de technocrates. Ehud Barak est un technocrate. Benyamin Netanyahou est un technocrate, pas un leader. Je me souviens d'un camp chez les Éclaireurs dans mon adolescence, où l'on avait demandé à chacun ce qu'il voudrait faire quand il serait grand. Je ne pensais pas que je serais directeur du Shabak, mais Benyamin Netanyahou avait déclaré qu'il serait Premier ministre. À quatorze ans. Et nous l'avons cru. C'est-à-dire qu'il avait déjà naturellement les qualités d'un chef et du charisme. Mais il a reçu une formation de technocrate, pas de dirigeant. C'était un employé. Un employé de haut niveau, mais un employé. Ce fut la même chose pour Ehud Barak dans l'armée. Il ne s'est pas élevé au niveau d'un leader disant : « Je ne suis pas à mon propre service, mais au service de mon peuple. Je suis prêt à payer un prix personnel pour cela. Il se peut que je perde ces élections, mais je gagnerai les prochaines. »

Ce que nous avons pu observer chez Ehud Barak Premier ministre tout comme chez Benyamin Netanyahou au cours de son précédent mandat, c'est une lutte pour leur survie ou : « Comment passer cette journée ? Que vais-je bien pouvoir inventer pour conserver mon poste de Premier ministre ? » Ce n'était pas le cas de Rabin. Ce n'était pas non plus celui de Sharon. Ce dernier n'en avait certainement pas moins fait ce type de calcul par le passé, d'ailleurs beaucoup mieux qu'eux, mais en public il apparaissait comme un décideur. Il décidait, dissolvait un parti, formait un parti, tout cela en faveur du désengagement, tout cela en faveur du peuple d'Israël. « J'en ai assez du noyau dur du Likoud, je ne plie pas devant lui, je liquide toute cette affaire et je laisse Bibi dans l'opposition avec douze mandats seulement. » S'il n'avait pas été malade, vous seriez aujourd'hui, je pense, devant une tout autre réalité. Et croyez-moi, je ne suis pas un fervent partisan de Sharon. Mais c'était un leader, incontestablement.

Y a-t-il à l'horizon un autre leader tel que lui ?

Pas que je sache.

Avraham Shalom, y a-t-il à l'horizon un leader que vous estimez capable de prendre la décision d'évacuer les implantations ?
AVRAHAM SHALOM : Je n'en connais pas. Tous les Premiers ministres avec lesquels j'ai travaillé craignaient de perdre leur majorité au gouvernement. C'était plus important pour eux que le modèle politique du peuple d'Israël ou que son existence future. Cela peut mettre Israël en danger. Dans un an ou dans dix. Ils le comprennent très bien, mais pensent que le pays est moins important que le parti. Golda Méir a été la première à le dire : « D'abord le parti, ensuite le pays. »

Il n'y a pas de dirigeant israélien qui ait été un stratège ?
Uniquement Ben Gourion. Je pense qu'Ariel Sharon, de tous les politiciens faucons, a été le premier à comprendre que les Palestiniens étaient un peuple sous occupation et que les choses ne s'arrangeraient pas sans qu'ils aient un État séparé. Il a pris conscience qu'ils ne pouvaient pas vivre ainsi et nous non plus. Je prétends que nous ne pouvons pas vivre en leur imposant une occupation. Je ne me préoccupe en effet pas des Arabes. Actuellement, toute la classe politique israélienne est à la droite du centre. Il y a encore un peu de monde à sa gauche, mais c'est négligeable. Il se peut que nous ayons tout simplement des dirigeants qui ne sont pas bons. J'en suis arrivé à cette conclusion mais je ne peux pas les juger. Je ne suis pas meilleur moi-même.

Nos politiciens sont incapables de visualiser, d'ici trente à cinquante ans, le peuple juif dans une mer de musulmans. Nos dirigeants perdent leur sang-froid, or il faut des nerfs d'acier pour lutter contre le terrorisme. Ce n'est pas en une journée qu'on en vient à bout. Et nous savons par avance que nous ne le vaincrons pas. Nous

ne perdrons pas face à lui mais nous ne le vaincrons pas non plus. Les dirigeants qui sont responsables de cette lutte finissent par perdre le nord, perdre leurs nerfs, perdre la tête. Quant à nous, nous perdons notre esprit de clairvoyance, nous ne relativisons plus les choses. Aucun autre pays, même ceux dont l'existence est menacée, ne pense en termes de génocide. Ce n'est qu'ici que tout soldat tué ou blessé représente pour nous une demi-Shoah, parce que d'une certaine façon, nous sommes toujours en exil. Je ne sais pas pourquoi, mais c'est un fait. Toute personne arrivant en Israël pour la première fois, où se voit-elle emmener ? À Yad Vashem, le mémorial de la Shoah, bien entendu. Et tout de suite après à un autre, celui de Lohamei Haghetaot par exemple, le musée des combattants des ghettos. Ce n'est pas possible ! On ne peut pas éduquer tout un peuple, trois générations, sinon trois et demie, en n'évoquant sans cesse que des catastrophes, en ne parlant que de la Shoah. La Shoah, c'est une question de vision du monde, d'échelle, de proportions.

Vous avez aujourd'hui quatre-vingt-un ans. Que pensez-vous que l'État d'Israël doive faire ? Si je vous donnais les cartes et vous disais : « Avraham Shalom, vous avez les cartes en main… »
Je vous les rendrais. Vous voulez m'infliger une punition ou quoi ?

Mais si j'insistais. Que pensez-vous qu'Israël doive faire ?
Parler avec tout le monde. Commencer à parler et à changer de ton. Parler avec tout le monde tout le temps. Tout le temps. En tout lieu où ils voudront dialoguer avec nous, de tout sujet qu'ils voudront bien aborder. Je pense que le plus fort doit faire des concessions. Mais nous cessons d'être forts. C'est ce qui m'inquiète. Celui qui était fort hier ne l'est déjà plus aujourd'hui. [1]

1. Avraham Shalom est décédé le 19 juin 2014.

Titre original : *The Gatekeepers*
Éditeur original : Yediot Aharonot
© 2013 by Dror Moreh

Pour la traduction française :
© 2015, Éditions Héloïse d'Ormesson
www.editions-heloisedormesson.com

ISBN numérique : 978-2-35087-331-2

Couverture © Les Films du Poisson / Dror Moreh Productions / Cinephil

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage sans l'autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie.

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.